



HAL
open science

Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recompositions sociales

Pierre Pistre

► **To cite this version:**

Pierre Pistre. Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recompositions sociales. Géographie. Université Paris-Diderot - Paris VII, 2012. Français. NNT: . tel-00764869

HAL Id: tel-00764869

<https://theses.hal.science/tel-00764869v1>

Submitted on 13 Dec 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

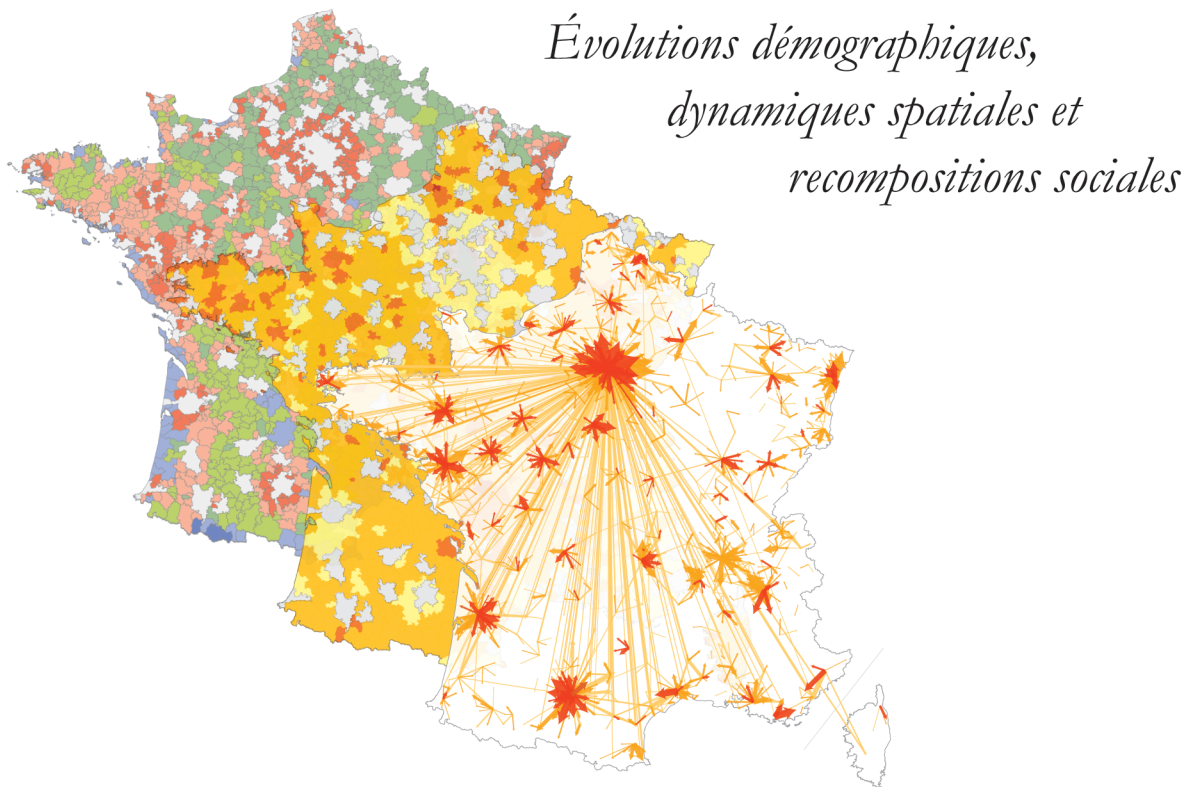
L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Thèse présentée pour obtenir le grade de Docteur
de l'Université Paris Diderot - Paris 7

Discipline : Géographie

Pierre PISTRE

Renouveaux des campagnes françaises



Sous la direction de Catherine RHEIN, Directeur de recherche, CNRS

Membres du jury

Catherine BONVALET, Directeur de recherche, INED (rapporteur)

Henry BULLER, Professeur, Université d'Exeter (rapporteur)

France GUÉRIN-PACE, Directeur de recherche, INED (président)

Olivier ORAIN, Chargé de recherche, CNRS (examinateur)

Frédéric RICHARD, Maître de conférences, Université de Limoges (examinateur)

École doctorale de géographie de Paris
UFR Géographie, Histoire, Sciences Sociales

Thèse présentée pour obtenir le grade de Docteur
de l'Université Paris Diderot (Paris 7)

Discipline : Géographie

Pierre PISTRE

Renouveaux des campagnes françaises

*Évolutions démographiques, dynamiques spatiales
et recompositions sociales*

Sous la direction de Catherine RHEIN, Directeur de recherche, CNRS

Membres du jury

Catherine BONVALET, Directeur de recherche, INED (rapporteur)
Henry BULLER, Professeur, Université d'Exeter (rapporteur)
France GUÉRIN-PACE, Directeur de recherche, INED (président)
Olivier ORAIN, Chargé de recherche, CNRS (examineur)
Frédéric RICHARD, Maître de conférences, Université de Limoges (examineur)

Thèse soutenue publiquement le 7 décembre 2012

Remerciements

Aboutissement d'un parcours universitaire qui m'a conduit d'Albi à Toulouse, puis d'une escale suédoise à la capitale parisienne, le présent travail de doctorat n'aurait pu être mené à bien sans le concours, le soutien et les encouragements de nombreuses personnes. Je tiens ici à remercier chaleureusement toutes celles et tous ceux qui, de manière plus ou moins directe, ont contribué à la réalisation de cette thèse, à son avancement et à son achèvement.

Catherine Rhein a accepté d'encadrer et d'accompagner ce projet de recherche à dominante rurale, et je lui en suis pleinement reconnaissant. Merci pour le suivi régulier et la confiance accordée depuis la fin du Master 2. Merci également pour les partages d'expériences scientifiques et professionnelles qui ont jalonné nos discussions au cours des années de thèse.

Olivier Orain a été le premier à me donner envie d'engager de longues études en géographie, finalement jusqu'au doctorat, et à me faire prendre conscience que j'en avais les capacités. Merci pour les remarques et les conseils toujours pertinents et constructifs. Merci aussi pour les initiations enthousiasmantes à l'épistémologie de la géographie et à la géographie rurale, qui ont été des prémices essentielles à la réalisation de ce travail de recherche.

J'adresse ensuite de sincères remerciements à Catherine Bonvalet et Henry Buller, qui me font l'honneur de participer au jury de cette thèse en tant que rapporteurs.

Merci à France Guérin-Pace d'avoir accepté de présider ce jury et permis de prolonger mes réflexions sur les comportements migratoires à destination des campagnes françaises, par la mise en œuvre d'analyses biographiques à partir des données de l'enquête Histoire de vie.

Merci également à Frédéric Richard pour les accueils successifs à l'université de Limoges et les échanges enrichissants, à poursuivre, autour des processus de gentrification rurale.

Ce travail de thèse à dominante quantitative et statistique a été rendu possible par l'accès à de nombreuses bases de données. Alexandre Kych — du Centre Maurice Halbwachs — et les responsables et personnels qui participent au bon fonctionnement de la procédure d'accès dite du CASD sont en particulier à remercier.

Trois enquêtes de terrain réalisées en 2011 ont été l'occasion de belles rencontres et découvertes rurales. J'adresse ici de sincères remerciements à tous les élus, les personnes ressources, les professionnels, les habitants, qui m'ont accordé de leur temps lors de passages — que j'aurais souhaités bien plus longs ! — dans les Alpes de Haute-Provence, en Haute-Vienne et dans le Haut-Languedoc. Merci à l'Observatoire de Haute-Provence (OHP) et à Michel et Jean-Marc pour les conditions optimales d'hébergement, en terres provençales et limousines. Outre Frédéric Richard, je tiens aussi à saluer Greta Tommasi et Julien Dellier de l'université de Limoges pour leur accueil et leurs conseils.

Lors de manifestations scientifiques et de présentations de mes travaux de doctorat, j'ai reçu de nombreux encouragements, avis, questions, qui ont conforté l'orientation de cette recherche et l'ont fait évoluer. J'adresse ainsi de sincères remerciements à tous ceux qui — même par des remarques et des échanges succincts — ont contribué à l'avancement de cette thèse. Par ordre approximativement chronologique, je pense en particulier à Jean-Claude Bontron, Christophe Terrier, Jean-Yves Authier, Alain Rozenkier, Anna Cristina d'Addio, Christine Zanin, Xavier Browaeys, Gunnel Forsberg, Anne Honegger, Pascal Chevalier, Marc Dedeire, Guy Desplanques, Jean-Yves Pineau, David L. Brown, Lorna Philip, Neil Argent, Claude Grasland, Françoise Cognard, Claire Aragau, Christophe Imbert, Odile Plan.

Cette recherche de doctorat doit également beaucoup aux structures de recherche et d'enseignement dans lesquelles elle a été menée. L'UMR Géographie-cités et ses locaux au cœur de Paris ont été un environnement particulièrement favorable pour la réalisation de cette thèse sur les campagnes françaises ! Merci à sa direction (Léna, Nadine, Céline) de m'avoir permis de présenter et défendre mes travaux à plusieurs reprises en France et à l'étranger. Merci à Martine, Véronique, Saber, Hélène, Liliane, Timothée, Guilhain, Sébastien, François, Antonin, pour les aides occasionnelles dans les dédales administratifs, informatiques, cartographiques et statistiques. Je n'oublie pas bien sûr de saluer et remercier les doctorants *and co*, anciens et nouveaux, habitués du cinquième étage de la rue du four — ceux qui choisissent la chaleur de la salle commune ou le calme de la bibliothèque, les enracinés et les oiseaux de passage, les adeptes du sandwich et les incontournables du Coolin — : Marion, Hadrien, Thomas, Sylvain, Mathieu, Charlène, Delphine, Anne-Lise, Florent, Sébastien, Clara, Stavros, Caroline, Julie(s), Antoine(s), Camille, Magali, Jean-Baptiste, Ioanna, Dimitra, José, Élodie(s), Elfie, Zoé, Solène, Clémentine, Robin, Henry... J'ai également une pensée amicale pour les anciens du Master 2 Carthageo (Sylvain, Laurent, Daniel, Lucie, Boris, Muriel, Bertrand...) et les anciens représentants des doctorants au conseil de l'école doctorale (Sylvain, Antoine, Ioanna, Delphine, Cécile, Abra, Maria).

En parallèle du travail de thèse, j'ai eu le plaisir d'enseigner, comme moniteur puis ATER, au sein du département de géographie de l'université Paris 7. Je mesure aujourd'hui la chance donnée et la confiance accordée. Par ordre grossièrement chronologique, je tiens à remercier les différents collègues rencontrés et côtoyés au cours de ces années d'enseignement : Claire O., Sylvain C., Gabriel M., Myriam B., Camille S., Sophie B.-M., David G., Stéphane A., Marianne M., Samuel R., Elsa V.-B., Christine Z., Élodie B., Marianne G., Émilie L., Sarah D., Sandrine B., Laurent F., Élodie M., Catherine M., François B., Mélanie P., Zoé B., Marie-Fleur A., Emmanuel T. (merci aussi pour un petit programme SAS qui m'a été bien utile !), Jean-Christophe F., Claude G.

J'adresse un remerciement tout particulier à ceux qui m'ont été d'une aide précieuse dans la dernière ligne droite, notamment pour les relectures finales : *ma cara mamà*, Olivier, Laurent (et pour plein d'autres choses), Christine et Julien, Hadrien, Aline (*thanks* !).

Enfin, comment ne pas saluer amis et famille qui m'ont offert les espaces nécessaires de respiration au cours des années d'étude et de thèse. Remerciements géographiques aux anciens d'Albi et de Toulouse, pour les bons moments passés ensemble et ceux à venir. Une pensée pour Mat, Cécilia, Liliane, Malcom, et les enfants, du côté de Stockholm et de Söderköping. Merci aux amis parisiens, de Belleville et d'ailleurs, pour les soirées et les week-ends de détente (un peu moins lors des derniers mois de thèse !). *Salut amistos als sudistas*, santsignols et brassaguais — d'origine ou de passage régulièrement à la mi-juin et au début du mois d'août — qui ont égayé mes retours aux sources sans trop tenir compte de quelques intonations parisiennes !

Merci à Lucie, Xavier, Inès et Éloïse pour votre soutien sans faille ; j'y associe cousins, cousines, oncles et tantes. Une pensée émue pour mes grands-parents qui, avec simplicité, m'ont transmis l'importance des liens familiaux et des origines (rurales). Enfin, *grandmercé a mos parents, per vòstre continunal sosten, vòstres afectuós encoratjaments e plan mai...*

Sommaire

Introduction générale	1
Partie 1. Dynamiques démographiques et migratoires en France rurale.....	15
<i>Chapitre 1. Définir et analyser les renouvellements démographiques des campagnes françaises</i>	17
<i>Chapitre 2. Renouvellements des campagnes françaises et diversité des migrations résidentielles</i>	49
<i>Chapitre 3. Analyses biographiques des mobilités résidentielles vers les campagnes françaises</i>	105
Partie 2. Processus de gentrification et renouvellements des campagnes françaises ...	151
<i>Chapitre 4. Étendre les limites de la gentrification : études rurales et perspectives de recherche</i>	153
<i>Chapitre 5. Structures du parc de logements et gentrification dans les campagnes françaises</i>	165
<i>Chapitre 6. Groupes sociaux et gentrification dans les campagnes françaises</i>	197
Partie 3. Populations retraitées et renouvellements des campagnes françaises	235
<i>Chapitre 7. De la diversité des populations retraitées dans les campagnes françaises</i>	237
<i>Chapitre 8. Vieillesse et populations retraitées dans les campagnes françaises</i>	247
<i>Chapitre 9. Migrations et mobilités résidentielles de retraite vers les campagnes françaises</i>	271
Conclusion générale.....	293
Annexes.....	299
Bibliographie	343
Tables.....	393

Citations, sigles, documents et logiciels

La citation d'un auteur dans le corps du texte — exception faite des renvois bibliographiques entre parenthèses — se compose du prénom et du nom de famille en toutes lettres s'il s'agit de la première mention dans la thèse. À partir de la deuxième mention, seule l'initiale du prénom et le nom de famille sont indiqués. Ce procédé vaut également pour des travaux collectifs : seul le premier auteur est alors signalé en toutes lettres, suivi de la mention *et al.*

Les notions ou expressions en langue étrangère, essentiellement anglaises, sont indiquées en italique dans le corps du texte — quelques citations plus longues sont traduites par l'auteur. Il en va de même pour les citations françaises mises en valeur dans un paragraphe autonome. Les catégories spatiales, qui composent la typologie nationale des bassins de vie à la base de la plupart des analyses statistiques et cartographiques (p. 29), sont aussi mentionnées en italique. Enfin, quelques termes sont occasionnellement mis en italique pour appuyer la démonstration, notamment dans l'introduction générale et dans le chapitre 1.

La signification des sigles utilisés dans la thèse est donnée lors de la première utilisation, à l'exception de certains acronymes institutionnels. Elle est rappelée à plusieurs reprises pour les plus récurrents, notamment pour les acronymes statistiques (sources, variables, nomenclatures). Le glossaire qui suit détaille les différents sigles utilisés.

De nombreux documents produits par l'auteur sont présentés et commentés dans la thèse. Ils sont répartis en trois grandes catégories : carte, figure, tableau. Pour les planches de documents, les mêmes termes sont utilisés au pluriel. La numérotation est continue sur l'ensemble de la thèse. Elle est par contre spécifique pour les documents placés en annexe.

Plusieurs logiciels ont été utilisés pour la réalisation des analyses statistiques présentées dans cette thèse : SAS 9.2, Excel 2003, XLSTAT 2010, SPAD v7. Le logiciel libre Philcarto (versions 4 et 5) a été exclusivement utilisé pour les représentations cartographiques (Waniez, 2010) et Adobe Illustrator CS2 pour la mise en forme des documents.

Glossaire

ACP : Analyses en Composantes Principales
BTP : Bâtiment et Travaux Publics
BV : Bassin de Vie
C. C. : Communauté de Communes
CAH : Classification Ascendante Hiérarchique
CASD : Centres d'Accès Sécurisé Distant aux données
CCBTA : Communauté de Communes Bandiat Tardoire Avenir
CCMHL : Communauté de Communes de la Montagne du Haut-Languedoc
CCFML : Communauté de Communes de Forcalquier Montagne de Lure
CCHP : Communauté de Communes de Haute-Provence
CCM : Classification par les Centres Mobiles
CDC : Caisse des Dépôts et Consignations
CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique
CPIS : Cadres et Professions Intellectuelles Supérieures
DATAR : Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale
DGFIP : Direction Générale des Finances Publiques
EDORA: *European Development Opportunities in Rural Areas* (Programme européen ESPON)
ENL : Enquête Nationale Logement (INSEE)
HDV : Histoire De Vie (enquête INSEE/INED)
IGN : Institut national de l'information Géographique et forestière
INED : Institut National d'Études Démographiques
INRA : Institut National de la Recherche Agronomique
INSEE : Institut National de la Statistique et des Études Économiques
NUTS: *Nomenclature of Territorial Units for Statistics* (Eurostat)
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique
ESPON: *European Spatial Planning Observation Network*
PBVF : (les) Plus Beaux Villages de France (label touristique)
PCS : Professions et Catégories Socioprofessionnelles
PER : Pôle d'Excellence Rurale
PNR : Parc Naturel Régional
PNRHL : Parc Naturel Régional du Haut-Languedoc
PNRPL : Parc Naturel Régional du Périgord Limousin
PUCA : Plan Urbanisme Construction Architecture
QL : Quotient de Localisation
RGA : Recensement Général de l'Agriculture
RGC : Répertoire Géographique des Communes (IGN)
RP : Recensement de la Population (INSEE)
SAFER : Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural
SDT : Suivi de la Demande Touristique (enquête de la Direction du tourisme)
SEGESA : Société d'Études Géographiques Et Sociologiques Appliquées
SV : Station Verte (label touristique)
UU : Unité(s) Urbaine(s) (INSEE)
ZAU : Zonage en Aires Urbaines (INSEE)
ZAUER : Zonage en Aires Urbaines et aires d'emploi de l'Espace Rural (INSEE)
ZPIU : Zone de Peuplement Industriel et Urbain (INSEE)

Introduction générale

« 2,4 millions de citadins affirment vouloir engager d'ici 5 ans une démarche active afin de s'installer durablement à la campagne. 42% des habitants de communes de plus de 100 000 habitants souhaiteraient vivre et travailler en zone rurale. [...] Les citadins valorisent en particulier un mode de vie perçu comme moins stressant par rapport à la ville (36%), une vie globalement moins chère (27%) et un environnement moins pollué. »¹

« Les citadins rêvent de vivre à la campagne. Les chiffres parlent d'eux-mêmes et le confirment. Aujourd'hui, 43% des citadins habitant dans des agglomérations de plus de 200 000 habitants, soit près de 11 millions de personnes, expriment un désir de campagne. Parmi eux, 2,36 millions affirment leur souhait d'engager des démarches concrètes d'installation dans les 5 années à venir. Les motivations premières de ces citadins restent principalement la recherche d'une meilleure qualité de vie (66%) et d'une meilleure qualité de l'environnement (60%). »²

« Alors qu'ils sont une très grande majorité à vivre en ville (presque 60% d'entre eux vivent dans des communes de plus de 20 000 habitants), 65% des Français préféreraient vivre à la campagne. [...] Même les plus urbains (ceux habitant des communes de plus de 100 000 habitants) sont 52% à regretter de ne pas vivre à la campagne. À noter aussi, que vivre à la campagne plairait plus souvent aux hommes (69%, contre 61% des femmes), aux CSP- (73%, contre 66% des CSP+) et aux sympathisants Verts (71%). Seule exception : pour les habitants de l'agglomération parisienne, les résultats sont inversés. 63% préfèrent vivre en ville, contre seulement 37% préférant la campagne. »³

^{1 2 3} Ces commentaires sont extraits des résultats de trois sondages réalisés au cours des années 2000 par différents instituts nationaux. Par ordre de parution et de citation : IPSOS (2003), *L'installation des citadins à la campagne*, pour la région Limousin ; IFOP (2009), *Vivre et travailler au vert*, pour la 5^e foire « Projets en campagne » ; BVA (2011), *Ville ou campagne*, pour le journal *20 minutes*.

Les campagnes font envie, comme l'expriment les sondages qui régulièrement interrogent les Français sur leurs désirs résidentiels⁴. Des envies individuelles qui correspondent à la volonté d'un autre mode de vie et pour certains de retour aux sources. Des envies familiales guidées par le souhait d'une meilleure qualité de vie et d'un environnement naturel souvent idéalisé. Des envies collectives qui paraissent ne pas se démentir et qui vont de pair avec une image médiatique toujours plus positive des campagnes⁵. Des envies répandues dans la société, dont les incidences spatiales iront croissant si elles se concrétisent par des changements résidentiels de plus en plus fréquents.

Les campagnes françaises suscitent des envies : nombre d'individus, de couples, de familles décident d'ailleurs de s'y implanter durablement. Ces installations constituent de ce fait le principal moteur de croissances rurales désormais reconnues et qui ont été confirmées par le dernier recensement de la population (Morel *et al.*, 2006 ; Laganier *et al.*, 2009). Là encore, la presse s'en fait régulièrement l'écho⁶. Des ouvrages de type « mode d'emploi » proposent d'éclairer les citoyens en mal de ruralité dans l'évaluation et la conduite de leur projet de « changement de vie »⁷. D'autres publications grand public prennent la forme de témoignages d'installations réussies et de véritables plaidoyers pour la vie rurale⁸. Dans un autre registre, des acteurs nationaux du développement rural, comme le Collectif Ville-Campagne, le Réseau Rural Français et ses antennes régionales, se donnent pour mission d'accompagner ceux qui désirent s'installer et créer en campagne⁹. Autant de signes qui reflètent l'attrait rural contemporain, qui non seulement ne semble pas s'estomper mais aurait plutôt tendance à se renforcer.

Les campagnes françaises contemporaines sont donc source d'intérêt et accueillent des volumes non négligeables de population. Elles restent toutefois inégalement concernées par les implantations résidentielles et les reprises démographiques induites. Un angélisme de discours autour du renouveau rural — qui risquerait de supplanter avec un même excès les chantres de la désertification — ne doit pas conduire à masquer des disparités géographiques et sociologiques. Il s'agit bien là d'un objet d'étude multiforme, évolutif, à analyser comme tel, et ce d'autant plus que les conjonctures économique et énergétique actuelles conduisent de nombreux acteurs et observateurs à s'interroger sur la pérennité du phénomène. Un principe de diversité est ainsi indispensable à considérer et a été placé au cœur de ce travail de doctorat.

Renouveau démographique il y a, renouveau démographique il y a eu depuis les années 1970-1980, et l'un des objectifs centraux de cette thèse sera de le montrer et de le détailler. Mener une étude nationale des évolutions et des croissances de population dans les campagnes françaises a été l'ambition première. Cette volonté s'est doublée de réflexions géographiques, de découvertes conceptuelles, d'ouvertures disciplinaires, d'approfondissements méthodologiques. Ceux-ci sont venus nourrir un examen élargi, à visées analytique et explicative, du renouveau démographique rural, qui rendrait compte de sa pluralité et de ses nombreux contrastes, nationaux et locaux.

⁴ Si les extraits préalablement cités font référence à la campagne, nous avons pris le parti de pluraliser ce terme dès l'introduction générale. Ce choix terminologique sera privilégié tout au long de la thèse. Il sera justifié dans le chapitre 1, mais il vise surtout à rendre compte de la diversité intrinsèque des entités rurales contemporaines.

⁵ Cf. plusieurs articles récents de presse qui en attestent : Feltrin, 2008 ; Le Guen, 2010 ; Pineau, 2010.

⁶ Cf. quelques articles tirés de la presse nationale : Thioly *et al.*, 2006 ; Cluet, 2010 ; Moreau, 2010.

⁷ Cf. à titre d'exemples : voir Juéry *et al.*, 2002 ; Farinelli, 2006, 2009 ; Capo-Chichi *et al.*, 2008 ; Delbove, 2011 ; Roger, *et al.*, 2011.

⁸ Cf. à titre d'exemples : voir Gevaert, 1993 ; Calmettes, 1996, 2006 ; Boniteau, 2004 ; Farinelli, 2008.

⁹ Cf. pour de plus amples informations : <http://www.installation-campagne.fr> et <http://www.reseaurural.fr>

Une géographie nationale du renouveau démographique rural

Un objet d'étude se construit et évolue. Il peut correspondre à des intérêts anciens ou résulter d'un hasard relatif. Un parcours personnel, nourri par des origines, des rencontres successives, peut aussi conduire à des choix et des positionnements de recherche. Quels ont été ainsi les tenants et les aboutissants qui ont contribué à faire du *renouveau démographique rural*, l'objet d'étude central de ce travail de doctorat de géographie ?

Faut-il déjà être originaire d'un petit village ou vivre dans une commune considérée comme rurale pour s'intéresser au devenir démographique des campagnes ? Certainement pas. Mais pour ce qui nous concerne, des pratiques régulières et anciennes de territoires ruraux du Sud-Ouest de la France, associées à des résidences successives, permanentes et occasionnelles, dans les mêmes types de territoires, ont forgé des habitudes, des attachements à des paysages, à des formes de sociabilités et des modes de vie que l'on peut encore dire ruraux. Ces expériences sont ensuite à rapprocher d'une spécialisation progressive de notre cursus universitaire en géographie humaine et rurale, avec une attention plus générale portée aux études rurales en sciences humaines et sociales. C'est dans la deuxième partie de ce cycle académique que s'est construite l'idée de travailler sur le renouveau des campagnes françaises. Notre intérêt personnel s'est alors notamment développé sur la base de constations empiriques et de discours reçus qui pouvaient paraître ambivalents. La découverte des visions optimistes défendues collectivement ou en solo par Bernard Kayser (1989, 1993a, 1994, 1996), Bertrand Hervieu et Jean Viard (1996, 2001) et — dans une moindre mesure — Philippe Perrier-Cornet (2002a, 2002b), fut ressentie comme un contrepoids salutaire à des visions médiatiques souvent fatalistes et nostalgiques. Cependant, si cette posture semblait correspondre à un réel attrait pour les campagnes, elle ne trouvait que peu d'écho dans nos expériences locales, au sein de territoires ruraux marqués par un assouplissement prolongé. Une forme de contradiction s'est ainsi instaurée entre des observations privées et le contenu des discours faisant autorité sur les tendances nationales, qui n'a fait que renforcer notre intérêt pour ce thème de réflexion devenu objet de recherche.

Ce parcours personnel est à l'origine des trois principaux positionnements ayant contribué à la construction de l'objet d'étude, et ce dès les premières formulations du projet. Un premier principe, simple mais néanmoins essentiel, fut de vouloir défendre et illustrer les études actuelles sur le *rural*. Il s'agissait de souligner la persistance de mondes ruraux (Bessière *et al.*, 2007), marqués par de profondes transformations — économiques, démographiques, sociologiques, culturelles, politiques —, par la montée d'antagonismes internes et l'ouverture à de multiples extérieurs. Malgré des influences urbaines toujours plus fortes, l'objectif était de considérer le *rural* comme une catégorie d'analyse à détailler mais toujours pertinente et opératoire.

Un recentrage sur des considérations *démographiques* s'est ensuite opéré. Sachant que le temps imparti à un travail de thèse ne permettait pas d'explorer toutes les facettes du renouveau rural, mettre l'accent sur les évolutions de population était un moyen de saisir la diversité des transformations ayant marqué ces espaces particuliers. Du fait de reprises de plus en plus généralisées, les aspects démographiques auraient gagné en importance pour expliquer les dynamiques récentes des campagnes françaises. Le développement des installations résidentielles — en particulier lorsque l'on considère les plus éloignées des centres urbains — serait le principal fait marquant, et il résulterait notamment de conciliations individuelles et familiales, où les choix de vie auraient pris en partie le pas sur des déterminants socioéconomiques. De fait, il importait de concentrer l'attention sur les (nouvelles) populations, leurs profils et leurs motivations, afin d'analyser l'évolution des pratiques résidentielles tournées vers les campagnes.

Enfin, prendre acte d'un *renouveau* dès la délimitation de l'objet d'étude a eu pour vocation d'inscrire nos recherches dans la continuité de géographes qui ont plaidé, à partir des années 1980-1990, pour une analyse plus positive des changements ruraux. Nous pouvons en particulier (re)citer B. Kayser et Jean Renard (2000, 2002), qui ont défendu — par l'entremise des expressions « renaissance rurale »¹⁰ et « campagnes vivantes »¹¹ — un renouvellement du regard scientifique sur les situations rurales contemporaines¹².

Deux choix méthodologiques majeurs ont enfin influencé la construction de l'objet d'étude. Le premier tient à l'ambition *nationale* de cette recherche et le deuxième à une primauté donnée aux analyses *géographiques* et *cartographiques* des campagnes françaises.

La volonté d'une étude hexagonale du nouveau démographique rural fait suite pour partie à des frustrations en termes de généralisation des résultats, ressenties à l'issue de premiers travaux de recherche menés aux marges de l'agglomération toulousaine (Pistre, 2010). Elle s'est surtout renforcée en constatant que la tradition de productions géographiques utilisant une perspective nationale (Bontron *et al.*, 1966, 1977 ; Calmès *et al.*, 1978 ; Béguin, 1984 ; Brunet, 1984, 1992 ; Collectif, 1984 ; Mathieu *et al.*, 1985 ; Chapuis, 1986 ; Brun *et al.*, 1989 ; Auriac *et al.*, 1998), n'avait guère d'équivalents contemporains, et qu'un travail d'actualisation, d'approfondissement était largement à faire dans le champ de la géographie rurale.

Pour ce qui est de la dominante géographique de cette recherche de thèse, elle doit forcément beaucoup à notre appartenance disciplinaire mais pas seulement. Plusieurs points ici esquissés — mais qui seront développés dans les prochaines pages — sont à prendre en compte. Il y va d'une posture de recherche considérant la diversité du nouveau rural, notamment temporelle et sociodémographique, comme devant prioritairement être analysée en termes de différenciation spatiale. D'autre part, une étude pluriscalaire a été envisagée dès les débuts du projet, afin d'associer une approche statistique nationale avec des enquêtes locales, dont la valeur heuristique n'avait pas été oubliée. La sélection de situations intéressantes aurait pour vocation de concrétiser et d'exemplifier les tendances statistiques nationales. Enfin, la volonté d'une analyse géographique du nouveau démographique rural a été renforcée par la découverte et la lecture de nombreux travaux anglo-américains de géographie rurale¹³ et de géographie de la population. Ceux-ci ont été reçus comme des sources d'inspiration pour l'étude du cas français, et comme l'opportunité d'opérer des parallèles avec des contextes nationaux variés, même si une démarche comparative n'a pas été directement mise en place dans ce travail de thèse.

Sur la base d'un parcours personnel, de positionnements et de méthodes de recherche, une analyse géographique nationale des campagnes françaises a donc été entreprise. L'objectif premier était d'actualiser et d'approfondir l'étude des évolutions démographiques contemporaines, en accordant une attention particulière aux dynamiques migratoires, considérées comme le principal moteur des reprises rurales actuelles. Il s'agissait également de mettre l'accent sur les inscriptions spatiales des temporalités et des dimensions sociologiques qui ont contribué à un nouveau démographique différencié à l'échelle nationale.

¹⁰ La primauté d'utilisation en France de cette expression doit plus précisément être attribuée à un collectif de chercheurs de l'université de Toulouse, lors d'une publication sur le plateau du Larzac (Pilleboue *et al.*, 1972).

¹¹ Signalons à ce sujet le colloque qui s'est tenu à Nantes, les 18 et 19 mai 2000, sur la thématique des campagnes vivantes, et qui a donné lieu à une publication des actes en l'honneur de J. Renard (Croix, 2000).

¹² Leurs positionnements se sont notamment démarqués de publications plus pessimistes réalisées par le géographe Roger Béteille (1981 ; 1994 ; *et al.*, 1995). Des compléments d'état des lieux seront développés dans le chapitre 1, sur l'opposition de ces « modèles explicatifs » qui a marqué la géographie rurale française des années 1980-1990.

¹³ Les publications suivantes à dominante épistémologique donnent un bon aperçu des recherches anglo-américaines récentes en géographie rurale : Roche, 2002, 2005 ; Woods, 2004, 2009a, 2012 ; Mc Carty, 2005 ; Clout, 2008.

Un nouveau évolutif, pluriel et contrasté des campagnes françaises

La notion de métropolisation s'est aujourd'hui imposée pour penser les processus d'urbanisation dans les pays industriels avancés. Elle se caractériserait surtout par la concentration des activités économiques, des centres de décisions et des populations, dans de vastes ensembles territoriaux comprenant les principaux centres urbains. Le développement des techniques de l'information et de la communication, et des transports, aurait notamment contribué à la mise en réseau des grandes métropoles et à l'étalement urbain vers des périphéries de plus en plus lointaines (Leroy, 2000). François Ascher (2003, p. 613) appelait ainsi à ne pas considérer la métropolisation comme un « simple phénomène de croissance des grandes agglomérations ». C'est selon lui « un processus qui fait entrer dans l'aire de fonctionnement quotidien de ces grandes agglomérations, des villes et des villages de plus en plus éloignés et qui engendre ainsi des morphologies urbaines mais aussi « rurales » de type nouveau ».

La métropolisation doit-elle de fait être considérée comme le schème principal constitutif des croissances de population dans les campagnes françaises depuis les années 1980-1990 ? Le nouveau démographique rural relève-t-il d'une voie explicative unique ou doit-il se conjuguer au pluriel, tant les populations et les processus impliqués ont été nombreux ?

Deux perspectives ont été suivies pour apporter des éléments de réponse à ces interrogations : la première consiste à analyser le nouveau rural dans ses évolutions temporelles, alors que la deuxième s'intéresse à son pluralisme contemporain. D'une manière générale, le principe d'une diversité inhérente aux reprises rurales contemporaines a été privilégié ; le fait de parler de *renouveaux des campagnes françaises*, en titre de cette thèse, découle directement de ce positionnement scientifique.

De nombreux travaux récents ont défendu l'idée d'un nouveau démographique des campagnes françaises (Le Bras, 2007 ; Talandier, 2007 ; Aubert, 2009 ; Merlin, 2009 ; Cognard, 2010 ; Hirczak *et al.*, 2011). Néanmoins, ce consensus dans le diagnostic ne peut exonérer, bien au contraire, d'en faire la démonstration dans des termes actualisés. Cette tendance s'est-elle bien confirmée au cours des années 2000 ? Correspond-elle à une stabilisation ou à une amplification du phénomène ? Quelles sont les disparités spatiales qui persistent en France rurale ? Une hypothèse générale peut ici être posée : l'originalité des reprises récentes tiendrait avant tout à leur extension vers des campagnes de plus en plus en marge de l'attractivité urbaine, en termes de proximité géographique et de mobilités quotidiennes de leurs (nouveaux) habitants. Cette idée ne prétend pas à la nouveauté. B. Kayser (1989) par exemple soulignait déjà à la fin des années 1980 le regain connu par des communes rurales peu soumises à l'influence urbaine, et de récentes analyses des données de recensement tendent à l'avaliser (Morel *et al.*, 2006).

Depuis les premières réflexions interdisciplinaires sur l'urbanisation des campagnes (Juillard, 1961, 1973 ; Rambaud, 1969 ; Rouzier, 1967 ; Coyaud L-M *et al.*, 1973) et la rurbanisation/périurbanisation (Bauer *et al.*, 1976 ; Berger *et al.*, 1980 ; Jaillet, 1982), une approche urbano-centrée des dynamiques rurales est restée dominante. Le meilleur exemple est certainement les classifications officielles et successives INSEE — des Unités Urbaines (UU), du Zonage en Aires Urbaines (ZAU) —, qui ont donné la primauté aux composantes urbaines et à un principe polarisateur. Une telle approche se justifie en partie par la poursuite et l'extension importantes des processus de périurbanisation et de rurbanisation. Néanmoins, le constat de reprises rurales qui tendent à se généraliser demande d'introduire du pluralisme pour analyser d'autres processus qui y participent, et en particulier pour les campagnes que l'on disait isolées. La néoruralisation peut-elle notamment être un pendant explicatif à la périurbanisation, pour développer une analyse moins urbano-centrée des reprises rurales récentes ? (chapitre 1)

Remettre en cause la seule rationalité socioéconomique pour expliquer les pratiques migratoires à destination des entités rurales, développer des analyses par trajectoires et cycles de vie des territoires concernés et des populations actrices des croissances démographiques, sont autant d'approches pertinentes à développer (chapitres 2 et 3). L'étude de processus de gentrification rurale à la suite de précédents britanniques (Phillips, 1993, 2009)¹⁴, constitue une autre voie intéressante à explorer. Elle peut être l'occasion de tester une ouverture conceptuelle, des comparaisons avec d'autres contextes nationaux, et sa capacité à caractériser certains processus du renouveau rural français (partie 2). Enfin, il est indispensable de détailler les rôles et les comportements, évolutifs et spécifiques, de certaines populations au cœur des reprises rurales. Des analyses détaillées autour des âges, des catégories socioprofessionnelles, des compositions familiales restent à mener. Le cas des retraités paraît important à prendre en compte pour approfondir la compréhension des dynamiques rurales aux marges de l'attractivité urbaine (partie 3). Il s'agit notamment d'analyser des pratiques migratoires moins contraintes par la nécessité professionnelle de s'implanter à proximité d'un pôle urbain. Peut-on établir une relation entre les croissances démographiques rurales et la progression d'installations de retraités, résultant pour partie du passage accru en retraite des générations du baby-boom ? Au-delà d'un vieillissement structurel des populations rurales, la place des retraités dans le renouveau démographique des campagnes françaises ne serait-elle pas ainsi à revaloriser ?

Un deuxième enjeu complémentaire est de mettre l'accent sur les tendances récentes et les populations impliquées dans les reprises des années 2000. En lien avec une diversification supposée des processus à l'œuvre, une attention centrale doit être portée à l'hétérogénéité des groupes qui participent aux renouveaux actuels des campagnes françaises. Les différences peuvent être générationnelles ou socioéconomiques, se rapporter à des motivations et des parcours résidentiels variés, ou être marquées par une connaissance et un attachement au territoire d'installation très disparate. Là encore, l'idée n'est pas nouvelle. De nombreux chercheurs ont étudié les populations attirées par certaines campagnes françaises depuis les mouvements post-soixante-huitards de « retour à la terre et à la nature » (Micoud, 1976 ; Léger *et al.*, 1979, 1983 ; Lacroix, 1980), jusqu'à une France « d'extra-urbains » récemment nommée par J. Viard (2012), en passant par le cas médiatique des implantations d'étrangers d'Europe du Nord, amorcées dans les années 1960-1970 (Buller *et al.*, 1994a ; Barou *et al.*, 1995 ; Diry, 2008).

Néanmoins, si la pluralité des nouveaux résidents des campagnes françaises n'est pas en soi une découverte, l'accentuation de la diversité des populations actrices du renouveau rural pourrait expliquer des reprises qui semblent se renforcer, accompagnées par une certaine démocratisation de l'attrait campagnard (partie 1). En outre, l'examen des inscriptions et des différenciations spatiales du phénomène peut mettre en évidence des formes de spécialisation sous formes de profils sociaux ou individuels, attirés par telle ou telle campagne. Inversement, beaucoup de territoires ruraux devenus attractifs sont confrontés à des arrivés très hétérogènes, notamment sur le plan des niveaux de vie (partie 2). Cela nécessite de conduire des analyses en termes d'inégalités et de ségrégations sociales engendrées, mais aussi de formes de concurrence spatiale. Enfin, une même perspective socioéconomique, associée à des considérations générationnelles, doit amener à détailler la composition des groupes impliqués, trop souvent considérés comme homogènes, en particulier les retraités (partie 3). Il s'agit indiscutablement de populations hétérogènes, avec des envies, des motivations d'installation, des origines migratoires, des parcours résidentiels et des influences variables, qui font ressortir la pluralité des renouveaux démographiques ruraux actuels.

¹⁴ Un état des travaux britanniques et internationaux sur la gentrification rurale est réalisé dans le chapitre 4.

Démarche et diversité méthodologique : approches et données

La méthodologie mise en œuvre dans ce travail de thèse est plurielle dans les techniques et les matériaux mobilisés. Elle repose sur le couplage d'approches quantitatives et qualitatives, et elle accorde une place centrale à une analyse pluriscalaire des renouvellements des campagnes françaises, entre des tendances nationales, régionales et des situations locales.

Un premier volet méthodologique correspond aux études quantitatives et statistiques réalisées durant le temps de thèse. Elles s'appuient sur des bases de données variées (tableau 1) — du point de vue des producteurs, de leur objet et de leur précision spatiale —, et celles-ci ont été rassemblées au fur et à mesure de l'avancée des recherches pour s'ajuster à l'évolution des questionnements. Pour satisfaire aux ambitions nationale et géographique déjà énoncées, elles ont donné lieu à des traitements statistiques et cartographiques à l'échelle hexagonale. De plus, par souci de précision et de liberté pratique, elles ont privilégié — lorsque l'accès était possible — une exploitation des fichiers détail de ces sources de données¹⁵.

Parmi les bases utilisées, le recensement de la population (RP) occupe une place centrale. D'une richesse indiscutable, il a permis de mener des analyses approfondies des transformations démographiques rurales, des années 1960 aux années 2000. Hormis pour des raisons d'accès aux données détaillées et de fiabilité statistique, le RP 1968 s'est imposé comme la source ancienne à privilégier pour les traitements évolutifs menés à partir du recensement. Il occupe en effet une position symbolique dans la littérature sur le renouvellement des campagnes, étant souvent considéré — avec celui de 1975 — comme l'époque où se clôt un long épisode d'exode généralisé, augurant d'une stabilisation et des reprises qui s'amorcent (Kayser, 1989 ; Bontron, 1993). En outre, le fait d'étendre les analyses sur une quarantaine d'années a permis d'inscrire et de comparer les dynamiques récentes avec celles des décennies précédentes. Il s'agissait aussi de défendre l'idée d'un cycle démographique du renouvellement rural, qui aurait débuté au tournant des années 1960-1970 et qui se poursuivrait aujourd'hui sous des formes multiples.

Parallèlement, les études statistiques ont multiplié les analyses structurelles et les études de flux, pour mettre en valeur le rôle des migrations résidentielles dans les croissances démographiques rurales. Elles ont mobilisé des indicateurs variés sur les individus — âges, catégories socioprofessionnelles (PCS), lieux de naissance, nationalités, trajectoires résidentielles — et sur les logements — les statuts d'occupation, les catégories de logement, l'ancienneté du bâti, les fonctions touristiques le cas échéant, les prix immobiliers —, avec pour objectif de rendre compte de la pluralité du renouvellement des campagnes françaises.

Une démarche statistique exploratoire a été privilégiée. Les études univariées et bivariées composent la majorité des analyses, complétées par quelques traitements multivariés ciblés, notamment de classification et de modélisation statistique. La majorité des traitements quantitatifs sont nationaux et des mailles spatiales fines (commune, bassin de vie¹⁶, département) ont été privilégiées pour la cartographie, par souci de généralisation et de précision. Le principal objectif des analyses quantitatives a été de donner un aperçu général des renouvellements des campagnes françaises, avec en corollaire de mettre en lumière leurs disparités régionales voire plus locales.

¹⁵ Les fichiers détail, aussi appelés fichiers individus, sont des tableaux non agrégés où chaque ligne rassemble les informations d'un individu statistique. Par leur finesse et les marges de manœuvre offertes, ils présentent un grand intérêt pour l'étude de petits échantillons de population et pour construire ses propres variables interprétatives.

¹⁶ Le bassin de vie est une unité spatiale statistique, créée en 2003 lors d'une étude dirigée par l'INSEE pour la DATAR, sur la structuration de l'espace rural français. Représentant un total de 1916 unités spatiales, les bassins de vie ont été définis en fonction de l'accès aux « services et à l'emploi » (INSEE, 2003 ; Julien, 2007) (chapitre 1).

Tableau 1. Synthèse des bases de données utilisées au cours du travail de thèse

Producteurs	Sources	Années utilisées	Procédures d'accès	Types de fichiers et précisions spatiales	Utilisations dans la thèse
INSEE (Institut National de la Statistique et des Études Économiques)	Recensement de la population (RP)	1962	Libre, en ligne (site <i>insee.fr</i>)	Tableaux détaillés à la commune	Chapitre 2
		1968 - 1975 - 1982 - 1990	- Libre, en ligne (site <i>insee.fr</i>) - Contrôlé, obtention par le CMH ¹	- Tableaux détaillés à la commune - Fichiers détail Individus (exploitat. complémentaire tx de sondage : 1/4e, 1/5e)	Chapitres 1-2-3-5-6-8-9 et conclusions des parties 2 et 3
		1999	- Libre, en ligne (site <i>insee.fr</i>) - Contrôlé, obtention par le CMH ¹	- Tableaux détaillés à la commune - Fichiers détail Individus (exploitat. complémentaire tx de sondage : 1/20e)	Chapitres 1-2-3-5-6-8-9 et conclusions des parties 2 et 3
		2007 (= RP annuels 2005, 2006, 2007, 2008, et 2009)	- Libre, en ligne (site <i>insee.fr</i>) - Contrôlé, obtention par le CASD ²	- Tableaux communaux - Fichier détail : MIGCOM - Fichiers détail Individus (exploitat. principale et complémentaire) ³	Chapitres 1-2-3-5-6-8-9 et conclusions des parties 2 et 3
	Enquête Nationale Logement (ENL)	1992 - 1996 - 2002 - 2006	- Contrôlé, obtention par le CMH ¹ - Contrôlé, obtention par le CASD ²	Fichiers détail à l'individu (dont la localisation communale des enquêtés)	Chapitres 5-9
INSEE et INED (Institut National d'Études Démographiques)	Enquête "Histoire De Vie" (HDV)	2003	Contrôlé (pour certaines informations géographiques), obtention par l'INED	Fichiers détail à l'individu	Chapitres 3-6-9
INSEE et Direction du tourisme	Hébergements touristiques des communes	2005 - 2007	Libre, en ligne (site <i>insee.fr</i>)	Tableaux détaillés à la commune	Chapitres 1-3
Direction du tourisme	Estimations des populations présentes	2005	Libre, en ligne (site <i>christophe-terrier.com/présence</i>)	Tableaux détaillés au département	Chapitre 3 et conclusion de la partie 1
DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques)	Impôt sur le revenu	1996 à 2008	Libre, en ligne (sites <i>insee.fr</i> et <i>impot.gouv.fr</i>)	Tableaux détaillés à la commune	Chapitres 1-6-8 et conclusion de la partie 1
IGN (Institut National de l'information Géographique et forestière)	RGC (Répertoire Géographique des Communes)	2010	Libre, en ligne (site <i>ign.fr</i>)	Tableau détaillé à la commune	Chapitres 2-3
Notaires de France	Perval (statistiques immobilières)	2000 et 2010	Libre, en ligne (site <i>immoprix.com</i>)	Recueil personnel de données à l'échelle départementale	Chapitre 5 et conclusion de la partie 2
Gîtes de France	Guides régionaux et nationaux (Dép. Alpes de Haute-Provence, Hérault, Haute-Vienne)	1996-1997-1998 et 2008-2009-2010	Libre, à la Bibliothèque Nationale de France (BNF)	Recueil personnel de données individuelles à l'échelle communale	Chapitre 3
Fédération des Stations Vertes	Label "Station Verte"	2012	Libre, en ligne (site <i>stationverte.com</i>)	Recueil personnel de données à l'échelle communale	Chapitre 3
Association des Plus Beaux Villages de France	Label "Plus Beaux Villages de France"	2012	Libre, en ligne (site <i>les-plus-beaux-villages-de-france.org</i>)	Recueil personnel de données à l'échelle communale	Chapitre 3

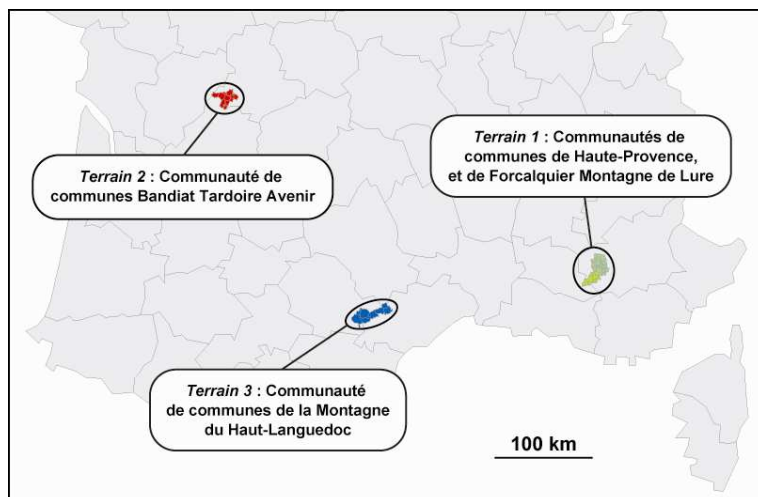
¹ Ces bases de données (RP 1968 à 1999 et ENL 1996 à 2006) ont été obtenues par l'intermédiaire du Centre Maurice Halbwachs (CMH) en janvier et juillet 2009.

² Après obtention d'un avis favorable lors de la session du comité du secret statistique du 7 octobre 2010 (pour les bases suivantes : RP 2007 et ENL 1992 à 2006), l'accès aux données s'est ensuite effectué par le CASD (Centre d'Accès Sécurisé aux Données). Pour des précisions sur cette procédure, voir Le Gléau *et al.*, 2011.

³ Un nouveau régime annualisé du recensement de la population ayant été mis en place à partir de 2004, les pondérations des fichiers détail du RP ont été modifiées. Pour le détail des nouvelles procédures, voir le document INSEE suivant : <http://www.insee.fr/fr/publics/communication/recensement/particuliers/doc/fiche-ponderation.pdf>

Un deuxième volet plus qualitatif a été développé en parallèle. Il repose essentiellement sur des enquêtes locales, qui ont été réalisées en 2011, dans le but d'exemplifier, de concrétiser et de nuancer certaines des tendances observées à l'échelle nationale. Trois terrains ont été choisis : un premier à l'ouest du département des Alpes de Haute-Provence, un deuxième dans le sud de la Haute-Vienne et un dernier entre l'Hérault et le Tarn (carte 1, encadré 1).

Carte 1. Localisation des terrains d'enquête



Ces enquêtes ont reposé sur l'enchaînement de trois formes d'investigation (encadré 2). Des observations initiales ont permis de s'imprégner des cas d'étude, de leur organisation spatiale, de leur occupation démographique et de signes d'évolutions. Des études statistiques ont ensuite exploré le contenu et la diversité des formes locales de renouveau rural, en utilisant des indicateurs similaires à ceux des analyses nationales.

Enfin, des entretiens avec différents acteurs et observateurs ont été d'une aide précieuse pour contextualiser et expliciter l'observable et les résultats statistiques. Des entrevues avec de nouveaux habitants, surtout retraités, ont aussi permis de recueillir des exemples de parcours résidentiels et de motivations d'installation dans les terrains d'étude. C'est un usage avant tout « complémentaire » des entretiens qui a été fait au cours des enquêtes locales, pour enrichir « la compréhension des données » statistiques, les compléter, et par moment, faire naître des idées de traitements nationaux (Blanchet *et al.*, 2001, p. 47).

Encadré 1. Sélection géographique des territoires d'enquête (terrains 1, 2 et 3)

Plusieurs critères sont intervenus dans la définition des terrains d'étude. Tout d'abord, nous voulions étudier des campagnes sous influence urbaine limitée et présentant des fluctuations de population peu conditionnées par la proximité directe d'une ville d'envergure. Il s'agissait ensuite de choisir des situations en stabilisation ou en reprise démographique, plus ou moins anciennes et prononcées, avec de possibles disparités internes parmi les communes des terrains. Enfin, nous souhaitions respecter un certain équilibre hexagonal, pour satisfaire à l'ambition nationale de la thèse. Ce dernier critère n'a finalement pu être honoré qu'en partie, et des enquêtes envisagées en Normandie et dans le nord de la France ont dû être abandonnées faute de temps pour les réaliser.

D'innombrables situations locales pouvaient correspondre à ces critères généraux de sélection. Certaines circonstances et des envies personnelles ont de fait eu leur mot à dire pour déterminer les aires régionales où auraient lieu les enquêtes. La définition précise des terrains d'étude s'est ensuite opérée à partir d'explorations statistiques à une échelle intermédiaire. Celles-ci ont alors conduit à déterminer des ensembles communaux qui paraissaient pertinents et cohérents. Enfin, une conciliation entre les résultats communaux des explorations statistiques et les périmètres de communautés de communes a été réalisée. En effet, cet échelon administratif a semblé le plus approprié, pour le temps de présence sur les terrains, pour l'étude de réalités intercommunales similaires et/ou disparates, et pour sa (re)connaissance par les acteurs locaux et les habitants. Celui-ci a été préféré au canton, souvent plus petit, et émanant de constitutions plus anciennes.

Encadré 2. Précisions sur le déroulement des enquêtes locales (terrains 1, 2 et 3)

Chacune des trois enquêtes a reposé sur les mêmes pratiques de recherche. Il s'est agi premièrement d'effectuer des études statistiques en amont, durant et — pour la majorité — après l'immersion temporaire dans les terrains d'étude. Des portraits démographiques évolutifs ont été réalisés, avec pour vocation de rendre compte de la diversité locale — assurément non exhaustive — du renouveau des campagnes françaises. Une deuxième approche correspond aux observations directes effectuées lors des présences sur les terrains d'étude, et qui émanent surtout d'une découverte des lieux par leur pratique (à pied, en vélo, en voiture). Mis à part la nécessité de se familiariser avec des territoires relativement inconnus, l'objectif était de saisir leurs principales caractéristiques et de réinterroger au fur et à mesure les premières perceptions issues des analyses statistiques exploratoires. Enfin, un troisième volet a consisté en la réalisation d'entretiens semi-directifs, qui ont — quasiment tous — donné lieu à la prise de rendez-vous, à un enregistrement des échanges et à des retranscriptions suivies de leur contenu.

Trois principaux profils d'interlocuteurs ont été rencontrés (annexes 1a et 1b, pp. 300-304), pour la majorité des observateurs et des acteurs des territoires d'enquête. Il s'agit d'élus (maires, adjoints), de responsables de structure intercommunale, d'érudits locaux ou de membres actifs du secteur associatif. Ces entretiens ont permis d'accroître la connaissance des terrains d'étude, de questionner leur ressenti à l'égard des tendances démographiques locales, et de nous aiguiller vers d'autres interlocuteurs. Des entretiens plus spécifiques ont été menés avec des professionnels du marché immobilier, agents et notaires. En complément des précédents, ils ont apporté des informations sur l'évolution de l'attractivité des campagnes étudiées, et notamment pour les tendances les plus récentes. Un dernier ensemble d'individus/de couples a été rencontré. Ces entretiens ont été surtout réalisés auprès de retraités installés au cours des deux dernières décennies. Ils ont pris la forme d'échanges à dominante biographique sur leur choix d'implantation (territoire, logement), leurs motivations et leur parcours résidentiel.

Sur un plan pratique et de calendrier, les déplacements sur les terrains d'enquête ont eu lieu en 2011, à la suite de prospections réalisées — pour les terrains 2 et 3 — en juillet et août 2010. Pour les terrains 1 et 2, j'ai été présent sur place durant une vingtaine de jours, du 25 avril au 17 mai pour le premier, et du 10 au 29 juillet pour le second. Concernant le terrain 3 — le plus familier —, les observations ont été poursuivies au mois d'août 2011, et une dizaine de jours au mois de novembre 2011 (du 16 au 26) a été dégagée pour la passation de quelques entretiens auprès d'observateurs et d'acteurs locaux. Le manque de temps et des activités régulières d'enseignement en région parisienne sont les principales explications d'un volume moindre d'entretiens réalisés pour ce dernier terrain d'enquête.

Les enquêtes de terrain occupent ainsi une place importante dans le travail de thèse, en regard des résultats quantitatifs, nationaux notamment. De plus, les études locales ont surtout analysé les correspondances et les déviations, par rapport aux tendances statistiques hexagonales. Pour ces raisons, un rôle transversal a été donné aux résultats des enquêtes de terrain dans le rendu écrit de la thèse. Ils viennent en effet enrichir les différentes parties et sous-parties, sous la forme de développements autonomes, qui sont à considérer comme des incises thématiques et spatiales, pour exemplifier et approfondir les évolutions démographiques générales des campagnes françaises.

En définitive, la démarche méthodologique de cette recherche repose sur l'association continue d'analyses quantitatives — nationales et locales — dominantes, et d'approches plus qualitatives, mises en œuvre dans un échantillon d'une quarantaine de communes françaises. Des méthodes de recherche variées, tenues pour complémentaires, ont été de fait mise au service d'une même étude du renouveau démographique rural. La volonté précédemment exprimée de diversifier les cadres conceptuels et d'analyse, pour appréhender les dynamiques rurales contemporaines, passe notamment par le développement de méthodologies combinées.

« Sur des chemins de traverse » : plan de la thèse et transversalités

En présentant successivement l'objet d'étude, le cadre problématique et la méthodologie de recherche de cette thèse, des éléments de son organisation générale sont apparus en filigrane. Pour conclure cette introduction générale, l'objectif est de remettre en ordre et d'explicitier les points déjà mentionnés. Dans un deuxième temps, nous présentons certaines passerelles, entre les parties et entre les chapitres, qui correspondent à des complémentarités thématiques et analytiques au-delà de la structure linéaire.

Ce travail de thèse se compose de trois parties et de neuf chapitres (figure 1). La première partie, la plus dense et la plus englobante, dresse un panorama général des reprises démographiques dans les campagnes françaises. La question de leur définition est tout d'abord posée, discutée, et associée à des éléments d'état des lieux sur le renouveau rural (chapitre 1). Une typologie statistique nationale des bassins de vie est notamment présentée ; celle-ci est ensuite utilisée comme le cadre d'analyse des campagnes françaises tout au long de la thèse. Les deux chapitres suivants approfondissent l'étude des reprises démographiques rurales, leur évolution depuis les années 1960 et les profils des populations impliquées. Le chapitre 2, après avoir corroboré le renouveau rural français, détaille les migrations résidentielles qui en sont le moteur principal. Le chapitre 3 développe différentes analyses biographiques des mobilités tournées vers les campagnes françaises, pour rendre compte de motivations et de processus migratoires variés. Ces deux chapitres mettent en lumière la diversité des processus et des populations qui participent aux renouveaux démographiques des campagnes françaises.

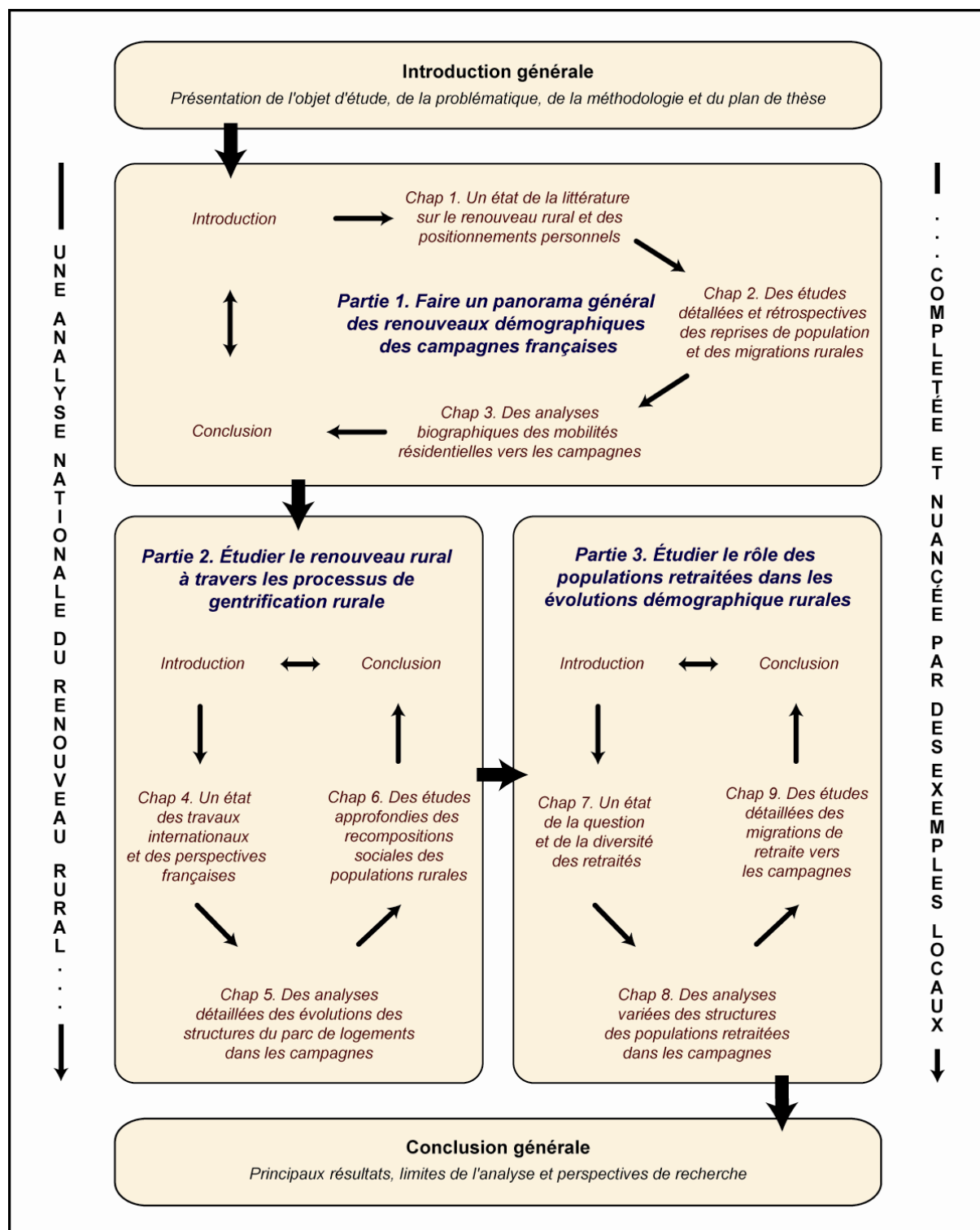
Les deux parties suivantes ont un caractère plus spécifique. Elles ont pour vocation de développer certaines branches thématiques et dimensions méthodologiques de la précédente. La partie 2 examine l'existence de processus de gentrification¹⁷ dans les campagnes françaises et leur importance supposée dans le renouveau contemporain. Le recours à cette notion anglaise est tout d'abord questionné, puis défendu avec certaines nuances pour l'étude du cas français (chapitre 4). Le chapitre 5 en propose ensuite une première application à travers l'analyse détaillée des évolutions des structures rurales du parc de logements. Il est l'occasion d'identifier des indices de gentrification, et plus globalement, de constater les transformations du bâti dans les campagnes françaises depuis les années 1970-1980. Le chapitre 6 se focalise de son côté sur les recompositions sociales des populations rurales, découlant pour partie des installations récentes. Des signes d'embourgeoisement rural sont recherchés et parfois observés ; l'évolution générale des catégories socioprofessionnelles et la diversité sociale constatée soulignent plus largement l'intérêt de développer des analyses sociodémographiques des populations rurales.

Si la deuxième partie s'intéresse à des processus potentiellement moteurs du renouveau rural, le dernier temps de la thèse se concentre sur le rôle de populations spécifiques, en l'occurrence les retraités. L'importance de décomposer ces groupes âgés et de développer des analyses plurielles de leur influence rurale est tout d'abord défendue (chapitre 7). L'accent est mis sur la diversité sociale de ces populations, selon les anciennes professions et les revenus. Une analyse structurelle des présences rurales des retraités est réalisée dans le chapitre 8. Elle souligne le vieillissement en cours des campagnes et des compositions sociodémographiques différenciées à l'échelle nationale. Le chapitre 9 se concentre sur les migrations effectuées au moment du passage en retraite ou au cours de cette période d'inactivité. Les influences sur les évolutions rurales apparaissent hétérogènes selon les campagnes et les groupes de retraités.

¹⁷ Au début du travail de thèse, nous envisagions de mener de concert une analyse de processus de gentrification et de paupérisation, ces derniers relevant inversement des replis vers les campagnes de la part de populations fragiles ne pouvant plus résider en ville. Cet aspect de la recherche a dû être abandonné pour alléger un projet initial trop ambitieux, mais nous tâcherons d'y faire quelques références tout au long de l'écrit.

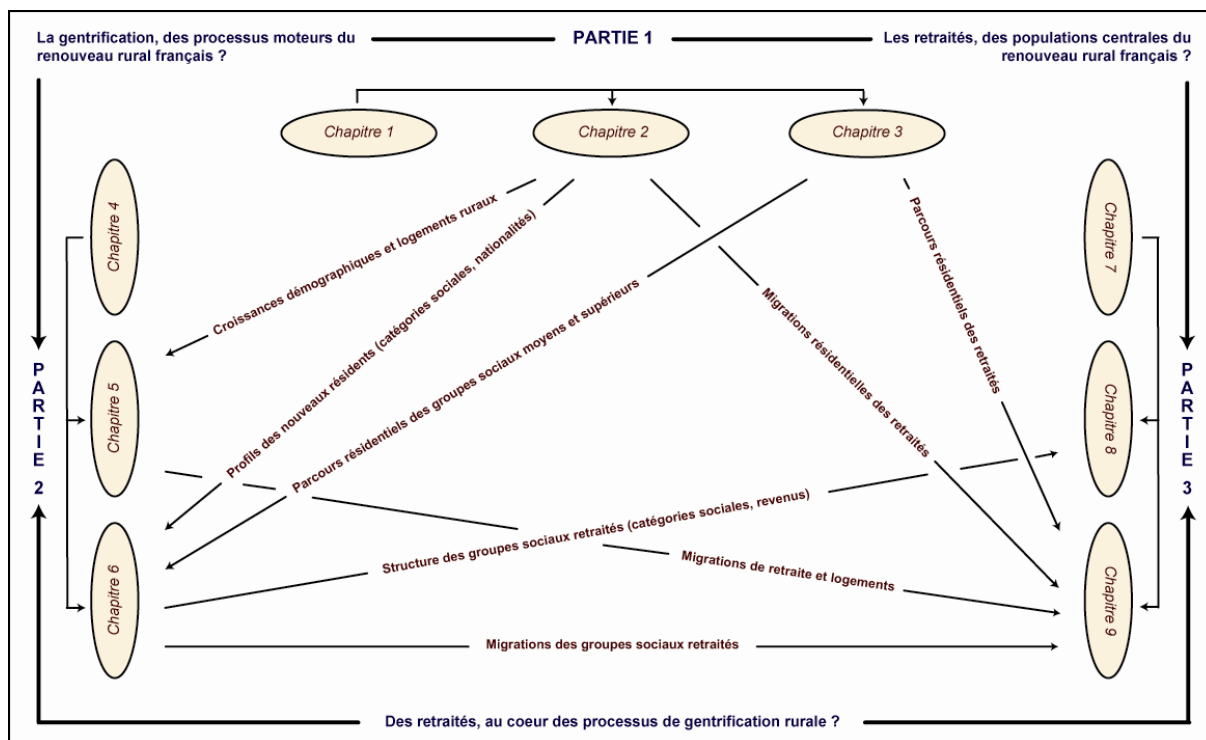
Le plan général de la thèse repose ainsi sur trois parties : chacune est composée d'un chapitre d'état des lieux et de positionnement personnel (chapitres 1, 4 et 7) ; les deux suivants présentent les résultats nationaux et locaux, quantitatifs et d'enquête (chapitres 2, 3, 5, 6, 8 et 9). Enfin, les introductions et conclusions des parties ont vocation à préciser les questionnements et les hypothèses de travail, et à faire des bilans intermédiaires, notamment par la réalisation de synthèses statistiques des résultats, sous la forme d'analyses factorielles et de classification.

Figure 1. Structure de la thèse et objectifs des différentes parties et sous-parties



Enfin, pour compléter la présentation du plan de thèse, il est important de signaler différentes passerelles qui font le lien entre les parties et les chapitres (figure 2). Celles-ci correspondent tout d'abord à des indicateurs statistiques qui sont utilisées à plusieurs reprises (Age, PCS, parcours résidentiels, logements), mais pour des populations plus ou moins restreintes. Elles renvoient également à des objectifs et des perspectives de recherche énoncés dans les chapitres d'état des lieux, et qui sont mis en application dans les chapitres suivants de résultats. La possibilité de prendre connaissance de différentes analyses, au-delà de la structure linéaire, concerne enfin les résultats d'enquête qui sont disséminés tout au long de la thèse.

Figure 2. Principales passerelles entre les parties et les chapitres de la thèse



Partie 1. Dynamiques démographiques et migratoires en France rurale

« Le succès croissant, sur l'ensemble du territoire français, des cours de cuisine ; l'apparition récente de compétitions locales destinées à récompenser de nouvelles créations charcutières ou fromagères ; le développement massif, inexorable de la randonnée, et jusqu'à l'outing de Jean-Pierre Pernault, tout concourait à ce fait sociologique nouveau : pour la première fois en réalité en France depuis Jean-Jacques Rousseau, la campagne était redevenue tendance. » (Houellebecq, 2010, p. 87)

« Les campagnes heureuses sont le motif que je m'exerce à écrire [...] Il peut y avoir quelque impertinence à entretenir le songe d'une histoire qui n'a plus cours et qui, sans doute, n'a jamais été. Cependant, aux premiers accents âpres, rugueux, où tout, du sillon aux moindres rides, est ouvragé, je reconnais une émotion qui a pour moi valeur d'injonction. Et soudain, je me retrouve dans l'érudition vermeille des petites fraises des talus du Guerveur. [...] Aujourd'hui encore, songeant aux Campagnes heureuses, j'éprouve le gaudium, c'est-à-dire « le plaisir que l'âme ressent lorsqu'elle considère la possession d'un bien du futur comme assurée. » (Le Dantec, 1996, pp. 9-10)

Introduction de la première partie

Les principaux choix qui ont guidé la construction de l'objet d'étude ont été mentionnés dans l'introduction générale : travailler sur le *rural* français, approfondir l'analyse de son *renouveau*, privilégier des études *nationales* et *géographiques* du phénomène, et se concentrer sur les processus *démographiques* à l'œuvre. Ce dernier point mérite quelques compléments d'explication. S'il n'est pas en soi des plus originaux — il pourrait même paraître naturel —, il est un marqueur central du positionnement scientifique donné à ce travail de doctorat, et dont les objectifs et les réalisations les plus larges sont développés dans cette première partie.

Un postulat de départ découle déjà de la primauté donnée aux aspects démographiques : les transformations contemporaines des campagnes françaises relèveraient en premier lieu de dynamiques de population (surtout migratoires), un prisme d'analyse estimé ainsi central pour saisir la teneur des évolutions en cours, économiques et sociologiques ou culturelles et politiques. Par ailleurs, ce positionnement est à rapprocher des questionnements qui ont accompagné la réalisation de cette recherche. Francis Aubert (2010) s'interrogeait récemment sur l'émancipation des « choix résidentiels des ménages des contraintes de localisation de l'emploi ». Nous avons eu tendance à répondre de manière positive, en faisant l'hypothèse qu'au cœur du renouveau démographique des campagnes françaises, il y a des pratiques migratoires de moins en moins guidées par de seuls déterminants économiques (Font, 2000). Dans une certaine mesure, cette voie de recherche se rapproche de travaux nord-américains, qui depuis les années 1980-1990 ont remis en cause des approches jugées trop rationnelles des migrations rurales, au profit de la revalorisation d'aménités culturelles et naturelles (Chipeniuk, 2004 ; Moss, 2006 ; Nelson, 2006). En s'interrogeant ensuite sur les motifs des reprises démographiques rurales, et à l'instar d'un Michel Houellebecq qui a fait mention d'une campagne redevenue tendance, l'hypothèse d'une démocratisation — au sens de rendre populaire et accessible au plus grand nombre — de l'attractivité rurale a été posée. Celle-ci se concrétiserait par une diversification tant spatiale (de plus en plus de régions concernées) que sociologique (des profils impliqués de plus en plus variés : en âge, catégories sociales, compositions familiales, parcours résidentiels, motivations), et appellerait des adaptations méthodologiques pour en rendre compte.

Derrière la priorité donnée aux dynamiques de population, il y a donc des principes et des hypothèses de travail, mais aussi un constat épistémologique. À l'inverse d'études rurales américaines et internationales qui accordent une place de choix aux dimensions démographiques (Kandel *et al.*, 2006 ; Brown *et al.*, 2011 ; Kulcsar *et al.*, 2011), ces dernières sont plus marginales chez leurs équivalentes françaises, du moins en termes d'analyses quantitatives et systématiques. La géographie rurale hexagonale ne fait pas ici exception, et un constat identique a été fait outre-Manche (Milbourne, 2007 ; Smith, 2007). À la suite de ces géographes britanniques qui ont appelé à un repeuplement des études rurales, ce travail de doctorat entend participer d'une revalorisation des dynamiques démographiques dans les analyses des campagnes françaises.

Cette première partie comprend trois chapitres, neuf sous-chapitres, et présente une étude générale des formes de renouveau démographique en France rurale. Un premier temps a pour objectif de positionner la démarche de la thèse par rapport à la littérature scientifique existante, sur les plans terminologique, thématique et méthodologique. Le chapitre 2 propose une étude englobante des reprises rurales françaises, en croisant des analyses temporelles des structures de population et des flux migratoires. Le chapitre 3 approfondit l'analyse des mobilités résidentielles, en s'intéressant aux pratiques spatiales selon les âges détaillés, les parcours résidentiels et les liens avec les lieux d'installation (lieux de naissance, lieux de vacances).

Chapitre 1. Définir et analyser les renouvellements démographiques des campagnes françaises

En juillet 2008, le Sénat publiait un rapport d'information sur l'espace rural français (Poncet *et al.*, 2008). La même année, les résultats d'une mission prospective initiée par l'INRA, sur les nouvelles ruralités françaises à l'horizon 2030, étaient connus (Mora, 2008). En octobre 2009, Michel Mercier, alors ministre de l'espace rural et de l'aménagement du territoire, lançait les assises des territoires ruraux. Le mois suivant, un appel à projets au titre des pôles d'excellence rurale de deuxième génération était rendu public, et il faisait suite à une première vague de labellisation en 2006. Le *rural* était encore bien présent — à cheval sur plusieurs systèmes spatiaux — dans les réflexions prospectives menées dans le cadre du programme Territoire 2040, et dont les conclusions ont été publiées l'année dernière (DATAR, 2011). On retrouve ici les signes de l'attention politico-institutionnelle récemment portée à la situation des entités rurales. Qu'en est-il des travaux scientifiques, francophones et dans une moindre mesure anglophones ?

Un des objectifs de ce premier chapitre est — sans prétendre à l'exhaustivité et sachant que des compléments seront apportés dans les deux chapitres suivants — de réaliser un état des lieux des productions en sciences humaines, sur le *renouveau démographique* des campagnes françaises. Celui-ci permettra d'analyser la vigueur des études scientifiques, mais surtout de positionner la démarche de cette thèse par rapport à la littérature existante. Les *items* indiqués en italique structurent le chapitre en trois parties ; chacun y est questionné sur le plan terminologique, de sa caractérisation et de son appréhension méthodologique. Enfin, plusieurs encadrés se rapportant aux terrains d'étude complètent le discours général. Une présentation de ces territoires d'enquête est notamment faite dans les encadrés 7, 8 et 9 (pp. 42-47), placés en fin de chapitre. Il s'agit implicitement de justifier leur choix, par rapport aux objectifs de recherche auparavant explicités.

1) « Où en est le *rural* ? », un univers spatial à cerner

Avant de questionner son supposé *renouveau démographique*, il convient déjà de discuter ce qui fait aujourd'hui le *rural*. Comment les géographes et les chercheurs en sciences humaines (historiens, sociologues, économistes, démographes) s'en saisissent-ils ? Quelles évolutions ont marqué l'analyse de cet objet d'étude historique, qui a été à l'origine de spécialités « fortement cloisonnées » (Micoud, 2002) et en opposition à leurs pendants urbains (sociologie rurale *versus* sociologie urbaine, et de même pour la géographie ou l'économie) ? Mais pour débiter l'analyse, intéressons-nous à la manière dont il est (a été) désigné dans la littérature scientifique.

a) (le) *Nommer* : des choix liés à des tendances disciplinaires et de société

Les dénominations d'espace rural, de campagne, de territoire rural, ou de monde rural, sont aujourd'hui les plus utilisés, avec une préférence indéniable pour leur emploi au pluriel. Une certaine diversité se dégage des recours terminologiques autour du *rural*, qui sont par ailleurs rarement justifiés. Quels choix et positionnements ont-ils été adoptés dans cette thèse ? Comment doit-on comprendre que le terme de campagne soit de plus en plus plébiscité, après de moindres utilisations dans les années 1970-1980, au profit de celui d'espace rural ?

Des éléments épistémologiques, associés à des observations faites dans les travaux inscrits dans le champ des études rurales, apportent de premières explications. Du côté des productions géographiques, les usages sont partagés, mais ils confirment une (re)montée apparente du vocable de campagne depuis les années 1990. Les débuts de deux éditoriaux de numéros spéciaux de revues françaises permettent, par exemple, de s'en rendre compte :

« Au cours des six dernières décennies, de multiples transformations démographiques, sociales et économiques ont profondément bouleversé l'organisation des campagnes du monde occidental. [...] Dans cette perspective, les différents articles proposés dans ce dossier invitent à modifier les modes de pensée et les grilles de compréhension des sociétés et des espaces ruraux. » (David et al., 2007a, p. 7).

« Les campagnes des pays développés se remplissent d'urbains et sont investies par la ville. Le fait n'est pas nouveau mais gagne [...] la quasi-totalité des espaces ruraux. » (Bonnerandi et al., 2008, p. 255)

Les utilisations frôlent ici la synonymie, avec une mise en avant du terme de campagne, mais la tendance disciplinaire n'a pas toujours été celle-ci. Les années 1970-1980 ont notamment été marquées par l'introduction et la vulgarisation des notions d'espace rural et d'espaces ruraux. Plusieurs facteurs ont alors contribué à bousculer, voire à détrôner, le terme de campagne d'une place prédominante, conservée depuis l'après deuxième guerre mondiale¹⁸. Une première explication tient à la volonté de jeunes chercheurs de se démarquer de travaux sur l'« urbanisation des campagnes », qui ont émergé dans les années 1960 sous la responsabilité d'Étienne Juillard (1961, 1973). Le rôle de Nicole Mathieu et de Jean-Claude Bontron (1973, 1974) est ici à souligner, d'autant plus qu'ils ont été partie prenante des autres évolutions disciplinaires ayant participé à la diffusion du terme d'espace rural. Comme N. Mathieu l'indiquait au début des années 1980, « c'est par l'intermédiaire d'auteurs en contact avec les milieux de planification et d'aménagement du territoire (sont cités Pierre Coutin et Gaston Bardet), que la notion d'espace rural a émergé [...] (puis a été) reprise presque sans délai et franchement introduite dans la discipline par des analystes des campagnes reconnus et classiques (sont cités Jacqueline Bonnamour, B. Kayser, Lucien Gachon) » (Mathieu, 1982, p. 96). En outre, elle signalait dans le même article que le vocable d'espace rural a vite été suivi de son pluriel, et que cette notion qui paraît aujourd'hui aller de soi, a pu annihiler le développement d'expressions naissantes telles qu'espace extra-urbain ou espace non métropolisé (Kayser, 1972).

S'intéresser ensuite au moment d'apparition du terme d'espace rural apporte d'autres compléments d'explication. Les années 1970-1980 ont en effet été marquées en géographie par une « révolution scientifique » où le concept d'espace a été moteur (Orain, 2006). Celle-ci s'est surtout appuyée sur une nouvelle génération de chercheurs, et sur des méthodes quantitatives qui ont imprégné les recherches géographiques, notamment de géographie rurale¹⁹.

Après ce temps de refonte disciplinaire — et pour revenir à des aspects terminologiques —, les décennies 1990 et 2000 ont été marquées par une cohabitation d'usage entre campagne et espace rural, avec un recours quasi-systématique à leurs acceptations plurielles²⁰. La situation la plus récente paraît inchangée (Guibert et al., 2011 ; Renard, 2012), et la nouveauté est plutôt à chercher dans l'utilisation de l'expression de « territoires ruraux » (Berger et al., 2005 ; Husson, 2008), en lien avec la montée du concept de territoire dans la discipline (Ripoll et al., 2005).

¹⁸ Pour ne citer que deux références où ce vocable était mis en avant, voir George, 1956 et Brunet, 1965. Dans ces productions et dans beaucoup d'autres, le terme de rural était aussi utilisé à travers les expressions de vie rurale, d'habitat rural ou de paysage rural. On retrouve ici la filiation avec les études régionales de l'école vidalienne, où la campagne constituait un terrain de prédilection pour l'analyse des relations homme/milieu. Pour un état des lieux des thèses réalisées en géographie rurale des années 1900 aux années 1970, voir Berger et al., 1997.

¹⁹ Pour une revue des premiers travaux quantitatifs de la géographie rurale française, voir Robic et al., 1983.

²⁰ Nous en voulons pour preuve un échantillon varié (et partiel) de productions étalées sur la période : Vey, 1993 ; Bonnerandi, 1999 ; Croix, 2000 ; Diry, 2000 ; Soumagne, 2000 ; Renard, 2002 ; Chapuis, 2007.

Des préférences terminologiques peuvent-elles être observées dans les autres sciences humaines inscrites dans le champ des études rurales²¹ ? Là encore, aucune unanimité ne se dégage, mais le terme de campagne est souvent plébiscité. De publications anciennes (Roupenel, 1932 ; Duby, 1962) jusqu'à de plus récentes (Moriceau, 2003 ; Hubscher, 2005 ; Jessenne, 2006 ; Trochet, 2008), nombre d'historiens ont privilégié son utilisation, le plus souvent au pluriel. Du côté de la sociologie et de l'anthropologie, le constat sur le long terme est équivalent (Lefebvre, 1951 ; Mendras, 1958 ; Bourdieu, 1962 ; Marié *et al.*, 1977 ; Hervieu *et al.*, 1996 ; Rautenberg *et al.*, 2000 ; Sylvestre, 2002a), alors que beaucoup d'économistes se démarquent par des recours réguliers au vocable d'espaces ruraux (Berger, 1994 ; Cavailhès *et al.*, 1996 ; Schmitt *et al.*, 2000 ; Perrier-Cornet, 2004 ; Aubert *et al.*, 2008a ; Roussel *et al.*, 2010).

Pour compléter cette rapide revue des usages terminologiques autour de l'univers rural, des utilisations variées sont aussi constatées dans les productions institutionnelles (DATAR, 2003 ; Poncet *et al.*, 2008). Par exemple, des publications INSEE ont mis à la fois en avant les termes de campagnes, dans leurs relations et confrontations avec les villes (Marpsat, 1988 ; Schmitt *et al.*, 1998 ; Solard, 2009), et d'espaces ruraux, à la suite des dénominations utilisées dans la typologie en aires urbaines et pôles d'emploi de l'espace rural (ZAUER) (Laganier *et al.*, 2009).

En définitive, la tendance interdisciplinaire est aussi à la cohabitation des termes, avec une relative domination de celui de campagnes, porté par des préférences anciennes (histoire, sociologie). Par ailleurs, l'apparition récente de l'expression de mondes ruraux, qui est venue enrichir et bousculer les usages classiques, est à souligner. Pour certains auteurs, elle peut permettre de dépasser des carcans traditionnels, et d'élargir les réflexions thématiques autour de l'univers rural, à différentes échelles (Bessière *et al.*, 2007 ; Mischi *et al.*, 2008). D'autres y voient le moyen de considérer les « mutations profondes qui s'opèrent au sein des espaces ruraux », et de désigner un ensemble de composantes (entités économiques et sociales, groupes d'acteurs, réglementations) qui participent aujourd'hui à leur devenir (Torre *et al.*, 2005b, p. 3).

À la suite de cette dernière proposition — et parallèlement aux aspects épistémologiques qui viennent d'être évoqués — les usages autour de l'univers rural doivent beaucoup aux évolutions de cet objet d'étude. Le retour au premier plan du terme de campagne(s) renvoie à sa polysémie et à sa moindre connotation agricole (Mathieu, 1998 ; Rieutort, 2011). À l'inverse, le vocable de rural et ses déclinaisons conserveraient depuis l'après deuxième guerre une certaine synonymie (Mischi *et al.*, 2008), dans le prolongement d'une « invention politique de la paysannerie républicaine qui fut l'œuvre de la IIIe République » (Hervieu *et al.*, 2001, p. 43).

Moins agricoles, les campagnes seraient surtout mieux à même de désigner le pluralisme contemporain, marqué par la diversification des activités économiques²² et la disparition des anciennes sociétés rurales, et ce, sous l'impulsion de son repeuplement ou la montée de valeurs de mobilité et d'environnement (Hervieu, 2008). La résurgence du terme de campagnes depuis les années 1990 coïnciderait enfin avec des relations villes-campagnes accrues — quotidiennes ou saisonnières, d'interdépendance du côté de leurs fonctions économiques —, qui expliqueraient la montée de ce couple interprétatif (Mathieu, 1990, 1998). Par rapport à son voisin sémantique d'urbain-rural, toujours marqué par des histoires cloisonnées, institutionnelles comme scientifiques, ce dernier rendrait mieux compte des connexions grandissantes.

²¹ En complément de dynamiques disciplinaires, des effets de sites géographiques peuvent aussi exister. Par exemple, la plupart des travaux des chercheurs de l'UMR ART-Dev à Montpellier, et ce, depuis les productions d'Alain Berger et de Jacques Rouzier, continuent de privilégier les termes d'espace rural et d'espaces ruraux : Berger *et al.*, 1995 ; Fougereuse, 1996 ; Font, 2000 ; Chevalier *et al.*, 2010 ; Dedeire *et al.*, 2011.

²² Paradoxalement, un même argument autour de la multifonctionnalité grandissante des campagnes françaises a pu être utilisé dans les années 1980 pour justifier le recours au terme d'espace rural : voir par exemple, Mathieu, 1982.

Encadré 3. Du RURAL à l'épreuve de l'expérience politique locale (terrain 3)

Afin de compléter la réflexion sur les usages terminologiques autour du rural, et ses multiples significations, objectives comme intériorisées, nous soumettons au lecteur un éditorial de bulletin municipal lu lors de la troisième enquête de terrain. L'objectif n'est pas ici d'en faire un commentaire, mais de le prendre pour ce qu'il est : un témoignage subjectif sur ce qui fait le rural aujourd'hui, avec des signes perçus plus ou moins favorablement quant à son devenir.

« Il est un mot, dont le seul nom est un projet pour une grande partie des MAIRES de France, un mot qu'on entend de plus en plus... Un mot qui représente une bataille de tous les jours, c'est le mot RURAL !

Le dictionnaire dit « relatif à la campagne » contrairement au mot urbain qui dit « relatif à la ville » ; deux mondes différents ? [...]

Le monde RURAL et le monde urbain s'opposeraient-ils ? Ne devraient-ils pas jouer plutôt la complémentarité ??? Les ruraux peuvent difficilement se passer de la ville, de ses boutiques et de ses lieux animés... Les urbains sauraient-ils s'abstenir de venir à la campagne goûter le calme de ses forêts et la pureté de son air ?

RURAL, un mot attaché à la terre, aux racines de chacun de nous ; un mot que l'on conjugue parfois avec mépris, curieusement associé avec « handicap naturel » !

RURAL est le tourisme que l'on dit « vert », une chance à saisir !

RURAL peut être l'hébergement avec toute la sympathie qu'on accorde à l'authenticité !

RURAL est le gîte que les urbains vont investir, goûtant le plaisir de la cheminée qui flambe, du chant des oiseaux, du murmure du vent [...] soucieux d'un confort qu'ils veulent retrouver !

RURAL est le paysage que les hommes façonnent et transforment tous les jours et que nous devrions apprécier bien mieux et bien plus, loin des fumées de la ville et de ses bruits !

RURAL est le patrimoine qu'on a du mal à maintenir, parfois pillé, abîmé, dénaturé, ridiculisé, et pourtant tellement beau ! Murs de pierres, toits de genêts, lavoirs communaux, fours de hameaux. Témoins d'un passé laborieux, ils racontent chacun l'histoire des lieux !

RURAL est l'aménagement dont il faut garder la maîtrise, afin de préserver son identité, bien différente de l'aménagement urbain !

RURAL est le code qui dit ce qu'on doit faire et ne pas faire à la campagne, mais qui a légiféré ? [...]

RURAL est l'exode vers la ville que les terres communales ont permis de maîtriser et même d'inverser !

RURAL est le développement qui devrait amener l'harmonie puisqu'il a pour objet de « mieux tirer parti des complémentarités entre ville et campagne et de valoriser les ressources spécifiques des territoires ruraux », un vrai programme qui reste souvent hélas dans le domaine de l'écrit !

Et si « rural » devenait synonyme d'une incontestable qualité de vie ? Si tous les services liés au monde RURAL étaient plus appréciés. Si on savait le bonheur qu'ont nos enfants de grandir dans une école RURALE, dans un milieu protégé, mais il faut tous les jours se battre pour imposer le RURAL dans tous les domaines [...]

La Nature a été donnée au monde RURAL : c'est le plus grand Trésor que nous possédons, il faut le reconnaître avant de la faire partager ! [...]

En chaque être humain n'y a-t-il pas un « RURAL » qui sommeille ?

Alors la ruralité devrait être sauvée par son universalité ! »

Paru sous le titre « Le mot du maire », dans Demain, toujours, Fraïsse ! (Bulletin d'informations municipales de Fraïsse-sur-Agout (34)), n°63, avril 2011, pp. 2-3.

Entre rural, espace(s) rural(ux), campagne(s) ou territoire(s) rural(ux), les usages terminologiques sont donc variés et peuvent porter à discussion ; mais y a-t-il vraiment lieu de débattre ? Bernard Debarbieux (2005, p. 34), en s'interrogeant sur l'obsolescence ou l'actualité d'objets géographiques comme la ville, la campagne et le périurbain, faisait l'hypothèse d'une crise de confiance quant aux « mots et modalités que nous utilisons depuis longtemps pour dire nos spatialités et nos territorialités contemporaines ». Pour essayer d'y remédier, il défendait l'intérêt de combiner objets savants et objets ordinaires. Si nous en tenons à des considérations langagières plus que sémantiques, il s'agit là d'un argument supplémentaire qui a conduit à privilégier le vocable de campagnes dans ce travail de thèse. Le premier pourrait être pris pour du suivisme, par le fait de recourir à un terme dans l'air du temps scientifique. Mais l'objectif est surtout de privilégier le vocable le plus répandu dans les mentalités et les usages collectifs, et celui sur lequel se sont construits des désirs et des envies (de campagne), dont l'analyse des résultantes migratoires fait partie intégrante de cette thèse. Cependant, comme vous aurez pu le remarquer à ce stade de la lecture, le terme de rural et ses associés sont également bien présents. Une première explication, par défaut, renvoie au fait d'utiliser l'adjectif qui reste le plus expressif (ex : nouveau rural, reprises rurales, populations rurales). Une deuxième plus fondamentale tient à la pertinence englobante et contemporaine que conserve à nos yeux le terme de rural : pour désigner un horizon, un monde (ex : la France rurale), qui par delà les transformations garde des spécificités et des cohérences spatiales, matérielles comme symboliques. Le *rural* constitue ainsi l'univers des analyses réalisées dans ce travail de thèse, quand les *campagnes* en sont le champ d'investigation pratique.

b) Caractériser la diversité rurale : entre critères et méthodes de définition

Si plusieurs termes restent utilisés pour nommer l'univers rural, le recours quasi-systématique à leur pluriel fait par contre de plus en plus consensus dans les usages scientifiques. L'espace rural s'est mué en espaces ruraux, les territoires ruraux ou mondes ruraux sont nés sous l'égide de la pluralité, et la campagne, dans la littérature comme dans l'utilisation ici défendue, est devenue campagnes. Cette tendance terminologique doit-elle pour autant être interprétée comme la conséquence d'une profonde diversification de l'univers rural, au regard des situations passées ? Cette interrogation mériterait en soi une étude approfondie, notamment pour évaluer l'impact de nouvelles pratiques de recherche sur la manière de qualifier au pluriel un objet d'étude ancien. De manière plus modeste, nous tâcherons ici d'apporter quelques éléments de réflexion, en énonçant les principaux critères et approches contemporains qui sont mis en avant dans les travaux scientifiques pour caractériser l'univers rural et sa diversité.

Franck Auriac *et al.* (1998, p. 7) ont parlé d'un espace rural « entre nature et culture ». Ce couple analytique ne paraît aujourd'hui que partiellement approprié. Là où une culture rurale — au sens du sociologue Guy Rocher²³ — n'est plus d'actualité, avec l'harmonisation des modes de vie et la diffusion de référents urbains, les dimensions naturelles restent un domaine privilégié de définition. L'univers rural se singulariserait par des paysages ouverts, des occupations naturelles et variées du sol (agricoles, forestières...), et par la prégnance d'écosystèmes, enjeux de préservation et de valorisation. En outre, il faut signaler qu'au tournant des années 1980-1990, des chercheurs de disciplines variées ont vu dans l'environnement une entrée pertinente et novatrice pour repenser l'étude de l'univers rural (Mathieu *et al.*, 1989 ; Billaud *et al.*, 1989).

²³ Il définissait la culture dans les années 1960 comme « un ensemble lié de manière de penser, de sentir et d'agir plus ou moins formalisées, qui étant apprises et partagées par une pluralité de personnes, servent, d'une manière à la fois objective et symbolique, à constituer ces personnes en une collectivité particulière distincte » (Rocher, 1968, p. 111).

Associé à un premier critère donnant la primeur à des aspects naturels, un deuxième aspect tout aussi récurrent met en avant la moindre occupation démographique des campagnes. L'identification d'espaces de faible densité — estimée, par exemple, en France à moins de 30 habitants par km² dans de récentes recherches prospectives pilotées par la DATAR (Barthe *et al.*, 2011a) — a constitué un autre moyen privilégié pour définir des entités incontestablement rurales ; dans cette optique, la multitude des seuils de densité permettrait de différencier autant de situations rurales intermédiaires. Ce critère à dominante statistique — et les termes associés qui se substituent parfois aux vocables d'espaces ruraux et de campagnes (Barthe *et al.*, 2007 ; Barthe *et al.*, 2011b) — a connu une relative apogée d'utilisation dans les années 1970-1980 (Bontron *et al.*, 1977 ; Mathieu *et al.*, 1985). Il conserve tout de même une bonne audience contemporaine, en raison d'atouts pratiques et didactiques indéniables. La « densité du bâti » reste, par exemple, un critère central — avec le seuil communal de 2 000 habitants —, utilisé par l'INSEE pour définir ses Unités Urbaines (UU) ; les entités rurales correspondant par défaut à toutes les communes non intégrées à une unité urbaine.

L'évocation de la nomenclature INSEE en UU ouvre vers une troisième grande voie de caractérisation, largement discutée par les chercheurs ruralistes, et qui continue d'occuper une place de choix dans les définitions statistiques officielles de l'urbain et du rural : ce dernier existerait en premier lieu par opposition à la ville, comme le négatif d'un univers dense et polarisé (en populations, en services, en emplois), et rassemblerait des espaces ayant en commun un moindre degré d'urbanité. Ce principe de définition a conduit à une analyse graduelle de l'espace rural, en fonction d'une plus ou moins grande proximité spatiale avec le monde urbain (Berger *et al.*, 1995 ; Schmitt *et al.*, 2000 ; Chevalier, 2009). Les catégories de « rural profond » et de « rural isolé » — successivement présentes dans les nomenclatures INSEE en Zones de Peuplement Industriel et Urbain (ZPIU) et en Aires Urbaines (ZAU)²⁴ — en ont été des archétypes, et elles n'ont pas manqué de soulever le débat (Mathieu, 1995). En ce qui concerne la situation la plus récente, l'actualisation du Zonage en Aires Urbaines (devenu ZAU 2010) a conforté la philosophie originelle, en accentuant le poids donné à un principe polarisateur et en supprimant tous référents ruraux. Dans cette nomenclature statistique, le territoire national est désormais composé de « grandes », de « moyennes » et de « petites aires urbaines » — avec leurs pôles et leurs périphéries —, auxquelles s'ajoutent des « communes isolées et hors de l'influence des pôles » (Brutel *et al.*, 2011 ; Floch *et al.*, 2011).

Une définition par défaut de l'espace rural imprègne donc les catégorisations INSEE successives. Celle-ci amène plus globalement à questionner la singularité et la dépendance de l'univers rural par rapport à son pendant urbain. De plus, elle pose le problème de situations intermédiaires — ni totalement rurales ou urbaines —, des composantes internes, de « nouvelles frontières » qui dépassent ces catégories interprétatives, voire d'un « tiers espace » gagnant en autonomie et en unicité (Bonerandi *et al.*, 2003 ; Arlaud *et al.*, 2005 ; Vanier, 2005 ; Cailly, 2011). En définitive, les connexions avec le monde urbain conservent une place centrale pour caractériser et définir l'univers rural. Ce constat transparaît en particulier dans les termes francophones utilisés dans la littérature scientifique pour désigner l'entre-deux entre l'urbain et le rural ou les entités les plus lointaines : de l'incontournable périurbain au tenace rural isolé, en passant par les marges, les périphéries et les franges urbaines²⁵.

²⁴ L'intitulé de « rural isolé » a plus précisément été utilisé dans la première version du zonage en aires urbaines, établie en 1998. Il était alors associé aux catégories de « pôle rural », de « rural sous influence urbaine », et de « périphéries des pôles ruraux », formant l'« espace à dominante rurale ». Après une révision de cette nomenclature INSEE en 2002, il a *grosso modo* laissé sa place aux « autres communes de l'espace rural ».

²⁵ Le constat est similaire dans la langue anglaise. Citons par exemple les *suburbs*, les *rural urban fringes* ou l'*exurbia*.

En poursuivant la présentation des principes de définition aujourd'hui associés au *rural*, nous voilà arrivés à la démarche privilégiée dans ce travail de thèse : placer la diversité au centre de l'étude des réalités des campagnes contemporaines. Ce critère est de plus en plus présent dans les études rurales internationales. Autour de l'expression de *differentiated countryside*, Jonathan Murdoch *et al.* (2003) en ont notamment fait leur clé d'analyse des campagnes anglaises. Ils ont affirmé la nécessité de reconnaître la diversité de l'univers rural et d'aller vers une théorisation de la différenciation rurale. Ils ont ensuite défini quatre grands types de campagnes (*preserved, contested, paternalistic, clientelist*), à partir de considérations plurielles (économiques, politiques, sociales, culturelles). Dans le cas des campagnes françaises, une approche différenciatrice est nécessaire à approfondir, pour préciser l'hypothèse de leur diversification contemporaine.

Une telle démarche sera suivie dans cette thèse par une analyse détaillée des dynamiques démographiques rurales. En amont, elle trouve des résonances avec des évolutions socio-économiques qui s'inscrivent sous le sceau de la diversité. Pierre George (1956), en étudiant le « fait rural à travers le monde », soulignait déjà le pluralisme des campagnes françaises, à travers les formes agricoles de production présentes sur le territoire national. L'agriculture constituait alors et toujours la pierre angulaire des réalités rurales, malgré la fin annoncée des pratiques paysannes ancestrales (Mendras, 1967).

D'une supposée spécialisation agricole, l'univers rural aurait ensuite basculé vers le règne de la multifonctionnalité économique (Mc Carty, 2005). Ce schéma simpliste à bien des égards — tant les activités rurales ont été de tous temps très variées — a toutefois le mérite d'interroger l'ampleur de la diversification des économies rurales. La montée des activités non agricoles est incontestable, avec une tendance forte à la tertiarisation (Chevalier, 2005). De plus, les pratiques d'agrément, entre usages vacanciers et résidentiels — et avec le résident secondaire pour figure de proue (Urbain, 2002) —, ont pris une place considérable sur les plans démographique comme économique. Enfin, les secteurs productifs conservent une place de choix, avec la persistance et le retour d'activités anciennes : on y retrouve bien sûr l'agriculture, qui tend vers un éclatement de ses modes de travail et de ses circuits de commercialisation, des activités valorisant les ressources naturelles à des fins énergétiques (filères bois, éolien, hydroélectrique), ou des activités (agro)industrielles (Margetic, 2004 ; Bonnerandi *et al.*, 2009). Pour les différents secteurs économiques ruraux, des spécialisations locales peuvent être constatées, et ainsi justifier une analyse en termes d'avantages comparatifs (Cavailhès *et al.*, 1996).

Après des aspects socioéconomiques, la diversité rurale constatée renvoie aussi aux démarches des études scientifiques qui sont faites des campagnes contemporaines. En effet, les analyses contemporaines des réalités rurales doivent beaucoup aux échelles d'étude des transformations en cours, et à la montée de recherches comparatives. Pour ne prendre qu'un exemple, des réflexions menées à l'échelle européenne ont conduit à identifier une mosaïque de situations et de tendances (Hoggart *et al.*, 1995a, 2005 ; Schmied, 2005a).

Dans un autre registre, la proposition conceptuelle de Michaël Woods (2007) pour un *global countryside* — pensé comme un hypothétique espace d'interconnexion et d'interdépendance des entités rurales — relève d'une même approche spatiale pour caractériser au pluriel l'univers rural. L'objectif est ici d'insister sur les influences variées, entre local et global, qui participent aujourd'hui au devenir des campagnes, dans un contexte accru de mondialisation des échanges. De fait, une multitude de situations peut résulter de l'ouverture et de la dépendance de l'univers rural à divers extérieurs ; cette tendance vient ainsi renforcer l'intérêt d'une analyse centrale de la diversité rurale contemporaine. Comment peut-on mettre en place une telle approche dans le cas français, en privilégiant des analyses statistiques des caractéristiques et évolutions rurales ?

c) Définitions statistiques et typologiques des campagnes françaises

Les critères et les voies de définition qui viennent d'être présentés — des prédominances naturelles, de faibles densités démographiques, une dépendance à l'égard du monde urbain, des spécificités économiques et fonctionnelles, une diversité intrinsèque — sont autant d'approches utilisées pour caractériser l'univers rural contemporain²⁶. Sur un plan théorique, on peut aussi signaler que les sociétés et les espaces ruraux, au même titre que beaucoup des objets d'étude des sciences humaines, ont été concernés par le développement de différents paradigmes scientifiques. Des travaux postmodernes, constructivistes ou se revendiquant d'un « tournant culturel », sont, par exemple, apparus depuis les années 1990, et en premier lieu dans la littérature anglo-américaine²⁷. La proposition faite par Keith Halfacree (1993, 2006a) d'une définition du monde rural reposant avant tout sur les représentations sociales de ses habitants — qui défend de fait une approche plus idéale que matérielle ou fonctionnelle — représente un cas marquant. Nous reconnaissons l'intérêt de telles réflexions et d'une diversification des pratiques pour l'analyse des campagnes contemporaines, mais ce travail de thèse a privilégié une démarche statistique et surtout pour les définir à l'échelle française. Mis à part le fait de réaffirmer une filiation avec des travaux quantitatifs et nationaux réalisés à partir des années 1970-1980 (Bontron *et al.*, 1977 ; Calmès *et al.*, 1978 ; Chapuis, 1986, 1991 ; Brun *et al.*, 1989 ; Auriac *et al.*, 1998 ; Schmitt *et al.*, 1998), l'objectif est ici de présenter une typologie du territoire français, qui a servi de base aux analyses démographiques de cette thèse, et qui a été construite dans la lignée des travaux typologiques de la SEGESA et de son directeur J.-C. Bontron²⁸.

Comment définir le *rural*, pour rendre compte de sa diversité interne et pour identifier des catégories dont les tendances démographiques sont analysables pour elles-mêmes et peuvent être confrontées à leurs voisines ? Telle est l'interrogation qui a guidé notre démarche pour la définition des campagnes françaises utilisée dans ce travail de thèse. Une revue des approches privilégiées par les organismes statistiques nationaux, en France et à l'étranger, a déjà conforté l'idée de ne pas recourir aux nomenclatures officielles. À l'échelle européenne par exemple, les définitions administratives (Pologne, Roumanie), ainsi que morphologiques — sur la base de densités ou de seuils de population (Allemagne, Angleterre, Ecosse, France (pour les UU), Suède) — restent la norme, par rapport à des approches fonctionnelles — utilisant des critères d'agglomération, de migration ou de fonction urbaine — qui sont minoritaires (Belgique) (Depraz, 2009). Même si l'INSEE a mis en place une nomenclature de ce type (en ZAU dès le RP 1999) — qui est à une certaine avant-garde des définitions officielles de l'urbain et du rural —, cette définition spatiale présentait deux lacunes majeures par rapport à la visée de la thèse : d'une part, la nomenclature en ZAU donne la primeur à une approche urbano-centrée et polarisatrice — l'espace à dominante rurale restant défini par défaut —, et d'autre part, elle ne permet guère, au-delà d'un degré d'agglomération, de distinguer différentes campagnes françaises selon leurs assises régionales ou leurs profils sociologiques.

²⁶ Pour des compléments internationaux récents sur les manières de caractériser, de définir, l'univers rural et les entités rurales : voir Woods, 2005 ; Cloke, 2006 ; Brown *et al.*, 2011.

²⁷ Le moment fort de l'émergence et de l'affirmation de ces recherches a été outre-Manche le début des années 1990. Cette période a été marquée par un débat au long cours, publié dans la revue *Journal of rural studies*, à la suite d'un article de Chris Philo (1992) sur les *neglected rural geographies* : voir Philo, 1993 ; Murdoch *et al.*, 1993, 1994a ; Cloke, 1997.

²⁸ SEGESA pour Société d'Études Géographiques Et Sociologiques Appliquées. Fondé en 1968, ce bureau d'étude a participé jusqu'aux années 2000 à la réalisation de nombreuses recherches sur le territoire français, et en particulier sur les espaces ruraux (ex. Brun *et al.*, 1989). Sous la direction de J.-C. Bontron, la SEGESA a entre autres établi une typologie des cantons français, actualisée à partir des données successives des recensements INSEE, et qui a été utilisée comme classification de référence dans plusieurs rapports sur le *rural* (DATAR, 2003 ; Perrin *et al.*, 2003).

Une utilisation des classifications INSEE (en UU et en ZAU) a donc été écartée. Nous avons préféré une démarche déjà ancienne dans les études rurales, et qui a aiguisé les réflexions géographiques depuis les années 1950 (Chapuis, 1973)²⁹ : réaliser une typologie à dominante rurale du territoire français. Parmi les chercheurs et les organismes qui se sont attelés à cette tâche au cours des dernières décennies, par des approches plus ou moins systématiques, deux groupes peuvent être distingués.

Un premier rassemble ceux qui ont privilégié un des critères de caractérisation de l'univers rural précédemment mentionnés. Les réflexions menées à l'université de Caen autour de Pierre Brunet (1984), et des recherches sur les paysages ruraux, ont conduit à établir une carte de l'espace rural où les modes d'occupation du sol (agricoles, forestières, bâtis) étaient prédominants. Plus récemment, dans une logique comparative avec l'Espagne et l'Italie, Pascal Chevalier *et al.* (2010) ont (re)placé les structures de peuplement et les degrés de densité au cœur de leur définition des départements ruraux. Ensuite, dans la lignée de la philosophie de la typologie INSEE en ZAU, Bertrand Schmitt *et al.* (2000) ont dissocié deux grands types d'espaces ruraux selon l'influence urbaine, entre des logiques d'agglomération et de dispersion. Enfin, des analyses plus anciennes ont fait reposer leurs distinctions sur les fonctions économiques des territoires. A. Berger (1975), à partir d'études menées en Languedoc-Roussillon, avait identifié cinq catégories de communes rurales : agricoles, industrielles, suburbaines, touristiques et à modelage institutionnel. À l'échelle nationale, et à la suite de la SEGESA, J. Renard (1996) a distingué quatre types majeurs de campagnes : à forte présence d'agriculteurs, à fonction touristique, ouvrières et tertiariées/de retraite.

Un deuxième ensemble de travaux se distingue par l'établissement de typologies plurifactorielles, avec tout de même certains angles d'attaque privilégiés. Un premier groupe correspond à des analyses menées sur le territoire national, sans distinction préalable de l'urbain et du rural. Ce fut par exemple le cas des études socioéconomiques réalisées par Nicole Tabard (1996, 2002). À travers une typologie des quartiers et des communes, elle identifia une trentaine d'espaces (33 puis 27), définis par les activités agricoles, industrielles, de commerce, de l'administration publique ou du tertiaire supérieur. Dans le même registre, Laurent Davezies (2010) a proposé plus récemment de différencier les territoires selon la prégnance de « bases économiques » (productive, résidentielle, publique, sociale). Il a mis ainsi en évidence treize profils spatiaux, reposant surtout sur les types de revenus des populations. Des analyses de secteurs économiques spécifiques ont aussi conduit à des typologies nationales. Citons le cas d'une étude récente sur le tourisme rural, où la grille d'analyse distinguait le rural de l'urbain, mais aussi de catégories naturelles de montagne et de littoral (Armand, 2006). Un autre axe récurrent pour la réalisation de typologies nationales renvoie à des aspects démographiques. Parmi les productions récentes, le travail de Christophe Bergouignan (2009) est à mentionner. À partir d'indicateurs variés (évolutions des populations, tranches d'âge, migrations), il a abouti à une typologie cantonale de quinze classes, parmi lesquelles le *rural* reste bien présent (espaces rurbain, semi-rural ou isolé et littoral). Mélanie Bigard *et al.* (2010) ont de leur côté privilégié les déplacements spatiaux (domicile-travail, d'accès aux services, résidentiels) pour leur typologie INSEE des « aires urbaines et du rural ». Du côté des principales nomenclatures de comparaison internationale, le gradient urbain-rural et des critères de densité restent les plus utilisés. L'OCDE (2010) distingue ainsi des régions à prédominance urbaine, intermédiaires et à prédominance rurale. Eurostat (2010) fait de même, en utilisant désormais une carte quadrillée de la population³⁰.

²⁹ Pour une revue des typologies les plus anciennes, reposant sur les utilisations agricoles du sol, voir Berger *et al.*, 1997.

³⁰ Pour ce qui concerne les analyses typologiques menées à l'échelle européenne, le projet EDORA en cours de réalisation, dans le cadre des programmes ORATE-ESPON 2013, peut aussi être mentionné. Trois typologies des

Dans le cas français, quelques (autres) analyses typologiques systématiques et récentes — construites par Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) — se sont focalisées sur les campagnes, et notamment par une entrée socioéconomique. On retrouve ici le travail de Magali Talandier (2007, 2008), qui dans la lignée d'une étude des bases économiques des territoires, a identifié six types de bassins de vie ruraux : productifs migrants-alternants ; productifs et agricoles ; retraites et agriculture ; retraites et tourisme ; tourisme ; tourisme, retraites et minimas sociaux. F. Aubert *et al.* (2005, 2006) ont de leur côté réalisé une typologie de la « performance des communes rurales », à partir d'une grande variété d'indicateurs statistiques, relevant des évolutions de la population et de l'emploi, de la richesse des ménages, de l'accès aux services, du développement socio-économique, des enjeux de biodiversité ou de l'action publique locale. Cette classification distingue au final sept groupes de communes, des plus performantes et attractives à celles présentant de faibles et très faibles performances, en passant par des situations intermédiaires où les revenus et les emplois sont les plus discriminants. Enfin, une récente typologie des campagnes françaises a été réalisée par Mohamed Hilal *et al.* (2012), pour le compte de la DATAR. L'ambition est ici plus généraliste, en croisant des indicateurs démographiques, économiques, d'accessibilité, de mobilité, du marché de l'emploi et de l'appareil productif, mais en mobilisant aussi des descriptifs statistiques du cadre paysager, de l'occupation du sol et du relief. Cette classification répertorie ainsi sept types de campagnes, réunies dans trois grandes catégories : les campagnes des villes, du littoral et des vallées urbanisées, les campagnes agricoles et industrialisées, les campagnes vieillies à très faible densité.

Une typologie à dominante sociodémographique des campagnes françaises

Comment peut-on situer la typologie des bassins de vie réalisée dans cette thèse ? Notre démarche résulte de conciliations thématiques et temporelles, et trouve ses origines dans les études menées par la SEGESA depuis les années 1980. Leur antériorité, leur reconnaissance dans les sphères scientifiques et institutionnelles, le recours à des indicateurs variés (démographiques, socioéconomiques, de logement), et le postulat d'une analyse de la diversité rurale par ses caractéristiques internes, ont été autant de motifs pour en faire la base de nos analyses à dominante sociodémographique. Plus précisément, c'est la dernière version de la typologie cantonale de la SEGESA, réalisée pour une étude prospective de la DATAR (2003), qui a servi de socle à des adaptations personnelles³¹. Une actualisation à partir du RP 2007 a déjà été effectuée. Le nombre d'indicateurs statistiques a été augmenté (de 24 à 42), pour donner de la profondeur historique aux types de campagnes identifiés (figure 3). Le bassin de vie a été préféré au canton ou à la commune comme maille de référence. L'explication est triple : privilégier un zonage statistique créé pour l'étude de la structuration de l'espace rural (INSEE, 2003 ; Julien, 2007), préférer un échelon médian, moins sensible aux instabilités statistiques, et faire un choix de raison, par rapport aux exigences temporelles d'une thèse³².

En définitive, les types identifiés par CAH (figure 4 ; carte 2) — six à *dominante rurale* et un à *dominante urbaine* — sont à bien des égards ressemblants de ceux présents dans la typologie originelle de la SEGESA (DATAR, 2003) ou dans la typologie plus récente élaborée par M. Hilal *et al.* (2012). Elles ont déjà en commun de distinguer trois grands types de campagnes. Elles sont ici intitulées *campagnes des villes*, *campagnes productives* et *campagnes résidentielles*.

régions rurales à l'échelle NUTS3 y sont utilisées : une première repose sur la notion d'accessibilité, une deuxième sur les transformations économiques et une dernière sur les performances régionales (ESPON, 2010).

³¹ Pour des précisions méthodologiques, techniques et interprétatives sur cette typologie, voir l'annexe 2a (p. 305).

³² Pour les mêmes raisons, le bassin de vie a été le plus souvent privilégié pour les représentations cartographiques de cette thèse. La commune a été aussi utilisée lorsque les données statistiques étaient suffisamment nombreuses.

Les *campagnes des villes* sont (ont été) marquées par l'influence urbaine et les extensions périurbaines. Deux sous-catégories s'y distinguent : les *plus proches et les plus aisées* et *celles en voie de périurbanisation*, en rapport avec des antériorités de processus, des éloignements urbains et des profils sociologiques, plus ou moins élevés. Les *campagnes productives* sont ensuite caractérisées par le poids d'activités économiques anciennes, agricoles et industrielles, et par un moindre dynamisme démographique. Celles *en majorité ouvrières et industrielles* se composent surtout de bassins de vie peu attractifs du nord-est du pays, alors que les *campagnes productives vieilles et agricoles* concernent majoritairement des territoires du centre et de l'ouest, marqués par une forte présence de retraités. Le troisième groupe des *campagnes résidentielles* rassemble des bassins de vie des littoraux et des arrière-pays des façades atlantique et méditerranéenne. Le tourisme et ses variantes, des spécialisations tertiaires et artisanales, et l'attractivité migratoire, caractérisent ces territoires à dominante méridionale. Celles *attractives et touristiques* comprennent également des territoires du Sud-Ouest : du Tarn, du Lot et de la Dordogne. Les *campagnes résidentielles à économie touristique et montagnarde* sont elles prédominantes dans les massifs alpins et pyrénéens.

Cette définition plurielle des campagnes françaises est assez conforme aux typologies déjà citées. Elle présente tout de même deux originalités : aucune distinction préalable des entités urbaines n'a été faite et les *bassins de vie à dominante urbaine* résultent de l'approche typologique générale ; l'introduction d'indicateurs démographiques depuis le RP 1968 a aussi permis d'ancrer les types de campagnes identifiés dans les dynamiques rurales des dernières décennies. Enfin, cette typologie possède certaines limites. La première tient à l'irrégularité du maillage en bassins de vie, qui a écarté des territoires ruraux des unités les plus étendues, et à réserver un sort disparate aux villes moyennes : enregistrées comme urbaines ou supplantées par leurs périphéries rurales. L'inversion de la hiérarchie corse, entre Ajaccio et Bastia, en est un bon exemple. Une deuxième lacune renvoie à l'absence de variables décrivant l'occupation du sol. Des activités gourmandes en espace, mais peu pourvoyeuses d'emplois — l'archétype serait la culture céréalière en Beauce — sont peu prises en compte dans cette typologie à dominante sociodémographique.

Figure 3. Variables sélectionnées pour la constitution d'une typologie des bassins de vie français

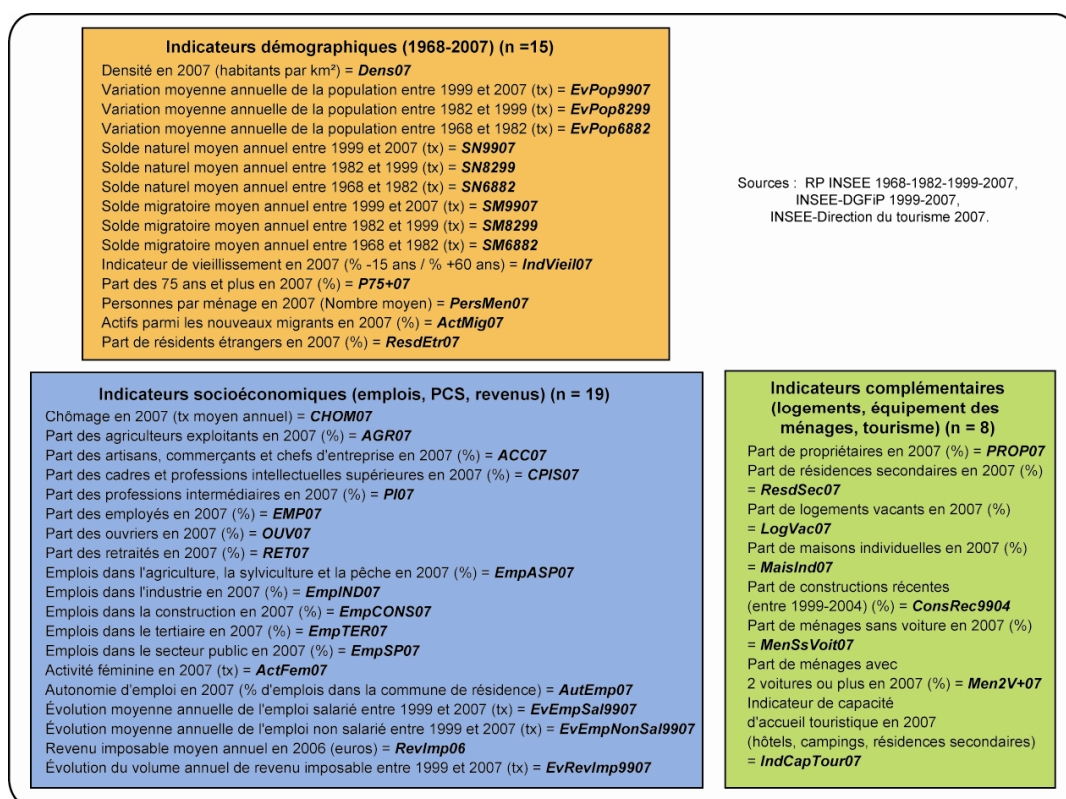
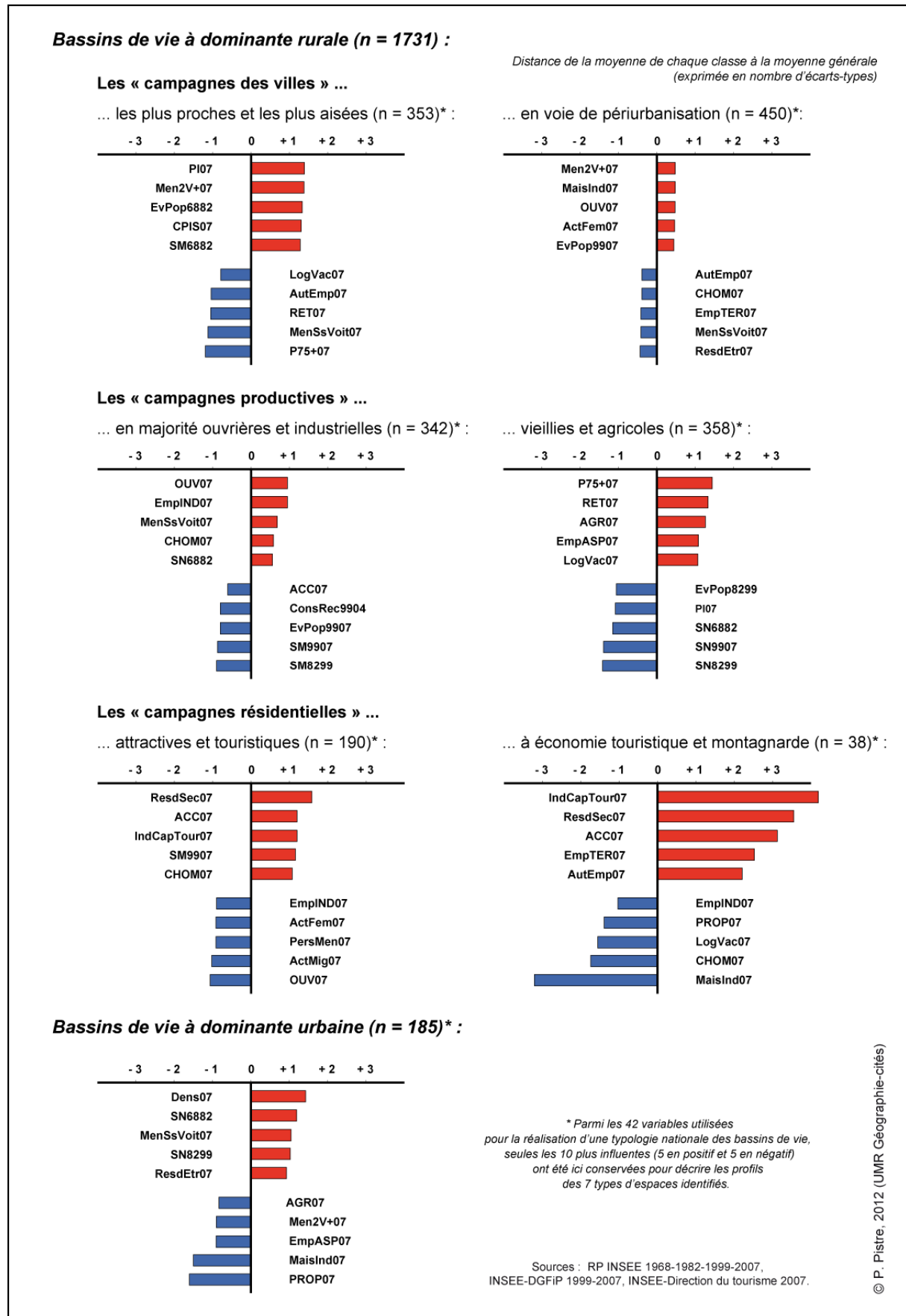
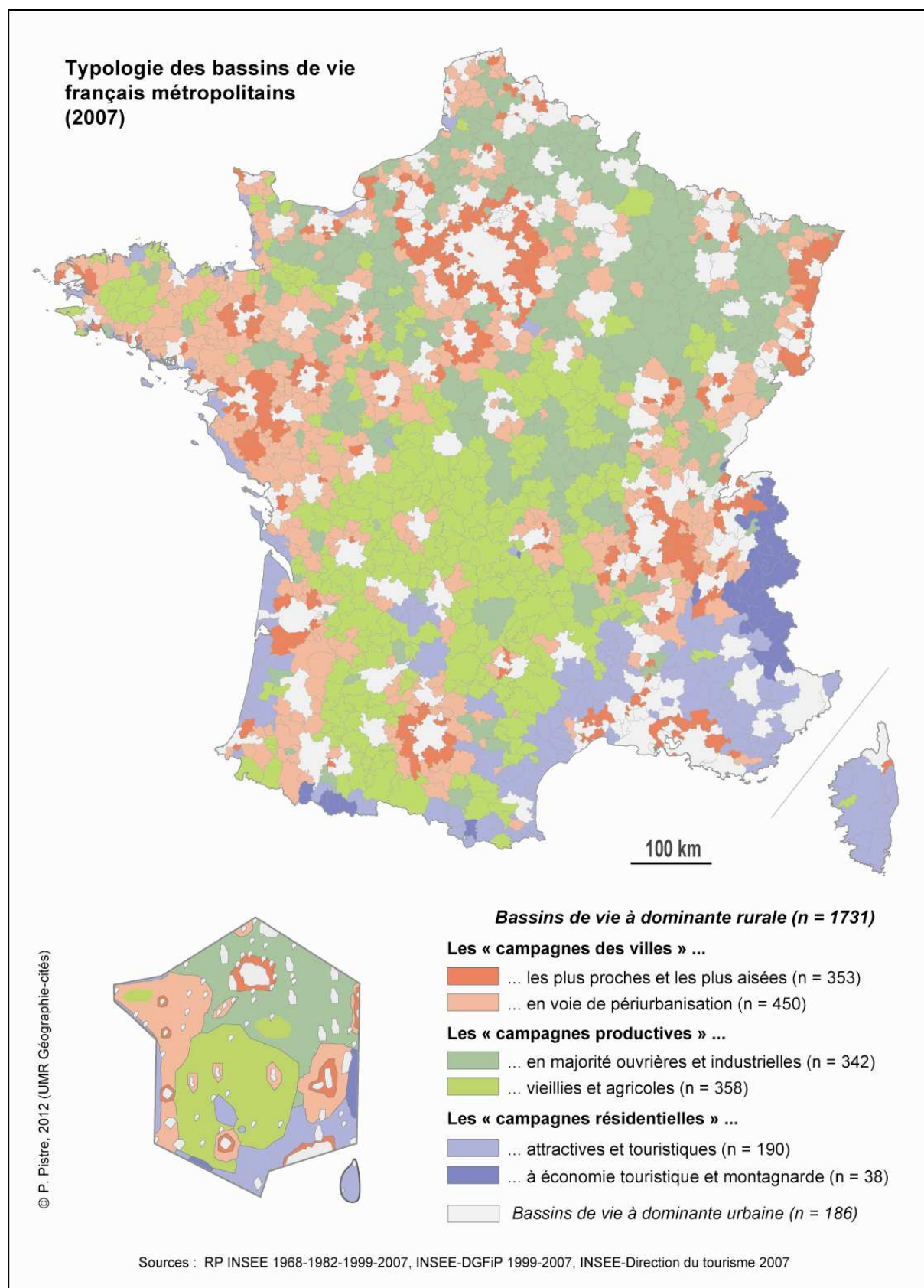


Figure 4. Profils des campagnes identifiées dans la typologie des bassins de vie français



Carte 2. Les campagnes françaises sont diverses dans leurs caractéristiques démographiques, leurs fonctions économiques et leurs localisations géographiques



2) Un *renouveau* rural entre postures scientifiques et faits de société

Dans cette deuxième partie, nous abordons l'analyse du *renouveau* supposé des campagnes françaises. L'objectif sera de démontrer que ce prisme d'analyse des dynamiques rurales contemporaines s'est construit dans la littérature scientifique à l'articulation de positionnements de chercheurs et de constations empiriques. Il s'agira aussi d'évaluer la place des dimensions démographiques parmi les signes constatés de *renouveau* rural. Des considérations terminologiques et épistémologiques sont tout d'abord présentées. Elles seront suivies par des éléments sur la caractérisation et l'appréhension méthodologique des formes contemporaines de *renouveau* rural.

a) Choisir son « camp lexical » : des évolutions rurales négatives ou positives

Pour débiter cette présentation critique autour des dynamiques rurales contemporaines, il est indispensable de revenir sur l'opposition de « modèles explicatifs » qui a marqué les études rurales françaises (surtout géographiques) des années 1980-1990 : entre nostalgie et mutation, entre déclin et renaissance, entre crise et positivité des tendances (Brun *et al.*, 1992 ; Renard, 1996 ; Jean, 1997). Les divergences ont été analytiques et lexicales, et elles se sont cristallisées en deux postures antagonistes. D'un côté, R. Béteille (1981, 1994, 1995) a souligné les difficultés démographiques, économiques, sociales, des espaces ruraux, en insistant sur les évolutions négatives de l'agriculture. À l'opposé, B. Kayser (1987, 1989, 1996) a mis en avant les signes favorables qui ont conduit à une « renaissance rurale », grâce à une image revalorisée et à un renversement démographique fait d'installations croissantes et de moindres départs.

De plus, ces deux positionnements se sont inscrits dans le prolongement ou en rupture avec la thèse et le titre d'un ouvrage resté célèbre, dans les sphères institutionnelle et de l'aménagement du territoire, par les déclinaisons terminologiques qui en ont été faites. « Paris et le désert français », écrit par Jean-François Gravier (1947), avait reçu un accueil réservé des géographes au moment de sa sortie (Robic, 2007). Il a continué de nourrir des analyses critiques même des décennies après sa parution (Provost, 1999 ; Marchand, 2001). Ce fut notamment le cas, de manière plus ou moins explicite, des porteurs d'une analyse plus positive des campagnes françaises, s'inscrivant en faux avec les « prophètes de la désertification » (Kayser, 1989, p. 289) et qui ont émané de sciences humaines variées (Kayser, 1993a ; Hervieu *et al.*, 1996 ; Perrier-Cornet, 2002a ; Urbain, 2002 ; Moriceau, 2003 ; Davezies, 2008 ; Viard, 2012).

Que reste-il aujourd'hui de cette opposition de postures, entre crise et renaissance, dans l'analyse des évolutions rurales contemporaines ? Et finalement, sont-elles si incompatibles ? Des excès de pessimisme et d'optimisme ont certainement été faits par les uns et par les autres, et la tendance paraît aujourd'hui à la conciliation et à la précision spatiale. Par exemple, le recours à l'expression de « campagnes vivantes » a évolué d'une désignation englobante vers la caractérisation de situations régionales, dans l'ouest du pays en particulier (Kayser, 1993b, 1995 ; Diry, 2000 ; Renard, 2000). De même, les utilisations de termes négatifs (espaces ruraux fragiles, isolés, marginaux) ont perdu en portée générale, mais sont restés des outils répandues pour nommer des situations locales en difficulté (Mandy, 2001 ; Couturier, 2007 ; Rieutort, 2007). Malgré tout, s'il fallait désigner un vainqueur symbolique, la palme irait à l'optimisme du fait de signes contemporains qui tendent à confirmer la renaissance émergente des années 1980-1990. Du côté des productions scientifiques, le dynamisme rural est devenu objet géographique de recherche (Dubuc, 2001, 2004). L'exode urbain a pris à revers l'exode rural (Merlin, 2009), expression qui reste néanmoins peu utilisée mais dont on trouve des traces anciennes dans la littérature francophone (Brunet, 1980 ; Guerin, 1983).

En ce qui concerne les vocables anglo-américains, l'*exurbia* — qui désigne des localités des franges urbaines, transformées par des arrivées des villes proches (Dunckmann, 2009 ; Woods, 2009b) — peut être un équivalent pour désigner des entités rurales devenues attractives pour les habitants des villes voisines. Des proximités sont aussi à chercher du côté du *rural idyll*, à entendre pour K. Halfacree (1996) comme une forme « hégémonique de représentation sociale », dans laquelle les structures villageoises et le paysage vert, plaisant, sont moteurs.

Les dénominations positives semblent donc s'imposer dans le champ lexical des études rurales, notamment géographiques, mais une forme d'effet boomerang n'est pas à sous-estimer. La thématique des conflits (d'usage, d'aménagement, d'environnement) est devenue centrale dans l'analyse des campagnes contemporaines (Lecourt, 2003 ; Torre *et al.*, 2006a, 2006b ; Bossuet *et al.*, 2007, 2009 ; Simard, 2007 ; Burchardt, 2008 ; Darly, 2009 ; Pistre, 2010 ; Cadoret, 2011). Elle trouve son essence dans les oppositions de populations d'origines et de modes de vie variés.

Les dynamiques rurales contemporaines ont donc été interprétées de manière négative ou positive. Un deuxième couple analytique et lexical renvoie à une opposition entre l'avant et l'après, l'antérieur et le postérieur, l'ancien et le nouveau. Dans les études prospectives pilotées par B. Kayser (1993a) pour le compte de la DATAR, les campagnes ont été dites « naissantes » et « nouvelles ». J.-D. Urbain (2002, p. 18) a également souligné qu'un « autre espace rural est né — ni agricole, ni touristique, une autre campagne qui est au rural ce que la plage est au littoral — à cette nuance près qu'il n'existe pas encore de nom spécifique pour le différencier ».

Une difficulté persiste en effet dans la façon de qualifier les nouveautés rurales. Dans la littérature francophone et anglophone, la solution a consisté dans des recours adjectivaux et nominaux, construits à partir de préfixes insistants sur la profondeur ou la rupture des phénomènes. Un premier exemple correspond à la postériorité des évolutions rurales, qu'il s'agisse de faire référence à des secteurs économiques en déclin — rural « post-industriel » (Jollivet, 1997) ou « *post-agrarian* » (Salamon, 2002) —, ou à une tendance vers un « *post-productivist countryside* » (Halfacree, 1999 ; Mather, 2006). Par ailleurs, les analyses rurales regorgent de termes comme « recomposition » (Kayser, 1986 ; Berger, 1994 ; David *et al.*, 2007 ; Chevalier *et al.*, 2011), « restructuration » (Jean, 2000 ; Woods, 2005), voire « recomplexification » (Guibert, 2002). Sur un même modèle, la « reconquête » (Verrière, 2004), la « revitalisation » (Rouzier, 1990), le « repeuplement » (Stockdale, 2000 ; Thomsin, 2001a) des campagnes ont renvoyé à une tendance démographique positive. La « renaissance » (Boudoul *et al.*, 1982 ; Kayser, 1989), le « nouveau » (Calmès, 1996 ; Fougereuse, 1996), la « révolution » — pour des analyses historiques (Gavignaud-Fontaine, 1996, 2007 ; Dibie, 2006) —, ou plus récemment la « résilience » (Brown *et al.*, 2011) rurale, ont eu un caractère plus transversal.

Sur la base de cette revue terminologique, quel positionnement a été adopté pour dire et lire les dynamiques rurales récentes ? Le choix d'un « camp lexical » a été fait dès la construction de l'objet d'étude. Une posture positive de l'analyse des campagnes françaises a été privilégiée, sans pour autant nier la persistance de situations locales difficiles, et encore moins tomber dans un angélisme béat quant au devenir des mondes ruraux. L'objectif a été de donner un fil conducteur à la réflexion, reposant sur une antériorité de positionnements de plus en plus confirmés par la réalité des évolutions rurales. En outre, parmi les vocables récurrents dans les études rurales (renaissance, repeuplement, revitalisation) — et susceptibles de rendre compte de la posture analytique —, c'est celui de nouveau qui a été préféré pour trois motifs principaux : un caractère jugé plus englobant que les seules considérations démographiques, une empreinte symbolique moindre — par rapport en particulier à la place laissée par la renaissance rurale — et une pluralisation plus acceptable, en adéquation avec l'orientation problématique de la thèse.

b) Saisir les évolutions rurales contrastées : entre mutations et renouveau

Le fait de choisir une posture plus positive de l'étude des dynamiques rurales a donc exclu une analyse générale sous l'angle du déclin ou de la crise, qui ne correspond plus à un modèle satisfaisant. Néanmoins, elle s'est aussi rapprochée d'une lecture nuancée, devenue la norme des productions scientifiques rurales. Marquée autant par des fragilités, des difficultés, des disparitions, que des reprises, des nouveautés, des espoirs, sur les plans sectoriels ou géographiques, ne serions-nous pas en train de vivre une « nouvelle révolution silencieuse » (Sylvestre, 2002b) ? Cette expression, utilisée en son temps pour décrire les bouleversements du monde agricole durant les Trente Glorieuses (Debatisse, 1963), renverrait ici aux mutations économiques, sociales, culturelles ou paysagères, connues par les campagnes françaises depuis les années 1990-2000. Le débat reste ouvert sur l'ampleur des phénomènes récents, mais saisir les tendances rurales contemporaines passe par le fait de mettre en évidence leur profondeur. L'objectif est ici de revenir sur quelques évolutions qui ont marqué les campagnes françaises, en s'appuyant à la fois sur des critères de caractérisation de l'univers rural déjà présentés, et sur une variété d'approches et de concepts repérés dans la littérature scientifique. De plus, les dynamiques démographiques, au cœur de ce travail de thèse, ne font volontairement pas l'objet d'une analyse distincte. Elles seront discutées par la suite, et dans un premier temps, il s'agit de rendre compte de leur caractère transversal parmi les transformations rurales contemporaines.

Des influences urbaines croissantes constituent une première voie de caractérisation des dynamiques rurales, et une tendance à l'uniformisation des modes de vie en est un premier exemple. Une autre concrétisation marquante est spatiale. Elle correspond aux extensions (péri)urbaines constatées en France depuis les années 1960-1970, sous la forme de lotissements, de maisons individuelles, de centres commerciaux, de zones d'activités économiques, d'entrepôts logistiques ou de bases de loisirs. Dans la littérature internationale, le concept de *counterurbanization* proposé par Brian Berry (1976) a cristallisé une bonne partie des attentions dans l'étude des avancées urbaines. Il a donné lieu à de nombreuses publications dans les années 1980-1990³³ — à travers des contextes géographiques variés —, qui ont surtout mis en évidence un *turnaround* démographique au profit des périphéries urbaines même lointaines (Berry, 1980 ; Fielding, 1982 ; Cloke, 1985 ; Champion, 1989, 1998). Après de moindres recours pendant les années 1990, ce référent conceptuel est revenu au premier plan, mais surtout dans des travaux critiques. Pour certains auteurs, il faut le préciser, lui redonner du sens et le confronter à des notions émergentes comme celles d'*exurbanization* et de *rural gentrification* (Mitchell, 2004 ; Phillips, 2009). D'autres ont appelé à une meilleure prise en compte de ses temporalités, de ses dimensions internationales, de formes plus marginales, et de la diversité des populations impliquées (Hoggart, 1997 ; Fielding, 1998 ; Lingdgren, 2003 ; Halfacree, 2006b, 2008 ; Rivera Escribano, 2006 ; Bijker *et al.*, 2011 ; Grimsrud, 2011). En définitive, la *counterurbanization* paraît conserver un fort pouvoir évocateur, qui renvoie autant à une forme d'urbanisation diffuse vers les entités rurales, qu'à la prédominance des dynamiques démographiques qui en sont à l'origine.

Du côté des recherches françaises, ce concept a été peu repris de manière littérale³⁴. Les termes de rurbanisation et de périurbanisation lui ont été préférés (Bauer *et al.*, 1976 ; Berger *et al.*, 1980 ; Jaillet, 1982 ; Le Jeannic, 1997), pour désigner les transformations de « communes adjacentes ou proches des régions urbanisées » (Buller, 1991, p. 40). Un point commun était tout de même une tendance à la déconcentration urbaine (Pumain, 1983 ; Courgeau, 1991).

³³ Pour une revue détaillée des travaux nord-américains, européens ou australiens de ces années : voir Mitchell, 2004.

³⁴ Notons toutefois que pour défendre la thèse d'une « renaissance rurale » française, B. Kayser (1989) s'est largement référé aux travaux et aux tendances américaines, rassemblés sous le terme de *counterurbanization*.

Sur la base d'études récentes, cette dernière constatation paraît se renforcer. De plus en plus « éclatée », « fragmentée », « émietée » (Berger, 2004 ; Brun, 2007 ; Charmes, 2011), la ville serait même devenue « nuage », à travers les modes de vie et les mobilités de ses habitants (Viard, 2012). Les campagnes françaises tendraient vers un caractère rural et citadin généralisé (Thomsin, 2001b ; Chapuis, 2007) et se rapprocheraient ainsi d'une *counterurbanization* anglo-américaine par des croissances de plus en plus étendues. Les dynamiques entre l'urbain et le rural n'ont été ici décrites que succinctement, mais la place centrale des aspects démographiques, dans les influences respectives et inégales de ces entités spatiales, ne fait aucun doute.

Encadré 4. « L'influence de l'étalement urbain sur les espaces agricoles » (terrain 1)

Extrait du carnet de terrain au jour du 13 mai 2011 – Notes prises lors d'une conférence de Claude Napoléone (Ingénieur de recherche à l'INRA) à Limans, et organisée par l'association Alpes de Lumières, acteur pionnier du développement local en Haute-Provence (Basset, 2009) :

Économiste de formation, l'intervenant travaille notamment sur les évolutions de l'usage du sol. « Le phénomène d'étalement est très ancien [...], et dans sa forme spatiale, il y a bien des endroits où ça ne pose pas de problèmes. La tendance actuelle correspond à une généralisation d'une façon de construire la ville. [...] Il y a parallèlement un développement des terres en friche et des forêts [...]. La tendance est à une croissance exponentielle de l'artificialisation des sols du fait des constructions, et à une augmentation de l'étalement urbain dans des vitesses nouvelles. [...]

En Provence, l'agriculture résiste peu à l'urbanisation, même si elle représente toujours 45% de la superficie. En PACA, l'urbanisation est tout de même très localisée, et l'évolution des prix des terres agricoles est un bon indicateur d'analyse. [...] Il n'existe pas vraiment de politiques publiques en place. Les Parcs par exemple ne concernent pas les endroits les plus en tension ; ils ont été établis dans des secteurs surtout en déprise. [...] Dans le « modèle de la Côte d'Azur », il y a clairement une absence de priorité sur la protection des terres agricoles. [...] L'enjeu c'est le consensus local [...] pour ne pas tendre vers la fin du village provençal rêvé. [...] (Une réaction dans l'assistance : Est-ce que les gens qui veulent une maison individuelle sont des monstres ?!) [...] ».

Le contexte provençal est bien archétypique des tensions actuelles entre croissances urbaines et activités agricoles, dans les régions les plus attractives. Les dynamiques démographiques y sont consommatrices d'espace aux « portes de l'urbain », dans des zones agricoles soumises à une forte pression résidentielle, et où on assiste à des constructions intensives (Pailler et al., 2011).

L'empiétement accru de l'urbain sur le rural constitue une première voie d'analyse des mutations récentes des campagnes françaises. Une deuxième voie, tout aussi importante, concerne leur transformation socioéconomique. Elle renvoie à des spécificités rurales comme à des évolutions de société, et repose sur une multifonctionnalité déjà évoquée. Quels sont les changements qui ont mené à des paysages pluriels et « irréversibles » ? (Torre *et al.*, 2005a).

Un premier, bien connu, concerne la baisse tendancielle de la place occupée par l'agriculture. Malgré un poids local et symbolique toujours important (Hervieu *et al.*, 2001 ; Berger *et al.*, 2005), les premiers résultats du recensement agricole 2010 confirment la diminution des effectifs des exploitants, des surfaces utilisées, et l'agrandissement moyen des exploitations (Giroux, 2011). En parallèle, le développement d'une agriculture de haute technicité et territorialisée (Hervieu, 2008), et de circuits locaux de commercialisation, paraissent les signes d'une adaptation à de nouvelles exigences économiques et de société.

La tertiarisation des activités constitue une autre mutation centrale, liée à l'évolution des secteurs économiques et à l'attractivité des campagnes. En expansion depuis les années 1980-1990, elle s'est par exemple appuyée sur l'affirmation de nouvelles fonctions environnementales. Par delà sa diversité interne, ce processus a été moteur dans les dynamiques rurales récentes, économiques et démographiques (Berger *et al.*, 1995, 2001, 2005, 2007 ; Hirczak *et al.*, 2011).

Enfin, l'économie résidentielle est croissante dans les campagnes françaises (Blanc *et al.*, 2007 ; Talandier, 2007 ; Aubert *et al.*, 2008a, 2008b, 2011 ; Davezies, 2008, 2009). Elle se distingue — dans une analyse de la base économique des territoires, qui repose sur les revenus des populations — de ressources productives, publiques ou sanitaires et sociales, et elle « regroupe les revenus captés par les territoires grâce à leurs atouts « résidentiels » » (Pecqueur *et al.*, 2011, p. 126). On retrouve ici les « salaires rapatriés au lieu du domicile par les migrants alternants », ou les pensions de retraite. L'économie résidentielle est aussi associée à une économie dite « présenteielle », qui repose en complément sur les dépenses plus touristiques (Davezies, 2003 ; Terrier, 2006). Dans les zones rurales, les activités productives (agricoles, industrielles) ont perdu du terrain au profit d'activités marchandes et de service. Pour ces derniers secteurs économiques, le maintien des populations, les accueils permanents et occasionnels, constituent un levier central du développement local. La mise en visibilité des ressources des territoires et la capacité à attirer des nouvelles populations sont devenues des enjeux essentiels.

De profondes mutations, associées à des aspects démographiques, ressortent d'un portrait succinct des évolutions socioéconomiques des campagnes françaises. Les dernières évoquées — une tendance à la tertiarisation et à l'économie résidentielle — s'appuient de plus sur l'affirmation des fonctions touristiques et récréatives, qui ne sont pas sans renforcer les conflits d'usage et de représentation, entre résidents et touristes, entre ruraux et citadins, entre producteurs et consommateurs (Butler *et al.*, 1998 ; Le Caro, 2007). La mise en valeur du patrimoine rural (architectural, culinaire, culturel, productif) constitue un autre axe récurrent du développement rural contemporain, qui peut aussi entraîner des formes de tension locales (Berger *et al.*, 2001, 2010 ; Chevallier, 2010).

Entre mutations et renouveau, comment doit-on considérer les influences croissantes de l'urbain sur le rural ? Comment doit-on qualifier les profondes transformations des activités socioéconomiques ? Parmi d'autres indicateurs des dynamiques rurales, que faut-il dire de la diversification du profil des élus locaux et des pouvoirs politiques (Barone *et al.*, 2010, Hervieu *et al.*, 2010) ? Que faut-il retenir des signes contrastés sur les équipements en services : entre des analyses notant que le regain des espaces ruraux n'est encore pas perceptible sur le plan des commerces traditionnels (Solard, 2009), d'autres révélant le fort développement rural des services marchands aux particuliers depuis les années 1990 (Modier, 2010), et les inquiétudes des acteurs locaux face au recul avéré — ou à la pérennisation — de nombreux services publics (école, poste, médecin, hôpital, gendarmerie) ? Voilà une série d'interrogations dont il est difficile de ressortir une tendance générale positive pour les campagnes françaises. L'hétérogénéité des situations — sectorielles comme géographiques — reste la norme. Tout en défendant une posture autour du renouveau rural, une lecture nuancée s'impose donc : faite de transformations et de mutations, de diversité et d'ambivalence des tendances actuelles.

c) Des dynamiques démographiques motrices pour le renouveau rural

Un constat mitigé ressort donc d'un rapide état des lieux des évolutions rurales et de leur ampleur. Ce travail de thèse les aborde sous l'angle privilégié des dynamiques démographiques. Si de mêmes nuances sont à attendre à travers ce prisme d'analyse, et selon les contextes géographiques, un large consensus scientifique permet de postuler qu'elles représentent le cœur d'une tendance effective au renouveau rural (Le Bras, 2007 ; Talandier, 2007 ; Aubert, 2009 ; Merlin, 2009 ; Cognard, 2010 ; Hirczak *et al.*, 2011). De plus, la place transversale qu'elles occupent dans les mutations précédemment évoquées leur confère un caractère incontournable pour saisir les évolutions contemporaines des campagnes françaises.

Dans quelle mesure cette posture analytique s'inscrit-elle déjà dans une transformation des objets des études rurales françaises sur le long terme ? L'attention des sciences humaines a longtemps donné à l'agriculture un poids prédominant. Un certain agrocentrisme a marqué la géographie rurale jusqu'aux années 1960-1970, même si d'autres aspects du milieu rural n'avaient pas été totalement ignorés dans les études de géographie régionale du début du vingtième siècle (Berger *et al.*, 1997 ; Bonnamour, 1997 ; Plet, 2003). Les objets de recherche se sont diversifiés par la suite, en allant vers des aspects non agricoles, autour de l'environnement et du paysage, du développement local et des relations villes-campagnes.

Quelques études révélatrices des évolutions thématiques au cours des années 1960-1970 peuvent être citées. Du côté de la géographie, B. Kayser (1960) s'est par exemple intéressé aux transformations des campagnes de la Côte d'Azur, marquées par le développement urbain. Dans une perspective rurale moins exclusive, Françoise Cribier (1969) s'est concentrée sur les migrations de vacances estivales des citadins, vers des destinations littorales et campagnardes. Du côté de la sociologie et de l'ethnologie, Michel Marié *et al.* (1977) ont étudié les mutations de villages de la campagne provençale — entre l'arrivée de nouvelles populations, une tendance à la (re)socialisation, des « paysans parqués » et des « étrangers amoureux » de ces villages. Pascal Dibie (1979) a « fait de son propre village un terrain d'étude » (Chichery en Bourgogne), pour décrypter ses évolutions matérielles et symboliques, face aux influences urbaines grandissantes. Sans détailler les nombreux travaux qui ont prolongé ces orientations et la diversification des objets des études rurales françaises, la tendance s'est poursuivie jusqu'aux années 2000, en parallèle d'une remise en cause accrue de l'univers rural comme axe spécifique de recherche. Par ailleurs, si les aspects démographiques sont aujourd'hui inhérents à beaucoup de recherches sur les campagnes françaises, ils sont plus rarement positionnés comme une entrée principale, dans une perspective à la fois analytique et interprétative.

De fait, quelles sont les grandes étapes à suivre pour mettre en évidence des formes de renouvellement rural à travers le prisme des dynamiques démographiques ?

Une première approche, consiste en une étude fine et localisée des évolutions des volumes de population. L'objectif est d'identifier des situations positives ou négatives plus ou moins accentuées ; une opération qui peut être déclinée à différentes échelles spatiales (communes, bassins de vie, types de campagnes...) et temporelles. Plus qu'un intérêt exclusif pour les dynamiques de population récentes, le but est ici d'analyser des trajectoires évolutives sur le long terme.

Une deuxième étape consiste à approfondir ces évolutions structurelles, en identifiant le poids des variations naturelles (solde entre naissances et décès) et migratoires (solde entre arrivées et départs). Dans le cas des campagnes françaises, il ne fait guère de doute que les installations résidentielles sont le levier majeur des croissances démographiques.

Le principal et dernier enjeu consiste donc à détailler les profils des nouveaux arrivants et des dynamiques associées depuis les premiers signes de renouvellement rural des années 1970-1980. Des indicateurs variés sont à prendre en compte. Il en va de variables classiques comme l'âge, la catégorie socioprofessionnelle ou la composition familiale, dont l'utilisation est à approfondir dans le cas des campagnes françaises. D'autres informations statistiques plus originales peuvent être aussi mobilisées, pour diversifier le regard sur le renouvellement rural. Les étapes résidentielles, les lieux de naissance, les lieux de vacances, les caractéristiques du parc de logements, ou les revenus des ménages, seront par exemple utilisés dans cette thèse, pour questionner les reprises démographiques et les installations dans les campagnes françaises.

3) Processus et migrants au cœur du *renouveau démographique rural*

La deuxième partie de ce chapitre a mis en lumière des évolutions rurales contrastées, du fait d'influences urbaines de plus en plus fortes, de mutations socioéconomiques inégales, ou de la montée des fonctions récréatives, culturelles et patrimoniales. Les dynamiques démographiques — avant tout migratoires — sont apparues centrales pour beaucoup des transformations rurales récentes. De plus, elles s'imposent comme le cœur d'une étude en termes de nouveau rural : une posture générale mobilisée dans ce travail de thèse, qui trouve ses racines dans des positionnements scientifiques apparus dans les années 1980-1990, et dans des faits de société qui tendent à s'accroître depuis les mêmes périodes.

L'objectif de cette troisième partie est de préciser les relations entre dynamiques de population et nouveau rural, et de défendre deux voies analytiques jugées complémentaires : d'une part, se référer à des modèles interprétatifs — bien connus comme émergents dans la littérature —, pour rendre compte des principaux processus contemporains à l'œuvre, et d'autre part, décomposer les profils des individus impliqués dans les reprises rurales contemporaines, pour préciser les facteurs d'attractivité des campagnes françaises. En définitive, l'association de ces deux orientations de recherche doit permettre d'identifier des nouveaux évolutifs, pluriels, contrastés, conformément au positionnement problématique présenté en introduction générale. L'organisation du propos est ici logiquement bipartite et repose toujours sur des aspects terminologiques, méthodologiques, et de caractérisation des dynamiques démographiques rurales.

a) Des modèles interprétatifs pour contextualiser les reprises rurales

Les liens entre évolutions démographiques et nouveau rural ont été abordés dans de nombreuses études menées depuis la fin des années 1990, dans des contextes nationaux variés (Boyle *et al.*, 1998 ; Thomsin, 2000, 2001a ; Barcus, 2004 ; Hjort *et al.*, 2006 ; Costello, 2007 ; Eggerickx *et al.*, 2007 ; Simard, 2007 ; Walford, 2007 ; Nelson *et al.*, 2009) et notamment dans le cas français (De Félice *et al.*, 1996, 1997 ; Bessy-Pietri *et al.*, 2001 ; Cognard, 2001 ; Dubuc, 2004 ; Sencébé *et al.*, 2007 ; Dedeire *et al.*, 2011 ; Pistre, 2011). Leur but commun est d'approfondir l'analyse des dynamiques démographiques rurales, et le plus souvent des profils des populations migrant vers les campagnes américaines, britanniques, belges ou encore australiennes.

Du côté des explications données aux reprises rurales, elles sont nombreuses et variées. À la fin des années 1990, Eduardo Font (2000) a distingué en France quatre types de facteurs de migration vers les campagnes (économique, éthique, social, environnemental), tout en insistant sur un desserrement de l'emploi et une relation accrue entre les sphères professionnelle et privé. Dans son analyse des migrations vers les campagnes européennes, Doris Schmied (2005b) a dissocié celles relevant de la recherche d'une meilleure qualité de vie, d'autres réalisées par des populations défavorisées, enfin celles effectuées pour des raisons professionnelles, dans des logiques de cycle de vie ou dans un esprit de contre-culture. Des modèles interprétatifs plus généraux peuvent-ils rassembler tous ces critères qui recouvrent chacun une part de vérité ?

Sur la base d'une revue des productions scientifiques et des processus démographiques (surtout migratoires) à l'œuvre depuis les années 1970-1980, deux grandes voies interprétatives sont à différencier : entre rurbanisation et néoruralisation — pour utiliser des termes récurrents dans la littérature. Elles s'appuient sur la diversité des explications ci-dessus évoquées, et le fait même de les mettre en avant a un triple objectif : inscrire les dynamiques rurales récentes dans la continuité des évolutions des dernières décennies, donner aux études menées dans cette thèse une perspective d'analyse englobante, et faire l'hypothèse de la concomitance et de l'accroissement des processus, qui expliqueraient des reprises rurales de plus en plus généralisées.

Pour B. Hervieu (2008, p. 15), quatre situations et tendances à dominante démographique sont aujourd'hui à distinguer dans les campagnes françaises : des logiques de périurbanisation qui se perpétuent, des formes plus diffuses d'urbanisation, d'autres processus qui se déroulent hors de l'influence urbaine, et des territoires qui sont en décroissance continue. Un premier modèle interprétatif, incontournable, s'appuie ici sur les deux premières, et sur une lecture évolutive en termes de centres (urbains) et de périphéries (rurales). Dans la continuité des dynamiques engagées dans les années 1960-1970, les croissances récentes s'expliqueraient par une déconcentration urbaine de plus en plus prononcée et éloignée des villes, quelles que soient leur taille. Les processus spatiaux associés renverraient à des diffusions, des extensions voire des étalements urbains — pour les formes les plus intenses —, gagnant une majorité de communes rurales, devenues de nouvelles périphéries en puissance. Enfin, des accès facilités à la propriété, des prix immobiliers et des modes de vie plus abordables, ou la recherche d'un chez soi entre ville et campagne, resteraient les principaux motifs des installations résidentielles — surtout de jeunes couples avec enfants — au cœur de telles dynamiques.

Des nouveautés sont-elles toutefois à attendre dans les formes récentes des processus bien connus de périurbanisation et de rurbanisation³⁵ ? Quel a été leur ampleur pendant les années 2000, par rapport aux décennies précédentes ? Quels changements ou continuités marquent aujourd'hui la composition (familiale, sociale, en âge) des populations migrant vers des marges urbaines de plus en plus étendues ? La géographie des extensions périurbaines a-t-elle connu des modifications significatives depuis ses premiers développements ? Quels sont notamment les signes d'une urbanisation diffuse et généralisée dans les campagnes françaises contemporaines ? J. Viard (2012) introduisait récemment le qualificatif d'« extra-urbain » pour désigner une majorité des populations des campagnes, composée désormais d'urbains — par leurs modes de vie et leurs mobilités — ayant plébiscité une implantation rurale. La reproduction de paysages périurbains, sous la forme de lotissements et de maisons individuelles uniformisées — et ce aux portes de nombreux bourgs et villages — seraient d'autres marqueurs d'une urbanisation rurale émietlée. Ainsi, cette première voie interprétative questionne la réalité des avancées urbaines, de processus de périurbanisation anciens vers une rurbanisation généralisée, par des installations résidentielles qui gagnent des périphéries urbaines de plus en plus lointaines.

Le deuxième modèle interprétatif proposé trouve ses racines dans les expériences de retour « à la nature », « à la terre », observées dans les années 1970, après les événements de Mai 1968 (Gervais *et al.*, 1992, p 411) et l'émergence outre-Atlantique d'une « contre-culture » (Saint-Jean-Paulin, 1997). Les qualificatifs étaient alors nombreux — dans la littérature scientifique et les discours des ruraux originels — pour désigner ces « nouveaux villageois », « marginaux », « hippies », « routards », engagés dans des « exodes utopiques » et plébiscitant un « fortin communautaire » (Léger *et al.*, 1979, 1983). Majoritairement « jeunes », une « avant-garde » pour certains, pour d'autres des « originaux », des « déviants », des « paumés » voire des « fous », ils partageaient un même « refus de la ville », de ses maux concrets et symboliques (Micoud, 1976). Ces mouvements, et les analyses sociologiques réalisées dans les années 1970-1980, ont fait de la néoruralité un objet d'étude naissant (Chevallier, 1981 ; Mercier *et al.*, 1983). Quelle pertinence conserve-t-elle pour contextualiser les reprises rurales récentes ? Yannick Sencébé *et al.* (2007) ont souligné « l'épiphénomène » que représentait la néoruralité dans les installations en rural isolé au cours des années 1990. Qu'en est-il pour la décennie 2000 ?

³⁵ Les termes de périurbanisation et de rurbanisation restent largement utilisés dans la littérature, comme des synonymes ou de manière plus différenciée. Nous avons retenu dans cette thèse un recours différencié : le premier fera référence aux extensions urbaines et aux dynamiques démographiques associées qui ont lieu à proximité directe des centres urbains, alors que le deuxième désignera des influences plus lointaines et des installations plus diffuses.

Encadré 5. Exemple d'une utopie communautaire rurale qui dure... (terrain 1)

Considérée comme une des rares rescapées des communautés de l'après Mai 68, Longo Maï – « pourvu que ça dure » en provençal – a vu le jour en 1973, avec l'achat sur la commune de Limans d'une ferme abandonnée et de 270 hectares de terres. Elle est née de la « rencontre de trois éléments » : d'un groupe de jeunes révolutionnaires combattant en Autriche un « nazisme renaissant » (Spartakus), d'un groupe de jeunes Suisses « préoccupés d'action sociale », « qui ont apporté les finances indispensables » (Hydra), et d'un « lien » provençal en la personne de Roland Perrot (« Rémi » ou le « Grand-Père »), investi dans les événements de Mai à la Sorbonne et qui assura l'implantation en Haute-Provence (Willette, 1993 ; Graf, 2006). Dans le contexte provençal, cette expérience néorurale a en quelque sorte (« avec moins d'intellos ») pris la suite des Rencontres de Contadour, initiées par Jean Giono à la fin des années 1930, sur les flancs de la Montagne de Lure, et vouées aux réflexions pacifistes et poétiques (Carité, 1972). Elle est aussi à rapprocher de démarches plus individuelles et de l'attractivité générale de la région pour les premiers néoruraux des années 1970-1980 (Attane et al., 2004).

Au cours de ses quatre décennies d'existence, les tumultes, les attaques extérieures, locales, médiatiques, policières ou judiciaires, ont été nombreuses : contre de jeunes étrangers, politisés, drogués et inconscients, contre un fonctionnement sectaire et un chef autoritaire, contre un repaire de terroristes rempli d'armes (Willette, 1993). Mais, l'expérience communautaire a bien duré... Longo Maï est aujourd'hui une « coopérative internationale », formée d'une dizaine de sites autogérés (en France, Allemagne, Autriche, Ukraine, Suisse, Costa Rica), qui développent des activités agricoles, culturelles, d'hôtellerie ou de petite industrie rurale (Carlander, 1996 ; Berguerand et al., 2008). Sur le site historique de Limans, une centaine de personnes (adultes, enfants) vit à l'année. Enfin, les projets actuels paraissent conformes aux volontés de départ : développer des expériences de micro-économie en réponse au productivisme multinational, lutter contre la spécialisation capitaliste qui appauvrit et asservit, continuer à intervenir à travers le monde, et privilégier des zones en voie d'abandon pour agir contre la désertification rurale.

L'exemple de Longo Maï est le signe de la persistance de quelques expériences néorurales anciennes, communautaires ou individuelles. Par ailleurs, de nouvelles implantations utopiques ont pris la suite des mouvements des années 1970 et ont fait de certaines campagnes un point de chute privilégié. À travers de récents voyages en France, le journaliste Éric Dupin (2011) a par exemple dépeint des « refuges de la décroissance » dans les Cévennes ou en Creuse. Au-delà du fond politico-judiciaire de l'affaire dite de Tarnac (commune située sur le plateau de Millevaches en Corrèze), elle a mis en 2009 au premier plan médiatique l'exemple de communautés rurales, qui semblent mieux intégrées aux sociétés et aux vies économiques locales. Dans le cas présent, les protagonistes ont repris l'épicerie d'alimentation générale du village. Le développement d'habitats temporaires (cabanes, yourtes, roulottes), à des fins touristiques ou de résidences principales, est un autre signe d'expériences qui tendent à se perpétuer et se diffuser. Ces (nouvelles) formes néorurales n'occupent assurément qu'une faible partie des reprises démographiques récentes ; la néoruralité n'en conserve pas moins toute sa légitimité analytique, dans son acceptation la plus restrictive et classique.

De plus, en l'érigeant au même rang que les processus de rurbanisation, il s'agit de postuler que les migrations récentes vers les campagnes sont en partie le résultat d'une diffusion des principes néoruraux des années 1970. La recherche d'un isolement rural et d'une vie proche de la nature, un retour à l'essentiel, à l'authentique, et le refus des maux de la ville, seraient autant de motifs ressemblants. De fait, la néoruralité entendue dans un sens élargi paraît une voie pertinente à suivre pour analyser les installations rurales récentes. En outre, le développement d'études internationales sur le *back-to-the land*, pour élargir le spectre de la *counterurbanization* (Jacob, 1997 ; Halfacree, 2001, 2006b ; Raymond, 2003), et sur les *amenity* et *lifestyle migrations* (Moss, 2006 ; Benson et al., 2009 ; Cognard, 2010) conforte le poids donné à ce modèle interprétatif.

b) Des indicateurs individuels pour décomposer les migrations rurales

L'analyse des dynamiques démographiques et migratoires rurales, par le prisme de processus de périurbanisation/rurbanisation et de néoruralisation restrictive et élargie, constitue une première voie analytique, transversale, proposée dans cette partie liminaire de thèse³⁶. Mobiliser ces modèles interprétatifs doit permettre de dégager les principales tendances en cours. En outre, de manière plus pragmatique, cette recherche de thèse propose une étude détaillée des profils des migrants vers les campagnes françaises, et de leur évolution depuis les années 1960. Après l'analyse du poids des variations migratoires parmi les évolutions démographiques, cette deuxième voie interprétative a pour but de rendre compte de la diversité des populations impliquées dans les reprises rurales et d'une certaine démocratisation de l'attrait des campagnes. Il s'agira ainsi de détailler les profils des individus, des couples, des familles, des groupes sociaux, des tranches d'âge, qui participent aujourd'hui aux principales tendances précédemment mentionnées comme première voie d'analyse.

Quelles approches peut-on utiliser pour décomposer les profils des populations venues s'installer dans les campagnes françaises ? Là encore, deux démarches jugées complémentaires — qui jalonnent la littérature scientifique sur les déplacements résidentiels — ont été choisies, entre migrations et mobilités (Brun, 1993). Chacune est mise en œuvre dans l'un des deux chapitres qui suit, de l'approche la plus ancienne et courante vers une deuxième plus originale.

Une étude des migrations résidentielles à destination des campagnes françaises est tout d'abord développée dans le chapitre 2. Celle-ci repose sur une analyse précise des évolutions des soldes migratoires — entre des arrivées et des départs — et de la composition des flux de populations qui ont rejoint les campagnes depuis les années 1960. Quels critères sont à privilégier pour différencier ces déplacements résidentiels et les reprises rurales associées ?

La première approche consiste ici à étudier les migrations résidentielles — au-delà même des populations qui les ont réalisées — selon des caractéristiques géographiques et temporelles : les origines et les destinations spatiales, les périodes de migration et les distances parcourues³⁷. Il s'agit ainsi d'apporter des réponses aux questions suivantes : quels types de campagnes et régions rurales ont connu les plus fortes croissances démographiques et migratoires au cours des quatre dernières décennies ? La taille des communes rurales et leur distance par rapport à des communes urbaines variées (petites villes, villes moyennes, grandes villes) sont-elles des critères pertinents pour différencier les évolutions démographiques rurales ?

La deuxième démarche, qui débute dans le chapitre 2 et qui se poursuit tout au long de la thèse, s'intéresse spécifiquement à la composition sociodémographique des flux résidentiels. Quels types de ménages ont rejoint les campagnes françaises au cours des années 2000 ? Quels ont été les tranches d'âge et les groupes sociaux prédominants parmi les installations rurales récentes ? Les premières analyses statistiques reposent ici sur des catégories agrégées et simplifiées — de 4 à 6 tranches d'âge et des PCS en 8 postes — pour aller vers des analyses de plus en plus fines des mobilités résidentielles, dans le chapitre 3 et les parties 2 et 3.

³⁶ Une démarche semblable sera suivie dans la deuxième partie, à travers le prisme de la gentrification rurale, jugé complémentaire pour décrypter les évolutions démographiques et de logement en cours dans les campagnes françaises.

³⁷ Les origines et les destinations sont surtout analysées à travers la typologie des bassins de vie présentée auparavant, les périodes temporelles selon les intervalles intercensitaires, et les distances migratoires en fonction des anciennes et nouvelles communes de résidence. Pour simplifier l'étude, deux catégories ont été distinguées : les migrations de proximité qui ont eu lieu hors de l'ancienne commune mais au sein du même département, et les migrations de longues distance, qui se sont déroulées au-delà de l'ancien département, jusqu'aux migrations étrangères.

Encadré 6. Des trajectoires résidentielles entre migrations et mobilités (terrains 1 et 2)

Deux longs extraits d'entretiens réalisés lors des enquêtes de terrain sont ici retranscrits, pour exemplifier les critères, les expériences, les hasards, qui interviennent dans les choix résidentiels à destination des campagnes françaises : une diversité d'éléments pour autant de facteurs influents, une pluralité de dimensions qui interroge leur appréhension méthodologique.

Entretien n°21 (terrain 1) : « Des expériences résidentielles qui peuvent en appeler d'autres »

« Ca va être long, c'est notre 11^e déménagement ! [...] Ma femme est alsacienne, moi je suis parisien, mais on a habité le sud, Cagnes sur mer, Manosque, aussi Strasbourg, la Seine-et-Marne, Paris [...] Deux fois en Alsace et deux trois fois sur Paris.

- Les déménagements, c'était pour des raisons professionnelles ?

Non pas du tout, c'est des choix de vie. [...] Moi je voyageais déjà beaucoup avec mon travail, mais on aime bien bouger avec ma femme [...] On a laissé les enfants à Paris et à Strasbourg.

- Et pourquoi cette région et cette commune ?

C'est le beau temps, et puis ayant un métier public, c'était le calme, la foule j'ai donné [...]

On est entre mer et montagne, pour 300 jours de soleil par an ! [...] Avant de s'installer ici, on était à Manosque et on avait trouvé un peu par hasard. [...] On aime bien aller dans les chambres d'hôtes, discuter avec les gens etc..., on en a fait plusieurs dans le coin, et on a fini à côté à X. Le gîte était sympa. C'était en plein hiver, et le matin il y avait un grand soleil, de bonnes odeurs. C'est à partir de là que l'on s'est dit pourquoi pas habiter dans la région. [...]

Moi, je me suis arrêté de travailler à 50 ans. Mon métier me le permettait et j'avais commencé à 14 ans [...] On a fait une vie qui nous a permis de nous arrêter. [...]

Donc on a décidé de changer de région et on a décidé de louer d'abord à Manosque. On a pris notre temps, 3 ans, et puis on a trouvé l'annonce d'un terrain à vendre ici. On connaissait ce village, il est calme [...] On avait beaucoup déménagé, acheté des maisons, des appartements mais construire c'est une chose que l'on n'avait pas encore fait. [...]

Ça fait 7 ans que l'on est ici, mais par exemple le jour où ma femme ne voudra plus faire le jardin, on prendra peut être un deux-pièces dans le centre d'Aix-en-Provence. On teste [...]

Quand on était en Alsace, des gens disaient : « Je suis né ici, je mourrai ici ». Nous on fait plutôt le choix de voir le monde [...] On aime l'Italie, pourquoi ne pas s'y installer demain ! »

Entretien n°9 (terrain 2) : « Entre retour à la campagne, difficultés, et adaptations »

« - Quelles sont les raisons de votre installation dans cette région et dans cette commune ?

La région, on est venu en vacances chez une amie, sur X, à côté, et ça nous a plu. Cette maison était à vendre. Donc on a revendu là-bas (Alsace) et on est venu ici, c'était en 1998. [...] L'achat, c'était pendant les vacances. Ce n'était pas forcément prévu, mais on cherchait quand même à déménager. Moi je voulais faire un retour à la campagne, j'avais longtemps vécu à l'extérieur de la ville [...] Je suis de Montpellier, ma femme est strasbourgeoise. On s'est connu là-bas. On s'y est marié [...] Ma venue en Alsace, c'était après un divorce, c'était pour mettre des kilomètres ! J'ai vendu mes commerces et je suis allé là-haut [...] À Strasbourg on était plutôt dans la ville, dans un lotissement en première périphérie [...]

On est venu ici mais ça aurait pu être ailleurs. On avait déjà prospecté dans les Vosges, mais ici c'était moins cher [...] Puis, il y avait eu le paysage vallonné. Ma femme, ça a été la couleur du ciel, elle n'avait jamais vu autant d'étoiles. [...] La maison, on est passé devant. On s'est arrêté par curiosité, et puis on s'est dit : « On change ! » Les enfants arrivaient à la majorité. [...] Je suis venu pendant un an pour rénover. Tous les 15 jours, je faisais l'aller-retour. [...]

- Et du côté de la transition professionnelle ?

Ca a été un problème. J'étais chef de chantier dans le bâtiment à Strasbourg, mais je n'ai pas trouvé ici [...]. On a repris un commerce mais c'était difficilement rentable, avec certains habitants et l'ancienne mairie. [...] Quand on a pu revendre, on l'a fait, mais aujourd'hui on essaie de retomber sur nos pieds. Donc, on fait famille d'accueil. Je suis retraité mais en complément d'activité, et ma femme pareil à partir de Janvier. [...] C'est surtout des placements administratifs, à la demande des familles ou judiciaires. [...]

- Comment vous jugez votre choix d'installation aujourd'hui ?

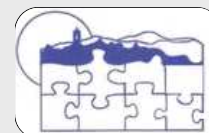
On a eu pas mal de difficultés, mais on a quand même trouvé un coin à taille humaine [...] »

Les mobilités résidentielles constituent en effet une deuxième grande approche utilisée dans cette thèse pour approfondir les déplacements à destination des campagnes françaises. Cette acceptation terminologique s'est diffusée dans la littérature scientifique au cours des années 1990-2000, en rupture avec une analyse migratoire plus classique. Les ambitions de départ étaient nombreuses : évoquer les caractéristiques d'un groupe, d'un individu, dans sa capacité à se déplacer et à se fixer, dépasser certains cloisonnements conceptuels, entre des migrations proches et lointaines, volontaires et sous contraintes, ou encore, rendre compte de la généralisation et de la banalisation des déplacements dont les flux résidentiels ne sont qu'une composante (Brun, 1993, *et al.*, 2002 ; Bonvalet *et al.*, 1998). Une étude sous l'angle des mobilités donnait aussi un sentiment plus positif et moins définitif aux changements résidentiels. Enfin, ces volontés et ces principes de recherche appelaient des adaptations méthodologiques, en termes de techniques, d'approches et de sources utilisées, pour des analyses à la fois qualitatives et quantitatives.

Dans le cadre de cette recherche de thèse, qu'est-ce qu'implique une analyse des mobilités résidentielles vers les campagnes françaises ? L'objectif est de compléter et d'approfondir l'étude des migrations, pour mieux appréhender la diversité et la complexité des flux résidentiels acteurs des reprises démographiques rurales. Il s'agit de développer un ensemble d'analyses dites biographiques, pour contextualiser — par rapport aux étapes du cycle de vie, aux trajectoires résidentielles, aux expériences passées — les installations rurales et leurs motivations (chapitre 3). De manière plus pragmatique, et en termes d'études quantitatives, des critères variés sont utilisés, comme les destinations résidentielles aux âges de la vie et selon les générations de naissance, les déplacements antérieurs à la dernière mobilité rurale, et encore des lieux supposés marquants dans les expériences de vie (de naissance et de vacances). À l'instar des extraits d'entretiens retranscrits dans l'encadré 6, des parties des entretiens réalisées lors des enquêtes locales compléteront l'analyse quantitative des mobilités résidentielles ; ces dernières étant considérées dans ce travail de thèse comme le principal facteur des renouvellements des campagnes françaises.



Encadré 7. Au cœur de la Haute-Provence
(Communautés de communes de Haute-Provence (n°1),
et de Forcalquier Montagne de Lure (n°2)) (terrain 1)



Situé aux confins sud-ouest des Alpes de Haute-Provence, ce pays cher à Jean Giono s'étend de la façade méridionale de la Montagne de Lure (Barruol et al., 2004) – culminant à 1826 mètres sur la commune de Saint-Etienne les Orgues – jusqu'à l'arrière-pays vallonné de Manosque, commune la plus peuplée du département (22 270 habitants au RP 2008) (carte 2). En partie intégré au PNR du Lubéron, il est bordé à l'est par la Durance, et par sa voisine l'A51 qui permet de rejoindre au sud Aix-en-Provence et au nord Sisteron puis Gap. La D4100 (suivie de la D900) permet elle de passer dans le Vaucluse, et de se diriger vers Avignon et la vallée du Rhône.

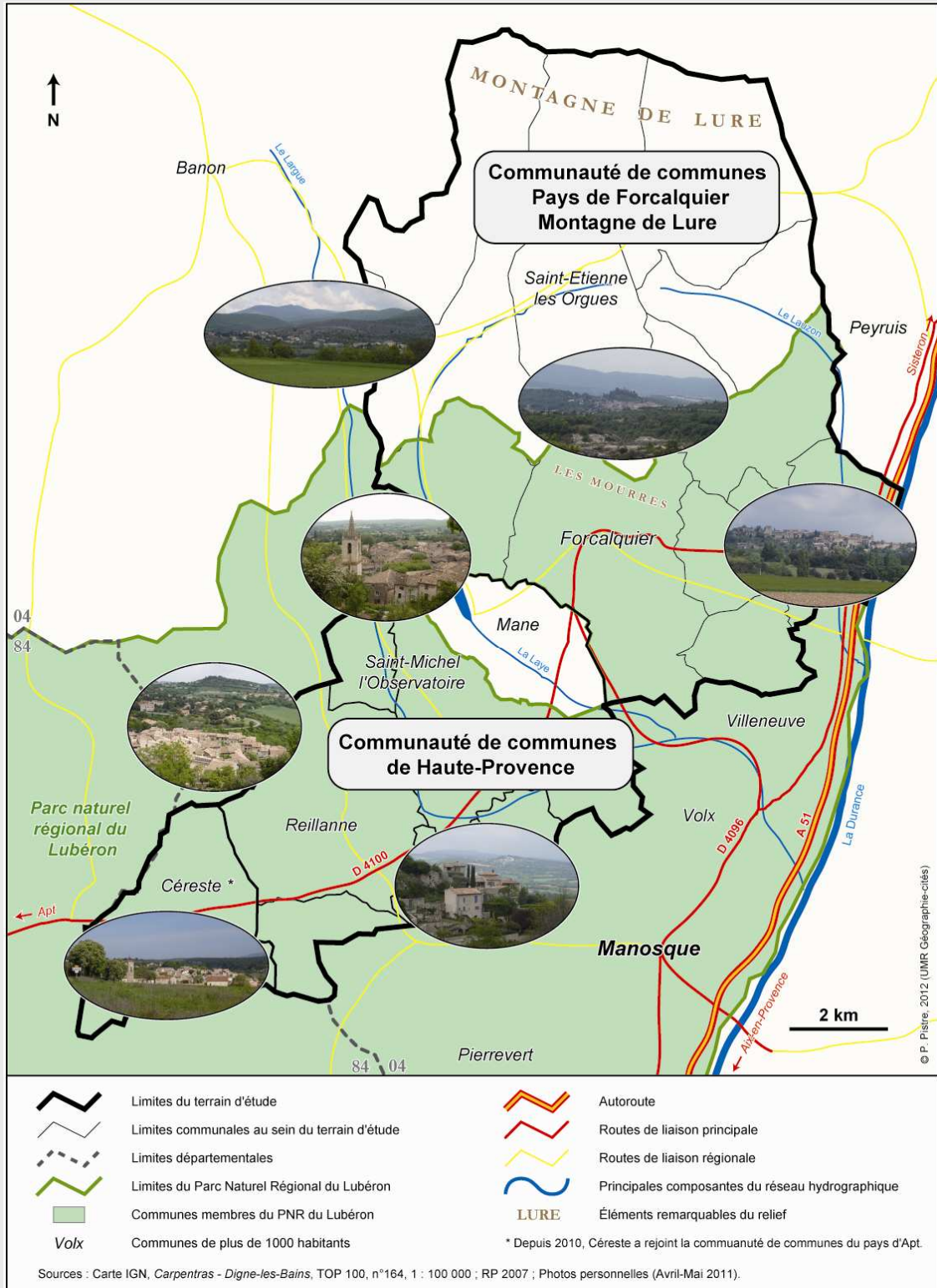
Deux principales communautés de communes (avec celle voisine du pays de Banon) composent ce territoire placé au cœur de la Haute-Provence. La première, allongée le long de la D4100, comprend huit communes, dont Reillanne, Saint-Michel l'Observatoire et Mane, qui sont à la fois les plus vastes (entre 22 et 38,6 km²) et les plus peuplées (entre 1 113 et 1 479 habitants). À l'exception de la situation moyenne de Dauphin (787 habitants), les autres communes (Aubenas-les-Alpes, Montjustin, Saint-Martin les Eaux, Villemus) se caractérisent par leur petitesse, tant en superficie (moins de 10 km²) qu'en population (entre 50 et 157 habitants).

La composition (treize communes) et la hiérarchie du deuxième ensemble intercommunal sont un peu différentes. Forcalquier fait office de pôle principal (4 645 habitants pour 42,8 km² de superficie), suivi par Saint-Etienne les Orgues (1 222 habitants pour 48,5 km²). Mais la majorité des communes (Cruis, Limans, Lurs, Niozelles, Ongles, Pierrerue, Sigonce) présente un profil moyen, avec des volumes de population qui oscillent entre 233 et 590 habitants et des étendues hétérogènes (de 10,5 à 36,5 km²). Enfin, les quatre entités restantes (Fontienne, Lardiers, Montlaux, Revest Saint-Martin), plutôt situées au nord de la zone, peuvent être qualifiées de petites communes au regard de populations encore inférieures (de 92 à 133 habitants).

Concernant l'histoire récente de ce pays – et les écrits qui en ont rendu compte –, les fortes résistances locales au coup d'état napoléonien de 1851 (Willette, 1975 ; Roche-Galopini, 2010a) sont à mentionner, comme l'affaire criminelle dite Dominici qui a eu lieu en août 1952 à Lurs (Domenech et al., 2004). Par ailleurs, l'économie du nord du territoire a de manière originale été marquée du 13^{ième} au 19^{ième} siècle par une activité de cueillette de plantes médicinales sur les pentes de Lure, et leur commerce à l'échelle nationale par des marchands droguistes (Roche-Galopini, 1998 ; Liozon, 2006). Après la traversée routière réalisée durant le Front Populaire, Lure a également vu s'implanter une station de ski, longtemps prisée par les marseillais pour sa proximité. Si cette activité hivernale est aujourd'hui décadente, l'attractivité de la région n'a fait que se renforcer avec la montée du tourisme vert. Les hébergements saisonniers, privés comme publics, y sont variés (gîtes, chambres d'hôtes, campings, hôtels, villages de vacances). Les circuits pour randonneurs et vététistes y sont nombreux, par exemple dans le massif calcaire des Mourres ; le pays est aussi traversé par un chemin de Saint-Jacques de Compostelle, entre Lurs et Céreste. En outre, la présence depuis les années 1940 d'un observatoire astronomique du CNRS (à Saint-Michel l'Observatoire) et d'un conservatoire ethnologique depuis 1981 (au Prieuré de Salagon, sur la commune de Mane), a fait émerger un tourisme culturel et scientifique. Cette tendance a aussi gagné les axes de développement de la région, avec notamment sa labellisation en 2005 par la DATAR au titre de pôle d'excellence rurale des métiers du livre et de l'écriture (édition, graphisme, gravure, imprimerie). Un autre axe s'est quant à lui récemment constitué autour des « saveurs et des senteurs » et s'est notamment concrétisé par la création d'un centre de formation à Forcalquier en 2005 (au couvent des Cordeliers). Ces nouveautés économiques sont ainsi venues s'ajouter à des activités locales assez classiques (artisanat, BTP, services à la personne, services publics), où l'agriculture conserve une place non négligeable. Elle a en effet eu tendance à se perpétuer, avec le maintien de familles historiques et l'arrivée de nouveaux exploitants, souvent adeptes de pratiques raisonnées. Enfin, il est à remarquer que la plupart des bourgs ont conservé des services et des commerces du quotidien (boulangerie, café, médecin, école). Forcalquier se démarque ici par la présence de services plus originaux et rares (collège, hôpital, cinéma).

Ce premier terrain est incontestablement le plus dynamique, sur le plan démographique, des trois cas d'étude. Les disparités internes y sont toutefois prononcées, et les communes sont inégalement influencées par la proximité relative de Manosque. Nous en voulons pour preuve la nomenclature INSEE en ZAU 2010 qui décompose le territoire entre un petit pôle urbain (autour de Forcalquier), de nombreuses communes multi-polarisées, et peu de communes dites isolées (Barret et al., 2011). Si les influences urbaines sont indéniables, ce terrain conserve aussi de nombreux traits ruraux, et il constitue une situation en tension des plus intéressantes à analyser.

Carte 3. Entre Montagne de Lure et Massif du Lubéron (terrain 1)





Encadré 8. Au nord du Périgord-Limousin
(Communauté de communes de Bandiat
Tardoire Avenir) (terrain 2)

Ce territoire vert du sud-ouest de la Haute-Vienne est intégré au PNR du Périgord-Limousin (carte 3). Placé au centre des monts de Châlus, ses altitudes varient entre 400 et 500 mètres. Limitrophe des départements de la Dordogne et de la Charente, il se trouve à quasi-équidistance (entre 30 et 60 km selon les communes) avec les agglomérations régionales que sont Angoulême, Périgueux et Limoges. Des pôles plus modestes comme Saint-Junien et Rochechouart au nord, Aixe-sur-Vienne à l'est, et Nontron au sud, forment d'autres destinations régulières de ses habitants. De plus, ces centres urbains sont pour la plupart accessibles par la N21 et la D675, qui forment les deux axes routiers majeurs traversant dans un sens nord-sud la région.

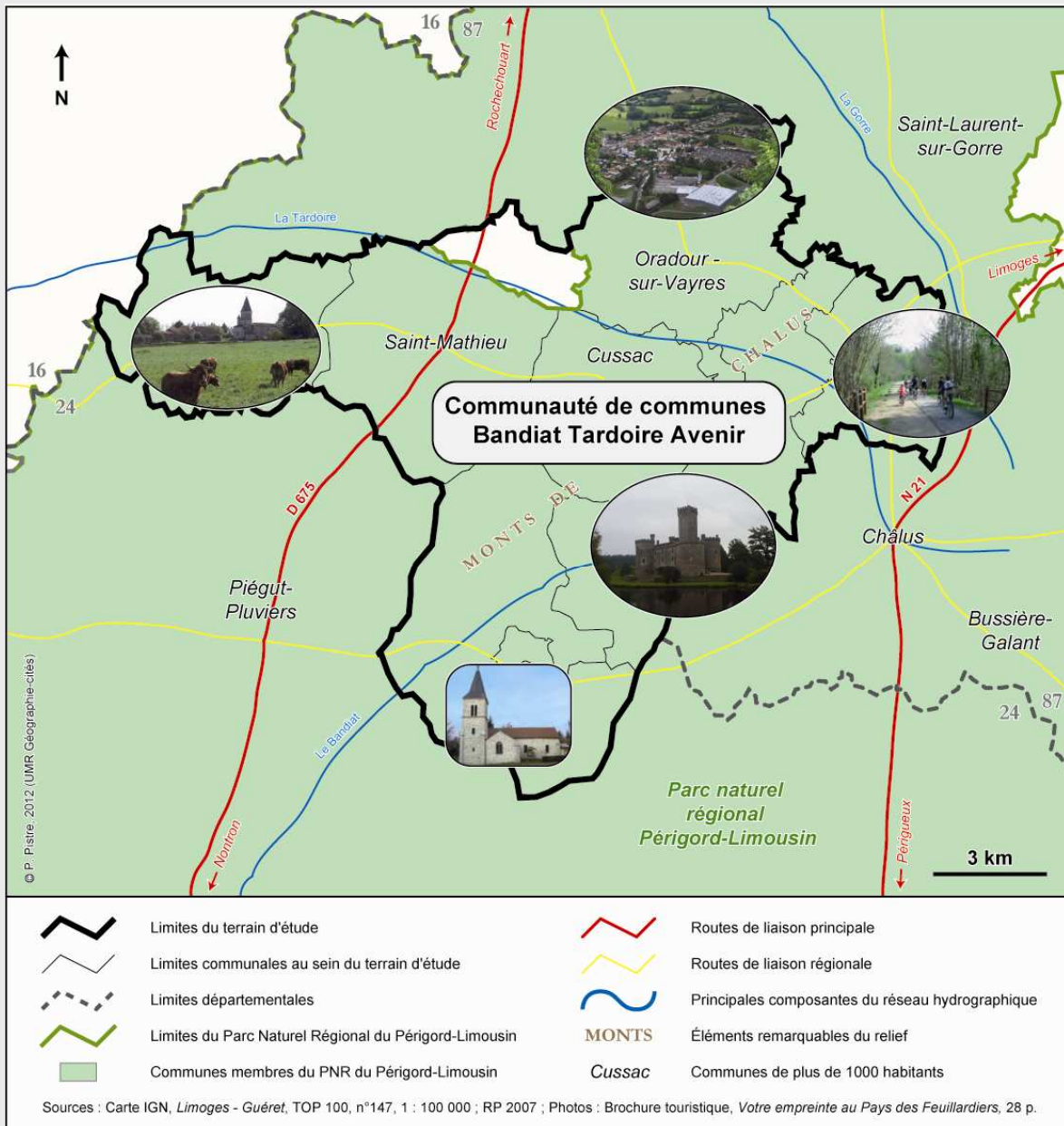
La communauté de dix communes qui fait ici office de terrain d'étude doit son nom à deux petites rivières qui l'irriguent d'est en ouest (la Tardoire, le Bandiat). Oradour-sur-Vayres (1 510 habitants (RP 2008)), Cussac (1 187 habitants) et Saint-Mathieu (1 177 habitants) en constituent les communes les plus peuplées, et comptent parmi les plus étendues (entre 31,7 et 40,4 km²). Un deuxième groupe de quatre communes (Champagnac-la-Rivière, Champsac, Maisonnais-sur-Tardoire, Marval) présente des profils intermédiaires, avec des populations et des superficies qui oscillent entre 450 et 597 habitants, et entre 23,9 et 40,4 km². Enfin, les entités restantes (Pensol, La Chapelle-Montbrandeix, Saint-Bazile) se caractérisent par des étendues (de 8,6 à 19,8 km²) et des niveaux de population (de 138 à 252 habitants) inférieurs.

Ce pays est souvent dit des Feuillardiers en référence aux centaines d'ouvriers qui ont travaillé dans la zone à l'exploitation des taillis de châtaigner, entre le 19^{ème} et le début du 20^{ème} siècle (Guyot, 1980). Littéralement spécialiste du feuillard – petit bois provenant de jeunes pousses –, celui-ci était notamment utilisé dans la confection de fûts de vin et d'emballage. Par ailleurs, ce même pays est parfois dit de Burgou, en faisant allusion à un brigand local et sa bande, qui y ont sévi dans les années 1830 (Grandcoïn, 2006). Situé à proximité relative d'Oradour-sur-Glane et du Mont Gargan, la deuxième guerre mondiale a aussi marqué son histoire récente, avec la présence au centre de la zone de plusieurs maquis de la résistance régionale. D'une manière générale, les empreintes du passé y restent très visibles, à travers d'anciennes églises villageoises ou des châteaux médiévaux (de Brie, de Cromières, de Marval, de Lavauguyon, de Montbrun, Rocher). Ces derniers sont dispersés dans les différentes communes de la zone et accompagnent un développement local qui repose pour une bonne part sur un tourisme vert et de proximité. Les hébergements saisonniers (gîtes, campings, villages de vacances) y sont variés. Différents sentiers de randonnée ont été aménagés, dont une voie verte entre Châlus et Oradour-sur-Vayres, et plusieurs ruisseaux et lacs (lac de Saint-Mathieu, étang de Masselièvre) permettent la pratique d'activités de pêche et de nautisme.

Pour ce qui concerne les activités plus productives, la situation paraît plus difficile. De petites industries textiles et métallurgiques, qui avaient participé au développement d'une économie locale mixte au cours du 20^{ème} siècle, ont désormais fermé. Les filières traditionnelles, agricole et forestière – laquelle s'appuie sur un taux d'emboisement important (entre 30 et 66 % selon les communes ; PNRPL, 2011) –, tendent tout de même à se maintenir, par la présence d'exploitations (et de nouveaux exploitants) diversifiées, et de scieries qui assurent quelques dizaines d'emplois sur place. Les autres sources d'emplois sont ensuite à chercher dans l'artisanat, les services à la personne, différentes structures d'accueil, des productions agroalimentaires, les emplois publics, ou les commerces du quotidien, qui restent bien représentés dans les principales communes (hypermarché, boulangerie, café, restaurant, banque). Par contre, des inquiétudes concernent les services éducatifs (au moins un cas récent de fermeture d'école sur le territoire) et médicaux, avec des difficultés de pérennisation. Enfin, il est à signaler que l'accueil de populations – et pas seulement temporaire – paraît être pour les acteurs du territoire un enjeu important de maintien et de développement local. Ce constat est d'ailleurs à rapprocher des nombreuses actions menées par la région Limousin sur cette même thématique de l'accueil.

Si une comparaison est faite avec le premier terrain d'étude, le caractère rural de ce deuxième porte certainement moins à débat. Nous en voulons pour autre preuve l'identification par l'INSEE (dans sa nomenclature en ZAU 2010) d'une seule commune multi-polarisée et d'une grande majorité de communes isolées et hors de l'influence urbaine (Audoux et al., 2011). Sur le plan des évolutions démographiques, la tendance est à la stabilisation des effectifs, voire à une reprise locale principalement portée par l'arrivée de populations retraitées et étrangères. Les trajectoires de chaque commune n'en sont pas moins inégales ; les hiérarchies préexistantes ou une plus ou moins grande proximité avec le pôle de Limoges semblent des indicateurs limités pour expliquer les évolutions locales contrastées. En définitive, ces observations sont conformes aux critères de sélection des terrains d'étude déjà mentionnés (encadré 1, p. 9) ; ils ont ainsi conduit à définir ce deuxième cas de recherche dans le centre ouest de la France.

Carte 4. Entre Angoulême, Périgueux et Limoges (terrain 2)





Encadré 9. Au sommet du Haut-Languedoc (Communauté de communes de la Montagne du Haut-Languedoc) (terrain 3)

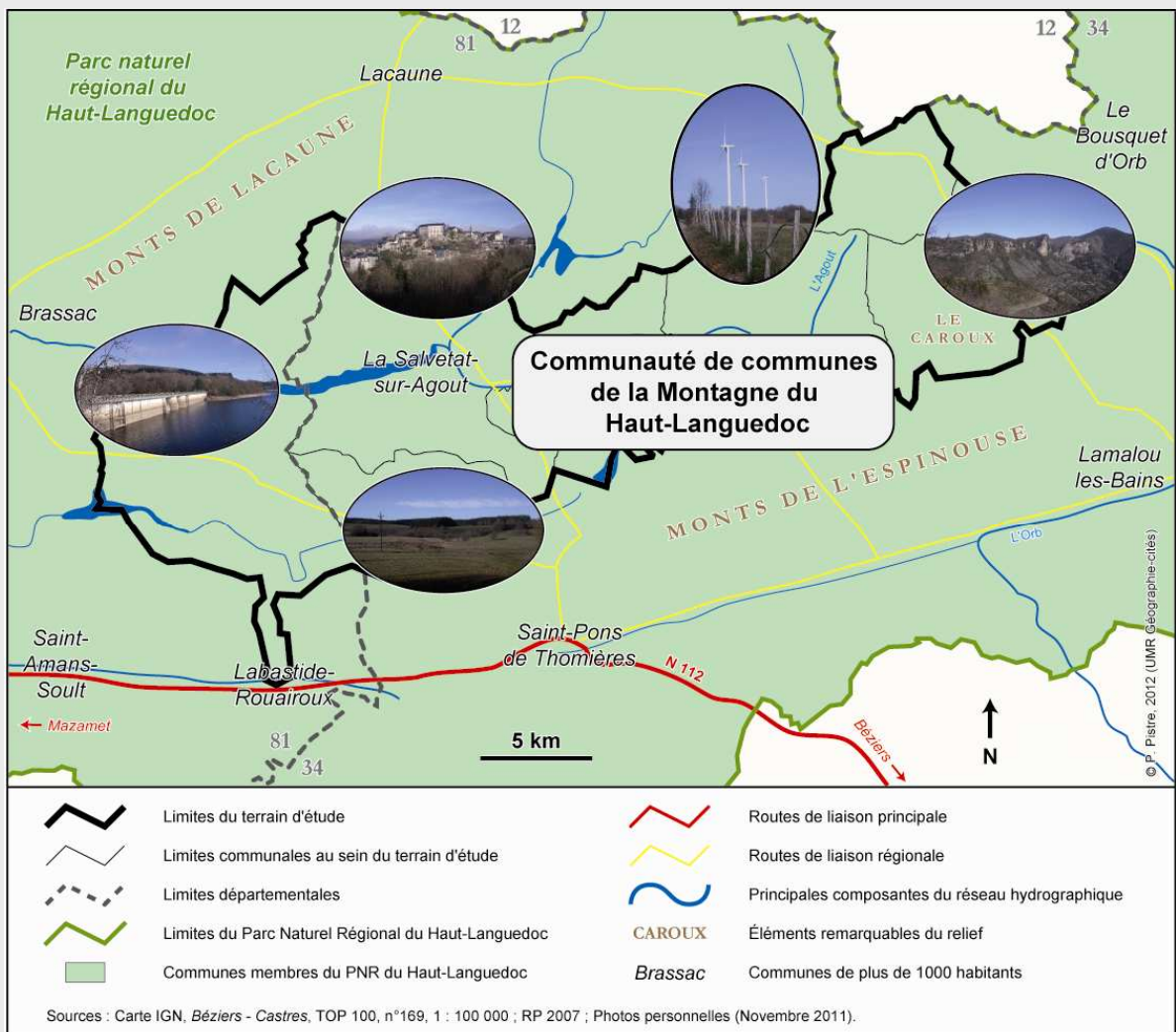
Placé entre Tarn et Hérault – et aux limites sud de l’Aveyron –, ce territoire forme la partie la plus vallonnée du PNR du Haut-Languedoc (carte 4). Les altitudes moyennes de ses communes varient de 650 à 900 mètres, et son point culminant atteint 1152 mètres au nord-est de la zone. Cet ensemble de moyenne montagne, intégré à l’est aux Monts de l’Espinouse, et à l’ouest aux Monts de Lacaune, présente une certaine unité climatique, marquée par des chutes de neige annuelles. Arrosé d’ouest en est par l’Agout naissante, il est bordé au sud par l’axe routier majeur de la région (N112), qui relie Castres et Mazamet à l’agglomération de Béziers. Du côté du réseau secondaire traversant le territoire, son orientation est nord-sud et permet de rejoindre des pôles plus modestes comme Lacaune, Saint-Pons de Thomières, Lamalou-les-Bains ou Bédarieux.

Au regard de sa forme très allongée, la cohérence de l’ensemble intercommunal qui sert ici de terrain d’étude peut interroger. Mais sa raison d’être est à chercher dans son aspect montagnard, par opposition aux territoires de la vallée. De plus, l’indéniable ruralité des huit communes qui composent l’intercommunalité entraîne des problématiques proches pour les acteurs du territoire. Les entités y sont vastes (jusqu’à 85,6 et 87,6 km² pour les deux plus grandes) et peu peuplées, avec la moitié des communes (Cambon-et-Salvergues, Castanet-le-Haut, Lamontelarié, Le Soulié) qui possèdent moins de 200 habitants (RP 2008). Du côté de celles en position intermédiaire (Anglès, Fraïsse-sur-Agout, Rosis), les volumes ne sont guère supérieurs (entre 304 et 551 habitants), et seule la commune de La Salvetat-sur-Agout se démarque avec 1 219 habitants.

En plus de sa position au cœur du Haut-Languedoc, l’expression de « Plateau des Lacs » est utilisée pour désigner ce territoire. L’allusion est ainsi faite aux retenues et barrages hydro-électriques situés à l’ouest de la zone. D’ouest en est, il y a là le lac de Saint-Peyres, le plus ancien (mis en service en 1936), le lac de la Raviège, le plus étendu (environ 9 km de long) et le plus structurant depuis sa construction dans les années 1950, le lac voisin du Laouzas, le plus récemment mis en eau (1965), et enfin le plus sauvage dit de Vesoles. L’eau en tant que ressource économique est aussi utilisée sur place par une filiale du groupe Danone, qui y produit depuis 1990 une célèbre eau pétillante se targuant d’avoir « mis le sud en bouteille » (La Salvetat). Utilisé à des fins énergétiques, le vent constitue un autre élément naturel valorisé dans le pays. Depuis 2006, une cinquantaine de mats éoliens a été implantée aux quatre coins de la zone, sur cinq sites parmi les plus élevés (ex : la Grésière, col de Fontfroide, sommet de l’Espinouse). Ainsi l’eau, le vent, mais aussi le bois sont au cœur d’un développement local qui entend privilégier les ressources naturelles du territoire. La couverture forestière est particulièrement importante (environ 80% : CCMHL, 2005) et son utilisation a été placée au centre de deux projets déposés par la c. c. de la Montagne du Haut-Languedoc (en 2005 et 2010) au titre de pôle d’excellence rurale. Les ambitions sont ici plurielles : mettre en place une véritable filière locale de production, diversifier les utilisations de la ressource bois (chauffage individuel et collectif, éco-construction), et en favorisant le développement d’un écotourisme, faire le lien avec une activité qui reste prépondérante. Le territoire peut compter sur d’autres secteurs pourvoyeurs d’emplois (services, artisanat, BTP, médico-social, alimentaire, fonction publique), mais le tourisme joue un rôle clé dans l’économie du pays, et la chose n’est pas nouvelle. En effet, des habitudes de mises au vert des gens de la vallée, et des citoyens héraultais, persistent depuis la fin du 19^{ième} siècle et l’avènement de l’automobile. Ce tourisme de proximité a ensuite suivi la montée de l’attractivité estivale, par la mise en place d’activités nautiques et de baignade. Il a également connu une diversification de la clientèle, venant désormais d’Europe du Nord, de la région parisienne ou de grandes villes méridionales. Il reste enfin le principal moteur de passages hors-saison (pêche, chasse, champignons), que les acteurs cherchent à étendre en valorisant un tourisme vert annuel. Les hébergements ont été diversifiés (gîtes, hôtels, résidences de tourisme) et la randonnée (pédestre, VTT, à cheval) fait preuve d’une attention particulière. Sur ce point, le territoire peut compter sur le passage d’un chemin de Saint-Jacques de Compostelle et la présence dans le Caroux de mouflons réintroduits à partir de 1956 (Derioz et al., 2006).

Sur la base de la présentation qui vient d'être faite, le caractère rural du troisième terrain d'étude ne souffre guère de contestations. Nous en voulons pour autre preuve le classement par l'INSEE – dans sa nomenclature ZAU 2010 – de l'ensemble des communes de la c. c. de la Montagne du Haut-Languedoc comme isolées (Riatte, 2011 ; Tailhades, 2011). Pour ce qui concerne ses dynamiques démographiques, la situation paraît sur une pente favorable. L'évolution est en effet à la stabilisation du volume de la population, et à des reprises pour les communes de l'est du territoire. D'autres signes positifs peuvent être repérés du côté du secteur agricole, qui conserve une place centrale dans la région. Il y est surtout tourné vers l'élevage (ovin, bovin, caprin) – plusieurs exploitations font par exemple partie de la zone de ramassage du lait de brebis pour le fromage de Roquefort – et la production y est aujourd'hui stabilisée. Néanmoins, et à l'instar de cette dernière remarque qui cache une concentration accrue des terrains agricoles, les difficultés du territoire restent prégnantes. L'éloignement des grands axes, assorti de temps de circulation importants, renforce son relatif isolement. Les services du quotidien (boulangeries, épiceries, cafés) sont présents mais ils le sont peu dans les petites et moyennes communes. Des difficultés sont constatées pour maintenir et pérenniser les services médicaux, éducatifs ou régaliens (ex : un cas récent de fermeture d'une gendarmerie dans un chef lieu de canton). La situation de ce territoire de moyenne montagne est ainsi contrastée et à analyser comme telle ; une posture qui est en particulier à adopter dans l'étude d'un renouvellement démographique local qui semble tout de même en marche.

Carte 5. Entre les départements du Tarn et de l'Hérault (terrain 3)



Chapitre 2. Renouveaux des campagnes françaises et diversité des migrations résidentielles

Les campagnes françaises se repeuplent-elles vraiment ? L'analyse des dernières données de recensement de la population tend à le confirmer (Morel *et al.*, 2006 ; Laganier *et al.*, 2009). Nous débutons ce chapitre 2 par une étude fine des évolutions des volumes de population aux échelles nationale et locale, pour conforter cet état de fait et l'approfondir sur le plan spatial et temporel. Quelles trajectoires démographiques des *bassins de vie à dominante rurale* peuvent être identifiées depuis les années 1960 ? Quelles sont aujourd'hui les principales caractéristiques d'une géographie nationale du renouveau démographique rural ? Les croissances de population sont-elles notamment fonction de la taille des communes rurales ? L'éloignement avec des pôles urbains de tailles variées reste-il un frein aux reprises démographiques rurales ?

La deuxième partie de chapitre montre la place centrale occupée par les migrations résidentielles dans les croissances de population au sein des campagnes françaises. Par des analyses détaillées des soldes migratoires et des flux résidentiels, elle questionne ensuite la diversité des processus au cœur des reprises rurales récentes. Les extensions périurbaines constituent-elles le levier principal (Baccaïni *et al.*, 2009 ; Floch *et al.*, 2011) ? Des dynamiques moins dépendantes de la proximité urbaine se sont-elles accentuées, pour expliquer les reprises rurales élargies ?

La troisième partie est enfin consacrée aux profils des nouveaux résidents ruraux, et à leur évolution depuis les années 1970. Quels sont les groupes sociodémographiques, selon les âges, les types de ménages, les catégories socioprofessionnelles, qui ont été — encore aujourd'hui — les plus représentés dans les migrations résidentielles vers les campagnes françaises ?

Les résultats présentés dans ce chapitre 2 reposent avant tout sur des données issues des recensements INSEE de la population depuis celui de 1968. Les périodes intercensitaires sont utilisées pour faire des comparaisons temporelles des évolutions démographiques rurales. Les analyses nationales y sont dominantes et sont complétées par des études statistiques et locales à l'échelle des trois terrains d'étude. De plus, la variété et le volume des analyses réalisées ont pour vocation de dégager les tendances essentielles à l'œuvre, mais sans forcément entrer dans un commentaire très détaillé de chaque traitement. En définitive, ce chapitre présente les résultats les plus généraux de la thèse, d'une étude fine des dynamiques de population vers une analyse de la diversité des migrations résidentielles à destination des campagnes françaises.

1) Évolutions démographiques et reprises des campagnes françaises

Par rapport aux objectifs de recherche et aux interrogations ci-dessus mentionnés, le premier temps de ce chapitre se concentre sur les évolutions des volumes de population, et ce depuis les années 1960. Une étude des trajectoires communales et des *bassins de vie à dominante rurale* vient tout d'abord confirmer une majorité de tendances locales à la hausse, et une relative généralisation des reprises démographiques rurales. Des traitements complémentaires confortent ensuite cette constatation nationale, en démontrant un affranchissement progressif des croissances rurales par rapport aux tailles démographiques des communes et — de manière plus nuancée — de leur éloignement avec des pôles urbains hétérogènes. Ces premiers résultats de recherche méritent assurément de plus amples commentaires et des exemplifications locales.

Encadré 10. Essai de généalogie locale 1 : évolutions démographiques et familiales (terrain 2)

Une des ambitions de ce travail de recherche était de confronter les croissances rurales récentes aux dynamiques démographiques plus anciennes. Pour des raisons d'accès à des données appropriées, de pertinence thématique et de faisabilité dans le temps d'une thèse, nous avons exclusivement utilisé à l'échelle nationale les recensements de population depuis celui de 1968. Néanmoins, en guise d'exemple introductif, nous proposons un focus intra-communal sur les évolutions démographiques depuis le 19^e siècle d'un hameau visité lors de notre deuxième terrain d'étude (La Chautrandie dans la commune de Marval (87)). Plus qu'un choix délibéré, c'est une rencontre fortuite (entretien 13, T2) qui a permis d'accéder à un décompte précis du volume et de la composition de ses habitants depuis 1804. Que nous apprend ce cas d'étude sur les évolutions démographiques rurales en Limousin et dans bon nombre de campagnes françaises ?

Le 19^e siècle fut ici marqué par une croissance continue de la population, pour atteindre un maximum historique en 1906 (83 habitants) (figure 5). Ce hameau connu ensuite un déclin démographique régulier jusqu'au début des années 2000 où la population tomba à une dizaine de résidents permanents. Aujourd'hui, la situation s'est stabilisée autour d'une quinzaine d'habitants. Comment peut-on décrypter ces évolutions séculaires, notamment en termes de filiations familiales ?

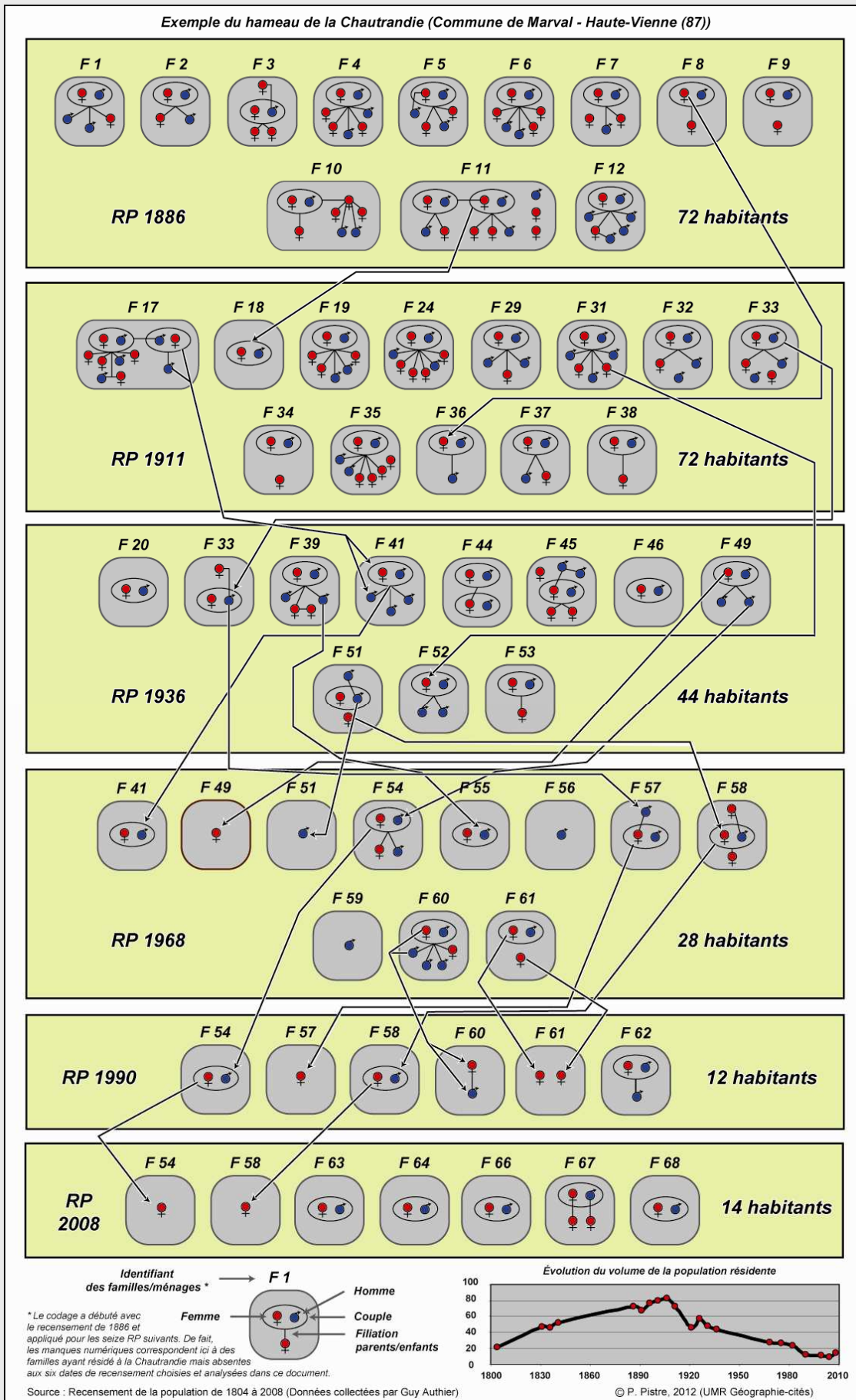
Le hameau de la Chautrandie a été jusqu'à la révolution de 1789 la propriété d'une seule famille. Il représentait alors un grand domaine terrien, acquis par une nouvelle famille entre 1813 et 1817. Cette dernière, par le jeu des naissances, des mariages et des héritages successifs, entraîna une division progressive de l'ensemble entre les trois enfants et les dix-sept petits-enfants de la fratrie. Au tournant des 19^e et 20^e siècles, quelques descendants propriétaires résidaient encore dans le hameau ainsi que plusieurs familles de fermiers cultivateurs. Les familles étaient nombreuses, régulièrement pluri-générationnelles, et il n'était pas rare de retrouver des individus isolés dans les ménages : des membres de la famille proche (neveu/nièce, petits-enfants, parents) et/ou des personnels au service des propriétaires (servantes, domestiques). De plus, l'évolution de la composition villageoise du début du 20^e siècle révèle une rotation importante des familles. Cette observation est le signe d'arrivées et de départs fréquents parmi les populations majoritairement fermières de l'époque. Elle vient aussi conforter l'idée d'une « invention (a posteriori) de la sédentarité » des populations rurales devenue une supposée norme ancestrale (Franques, 2004).

Dans le cas de la Chautrandie, le début du déclin démographique intervient après la Grande Guerre, dans la première moitié du 20^e siècle. Beaucoup de jeunes quittent alors le hameau pour rejoindre les principales villes voisines (Limoges, Périgueux), à la recherche de meilleures conditions de vie et d'opportunités professionnelles. Citons par exemple le cas d'un jeune scieur de bois parti en 1924 pour entrer dans la petite fonction publique à Châteauroux. Les décennies suivantes s'inscrivent dans un même schéma : départs des plus jeunes, vieillissement sur place des parents et retours ponctuels des héritiers pour aider aux travaux de la ferme.

Jusqu'aux années 1970-1980, le hameau a connu un « passage à vide » (entretien 13, T2), avec peu de nouvelles installations, le maintien majoritaire d'anciennes familles et le délaissement du bâti. Il faut attendre les années 1990-2000 pour que se dessine une certaine revitalisation. La population de la Chautrandie se stabilise. Quelques extérieurs s'y installent. Des descendants n'ayant jamais vécu dans le hameau engagent la rénovation de maisons familiales, puis viennent y vivre à l'année, notamment à la retraite. Et parallèlement, des familles anglaises rachètent plusieurs biens immobiliers pour en faire des résidences secondaires (non comptabilisées dans la figure 5).

Ainsi, cette exploration rapide de l'histoire démographique du hameau de la Chautrandie met en lumière des tendances qui ont été communes à beaucoup d'entités locales et rurales : un cycle croissant puis décroissant se stabilisant aujourd'hui (voire plus), un fort recul des occupations agricoles (« On est passé de 15 exploitations dans le hameau à une seule qui gère les terres de trois hameaux ! » (entretien 13, T2)), et la montée des résidences secondaires, appartenant notamment à des étrangers britanniques. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce cas d'étude dans le prochain chapitre (essai de généalogie locale 2, p. 128).

Figures 5. Croissance, décroissance, stabilisation démographique et filiations familiales



a) Trajectoires démographiques en France rurale depuis les années 1960

Notre analyse des renouveaux démographiques des campagnes françaises débute par une étude des évolutions des volumes de population dans les communes françaises (cartes 6). Quelles parties du territoire national ont connu les croissances les plus fortes et les plus anciennes ? La comparaison des tendances démographiques depuis les années 1960 confirme-t-elle la généralisation récente des évolutions positives dans les communes rurales ?

Une rapide comparaison chiffrée permet de répondre par l'affirmative à cette dernière interrogation. En effet, le nombre des communes métropolitaines en évolution positive n'a eu de cesse de croître depuis les années 1960, pour atteindre plus de 75 % au RP 2007. Sur la planche des cartes 6, la diffusion spatiale des croissances démographiques est également frappante, tant ces dernières paraissent s'être généralisées aux quatre coins du pays³⁸.

En premier lieu, les communes urbaines ont majoritairement (re)gagné des populations sur la période 1999-2007, après de moindres croissances des villes-centres des décennies 1970 à 1990, à l'inverse de leurs proches périphéries. Plusieurs agglomérations ont tout de même dévié de cette tendance générale. Paris et Lyon ont, par exemple, connu des décroissances plus anciennes, dès le début de la période d'étude. De nombreuses villes du nord, de l'est et du centre (Brest, Le Havre, Dunkerque, Roubaix, Charleville-Mézières, Chalon-sur-Saône ou Saint-Etienne) sont restées sur une pente négative, et inversement, plusieurs centres urbains des côtes atlantiques et méditerranéennes ont connu des croissances régulières depuis les années 1970.

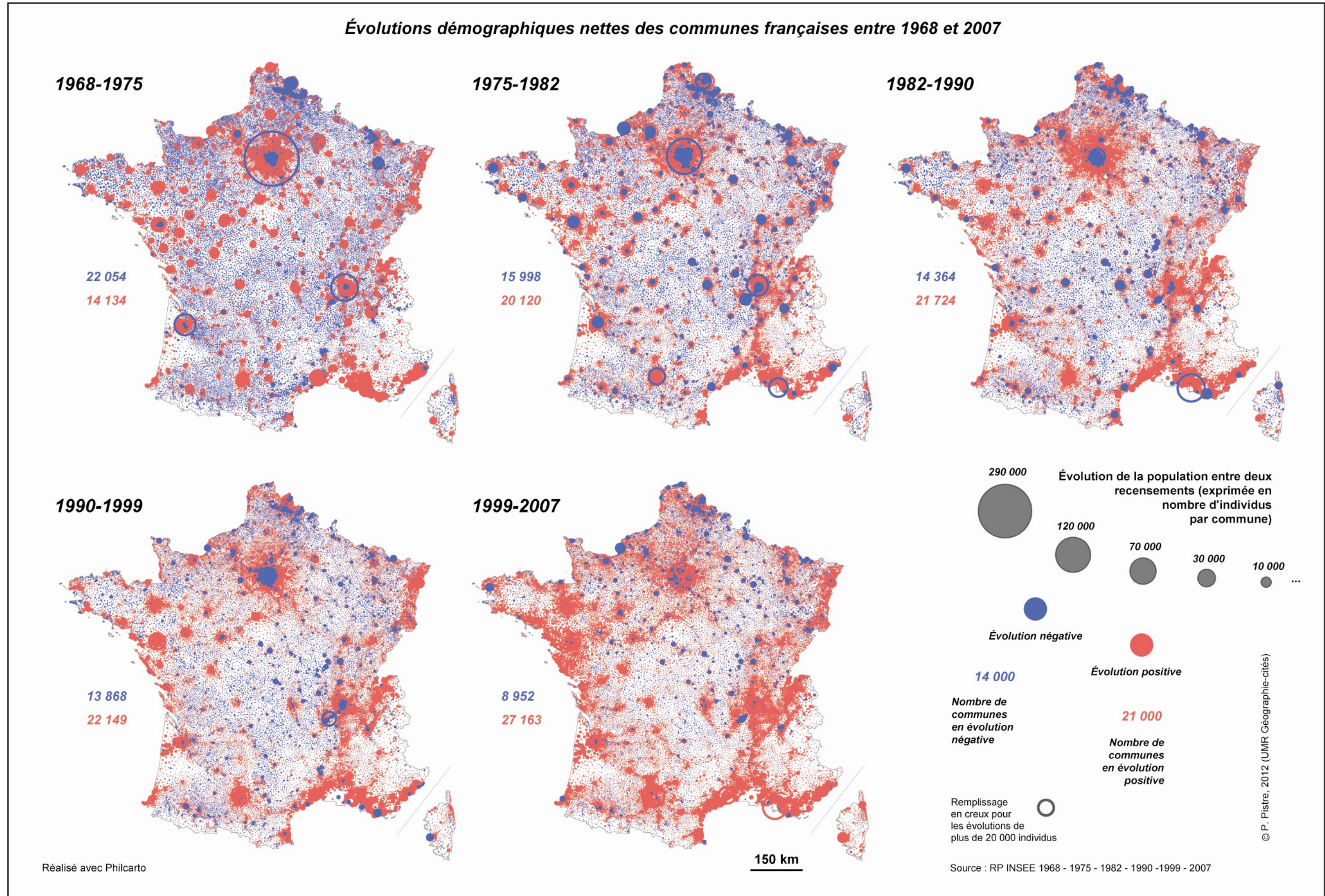
Du côté des communes rurales, les évolutions ont été inégales mais les croissances tendent à se généraliser. Les reprises démographiques des années 1970-1980, concentrées en périphérie des principales agglomérations, se sont poursuivies, élargies, et ont gagné les périphéries de pôles plus modestes. Des entités supposées isolées ont récemment retrouvé des dynamiques positives, à l'ouest, au sud et au centre du pays. Une interprétation cyclique laisserait ainsi présager d'une poursuite des reprises vers des territoires ruraux encore en décroissance. Cependant, un tassement ou une inversion de tendances ne peuvent être complètement exclus.

Ces évolutions démographiques présentent également des différences selon les régions françaises. L'ouest et le sud du pays ont été des plus dynamiques depuis les années 1980-1990. Ils ont été marqués par avec une poursuite des extensions périurbaines et la diffusion des croissances vers des communes sous faible influence urbaine. L'arrière-pays méditerranéen affiche une revitalisation ancienne et généralisée (Rouzier, 1990), alors que le « renouveau (plus récent) des campagnes bretonnes » est surtout côtier (Rieu, 2011). Une majorité des littoraux, des zones frontalières de l'est et le Bassin parisien élargi — vers la Picardie, le Centre et la Bourgogne — présentent aussi des croissances démographiques régulières. Enfin, les reprises ont été plus éparées dans le centre et le nord-est du pays, comme en Lorraine où les croissances rurales semblent se limiter « à quelques espaces résidentiels et récréatifs » (Debard, 2010).

Cet aperçu cartographique des évolutions des volumes de population depuis les années 1960 atteste du développement des croissances dans les entités urbaines et surtout rurales. En outre, une mosaïque régionale se dessine qui correspond à d'inégales reprises démographiques, parmi les communes rurales et urbaines, leurs périphéries, et les campagnes plus ou moins isolées.

³⁸ La comparaison des résultats des recensements de 1999 et de 2007 met en évidence une croissance significative du nombre de communes en évolution positive, mais un bémol doit être apporté : en effet, il est aujourd'hui admis que le RP 1999 a sous-estimé la population nationale d'environ 500 000 individus. De fait, ce manque démographique pourrait en partie expliquer la ressemblance des intervalles 1982-1990 et 1990-1999 dans l'analyse cartographique. Par ailleurs, il entraînerait une relative surestimation de l'intensité des croissances observées dans les années 2000.

Cartes 6. Croissances démographiques de plus en plus généralisées, dans les communes urbaines comme rurales (RP 1968-2007)



Encadré 11. Trajectoires démographiques rurales et locales depuis les années 1960 (terrains 1, 2 et 3)

Afin d'enrichir l'étude des évolutions des volumes de population dans les campagnes françaises, une analyse des trajectoires des terrains d'étude à l'échelle communale est ici proposée (cartes 7). Notons qu'il ne s'agit pas de les considérer comme des exemples typiques mais de les prendre simplement pour ce qu'ils sont : des situations originales, avec leurs spécificités temporelles, régionales, et présentant des signes positifs plus ou moins marqués pour les années 2000.

- Au cœur de la Haute-Provence (terrain 1) :

Dans sa thèse de 3^e cycle, Pierre Merlin (1962, 1965) analysait la « dépopulation des plateaux de la Moyenne-Durance (Valensole, Forcalquier, Saint-Christol) ». Il soulignait le déclin de la région avec pour exception l'essor de la vallée de la Durance. Mais, dès les années 1970, des reprises démographiques gagnèrent les plateaux. Au sud de la zone, les villages du Lubéron connurent aussi un engouement rapide et ancien (Marié et al., 1977). Ce dynamisme se poursuivit ensuite à des niveaux élevés jusqu'aux périodes récentes, en atteignant au RP 2006, dans nombre de communes rurales, des populations équivalentes à celles du 19^{ème} siècle (Legrand, 2009).

Au cœur de la Haute-Provence et de l'arrière-pays méditerranéen, ce premier terrain donne ainsi à voir des reprises rurales anciennes, qui ont touché les petites communes comme les plus grandes, en s'inscrivant dans un contexte de forte attractivité régionale. Le pôle voisin de Manosque a connu une expansion régulière, qui explique en partie les croissances du sud de ce terrain d'étude. Forcalquier a également suivi une pente ascendante depuis les années 1970, s'affirmant comme un petit pôle local. L'étude des trajectoires démographiques souligne ainsi l'attractivité continue de la zone et laisse présager d'une ambivalence accrue, entre ruralité ancestrale et urbanité naissante.

- Au nord du Périgord-Limousin (terrain 2) :

Dans son étude de l'« évolution de la vie rurale en Limousin », Guy Bouet (1979) soulignait l'importance du déclin démographique des campagnes de la région depuis le 19^{ème} siècle. En effet, leur histoire récente a été marquée par des décroissances continues, et il faudra attendre les années 1990-2000, pour que des apports migratoires diversifiés (Richard et al., 2009), viennent stabiliser les volumes de population au sein de l'« espace rural limousin » (Chatel, 2009).

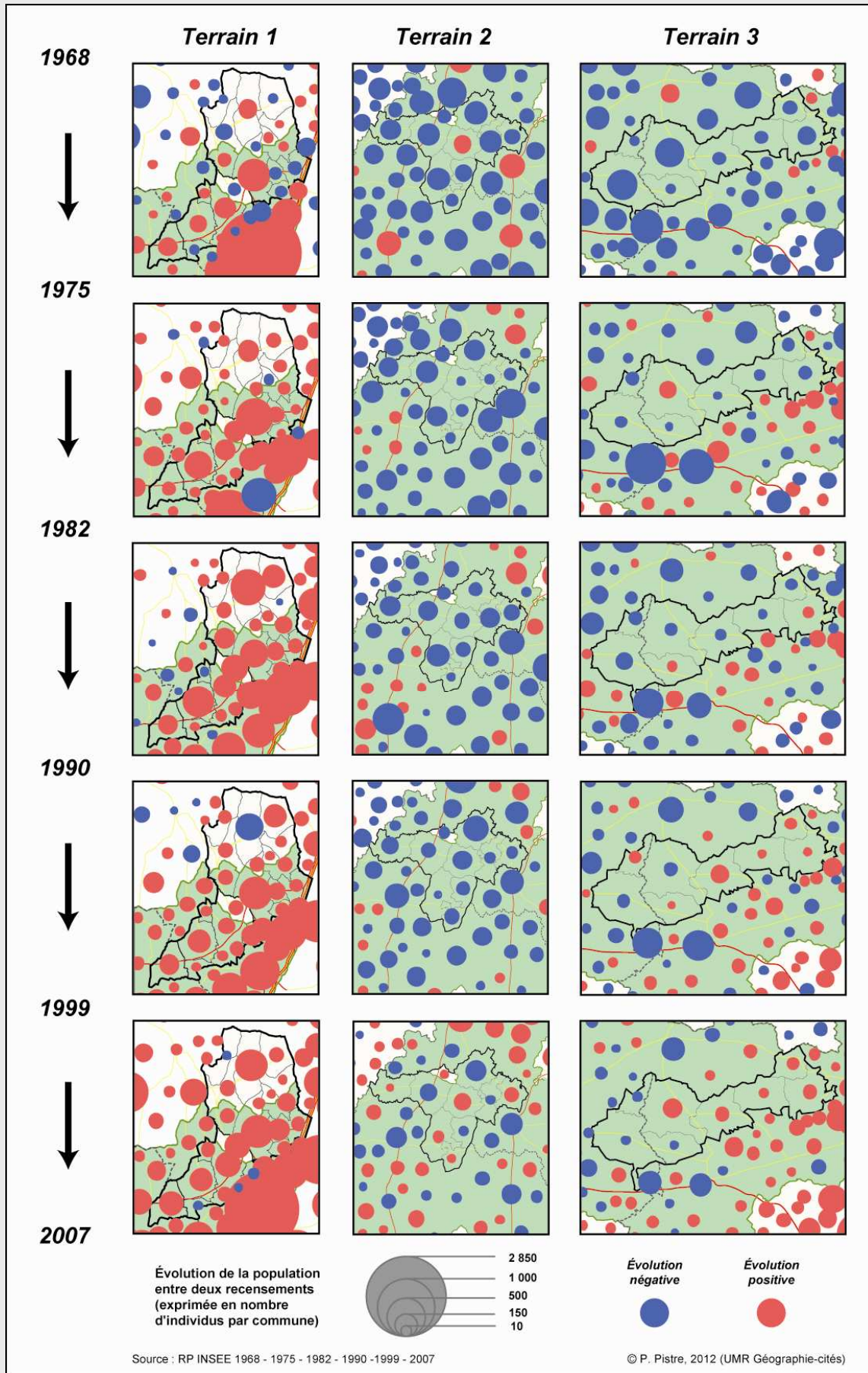
La situation au nord du Périgord-Limousin s'inscrit pleinement dans ce contexte rural et régional. Il a connu des pertes régulières jusqu'aux années 2000, dans les petits pôles locaux comme dans les communes les moins peuplées. Un relatif éloignement l'avait notamment écarté de croissances potentielles impulsées par l'agglomération limougeaude – à la différence ici de certaines communes du nord-est de la zone cartographiée (cartes 7) –. Cependant, les résultats du RP 2007 présentent un nouveau visage. Les croissances restent éparses mais se sont largement diffusées, le long des principaux axes de la région et dans des communes plus isolées. Par ailleurs, la situation la plus récente laisse entrevoir une pluralité d'explications et de populations (primo-accédants, retraités, étrangers) actrices des reprises locales émergentes.

- Au sommet du Haut-Languedoc (terrain 3) :

Situé entre Tarn et Hérault, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, le terrain 3 fait partie d'un ensemble régional dynamique (Bouesse et al., 2007 ; Tailhades, 2012), où beaucoup des territoires ruraux sont devenus attractifs et parfois de longue date (Audric, 2009 ; Poisson et al., 2009). Bien que, rien n'y est comparable avec les campagnes du proche arrière-pays languedocien ou de la lointaine périphérie toulousaine. Le caractère montagnard et l'isolement relatif de la zone auraient pu entraîner des trajectoires démographiques différentes et de moindres reprises contemporaines, mais on retrouve ici certaines conformités avec les tendances déjà observées.

Malgré quelques apports extérieurs, les années 1970 et 1980 ont été marquées au sommet du Haut-Languedoc par des décroissances régulières et majoritaires. Une inversion de tendance s'en est suivie dans les années 1990 – en tout cas pour les communes héraultaises –, qui s'est globalement confirmée au cours de la dernière période intercensitaire. De fait, au-delà des caractéristiques naturelles de la région, les dynamiques de ce terrain d'étude sont assez conformes aux dynamiques départementales de la zone, entre des croissances en voie de généralisation dans l'Hérault et des difficultés manifestes à l'est du Tarn. Enfin, il est ici difficile de prédire les trajectoires futures, plusieurs communes se caractérisant par de très faibles effectifs.

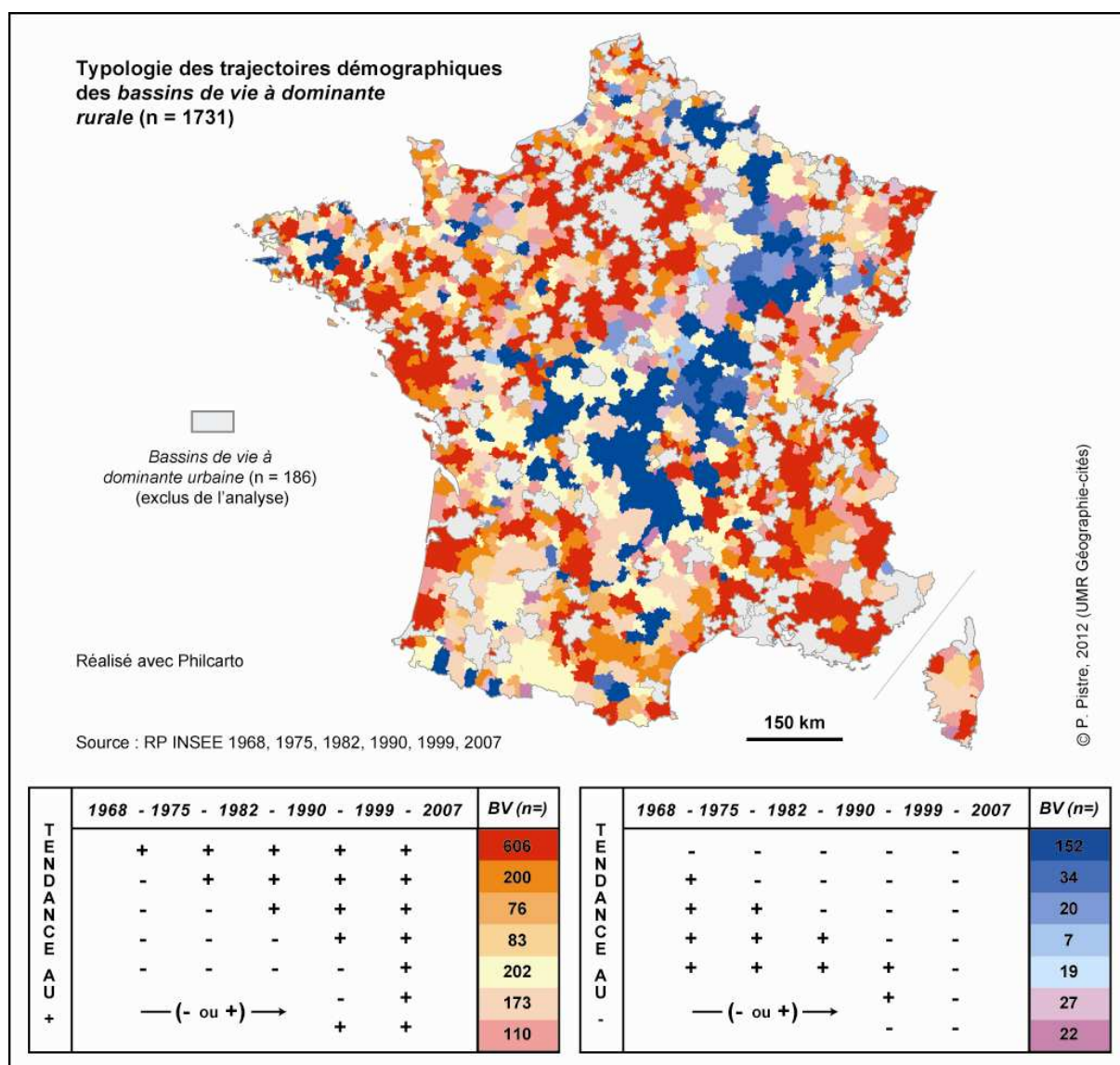
Cartes 7. Trajectoires rurales hétérogènes et reprises locales plus ou moins généralisées



Le document ci-dessous complète l'analyse nationale débutée avec la planche de cartes 6. Il propose une synthèse des évolutions démographiques des *bassins de vie à dominante rurale* observées depuis le RP 1968, à partir des variations successives des volumes de population. L'objectif est de replacer les dynamiques récentes dans une étude sur le long terme et de valoriser une lecture en trajectoires continues des reprises rurales (Talandier, 2007 ; Dedeire *et al.*, 2011).

Cette analyse souligne principalement la régularité des évolutions rurales depuis les années 1960 : toujours positives ou négatives, du négatif au positif et inversement, mais peu oscillantes. Des cycles démographiques se dessinent ainsi, qui inscrivent les décroissances et les croissances rurales dans des temps plus ou moins anciens. Une large majorité des trajectoires ont abouti à une croissance démographique, à commencer par plus de 800 bassins de vie qui ont enregistré des évolutions favorables depuis les années 1960-1970. On retrouve ici les périphéries des principales agglomérations, associées à certains littoraux et arrière-pays. L'analyse distingue ensuite 202 bassins de vie en reprise sur la seule période 1999-2007. Il s'agit de territoires du sud-ouest, du centre, de l'ouest ou du nord-est du pays. Enfin, cette étude typologique des trajectoires démographiques rurales met en évidence un nombre non négligeable de bassins de vie (environ 200) en déclin régulier depuis les années 1970-1980. Ceux-ci renvoient à une diagonale intérieure du Massif central aux Ardennes, assortie de bassins de vie bretons, normands et pyrénéens.

Carte 8. Trajectoires démographiques rurales régulières, à la hausse comme à la baisse



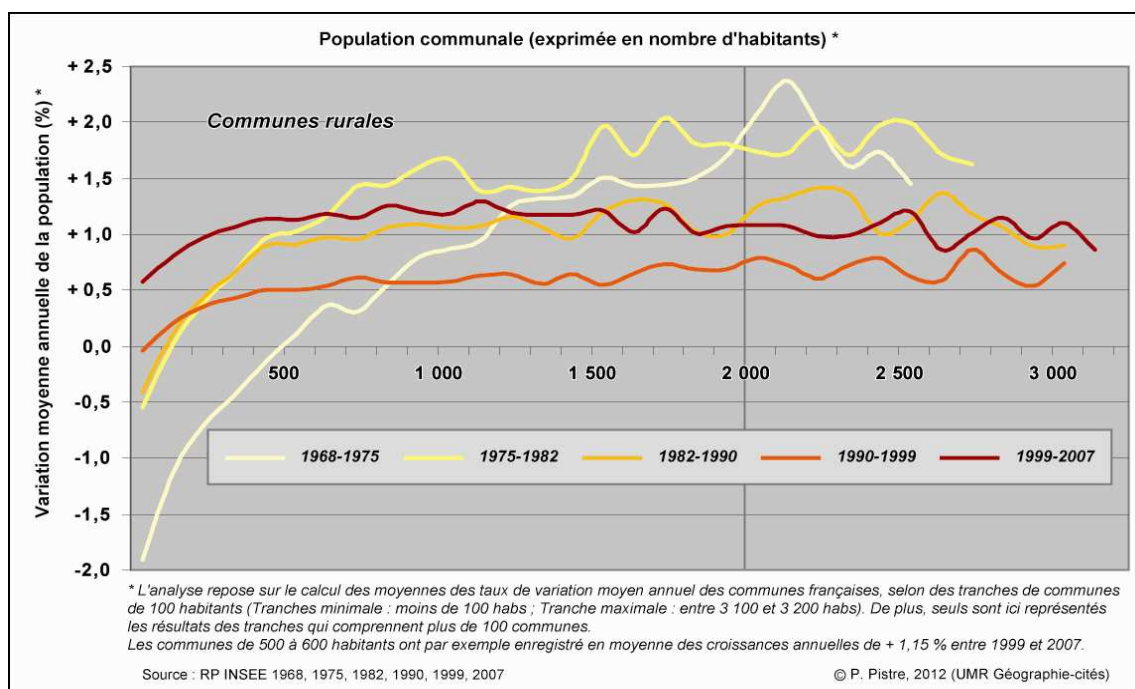
b) Les croissances rurales sont-elles dépendantes de la taille des communes ?

Les analyses nationales présentées ont confirmé l'ampleur et la généralisation relative des reprises démographiques dans les campagnes françaises. Elles ont aussi mis en évidence des assises régionales préférentielles ; l'ouest et le sud du territoire sont apparus particulièrement dynamiques, comme le Bassin parisien élargi, la région lyonnaise et nombre de littoraux. Quels autres critères que la localisation géographique peuvent permettre d'approfondir l'étude des croissances rurales depuis les années 1970-1980 ? La taille démographique des communes est-elle par exemple un indicateur pertinent ? Est-ce que les petits pôles ruraux, mieux équipés en services, ont connu les reprises les plus significatives ou au contraire les plus petites communes ?

La figure 6 propose une étude statistique bivariée des évolutions moyennes annuelles de la population — pour les périodes intercensitaires depuis le RP 1968 — selon les niveaux de peuplement des communes rurales françaises³⁹. La comparaison des différentes courbes amène à une constatation : si les croissances de population des années 1970 concernaient surtout des communes de plus de 500 habitants — et qu'elles allaient ensuite crescendo —, la tendance récente est à l'harmonisation des reprises rurales, quels que soient les effectifs des communes. Ce critère a perdu un bonne part de son pouvoir discriminant dans l'étude des évolutions rurales.

Par ailleurs, cette analyse confirme la généralisation des croissances dans les campagnes françaises : les plus petites communes (moins de 100 habitants) ont en particulier retrouvé des évolutions moyennes positives (à hauteur de + 0,6 % annuel pour 1999-2007), et les maximums de croissance sont progressivement descendus dans la hiérarchie communale (de la tranche 1 700-1 800 habitants en 1975-1982 à celle de 1 100-1 200 habitants en 1999-2007). Enfin, à condition que les dynamiques démographiques restent dans un même cycle de reprises rurales, la figure 6 laisse présager de croissances futures supérieures dans les petites et moyennes communes rurales par rapport aux autres entités rurales et aux petites communes urbaines.

Figure 6. Des croissances démographiques de moins en moins liées à la taille des communes rurales



³⁹ Pour cette analyse statistique nationale, les suivantes de la partie 1c) (figures 7, 8, 9 et 10) et celles de l'annexe 3a (p. 308), les communes sont considérées comme rurales si leur population recensée est inférieure à 2 000 habitants.

Encadré 12. Évolutions démographiques locales et taille des communes (terrains 1, 2 et 3)

Après une analyse cartographique des évolutions des volumes de population dans les trois terrains d'étude (cartes 7), cet encadré repose sur une confrontation statistique depuis les années 1960, entre variations moyennes annuelles de la population et tailles communales (figures 7). L'enjeu est à la fois d'approfondir l'étude des dynamiques démographiques locales, de commencer à les contextualiser et d'interroger leur conformité avec les tendances nationales observées (figure 6).

L'étude confirme tout d'abord les constatations faites à partir des cartes 7. Les terrains 1 (n°1) et (n°2) ont connu les croissances les plus anciennes, quasi-généralisées depuis les années 1970. Elles ont été les plus fortes sur la période 1975-1982 pour le premier (moyenne de + 2,66 %) et pendant l'intervalle suivant pour le deuxième (moyenne + 4,07% pour 1982-1990). Le terrain 2 a de son côté été marqué par des décroissances régulières depuis les années 1960, en particulier durant la période 1968-1975 (moyenne de - 1,43 %), et finalement seul le dernier intervalle présente des évolutions en voie de stabilisation (moyenne de + 0,07 % pour 1999-2007). Enfin, le terrain 3 donne à voir une situation intermédiaire. Une tendance ascendante jusqu'aux années 1990 peut être observée, faite de décroissances généralisées puis de croissances devenues majoritaires : d'une moyenne de - 2,54 % pour 1968-1975 à + 1,17 % pour 1990-1999. La dernière période correspond par contre à un tassement du niveau des croissances communales (moyenne de + 0,53 % pour 1999-2007).

Les figures 7 apportent par ailleurs des compléments sur les reprises rurales locales, et surtout sur leur emplacement préférentiel : dans les plus petites communes ou dans les plus grandes. Notons déjà que le faible effectif communal de chacun des terrains (entre 8 et 12 communes) entraîne des tendances assez irrégulières selon les périodes intercensitaires. C'est le cas du terrain 1 (n°1) où les croissances les plus fortes ont concerné les communes les moins peuplées (par exemple pour la période 1990-1999) ou les plus peuplées (pour la période 1982-1990). Dans le terrain 1 (n°2), les tendances successives ont été assez comparables, quelle que soit la taille des communes. Les croissances ont été tout de même plus faibles dans les petites communes au cours des années 1970-1980, alors que la courbe s'est inversée pour les années 1990.

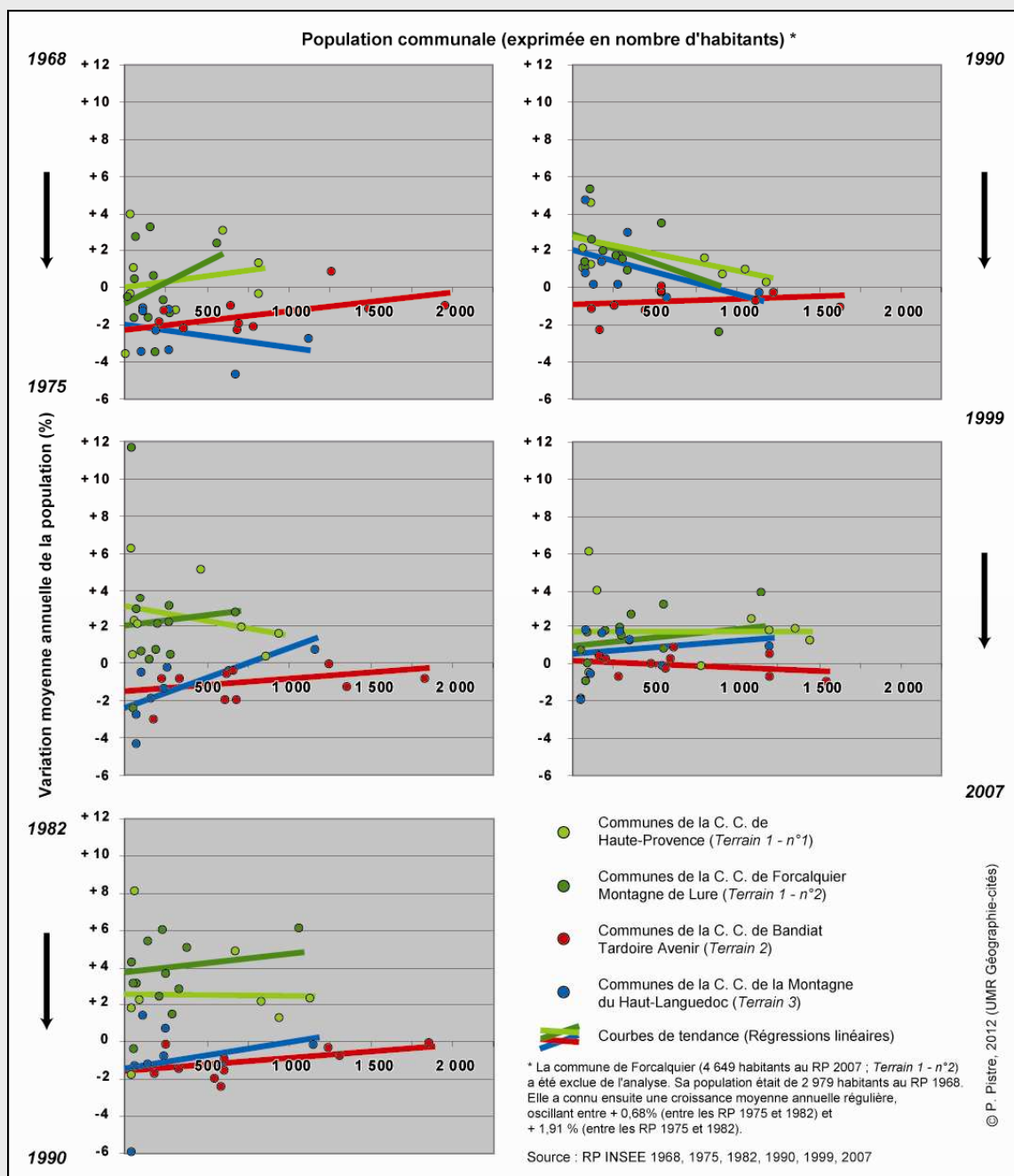
Le terrain 2 présente encore un autre visage. Les décroissances y ont été régulières jusqu'aux années 1990. Les plus importantes correspondaient alors aux petites communes. C'est aujourd'hui surtout dans ces petites communes que les populations se sont stabilisées voire plus. Le dernier cas (terrain 3) donne à voir des évolutions irrégulières jusqu'aux années 1980. La période 1990-1999 a ensuite été marquée par plusieurs reprises significatives parmi les communes les moins peuplées. Enfin, les évolutions récentes (1999-2007) soulignent une harmonisation des croissances locales par-delà la taille des communes rurales : cette observation, valable pour tous les terrains d'étude, rejoint un même constat national précédemment effectué.

- Renversement de la hiérarchie communale au nord du Périgord-Limousin (terrain 2):

Parmi les quatre communautés de communes étudiées, le terrain 2 présente les variations de population les plus homogènes selon la taille démographiques des communes (cf. des courbes de tendance assez stables). Les décroissances ont été toutefois longtemps supérieures dans les petites communes par rapport aux deux principales de la zone (Oradour-sur-Vayres, Saint-Mathieu) ; de meilleurs équipements en services et quelques emplois sur place pouvaient alors expliquer leur maintien. Mais la situation au cours des années 2000 s'est inversée : les stabilisations et les croissances communales se sont concentrées dans les petites et les moyennes communes, et le développement de lotissements avec des terrains viabilisés, à l'entrée de la plupart des bourgs (Champsac, Champagnac-la-Rivière, Pensol), y a fortement contribué.

Le cas de Cussac est dans ce terrain très instructif. Marquée par un passé textile, cette commune présentait encore une croissance de sa population à la fin des années 1960 (1 253 habs au RP 1975). Elle connut ensuite une baisse mesurée (1 123 habs au RP 1999) puis une reprise du même ordre au cours des années 2000 (1 179 habs au RP 2006). Une politique volontariste d'accueil semble avoir portée ses fruits (développement de lotissements et d'une zone commerciale, aménagement des hameaux). Cussac a ainsi acquit une nouvelle reconnaissance locale, même si les acteurs locaux soulignent la précarité de la chose, du fait d'un tassement démographique depuis deux-trois ans.

Figures 7. Une inversion des croissances locales selon la taille des communes est-elle en cours ?



c) Les croissances rurales sont-elles fonction de la proximité urbaine ?

Aux échelles nationale et locale, la taille des communes apparaît de moins en moins discriminante pour différencier les évolutions démographiques rurales. Qu'en est-il de la distance par rapport aux entités urbaines pour expliquer les croissances rurales récentes ? Le rôle de la proximité urbaine dans les reprises rurales a déjà fait l'objet d'études statistiques approfondies. Sylvie Dubuc (2004) a par exemple montré — pour l'Aveyron et la Lozère, à partir du RP 1999 — le poids des petites villes comme facteur du dynamisme rural. Pascale Bessy-Pietri *et al.* (2001) ont souligné, sur la même période et à l'échelle nationale, la relation entre l'évolution positive des aires urbaines et la croissance des communes rurales proches. Dans quelle mesure les dynamiques démographiques des années 2000 confirment-elles ou nuancent-elles ces résultats ?

Deux analyses nationales complémentaires (figures 8 et 10) sont proposées dans cette sous-partie, pour évaluer les liens entre la distance communale avec des entités urbaines variées⁴⁰ et les croissances démographiques rurales — et toujours par période intercensitaire depuis le RP 1968. Par ailleurs, elles reposent chacune sur quatre niveaux d'étude, correspondant à autant de catégories définies selon la population des communes urbaines (plus de 2000 habitants) : des petites villes (de 2 000 à 9 999 habitants), des villes moyennes inférieures (de 10 000 à 49 999 habitants) et supérieures (de 50 000 à 199 999 habitants), et des grandes villes (plus de 200 000 habitants). L'objectif est ici d'estimer les influences urbaines différenciées sur les (dé)croissances rurales anciennes et récentes. Enfin, un seuil de 100 km a été retenu comme limite kilométrique, pour rester dans des distances relativement proches et des aires spatiales du quotidien.

Dans un premier temps, les figures 8 présentent une étude statistique qui ne tient pas compte des évolutions des communes urbaines proches, et qui suit les principes ci-dessus énoncés. L'analyse confirme des reprises démographiques rurales en voie de généralisation — surtout pour la période 1999-2007 —, et qui s'affranchissent de plus en plus de l'éloignement avec des pôles urbains de tailles variées. Les courbes de tendance des années 2000 tranchent en effet avec celles des décennies précédentes : les croissances ont été moindres à proximité directe des entités urbaines, mais elles apparaissent plus homogènes et étalées. Les maximums de croissance se sont aussi éloignés de la proche périphérie et se situent désormais autour de 5 km pour les petites villes, 10-15 km pour les villes moyennes inférieures et 25-30 km pour les grandes villes. Ces observations constituent des signes du développement des extensions périurbaines, qui ont été nouvellement importantes entre 1999 et 2007, à proximité des petites villes et des villes moyennes inférieures.

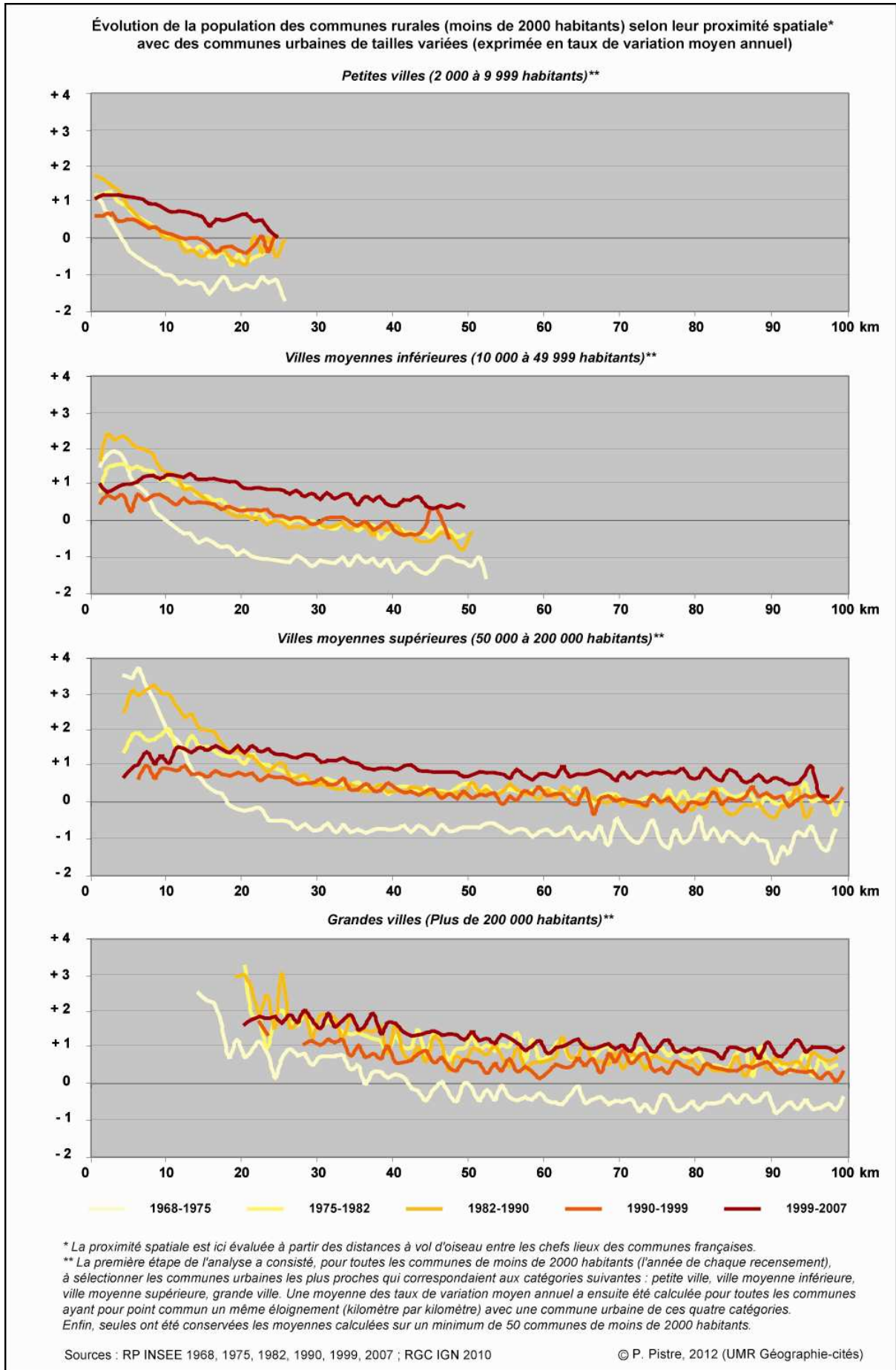
Poursuite et diffusion des processus de périurbanisation sont donc confirmées par cette analyse statistique, qui présente aussi des indices de reprises rurales au-delà de l'influence urbaine directe. Les tendances des années 2000, en lointaine périphérie des villes moyennes supérieures et des grandes villes, donnent par exemple à voir des croissances qui se maintiennent et se stabilisent à des niveaux non négligeables après 60 km. Des installations conditionnées par des déplacements quotidiens accrus vers les pôles urbains voisins expliquent certainement en partie ces dynamiques positives. On peut également faire l'hypothèse suivante : les replis — contraints ou choisis —, vers les marges rurales des principales agglomérations, de populations modifiant la géographie et l'organisation de leur mode de vie, participeraient grandement à des reprises démographiques qui se diffusent et se généralisent.

Les résultats présentés dans les figures 10 précisent ensuite l'analyse des reprises rurales, en différenciant les dynamiques démographiques qui ont eu lieu en périphérie de communes urbaines en croissance ou en décroissance. Une observation majeure confirme les résultats obtenus par P. Bessy-Pietri *et al.* (2001) : les croissances de communes rurales proches de pôles urbains sur une pente ascendante — au cours des années 2000 comme des décennies précédentes — apparaissent plus élevées, quelle que soit la taille des entités urbaines en question.

Des croissances rurales importantes sont aussi constatées — surtout pour 1999-2007 — à proximité de communes urbaines en évolution négative. Les tendances restent donc assez similaires : que le pôle urbain proche ait été en croissance ou en décroissance pendant les années 2000, les évolutions rurales positives ont concerné des communes de plus en plus éloignées des entités urbaines, et en particulier pour les villes moyennes supérieures et les grandes villes.

⁴⁰ Le calcul des distances kilométriques correspond dans ces études à une évaluation à vol d'oiseau (orthodromique) entre les chefs lieux des communes françaises. Une amélioration de ces analyses pourrait passer par la prise en compte du réseau routier et des temps de déplacement associés (Hilal, 2007 ; Mordier, 2010).

Figures 8. Une généralisation des reprises démographiques rurales par-delà l'éloignement urbain



Encadré 13. Évolutions démographiques locales et proximités urbaines (terrains 1, 2 et 3)

L'étude locale des relations entre croissances rurales et taille des communes a démontré une certaine harmonisation des reprises parmi les trois terrains (figures 7, p. 59). Peut-on faire le même constat si l'on tient compte de l'éloignement kilométrique avec des communes urbaines de tailles variées (figures 9) ? De plus, un des critères de sélection des cas d'étude était de privilégier des « campagnes sous influence urbaine limitée » (encadré 1, p. 9). Malgré quelques nuances déjà évoquées pour le terrain 1, la distance des communes avec des pôles urbains locaux et régionaux, est-elle un indicateur pertinent pour expliquer les reprises locales éparées ?

- Au cœur de la Haute-Provence (terrain 1) :

Le terrain 1 se caractérise par des reprises quasi-généralisées, depuis les années 1970. De fait, des régularités peuvent-elles être identifiées dans les niveaux des évolutions positives? Du côté de la c. c. de Haute-Provence (n°1), c'est la proximité de Manosque qui paraît la plus influente. Entre les décennies 1970 et 1990, les plus fortes croissances ont concerné les communes les plus proches de ce pôle méridional des Alpes de Haute-Provence. Malgré une distinction entre vallée et plateau, celles-ci se sont retrouvées dans le champ de son expansion démographique ; des installations de travailleurs du centre d'études nucléaires de Cadarache, situé au sud de la ville, ont en particulier été constatées. La relation de cause à effet semble aujourd'hui moins prononcée. Pour ce qui concerne le terrain 1 (n°2), les croissances rurales ont été les plus fortes et homogènes au cours des années 1980, et également élevées pour les autres périodes d'étude. L'analyse ne permet pas ici de dégager des influences urbaines spécifiques et très évidentes. La croissance régulière de Forcalquier a certainement influé sur les évolutions positives des communes voisines. La proximité relative de Manosque a été un facteur d'installations dans le sud de la zone. L'ouverture d'un tronçon autoroutier entre Aix-en-Provence et Sisteron, dans la vallée voisine de la Durance, à la fin des années 1980, a amélioré l'accessibilité de la région et a facilité la venue de travailleurs réguliers des agglomérations aixoise et marseillaise. Les influences urbaines sont donc ici réelles mais plus diffuses, impactant l'ensemble de la zone.

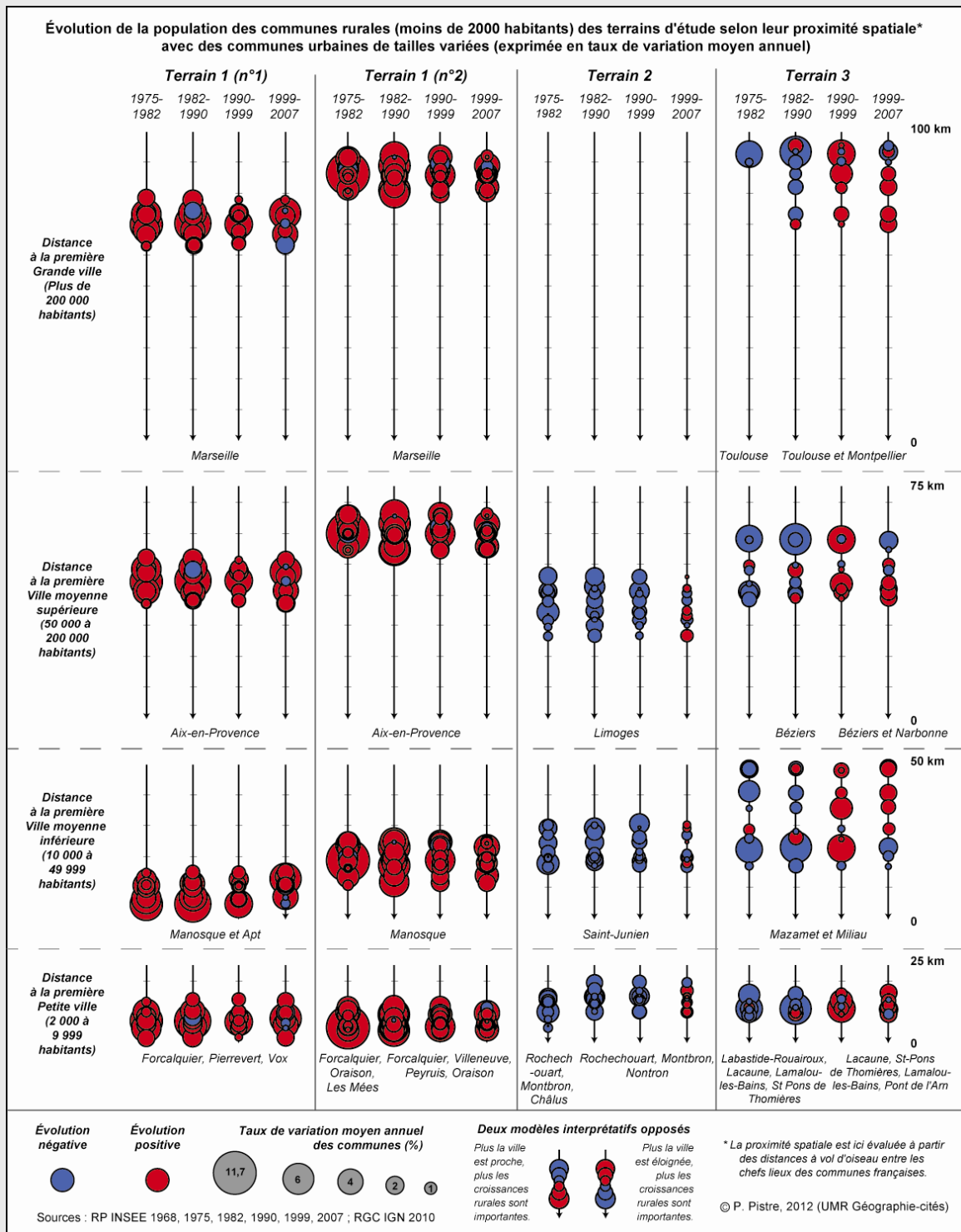
- Au nord du Périgord-Limousin (terrain 2) :

Le deuxième terrain d'étude a été marqué par des décroissances généralisées jusqu'aux années 1990, et une relative proximité avec Limoges semblait coïncider avec de moindres diminutions démographiques. Cette relation n'est pas ici complètement démontré, mais la préfecture de la région Limousin a constitué – et toujours aujourd'hui – le pôle majeur et le plus influent de la zone. Pour ce qui concerne les années 2000, le schéma paraît moins évident : certaines stabilisations et reprises communales s'inscrivent en partie dans une extension de l'aire d'influence du pôle limougeaud (voire de pôles plus modestes situés au nord : Rochechouart, Saint-Junien). D'autres croissances rurales, par leur situation géographique plus isolée, semblent se jouer de toute dépendance urbaine. Ces interprétations s'appuient déjà en partie sur les profils et les finalités migratoires constatées à l'échelle du terrain 2, qui induisent des fréquences de déplacement plus ou moins régulières vers les entités urbaines alentours.

- Au sommet du Haut-Languedoc (terrain 3) :

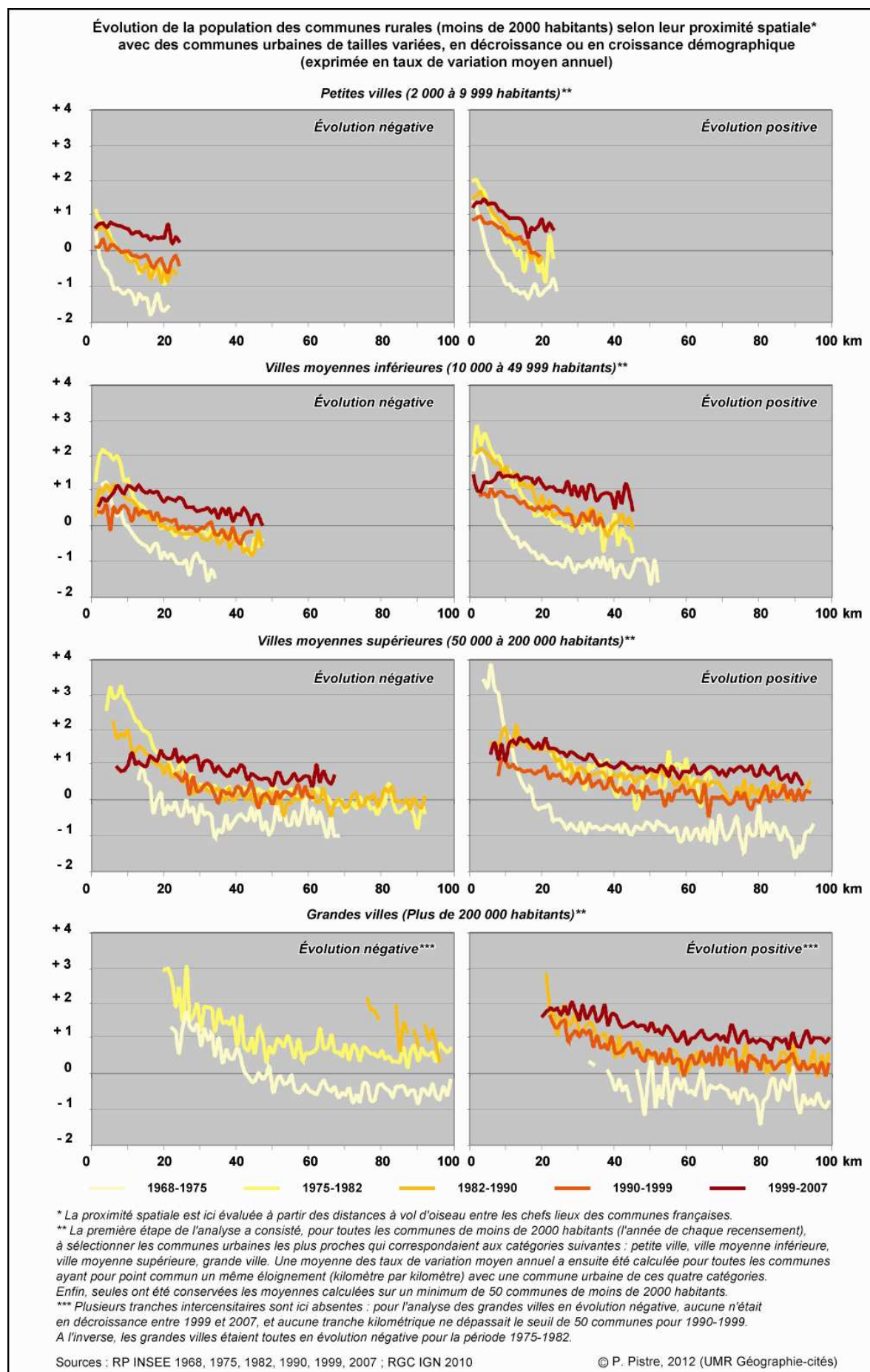
Dans l'absolu, la répartition sur deux départements des communes de la c. c. de la Montagne du Haut-Languedoc, et sa forme allongée, pouvaient laisser présager de l'influence de communes urbaines variées sur les évolutions démographiques de ce troisième terrain d'étude. D'un autre côté, son relatif enclavement, son relief parfois accidenté et des temps de transport interne importants, paraissaient un obstacle important à des influences urbaines significatives et lointaines. En définitive, les figures 9 rappellent ici les reprises quasi-généralisées (entre 1999 et 2007) des communes héraultaises – de fait les plus proches de Béziers et de Montpellier –, à l'inverse de leurs homologues tarnaises. Du côté des évolutions communales positives, l'analyse révèle des croissances un peu supérieures, pour les années 2000, dans les entités les plus à l'est de la zone : c'est-à-dire près de la vallée de l'Orb et de petits pôles urbains (Lamalou-les-Bains, Bédarieux). Dans une même logique, pour les communes en décroissance, une plus grande proximité avec la vallée du Thoré (vers Mazamet) semblent coïncider avec de moindres pertes de population.

Figures 9. Influences locales différenciées des communes urbaines plus ou moins proches



En définitive, les analyses nationales et locales de cette première partie de chapitre confirment la généralisation des croissances rurales, en particulier depuis les années 2000. Ces évolutions positives concernent une majorité des communes rurales intermédiaires (500 à 2 000 habitants), et plus récemment, les entités les moins peuplées. Les reprises rurales gagnent également des périphéries urbaines lointaines, ce qui atteste d'un étalement urbain important au cours des années 2000. Les situations et les tendances démographiques n'en restent pas moins inégales en France rurale métropolitaine et il convient de garder en tête cette nuance.

Figures 10. Croissances rurales plus fortes si l'évolution de la commune urbaine proche est positive



2) Reprises des campagnes françaises et migrations résidentielles

Après une étude générale des évolutions démographiques rurales depuis les années 1970, l'objectif de cette partie est de montrer la place centrale occupée par les dynamiques migratoires dans les reprises rurales récentes. Par la suite, il s'agira de dresser une géographie plurielle des migrations résidentielles vers les campagnes françaises : l'enjeu sera de dégager les comportements spatiaux qui sont à l'origine d'installations de plus en plus nombreuses dans les zones rurales. Quels sont les processus migratoires variés qui participent aux dynamiques de périurbanisation/rurbanisation et de néoruralisation dans les campagnes françaises ?

a) *Les apports migratoires au cœur des reprises démographiques rurales*

Comment peut-on expliquer les croissances rurales de population — débutées dans les années 1970 et en développement depuis les décennies 1990-2000 — si ce n'est en considérant qu'elles résultent de soldes migratoires de plus en plus favorables ? C'est en tout cas un des axes centraux de cette recherche. Les analyses nationales qui suivent se donnent pour objectif de le montrer, à partir des données de recensement depuis les années 1960. Une étude fine des évolutions des soldes migratoires et naturels est réalisée, pour les types de campagnes françaises et les *bassins de vie à dominante rurale* identifiés dans le chapitre 1 (p. 29).

Des apports migratoires extérieurs ont été essentiels pour la revitalisation de bon nombre de territoires ruraux français (Cognard, 2001 ; Mandy, 2001 ; Talandier, 2007 ; Chevalier, 2011). Des constats similaires ont été faits dans beaucoup de pays européens et nord-américains. Les travaux réalisés par Thierry Eggerickx *et al.* (2007) ont par exemple souligné le poids des migrations résidentielles dans les évolutions démographiques des espaces ruraux en Belgique. L'ambition se situe ici surtout dans l'évaluation statistique de l'ampleur du phénomène à l'échelle nationale, et dans l'approfondissement des processus migratoires à l'œuvre.

Les figures 11 présentent les variations moyennes annuelles de la population — durant les cinq dernières décennies —, enregistrées dans les catégories spatiales de la typologie nationale des bassins de vie. L'étude statistique confirme encore une fois des reprises en voie de généralisation dans les campagnes françaises : de longue date pour les *campagnes des villes* et les *campagnes résidentielles*, plus récentes et de moindre importance pour les *campagnes productives*.

Cette synthèse statistique distingue surtout le poids respectif des dynamiques naturelles et migratoires⁴¹ en France métropolitaine, et leur évolution sur la période d'étude (RP 1962 à 2007). Les *campagnes des villes*, et en premier lieu *les plus proches et les plus aisées*, ont connu des croissances importantes depuis les années 1970, portées par des soldes migratoires positifs et des soldes naturels qui se sont consolidés avec le temps. Les extensions urbaines se sont aussi confirmées pendant les années 2000, en gagnant des campagnes *en voie de périurbanisation*, marquées par des installations résidentielles accrues. Périurbanisation et rurbanisation semblent ainsi continuer à des niveaux élevés, après un léger tassement au cours de la décennie 1990.

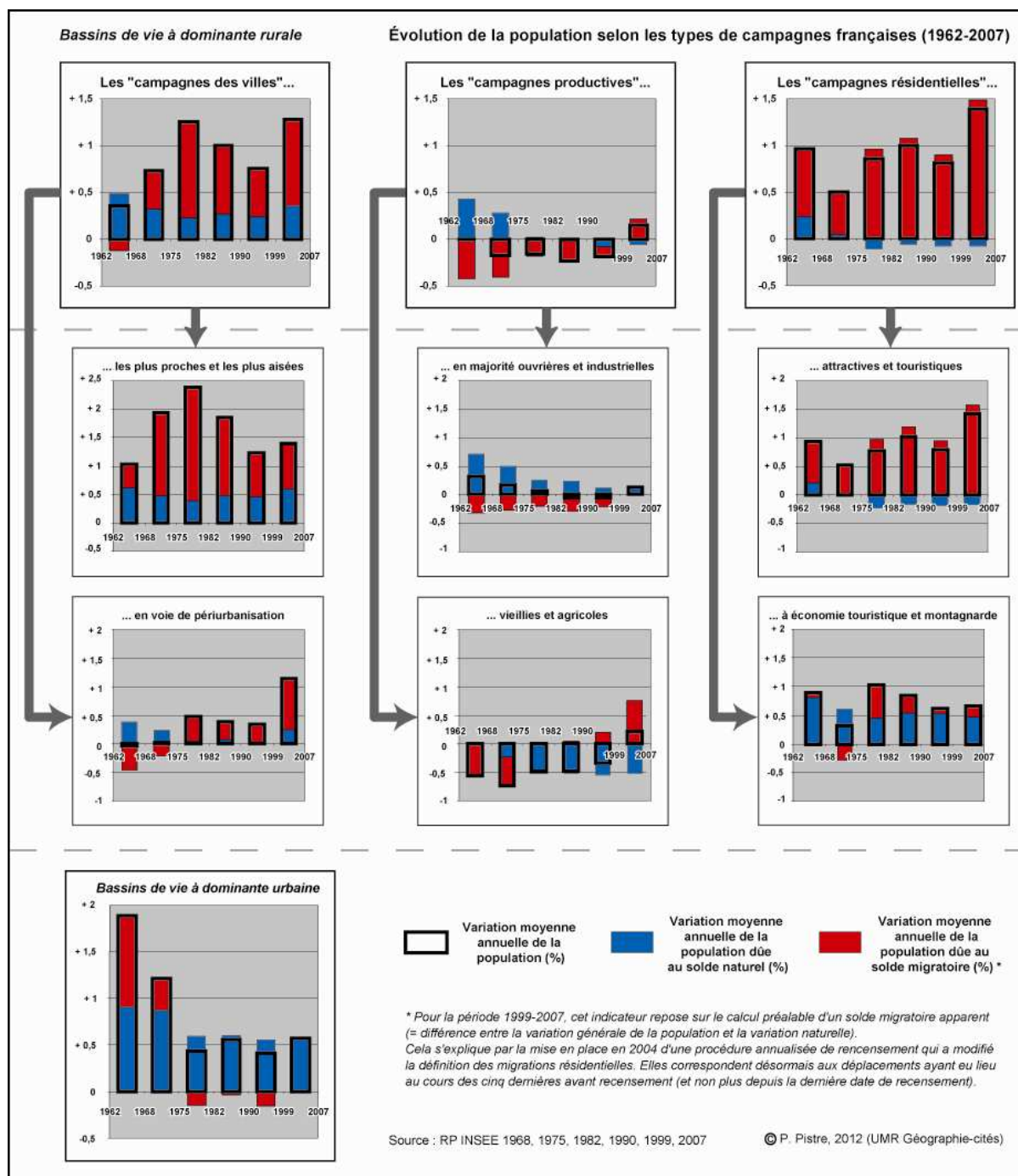
Les populations des *campagnes résidentielles*, en hausse régulière depuis les années 1970, présentent des croissances comparables. Pour les plus *attractives* et les plus *touristiques* de ces campagnes, un solde migratoire en progression est venu compenser de légers déficits naturels. Du côté des bassins de vie à *économie touristique et montagnarde*, le bilan est plus original : les soldes naturels positifs ont été les plus forts parmi les croissances de population depuis les années 1960.

⁴¹ Les soldes naturel et migratoire constituent les deux dimensions dont résultent les fluctuations démographiques d'un territoire. Le premier correspond à la différence entre le volume des naissances et des décès ; le deuxième compare les arrivées et les départs résidentiels. Ils sont ici analysés selon les intervalles intercensitaires.

La dernière catégorie des *campagnes productives* a retrouvé des évolutions démographiques favorables sur la période 1999-2007. Celles *en majorité ouvrières et industrielles* ont connu une légère croissance récente, grâce à un solde naturel positif et à un solde migratoire de retour à l'équilibre. Les *campagnes productives vieillies et agricoles*, surtout localisées dans le centre du pays, ont de leur côté enregistré une croissance migratoire importante, qui est venue compenser et dépasser, au cours des années 2000, des pertes naturelles toujours très élevées ; depuis les années 1970-1980, le solde migratoire de ce type de campagnes était nul ou légèrement positif.

Signalons enfin que les *bassins de vie à dominante urbaine* se caractérisent par des évolutions démographiques positives, qui sont dépendantes de variations naturelles favorables et régulières depuis la fin des années 1970. De plus, ils donnent parallèlement à voir des soldes migratoires tantôt négatifs tantôt stables sur la même période.

Figures 11. Les soldes migratoires positifs se sont généralisés au sein des campagnes françaises

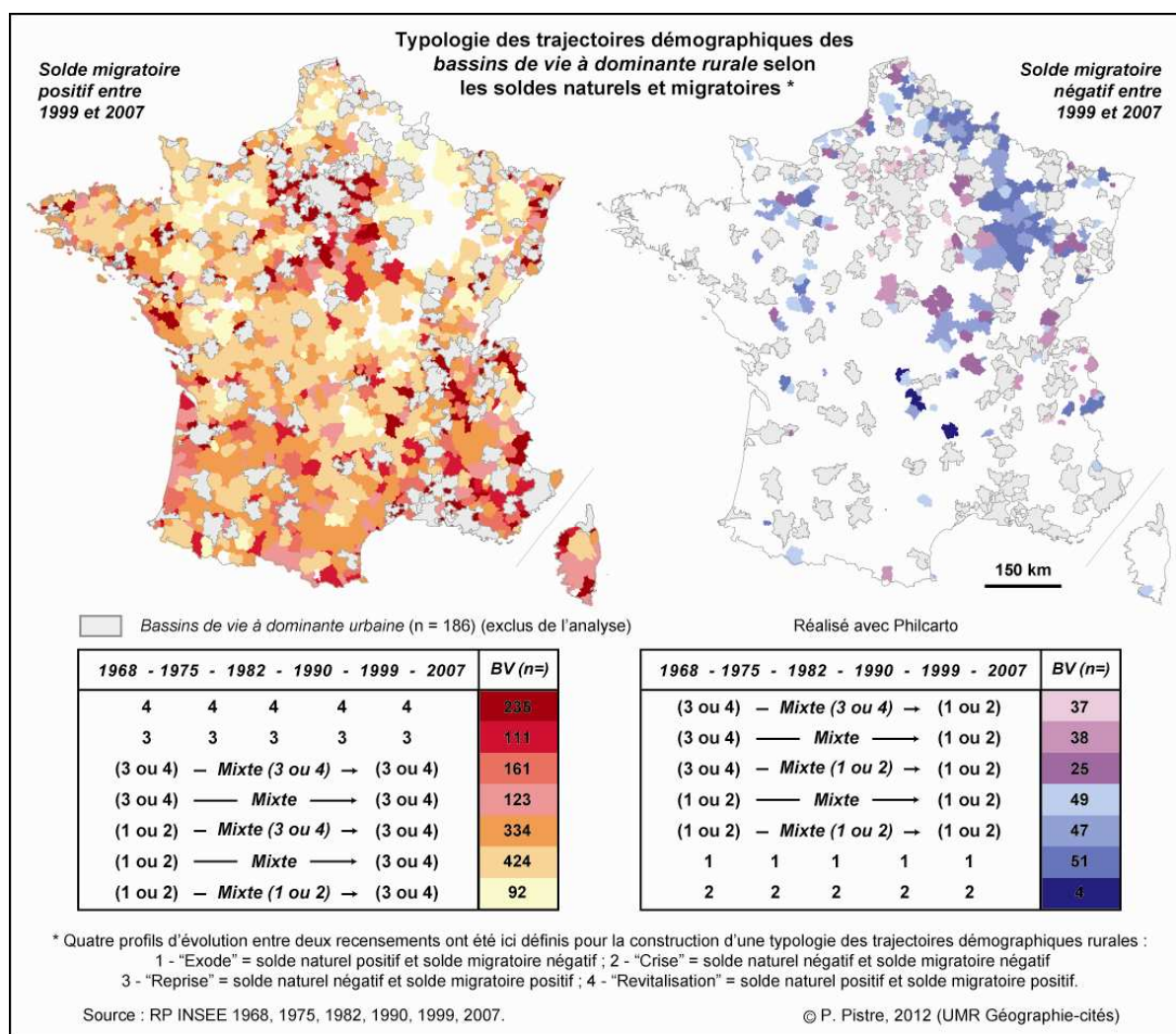


Parmi les reprises rurales constatées, les soldes migratoires positifs occupent donc une place centrale dans la plupart des campagnes françaises⁴². Les résultats présentés sur les cartes 9 confirment le dynamisme migratoire de beaucoup d'entités rurales. À la différence d'une première étude des trajectoires démographiques des *bassins de vie à dominante rurale* (cartes 8, p. 56), l'analyse cartographique tient compte ici des variations naturelles et migratoires.

Cette étude statistique s'inspire en partie de travaux récents qui ont défendu une analyse en trajectoires des évolutions démographiques rurales (Dedeire *et al.*, 2011 ; Hirczak *et al.*, 2011) ; ceux-ci s'appuyant déjà sur un schéma théorique en quatre phases de recomposition des espaces ruraux, proposé par E. Font (1994) : d'une première situation d'exode rural vers une période transitoire, avant une phase de repeuplement puis de revitalisation. L'intérêt de cette approche est de replacer les croissances rurales récentes dans des cycles d'évolution sur le long terme.

La typologie obtenue permet de distinguer deux grands types de trajectoires de population des *bassins de vie à dominante rurale*, en insistant sur les évolutions migratoires : celles qui se sont conclues entre 1999 et 2007 par un solde migratoire positif (85% des bassins de vie étudiés), et celles qui au contraire concernent des territoires ruraux restés peu attractifs (251 bassins de vie). Une opposition se dessine entre une majorité d'entités rurales, du sud, de l'ouest et du centre, en évolution migratoire positive, et une minorité du nord-est, toujours dans une phase négative.

Cartes 9. Trajectoires démographiques rurales majoritairement positives sur le plan migratoire



⁴² Les situations communales rurales, conjuguant stabilité naturelle et croissance migratoire, sont aussi de plus en plus répandues à l'échelle nationale, et quelle que soit la taille des communes en question (annexe 3a, p. 308).

Du côté des évolutions migratoires favorables, on retrouve des trajectoires intégralement positives — depuis les années 1970 — en (lointaine) périphérie de Paris, de Lyon ou de Marseille, au niveau des littoraux atlantiques, en Corse ou dans l'arrière-pays provençal.

En ce qui concerne les trajectoires migratoires devenues positives en fin de période d'étude, les *bassins de vie à dominante rurale* concernés se situent surtout dans la moitié ouest du territoire : les plus anciennes phases de reprise et de revitalisation sont à chercher du côté des littoraux bretons, du sud-ouest du territoire et à proximité d'agglomérations du centre-ouest ; les plus récentes prennent place dans des campagnes intérieures des régions Auvergne, Limousin, Centre, Pays-de-Loire, Bretagne, Basse-Normandie ou Picardie.

La géographie des trajectoires migratoires négatives est un peu différente. Les situations anciennes d'exode et de crise sont prédominantes dans le nord-est du pays, et dans quelques bassins de vie auvergnats, normands et bourguignons. Celles récemment en déficit migratoire sont plutôt à chercher dans les périphéries urbaines du nord et notamment en région parisienne : faut-il y voir le signe de territoires périurbains saturés ou simplement beaucoup moins attractifs ?

Encadré 14. Évolutions naturelles et migratoires à l'échelle locale (terrains 1, 2 et 3)

L'étude des variations démographiques depuis les années 1960 dans les trois terrains d'étude confirme-t-elle une place centrale occupée par les dynamiques migratoires, pour expliquer des reprises rurales plus ou moins anciennes et intenses (figures 12) ? Par ailleurs, les communes rurales selon leur taille donnent-elles à voir des schémas évolutifs spécifiques ?

« Côté évolution démographique, si on fait la différence entre naissances et décès, le déficit est flagrant, donc heureusement qu'il y a des gens qui arrivent ! » (entretien 1, T2).

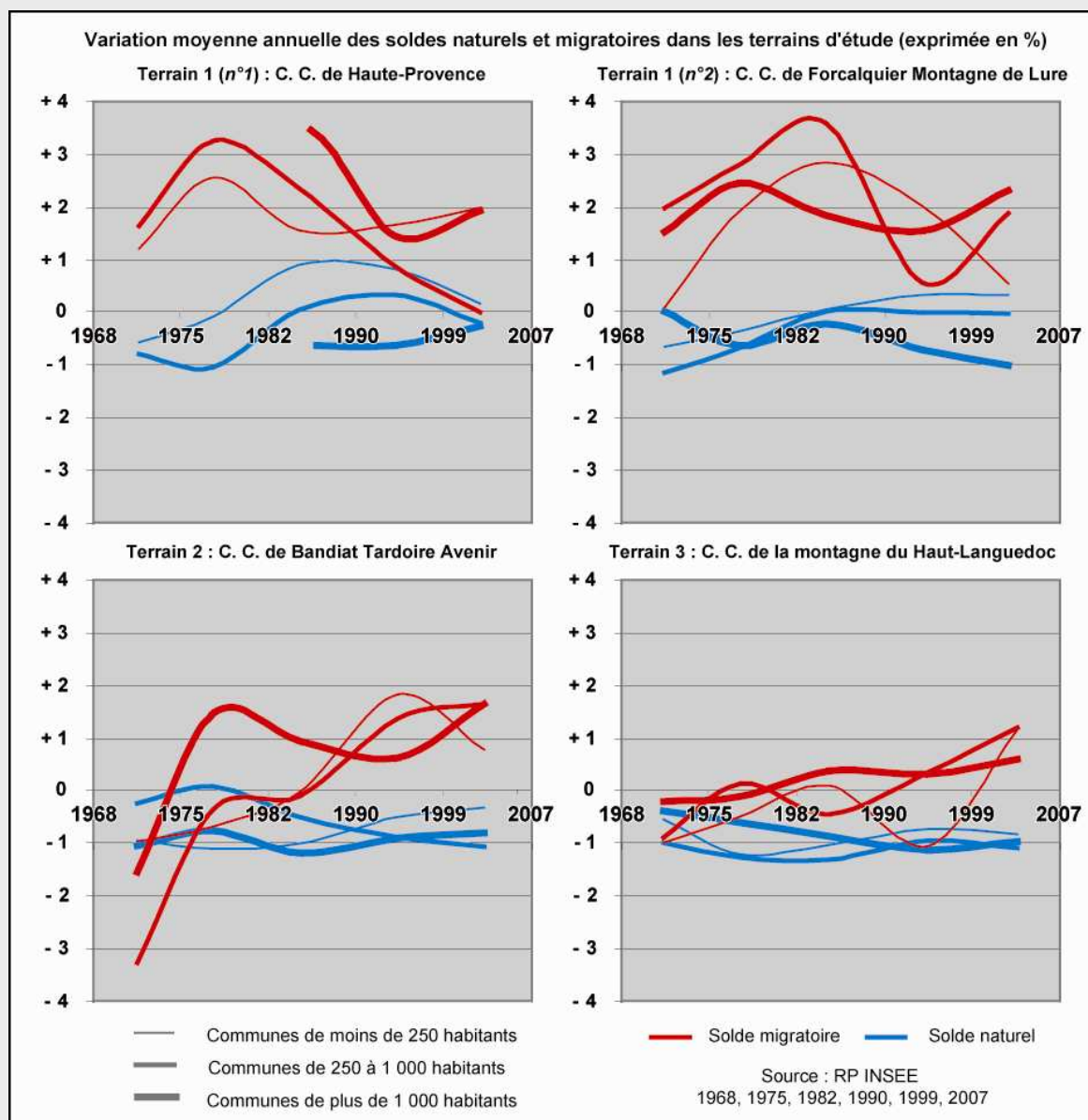
Comme indiqué par cet extrait d'entretien, les dynamiques migratoires – parfois de moindres départs mais surtout des venues plus nombreuses – constituent bien le levier principal des croissances démographiques des terrains d'étude. Les variations naturelles y sont dans l'ensemble négatives ou à l'équilibre, et régulières depuis les années 1970. Des populations vieillies et des naissances peu nombreuses expliquent pour une bonne part ces tendances locales. Pour les terrains 2 et 3, la taille des communes apparaît peu discriminante dans l'évolution naturelle de la population. Pour les terrains 1 (n°1) et (n°2), les figures 12 soulignent par contre des dynamiques plus favorables dans les petites communes (moins de 250 habitants), depuis 1990. La proximité relative de Manosque pour ces petites entités et l'installation de jeunes couples dans des communes plus enclavées sont certainement deux voies explicatives possibles.

Du côté des dynamiques migratoires, on retrouve les signes d'une attractivité ancienne des deux communautés de communes de Haute-Provence. Dans le terrain 1 n°1, ce sont surtout les communes intermédiaires (entre 250 et 1000 habitants), et passées à la catégorie supérieure dans les années 1980-1990 (plus de 1000 habitants), qui ont enregistré les soldes migratoires les plus significatifs (Reillanne, Mane, Céreste, Saint-Michel l'Observatoire). Dans le terrain 1 n°2, les communes de plus de 1000 habitants (Forcalquier, Saint-Etienne-les-Orgues) ont connu les évolutions migratoires les plus régulières et positives ; celles-ci se maintiennent aujourd'hui à un niveau élevé et sont accompagnées par des communes rurales intermédiaires.

Concernant les terrains 2 et 3, les stabilisations et les reprises migratoires ont été plus tardives. Pour le premier, les communes de plus de 1000 habitants (Oradour-sur-Vayres, Cussac, Saint-Mathieu) ont connu les positifs migratoires les plus anciens. Elles ont ensuite été rejointes par les communes de tailles inférieures, au cours des années 1990-2000. Les tendances sont ressemblantes pour le terrain 3. Les bilans migratoires sont aujourd'hui favorables dans la plupart des communes. Ils le sont depuis les années 1980 à La Salvetat-sur-Agout – seule commune de plus de 1000 habitants – et depuis les années 1990 dans les entités moyennes.

Pour les différents terrains d'étude, les soldes migratoires positifs ont été assurément centraux dans les croissances démographiques constatées, plus ou moins intenses et généralisées. Néanmoins, ils ne suffisent pas toujours à compenser les déficits naturels qui restent répandus.

Figures 12. Prédominance des dynamiques migratoires dans les évolutions démographiques locales



b) Géographies de l'attractivité migratoire des campagnes françaises

La sous-partie précédente a souligné l'influence accrue des dynamiques migratoires parmi les évolutions démographiques rurales. À travers des analyses évolutives et de trajectoires, elle a apporté de premiers éléments à un portrait géographique, national et local, de l'attractivité rurale contemporaine. Cette démarche sera ici poursuivie en affinant l'étude cartographique des variations communales dues au solde migratoire (cartes 10, p. 71). Les figures 13 (p. 72) synthétiseront ensuite les principales dynamiques migratoires à l'œuvre depuis les années 1960, par une étude agrégée des campagnes françaises. Une voie d'analyse supplémentaire a été introduite en différenciant les migrations résidentielles de proximité (au-delà de l'ancienne commune de résidence mais au sein du même département administratif) et celles de longue distance (au-delà de l'ancien département de résidence). L'ultime document fera office de transition avec les analyses de la sous-partie 2c), en apportant de premiers éléments sur les origines spatiales des flux résidentiels récents vers les campagnes françaises (figures 14, p. 73).

Suivant le même modèle que la planche de cartes 6 (p. 53) — qui présentait les évolutions générales des volumes de population, à l'échelle nationale et par période intercensitaire depuis le RP 1968 —, les cartes 10 représentent les variations dues au solde migratoire⁴³. La maille d'étude reste la commune et les situations des entités urbaines comme rurales sont représentées. Ce document propose ainsi une synthèse cartographique de l'évolution des attractivités territoriales en France métropolitaine depuis les années 1960, et il met en évidence des positifs migratoires de plus en plus fréquents dans les campagnes françaises.

L'analyse révèle une attractivité élevée de l'ouest et du sud du territoire (Baccaïni, 2001b, *et al.*, 2009a ; Degorre *et al.*, 2007) — à l'inverse de dynamiques naturelles avant tout positives dans le nord et l'est du pays (annexe 3a, p. 309). Le sud-est du pays donne à voir des évolutions migratoires positives dès les années 1960-1970 ; le sud-ouest et la côte atlantique ont connu de mêmes dynamiques à partir de la décennie 1980. Pour la période 1999-2007, les croissances migratoires apparaissent quasi-généralisées, quels que soient les types de communes et leur localisation. Les littoraux azuréens, provençaux, languedociens, basques, landais, charentais ou bretons, comptent parmi les zones les plus dynamiques, et les arrière-pays de ces côtés maritimes ont aussi gagné en attractivité et en population depuis les années 1990-2000.

Si l'ouest et le sud du pays se démarquent dans cette étude des soldes migratoires, par leur intensité et leur antériorité, de nombreuses autres régions ont retrouvé des tendances favorables au cours des deux-trois dernières décennies. Les croissances y sont plus diffuses et moins amples, mais elles s'inscrivent bien dans des trajectoires qui ont connu des soldes positifs récents. C'est le cas des régions situées en périphérie du Bassin parisien (Centre, Bourgogne, Haute-Normandie, Picardie) ; des tendances positives sont aussi constatées en Franche-Comté et dans le Limousin pour la dernière période intercensitaire. La situation migratoire reste par contre mitigée en Basse-Normandie, dans le Nord-Pas-de-Calais, en Champagne-Ardenne et en Lorraine. Les évolutions communales positives y sont tout de même de plus en plus fréquentes.

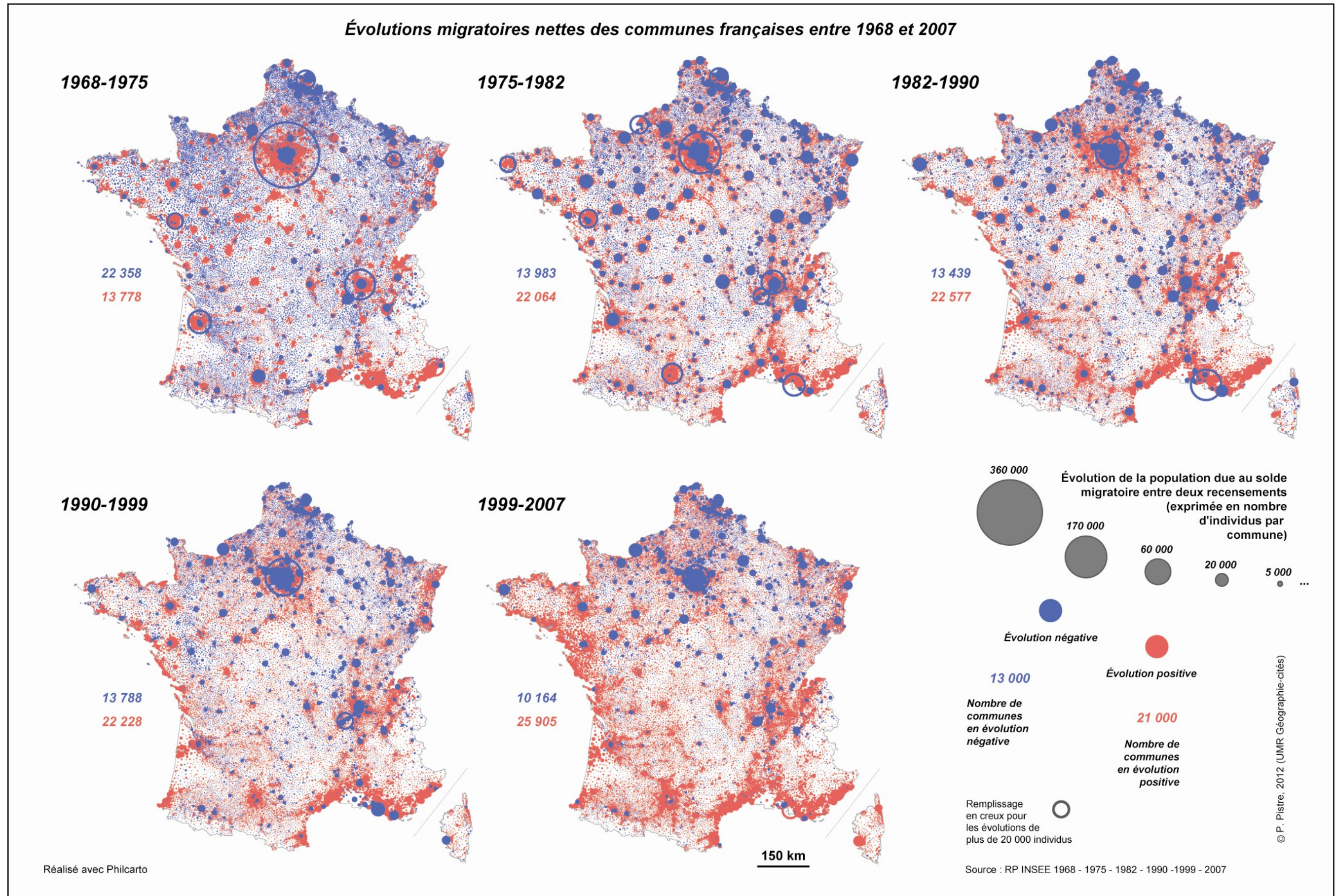
Au-delà des situations régionales observées et de leur évolution, la planche des cartes 10 rend compte de la naissance et du développement du périurbain français. Les attractivités migratoires étaient déjà largement négatives dans les principales villes-centres (Paris, Lyon, Bordeaux, Lille, Nantes, Nancy) à la fin des années 1960, et à l'inverse de leur proche périphérie. La tendance s'est accentuée au cours des décennies 1970 et 1980, pour gagner la quasi-totalité des agglomérations, et notamment dans le nord du territoire. Les décroissances migratoires des cœurs urbains sont toujours aujourd'hui une réalité ; elles le sont tout de même moins dans le sud et l'ouest du pays où l'attractivité générale est aussi urbaine.

Le corollaire de ces dynamiques négatives dans les villes-centres a donc été la croissance de l'attractivité migratoire des communes rurales proches, suivies par d'autres toujours plus lointaines. L'agglomération parisienne a connu un développement important vers sa périphérie ; Lyon, Toulouse, Strasbourg, Bordeaux ou Rennes apparaissent également comme des agglomérations aujourd'hui très étendues. Plus globalement, les extensions périurbaines par le jeu des croissances migratoires se sont perpétuées et accentuées au cours des années 2000.

Indépendamment des spécificités régionales, une dernière grande tendance à retenir de la planche de cartes 10 renvoie à la diffusion et à la généralisation des soldes migratoires positifs aux quatre coins du territoire. Ce constat est encore plus marqué que dans l'analyse générale des évolutions démographiques communales (cartes 6, p. 53). Ils confirment ainsi la place centrale occupée par les apports migratoires dans les croissances rurales contemporaines.

⁴³ La même planche de cartes sur les évolutions dues au solde naturel est consultable en annexe 3a (p. 309).

Cartes 10. Attractivité croissante de l'ouest et du sud du territoire français, des littoraux et des arrière-pays maritimes, des (lointaines) périphéries urbaines et du Bassin parisien élargi

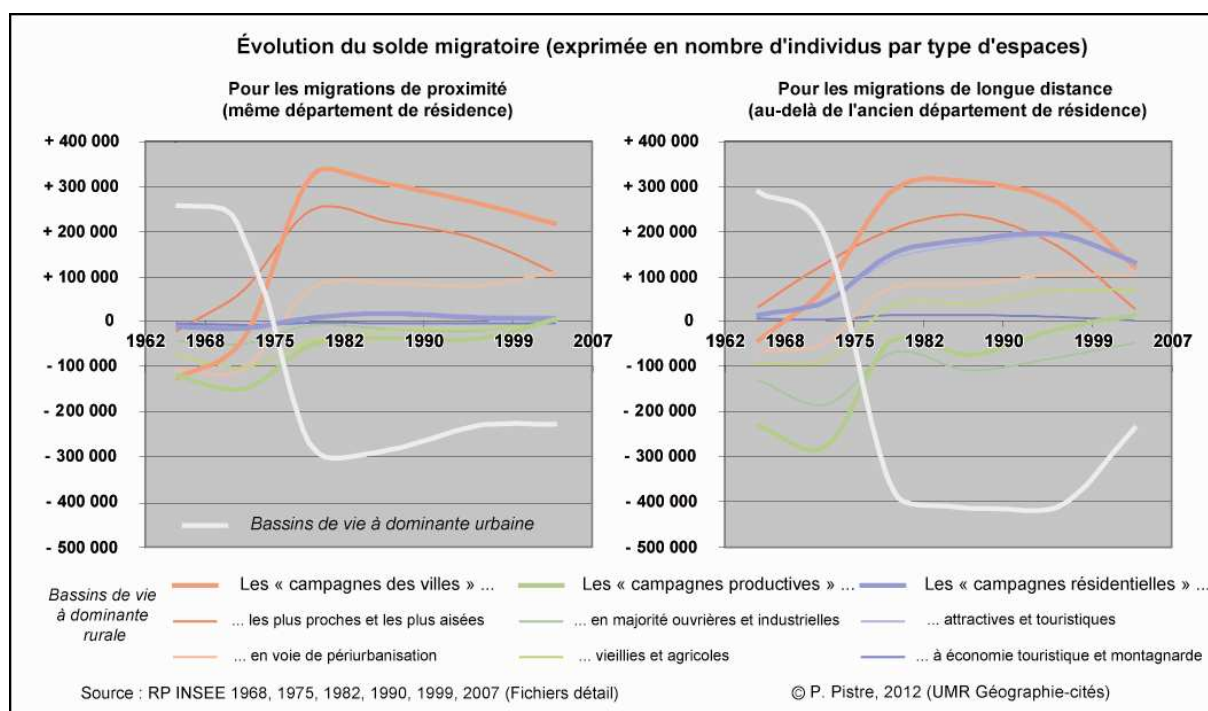


Pour compléter l'étude spatiale fine des attractivités migratoires en France métropolitaine (cartes 10), les figures 13 proposent une analyse agrégée des évolutions du solde migratoire pour les catégories de la typologie nationale des bassins de vie. Cette synthèse statistique confirme tout d'abord un basculement important des soldes migratoires positifs des *bassins de vie à dominante urbaine* vers les *campagnes des villes*, au cours des années 1970-1980. Les croissances périurbaines émergentes furent autant alimentées par des migrations de proximité que de longue distance, et elles se concentrèrent dans les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*.

Au cours des décennies 1980 et 1990, ces dernières connurent une diminution régulière de leur attractivité migratoire — par rapport à un maximum atteint entre 1975 et 1982 — ; cette tendance s'accrut pendant les années 2000, avec la baisse des migrations résidentielles venues d'autres départements. Les *campagnes des villes en voie de périurbanisation* ont en partie profité de l'attractivité plus faible des proches périphéries. De plus, la période 1999-2007 laisse entrevoir des extensions périurbaines qui se déroulent de plus en plus hors du département d'appartenance du pôle urbain central. En définitive, le tassement de l'attractivité migratoire des *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées* est indéniable. Il peut s'expliquer par la baisse des installations, ou des départs plus nombreux, vers des périphéries lointaines ou d'autres horizons spatiaux.

Faut-il notamment y voir la conséquence de la croissance de l'attractivité migratoire des autres types de campagnes françaises ? Du côté des migrations de proximité, c'est clairement les *campagnes des villes* qui conservent des soldes migratoires positifs et élevés ; les *campagnes productives* et *résidentielles* présentent ici des courbes à l'équilibre. Par contre, l'analyse des migrations de longue distance met en évidence des soldes migratoires largement positifs pour les *campagnes résidentielles*. Ils le sont depuis les décennies 1970-1980, ce qui confirme l'attractivité ancienne des campagnes du sud et de l'ouest, portée par des installations aux origines géographiques lointaines. Pour ce qui concerne les *campagnes productives*, en particulier *vieilles et agricoles*, la tendance migratoire favorable est plus récente, moins élevée, mais sur une pente ascendante. Depuis les années 1990-2000, ces campagnes ont été surtout marquées par l'apport de venues lointaines, alors que les migrations de proximité ont été légèrement négatives.

Figures 13. Perte d'attractivité des *campagnes des villes* au profit des autres campagnes françaises ?



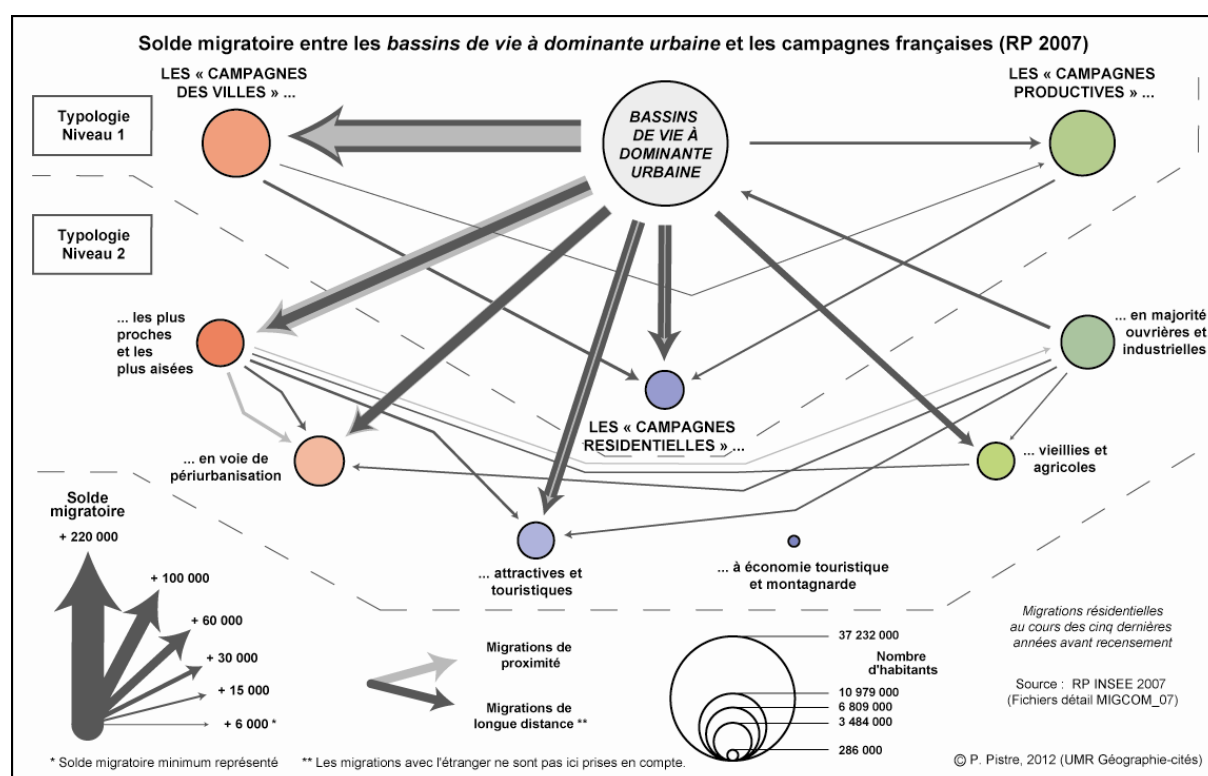
Pour clore cette sous-partie sur les caractéristiques spatiales de l'attractivité migratoire des campagnes françaises, la figure 14 présente les résultats d'une analyse agrégée des soldes migratoires, selon les origines et les destinations de l'ensemble des migrations résidentielles enregistrées au RP 2007. Celle-ci met tout d'abord en évidence l'attractivité rurale généralisée, puisque la quasi-totalité des types de campagnes présentent des échanges positifs avec les *bassins de vie à dominante urbaine* ; seules les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles* se singularisent par un bilan migratoire négatif avec les entités urbaines.

L'analyse souligne ensuite les soldes migratoires positifs et élevés des *campagnes des villes*, dans leurs échanges avec les *bassins de vie à dominante urbaine*. Les migrations de proximité sont dominantes pour les soldes positifs des périphéries les *plus proches et les plus aisées*, alors que les déplacements de longue distance le sont dans les campagnes *en voie de périurbanisation*. Notons également que les échanges migratoires parmi les *campagnes des villes* se sont effectués à l'avantage des périphéries les plus éloignées. Il s'agit là d'un signe supplémentaire de la poursuite intense des extensions périurbaines au cours des années 2000, de plus en plus loin des centres urbains.

Les autres campagnes françaises, *résidentielles* et *productives*, présentent des échanges positifs inférieurs avec les *bassins de vie à dominante urbaine*. Ceux-ci ont été surtout alimentés par des migrations de longue distance. Les *campagnes résidentielles* apparaissent comme les plus attractives. En effet, ces campagnes donnent en voir des soldes migratoires positifs avec l'ensemble des catégories urbaines et rurales. La situation des *campagnes productives* est plus nuancée : celles *en majorité ouvrières et industrielles* présentent des bilans migratoires négatifs avec tous les types et sous-types spatiaux — à l'exception d'échanges de proximité avec les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées* — ; les *campagnes productives vieillies et agricoles* ont de leur côté enregistré des apports migratoires importants, d'origine urbaine et de longue distance.

En définitive, les analyses présentées dans les figures 13 et 14 sont très agrégées mais montrent l'attractivité rurale croissante et la diversité des échanges favorables aux campagnes françaises, d'origines urbaines ou rurales, alimentés par des migrations proches ou lointaines.

Figure 14. Soldes migratoires à l'avantage des campagnes dans les échanges avec l'urbain



c) Géographies des flux résidentiels vers les campagnes françaises

Ainsi, l'attractivité migratoire des campagnes françaises s'est accentuée depuis les années 1970-1980. Elle concerne aussi des entités rurales hétérogènes, par leur localisation et leur passé démographique. Pour préciser l'étude des déplacements résidentiels qui sont (et ont été) au cœur des reprises démographiques rurales, il convient de s'intéresser à la composition des flux qui rejoignent (et ont rejoint) les campagnes françaises. Dans un premier temps, nous proposons d'approfondir leur connaissance géographique, aux échelles nationale et locale.

Peut-on observer des différences significatives dans les distances moyennes parcourues selon les destinations rurales privilégiées (tableau 2, p. 75) ? Les origines urbaines et les destinations rurales des flux résidentiels sont-elles plus nombreuses lorsque l'on distingue les migrations de proximité et les migrations de longue distance (tableau 3, p. 76) ? L'ampleur de certaines origines attendues (Bassin parisien, l'étranger, les métropoles régionales) est-elle confirmée, et plus globalement, les émetteurs de flux résidentiels vers les campagnes françaises se sont-ils perpétués depuis les années 1970 (cartes 11 et 12, pp. 78-79) ?

Le tableau 2 propose une comparaison par période intercensitaire, depuis celle de 1975-1982, des distances moyennes parcourues par les individus venus s'installer dans les différentes campagnes françaises — et dans les *bassins de vie à dominante urbaine*⁴⁴. Deux niveaux de lecture, structurel et temporel, sont ici suivis pour dégager les principales tendances.

En premier lieu, et indépendamment des évolutions constatées depuis les années 1970, des écarts élevés apparaissent dans les distances parcourues vers les différents types de campagnes. De plus, leur hiérarchie est restée stable sur la période d'étude. Les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles* présentent les distances moyennes les plus faibles (autour de 70 km) ; des migrations de proximité majoritaires et une faible attractivité pour les déplacements lointains en sont les principales explications. Les *campagnes des villes les plus proches et les aisées* viennent ensuite, suivies de près par celles *en voie de périurbanisation*. On retrouve pour ces dernières le poids de migrations de longue distance qui les alimentent, quand les premières attirent surtout des individus venus du même département de résidence (figure 14, p. 73).

Les *campagnes productives vieillies et agricoles* se démarquent par des distances moyennes qui dépassent les 100 km. Là encore, l'importance ancienne de migrations d'origines lointaines a déjà été constatée (figures 13, p. 72). Enfin, les *campagnes résidentielles attractives et touristique et à économie touristique et montagnarde* affichent des distances moyennes beaucoup plus élevées. Leur localisation avant tout méridionale et littorale, et leur forte attractivité pour des individus venus du nord du pays — notamment de la région parisienne — expliquent pour partie ces résultats.

De plus, cette hiérarchie n'a guère évolué depuis les années 1970, comme la nature des migrations dominantes pour chaque campagne. Ce sont les paramètres de dispersion ici présentés qui permettent de le postuler. Leur évolution est faible sur la période d'étude, et les coefficients de variation révèlent une tendance générale : plus les distances moyennes sont élevées, plus la dispersion des distributions statistiques l'est aussi. Cette observation sous entend pour les distances les plus fortes qu'elles résultent de migrations plus élevées que la distance moyenne générale, mais aussi de déplacements de proximité importants. Les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* en sont un exemple. Marquées par des venues lointaines, elles l'ont été aussi par des migrations de proximité : s'agit-il par exemple de réajustements migratoires ?

⁴⁴ Une analyse complémentaire pour la période 1999-2007 est consultable en annexe 3b (p. 310). Celle-ci s'intéresse aussi à la distance parcourue par les individus venus s'installer dans les différentes campagnes françaises, mais selon la localisation administrative de leur ancien lieu de résidence (même département, même région, en France métropolitaine, de l'étranger). Les tendances sont globalement similaires à celles observées dans le tableau 2.

Que doit-on ensuite retenir de l'évolution des distances moyennes depuis le RP 1982 ? Si une légère progression est constatée pour les *bassins de vie à dominante urbaine*, le schéma est différent pour les différents types de campagnes françaises. Les distances moyennes ont progressé entre les périodes 1975-1982 et 1982-1990. À l'exception des *campagnes résidentielles*, la tendance s'est poursuivie jusqu'à l'intervalle 1990-1999. Néanmoins, une décroissance généralisée des distances moyennes est intervenue pendant les années 2000. Quelles explications peut-on donner à ce dernier constat ? Faut-il y voir le signe d'une diminution tendancielle des distances des migrations résidentielles, qui toucherait surtout les destinations à *dominante rurale* ? Une baisse significative du nombre des migrations de longue distance serait-elle en cause ?

Pour les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*, voire les *campagnes résidentielles attractives et touristiques*, la supposition paraît fondée (figures 72, p. 90). S'agit-il à l'inverse, d'une montée des migrations de proximité, d'origines urbaines comme rurales, et à destination de nombreuses campagnes françaises ? À ce stade des recherches, ces pistes explicatives restent à l'état de supposition. Elles incitent tout de même à la prudence : les croissances de population rurales durant les années 2000 n'impliquent pas forcément une hausse des migrations lointaines.

Tableau 2. Une baisse récente des distances moyennes parcourues pour migrer vers les campagnes

Distances moyennes des migrations résidentielles vers les bassins de vie à dominante rurale et urbaine*

RP	Résultats	Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante urbaine
		... les plus proches et les plus aisées	... en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieilles et agricoles	... attractives et touristiques	... à économie touristique et montagnarde	
1999-2007	Moyenne (en km)	80,9	92,6	71,6	117,2	179,1	171,8	111,7
	Ecart-type (en km)	154,3	157,4	131,6	174,1	236,8	220,4	183,2
	Coef. de variation	0,52	0,59	0,54	0,67	0,76	0,78	0,61
1990-1999	Moyenne (en km)	89,6	96,7	75,1	122,4	193,9	194,9	108,6
	Ecart-type (en km)	160,5	159,9	132,1	174,5	242,9	226,8	182,1
	Coef. de variation	0,56	0,60	0,57	0,70	0,80	0,86	0,60
1982-1990	Moyenne (en km)	84,5	91,6	70,9	115,8	194,8	206,2	108,1
	Ecart-type (en km)	156,9	156,1	128,7	171,6	247,1	232,2	183,8
	Coef. de variation	0,54	0,59	0,55	0,67	0,79	0,89	0,59
1975-1982	Moyenne (en km)	75,1	88,3	69,1	114,1	187,4	203,7	106,5
	Ecart-type (en km)	144,4	150,9	125,6	169,1	239,1	227,7	182,1
	Coef. de variation	0,52	0,59	0,55	0,67	0,78	0,89	0,58

* Les distances moyennes ont été calculées à partir d'une évaluation à vol d'oiseau de chaque déplacement résidentiel, en fonction des chefs lieux des anciennes et nouvelles communes de résidence. De plus, seules les migrations résidentielles ayant eu lieu en France métropolitaine ont été comptabilisées.

Sources : RP INSEE 1982, 1990, 1999, 2007 (Fichiers détail) ; RGC IGN 2010

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

Le tableau 3, ainsi que les cartes 11 et 12 (pp. 78-78), présentent d'autres types de résultats. L'étude s'intéresse ici aux espaces émetteurs et récepteurs des flux résidentiels vers les campagnes françaises. Des analyses de réseaux bipartites⁴⁵ — où les *bassins de vie à dominante urbaine* sont les seuls lieux d'émission, et les *bassins de vie à dominante rurale* les seuls lieux de réception — ont été réalisées. L'objectif était d'évaluer l'évolution à l'échelle nationale (en volume, en degré⁴⁶) de ces réseaux migratoires, et ce depuis les années 1970-1980. Par ailleurs, les liens entre sommets du réseau correspondent à des flux résidentiels supérieurs à 100 individus pondérés : un seuil qui s'explique à la fois pour respecter une certaine significativité statistique et pour privilégier une étude nationale des principales dynamiques à l'œuvre.

⁴⁵ En analyse de réseaux, les réseaux bipartites correspondent à ceux « où les liens relient les sommets d'un premier ensemble (ici les entités urbaines) et les sommets d'un second ensemble (ici les entités rurales) » (Beauguitte *et al.*, 2011).

⁴⁶ Le degré dans un réseau correspond au nombre de liens qui sont reliés à un sommet (Beauguitte *et al.*, 2011).

Le tableau 3 met en évidence des tendances des plus intéressantes : certaines sont nettes, d'autres sont mitigées et à prendre avec plus de précautions⁴⁷. L'analyse des émetteurs urbains souligne tout d'abord des volumes moyens supérieurs pour les migrations de proximité, par rapport aux migrations lointaines. Les *bassins de vie à dominante urbaine* ont été de fait plus nombreux à engendrer des flux de 100 individus et plus vers les *bassins de vie à dominante rurale* de leur proche périphérie, qu'à destination d'entités rurales situées au-delà de leur département d'appartenance. Les degrés des flux sortants présentent par contre une tendance inverse : ils sont plus élevés pour les migrations lointaines. Une opposition assez logique se dessine ainsi entre des migrations de proximité aux origines urbaines nombreuses, mais concentrées dans quelques flux — plus intenses en volume — pour chacun des émetteurs, et des migrations de longue distance qui proviennent de moins d'entités urbaines, mais qui diffusent chacune un plus grand nombre de flux résidentiels supérieurs à 100 individus.

Du côté des récepteurs ruraux, la situation est un peu plus nuancée. Les résultats sont dans l'ensemble supérieurs pour les migrations d'origines lointaines, en volume et en degré des flux entrants. Ce constat conforte l'idée d'une généralisation de l'attractivité rurale. En effet, les *bassins de vie à dominante rurale* ont été nombreux à recevoir des flux résidentiels de plus de 100 individus, de migrations lointaines et dans une moindre mesure de migrations de proximité. De plus, même si les récepteurs ruraux ont été globalement alimentés par un nombre moyen restreint d'émetteurs urbains (1 à 2), la diversité des apports migratoires a été légèrement supérieure pour ceux ayant bénéficié de venues lointaines.

Que doit-on enfin retenir de la densité moyenne des réseaux migratoire analysés ? Tout d'abord, les résultats sont plus élevés pour les migrations de longue distance, et ils renvoient à un nombre supérieur et plus diffus de flux résidentiels. Du côté des évolutions depuis le RP 1982, les tendances sont plus mitigées : les résultats nets présentent plutôt une baisse de la densité moyenne, alors que les pondérations — surtout pour les migrations de longue distance — font apparaître une croissance. Il est ici difficile de trancher face à des résultats assez ambivalents.

Tableau 3. Les réseaux migratoires entre l'urbain et le rural plus denses pour les migrations lointaines

**Flux résidentiels de plus de 100 individus
des bassins de vie à dominante urbaine vers les bassins de vie à dominante rurale**

RP	Résultats	Migrations de proximité					Migrations de longue distance				
		Émetteurs urbains (Nombre de bv)	Récepteurs ruraux (Nombre de bv)	Degré des flux sortants (Nombre moyen par bv urbains)	Degré des flux entrants (Nombre moyen par bv ruraux)	Degré moyen du réseau migratoire **	Émetteurs urbains (Nombre de bv)	Récepteurs ruraux (Nombre de bv)	Degré des flux sortants (Nombre moyen par bv urbains)	Degré des flux entrants (Nombre moyen par bv ruraux)	Degré moyen du réseau migratoire **
2007	Nets	171	1190	9,24	1,32	2,28	120	1045	14,0	1,61	2,87
	<i>Pondérés*</i>	34,2	238,0	1,84	0,27	0,46	24,0	209,0	2,80	0,32	0,57
1999	Nets	185	1298	10,14	1,45	2,51	185	1467	22,8	2,88	5,10
	<i>Pondérés*</i>	20,5	144,2	1,13	0,16	0,27	20,5	163,0	2,53	0,32	0,56
1990	Nets	173	1238	9,82	1,37	2,40	129	1318	18,4	1,80	3,19
	<i>Pondérés*</i>	21,6	154,8	1,23	0,17	0,30	16,1	164,8	2,30	0,22	0,40
1982	Nets	183	1223	8,94	1,34	2,30	130	1229	16,7	1,76	3,18
	<i>Pondérés*</i>	26,1	174,7	1,28	0,19	0,33	18,6	175,6	2,38	0,25	0,45

* Le système de pondération repose sur la durée des périodes intercensitaires, qui correspondent surtout aux intervalles de décompte des flux résidentiels (ex pour le RP 1982 = les migrations ayant eu lieu depuis 1975, soit un intervalle de sept ans). La mise en place d'une nouvelle méthode de recensement annualisée à partir de 2004 et d'une nouvelle manière de comptabiliser les migrations résidentielles (= celles ayant eu lieu au cours des cinq dernières années avant recensement) expliquent ici l'utilisation d'une pondération de 5 ans pour les résultats du dernier RP.
** Le degré moyen du réseau correspond à la moyenne du nombre de liens de chaque noeud du réseau. Cet indicateur permet d'évaluer la densité générale du réseau.

Source : RP INSEE 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2007 (Fichiers détail)

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

⁴⁷ Plusieurs raisons rendent notamment difficile la comparaison entre périodes intercensitaires. Leur irrégularité temporelle est une première, et la mise en place en 2004 d'une nouvelle manière de comptabiliser les migrations, une deuxième. De plus, le taux de sondage (1/20^e) des données extraites des fichiers détail du RP 1999, largement supérieur à celui des autres RP, a amené à inclure dans l'analyse un plus grand nombre de flux de 100 individus et plus.

Les planches des cartes 11 et 12 complètent l'analyse des réseaux migratoires bipartites — toujours composés d'émetteurs urbains et de récepteurs ruraux —, à travers la représentation cartographique, directe et indirecte, des flux résidentiels de plus de 100 individus. L'objectif est de représenter les principaux échanges migratoires à destination des *bassins de vie à dominante rurale*, ayant eu lieu au cours des années 2000. Il s'agit surtout d'identifier les principaux pôles urbains émetteurs et d'analyser leur évolution.

Le premier document porte sur les flux résidentiels les plus récents (cartes 11). Il présente tout d'abord les répartitions nationales des migrations de proximité et de longue distance. Au-delà d'une différence visuelle extrême, conditionnée par les principes mêmes de définition des migrations, ce sont les intensités des flux (en volume et en proportion des bassins de vie d'accueil) qui sont les plus différenciatrices.

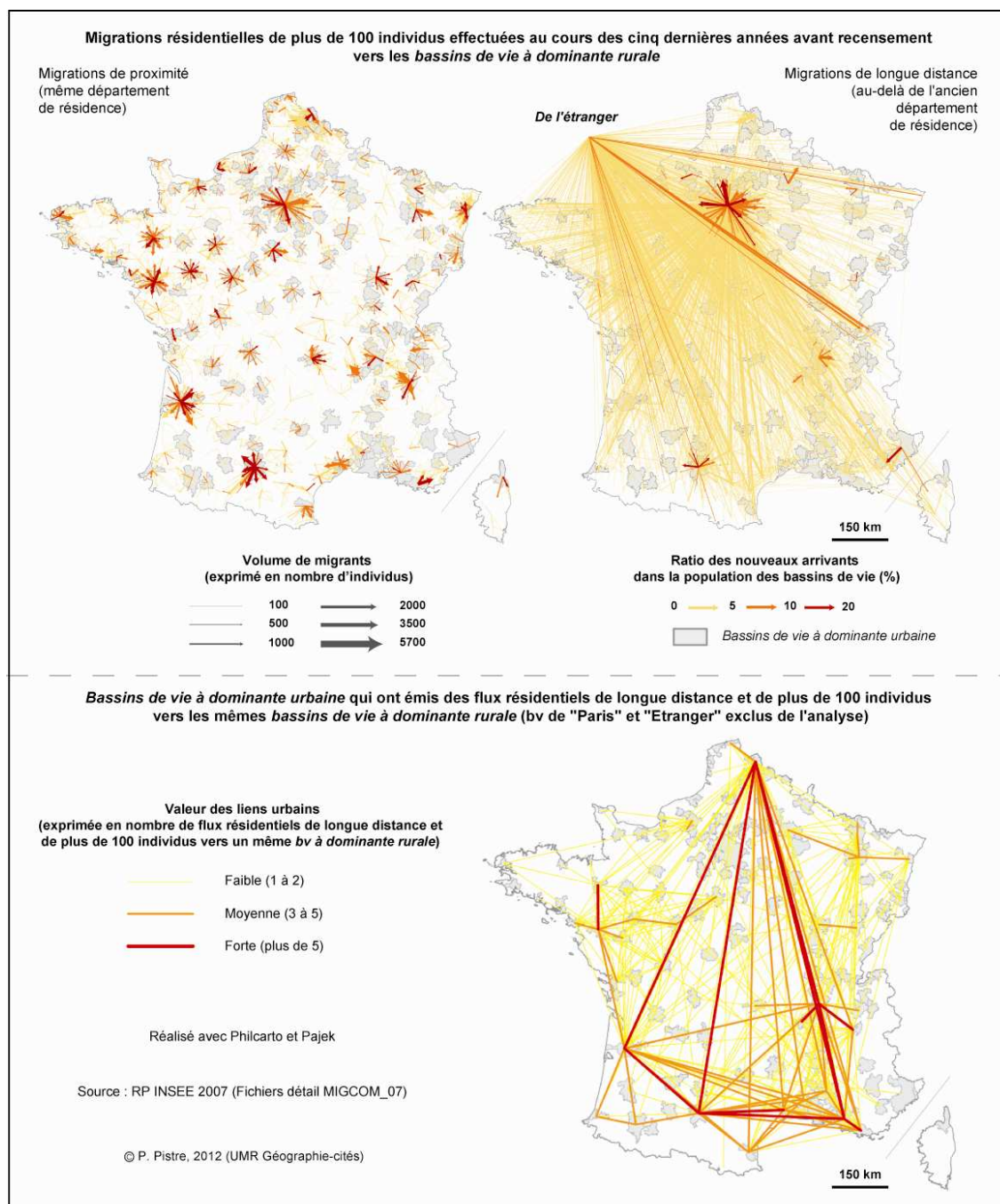
D'un côté, les migrations proches dessinent une géographie des extensions périurbaines, autour de la quasi-totalité des *bassins de vie à dominante urbaine* et de quelques *bassins de vie à dominante rurale*. Les agglomérations de l'Ouest (Nantes, Rennes, Le Mans, Angers, Tours) et du Sud-Ouest (Bordeaux, Toulouse) donnent notamment à voir des émissions régulières et intenses vers les quatre coins de leurs périphéries. C'est également le cas du bassin de vie parisien, et des métropoles lilloise et strasbourgeoise, exception faite de leur côté frontalier (non étudié). Autre cas de figure, les migrations de proximité ont été fortes mais plus irrégulières. Ce fut par exemple le cas autour de Grenoble, de Dijon, de Clermont-Ferrand, de Nancy ou de Toulon. En définitive, les pôles urbains concernés par des extensions proches et intenses ont été nombreux, et surtout pour les agglomérations comprises dans les régions les plus attractives.

En ce qui concerne les migrations de longue distance, plusieurs pôles urbains se démarquent par des flux intenses émis vers leur lointaine périphérie. Paris est bien sûr concerné, Lyon et Toulouse également. Mais l'étude des longues migrations met avant tout en évidence de moindres intensités des flux résidentiels, associées à une large diffusion et à deux émetteurs préférentiels : le bassin de vie de Paris et l'étranger⁴⁸. Le premier a été à l'origine d'un tiers (32,3 %) des flux de 100 individus et plus à destination des *bassins de vie à dominante rurale*. L'ouest et le sud du pays, notamment les littoraux, ont été les plus concernés, comme un large Bassin parisien. L'étranger a été pôle émetteur de 22,4 % des principaux flux résidentiels vers les *bassins de vie à dominante rurale*, et en surtout à destination des zones frontalières de l'est (suisses et allemandes), des campagnes intérieures de l'Ouest et l'arrière-pays de la Côte d'Azur.

Enfin, si Paris et l'étranger ont engendré une majorité des flux de 100 individus et plus vers les entités rurales, les dynamiques régionales ont aussi eu un rôle important : la dernière carte de la planche 11 tend à le montrer. Par une représentation indirecte des migrations de longue distance à destination des *bassins de vie à dominante rurale* — les liens entre entités urbaines représentant ici leur propension à émettre des flux résidentiels vers de mêmes entités rurales —, cette carte permet en effet de visualiser plusieurs connexions urbaines, et le plus souvent par proximité spatiale. C'est le cas dans l'ouest et le nord-est du pays où deux petits réseaux se distinguent ; c'est surtout le cas dans le sud de la France, de Bordeaux à Marseille, en passant par Toulouse, Perpignan, Avignon, Lyon et même Lille. Il se dessine ainsi des complémentarités entre les métropoles régionales du sud et quelques apports du nord, qui expliquent en partie l'attractivité élevée de la France méridionale. Plus globalement, cette dernière carte souligne le rôle important des migrations régionales dans les évolutions démographiques des campagnes françaises.

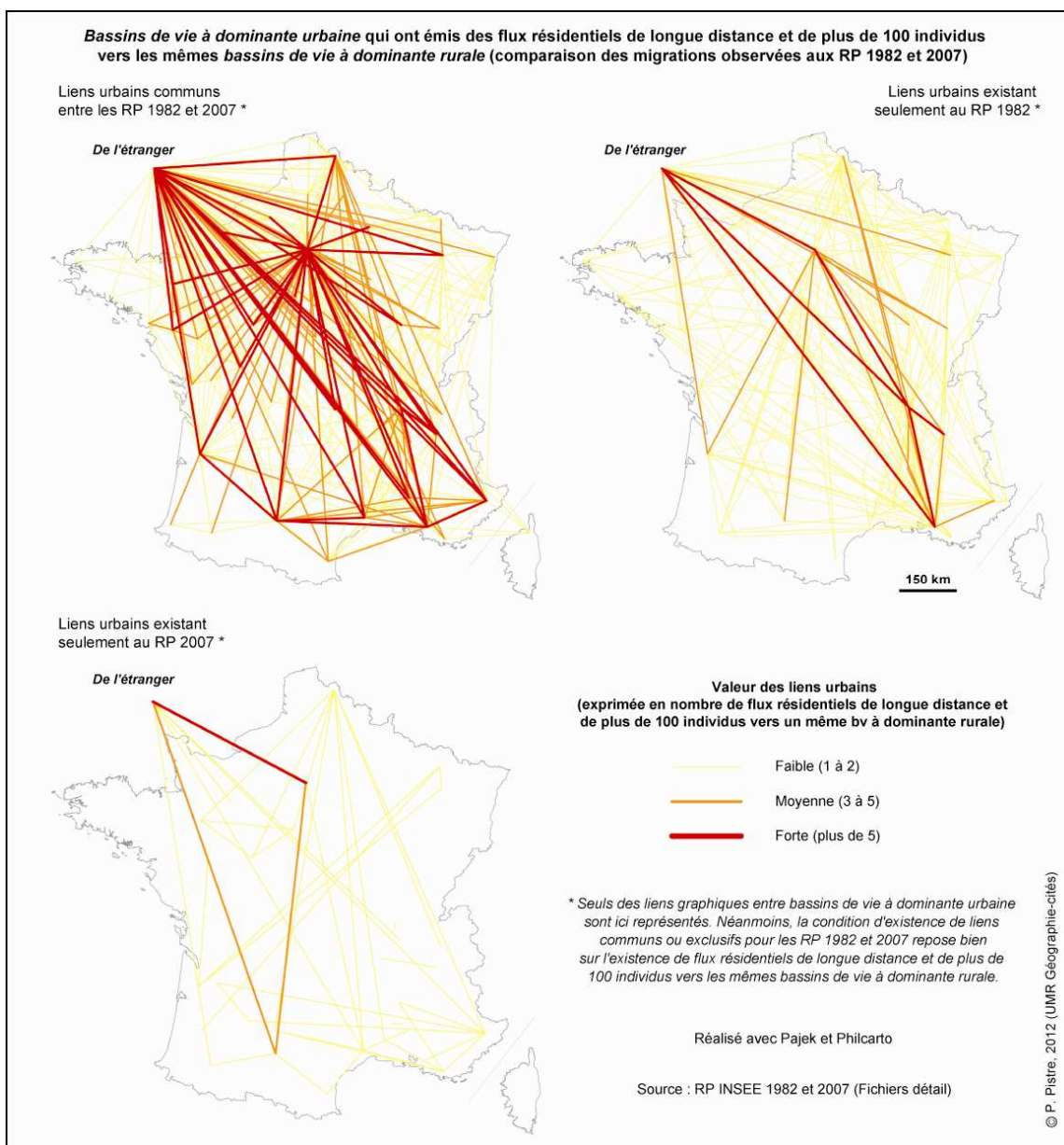
⁴⁸ Les migrations ayant pour origine l'étranger renvoient à des composantes très hétérogènes : des entités urbaines comme rurales, de multiples contextes nationaux, des dynamiques frontalières... Cette catégorie possède une pertinence analytique indéniable, mais aussi de nombreuses limites qu'il s'agit de garder à l'esprit.

Cartes 11. Migrations vers les campagnes françaises : entre logiques nationales et régionales



La planche des cartes 12 reprend le même principe analytique que la dernière des cartes 11. Toutefois, l'objectif est ici de confronter les flux résidentiels de longue distance et de plus de 100 individus, enregistrés pendant deux périodes intercensitaires : 1975-1982 et 1999-2007. L'analyse met en évidence une tendance principale : les émetteurs urbains sont globalement restés les mêmes entre ces deux intervalles. Paris et l'étranger occupent logiquement le cœur du réseau commun ; seules des métropoles du Sud paraissent aussi avoir conservé des propensions à émettre des flux importants vers les mêmes *bassins de vie à dominante rurale*. Les relations urbaines disparues sont à chercher du côté du nord-est, entre le nord-est et le sud-est, entre la façade ouest et le sud-est du pays. Enfin, les connexions récentes inédites sont moindres et la nouvelle manière de compter les migrations dans le recensement n'y est certainement pas étrangère. De nouvelles connexions urbaines apparaissent tout de même, entre nord et centre-ouest, nord-est et sud-ouest, sud-ouest et sud-est, mais elles concernent de faibles échanges communs.

Cartes 12. Régularité des pôles urbains émetteurs des flux résidentiels vers les campagnes françaises



Par des approches à la fois agrégées et évolutives de l'attractivité des campagnes françaises, cette deuxième partie de chapitre a montré la place centrale occupée par les dynamiques migratoires dans les évolutions démographiques rurales. Elle a ensuite souligné l'attrait premier des *campagnes des villes*, d'abord les *plus proches et les plus aisées* puis celles *en voie de périurbanisation*. Les tendances sont également apparues favorables et anciennes dans les *campagnes résidentielles* du sud et de l'ouest du pays, et plus récemment dans les *campagnes productives vieilles et agricoles*, notamment alimentées par des migrations de longue distance. Une lecture géographique plurielle des flux résidentiels vers les *bassins de vie à dominante rurale* a enfin été proposée. Elle a mis en évidence des profils marqués et stables des distances parcourues selon les destinations rurales. L'étude des émetteurs urbains a fait ressortir les plus attendus et leur rôle régulier depuis les années 1970-1980. L'aboutissement est en revanche moins clair dans la démonstration de deux tendances pouvant en partie expliquer les croissances migratoires généralisées des années 2000 : un développement des migrations de proximité vers les campagnes françaises, hors des principales extensions périurbaines, et une plus grande diffusion des migrations lointaines, au-delà des canaux historiques intenses, en termes de récepteurs ruraux comme d'émetteurs urbains.

Encadré 15. Origines des arrivées locales, anciennes ou récentes (terrains 1, 2 et 3)

Les histoires locales sont souvent marquées par des immigrations dont les résonances actuelles restent fortes, dans les consciences collectives, les identités familiales ou les discours recueillis. La Haute-Provence (terrain 1) connut par exemple, au 19^e et début du 20^e siècle, des installations importantes de piémontais italiens (Rainero, 2000 ; Buffile, 2006) ; des jumelages communaux fréquents sont aujourd'hui le moyen de perpétuer les liens entre ces deux régions. Après 1962, beaucoup de communes provençales (Manosque notamment) ont enregistré les arrivées de rapatriés d'Algérie, qui ont de fait compté dans les croissances de la zone au cours des années 1970. Le village d'Ongles (terrain 1 (n°2)) a par exemple accueilli en septembre 1962, 25 familles de réfugiés harkis pour une population de 237 habitants ; celui-ci abrite depuis 2008 une maison de mémoire dévolue à l'histoire de ces trajectoires individuelles et collectives.

Le Haut-Languedoc (terrain 3) connut aussi des installations de familles harkis, entre montagne et vallée. Bien avant, après la révocation de l'Edit de Nantes (1685), la région était devenue une terre de refuge pour de nombreux protestants. Situé non loin de la communauté de communes de la Montagne du Haut-Languedoc, un musée du protestantisme en retrace aujourd'hui l'histoire. Enfin, au cours des années 1950-1960, les campagnes du sud-ouest de la Haute-Vienne (terrain 2) ont enregistré les installations d'agriculteurs extérieurs, mayennais, sarthois ou vendéens. Tels des prémices au développement des installations étrangères, surtout anglaises qui sont prégnantes depuis les années 1990-2000, des exploitants agricoles hollandais avaient aussi rejoint la région.

- Du local à l'international, trois principales échelles migratoires :

Des immigrations variées ont ainsi marqué l'histoire des trois terrains d'étude. Intéressons nous maintenant aux arrivées les plus récentes : quels ont été les principaux pôles émetteurs de flux vers ces trois contextes ruraux ? Des évolutions notables sont-elles apparues depuis les années 1970 ? Les cartes 13 fournissent des éléments de réponse, à travers une visualisation en cartes et en rangs des échanges migratoires supérieures à 20 ou 40 individus, à partir du RP 1968.

La taille des communes de destination – critère utilisé pour décomposer les flux – n'apparaît déjà guère discriminante : les origines préférentielles des migrations par terrain d'étude restent globalement identiques, quels que soient les profils démographiques communaux ; l'éventail des émetteurs urbains est tout de même plus large pour les communes les plus peuplées.

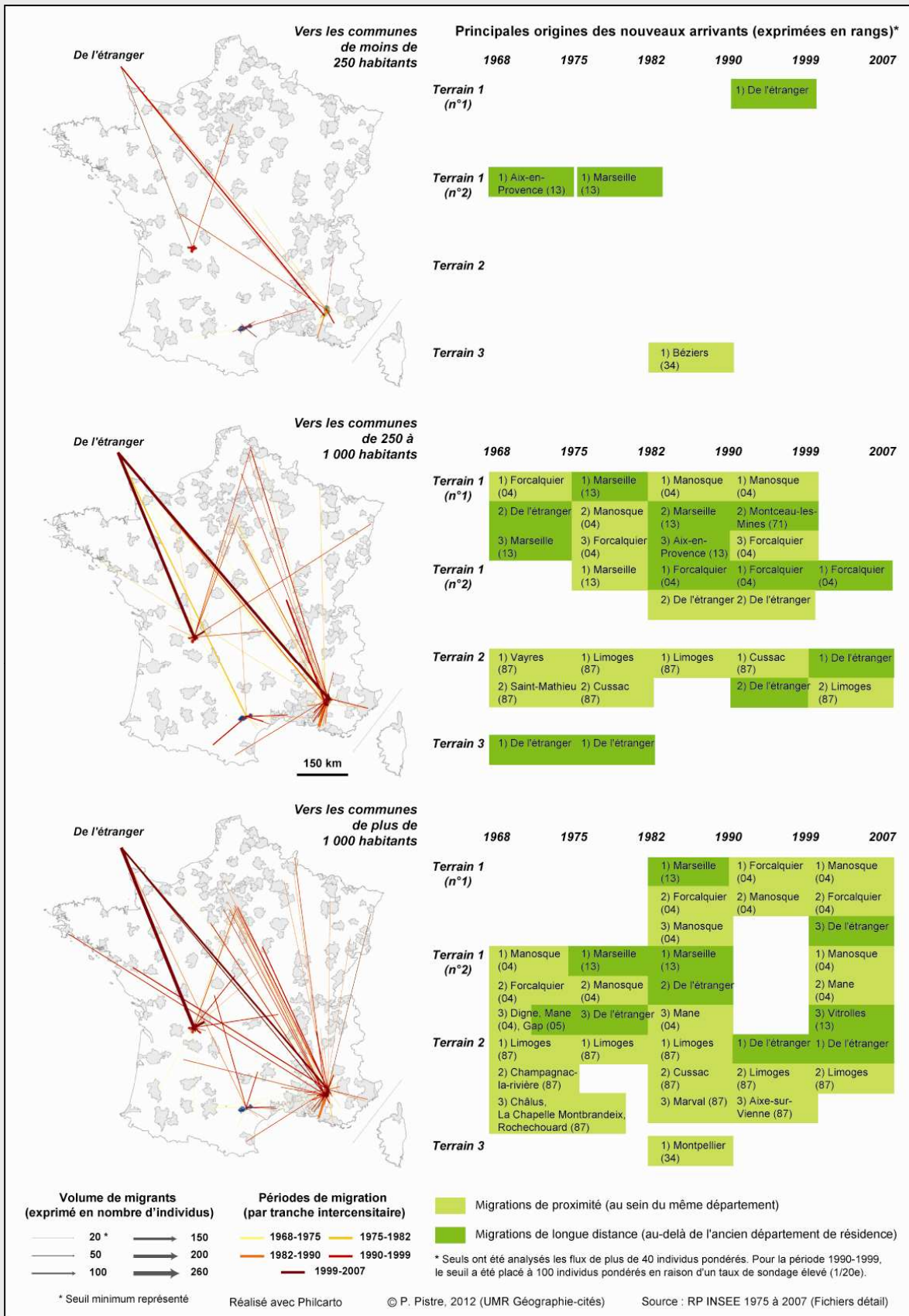
Ensuite, l'analyse révèle trois grandes échelles migratoires. La première renvoie à des migrations internes ou très proches. Celles-ci ont notamment perdu de l'importance numérique et hiérarchique dans le terrain 2, mais elles se maintiennent à des niveaux élevés dans le terrain 1, avec des migrations fréquentes venues de Forcalquier et de Manosque.

La deuxième échelle migratoire correspond à des flux ayant pour origine des pôles régionaux, et qui reproduisent des échanges historiques. Même si elles tendent à s'estomper, les installations de marseillais en Haute-Provence ont par exemple fortement contribué au dynamisme de la zone depuis les années 1960-1970. Du côté de la Haute-Vienne, c'est Limoges qui a émis nombre des migrations résidentielles vers le terrain 2, confirmant une influence ancienne et même lointaine de cette capitale régionale. Enfin, les régions de Béziers, de Montpellier, ont été le point de départ de la plupart des flux vers le sommet du Haut-Languedoc (terrain 3). Ces échanges ont reproduit en un sens des habitudes du début du 20^e siècle, marquées par la mise au vert des gens de la vallée, et par des migrations périodiques (vendanges, marchés) de paysans de la montagne.

La dernière grande échelle migratoire renvoie à des déplacements nationaux et internationaux. Ils sont finalement assez variés et nombreux. Ils constituent parfois les moteurs principaux des croissances locales, où de simples compléments à des apports locaux et régionaux dominants. Les principaux pôles émetteurs sont sans surprise la région parisienne – notamment pour le terrain 1 au cours des années 1980-1990 –, l'étranger – en particulier pour les terrains 1 et 2 durant la décennie 2000 –, et dans une moindre mesure, le nord du territoire national.

Ces constatations dressent le portrait des origines migratoires vers les terrains d'étude. Le premier se démarque par des apports nombreux, locaux, régionaux et internationaux. Les dynamiques du second terrain reposent sur des venues extérieures, de Limoges, de la région parisienne et de l'étranger. Les principaux flux vers le terrain 3 ont pour origine Béziers, Montpellier et l'étranger. Il faut bien sûr ajouter à ces origines des apports plus diffus, difficile à saisir avec le recensement.

Cartes 13. Origines des migrants, périodes de migration et tailles des communes des terrains d'étude



3) Profils des populations migrant vers les campagnes françaises

Pour approfondir l'analyse des migrations résidentielles vers les campagnes françaises, une première étape a consisté en l'étude des soldes migratoires et des caractéristiques spatiales des principaux flux résidentiels. L'enjeu de cette dernière partie est de décomposer les profils sociodémographiques des individus venus s'installer dans un *bassin de vie à dominante rurale* depuis les années 1970. Trois indicateurs du recensement INSEE de la population ont été sélectionnés : l'âge, pour analyser le poids respectif des catégories d'âge et distinguer de premiers effets de cycle de vie ; le mode de cohabitation, pour identifier les compositions des ménages les plus fréquentes ; la profession et catégorie socioprofessionnelle⁴⁹, pour étudier les propensions des groupes sociaux à migrer et à participer aux reprises démographiques rurales.

En prenant en compte ces différents indicateurs, l'objectif général est d'évaluer la diversité des populations qui ont participé aux migrations vers les campagnes françaises. Pour la période 1990-1999, Yannick Sencébé *et al.* (2007) ont souligné l'hétérogénéité des dynamiques migratoires de l'urbain vers le rural, en distinguant tout de même trois principaux effets explicatifs : de cycle de vie, de préservation et de génération. Dans quelle mesure les tendances observées dans les années 2000 s'inscrivent-elles en rupture ou en continuité avec ces résultats ?

a) Tranches d'âge et migrations résidentielles rurales

L'âge des individus est la première variable utilisée pour décomposer les profils des migrants vers les campagnes françaises. À ce stade de la thèse, ce sont les comportements résidentiels de grandes catégories d'âge qui sont examinés⁵⁰. Depuis les années 1960, quel a été le poids des moins et plus de 50 ans dans les évolutions migratoires des campagnes françaises (figures 15) ? Quelles préférences spatiales selon les tranches d'âge, une étude des migrations récentes entre les catégories de la typologie des bassins de vie met-elle en évidence (figures 17) ? Sur la base des flux observés dans les années 2000, quels ont été ici les principaux émetteurs urbains et récepteurs ruraux des migrations résidentielles vers les campagnes françaises (cartes 14) ? Par des analyses avant tout exploratoires et géographiques, l'ambition est d'apporter des compléments à des études ayant démontré, d'une part, la sélectivité des pratiques migratoires selon les âges (Dasre *et al.*, 2009), et d'autre part, l'importance de la position dans le cycle de vie pour expliquer les migrations urbain-rural (Détang-Dessandre *et al.*, 2002, 2008).

Les figures 15 présentent les évolutions depuis les années 1960 des soldes migratoires de deux tranches d'âge, enregistrées pour les types d'espaces de la typologie des bassins de vie. À la suite des figures 13 (p. 72) qui reposaient sur l'ensemble de la population, les tendances des moins de 50 ans apparaissent ici similaires aux résultats globaux observés. Premier constat : les plus fortes croissances migratoires en volume ont été le fait d'individus actifs ou en âge de l'être, pour les campagnes françaises. On retrouve un net basculement à partir des années 1960, des *bassins de vie à dominante urbaine* vers les *campagnes des villes*, alimenté par des migrations de proximité et de longue distance. Un tassement de l'attractivité des *campagnes des villes les plus proches et plus aisées* est aussi constaté, lequel est compensé en partie par le dynamisme de celles *en voie de périurbanisation*. Les migrations lointaines révèlent des soldes positifs anciens pour les *campagnes résidentielles*, et à l'équilibre pour les *campagnes productives vieilles et agricoles* depuis les années 1990. Le déficit se réduit enfin pour celles *en majorité ouvrières et industrielles*.

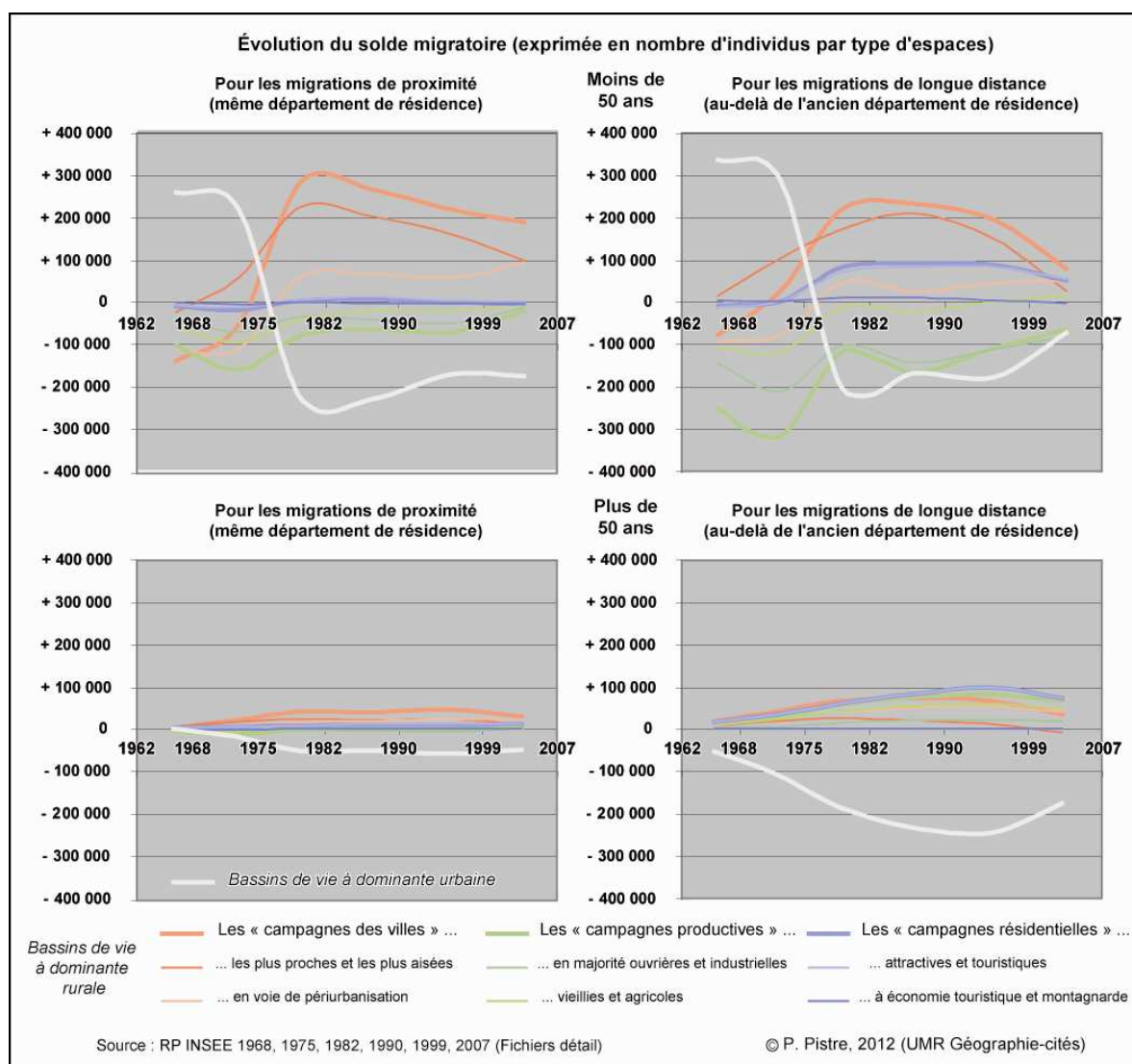
⁴⁹ Les analyses présentées dans ce chapitre autour des PCS utilisent le niveau d'étude le plus agrégé en huit postes. Cette variable est de nouveau utilisée dans le chapitre 6 et dans la partie 3, pour décomposer les actifs et les retraités.

⁵⁰ Des traitements affinés autour de l'âge des migrants seront présentés dans le chapitre 3 (p. 106).

Les dynamiques des moins de 50 ans ont été les plus influentes sur les évolutions migratoires rurales : celles des individus de plus de 50 ans ont-elles été pour autant résiduelles ?⁵¹ Certainement pas. Les soldes positifs ont été moindres en volume, mais plus généralisés parmi les différents types de campagnes françaises. En outre, les évolutions migratoires des *bassins de vie à dominante urbaine* ont été ici de plus en plus déficitaires depuis le RP 1968.

Du côté des migrations de proximité, on trouve les traces de la participation des plus de 50 ans aux extensions périurbaines : d'abord vers les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*, puis vers celles *en voie de périurbanisation*. Pour les migrations de longue distance, une autre hiérarchie se dessine. Les *campagnes résidentielles*, suivies par les *campagnes productives vieilles et agricoles*, présentent les soldes migratoires les plus élevés, et elles s'affirment dès à présent comme les destinations rurales privilégiées des migrations de retraite.

Figures 15. Soldes migratoires ruraux positifs pour les plus de 50 ans depuis les années 1960



⁵¹ *Précision méthodologique n°1* : Les figures 15, comme auparavant les figures 13 (p. 72), et par la suite les figures 18 (p. 90) et 21 (p. 97), reposent sur une comparaison en volumes bruts des évolutions des soldes migratoires entre les périodes intercensitaires. Aucune pondération statistique n'a été utilisée pour pallier à des intervalles temporels inégaux. Par contre, les échelles graphiques en abscisse respectent bien la proportionnalité en années de chaque période.

Précision méthodologique n°2 : Les données migratoires extraites du RP 2007 se démarquent des données antérieures par une nouvelle méthode de comptabilisation (= au cours des cinq années avant recensement). La comparaison a tout de même été jugée possible pour une étude des soldes migratoires. Néanmoins, des tendances récentes à la hausse ou à la baisse peuvent s'expliquer en partie par une période plus faible de recensement des migrations résidentielles.

Encadré 16. Profils des nouveaux arrivants selon les tranches d'âge (terrains 1, 2 et 3)

L'encadré 15 (p. 80) a initié une analyse locale des flux résidentiels vers les trois terrains d'étude. Il a permis de dégager des récurrences temporelles et géographiques dans les origines des migrations à destination de ces contextes ruraux. Des régularités sont-elles aussi observables parmi les profils sociodémographiques des nouveaux installés depuis les années 1960 ? En premier lieu, les différents terrains ont-ils attiré préférentiellement certaines tranches d'âge (figures 16) ? Les migrations proches ou lointaines ont-elles été effectuées avant tout par telle ou telle catégorie ?

- Au cœur de la Haute-Provence (terrain 1) :

Les deux communautés de communes qui composent le terrain 1 présentent ici des tendances comparables. Les installations ont été en hausse depuis les années 1960, et les croissances se sont poursuivies dans les années 2000 : les migrations de proximité ont en particulier connu des progressions relatives importantes (en nombre moyen de migrants par an) sur la dernière période (exemple pour le terrain 1 (n°2) : de 102,2 à 186,8). Quelles ont été les compositions en âge de ces apports migratoires ? Les dynamiques ont été assez régulières depuis les années 1960. Deux profils sont à distinguer entre les migrations de proximité et de longue distance. Les 20-35 ans et les 35-50 ans ont été les plus nombreux dans les installations proches, alors que l'équilibre entre catégories d'âge a été mieux respecté pour les migrations lointaines, donc à l'avantage des plus âgés (50-65 ans et 65-80 ans).

Ces observations renvoient, d'une part, à l'influence croissante du pôle proche de Manosque et surtout pour le terrain 1 (n°1). Celle-ci s'est concrétisée par les installations de jeunes actifs et d'actifs avancés (35-50 ans). Une forme diffuse de rurbanisation tend à se développer, mais sans commune mesure avec les extensions périurbaines constatées en vallée de la Durance, depuis les années 1980. De plus, la Haute-Provence a été une région ancienne d'accueil de migrations de retraite et de longue distance. Les déplacements lointains font aussi ressortir des arrivées accrues d'individus de 20-35 ans : certaines doivent renvoyer au développement local de projets agricoles raisonnés et/ou biologiques, portés par des jeunes originaires de la région ou venus de l'extérieur.

- Au nord du Périgord-Limousin (terrain 2) :

Les tendances ont été régulières sur la période d'étude au sud-ouest de la Haute-Vienne. Les migrations ont été légèrement à la hausse depuis les années 1970-1980, et elles ont surtout connu, pour les plus lointaines, une croissance importante pendant la décennie 2000 (de 95,5 migrants par an à 172,8). Ces apports récents ont permis à plusieurs communes de compenser leur déficit naturel et de retrouver des évolutions générales positives (figure 12, p. 69).

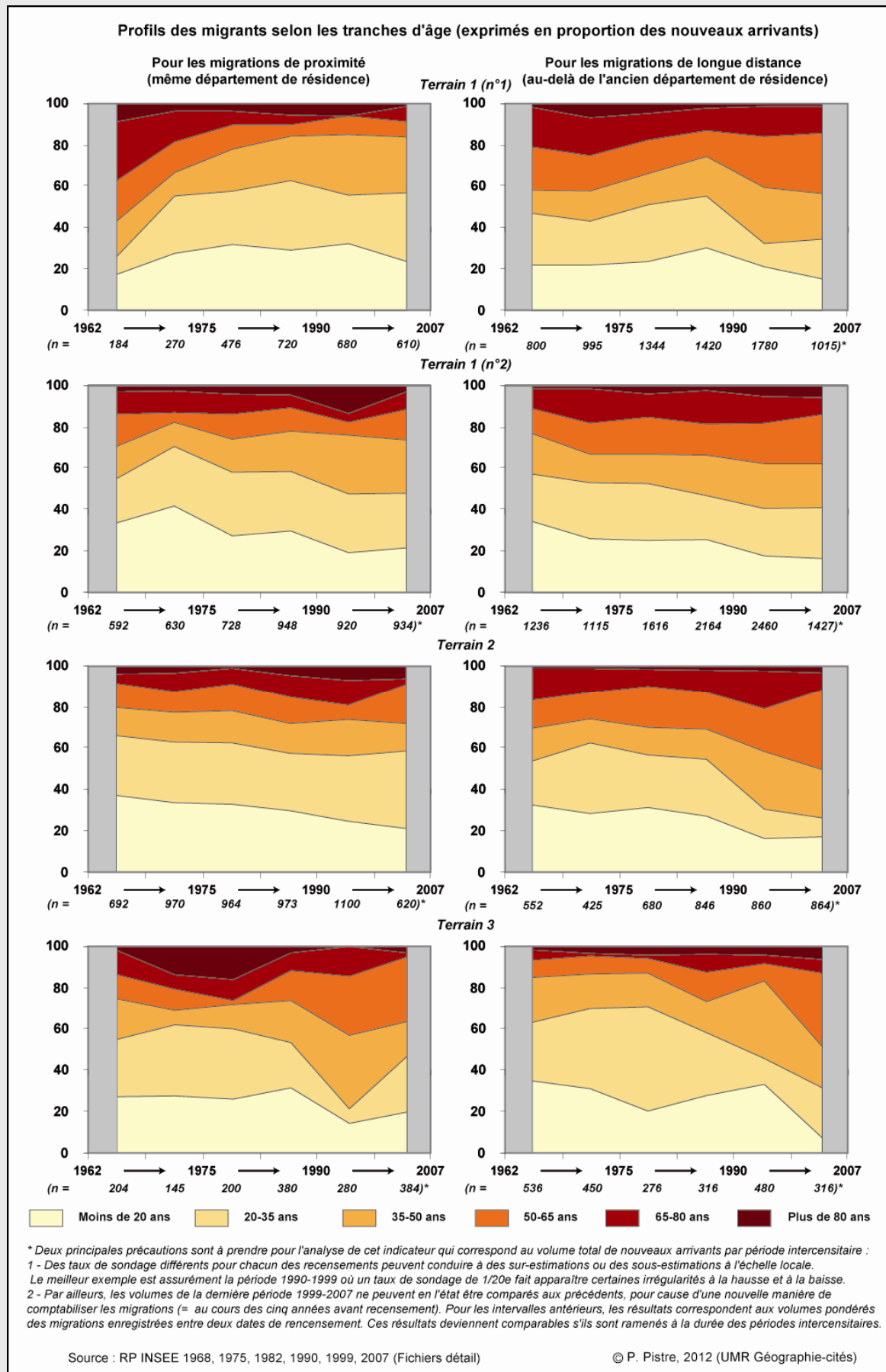
En ce qui concerne la composition en tranches d'âge des migrations de proximité vers le terrain 2, les 20-35 ans ont été les plus représentés et ont gagné en importance depuis les années 1990. Il faut y voir le poids des primo-accédants – originaires de la zone et/ou travaillant quotidiennement à Limoges –, associé au développement de plusieurs lotissements bon marché à l'entrée des bourgs. Pour ce qui concerne les migrations lointaines, la tendance est un peu différente, et en particulier pour les années 2000. Les jeunes retraités (50-65 ans) sont devenus les plus nombreux (23,8%) à rejoindre le terrain 2 et ont été pour beaucoup dans la progression récente du nombre de migrants.

- Au sommet du Haut-Languedoc (terrain 3) :

Les volumes des migrations ont été ici plus faibles et conduisent à des tendances migratoires plus irrégulières. Ils permettent tout de même d'observer des stagnations et des décroissances du nombre d'installations jusqu'aux décennies 1980-1990, puis des croissances relatives pour les années 2000, et avant tout par des migrations internes au même département.

Deux principaux constats sont à retenir sur les évolutions des profils des migrants selon les âges : d'une part, les années 1970-1980 ont été marquées par les installations de jeunes de 20-35 ans, de la région et surtout de l'extérieur, inscrits dans des démarches « post-soixante-huitardes de retour à la terre » (entretien 1, T3) ; ces installations avaient par exemple contribué à la hausse des effectifs de certaines écoles et à l'ouverture de nouvelles classes. D'autre part, les décennies 1990-2000 présentent des venues plus nombreuses d'individus de 50-65 ans, et en particulier par des migrations de proximité. On retrouve ici le signe du basculement de résidences secondaires en résidences principales au moment de la retraite.

Figures 16. Poids accru des 35-50 ans et des 50-65 ans dans les migrations vers les terrains d'étude



Les deux documents suivants (figures 17, cartes 14) complètent l'étude des dynamiques migratoires les plus récentes, selon les âges, en se focalisant sur la dernière période intercensitaire. Le premier propose six modélisations graphiques des échanges migratoires entre les *bassins de vie à dominante urbaine* et les différentes campagnes françaises, pour de grandes tranches d'âge. Le deuxième présente quatre représentations cartographiques nationales des flux résidentiels vers les *bassins de vie à dominante rurale*, en se concentrant sur les individus de plus de 15 ans.

De premiers résultats, sur les propensions des individus à changer de commune de résidence selon les âges, sont tout d'abord associés aux figures 17. Quelles que soient les origines et destinations des migrations récentes, les 20-35 ans ont été les plus mobiles, en volume et en proportion de la tranche d'âge (Couet, 2006). Les résultats diminuent avec l'avancée en âge, pour atteindre un minimum de 6,5 % pour les 65-80 ans et de 271 500 individus pour les plus de 80 ans. Les propensions inégales des catégories d'âge à migrer sont associées à des schémas spatiaux différents⁵². Malgré tout, la plupart des échanges entre les *bassins de vie à dominante urbaine* et les campagnes françaises ont été favorables aux entités rurales ; seules les *campagnes productives* présentent des déficits importants pour les 20-35 ans, et surtout pour les migrations lointaines. Les individus de cette tranche d'âge, mais d'origine urbaine, ont de leur côté été nombreux à rejoindre les *campagnes des villes* situées à proximité de leur ancien lieu de résidence. D'autres apports migratoires pour les périphéries urbaines ont résulté de soldes légèrement positifs avec les *campagnes productives* et *résidentielles*, et des dynamiques des autres tranches d'âge.

En ce qui concerne les 35-50 ans et les 50-65 ans, deux principales tendances sont à retenir : d'une part, ces catégories ont pleinement contribué aux soldes migratoires positifs des *campagnes des villes*, à travers des migrations majoritaires de longue distance. Les campagnes *en voie de périurbanisation* présentent les échanges les plus favorables pour les 50-65 ans. D'autre part, l'attractivité des *campagnes résidentielles* et *productives* s'est accrue avec l'avancée en âge, pour les échanges avec les *bassins de vie à dominante urbaine* mais aussi avec les *campagnes des villes*. Une fois encore, les migrations de longue distance ont été ici les plus importantes.

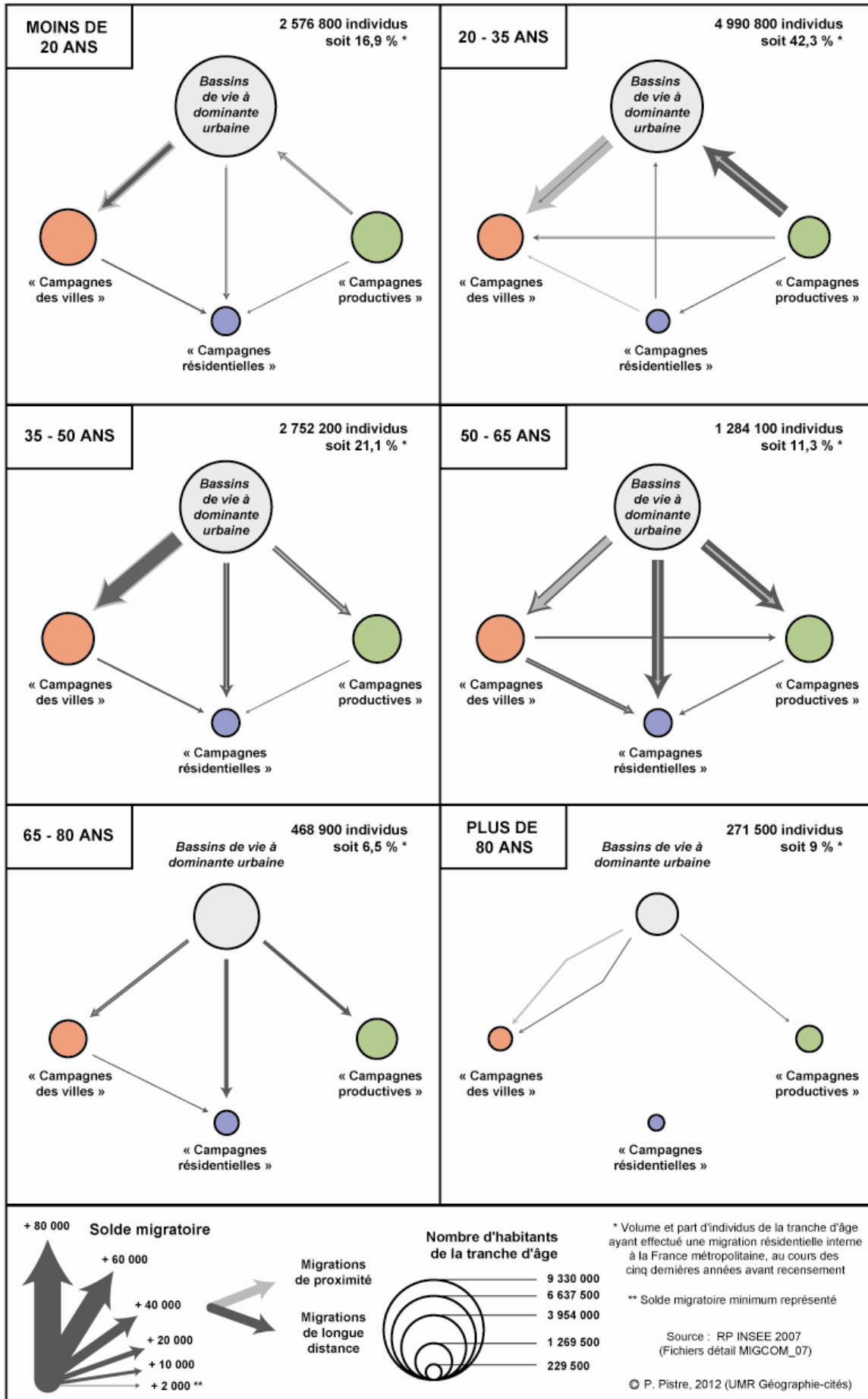
Enfin, les soldes migratoires positifs ont été plus faibles pour les 65-80 ans et les plus de 80 ans. Pour la première catégorie d'âge, les échanges entre les entités urbaines et les *campagnes résidentielles* et *productives* ont eu une importance relative supérieure. Du côté des individus les plus âgés, seuls de légers soldes positifs apparaissent pour les migrations entre les *bassins de vie à dominante urbaine* et les *campagnes des villes* et les *campagnes productives*. L'entrée dans des institutions spécialisées, situées en périphérie urbaine, est certainement l'explication principale.

Deux points sont à retenir de cette analyse agrégée des dynamiques migratoires selon les âges : pendant les années 2000, l'attractivité migratoire des *campagnes des villes* a été la plus forte pour les 20-35 ans, et dans une moindre mesure, pour les 35-50 ans ; pour les groupes plus âgés, les échanges ont été plus favorables pour les autres campagnes françaises, et surtout en termes de migrations de longue distance. Les cartes 14 confirment-elles ces deux grandes tendances ? Elles les confortent effectivement et permettent d'en affiner l'étude géographique nationale. Les deux premières cartes présentent une synthèse des flux résidentiels, à destination des *bassins de vie à dominante rurale*. Seuls sont ici représentés les flux les plus élevés en volume de migrants, pour chaque échange supérieur à 100 individus⁵³. Du côté des migrations de proximité, et hormis quelques flux principaux de 35-55 ans en régions parisienne, toulousaine, lyonnaise ou grenobloise, ceux des 15-35 ans ont été ultra-dominants à la périphérie des agglomérations françaises.

⁵² Les dynamiques migratoires des moins de 20 ans ne font pas ici l'objet d'interprétations spécifiques, leurs comportements étant en grande partie dépendants de ceux des deux tranches d'âge supérieures.

⁵³ Des cartes indépendantes des flux résidentiels de chaque tranche d'âge sont consultables en annexe 3c (p. 311).

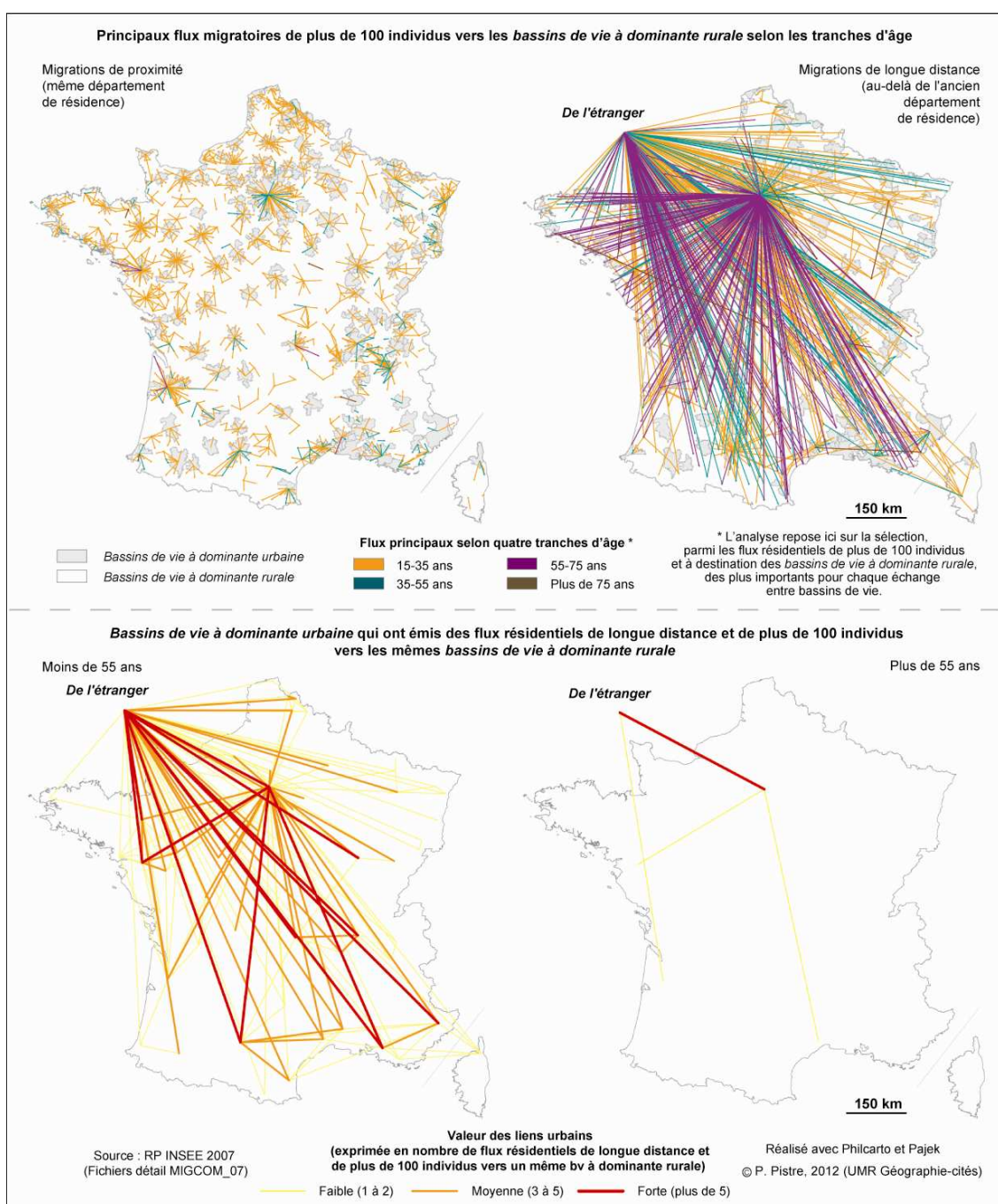
Figures 17. Croissance de l'attractivité des *campagnes résidentielles* et *productives* avec l'avancée en âge



En ce qui concerne les migrations de longue distance, le partage est plus équilibré. Les tranches d'âge des 15-35 ans et des 55-75 ans se répartissent les principaux flux résidentiels : les premiers ont pour origines privilégiées Paris et les métropoles régionales, à destination de leurs lointaines périphéries, et l'étranger, vers les zones frontalières de l'Est, les littoraux de l'Ouest et du Sud, et la Corse. Les 55-75 ans sont venus surtout de Paris pour rejoindre les façades atlantique et méditerranéenne, et de l'étranger, pour s'installer dans les campagnes de l'Ouest et du Centre.

En distinguant les moins et les plus de 55 ans, les deux dernières cartes 14 reproduisent enfin une représentation indirecte des migrations proposée à partir des cartes 11 (p. 78). Les flux concernant les plus jeunes présentent un réseau dense, où Paris et l'étranger restent au centre des liens urbains. Ces deux pôles émetteurs le sont aussi pour les plus âgés, mais de manière isolée : peu de flux résidentiels de retraités ont en effet atteint plus de 100 individus, et ils ont surtout émané d'un pôle privilégié pour chaque récepteur rural.

Cartes 14. 15-35 ans vs 55-75 ans : des catégories centrales aux comportements migratoires distincts



b) Composition des ménages et migrations résidentielles rurales

L'étude des flux de personnes venues s'installer dans les campagnes françaises selon l'âge a mise en évidence deux catégories motrices pour les dynamiques migratoires rurales : les jeunes actifs et les jeunes retraités (ou en âge de l'être). Par des migrations dominantes de proximité, les premiers restent les plus impliqués dans les extensions périurbaines, surtout dans le nord et l'ouest du pays. Les populations proches de la retraite ou récemment retraités se démarquent par des migrations de longue distance, au départ de la région parisienne, de l'étranger et de pôles urbains régionaux, vers des littoraux de l'Ouest, du Sud, et des campagnes intérieures plus isolées.

Quels compléments sur les profils des migrants vers les campagnes françaises, une étude des individus selon les types de ménages d'appartenance apporte-t-elle ? Des analyses similaires à la précédente sous-partie sont ici réalisées depuis les années 1960 (figures 18). L'accent est mis ensuite sur les tendances les plus récentes (figures 19, cartes 15). Les couples, qui regroupent des situations hétérogènes, ont-ils été les plus nombreux à rejoindre les *campagnes des villes* ou d'autres campagnes françaises ? Les couples avec enfants, type de ménage le plus attendu, restent-ils les acteurs centraux des extensions périurbaines ? Les résultats confirment largement les tendances observées avec le profil en âge des migrations vers les campagnes françaises.

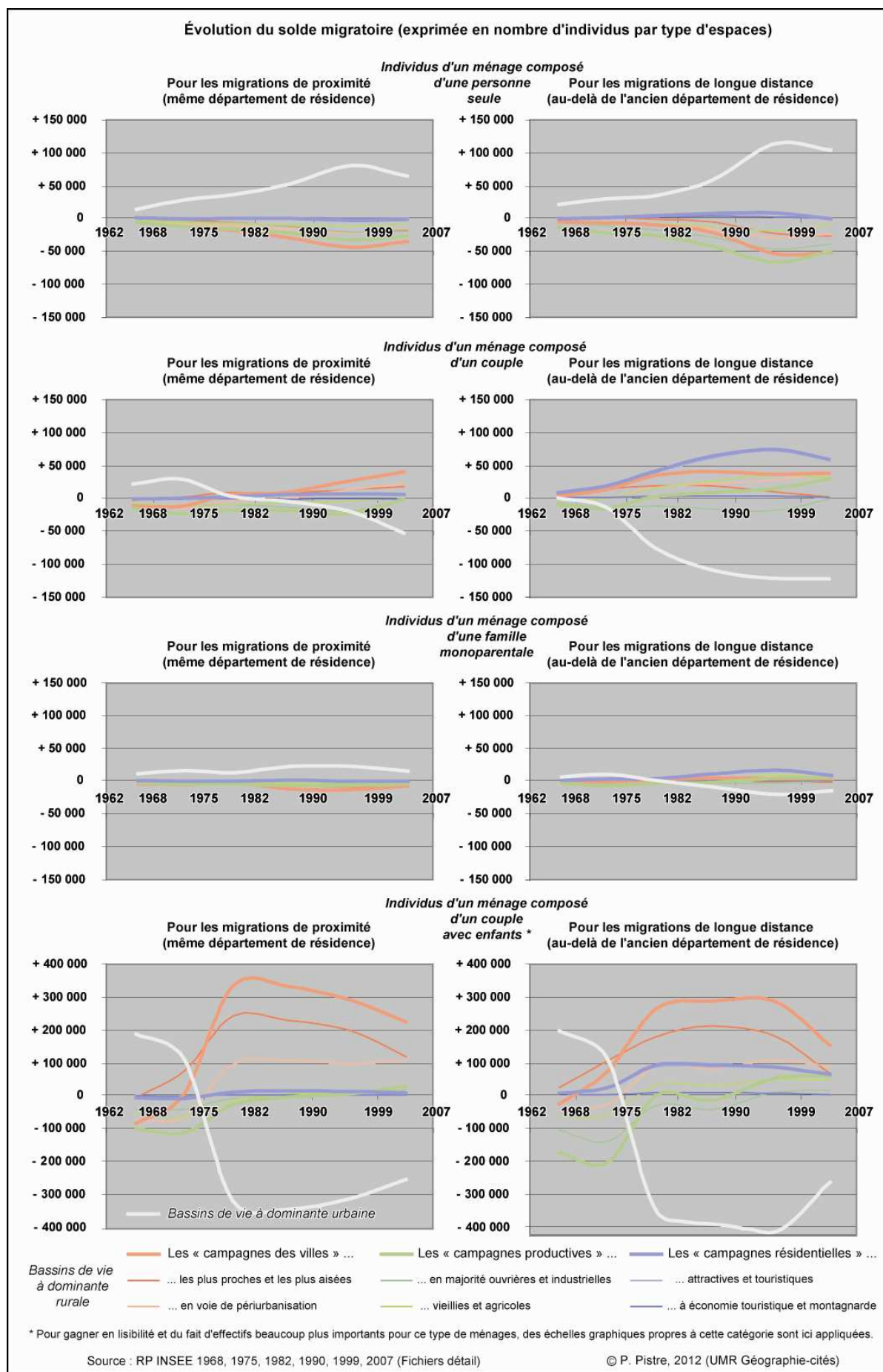
Les figures 18 présentent les évolutions des soldes migratoires de quatre types de composition des ménages, et depuis le RP 1968, pour les catégories de la typologie des bassins de vie. Certains profils se distinguent par des attractivités migratoires exclusivement positives pour les *bassins de vie à dominante urbaine* : c'est le cas des personnes vivant seules (célibataires, divorcés, veufs), pour les migrations de proximité et de longue distance. C'est aussi le cas des ménages composés d'une famille monoparentale, pour les migrations proches et sur l'ensemble de la période d'étude. Quand il s'agit de migrations de longue distance, cette catégorie de ménages donne par contre à voir des évolutions migratoires devenues légèrement positives, depuis les années 1980, pour toutes les campagnes françaises.

Ces deux premiers types de ménage se caractérisent donc par une attractivité urbaine dominante. La situation est inversée pour les deux types suivants. Les individus des ménages composés d'un couple avec enfants — de loin la catégorie la plus importante en volume de population et de migrants vers les campagnes françaises — reproduisent de manière quasi-similaire les évolutions des soldes migratoires observées pour l'ensemble de la population (figure 13, p. 72)⁵⁴. On retrouve des positifs migratoires anciens pour les *campagnes des villes*, alimentés par des migrations proches et lointaines. Pour les échanges de longue distance, les *campagnes résidentielles* et plus récemment les *campagnes productives* apparaissent aussi des plus attractives. D'une manière générale, cette catégorie qui recouvre une grande variété de situations, selon l'âge des parents et des enfants, a été au cœur des dynamiques migratoires des campagnes françaises.

Enfin, les individus des ménages composés d'un couple ont gagné en importance dans les soldes migratoires positifs ruraux. Là encore, cette catégorie rassemble des profils générationnels hétérogènes. Les évolutions favorables observées depuis les années 1980, dans les *campagnes des villes*, renvoient plutôt à de jeunes couples, par exemple primo-accédants. À l'inverse, ce sont avant tout des couples de jeunes retraités qui se cachent derrière les soldes migratoires positifs — plus anciens et élevés — constatés dans les *campagnes résidentielles*, et dans une moindre mesure, dans les *campagnes en voie de périurbanisation* et les *campagnes productives vieillies et agricoles*.

⁵⁴ Les traitements statistiques présentés dans les figures 18 ont été menés à l'échelle individuelle. Le nombre moyen d'individus par ménage étant logiquement le plus important pour les ménages composés d'un couple avec enfants, les tendances de cette catégorie s'en trouvent ici largement supérieures aux autres types de composition des ménages.

Figures 18. Prédominance des couples (avec enfants) dans les soldes migratoires positifs ruraux



L'analyse des migrations résidentielles selon la composition des ménages se poursuit ici en se concentrant sur les dynamiques les plus récentes (figures 19, cartes 15). Un premier document présente une étude graphique des soldes migratoires, tenant compte des origines et des destinations des déplacements résidentiels, alors que le deuxième propose des représentations cartographiques des principaux flux résidentiels vers les *bassins de vie à dominante rurale*.

La planche des figures 19 fournit des informations sur les propensions générales des individus à migrer selon les types de ménage. Les proportions de déplacements par catégorie sont comparables — entre 21,2 % pour les ménages composés d'une couple et 26,3 % pour les ménages composés d'une personne seule — ; en volume par contre, les individus des ménages composés d'un couple avec enfants se démarquent, par des déplacements bien plus nombreux.

Ces propensions à migrer assez équivalentes se traduisent ensuite par des préférences spatiales et rurales différenciées. Le premier modèle graphique confirme les déficits migratoires importants des campagnes françaises pour les personnes seules, au profit des *bassins de vie à dominante urbaine* ; ils sont les plus marqués pour les *campagnes des villes* et les *campagnes productives*, et à parts quasi-égales entre migrations de proximité et migrations de longue distance. Du côté des familles monoparentales, les soldes migratoires sont aussi positifs, en faveur des entités urbaines et pour les migrations proches, toujours aux départs des *campagnes des villes* et des *campagnes productives* ; pour les déplacements lointains et d'origine urbaine, les tendances migratoires sont par contre favorables, à des niveaux équivalents, aux trois catégories de campagnes françaises.

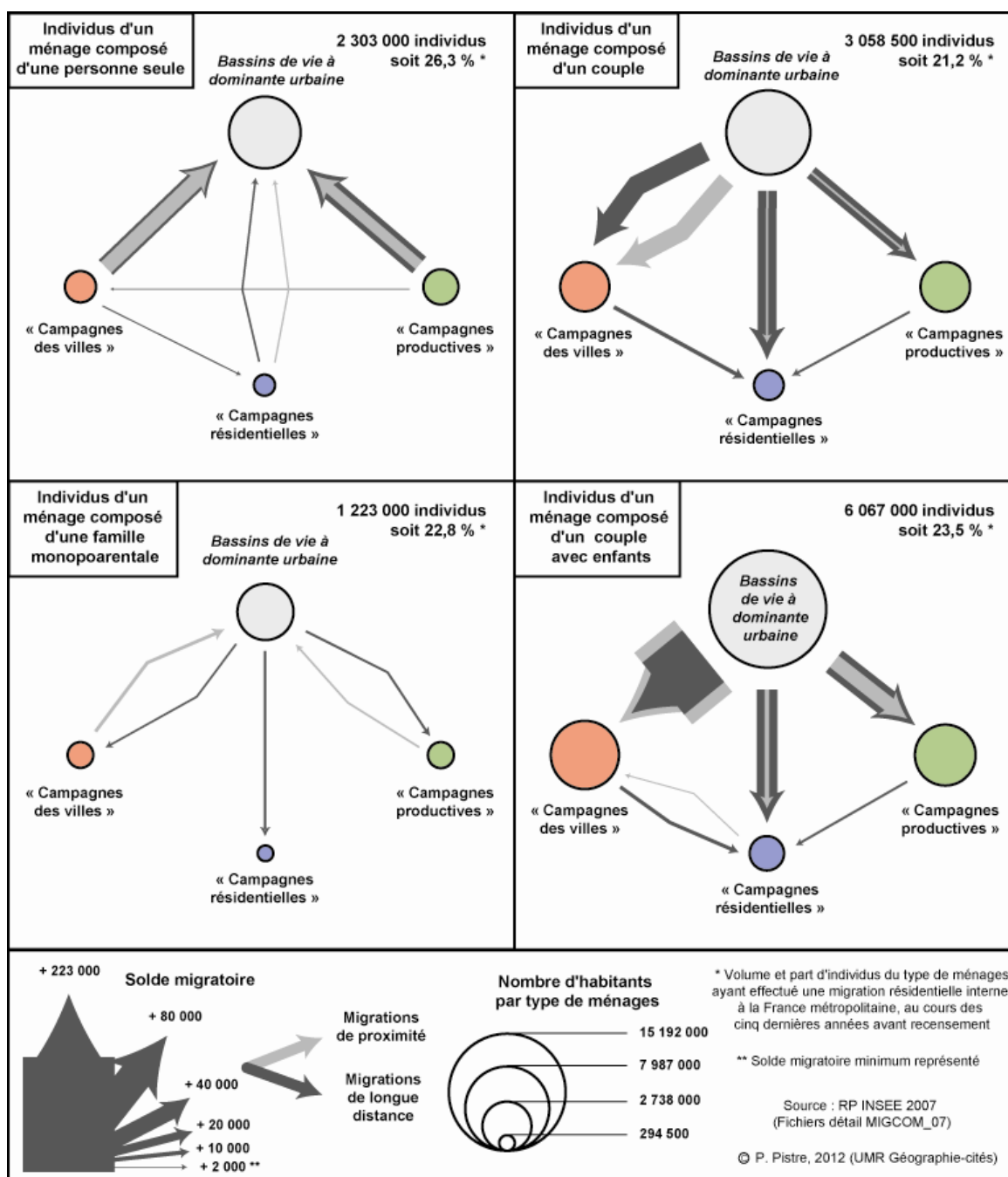
Les échanges migratoires des deux principaux types de ménages présentent ensuite des soldes exclusivement positifs pour les entités rurales. Les individus des ménages composés d'un couple avec enfants, et provenant des *bassins de vie à dominante urbaine*, ont été nombreux à rejoindre les *campagnes des villes* ; les apports migratoires de proximité ont été dominants à hauteur de 57,9 %. Dans leurs échanges respectifs avec les entités urbaines, ce sont ensuite les *campagnes productives* qui présentent des bilans positifs, pour les migrations proches comme lointaines. Enfin, le constat est favorable et plus diversifié pour les *campagnes résidentielles* : les soldes migratoires ont été positifs avec les *bassins de vie à dominante urbaine* — en particulier pour les longs déplacements — mais également avec les autres campagnes françaises. Seul le bilan avec les *campagnes des villes* a été légèrement négatif, en termes de migrations de proximité.

Du côté des individus en couple, les soldes migratoires positifs ont été différents pour les types de campagnes françaises. Les plus importants correspondent aux échanges entre les *bassins de vie à dominante urbaine* et les *campagnes des villes*, et à parts égales entre migrations proches et lointaines. Le bilan a été également favorable pour les *campagnes productives*, avant tout pour les migrations lointaines ; il en fut de même pour les *campagnes résidentielles*, dont l'attractivité contemporaine est encore une fois confirmée, par des apports d'origines urbaine comme rurale.

Dans le prolongement des observations faites à partir des figures 18 (p. 90), les figures 19 confirment donc le poids prédominant des ménages composés d'un couple avec enfants et — dans une moindre mesure — des couples. Les premiers représentent la composante majeure des extensions périurbaines contemporaines ; ils donnent aussi à voir des apports migratoires variés vers les campagnes françaises. Néanmoins, cette étude ne permet pas de conclure que les familles avec de jeunes parents et enfants ont été les plus nombreuses.

La supposition paraît plus aisée pour la deuxième catégorie motrice, en distinguant des jeunes couples d'actifs qui ont privilégié les périphéries lointaines, autour de leur ancien pôle de résidence, et des jeunes couples de retraités qui ont préféré, par de longs déplacements, les campagnes du sud, de l'ouest et du centre du pays. Des représentations cartographiques des principaux flux résidentiels vers les campagnes confortent-elles ces constatations générales ?

Figures 19. Destinations rurales différenciées pour les couples et les couples avec enfants

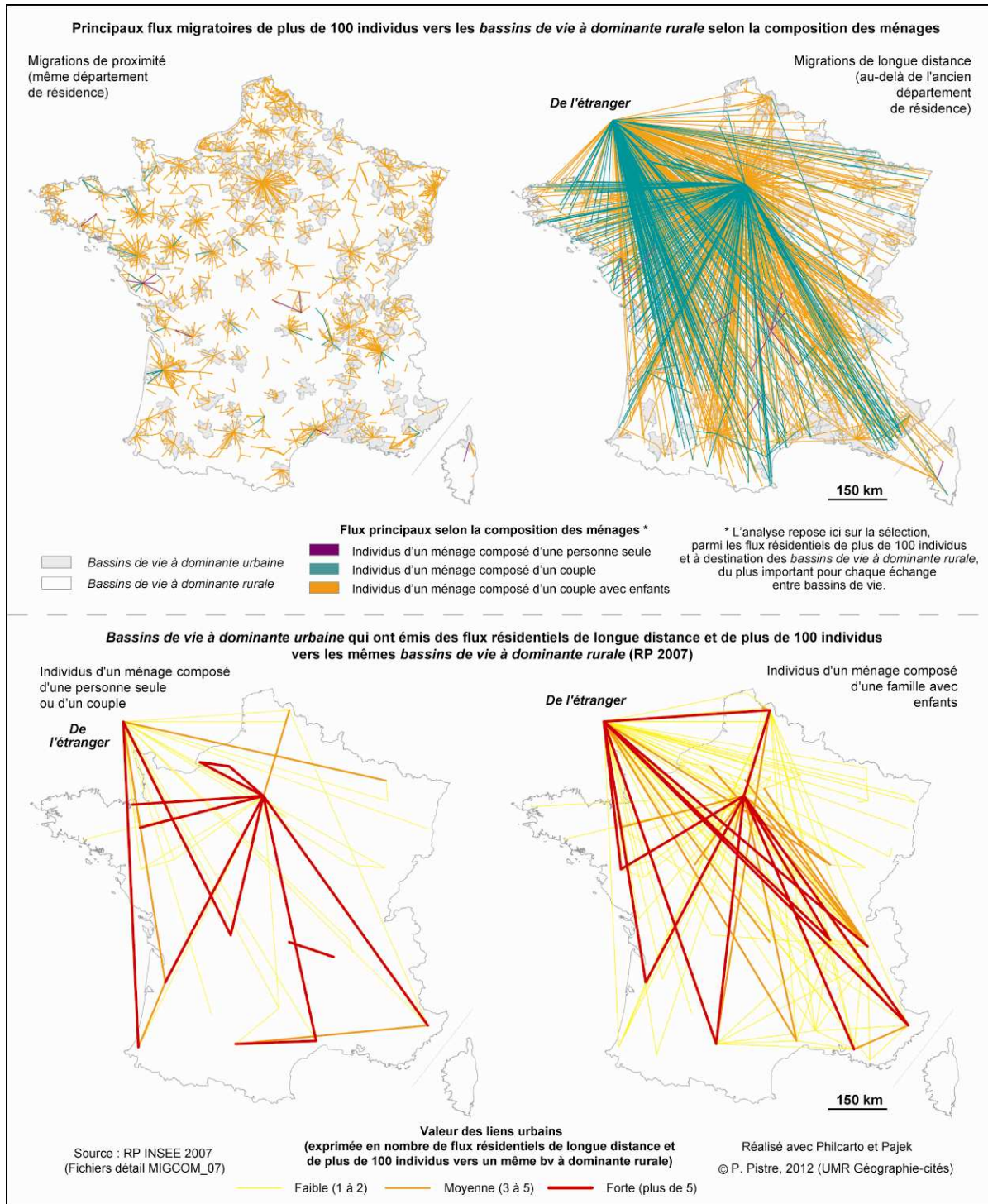


En suivant le même modèle que celui proposé dans les cartes 14 (p. 88), les deux premières cartes de la planche 15 présentent une synthèse des migrations vers les *bassins de vie à dominante rurale*, selon la composition des ménages⁵⁵. Tout d'abord, les principales migrations de proximité dessinent une géographie nationale dominée par les individus des ménages composés d'un couple avec enfants. Ce constat confirme leur forte implication contemporaine dans les extensions des périphéries de la plupart des centres urbains. Les migrations de longue distance révèlent ensuite une opposition entre des couples avec enfants, venus de l'étranger, de la région parisienne et des pôles urbains régionaux, qui ont migré vers les zones frontalières et les périphéries urbaines, et des couples, qui présentent des dynamiques semblables à celles observées pour les 50-65 ans et qui le seront pour la PCS des retraités (figures 24, p. 103).

⁵⁵ Des cartes indépendantes des flux résidentiels de chaque type de ménages sont consultables en annexe 3c (p. 313).

La deuxième partie des cartes 15 donne à voir la propension des *bassins de vie à dominante urbaine* à émettre des flux de plus de 100 individus et de longue distance vers les mêmes entités rurales ; elle distingue ici les comportements des individus des ménages avec et sans enfants. Le bassin de vie de Paris et les migrations étrangères sont toujours au cœur des liens identifiés. Le réseau des ménages avec enfants est le plus dense. Il comprend la plupart des grandes agglomérations, et son orientation au sud et à l'ouest atteste de l'attractivité rurale et familiale de ces régions. Le réseau des ménages sans enfants, plus clairsemé, conforte aussi cet état de fait. En outre, il présente les signes de fortes migrations vers les périphéries rurales de l'ouest du Bassin parisien, et d'un relatif évitement des flux les plus intenses qui émanent de Paris et de l'étranger.

Cartes 15. Couples vs couples avec enfants : des pratiques migratoires distinctes à l'échelle nationale



Encadré 17. Profils des nouveaux arrivants selon la composition des ménages (terrains 1, 2 et 3)

L'analyse des tranches d'âge des individus récemment installés dans les terrains d'étude a mis en évidence des spécificités locales, en termes de composition des flux et de rythme des évolutions (encadré 16, p. 84). Elle a néanmoins et surtout dégagé une tendance commune aux différents contextes locaux : les seniors actifs et les retraités occupent une place accrue dans les apports migratoires. Une étude de la composition des ménages apporte-t-elle des confirmations indirectes à ce constat général ? Met-elle en exergue d'autres régularités qui dépassent les particularités locales ? Une observation rapide de la planche des figures 20 permet déjà de répondre positivement à cette dernière interrogation. En effet, plusieurs tendances transversales se démarquent à travers les profils successifs des migrants et selon les types de ménages :

- Les compositions atypiques de ménages sont de moins en moins représentées

Une première tendance renvoie à la catégorie « autres compositions », qui rassemblent des individus vivant dans un ménage de plusieurs personnes, mais n'ayant pas de liens familiaux directs avec les membres du ménage. Ce profil a perdu en importance depuis les années 1960, et aussi bien pour les migrations de proximité que de longue distance. Des évolutions de société sont certainement plus explicatives que les contextes locaux, et c'est surtout la hausse des effectifs des autres catégories qui a conduit à leur baisse relative.

- Les couples avec enfants sont dominants mais ont perdu en importance relative

Depuis les années 1960, le standard de la famille avec enfants a représenté le profil principal des installations dans les terrains d'étude. Dans le terrain 1 (n°1), il l'a été de manière écrasante pour les migrations de proximité, et dans une moindre mesure, pour les migrations de longue distance. Les trois autres situations locales présentent des profils plus équilibrés selon la distance des migrations. Les tendances récentes présentent néanmoins des décroissances relatives pour la plupart des configurations étudiées. Un tassement des arrivées de couples avec enfants peut être une explication, ou surtout des croissances supérieures en volume pour d'autres types de ménage.

- Les familles monoparentales restent marginales mais ont vu leur poids augmenter

La présence parmi les migrants d'individus membres d'une famille monoparentale a été faible depuis les années 1960. Elle s'est accrue pendant les dernières périodes intercensitaires et surtout dans les migrations de proximité (cf. terrain 1 (n°2), terrain 2 voire terrain 3). De fait, ce constat tend à montrer que les migrations vers les campagnes françaises ne restent pas l'écart d'évolutions générales de société (progression des divorces et du nombre des familles monoparentales).

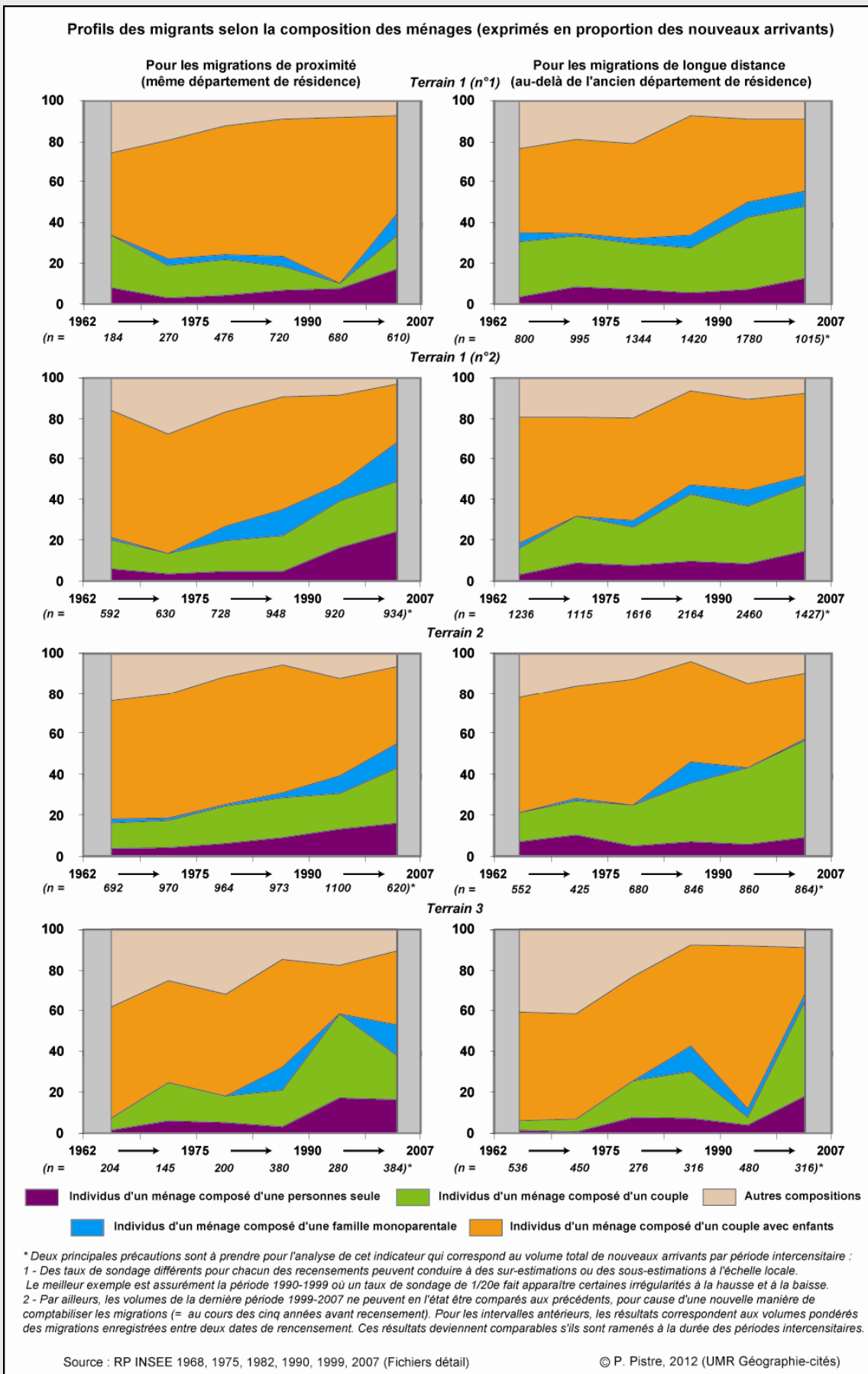
- Les couples sont historiquement bien représentés et ont continué à prendre de l'importance

Après les couples avec enfants, la deuxième grande catégorie de ménages – anciennement présente dans les migrations vers les terrains d'étude – est celle des couples. Son poids a été le plus fort pour les migrations de longue distance, et cette tendance s'est encore renforcée. Les couples ont également pris de l'importance dans les migrations de proximité, mais c'est bien parmi les installations lointaines qu'ils ont connu les progressions les plus significatives, au cours des années 1990-2000. Prenons pour exemple le terrain 2 où les couples ont représenté 47,5 % des migrations de longue distance au RP 2007. Un parallèle logique peut être fait ici avec la montée constatée des jeunes retraités parmi les migrations vers les terrains d'étude.

- Les personnes seules sont largement minoritaires mais ont connu une progression constante

La catégorie des personnes seules fait partie de celles qui ont gagné en importance relative depuis les années 1960. Les migrations de longue distance étaient ici plutôt dominantes pendant les décennies 1970-1980, mais c'est surtout parmi les migrations de proximité que ce type de ménages a connu les croissances récentes et relatives les plus fortes. La palme pour la période 1999-2007 revient au terrain 1 (n°2), où plus de 20 % des migrants étaient des personnes seules. Des profils hétérogènes en âge peuvent se cacher derrière cette progression. L'installation de retraités (éventuellement veufs) à Forcalquier, venus de Manosque ou des communes proches, est un premier cas ; d'autres pourraient correspondre à des travailleurs isolés ou à de jeunes locaux.

Figures 20. Plus de couples et moins avec enfants parmi les migrations vers les terrains d'étude



c) Groupes socioprofessionnels et migrations résidentielles rurales

Les deux premiers critères (l'âge, la composition des ménages) ont souligné le rôle dominant de certaines catégories dans les migrations vers les campagnes françaises : les jeunes actifs (15/20-35/40 ans) et les jeunes retraités (50/55-65/70 ans), les couples et les couples avec enfants. L'objectif de cette dernière sous-partie est d'étudier les dynamiques migratoires des groupes sociaux⁵⁶. Les analyses qui suivent, graphiques (figures 21, 23 et 24) et cartographiques (cartes 16), sont similaires à celles produites pour les âges et les types de ménages. De plus, elles reposent sur la nomenclature INSEE des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS), qui a remplacé en 1982 les catégories socioprofessionnelles (CSP) de 1954 (Desrosières *et al.*, 2002) : c'est pourquoi l'étude des migrations selon les PCS s'effectuera depuis le RP 1982.

Parmi les groupes socioprofessionnels, quels ont été les plus actifs dans les croissances migratoires rurales ? Quelles géographies nationales dessinent-ils par leurs migrations vers les campagnes françaises ? Dans leur étude des déplacements résidentiels de l'urbain vers le rural, pour la période 1990-1999, Y. Sencébé *et al.* (2007) ont souligné la différenciation sociale des départs des villes : qu'en est-il pour les années 2000 ? Plus récemment, Giovanni Fusco *et al.* (2011) ont mis en évidence de nettes oppositions entre les schémas résidentiels de certaines PCS, à travers une étude de flux en Provence-Alpes-Côte d'Azur : qu'en est-il à l'échelle nationale ?

Les figures 21 présentent les évolutions des soldes migratoires des six PCS d'actifs depuis le RP 1982 et selon les catégories de la typologie nationale des bassins de vie ; chacun des groupes socioprofessionnels révèle des soldes migratoires positifs pour des campagnes plus ou moins différenciées. La catégorie des agriculteurs exploitants se singularise par des soldes faiblement positifs ou négatifs, liés à des effectifs en baisse et des migrations moins fréquentes.

Les tendances migratoires des artisans, commerçants et chefs d'entreprise ne comptent pas non plus parmi les plus élevées, mais elles ont été plus marquantes. Elles ont été assez régulières sur la période d'étude, en profitant surtout aux *campagnes des villes* pour les migrations de proximité. Du côté des migrations de longue distance, les soldes migratoires positifs ont été plus variés : les *campagnes des villes en voie de périurbanisation*, les *campagnes productives* et les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* ont connu les principales dynamiques favorables.

Les variations des soldes migratoires des cadres et professions intellectuelles supérieures, depuis les années 1970, se caractérisent aussi par des tendances régulières. Les individus de cette PCS ont été nombreux à rejoindre les périphéries urbaines *les plus proches et les plus aisées*, par des migrations de proximité et de longue distance. D'autres apports migratoires ont été enregistrés pour les *campagnes résidentielles attractives et touristiques*, et plus récemment, pour les *campagnes en voie de périurbanisation*, surtout par des migrations lointaines.

Les tendances ont été globalement similaires pour les professions intermédiaires, mais tout de même plus intenses en effectifs : les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées* présentent les soldes positifs les plus élevés et les plus anciens. Ces derniers se sont tassés sur la dernière période d'étude, et ce au profit des *campagnes en voie de périurbanisation*. Pour les migrations de longue distance, les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* ont aussi enregistré des apports réguliers. Les *campagnes productives vieilles et agricoles* ont de leur côté retrouvé des échanges positifs pendant la décennie 2000, à la différence de celles *en majorité ouvrières et industrielles*. Les PCS des cadres et professions intellectuelles supérieures et des professions intermédiaires présentent enfin des déficits migratoires anciens pour les *bassins de vie à dominante urbaine*, qui se sont accentués au cours des années 1990-2000.

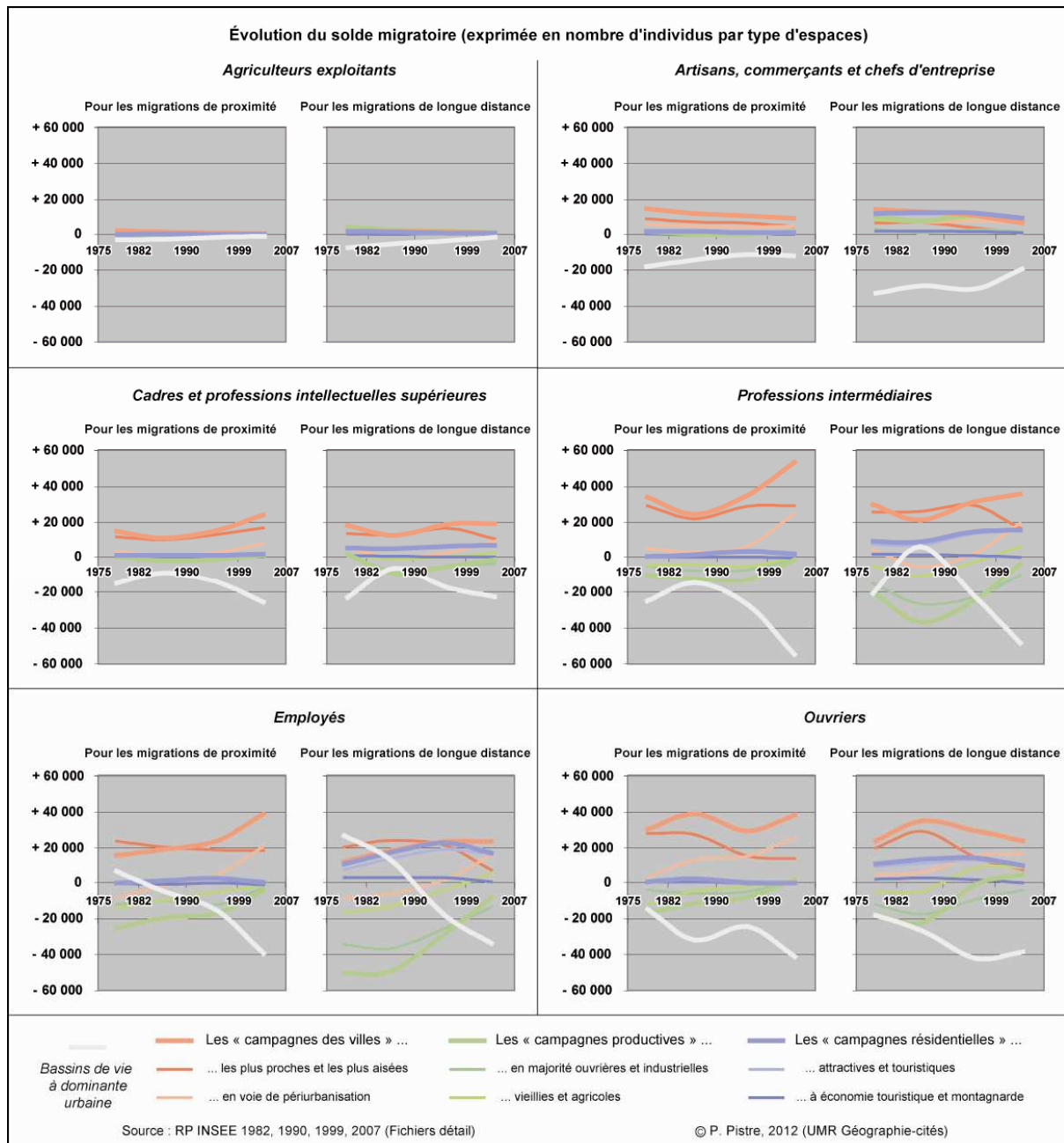
⁵⁶ Des traitements affinés autour des PCS des migrants seront présentés dans le chapitre 6 et le chapitre 9.

Les employés et les ouvriers sont souvent associés pour former les groupes du bas de la hiérarchie sociale : leurs pratiques et préférences migratoires sont-elles pour autant équivalentes ?

Les employés se démarquent ici par des tendances urbaines restées positives jusqu'aux années 1980-1990, à l'inverse de soldes migratoires nettement négatifs pour les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*. Par des migrations de longue distance, les employés ont été nombreux à s'installer dans les *campagnes résidentielles attractives et touristiques*, depuis la décennie 1980, à des niveaux élevés et comparables à ceux enregistrés dans les *campagnes des villes*. Leur implication ancienne dans le développement des périphéries urbaines proches, puis plus lointaines, est donc aussi avérée.

Les ouvriers se distinguent par quelques tendances spécifiques. Des soldes positifs ont été très tôt enregistrés dans les *campagnes des villes en voie de périurbanisation*, certainement plus abordables pour accéder à la propriété. Depuis les années 1990, cette PCS se démarquent aussi par des migrations de longue distance significatives vers les *campagnes productives vieilles et agricoles*.

Figures 21. Diversité des évolutions migratoires rurales selon les catégories socioprofessionnelles



Encadré 18. Profils des nouveaux arrivants selon les groupes socioprofessionnels (terrains 1, 2 et 3)

Les études locales précédentes des profils des individus ayant migré vers les terrains d'étude – selon les âges et la composition des ménages – se sont révélées très complémentaires. Elles ont souligné la prédominance ancienne des jeunes actifs et des couples avec enfants, et en parallèle, la montée des installations des jeunes retraités et des couples. L'analyse de la composition socioprofessionnelle des migrants permet-elle également de dégager des tendances communes aux trois cas d'étude (figure 22) ? Une attractivité rurale et sociale diversifiée a-t-elle été la règle pour expliquer des tendances démographiques de plus en plus favorables ? Inversement, des formes de spécialisation des profils sociaux des migrants sont-elles constatées ?

- Au cœur de la Haute-Provence (terrain 1) :

Le terrain 1 se démarque par des tendances régulières entre les années 1970 et 2000, période durant laquelle il a connu des croissances communales continues et largement majoritaires (cartes 7, p. 55). De plus, les profils socioprofessionnels des migrants ont été assez similaires pour les deux communautés de communes qui le composent. Les actifs ont été les plus nombreux parmi les migrations de proximité – en particulier pour le terrain 1 (n°1) –, alors que les retraités ont été beaucoup plus présents dans les migrations de longue distance.

Pour ce qui concerne les actifs, la plupart des PCS ont été bien représentées parmi les migrants. Les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers ont été globalement les plus nombreux pendant les années 1990-2000 et dans le terrain 1 (n°1), parmi les migrations de proximité. Les cadres et professions intellectuelles supérieures et les artisans, commerçants et chefs d'entreprise ont été à l'inverse mieux représentés dans les migrations lointaines.

Du côté du terrain 1 (n°2), les profils récents sont sensiblement équivalents. Seuls les employés et les artisans ont été plus nombreux dans les migrations de proximité, comme les professions intermédiaires et les cadres pour les migrations de longue distance. Signalons enfin que la PCS des agriculteurs exploitants apparaît ici résiduelle. Le développement de petits projets agricoles et biologiques n'en a pas moins été constaté, comme activité principale ou complémentaire.

- Au nord du Périgord-Limousin (terrain 2) :

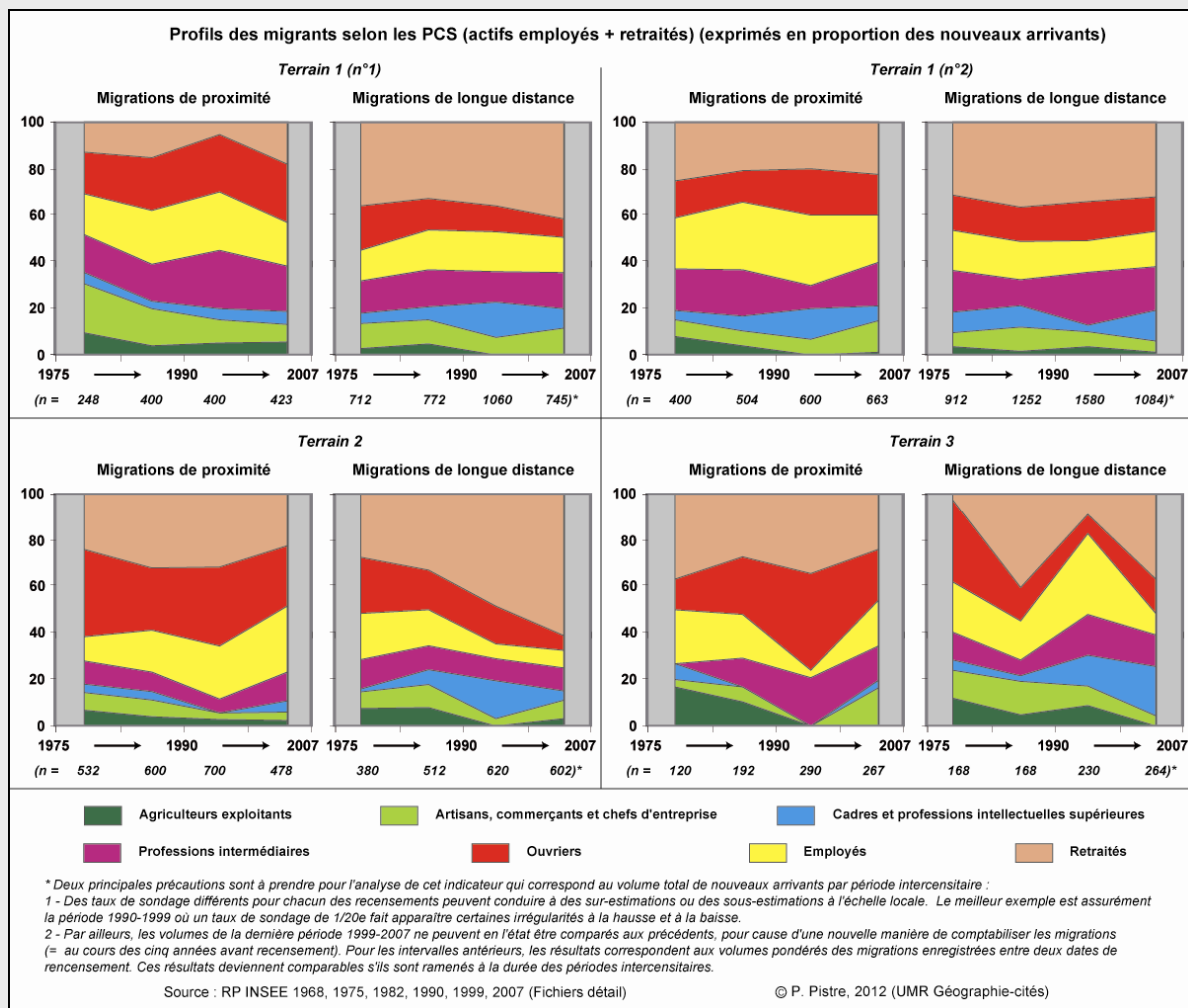
Aux confins de la Haute-Vienne, de la Charente et de la Dordogne, la catégorie des agriculteurs est aussi très peu présente parmi les arrivées plus ou moins récentes : il n'empêche que la zone a connu la création récente de quelques projets agricoles mixtes (élevage, culture, vente, accueil). C'est surtout la croissance des installations de retraités, qui est le principal enseignement des figures 22. Elles se sont accentuées depuis la décennie 1990 et ont été principalement le fait de migrations de longue distance. Du côté des actifs, les employés et les ouvriers ont été les plus nombreux dans les migrations de proximité, et ce, depuis les années 1970. Pour les migrations lointaines, l'équilibre entre PCS est mieux respecté : les professions intermédiaires, les artisans, commerçants, chefs d'entreprise, et les cadres, professions intellectuelles supérieures, comptent ici parmi les mieux représentés depuis les années 1980.

- Au sommet du Haut-Languedoc (terrain 3) :

Les évolutions de la c. c. de la Montagne du Haut-Languedoc se distinguent ici par leur irrégularité. Encore une fois, des effectifs migrants plus faibles que les autres cas d'étude en sont la principale explication. Quelques tendances paraissent néanmoins se dégager. Les retraités ont été bien représentés dans les migrations résidentielles de la zone. Les plus anciennes avaient surtout des origines géographiques proches (cf. liens avec les villes héraultaises) ; les venues de retraités plus récentes résultent davantage de migrations de longue distance.

Parmi les actifs, les employés et les ouvriers ont été (et restent) les PCS les mieux représentées dans les déplacements internes à l'ancien département de résidence. Elles ont tout de même perdu en importance relative, au profit des professions intermédiaires et des artisans, commerçants et chefs d'entreprise. Du côté des migrations de longue distance, les employés et ouvriers ont laissé leur leadership des années 1970 aux catégories moyennes et supérieures (professions intermédiaires et cadres, professions intellectuelles supérieures). En définitive, le terrain 3 comme les précédents révèle quelques signes de recomposition des profils sociaux des migrants, et surtout pour les venues lointaines. Un point qui sera détaillé, aux échelles nationale et locale, dans le chapitre 6.

Figures 22. Entre stabilité et recomposition des profils sociaux des migrations vers les terrains d'étude



Les trois documents qui suivent (figures 23, cartes 16, figures 24) complètent l'analyse des dynamiques migratoires des groupes socioprofessionnels, en se concentrant sur les déplacements intervenus durant les années 2000. Le premier présente une géographie agrégée des comportements migratoires pour les six PCS d'actifs. Le deuxième propose plusieurs cartes des flux résidentiels des mêmes PCS vers les *bassins de vie à dominante rurale*. Le dernier document se concentre sur les dynamiques migratoires des retraités. Il confirme plusieurs des observations indirectes faits dans l'étude des profils des migrants, avec l'âge et la composition des ménages. Il ouvre aussi et surtout vers des analyses plus détaillées, présentées dans la partie 3 de la thèse.

La planche des figures 23 met tout d'abord en évidence des propensions inégales à migrer, selon les PCS des actifs. Les professions intermédiaires⁵⁷ — suivies par les cadres et professions intellectuelles supérieures — se distinguent par la proportion de migrants la plus élevée enregistrée au RP 2007. Les employés ont été par contre les plus mobiles, en termes de volumes d'individus. Les ouvriers l'ont été aussi de manière significative (en volume et en proportion), alors que les migrations résidentielles générales des artisans, commerçants et chefs d'entreprise, et des agriculteurs exploitants, ont été beaucoup plus faibles.

⁵⁷ Le terme d'intermédiaire, dans la nomenclature INSEE des PCS, renvoie à la fois à une position médiane effective (techniciens, contremaîtres, agents de maîtrise), entre les cadres, les agents d'exécution, les employés ou les ouvriers, et à un sens plus figuré (secteurs de l'enseignement, de la santé, du travail social, de l'administration publique).

Par-delà les propensions à migrer des PCS d'actifs — qui sont en partie liées au poids de ces catégories dans les structures sociales et professionnelles —, quels sont les profils géographiques des dynamiques migratoires de chacune d'elle pendant les années 2000 ?

Première tendance commune à l'ensemble des catégories : la quasi-totalité des échanges entre les *bassins de vie à dominante urbaine* et les campagnes françaises ont été favorables à ces dernières. Deuxième point : beaucoup des PCS d'actifs ont contribué au développement des périphéries urbaines. Des soldes positifs, des entités urbaines vers les *campagnes des villes*, ont été enregistrés pour la plupart des catégories. Les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers présentent les apports migratoires les plus élevés, pour les migrations de proximité. La proportion des migrations de longue distance a été par contre supérieure pour les cadres et professions intellectuelles supérieures, et les artisans, commerçants et chefs d'entreprise. Enfin, une majorité des PCS d'actifs donne à voir de légers soldes positifs, ayant pour origine les *campagnes productives*, qui sont venus renforcer l'attractivité migratoire des *campagnes des villes*.

Les autres campagnes françaises ont également enregistré des soldes migratoires positifs et significatifs durant les années 2000. Les *campagnes résidentielles* présentent des échanges favorables généralisés avec les *bassins de vie à dominante urbaine*, par des migrations lointaines majoritaires. Les apports les plus importants ont été le fait de professions intermédiaires et d'employés, et dans une moindre mesure, d'ouvriers et de cadres. Des compléments migratoires ont aussi émané des autres campagnes pour plusieurs PCS (professions intermédiaires, ouvriers, employés). Les *campagnes productives* donnent de leur côté à voir des échanges positifs et non négligeables avec les entités urbaines. Les migrations de longue distance sont ici dominantes, pour les ouvriers et les artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

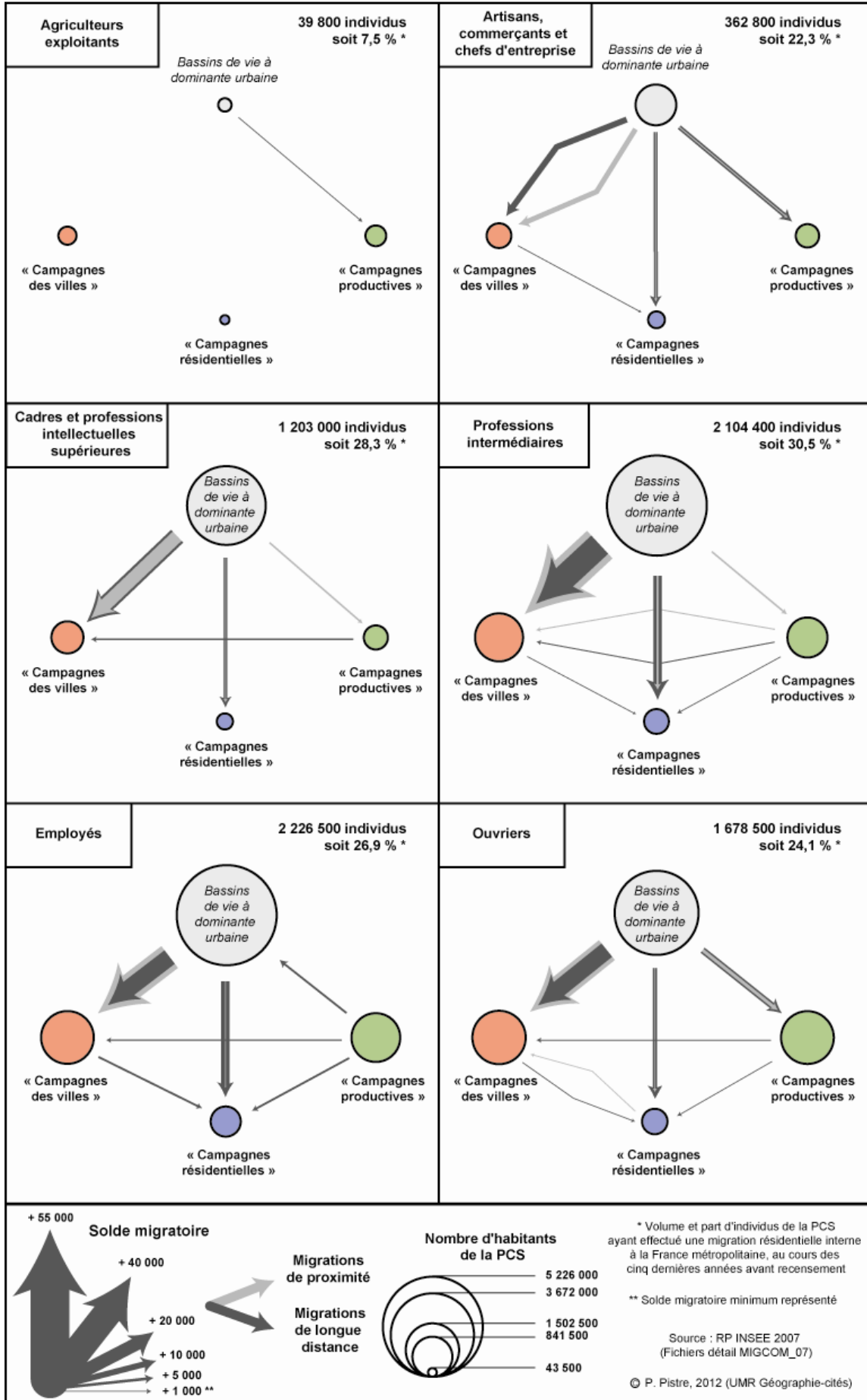
La conclusion est ambivalente à partir de la planche des figures 23 : des préférences spatiales et des intensités migratoires hétérogènes ont été observées pour les différentes PCS d'actifs, sans pour autant mettre à jour des schémas résidentiels très variés selon les groupes socioprofessionnels. Une étude cartographique nationale confirme-t-elle ce constat ou présente-t-elle des dynamiques migratoires et régionales plus spécifiques pour chaque PCS ?

Les deux premières des cartes 16 représentent les principaux flux résidentiels des groupes socioprofessionnels, vers les *bassins de vie à dominante rurale*⁵⁸. L'étude des migrations de proximité met ici en évidence des profils géographiques différenciés selon les PCS d'actifs. Les professions intermédiaires rassemblent le plus grand nombre de flux principaux, bien répartis sur le territoire et surtout autour des grandes agglomérations (Paris, Lille, Strasbourg, Marseille, Toulouse, Rennes). Les cadres et professions intellectuelles supérieures sont plus faiblement représentés (quelques flux au sud-ouest de Paris), à l'inverse des employés qui affichent une large présence nationale. On les retrouve en périphérie des principales métropoles régionales et de pôles plus modestes, dont certains sont extérieurs à un *bassin de vie à dominante urbaine*. Cette dernière observation est encore plus vraie pour les ouvriers. Beaucoup de leurs flux principaux concernent en effet des entités rurales ou des périphéries urbaines de la moitié nord du pays.

En ce qui concerne les migrations de longue distance, les profils migratoires des PCS d'actifs sont également différenciés. Les professions intermédiaires restent très représentées et leurs flux principaux sont surtout localisés en périphérie des aires urbaines en extension (Paris, Toulouse, Nantes, Rennes, Lyon). Les destinations migratoires ont été équivalentes pour les cadres et professions intellectuelles supérieures ; leurs flux principaux ont eu par contre pour origine exclusive, le bassin de vie de Paris et l'étranger. Pour ce qui concerne les employés, la région parisienne et l'étranger sont encore les pôles majeurs d'émission des flux principaux.

⁵⁸ Des cartes indépendantes des flux résidentiels des principales PCS des actifs sont consultables en annexe 3c (p. 315).

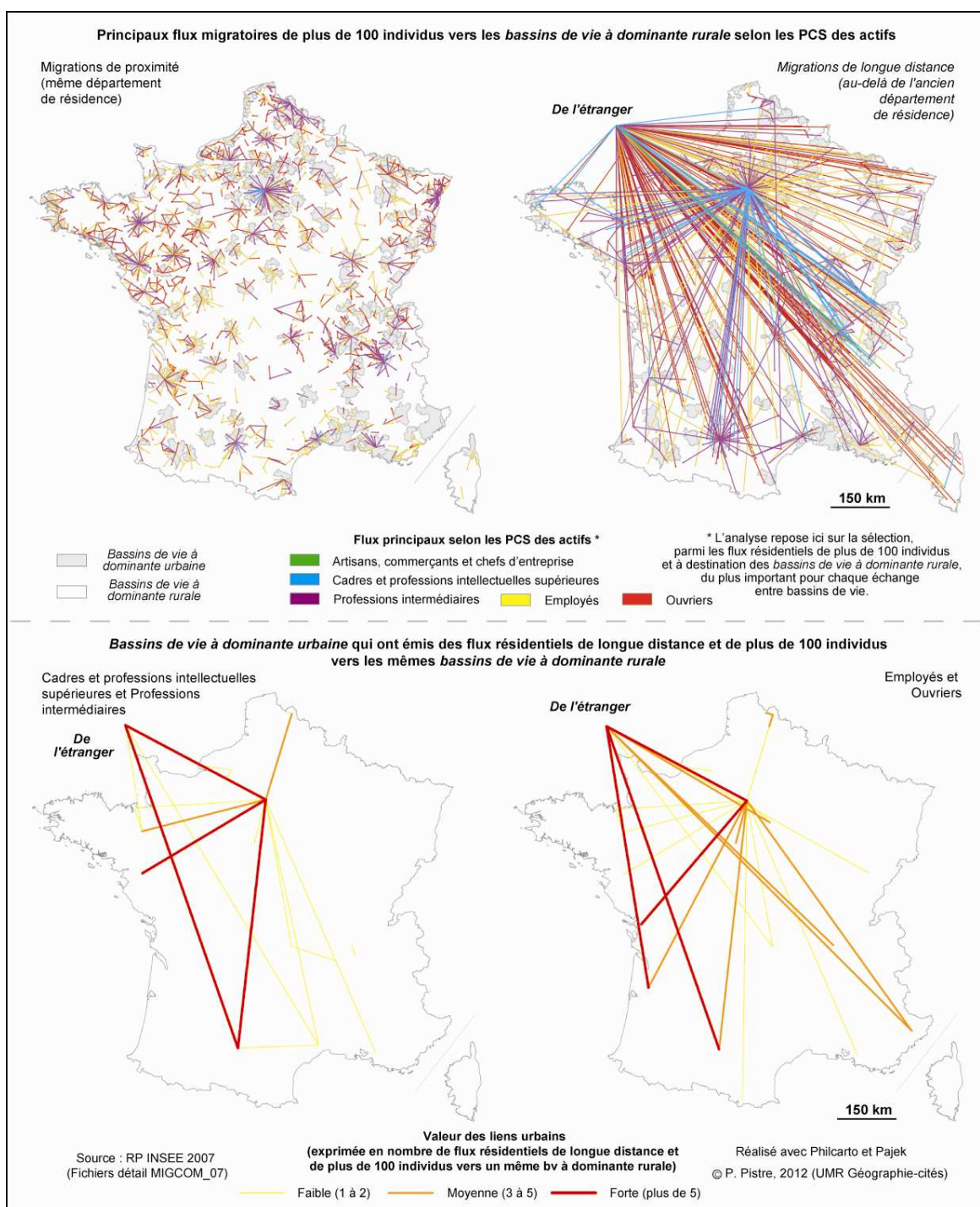
Figures 23. Dynamiques migratoires hétérogènes pour les groupes socioprofessionnels des actifs



Les flux principaux des employés ont ensuite rejoint les périphéries du Bassin parisien ou des territoires ruraux éparpillés sur l'ensemble du territoire. Enfin, les ouvriers se singularisent par des flux venus de l'étranger, à destination de campagnes du Sud-Ouest, du Nord-Est et de la Corse.

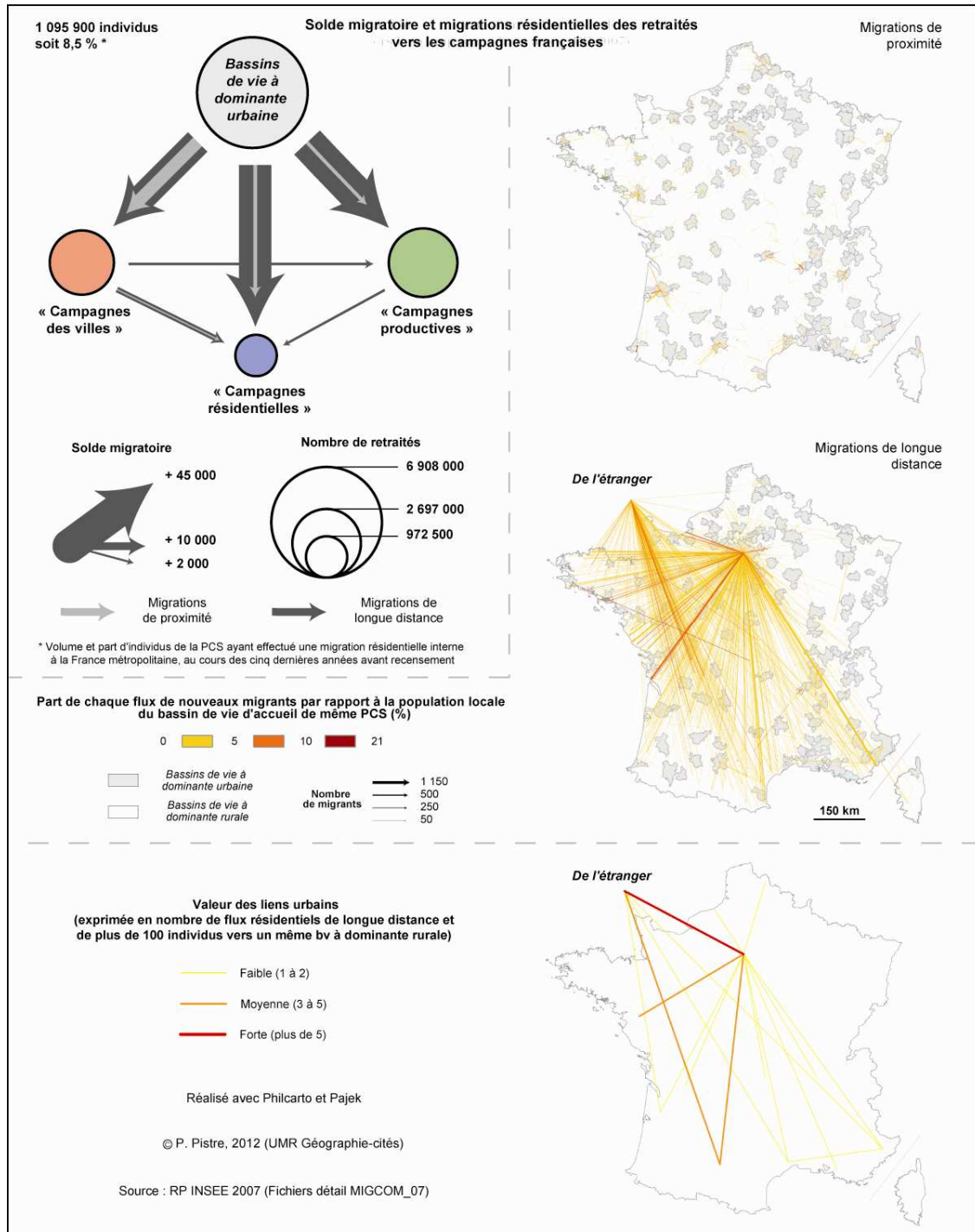
Autant l'étude des flux principaux résidentiels selon les PCS des actifs apporte des clarifications sur leurs dynamiques migratoires privilégiées vers les campagnes françaises, autant celle des réseaux urbains, générés par des migrations vers les mêmes entités rurales, confirment simplement les tendances déjà observées. Les deux dernières cartes de la planche 16 soulignent l'attractivité de l'ouest et du sud du pays, pour des groupes socioprofessionnels variés. En outre, le bassin de vie de Paris et l'étranger restent au cœur des réseaux urbains : ils sont quasiment les seuls à avoir émis des flux intenses (plus de 100 individus) vers de mêmes entités à dominante rurale.

Cartes 16. Des PCS d'actifs variées participent aux extensions périurbaines et à l'attrait rural national



Pour clore l'étude sociodémographique des migrations vers les campagnes françaises, les figures 24 se concentrent sur les comportements des retraités au cours des années 2000. Les analyses menées selon les âges et les types de ménages ont indirectement souligné leur forte participation aux dynamiques migratoires rurales : quelles confirmations une étude agrégée des retraités (d'après la nomenclature des PCS) apporte-t-elle ? Les migrations de longue distance sont bien ici dominantes. Pour les déplacements d'origines à *dominante urbaine* — surtout au départ de la région parisienne et de l'étranger —, les retraités ont rejoint en priorité les *campagnes résidentielles* du Sud et de l'Ouest, des *campagnes productives vieillies et agricoles* du centre, et les lointaines périphéries des principales agglomérations (Paris, Lyon, Toulouse, Bordeaux). Des apports migratoires ont aussi émané des *campagnes des villes*, vers les mêmes destinations rurales.

Figures 24. Prédominance des migrations lointaines chez les retraités, vers l'ouest et le sud du pays



Le chapitre 2 se voulait une étude détaillée des évolutions démographiques et migratoires en France rurale depuis les années 1960. De plus, il s'agissait de confirmer la tendance au renouveau des campagnes françaises et d'en analyser la diversité contemporaine. Pour ce faire, une grande variété d'analyses statistiques et cartographiques a été présentée ; chacune d'elles a permis de dégager quelques grandes tendances nationales.

Les principales peuvent être résumées dans les termes suivants : les campagnes françaises ont bien connu des reprises démographiques accrues, de plus en plus généralisées depuis les décennies 1970-1980. Les croissances se sont accentuées pendant les années 2000, et concernent désormais beaucoup des communes rurales, quelle que soit leur taille, et dans une moindre mesure, leur distance avec des pôles urbains.

Les dynamiques migratoires sont ensuite apparues centrales pour expliquer les reprises rurales contemporaines. Les campagnes françaises ont gagné en attractivité. Les échanges respectifs avec les entités urbaines ont été de plus en plus positifs, pour des périphéries urbaines proches et lointaines, et des campagnes intérieures plus isolées. Certains schémas migratoires restent tout de même dominants : les extensions périurbaines se sont poursuivies et diffusées autour de petits pôles urbains ; des « migrations de confort » au départ de la région parisienne ont privilégié les littoraux (et arrière-pays) maritimes du sud et de l'ouest du pays ; l'étranger a été également émetteur de nombreuses migrations. En définitive, ces dynamiques migratoires variées, plus ou moins intenses et anciennes, tendent à accréditer l'idée de processus de périurbanisation/rurbanisation et de néoruralisation qui se développent de manière concomitante. La diversité des processus paraît ainsi expliquer en grande partie l'ampleur des reprises rurales contemporaines.

Enfin, des populations hétérogènes sont apparues centrales dans les installations rurales récentes : des jeunes actifs et des jeunes retraités, des professions intermédiaires et à la plupart des PCS des actifs, des couples et des couples avec enfants. Ces éléments du profil sociodémographique des migrations résidentielles vers les campagnes françaises ne sont bien sûr pas exclusifs et limités.

Ce chapitre 2 s'est conclu par une analyse assez classique des migrations résidentielles selon les profils des individus nouvellement installés en France rurale. Une étude des mobilités résidentielles doit maintenant permettre de diversifier le regard et d'approfondir la connaissance des populations actrices des renouveaux des campagnes françaises.

Chapitre 3. Analyses biographiques des mobilités résidentielles vers les campagnes françaises

L'ambition de ce troisième chapitre est d'apporter des éclairages originaux dans l'étude des déplacements résidentiels à destination des campagnes françaises, et de confirmer la pluralité et la complexité des phénomènes migratoires à l'œuvre (Debroux, 2003). En diversifiant les modes d'analyse autour de la notion de biographie, il s'agit toujours d'approfondir l'étude des pratiques qui ont contribué à des tendances rurales positives depuis les années 1970-1980. L'objectif est aussi de préciser les spécificités et les continuités des dynamiques les plus récentes et par la même occasion, de questionner la pertinence de modèles interprétatifs récurrents dans la littérature scientifique (cycle de vie, retour au pays). Enfin, porter un regard pluriel et renouvelé sur les migrations vers les campagnes doit permettre d'accorder une plus grande place à des territoires ruraux qui ne comptent pas forcément parmi les plus populaires (Bijker *et al.*, 2011).

Pour atteindre ces objectifs, des études statistiques et cartographiques ont été réalisées à partir de sources variées (recensement de la population, enquête Histoire de vie, données des hébergements touristiques). Celles-ci viennent tout d'abord compléter les analyses du chapitre 2 mais surtout apporter de nouvelles informations sur les profils des individus migrant vers les campagnes françaises. Plusieurs voies d'analyse ont été mises en œuvre ; la plupart peuvent être encore largement développées, offrant de nombreuses perspectives de recherche.

En outre, les traitements qui suivent ont pour point commun de mettre en pratique certains des principes qui ont conduit, depuis les années 1980-1990, à l'émergence de travaux sous l'angle des mobilités résidentielles : en affinant les caractéristiques individuelles des migrants, en prenant en compte les passés résidentiels (itinéraires, étapes) pour interpréter les déplacements récents, ou encore, en contextualisant les comportements migratoires au regard des spécificités des lieux de départ et d'arrivée (Brun, 1993 ; Bonvalet, 1998). De plus, ces orientations de recherche sont à rapprocher de l'expansion, au cours de la même période, des études biographiques dans les sciences sociales⁵⁹ ; biographie qui peut être définie comme une « trajectoire individuelle caractérisée par plusieurs séries d'événements ordonnés chronologiquement » (Lelièvre, 2011). Cet axe de recherche a en particulier connu de nombreuses avancées méthodologiques depuis ses premiers développements, dans l'exploitation des récits de vie ou dans l'analyse systématique de données longitudinales et séquentielles.

Les traitements biographiques réalisés dans ce travail de thèse relèvent avant tout d'approches statistiques exploratoires et se focalisent sur les caractéristiques spatiales des mobilités résidentielles. Trois voies d'analyse ont été suivies à cet effet : une première s'est intéressée aux préférences migratoires des individus selon les âges détaillés et à leur évolution depuis les années 1960 ; une deuxième consiste dans l'étude de trajectoires résidentielles à destination des communes rurales françaises ; une dernière s'est interrogée sur le poids de lieux supposés marquants (lieux de naissance, de vacances) dans les choix résidentiels ruraux des individus. À partir d'extraits d'entretiens réalisés lors des enquêtes locales, indiquons enfin que, les encadrés de terrain viendront ici enrichir la perspective biographique, en dégagant les principales motivations qui ont entraîné les installations récentes dans ces contextes ruraux.

⁵⁹ Pour ne citer que deux textes sociologiques et réflexifs majeurs sur la validité scientifique et les potentialités des études biographiques, voir Bertaux, 1980 et Passeron, 1989.

1) Cycle de vie et mobilités résidentielles vers les campagnes françaises

Une étude des pratiques résidentielles de grandes tranches d'âge a déjà rendu compte de propensions migratoires et de préférences différenciées à destination des campagnes françaises (chapitre 2, pp. 82-88). L'objectif est ici de réaliser une analyse plus précise des mobilités résidentielles au cours du cycle de vie des individus, et ce pendant les cinq dernières décennies.

Depuis les années 1980, le cycle de vie s'est affirmé comme un modèle interprétatif central pour expliquer les inégalités des comportements résidentiels (Courceau, 1984, 1985 ; Baccaïni, 1994). Ce fut aussi le cas pour les analyses des migrations de l'urbain vers le rural (Sencébé *et al.*, 2007), certaines ayant bien démontré les évolutions des déterminants migratoires avec l'avancée dans le cycle de vie (Détang-Dessendre *et al.*, 2002). Du côté des études rurales et géographiques internationales, le cycle de vie est aussi très présent — sous l'expression de *life-course* (Nelson, 2008 ; Bailey, 2011 ; Stockdale *et al.*, 2012) — et tend à s'imposer comme un prisme explicatif majeur des phénomènes migratoires. Dans le cas des mobilités vers les campagnes françaises, les effets de cycle se sont-ils perpétués voire accentués au cours des années 2000 ?

a) Mobilités selon les âges détaillés : des cycles de plus en plus marqués

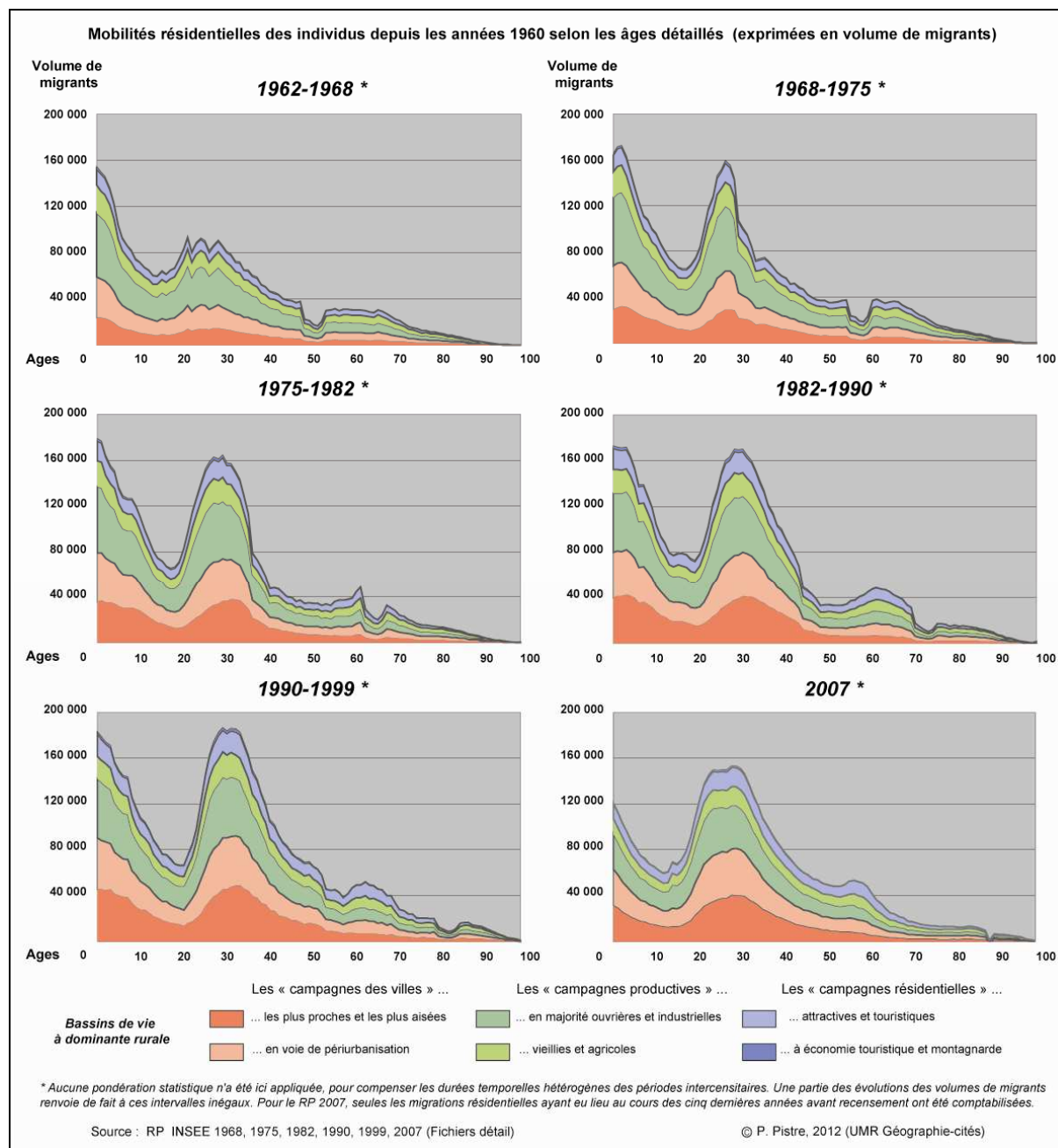
Les figures 25 et 26 proposent des analyses précises et rétrospectives — pour les âges détaillés et pour l'ensemble des RP depuis 1968 — des préférences migratoires des individus au cours du cycle de vie, et selon les catégories des *bassins de vie à dominante rurale* déjà identifiées⁶⁰. Les premières étudient les évolutions des volumes de migrants, alors que les suivantes présentent les préférences spatiales selon les proportions d'individus mobiles et du même âge. Chacune des deux planches de figures apporte des enseignements originaux. Elles ont également en commun de souligner l'accentuation des effets de cycle de vie depuis les années 1960.

La comparaison directe des évolutions des volumes de migrants est ici rendue difficile par des périodes intercensitaires inégales, cependant les figures 25 mettent tout de même en évidence de grandes tendances nationales. En premier lieu, les individus de 20 à 30 ans ont été, sans surprise, les plus mobiles. Ils ont surtout rejoint les *campagnes des villes* ainsi que les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*. De plus, les mobilités majoritaires des jeunes actifs ont pris une importance accrue chez les trentenaires depuis les années 1970. Notons aussi que ces dynamiques expliquent largement les volumes élevés d'enfants mobiles, avant tout en bas âge.

Le deuxième constat principal est à chercher du côté d'un creux migratoire observable pour l'ensemble des périodes intercensitaires. Il est intervenu autour de la cinquantaine dans les années 1960 — alors bien en amont de l'âge moyen d'entrée en retraite (autour de 65 ans : Blanchet *et al.*, 1996) —, puis a reculé avec l'avancée en âge jusqu'aux années 2000, pour survenir de plus en plus tard pendant la période de retraite. Cette observation résulte sans aucun doute de la croissance de l'espérance de vie et des capacités de mobilité des individus. Enfin, cette étude présente un équilibre ancien des volumes de migrant reçus par les types de campagnes, à partir de 40-50 ans : au détriment des *campagnes des villes* et au profit de celles *productives et résidentielles*. C'est surtout le cas pour les jeunes retraités, ce que confirment les figures suivantes.

⁶⁰ Une précision importante est à faire avant l'analyse des figures 25 à 28. L'utilisation sur le long terme des catégories de la typologie des bassins de vie rend ici compte des évolutions des mobilités vers les campagnes françaises, en fonction de ce que sont devenus ces espaces et pas forcément de ce qu'ils étaient au moment de chaque recensement. Par ailleurs, des analyses équivalentes et complémentaires ont été réalisées à partir de la définition INSEE des Unités Urbaines et sont consultables en annexe 4a (pp. 317-320). Celles-ci ont pour elles de mieux prendre en compte les caractéristiques démographiques des communes à chaque décennie, mais elles accordent une place majoritaire aux entités urbaines. Au final, les principaux enseignements restent très comparables, quels que soient les modes d'analyse.

Figures 25. Extension des âges de fortes mobilités au cours du cycle de vie depuis les années 1960



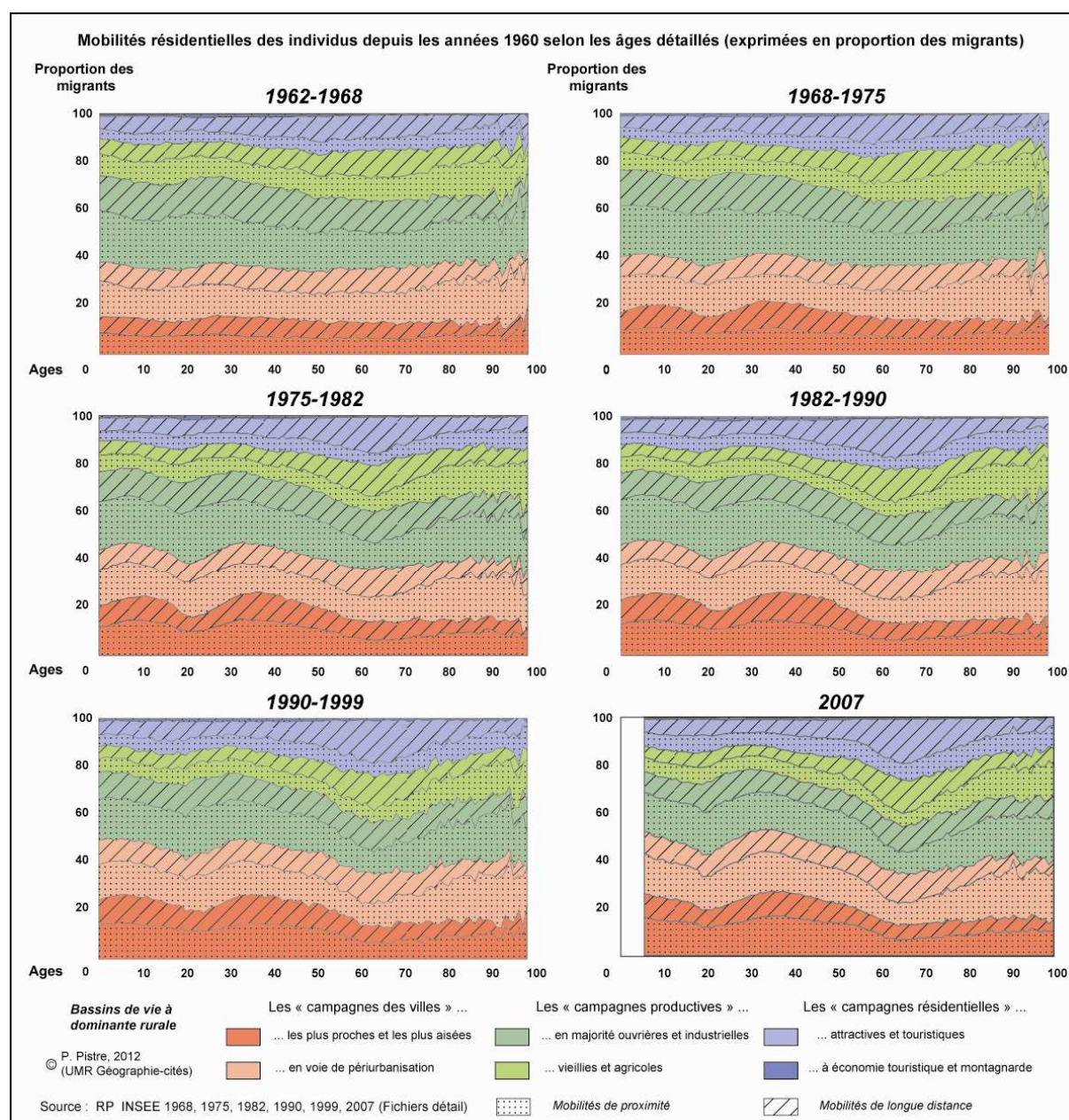
La planche des figures 26 mettent plus nettement en évidence les préférences spatiales des individus mobiles, selon les âges détaillés et à destination des différentes campagnes françaises. Par ailleurs, elles permettent de distinguer le poids respectif des mobilités résidentielles de proximité et de longue distance, et d'analyser leur évolution avec l'avancée en âge.

Premier constat par la simple observation visuelle : les vagues — qui sont le signe de pratiques migratoires de plus en plus marquées — n'ont cessé de s'accroître depuis la fin des années 1970, tout en reproduisant les mouvements des périodes d'étude antérieures. Celles-ci soulignent la croissance continue de l'attractivité des *campagnes des villes* chez les jeunes actifs — les *plus proches et les plus aisées*, et de plus en plus celles *en voie de périurbanisation* —, jusqu'à atteindre plus de la moitié des mobilités des 30-40 ans au RP 2007. De plus, les déplacements de proximité ont avant tout alimenté ce premier effet de cycle, à la différence d'un deuxième aussi prononcé, qui concerne les 55-75 ans et qui repose surtout sur des mobilités de longue distance.

Ce deuxième effet de cycle a profité aux *campagnes résidentielles attractives et touristiques*, aux *campagnes productives vieillies et agricoles*, et dans une moindre mesure, aux *campagnes des villes en voie de périurbanisation*, les trois destinations rurales favorites des retraités depuis les années 1970-1980. Cette analyse confirme ainsi les observations faites en fin de chapitre 2 (p. 103). Elle permet aussi de dégager un constat original : pour le RP 2007, une rupture de tendance se dessine autour de 55 ans, avant que ne s'imposent les dynamiques de mobilité déjà décrites. On peut y voir le résultat du recul de l'âge moyen de la fin d'activité professionnelle ou supposer que les changements résidentiels pour la période de retraite ont été moins anticipés que dans les décennies 1980-1990.

Enfin, un dernier effet de cycle majeur concerne les mobilités des plus de 80 ans. Les figures 26 soulignent une prédominance des déplacements de proximité pour la plupart des campagnes françaises, dès les années 1960-1970. De moindres mobilités de longue distance au grand âge en est une première explication, ainsi que la nécessité de se rapprocher de petits pôles de services médicaux et du quotidien. En définitive, les effets de cycle paraissent bien établis, en voie de renforcement et inscrits dans des dynamiques de mobilité déjà anciennes.

Figures 26. Trois principaux effets de cycle : chez les jeunes actifs, les jeunes retraités et les plus âgés



Encadré 19. Motivations 1 : la campagne par opposition aux maux de la ville (terrains 1 et 2)

Ce premier encadré de chapitre débute une série de six notes sur les motivations et les démarches qui ont conduit des individus à venir s'installer dans les terrains d'étude. Au-delà des spécificités des situations locales, l'enjeu est d'apporter des éléments de compréhension aux mobilités récentes vers bon nombre de campagnes françaises, et des pistes explicatives pour les grandes tendances migratoires décrites dans les chapitres 2 et 3. Pour ce faire, les synthèses suivantes s'appuient sur des idées et des arguments recueillis lors des enquêtes de terrain, auprès de nouveaux arrivants des deux dernières décennies et d'acteurs/observateurs des contextes locaux. Signalons aussi que l'ordre de présentation des encadrés ne correspond à aucune hiérarchie particulière.

En outre, certaines des motivations sont communes à beaucoup de situations individuelles et familiales, alors que d'autres concernent des démarches plus spécifiques. Six motivations principales à la mobilité vers les terrains d'étude ont été au final identifiées. Elles ne sont bien sûr pas exclusives : la plupart des démarches repose en effet sur une association de motifs.

Un premier ensemble de motivations, large et hétérogène, peut être résumé dans les termes suivants : l'envie de campagne est née d'un rejet de la vie urbaine et de ses maux en croissance. On retrouve ici des arguments déjà très présents dans les aspirations néorurales des années 1970 (par opposition à la ville, symbole de la société de consommation et du contrôle étatique) ou les installations périurbaines les plus classiques (pour un chez soi abordable, avec un brin de nature) – et qui se sont perpétuées et étendues –, mais aussi des motivations plus génériques :

- Le foisonnement de la ville contre la tranquillité de la campagne et de la vie villageoise

Cette première idée prend des formes multiples comme la valorisation du calme de la vie de village.

« La région, c'était le beau temps, et puis avec mon métier public, c'était le calme. 600-700 habitants dans le village, c'est bien. La foule, j'ai donné. On aime de temps en temps aller à Aix-en-Provence mais de temps en temps ! [...] On avait pris goût à ce genre de village en Seine-et-Marne. On habitait un village de 250 habitants. Quand je revenais du boulot, j'écoutais le calme. Je travaillais tout le temps, les week-ends, les vacances, les jours fériés, et la campagne c'était pour faire le vide. » (entretien 21, T1)

- La promiscuité urbaine contre les grands espaces ruraux et l'isolement possible

Le calme et la tranquillité rurale peuvent aussi aller de pair avec une valorisation de l'isolement.

« Dans ma tête, l'idéal c'était pour moi une maison perdue au milieu de la montagne. Ici, il y a quand même des gens qui passent l'été. [...] Quand on a acheté, il n'y avait pas beaucoup de végétation, mais inconsciemment on a laissé tout se développer. On n'est pas du tout asociaux mais on a un peu envie d'être coupé. » (entretien 14, T1)

« Chez certains qui viennent pour changer de cadre de vie, il y a le côté paysager et puis la possibilité d'acquérir des surfaces importantes, 30-40 hectares, pourquoi pas avec un étang, et assez isolé. Ça plaît aux parisiens qui ont l'habitude de vivre en appartement, et puis à certains Anglais parce que c'est impossible à faire chez eux. » (entretien 4, T2)

- Le rejet et la dégradation de la vie urbaine contre la quiétude et la sécurité de la vie rurale

Dans d'autres situations, c'est surtout le ras-le-bol de la ville et de ses évolutions qui est mis en avant. De plus, les expériences de vie urbaine peuvent l'avoir conforté ou fait naître progressivement.

« Nous, on a toujours vécu en banlieue parce que je n'ai jamais vraiment aimé la ville. Où je suis né, c'était la pleine campagne, puis professionnellement c'était quand même plus facile de se rapprocher de Paris, mais tout en restant un peu à l'écart. On avait un petit jardin. Ce n'était pas la campagne, mais pas non plus la ville » (entretien 14, T2).

« La raison première, c'est que l'on en avait marre de la ville et on cherchait à fuir Paris ! On habitait X et ça devenait vraiment craignos. On voulait être tranquilles. On était venu dans le coin pour des vacances. Ici c'est parfait pour le chien, il y a les commerces et les services qu'il faut, et plein de choses à faire [...] On a débuté ici le projet de maison en 2004 et elle a été finie en 2007. Depuis on a un enfant qui a aussi quitté Paris, pour à peu près les mêmes raisons, et qui est venu s'installer à côté » (entretien 17, T2).

b) Mobilités selon les générations de naissance : l'âge reste le plus discriminant

Les figures 27 et 28 présentent des analyses comparables aux premières études de ce chapitre 3 — en volume puis en proportion —, à la différence qu'elles portent sur les évolutions des pratiques migratoires des individus selon leur décennie de naissance. L'objectif est ainsi de compléter les observations faites par le prisme du cycle de vie et de s'interroger sur le rôle des générations successives dans les mobilités résidentielles vers les campagnes françaises.

Ayant pour ambition de relire l'évolution des structures sociales françaises du 20^e siècle, Louis Chauvel (1998) a fait des cohortes de naissance le cœur de son dispositif analytique. En se focalisant sur les baby-boomers et en s'interrogeant sur leurs comportements de mobilité au moment de la vieillesse, Catherine Bonvalet *et al.* (2010) ont aussi défendu une étude des populations par le prisme des générations. Ce fut encore le cas de Y. Sencébé *et al.* (2007) qui ont élevé au même rang d'importance un effet générationnel — avant tout pour spécifier le poids des retraités du baby-boom — et des effets de cycle de vie (selon les âges) et de préservation /relégation des classes moyennes et populaires, pour expliquer les migrations de l'urbain vers le rural. Autant de travaux qui ont incité à inclure dans cette thèse un suivi des choix résidentiels vers les campagnes françaises de plusieurs générations de naissance depuis les années 1960.

Le principal enseignement à retenir des figures 27 renvoie à la sous-partie précédente : l'effet d'âge apparaît ici également le plus discriminant et le plus explicatif des volumes inégaux d'individus mobiles vers les campagnes françaises au cours des cinq dernières décennies. Quelles que soient les générations de naissance, c'est entre 20 et 40 que les mobilités ont été les plus fortes. Elles se sont accentuées avec les cohortes de l'après Seconde Guerre mondiale, à destination principalement des *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*, de celles *en voie de périurbanisation*, et des *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*.

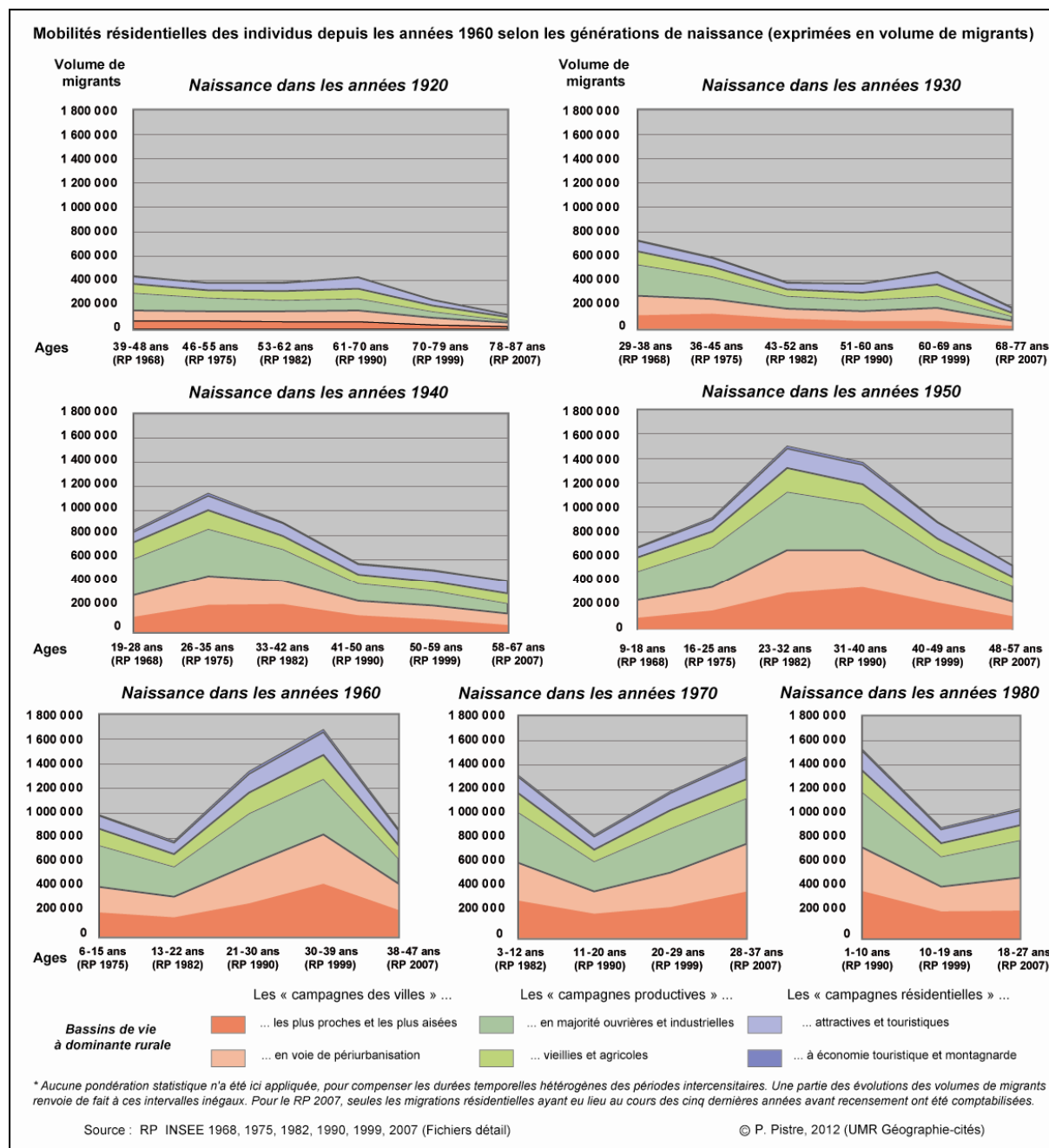
En outre, si la comparaison directe de volumes de migrants reste à manier avec précaution (en raison de l'inégalité des périodes intercensitaires), de grandes dynamiques semblent tout de même se dégager. Les mobilités des jeunes actifs, pour les générations de naissance des années 1950 et 1960, soulignent une avancée vers la quarantaine des plus forts déplacements. Faut-il y voir le signe d'installations familiales ou de premiers achats immobiliers de plus en plus tardifs ?

En ce qui concerne les générations nées dans les années 1970 et 1980, ce sont surtout leurs déplacements en bas âge qui se démarquent et qui résultent directement des mobilités importantes de leurs parents (cohortes de 1940 à 1960), dans les années 1980 et 1990.

Du côté des mobilités résidentielles à l'âge — et juste en amont — de la retraite, les situations en volume des premières générations de baby-boomers (années 1940 et 1950) mettent en évidence des niveaux supérieurs à celles de l'entre-deux guerre (années 1920 et 1930). L'écart est assez important (entre 50 000 et 150 000 individus mobiles) mais il atteste aussi de migrations de retraite vers les campagnes françaises non négligeables, dès les années 1970-1980, de la part des générations de naissance du début du 20^e siècle.

Enfin, les figures 27 confirment l'attrait des *campagnes des villes* depuis les décennies 1970-1980, pour les cohortes des années 1940-1950 et pour toutes les générations suivantes. Les volumes observés dans les autres campagnes sont inférieurs mais tout de même élevés pour les *campagnes productives*. Ils se sont surtout accrus proportionnellement à l'importance des mobilités résidentielles, pour telle ou telle génération et durant les cinq décennies étudiées. Une analyse des proportions des individus mobiles devrait permettre de mieux mettre en évidence le poids relatif de chacune des campagnes françaises pour les différentes générations de naissance.

Figures 27. Un effet d'âge supérieur à un effet de génération pour expliquer les plus fortes mobilités

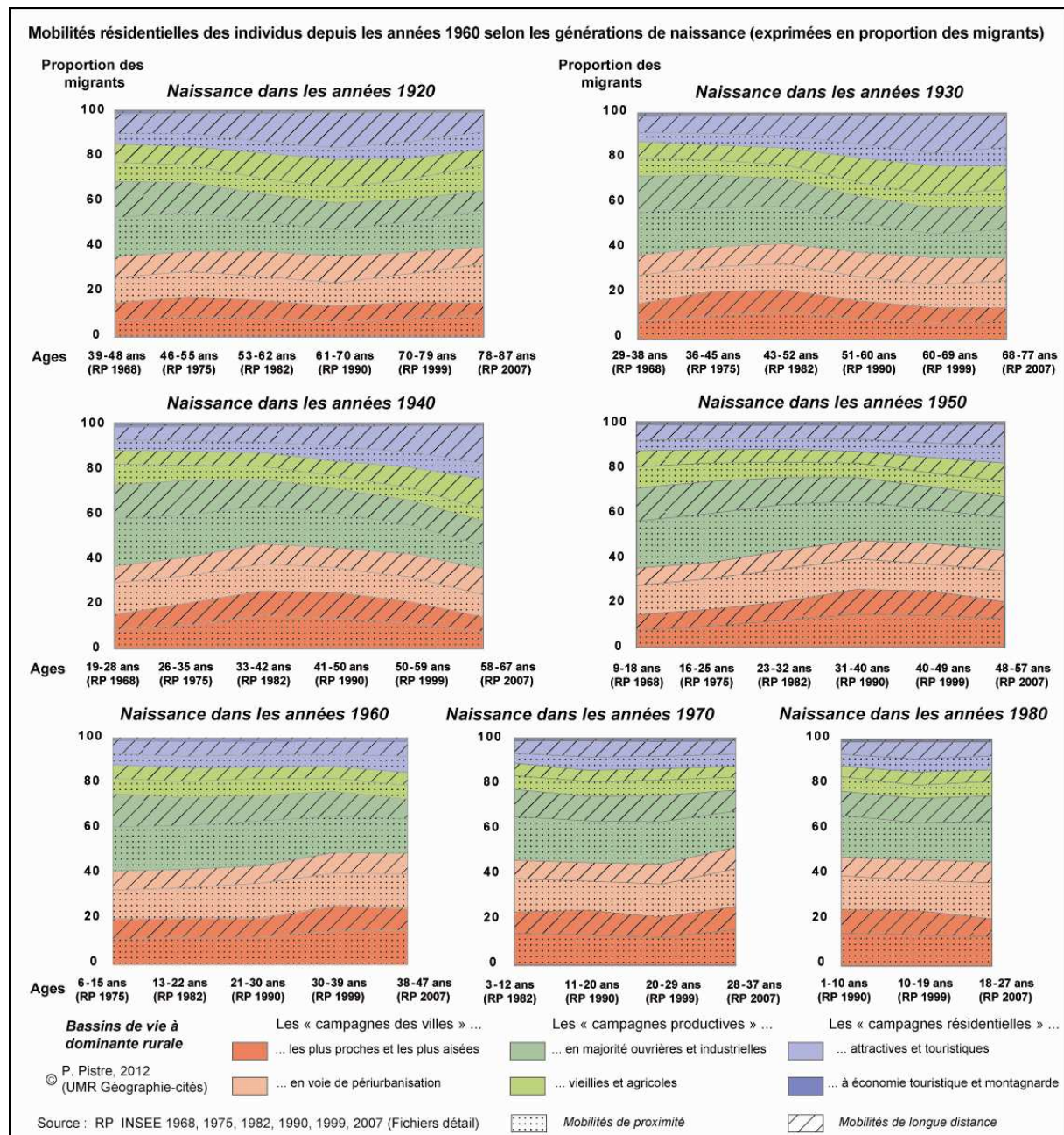


L'étude des volumes de migrants révèle une domination des effets d'âge sur les effets générationnels dans les mobilités vers les campagnes françaises ; l'analyse en proportion des individus mobiles vient conforter ce constat (figures 28). En effet, on retrouve ici les principales logiques cycliques observées dans les figures 26 (p. 108) : les *campagnes des villes* privilégiées par les actifs de 30-40 ans et majoritairement par des arrivées de proximité, l'importance des mobilités de longue distance au moment de la retraite, à destination des *campagnes résidentielles attractives et touristiques* ou des *campagnes productives vieilles et agricoles*, et encore, un retour — pour la cohorte des années 1920 — des mobilités de proximité en fin de cycle de vie. Les figures 28 n'en apportent pas moins des éclairages et des compléments sur les intensités de ces deux premières tendances majeures, ainsi que sur l'implication des générations successives.

Concernant les déplacements au moment de la retraite, et en particulier les proportions élevées de mobilités de longue distance dans les campagnes françaises autres que les *campagnes des villes*, les tendances des cohortes des années 1920, 1930 voire 1940 présentent des résultats équivalents. Des niveaux supérieurs semblent tout de même se dégager autour de 70-75 ans pour les plus jeunes (naissance dans les années 1930), ce qui refléterait la reproduction des préférences migratoires rurales des jeunes retraités chez des individus de plus en plus âgés.

Du côté des mobilités résidentielles des jeunes actifs selon les générations de naissance successives, les figures 28 donnent encore à voir des courbes assez comparables, et surtout favorables pour les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées* et celles *en voie de périurbanisation*. Les dynamiques de la cohorte des années 1920 n'étaient qu'à l'état de prémices dans les décennies 1960-1970, et c'est surtout avec les générations 1930, 1940 et 1950 que s'est accentué l'attrait des *campagnes des villes*, vers 30, 40 et 50 ans. Celui-ci s'est ensuite perpétué puisque les générations suivantes affichent les proportions les plus élevées et en voie de généralisation selon les âges.

Figures 28. Cohortes d'avant guerre et mobilités de retraite vs baby-boomers et extensions périurbaines



Encadré 20. Motivations 2 : la campagne, ses atouts naturels et paysagers (terrains 1 et 2)

Dans la continuité de l'analyse des motivations construites sur l'opposition entre ville et campagne, un deuxième ensemble renvoie à l'aspect naturel des terrains d'étude. La recherche d'un meilleur cadre de vie, d'un paysage attrayant et verdoyant, sont revenus comme un leitmotiv dans la plupart des entretiens auprès de nouveaux arrivants. Ce fut notamment le cas dans le terrain 1, où les entretiens ont été les plus nombreuses et en adéquation avec les résultats d'une étude récente sur les perceptions paysagères des habitants de la c. c. de Forcalquier Montagne de Lure (Alpes de Lumière, 2011). Sur la base de trois cents questionnaires, cette enquête a surtout souligné l'importance du cadre de vie comme motivation principale des arrivées successives dans le territoire (35 % des cas, suivie par des motifs professionnels et familiaux).

L'attrait d'une campagne « naturelle » peut renvoyer à une reprise de contact avec les éléments, à la découverte de senteurs, à un air plus pur ou encore à l'ouverture des paysages. Les citations suivantes en apportent quelques exemples, sans épuiser les multiples perceptions personnelles :

« Je ne savais pas si c'était une bonne idée de venir habiter ici, mais depuis que je suis là, je suis beaucoup plus attaché à l'environnement, plus qu'à la maison elle-même. [...] J'aime bien la solitude et beaucoup cette nature. Je vendrais plus facilement la maison, mais ça me dérangerait vraiment de quitter ce lieu. [...] Pour moi la maison c'est un lieu d'ouverture vers l'extérieur ; je suis toujours dehors. Elle ne me tombera pas sur la tête ; j'ai déjà enlevé les fenêtres, peut être bientôt les portes ! » (entretien 12, T1)

« Ici c'est un pays d'une richesse incroyable en parfums, en paysages, en lumières. C'est vrai que ça a été une découverte, et pour moi surtout la lumière. [...] A toutes les heures, ça change, il y a des tonalités extraordinaires. [...] La pierre de ce pays est claire, elle a une texture, et c'est vraiment la pierre qui est adaptée à cette lumière. [...] Il y a des reliefs incroyables. Quand on monte de Forcalquier par les Mourres, ça change à tous les virages. [...] On est venu parce que l'on aimait la nature, mais on a découvert que l'on est rentré de plein pied dans la nature. On a repris pied avec le lieu, et par exemple, pour les animaux maintenant, on fait partie des meubles ! » (entretien 14, T1)

Dans certaines situations, les motivations naturelles de départ pourraient être remises en cause par le développement de différents projets en gestation au moment de la passation des entretiens.

« Nos motivations de départ, c'était le climat. On vient d'un pays où il pleut beaucoup. Mais il y avait aussi des paramètres disons de santé. A côté d'ici, il y a Saint-Michel l'Observatoire, et on dit que c'est l'air le plus pur d'Europe (cf. les critères d'installation de son centre astronomique du CNRS dans les années 1930). [...] Et il y a aussi le régime alimentaire méditerranéen, alors pourquoi pas mieux vieillir. [...] Mais il y a un truc qui nous perturbe. Le week-end dernier, il y avait une réunion au village autour des projets d'extraction du gaz de schiste. On est justement venu dans le coin parce qu'il est peu pollué et sans industrie. C'est quand même impensable de faire des choses comme ça dans une région très visitée comme la Provence. [...] La salle était remplie, et pour 90 % par des retraités qui sont venus pour la tranquillité. » (entretien 17, T1)

« Une autre chose pour expliquer notre venue, c'est ici un parc naturel régional, qui semblait nous garantir le maintien d'une qualité de la région. Mais là je ne suis pas content. Ils ont vendu leur parc, leurs maisons à des Anglais, des Hollandais, des Parisiens comme nous, mais ils changent leur philosophie. S'ils peuvent transformer en parc industriel, ils le font. Il y a des projets d'éoliennes à cinq cents mètres d'ici, des trucs énormes. Ces éoliennes, c'est une hérésie, juste une chasse aux primes pour celui qui les construit, et des emmerdes pour le reste de la population. » (entretien 14, T2)

2) Trajectoires résidentielles vers les communes rurales françaises

L'objectif du deuxième axe biographique de recherche est de confronter les dernières mobilités des individus venus s'installer dans les campagnes françaises avec l'ensemble de leurs déplacements précédents et de leurs cheminements résidentiels. Le postulat est ainsi que l'itinéraire individuel pris dans sa globalité apporte des indications originales sur le profil des nouveaux résidents ruraux, de même que les origines géographiques ou des expériences passées peuvent expliquer une partie de l'attrait contemporain des campagnes françaises.

Quelles sources peut-on mobiliser pour étudier les comportements migratoires sous l'angle des trajectoires résidentielles, à l'échelle nationale et de manière statistique ? Jusqu'à ce stade de la thèse, le recensement INSEE de la population a été la seule source utilisée pour analyser les dynamiques migratoires rurales. Mais cette base statistique, d'une richesse indéniable et d'une couverture incontournable pour nombre d'analyses géographiques, ne permet pas — dans ses modes de diffusion les plus classiques — de réaliser des études de trajectoires résidentielles ; le dernier déplacement étant uniquement renseigné et les identifiants individuels ayant changé entre les RP successifs⁶¹. Le développement dans les sciences humaines françaises des analyses biographiques et de parcours résidentiels est de fait passé par la construction de sources *ad hoc*. Ce fut en particulier le cas au sein de l'INED où, depuis les années 1970 et sous la responsabilité initiale de Daniel Courgeau, plusieurs enquêtes spécifiques ont été réalisées : Triple Biographie (1981), Peuplement et dépeuplement de Paris (1986), Biographies et entourage (2001)⁶².

L'enquête Histoire de vie (2003), sur laquelle reposent les analyses de trajectoires réalisées dans ce travail de thèse, n'avait pas pour ambition première d'étudier les comportements résidentiels des individus interrogés (échantillon de 8 403 personnes de 18 ans et plus). Menée en concertation entre l'INED et l'INSEE, son cœur de cible était la construction des identités individuelles, à l'articulation de dimensions hétérogènes : familiales, professionnelles, sociales ou spatiales (Crenner *et al.*, 2006 ; Guérin-Pace *et al.*, 2009). Toutefois, une grille biographique a été introduite dans le questionnaire d'enquête (annexe 4b, p. 321) et a permis de rassembler un nombre conséquent de parcours résidentiels. Ceux-ci renvoient à une grande diversité de profils individuels, et à des parcours qui se sont déroulés sur l'ensemble du territoire national⁶³.

Un échantillon des trajectoires recueillies par l'enquête Histoire de vie a été constitué. Il correspond à l'ensemble des itinéraires individuels qui se sont conclus par une installation dans une commune rurale (au sens de la définition INSEE des Unités Urbaines) entre 1990 et 2003. L'objectif des traitements qui suivent est double. Sur le plan thématique, il s'agit d'apporter des compléments à l'étude des mobilités résidentielles vers les campagnes françaises. Le deuxième volet est plus méthodologique : il consiste en la mise en œuvre de techniques de représentation des trajectoires résidentielles, à travers des représentations graphiques et cartographiques, individualisées et agrégées.

⁶¹ Créé en 1967, et alimenté depuis par les recensements successifs, l'échantillon démographique permanent (EDP) permet par contre de suivre les individus au cours de leur parcours de vie et de reconstruire des trajectoires de mobilité résidentielle (Courgeau *et al.*, 1998 ; Couet, 2006). Rassemblant à ce jour 900 000 histoires individuelles, il a déjà été utilisé dans l'analyse systématique des pratiques migratoires entre urbain et rural (Détang-Dessendre *et al.*, 2002). Cela n'a pas été le cas dans ce travail de thèse, mais son exploitation sous l'angle biographique des mobilités vers les campagnes françaises — et à la suite de traitements menés sur de petits échantillons et présentés dans ce chapitre — constitue une des principales perspectives quantitatives de recherche de l'après doctorat.

⁶² Pour de plus amples informations sur chacune d'elles, se reporter au site internet du Groupe de Réflexion sur l'Approche Biographique (GRAB) : cf. <http://grab.site.ined.fr>. De plus, pour ne citer que quelques publications tirées de ces deux dernières enquêtes, voir Bonvalet *et al.*, 1991, 2011 ; Lelièvre *et al.*, 2001, 2010 ; Laborde *et al.*, 2007.

⁶³ C'est là une différence importante avec l'enquête Biographies et entourage qui s'est concentrée sur l'Île de France.

a) Indicateurs de synthèse et diversité des trajectoires résidentielles rurales

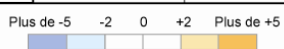
Les premières analyses proposées correspondent à une évaluation synthétique des profils des individus venus s'installer dans des communes rurales : d'abord, par une série de variables statistiques assez classiques (tableau 4), puis au moyen d'indicateurs simples mais néanmoins très instructifs, qui résument les trajectoires résidentielles (tableau 5)⁶⁴. De plus, les résultats observés pour les communes rurales peuvent être comparés aux tendances de mobilité enregistrées dans plusieurs catégories urbaines : des petites villes à l'agglomération de Paris.

Le tableau 4 présente tout d'abord les caractéristiques de l'échantillon utilisé pour notre étude : 3508 individus interrogés dans l'enquête Histoire de vie — sur les 8 403 initiaux — ont effectué un changement résidentiel entre 1990 et 2003, dont 799 ont rejoint une commune rurale. Ces derniers étaient à part égale des hommes ou des femmes, avant tout mariés, et très majoritairement des Français de naissance. En outre, plus de 58 % de ces individus vivaient dans un ménage propriétaire de son lieu de résidence, soit une proportion bien supérieure aux profils des migrants vers les différentes entités urbaines. Les statuts socioprofessionnels des nouveaux résidents ruraux étaient composés en majorité de professions intermédiaires, d'employés, d'ouvriers et de retraités. Enfin, les revenus des ménages étaient tout aussi hétérogènes, avec tout de même une surreprésentation des situations médianes supérieures.

Tableau 4. Nouveaux résidents ruraux et urbains : des profils ni équivalents ni totalement opposés

Individus venus s'installer entre 1990 et 2003 dans des communes rurales ou des communes urbaines

		Communes rurales	Petites villes (2 000 à 19 999 habitants)	Villes moyennes (20 000 - 99 999 habitants)	Grandes villes (100 000 à 2 000 000 habitants)	Agglomération de Paris	Totaux puis moyennes nationales	
ÉCHANTILLON DE L'ENQUÊTE HISTOIRE DE VIE	Volume net	799	563	531	1159	456	3508	
	Volume pondéré	4 964 500	2 973 500	2 835 500	6 335 500	4 168 500	21 277 500	
	Proportion pondérée	23,3	14	13,3	29,8	19,6	100	
INDICATEURS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES / EN %	SEXE *	Hommes	50	53,6	54,5	46,6	49,5	50
		Femmes	50	46,4	45,5	53,4	50,5	50
	CATÉGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES **	Agriculteurs	4	0,6	0,8	0,2	0	1,18
		Artisans ...	7,2	9,1	6	3,8	3,2	5,5
		Cadres ...	9,2	12,4	12,2	15,6	24,8	15
		Professions intermédiaires	20,4	21,6	21,1	23,3	17,8	21
		Employés	28,9	26	24,6	23,9	24,8	25,6
		Ouvriers	25	24	24,5	16,4	16,3	20,5
	Retraités **	12,1	12,5	8,7	7,6	4,7	8,9	
	REVENUS ANNUELS DU MÉNAGE *	Moins de 15 550 euros	13,6	16,2	20,8	20,2	14	16,9
15 550 à 23 782 euros		20,1	19,2	23	21,7	18,6	20,5	
23 783 à 39 332 euros		38,5	36,2	33,4	31,8	25,7	33,2	
Plus de 39 332 euros		20,5	20,9	13,1	20,2	32,7	21,8	
STATUT MARITAL *	Célibataires	29	41,8	43,2	48,8	45,7	41,9	
	Mariés	61	44,9	43,1	38,8	43,2	46,3	
	Veufs	2,5	4,5	3,5	3,2	1,9	3	
	Divorcés	7,4	8,8	10,2	9,2	9,2	8,8	
NATIONALITÉ *	Double nationalité	0,7	3	2,5	1,6	4,1	2,2	
	Français de naissance	96,2	91,5	86,9	88,9	72,8	87,6	
	Français par acquisition	1,2	2,7	1,7	3,8	7,9	3,6	
	Etrangers	2	2,8	8,9	5,7	15,2	6,7	
STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT *	Propriétaires	58,7	41,2	30,8	31	31,1	38,9	
	Locataires	29,6	46,8	58	60	58,1	50,2	
	Autres	11,7	12,1	11,2	9,7	10,8	10,9	

Plus de -5 -2 0 +2 Plus de +5

 Indice de distance à la moyenne (exprimé en points)

* Tous les résultats statistiques sont ici exprimés en proportions pondérées.

Source : Enquête Histoire de vie INSEE/INED 2003

** Les personnes retraitées ont été dans un premier temps comptabilisées avec leurs anciennes catégories socioprofessionnelles d'actifs. Elles ont été ensuite rassemblées pour évaluer la proportion générale des retraités.

⁶⁴ La construction des différents indicateurs statistiques — et des discrétisations qui vont avec — utilisés dans les tableaux 4 et 5 est à mettre à l'actif des chercheurs, notamment de l'INED, qui ont travaillé sur l'enquête Histoire de Vie. Les variables à dominante spatiale sont principalement à mettre au crédit de France Guérin-Pace.

Le tableau 4 conforte certaines observations du chapitre 2 et esquisse des pistes d'analyse sur les profils des migrants vers les campagnes françaises — autour des revenus, des logements et des nationalités —, qui seront développées par la suite (partie 2). Le tableau 5 présente des résultats qui découlent plus spécifiquement d'analyses biographiques. Il permet de dégager deux idées principales quant aux parcours résidentiels des individus interrogés dans l'enquête Histoire de vie et venus s'installer dans une commune rurale entre 1990 et 2003.


D'une part, trois des indicateurs utilisés mettent en évidence les signes d'habitudes de vie rurale, nombreuses et variées, chez les nouveaux résidents des communes rurales. Beaucoup sont nés dans une petite ville ou une ville moyenne, que l'on peut supposer pour une bonne part, la plus proche du lieu de résidence à dominante rurale de leurs parents. Une majorité a connu un passage par une commune rurale durant leur trajectoire résidentielle, le cas le plus fréquent correspondant à plusieurs allers-retours entre des entités rurales et urbaines. Ces expériences régulières de résidence expliquent ainsi les proportions largement majoritaires d'individus ayant vécu plusieurs années en rural parmi les nouveaux résidents ruraux : plus de 72 % de l'échantillon étudié a en effet passé un minimum de 6 ans dans une ou plusieurs communes rurales au cours de leur itinéraire résidentiel.

D'autre part, les autres indicateurs révèlent l'importance des longs parcours résidentiels, parmi les individus venus s'installer dans une commune rurale entre 1990 et 2003. Même si une très large majorité de ces nouveaux résidents a toujours vécu en France, le chiffre de 12,6 % de trajectoires alternantes entre l'hexagone et l'étranger est loin d'être négligeable. De plus, et comparativement aux situations urbaines, nombreux ont été les individus à connaître un minimum de sept étapes résidentielles (27,8 %) et de trois régions administratives (25,2 %) pendant leur trajectoire personnelle. L'étude n'en prouve pas ici la corrélation, mais on peut supposer qu'il s'agit en majorité d'individus retraités ou en fin de carrière professionnelle.

Tableau 5. Des expériences rurales et des trajectoires longues majoritaires parmi les nouveaux ruraux

Individus venus s'installer entre 1990 et 2003 dans des communes rurales ou des communes urbaines

		Communes rurales	Petites villes (2 000 à 19 999 habitants)	Villes moyennes (20 000 - 99 999 habitants)	Grandes villes (100 000 à 2 000 000 habitants)	Agglomération de Paris	Moyennes nationales	
INDICATEURS BIOGRAPHIQUES	DÉJÀ VÉCU DANS LA NOUVELLE COMMUNE DE RÉSIDENCE ?	Oui 15,1 Non 84,9	15,4 84,6	16,3 83,7	16,8 83,2	13,4 86,6	15,5 84,5	
	TYPES DE LIEUX DE NAISSANCE	Communes rurales	5,8	2,9	3,6	1,9	1,1	3,1
		Petites villes	38,7	43	39,5	27,7	25,7	33,7
		Villes moyennes	35,9	32,3	39,9	34,4	43,1	36,6
		Grandes villes	14,7	16,9	12	32,6	9,3	19,4
		Agglo. de Paris	5	4,9	5	3,4	20,8	7,1
	TRAJECTOIRES RÉSIDENTIELLES ENTRE LA FRANCE ET L'ÉTRANGER	Toujours en France	82,5	78,2	71,6	75,6	57,4	73,5
		De l'étranger vers la France	4,9	5,2	13,2	10	25,1	11,5
		Allers-retours	12,6	16,6	15,2	14,4	17,5	15
	TRAJECTOIRES RÉSIDENTIELLES ENTRE RURAL ET URBAIN**	Toujours rural	8	0	0	0	0	2
Toujours urbain		3,8	41,8	43,3	67	73,4	47,1	
Rural puis urbain		0	14,2	14,9	10,7	9,5	9,6	
Urbain puis rural		35,3	4,5	0	0	0	9,4	
Allers-retours		50	38,7	38,9	21,5	17,1	32	
NOMBRE D'ÉTAPES RÉSIDENTIELLES	1 à 3	27,1	27,4	30	34,8	25,5	29,5	
	4 à 6	45,1	48,5	47,5	42,1	49,8	45,9	
	7 à 9	20,6	14,4	16	16,8	18,2	17,5	
	10 et plus	7,2	9,7	6,6	6,3	6,5	7,1	
NOMBRE DE RÉGIONS ADMINISTRATIVES	1 à 2	74,8	75,7	79,5	77,1	83,8	78	
	3 à 4	21,8	19,6	17,8	18,4	14,4	18,5	
	5 et plus	3,4	4,6	2,7	4,5	1,8	3,5	
NOMBRE D'ANNÉES VÉCUES EN RURAL**	0	12,7	47,7	48,2	69,5	74,9	51,4	
	1 à 5	15,1	11,5	10,7	8,4	8,7	10,8	
	6 à 20	34,6	25,4	26	15,3	11	21,8	
	20 et plus	37,6	15,5	15	6,9	5,4	16	

Plus de -5 -2 0 +2 Plus de +5

 Indice de distance à la moyenne (exprimé en points)

* Tous les résultats statistiques sont ici exprimés en proportions pondérées.

Source : Enquête Histoire de vie INSEE/INED 2003

** Les catégories d'urbain et de rural renvoient à la définition INSEE des Unités Urbaines. Par ailleurs, ce sont bien les contours de cette définition au moment où se sont déroulés les déplacements résidentiels qui ont été pris en compte.

Encadré 21. Exemples de trajectoires résidentielles vers les campagnes françaises

Dans le cadre des enquêtes de terrain réalisées en 2010 et 2011, quelques récits de vie et trajectoires résidentielles ont été recueillis, et notamment auprès de jeunes retraités. Ceux-ci ont servi et serviront à illustrer différentes analyses nationales, tout au long de la thèse. Ils sont néanmoins loin d'épuiser la diversité des itinéraires individuels et familiaux qui ont mené à des installations récentes dans les campagnes françaises. Afin de dépasser les seuls cas de figure observés personnellement, nous empruntons ici à des essais littéraires et journalistiques, à des films documentaires et de fiction, et à des émissions de radio, des exemples de parcours résidentiels qui marquent à la fois par leur singularité et par la proximité des aspirations.

Source : Dupin É. (2011), *Voyages en France*, Éd. du seuil, Paris, 378 p.

« Ce peintre s'est « décentralisé le jour de [ses] 50 ans » après avoir longtemps vécu dans la capitale. « J'ai quitté cette vie de fou, la course au fric et au pouvoir » marmonne-t-il dans sa barbe. Dans une vie antérieure, Jean-Pierre a pas mal « sévi dans la com' » (pp. 75-76, Charente-Maritime).

« « Ce qui est marrant avec les néoruraux, c'est qu'on dit qu'ils doivent avoir un projet et tout. En fait, la plupart de ceux qui arrivent ici sont échoués après des divorces, des problèmes économiques... Je viens de rencontrer un journaliste qui s'est acheté une baraque dans le coin. Il a perdu son boulot, sa nana [...] » Xavier se sent lui désormais très loin du tourbillon des métropoles. » (p. 112, Yonne).

« Originaire de Montfermeil, Christian a été forestier en Seine-et-Marne avant de quitter la région parisienne en 1985. Ce soixante-huitard endurci avait toutefois un pied dans les Cévennes depuis les années 1970 grâce à des attaches familiales. [...] La famille X n'est pas un cas isolé dans cette terre de refuge [...] « Il y a des milliers de personnes qui vivent comme cela dans la région » souligne Christian. Des gens habitent dans des cabanes, dans des yourtes ou même dans des camions aménagés. Les plus anciens arrivés dans les années 1970 ont réhabilité des maisons à l'abandon. Les plus récents n'ont pas les moyens de s'acheter des maisons en dur [...] Ces nouveaux réfugiés aspirent certes à une vie simple mais ils fuient aussi surtout la vie chère des villes. » (p. 210, Lozère)

Source : Calmettes G. (2006), *Aux bonheurs des champs : vive le temps partiel, la préretraite et la simplicité*, Éd. Michalon, Paris, 278 p.

« « Vous allez vous casser la... figure », avait prophétisé le trop poli Dubosquet. Vingt années ont passé depuis cette prédiction très approximative. J'ignore si le beau, le bon Dubosquet termine en fanfare à Saint-Florent-le-Veil une carrière d'enfer entamée tambour battant. À vrai dire peu m'en chaut, j'ai tiré de longue date le rideau sur les déconvenues passagères des dévots de la finance. » (p. 253, Bourgogne).

Source : Meunier J-H. (2004), *La vie comme elle va*, Galatée Films, Paris, 97 min.

« À Najac, j'ai débarqué comment ? J'ai été répudié par ma compagne ! Puis j'ai demandé à l'assistante sociale si elle connaissait un logement disponible et elle m'a indiqué ici. Mais ceci dit, si j'avais su, je serais venu dix ans plus tôt, c'est une autre façon de vivre. Je préfère celle-ci. » (min. 23, Aveyron)

Source : Pozzo di Borgo C. (2008), *Les brebis font de la résistance*, Cauri Films, Paris, 90 min.

« Nous si on est arrivé sur le Larzac c'est par hasard non plus. Y a une époque on habitait à Montpellier, on ne savait pas trop quoi faire de notre vie. On faisait des boulots à droite à gauche. Moi j'avais repris des études et puis on a commencé à réfléchir sur le sens de la vie. On a commencé à militer sur différents trucs, les OGM etc... et donc on est venu aussi sur le Larzac parce que il y avait peut-être l'idée d'un idéal » (min. 4, Aveyron)

Source : Guirado É. (2007), *Le fils de l'épicier*, TS Productions, Paris, 96 min.

« Vous venez d'arriver ? Je m'installe avec ma femme et mon fils. Elle est prof. Elle est en pleine dépression donc la campagne ça ne peut que lui faire du bien. » (min. 32, Drôme)

Source : Bertrand P. (2011), *Carnets de campagne, France Inter, 2 décembre, 14 min.*

« [...] Avant de parler de l'association X que vous avez fondée, c'est de votre parcours que j'aimerais parler. Vous êtes devenue paysanne il y a 12 ans ? : « Voilà. Avant cela j'étais formatrice. Je travaillais auprès d'adultes, et ça faisait longtemps que la terre m'attirait, mais je ne savais pas si j'allais faire le pas. Et je l'ai fait. J'ai décidé de devenir paysanne. J'ai trouvé une ferme, que je voulais en agriculture biologique. J'ai acheté des petites chevrettes et puis on est parti ». Vous avez mis 10 ans à stabiliser cette ferme de 10 hectares : « Oui oui c'est le temps qu'il m'a fallu mais je crois que c'est un peu une règle générale. L'activité paysanne touche à plein de secteurs [...] (relations au banquier, à l'animal, au produit chimique fromage, au climat, à la vente, au fait de trouver du terrain, à l'intégration dans le monde agricole) [...] Et effectivement le temps d'harmoniser tout ça et d'apprendre tout simplement... ». [...] Avec tous les obstacles dont on vient de parler, si c'était à refaire, vous feriez exactement la même chose ? : « Oui [...] Je suis heureuse. Alors ce n'est pas simple, c'est très fatiguant, c'est beaucoup de stress, mais en même temps pour moi c'est vraiment un privilège ». Et comme le dit encore Y dans son courrier, vous êtes aussi doctorante en sciences de l'éducation. C'est pour cela que vous avez créé l'association X ? (découverte de la vie à la ferme pour le grand public par des stages en immersion). » (Pyrénées-Atlantiques)

Source : Dupont P. (2012), *C'est mon nouveau boulot, France Info, 20 juillet, 4 min.*

« Sa vie professionnelle, X l'a débutée comme vendeur d'une grande marque d'anisette. Il passe 14 ans dans le monde de l'alcool avant de rejoindre un fabricant de tabac. Et puis l'entreprise dans laquelle il travaille rachète son concurrent, et comme souvent il y a de quoi craindre pour son poste, surtout quand on est cadre commercial et que l'on a déjà 51 ans [...] X n'a aucune idée particulière pour sa nouvelle vie professionnelle, sauf qu'il veut vivre à la campagne et pas n'importe où. Il a trouvé le lieu qui lui correspond et il veut en faire le centre de sa nouvelle vie : « J'ai eu un projet familial fort autour d'une maison que l'on a restaurée avec femme et enfants. [...] C'est une ancienne abbaye qui était en ruine et ce bâtiment allait disparaître à tout jamais. [...] C'était un tas de pierres chargé d'histoire ». Son abbaye cistercienne retapée, c'est un premier pas mais pour le reste c'est un peu flou. [...] (Lancement ensuite d'une entreprise autour des abeilles, avec l'installation de ruches dans des entreprises et l'envie de faire parler de l'abeille ailleurs qu'à la campagne) [...] L'ancien cadre commercial a tourné la page des années alcool et tabac. Il vit d'un produit 100 % naturel et il fait entrer les abeilles dans la vie de nombreux salariés urbains. Il n'a qu'un seul regret : ne pas passer assez de temps dans son abbaye cistercienne retapée par toute la famille. » (Maine-et-Loire).

b) Visualisations graphiques des trajectoires et poids des étapes de vie rurale

Dans un premier temps, l'analyse des itinéraires recueillis dans l'enquête Histoire de vie a porté sur des indicateurs statistiques, permettant de synthétiser les profils individuels et les trajectoires résidentielles. Les résultats statistiques sont venus, soit confirmer des tendances mises en évidence avec les données du recensement de la population, soit apporter des indications nouvelles que cette source n'aurait pas permis de souligner. Beaucoup des nouveaux résidents ruraux ont, par exemple, connu préalablement plusieurs expériences de vie rurale.

L'enjeu des deux sous-parties suivantes est de proposer des modes de visualisation graphique des trajectoires résidentielles prises dans leur globalité. L'hypothèse de travail a été la suivante : la représentation des parcours individuels doit apporter tout autant de sens thématique que des indicateurs statistiques, mais avec plus de précision et de variété sur le plan géographique à l'échelle nationale.

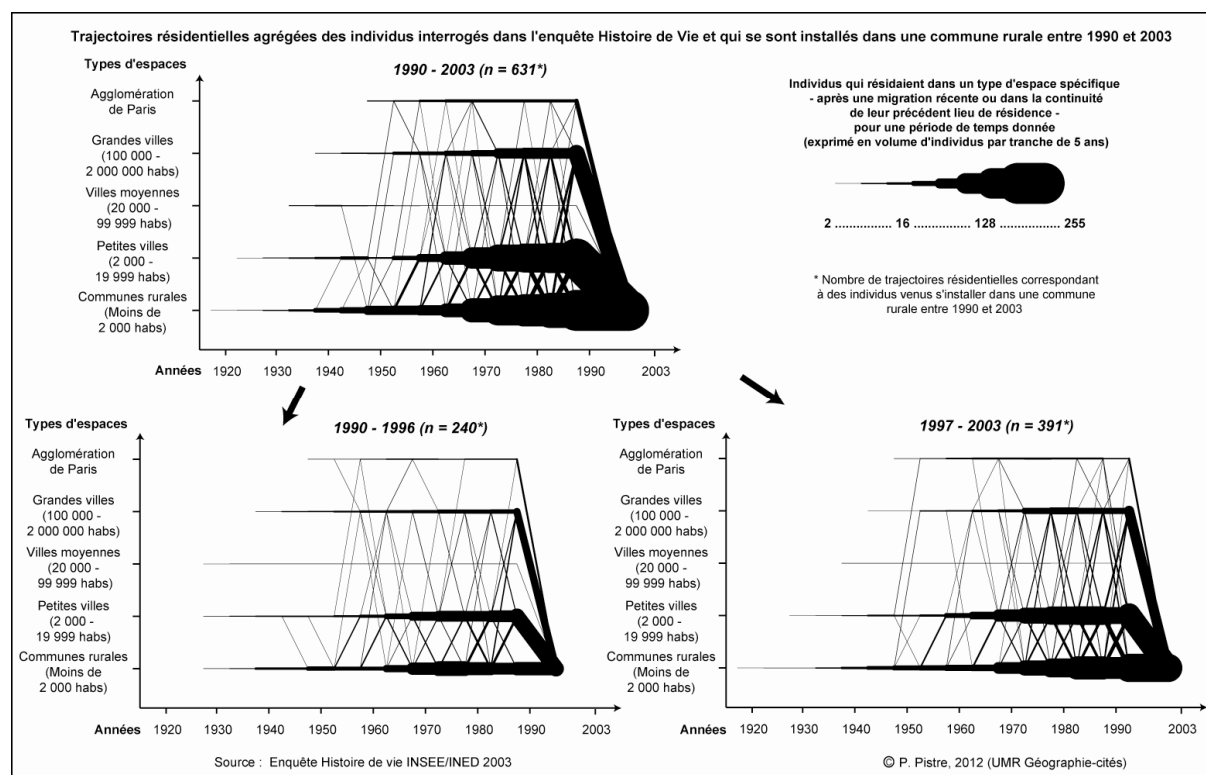
Les figures 30 correspondent à une première mise en forme graphique de l'échantillon disponible, toujours composé d'individus venus s'installer dans une commune rurale entre 1990 et 2003⁶⁵. Ces figures reposent sur l'agrégation des trajectoires individuelles selon un intervalle de temps de 5 ans, et elles représentent aussi bien les déplacements successifs que les phases de continuité résidentielle⁶⁶. Ce mode de représentation permet ainsi d'observer des récurrences dans les parcours, qui ont abouti à une même mobilité finale (vers une commune rurale). En définitive, il se rapproche d'une analyse statistique et biographique bivariée, entre les décennies de vie qui précèdent les années 2000 et les localisations successives des 631 individus étudiés.

La première figure confirme déjà le poids des étapes et des expériences antérieures de vie rurale parmi les trajectoires (re)venues se conclure dans une commune rurale entre 1990 et 2003. Elle met ensuite en évidence des récurrences migratoires nombreuses avec les petites villes. Nous pouvons ici supposer qu'il s'agit majoritairement de pôles proches de l'ancien lieu de résidence, et que ce constat souligne l'importance des mobilités de proximité internes à de mêmes régions.

Dans une moindre mesure, les figures 30 donnent à voir des parcours équivalents chez des individus qui ont quitté une commune rurale pour une grande ville (dont Paris), au cours des décennies 1970-1980, pour revenir dans une commune rurale dans les années 1990-2000. D'autres individus sont revenus auparavant dans une entité rurale (années 1980), pour y rester. Ce mode de représentation agrégé des parcours individuels met aussi en évidence une proportion non négligeable d'individus qui ont toujours vécu ou migré dans des communes rurales (des itinéraires estimés à 8 % des installations dans le tableau 5).

Enfin, la comparaison des trajectoires des individus venus s'installer dans une commune rurale entre 1990 et 1996 ou entre 1997 et 2003 donne à voir une accentuation des venues rurales sur la dernière période, tout au moins parmi l'échantillon de l'enquête Histoire de vie.

Figures 30. Expériences de vie rurale : un facteur central des mobilités récentes vers les campagnes



⁶⁵ Pour 1990-2003, le différentiel entre les 631 trajectoires résidentielles ici prises en compte et les 799 recensées dans le tableau 4 s'explique par la suppression d'itinéraires incomplets sur le plan de leurs localisations géographiques.

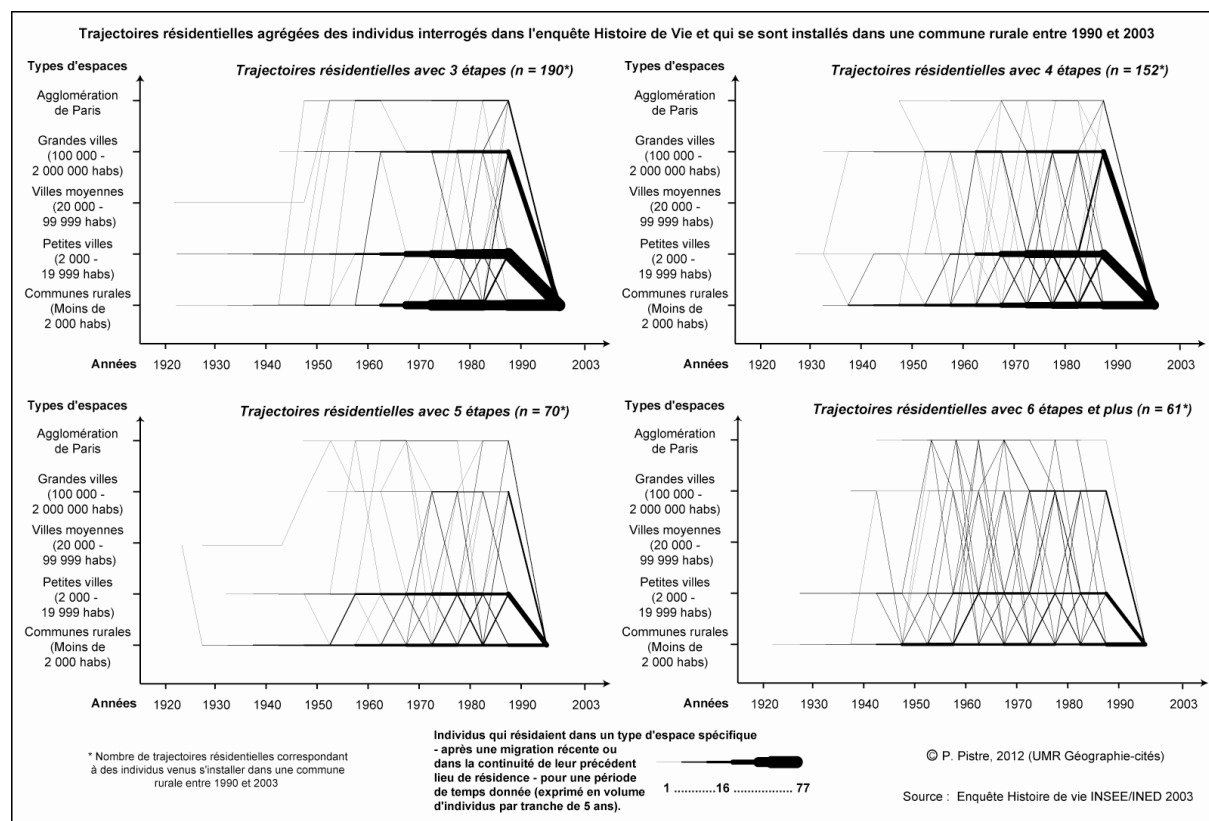
⁶⁶ Ajoutons que les trajectoires des individus ont été intégrées graduellement selon les dates de naissance.

Les figures 31 reprennent le même procédé graphique d'agrégation que les précédentes, à la différence que l'échantillon des individus venus s'installer dans une commune rurale entre 1990 et 2003 est ici décomposé selon le nombre d'étapes réalisées dans la trajectoire résidentielle. Le tableau 5 (p. 116) a rendu compte à la fois de la variété des longueurs de parcours vers les entités rurales et de la part importante d'individus habitués des changements de lieux ou de régions de résidence. Une plus grande densité des trajectoires — évaluée ici selon le nombre d'étapes résidentielles — implique-t-elle des passages plus nombreux par des entités urbaines ? C'est l'enjeu des figures 31 que d'y apporter des éléments de réponse. Précisons déjà que des profils sociodémographiques variés se cachent derrière des trajectoires plus ou moins denses. Les moins fournies renvoient aussi bien à des individus en début de parcours professionnel et familial qu'à des individus peu mobiles pendant leur cycle de vie. Inversement, les plus denses peuvent correspondre à des retraités ou à des jeunes actifs hyper-mobiles en début de carrière.

Un premier constat va un peu à l'encontre de l'idée selon laquelle les nouveaux résidents ruraux comptent surtout parmi les plus mobiles au cours de leur trajectoire résidentielle (tableau 5). En effet, la comparaison des volumes d'individus des échantillons — qui ont effectué de 3 à 6 étapes et plus — révèle une décroissance continue des effectifs. Les itinéraires les plus denses sont donc surreprésentés par rapport à ceux observés vers les entités urbaines, mais les trajectoires les moins denses (3 à 4 étapes) restent majoritaires dans les installations rurales.

Au-delà des volumes observés, les figures 31 mettent ensuite en évidence une nette relation entre densité des parcours résidentiels et variété des pratiques spatiales. Les trajectoires de 3-4 étapes, qui rassemblent avant tout des jeunes actifs (naissance dans les années 1960-1970), se caractérisent par la prédominance des communes rurales et des petites villes. À l'inverse, les itinéraires de 5-6 étapes résidentielles et plus — pour lesquels les individus nés dans les années 1940-1950 sont majoritaires — donnent à voir une plus grande variété de types d'espaces de résidence, associée à des mobilités plus nombreuses entre entités rurales et urbaines.

Figures 31. Plus les trajectoires vers les communes rurales sont denses, plus elles sont diversifiées



Encadré 22. Motivations 3 : la campagne, un entre-deux géographique idéal (terrains 1 et 2)

Pour quitter la vie urbaine (encadré 19, p. 109) ou pour des considérations naturelles et paysagères (encadré 20, p. 113), les premières motivations d'installation présentées étaient relativement attendues et sont bien prises en compte dans la littérature scientifique. Le troisième ensemble de motifs est certainement plus original, tout en renvoyant à des situations moins fréquentes. Il s'intègre tout à fait dans les réflexions sur le sens des localisations et sur les stratégies mises en œuvre lors des changements résidentiels, et ce, quels que soient les contextes géographiques (Rhein, 1990). Le critère majeur qui intervient dans les choix résidentiels est ici d'ordre spatial. Il s'agit surtout de concilier des aspects professionnels et/ou familiaux, avec des aspirations plus classiques de vie à la campagne. S'éloigner toujours plus loin d'un pôle urbain et/ou d'emploi, par rationalité économique d'accès à la propriété, est une forme très diffusée de stratégie résidentielle où les considérations géographiques et de distance comptent. Les cas évoqués font ici référence à des mises au vert qui ont coïncidé avec la recherche d'un entre-deux, propice à la gestion d'un espace de vie élargi.

Du côté des actifs, ce sont surtout des aspects professionnels qui vont par exemple conduire un couple à chercher un point de chute médian et bien desservi :

« Parmi le conseil municipal par exemple (commune située près de l'autoroute A 51), on a quelqu'un qui travaille tous les jours à Aix-en-Provence. Puis, on a des gens qui ont choisi X, parce que c'était à mi-chemin entre Aix et Gap. C'est le cas d'un couple de magistrats qui cherchait entre les deux. » (entretien 19, T1)

« Le dernier contact que l'on a eu avec un jeune couple qui veut venir, au moins un des deux fait la route avec Limoges et Angoulême. Ils viennent vers nous parce que l'on est au milieu. C'est peut être un nouveau type de clientèle. J'ai par exemple un rendez-vous cette après-midi avec un jeune couple dans ce cas. » (entretien 8, T2)

Du côté des retraités, surtout rencontrés lors des enquêtes de terrain, les dimensions familiales priment, et elles sont le plus souvent associées avec les motivations déjà présentées :

« On avait un fils à Toulouse et les autres en région parisienne, donc on a cherché à s'établir à peu près au centre. On a cherché autour de la nationale 20, dans pas mal de régions, dans le Cher, en Haute-Loire... et finalement on a acheté ici. La maison nous plaisait bien, le cadre aussi, mais c'était la première fois que l'on venait dans ce coin. On n'a pas d'attaches et on n'était jamais venu en vacances. C'était réellement la première fois. Donc on cherchait un lieu géographique central entre Paris et Toulouse. Bon maintenant le fils n'est pas resté à Toulouse mais enfin ! » (entretien 14, T2)

« Nous avons décidé d'acheter dans le Limousin parce qu'avant notre retraite, nous sommes venus beaucoup en vacances en France avec le camping-car, et pour toutes les visites, on passait par le Limousin pour aller vers le sud. C'est le centre ici, et puis c'est une belle région. Il y a la beauté du paysage, des bois, des lacs... Donc on a cherché sur internet et on a trouvé quatre possibilités toutes en Haute-Vienne. » (entretien 7, T2)

« J'ai passé toute ma carrière à Paris, mais pour la retraite, la volonté était de rentrer dans le sud et de se rapprocher des enfants. J'en ai un sur Aix, l'autre à côté d'Avignon, et puis ma mère est toujours sur Toulon. J'ai cherché pas trop loin d'eux, pas non plus trop près pour ne pas les gêner, et je suis tombé ici un peu par hasard. » (entretien 7, T2)

Ces formes de stratégies de localisation résidentielle, qui, potentiellement peuvent concerner des campagnes très différentes et même relativement isolées, peuvent aussi être un critère central pour l'organisation d'événements plus ponctuels tel qu'un mariage :

« Ici on est toujours à se plaindre d'être mal desservi, mais j'ai pas mal de gens qui m'ont dit : « Vous êtes au milieu ». Par exemple, récemment on a eu dans le village un mariage alors que personne ne connaissait le pays. Il y avait des Toulousains, des Bordelais, des Parisiens... Moi j'avais l'impression que l'on n'était pas ici sur le bon axe, mais faut croire que pas forcément ! » (entretien 15, T2)

c) Cartographie et exemples de trajectoires vers les communes rurales

La première technique de représentation des itinéraires résidentiels reposait sur l'agrégation des trajectoires individuelles (figures 30 et 31). Il s'agissait surtout de souligner de grandes tendances nationales selon la hiérarchie des localisations résidentielles successives.

Après des essais plus ou moins concluants⁶⁷, la visualisation cartographique a été finalement réservée à de l'exemplification pour des parcours individuels qui possèdent des points communs. Plus précisément, les planches de cartes 17 et 18 représentent des trajectoires résidentielles qui ont débuté dans un même département — et qui se sont conclues dans une commune rurale entre 1990 et 2003 — ou qui ont abouti à une dernière mobilité résidentielle vers les communes rurales d'un même département⁶⁸. La sélection des échantillons à cartographier a donc été une première étape de la réflexion, en amont de la mise en pratique⁶⁹.

La deuxième a porté sur le choix des indicateurs pertinents pour visualiser et synthétiser les trajectoires résidentielles ; quatre ont été finalement retenus. Les cartes 17 et 18 informent sur les grandes lignes des itinéraires spatiaux, sur la durée des étapes successives, sur le moment des mobilités résidentielles dans les trajectoires individuelles, et sur la récurrence des déplacements entre deux départements. Enfin, les représentations ont ici valeur d'exemples, mais la comparaison des cas étudiés permet de dégager des régularités dans les trajectoires vers les communes rurales.

Est-ce que le fait d'avoir débuté sa trajectoire résidentielle dans un même département, et ce quels que soient les âges et les générations, donne à voir des itinéraires spatiaux équivalents ? La question mérite d'être posée et la planche des cartes 17 apportent des bribes de réponse.

C'est d'abord le caractère unique des parcours individuels qui saute aux yeux, en termes de régions traversées, de densité des trajectoires résidentielles ou de durée des étapes successives ; un même constat peut être fait pour les cartes 18. Par exemple, peu d'individus ont effectué un même déplacement entre deux départements ; seules des mobilités entre Paris et le reste de l'Ile-de-France, entre Marseille et ses départements voisins, entrent ici dans ce schéma résidentiel.

De plus, une majorité des individus des échantillons étudiés sont passés par des localisations très éloignées du point de départ départemental. Ils sont nombreux à avoir résidé en région parisienne ou dans les départements des principales métropoles régionales (Lyon, Strasbourg, Marseille). Plusieurs sont aussi revenus vers l'origine de leur itinéraire résidentiel, c'est-à-dire à proximité du lieu de naissance ou d'enfance. D'autres ont multiplié les étapes et les régions sans pour autant se rapprocher du département de résidence du début du cycle de vie.

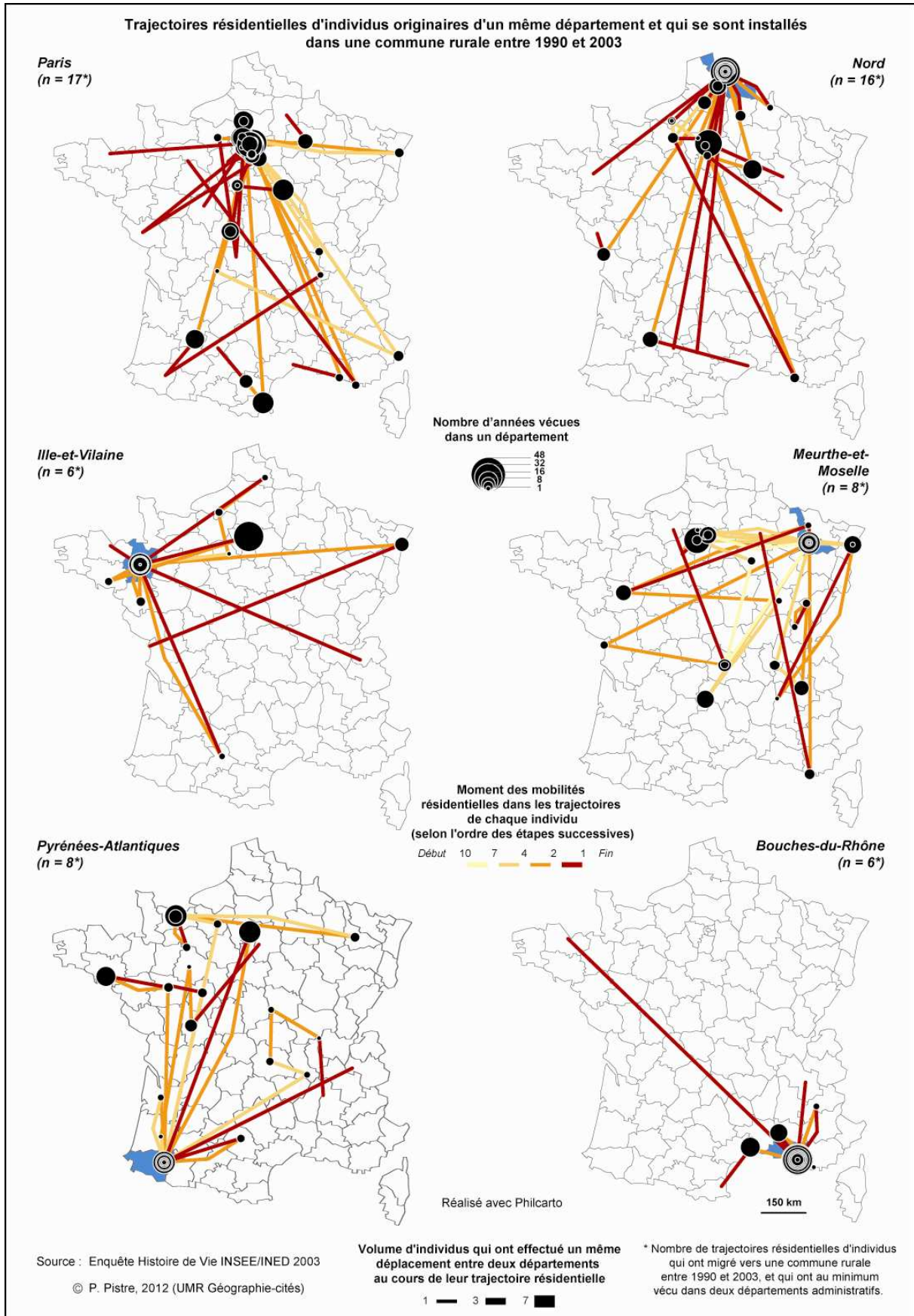
Enfin, la planche des cartes 17 renseignent sur les origines et les destinations des dernières mobilités vers des communes rurales entre 1990 et 2003. Elles sont extrêmement variées, mais l'on retrouve notamment pour Paris et le Nord, l'attractivité du Sud, de l'Ouest et d'un large bassin parisien. Ces déplacements résidentiels ont émané des deux départements en question, ou de destinations intermédiaires devenues origines des mobilités les plus récentes. Du côté de l'Ille-et-Vilaine, de la Meurthe-et-Moselle, des Pyrénées-Atlantiques et des Bouches-du-Rhône, les changements finaux de résidence ont été hétérogènes. Indiquons tout de même quelques cas de parcours qui vont à rebours des schémas les plus classiques : d'ouest en est et du sud vers le nord.

⁶⁷ Des tentatives de représentation cartographique de l'ensemble de l'échantillon des individus venus s'installer dans une commune rurale entre 1990 et 2003 sont, par exemple, consultables en annexe 4b (pp. 321-322).

⁶⁸ Sur le plan de la précision des données géographiques utilisées, deux variables étaient disponibles : le département des différentes étapes résidentielles et la tranche des communes successives selon la définition INSEE en Unités Urbaines. Notons aussi que seules ont été conservées les trajectoires complètes pour ces deux indicateurs.

⁶⁹ D'autres configurations auraient pu être mises en forme. Nous pensons ici à des trajectoires qui ont en commun d'avoir pour origine et destination un même département, ou des parcours résidentiels qui sont passés par une étape supposée récurrente, comme la région parisienne ou les principales métropoles régionales.

Cartes 17. Singularité *versus* proximité des trajectoires ayant une même origine géographique



Est-ce que le fait maintenant d'avoir conclu son itinéraire résidentiel dans les communes rurales d'un même département — quels que soient les âges et les générations — donne à voir des trajectoires résidentielles ressemblantes ? Pour les exemples d'itinéraires étudiés dans la planche des cartes 18, une réponse positive tend à se dégager pour plusieurs situations départementales. Des communes rurales de l'Eure-et-Loir, de la Creuse, et dans une moindre mesure des Côtes d'Armor, ont en commun d'avoir été la destination finale d'une majorité d'individus venus de la région parisienne. Pour les deux derniers départements cités, les étapes ont été assez longues en nombre d'années et la dernière mobilité a certainement consisté en un changement résidentiel au moment de la retraite. À l'inverse pour l'Eure-et-Loir, Paris — ou un des départements de la première couronne — a été le plus souvent un premier point de chute, avant un ajustement résidentiel vers les marges du Bassin parisien.

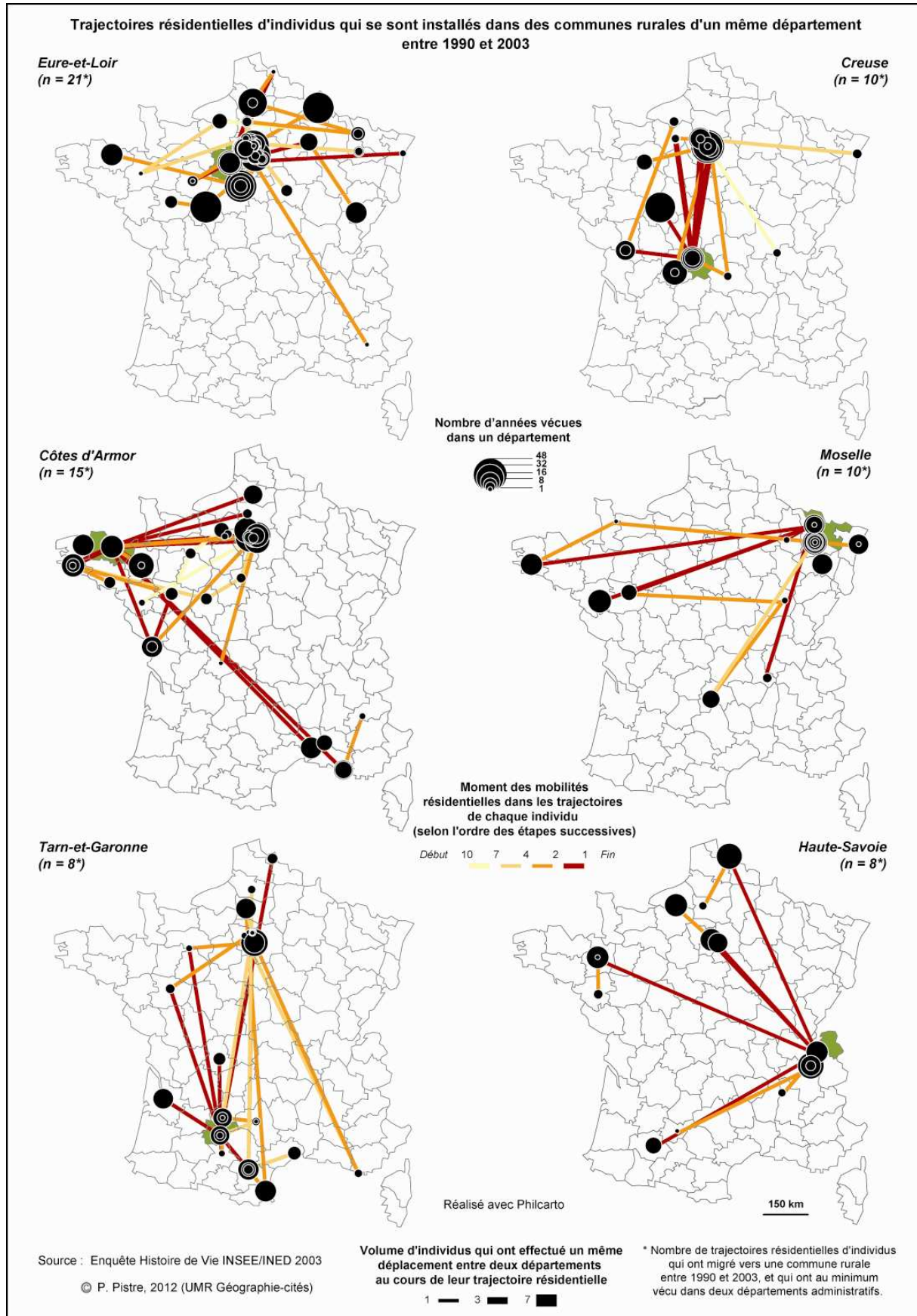
Les situations des trois autres départements sont plus hétérogènes. Les origines des différentes trajectoires individuelles et des dernières mobilités résidentielles sont variées. On retrouve toutefois un jeu migratoire de proximité entre des départements voisins, par des échanges qui sont intervenus au cours ou en fin des parcours résidentiels. C'est le cas de la Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, du Lot et du Tarn-et-Garonne, et de la Savoie et de la Haute-Savoie. Encore une fois, ce constat incite à accorder une bonne place aux déplacements de proximité dans l'étude des mobilités résidentielles vers les campagnes françaises.

En outre, et au-delà des cas départementaux, les trajectoires résidentielles prises dans leur globalité donnent à voir des ensembles régionaux, qui concentrent la majorité des déplacements au cours du cycle de vie. Il s'agit d'une grande moitié nord du pays pour l'Eure-et-Loir, la Moselle, voire la Haute-Savoie, du centre-ouest pour la Creuse, de l'ouest-Atlantique pour les Côtes d'Armor, et enfin d'un Sud-Ouest élargi pour le Tarn-et-Garonne. De fait, un échelon intermédiaire, entre local et national, n'est pas non plus à négliger dans l'analyse spatiale des parcours et des mobilités qui participent au dynamisme migratoire des campagnes françaises.

Au terme des analyses et commentaires effectués dans cette deuxième partie de chapitre, l'apport d'une étude des trajectoires résidentielles dans l'analyse des mobilités résidentielles vers les campagnes françaises doit être souligné. Cette voie d'analyse a permis de confirmer, mais surtout d'enrichir les constations qui ont émané des traitements menés avec le recensement de la population (chapitre 2). Néanmoins, l'utilisation faite des données biographiques de l'enquête Histoire de vie reste à ce stade partielle, même si elles offrent de nombreuses perspectives de recherche. Quelques traitements supplémentaires seront présentés dans la suite de la thèse : ils consistent en l'étude des trajectoires résidentielles de certains groupes sociodémographiques (selon les catégories socioprofessionnelles et les revenus des ménages (chapitres 6 et 9)).

D'autres pistes d'étude peuvent être envisagées. Une première renvoie à la possibilité de recourir à l'échantillon démographique permanent de l'INSEE, pour reconstruire et analyser un volume conséquent de trajectoires individuelles de mobilité vers les campagnes françaises. D'autres enquêtes biographiques pourraient être mobilisées ou des productions ciblées de données pourraient être effectuées. Sur un plan plus méthodologique, les voies de recherche sont aussi nombreuses : du développement des indicateurs statistiques à l'amélioration des techniques de visualisation, en passant par une plus grande systématisation des traitements. L'analyse des réseaux — en termes de mise en forme graphique et de l'utilisation d'indices de synthèse — paraît être une voie d'étude à suivre. Elle pourrait, par exemple, permettre d'étudier les relations entre trajectoires résidentielles individuelles et compositions/localisations des membres de la parenté, des ascendants comme des descendants.

Cartes 18. Prégnance des logiques régionales dans les parcours vers des communes rurales proches



Encadré 23. Motivations 4 : la campagne, terre de passage puis d'installation (terrains 1 et 3)

L'idée qui est ici avancée part d'un principe simple : pour pouvoir envisager de s'installer dans une campagne, lorsqu'elle est au départ inconnue, il faut dans une grande majorité des cas y être passé, l'avoir découverte, voire avoir eu un coup de cœur. Dès lors, les situations les plus fréquentes repérées lors des enquêtes de terrain renvoient à des venues pour les vacances. Nous y consacrerons un encadré spécifique dans les prochaines pages (encadré 26, p. 137), mais pour l'heure, il s'agit de faire référence à des passages plus variés qui ont eu lieu dans les terrains d'étude : de l'anecdotique à des souvenirs d'enfance, de considérations professionnelles à des venues pour les loisirs. Tous ont en commun d'avoir entraîné une installation à posteriori, plus ou moins permanente et longtemps après la découverte des territoires en question. Sans tomber dans une vision complètement fortuite des comportements migratoires, il s'agit de souligner la part de hasard et les ancrages historiques qui ont concouru à la découverte individuelle de certaines campagnes, et aux démarches résidentielles qui s'en sont suivies.

Les premiers exemples évoqués concernent le terrain 1, et des installations déjà anciennes, plutôt d'ordre professionnel, qui ont accompagné des événements historiques de ce territoire :

« Quel regard portez-vous sur l'histoire des arrivées de populations dans la région ? Moi je suis arrivé en 1985, et à l'époque on disait qu'il y en avait eu avec l'affaire Dominici. Après la guerre (1952), ça a attiré une catégorie de personnes, des journalistes, des réalisateurs, et à ce moment-là, il y avait un phénomène d'exode rural, les terrains et les propriétés étaient accessibles. Donc c'était le cas de gens venus pour leur boulot et qui ont apprécié la région. On dit toujours qu'après-guerre, les premières installations, notamment en résidences secondaires, étaient liées au retentissement de l'affaire Dominici [...] Puis, je me souviens avoir été dès le début en relation de travail avec des personnes parmi les premiers néo-ruraux, des graphistes, des gens du livre... » (entretien 15, T1)

« Il y a des antécédents anciens à Forcalquier. Ça a été une capitale féodale avec une cour cultivée au Moyen-Âge. Il y a eu aussi la construction d'une salle de réunion pour des rencontres universitaires et scientifiques, fin 19^e. Il y a un vieil ancrage culturel. Il y a depuis les années 1950 les rencontres typographiques de Lurs, toutes les fins août, nées de la rencontre de typographes parisiens et du groupe de Giono. [...] Dans la région il y a des graphistes qui se sont installés dans les années 1950, des éditeurs de beaux livres, l'éditeur de disque Harmonia Mundi, ça doit être vers 1960. Puis ils ont essaimé et ça a créé un réseau local autour de ces activités. De petits éditeurs se sont par exemple installés dans les années 1990-2000. » (entretien 18, T1)

La deuxième série d'exemples renvoie à des processus plus contemporains, à des dimensions de loisirs et/ou à une part d'anecdotique qui peut intervenir dans les pratiques résidentielles :

« Il y a une dimension qui me paraît intéressante, c'est la dimension artistique. Je pense à énormément de gens qui après avoir découvert la région, se sont installés parce que c'est un pays de couleurs, propice à la peinture. Il y a à ma connaissance au moins 6-7 peintres amateurs venus s'installer dans le village. » (entretien 1, T1)

« Les coups de cœur, c'est même relativement fréquent. Par exemple, un gars qui est invité pour un ou deux jours de chasse. D'autres ils viennent pour les champignons. Ça peut conduire à l'achat de résidences secondaires ou plus. [...] Un autre exemple récent, c'est un ferronnier de X qui est monté un week-end pour faire du bateau avec un ami. Et bien ça a entraîné son implantation, l'achat d'un terrain, la construction d'un chalet, et même de son activité. Et c'est le type même du gars qui prendra sa retraite ici. Un autre coup de cœur, c'est l'ex-chauffeur de X. Il est venu avec lui pour une visite politique et finalement il est venu acheter un bien ici. Il habite quand même à Béziers, mais tous les week-ends, il est là. [...] On a un autre exemple, c'est un gamin de Toulouse, qui était venu il a une vingtaine d'années faire un camp de scout dans le coin. Eh bien, il a acheté récemment une maison près du pont, sans même être revenu depuis. Il avait gardé ça en tête. Une expérience qui l'a marqué » (entretien 2, T3)

3) Étapes marquantes et mobilités vers les campagnes françaises

La troisième voie d'analyse biographique mise en œuvre dans cette thèse a pour objectif d'approfondir l'idée suivante : les mobilités contemporaines vers les campagnes françaises se dirigeraient le plus souvent vers des lieux importants de l'histoire résidentielle des individus. Moins que les trajectoires prises dans leur globalité, c'est le poids de certaines étapes ou expériences rurales qu'il s'agit d'évaluer. Dans le cas des migrations d'actifs vers l'espace rural isolé, Josette Debroux (2006, p. 80) a par exemple montré que « le choix de la zone d'arrivée renvoie à l'actualisation ou à la mobilisation d'un lien s'inscrivant dans cet espace, quelles que soient les caractéristiques sociales des migrants ». Elle a aussi présenté des situations variées pour lesquelles le lieu de migration est « porteur de passé », « de familiarité et de socialisation résidentielle ». Par des analyses quantitatives exploratoires — et qualitatives sur les terrains d'étude —, l'objectif de cette partie de chapitre est de mettre en évidence des relations voire des corrélations statistiques entre les mobilités vers les campagnes françaises et certains lieux supposés marquants des histoires résidentielles.

a) Lieux de naissance et mobilités résidentielles de retour vers des pays ruraux

Comment peut-on évaluer le poids des origines et des étapes du début du cycle de vie dans les récentes dynamiques migratoires rurales ? La chose n'est pas simple, surtout quand l'objectif est de l'appréhender à l'échelle nationale.

Les analyses qui suivent ont fait du lieu de naissance des individus leur cœur de cible, à partir des données du recensement de la population. Celui-ci est assurément restrictif et critiquable comme indicateur de synthèse des origines géographiques individuelles. Le cas des couples interroge aussi forcément, s'il s'agit de faire l'hypothèse que les nouveaux résidents ruraux ont en particulier migré vers leur lieu de naissance. Néanmoins, cette information personnelle et statistique n'a pas son équivalent — sur les origines des individus — pour mener une exploration nationale des mobilités résidentielles vers les campagnes françaises, à destination de lieux familiers du début du cycle de vie.

Cet indicateur est d'autant plus intéressant quand l'étude peut s'appuyer sur la commune de naissance déclarée par les individus ; ce qui offre la possibilité de mener une analyse spatiale fine. Pour le RP 2007, nous avons effectivement pu avoir accès à l'échelon communal de naissance, par la procédure d'accès contrôlé aux données publiques du CASD (Le Gléau *et al.*, 2011). Pour les recensements précédents, seuls le département de naissance a pu être utilisé.

En définitive, l'étude des origines géographiques, à travers le lieu de naissance, entend plus globalement participer au développement de l'analyse des profils biographiques des migrants. Pierre Darlu *et al.* (2007) ont par exemple proposé des avancées pertinentes à partir des patronymes des individus. L'enjeu implicite est également de mettre en exergue la diversité et la complexité des retours observables dans les campagnes contemporaines. Ces démarches résidentielles sont liées aux racines et aux souvenirs, individuels et familiaux, mais aussi aux temps de présence et d'absence dans les territoires (De Gourcy, 2007, 2010). Sur le plan géographique, il s'agit enfin d'évaluer l'échelle des zones d'arrivée et des mobilités de retour. Les situations peuvent être extrêmes, entre le départ de pôles urbains vers des campagnes d'origine situées à proximité, et d'autres mobilités résidentielles de retour intervenant de manière interrégionale ou même internationale. Ce dernier cas ne sera pas ici analysé mais citons par exemple les travaux de Cairiona Ni Laoire (2007), qui a étudié des retours vers les campagnes irlandaises de la part d'anciens résidents de métropoles britanniques et américaines.

Encadré 24. Essai de généalogie locale 2 : lieux de naissance et origines des individus (terrains 2)

« Les lieux ont beaucoup changé mais les noms restent ! » (entretien 13, T2)

Nous retrouvons ici l'exemple du hameau de la Chautrandie – situé dans le sud-ouest de la Haute-Vienne (encadré 10, pp. 50-51) –, pour une brève analyse de sa composition démographique selon les lieux de naissance de ses habitants, et ce, depuis la fin du 19^e siècle (tableau 6a). Au-delà des spécificités de ce cas d'étude, l'objectif est de questionner le poids des origines géographiques dans la composition des populations rurales, et indirectement dans les mobilités résidentielles vers les campagnes. Il s'agit aussi de s'interroger sur la pertinence du critère de naissance pour étudier les comportements migratoires vers les entités rurales.

Les premiers recensements étudiés (RP 1886, 1911, 1936) révèlent la prédominance des origines locales des habitants. Plus précisément, la plupart des individus recensés dans le hameau de la Chautrandie étaient nés dans ce même hameau, ou encore plus fréquemment, à proximité directe : dans la même commune (autres hameaux) ou des communes limitrophes. Même si les mobilités étaient alors de faible distance, ce constat paraît ainsi confirmer les changements nombreux de résidence pour une bonne partie de la population, bien loin d'une supposée sédentarité rurale dominante. De plus, les déplacements induits – entre lieu de naissance et lieu de résidence – se sont souvent affranchis de la limite départementale entre Haute-Vienne et Dordogne, et principalement par le jeu des mariages.

Ces premières observations soulignent plutôt l'intérêt du critère de naissance pour l'étude des comportements résidentiels ruraux, mais l'analyse des derniers recensements étudiés (RP 1968, 1990, 2004-2006) apporte quelques nuances. On retrouve ici le poids important de personnes nées à proximité directe du hameau de la Chautrandie et qui ont peu bougé au cours de leur vie.

À l'inverse, la situation la plus récente (RP 2004-2006) présente une majorité de cas de naissances extérieures à la Haute-Vienne ou à la Dordogne. Ce qui pourrait passer pour des installations totalement étrangères à la région, cache en fait les retours au moment de la retraite de descendants de la deuxième génération, qui n'avaient jamais vécu dans le hameau et qui n'y étaient pas non plus nés. Il est ainsi clair que le lieu de naissance ne peut prétendre rendre compte de la diversité contemporaine des formes de retour au pays.

Tableau 6a. Des origines locales et anciennes majoritaires, mais qui tendent à se diversifier

Lieux de naissance des individus de plus de 18 ans résidant dans le hameau de la Chautrandie (RP 1886-2006)

Volume (et proportion)	Hameau de la Chautrandie	Autres hameaux de la commune de Marval	Communes limitrophes de Haute-Vienne (87)	Communes limitrophes de Dordogne (24)	Communes proches (moins de 15 km) du 87 et 24	Autres communes du 87 et 24	Autres
RP 1886	5 (22,7 %)	3 (13,6 %)	3 (13,6 %)	4 (18,2 %)	5 (22,7 %)	1 (4,6 %)	1 (4,6 %)
RP 1911	1 (2,9 %)	16 (47,1 %)	4 (11,8 %)	4 (11,8 %)	9 (26,5 %)	/	/
RP 1936	5 (16,7 %)	10 (33,3 %)	8 (26,7 %)	3 (10 %)	3 (10 %)	/	/
RP 1968	6 (25 %)	9 (37,5 %)	5 (20,8 %)	2 (8,3 %)	2 (8,3 %)	1 (3,3 %)	/
RP 1990	4 (33,3%)	3 (25 %)	4 (33,3 %)	1 (8,3 %)	/	/	/
RP 2004-2006	1 (11,1 %)	2 (22,2 %)	1 (11,1 %)	1 (11,1 %)	/	/	4 (44,4 %)

Source : Recensement de la population 1886, 1911, 1936, 1968, 1990, 2004, 2006 (Données collectées par Guy Authier)

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

Au tableau 6b et sur les cartes 19, une étude des comportements migratoires selon les lieux de naissance des individus est menée à l'échelle nationale. Il s'agit d'analyser pour l'ensemble des personnes mobiles, quels que soient leur âge et leur catégorie socioprofessionnelle, les évolutions depuis les années 1970 et les principales tendances parmi les types de campagnes. Les mobilités résidentielles vers les lieux de naissance ont-elles eu tendance à progresser ou à diminuer ? Des différences significatives existent-elles selon les campagnes françaises ?

Les changements résidentiels sont ici estimés en fonction de la taille de la zone d'arrivée (commune, bassin de vie ou département de naissance) et de l'éloignement de l'origine géographique de la dernière mobilité (venue d'un autre bassin de vie ou d'un autre département). Enfin, le qualificatif de mobilités de retour au pays sera surtout utilisé pour désigner les déplacements les plus lointains. De tels processus peuvent être le fait de mobilités de proximité, mais la démarche est forcément plus significative si elle nécessite une longue migration.

La synthèse statistique et évolutive proposée dans le tableau 6 révèle une tendance générale : pour l'ensemble des types de campagnes françaises, les taux d'individus qui ont migré vers leur département de naissance ont diminué de manière régulière depuis les années 1970. Les diminutions relatives ont été les plus fortes entre les données du RP 1990 et du RP 2007. Le constat est aisé, l'explication l'est moins. Faut-il y voir une baisse effective du volume de mobilités de retour vers les campagnes françaises, et une moindre importance accordée aux origines géographiques dans les choix résidentiels ? S'agit-il plutôt d'un report de certains retours vers des territoires familiers et d'attachement, par exemple, liés aux ascendants et qui ne coïncident pas avec les lieux de naissance ? Enfin, la baisse relative des installations à proximité de la commune de naissance ne résulte-elle pas surtout de la progression d'autres formes de mobilités résidentielles vers les campagnes françaises ? Il est difficile de trancher en l'état des analyses mais chacune de ces pistes explicatives recouvre assurément une part de vérité.

Malgré leur baisse générale constatée, l'étude des résultats du RP 2007 permet tout de même d'évaluer l'ampleur des mobilités de retour. Les installations résidentielles dans la commune de naissance ne représentent que de 0,6 % à 2,6 % des mobilités générales, selon les types de campagnes. Les proportions sont par contre plus importantes pour les déplacements vers les bassins de vie et surtout les départements de naissance, puisque les résultats oscillent entre un tiers et la moitié des mobilités vers les différentes campagnes françaises. Ce constat souligne encore une fois l'importance des échanges de proximité. Il tend aussi à montrer le poids des trajectoires résidentielles les plus courtes en distance parcourue. En ce qui concerne les mobilités vers les lieux de naissance, associées à des arrivées d'origines assez lointaines, les résultats sont assez faibles. Aucune proportion ne dépasse les 10 % des déplacements ; une étude décomposée, selon les âges et les PCS des individus, mettra peut être en évidence des résultats plus significatifs pour certains groupes sociodémographiques (pp. 133-135).

Enfin, la comparaison des résultats des types de campagnes révèle des inégalités manifestes. Les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles* présentent les pourcentages les plus élevés. Les *campagnes productives vieilles et agricoles*, et les *campagnes résidentielles attractives et touristiques*, comptent parmi les mieux représentées, pour les mobilités extérieures aux précédents espaces de résidence (bassin de vie ou département). Du côté *des campagnes des villes, les plus proches et les plus aisées* se démarquent par de faibles proportions, alors que les résultats enregistrés par celles *en voie de périurbanisation* sont souvent en position médiane. Ces constats géographiques effectués, leur explication n'en reste pas moins difficile. Nous ferions surtout l'hypothèse suivante : les proportions des mobilités vers les lieux de naissance sont fortement liées à l'attractivité générale des différentes campagnes françaises. Les résultats les plus élevés correspondent surtout ici à des régions rurales (nord, nord-est) peu attractives pour des individus d'origines extérieures.

La planche des cartes 19 permet de compléter l'analyse nationale et géographique des comportements migratoires liés aux lieux de naissance. Les deux cartes supérieures confirment une opposition nord-sud pour laquelle une hypothèse explicative vient d'être mentionnée. L'ouest du territoire est dans une situation intermédiaire, qui révèle surtout des dynamiques périurbaines — autour de Rennes, du Mans, de Nantes, d'Angers ou encore de Bordeaux — qui sont majoritairement le fait d'individus nés dans la région. À l'inverse, les périphéries de Toulouse ou de Montpellier présentent des proportions assez faibles d'installations à proximité du lieu de naissance, ce qui renvoie à l'attractivité générale de ces métropoles en croissance.

De plus, l'étude des principaux flux de mobilité vers les lieux de naissance à dominante rurale révèle des installations importantes sur le littoral atlantique, breton notamment, et vers le sud du territoire. Ces déplacements interrégionaux ont pour origine exclusive la région parisienne. Des processus régionaux de mobilité vers les lieux de naissance apparaissent également. Les principaux pôles urbains (Lyon, Lille, Marseille, Toulouse, Clermont-Ferrand) sont ici émetteurs de flux de ce type vers leurs lointaines périphéries rurales. En définitive, ces constats géographiques donnent de premières indications sur les profils des individus les plus impliqués dans les mobilités de retour vers les lieux de naissance. On retrouve sans conteste les grands traits de la géographie des migrations de retraite identifiées dans le chapitre 2 (p. 103).

Tableau 6b. Baisse des proportions des mobilités résidentielles vers les départements de naissance

Mobilités résidentielles et lieux de naissance des individus venus s'installer dans les bassins de vie à dominante rurale

Pourcentage moyen*		Mobilités vers la commune de naissance**	Mobilités vers le bassins de vie (bv) de naissance**	Mobilités vers le bv de naissance, et venues d'un autre bv**	Mobilités vers le département (dept.) de naissance**	Mobilités vers le dept. de naissance, et venues d'un autre département**
Types d'espaces						
R P 2 0 0 7	Les "campagnes des villes"...					
	... les plus proches et les plus aisées	0,6	3,9	2,6	43,4	4,6
	... en voie de périurbanisation	1,3	8,4	4,9	49,1	6,6
	Les "campagnes productives"...					
	... en majorité ouvrières et industrielles	1,5	21,1	8,2	50,9	8,1
	... vieilles et agricoles	2,4	10,8	6,7	36,5	8,4
R P 1 9 9 0	Les "campagnes résidentielles"...					
	... attractives et touristiques	2,6	12,1	6,5	30,7	7,2
	... à économie touristique et montagnarde	1,9	8,8	4,7	31,1	5,7
	Les "campagnes des villes"...					
	... les plus proches et les plus aisées	—	—	—	50,8	7,9
	... en voie de périurbanisation	—	—	—	60,7	11,9
R P 1 9 7 5	Les "campagnes productives"...					
	... en majorité ouvrières et industrielles	—	—	—	60,8	13,1
	... vieilles et agricoles	—	—	—	52,9	15,9
	Les "campagnes résidentielles"...					
	... attractives et touristiques	—	—	—	43,8	13,9
	... à économie touristique et montagnarde	—	—	—	44,1	10,8
R P 1 9 7 5	Les "campagnes des villes"...					
	... les plus proches et les plus aisées	—	—	—	53,8	10,4
	... en voie de périurbanisation	—	—	—	64,9	15,5
	Les "campagnes productives"...					
	... en majorité ouvrières et industrielles	—	—	—	61,8	15,7
	... vieilles et agricoles	—	—	—	58,8	19,5
R P 1 9 7 5	Les "campagnes résidentielles"...					
	... attractives et touristiques	—	—	—	50,8	16,1
	... à économie touristique et montagnarde	—	—	—	48,3	16,3

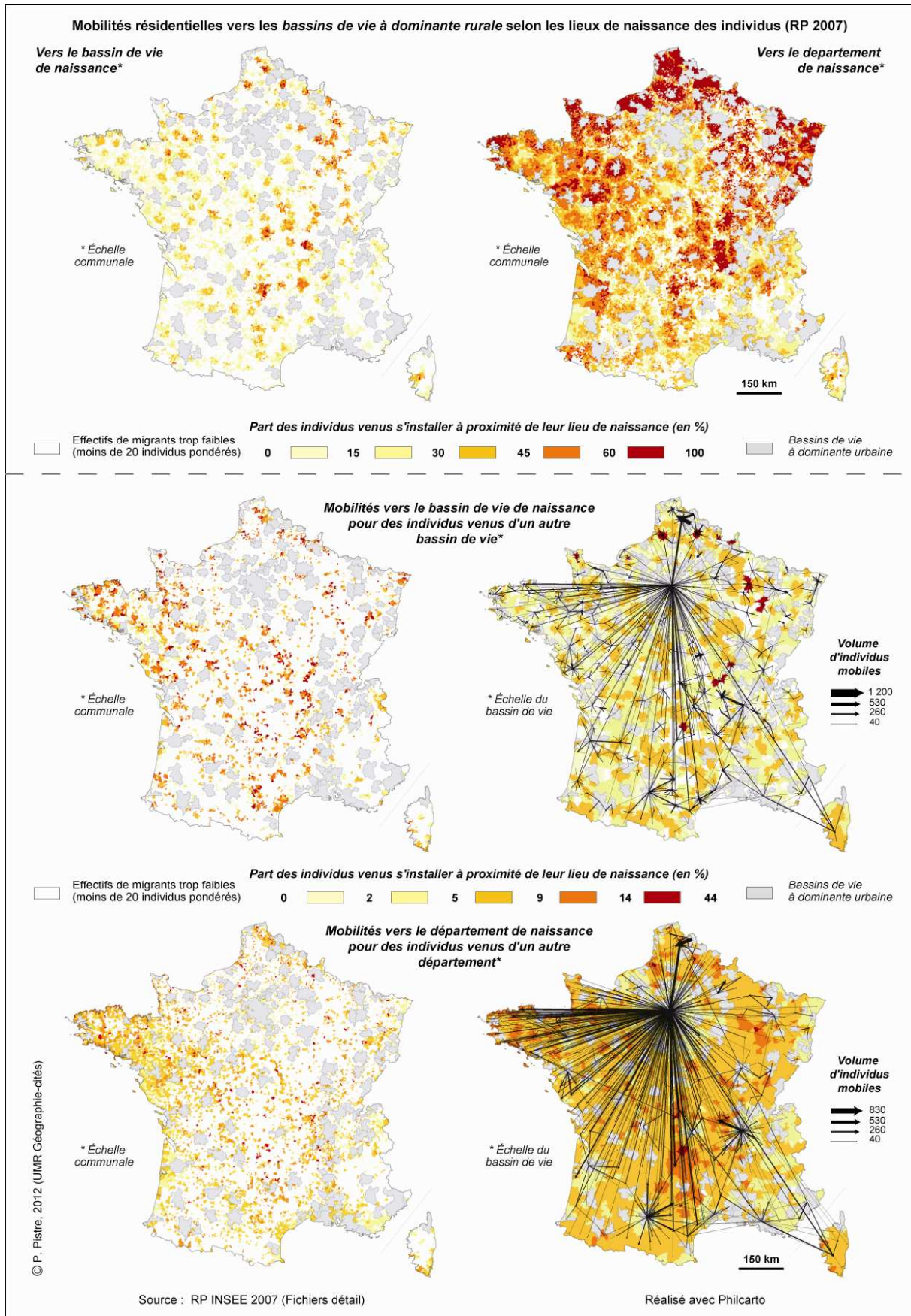
Source : RP INSEE 1975, 1990 et 2007 (Fichiers détail)

* Les résultats présentés sont des moyennes des proportions de migrants enregistrées pour l'ensemble des communes de chaque sous-type d'espace de la typologie nationale des bassins de vie.

** Pour les RP 1975 et 1990, seuls des traitements ont pu être menés à l'échelle du département de naissance.

Pour le RP 2007, des analyses plus précises ont été réalisées à partir de la commune de naissance des individus.

Cartes 19. La région parisienne, principal pôle émetteur de mobilités résidentielles de retour au pays vers les campagnes et les littoraux de l'Ouest et du Sud



Encadré 25. Motivations 5 : la campagne pour un retour aux origines (terrains 1 et 2)

À la suite de motivations d'installation nées du passage et de la découverte des terrains d'étude (encadré 23, p. 126), ce cinquième encadré renvoie aux origines des individus, à leur attachement à des lieux de souvenir et/ou à l'importance des liens familiaux ; autant d'éléments qui ont conduit à des formes diversifiées de retour résidentiel. Les exemples présentés concernent avant tout des individus/des couples retraités, et le profil des personnes interrogées lors des enquêtes locales y est forcément pour beaucoup. Mais il est également démontré que le passage en retraite est un moment propice à ces mobilités, empreintes de sentiments et de résonances individuelles.

Parmi les processus de retour observés, la majorité des cas concernent des liens familiaux. De plus, ils présentent différentes formes de conciliation dans les démarches résidentielles réalisées.

« Moi, je suis ici un peu par accident, par ma femme. Mon beau-père avait construit ici une petite maison dans les années 1970, parce qu'il voulait se retirer dans le sud. Ma femme étant attachée à ce lieu, nous venions de temps en temps au début, et puis définitivement à partir de la retraite en 2005. » (entretien 1, T1)

« Alors je suis élu ici depuis 2008, à la retraite depuis 5 ans, et auparavant j'ai fait toute ma carrière à Paris. Ma femme est native d'ici. On avait construit une maison de vacances en 1976, et on est venu à temps plein à la retraite [...] L'idée était ancienne, et sans garder de pied-à-terre à Paris. C'est des tracas à gérer à distance. » (entretien 12, T2)

« Des X, il y en a dans la commune depuis 1800-1820. Ça remonte à mes arrière-grands-parents, puis mes grands-parents. Mon père lui est parti dans les années 1930 pour la région parisienne. On revenait tous les ans pour voir la famille, pour les vacances. Il a récupéré la maison de famille à la mort de mes grands-parents, puis ça a été mon tour. J'ai été en retraite en 2004, et j'ai commencé à la rénover pour les vacances. On a fait beaucoup de travaux le premier hiver, et ça ne nous a pas déplu. Le temps passait et on allait de moins en moins à Paris. Donc ça s'est fait assez naturellement. » (entretien 2, T2)

Pour les cas suivants, ce sont surtout les souvenirs qui ont incité et guidé les installations.

« Mon mari est de Levallois et moi je suis née à Paris. Mais dans les années 1930, et pendant la guerre, j'ai été élevée ici par une de mes tantes. [...] J'ai forcément gardé des attaches, et c'est pour ça, quand on a cherché quelque chose avant la retraite, on est venu par là. [...] Et puis j'avais déjà le terrain ! » (entretien 6, T2)

« Moi ce n'est pas compliqué, je suis Marseillais d'origine et j'y ai vécu jusqu'en 1985. Après on a fait construire une villa à Cuge-les-Pins, en allant vers Toulon, jusqu'en 2000. [...] Et puis y a eu le projet de trouver plus calme. Je suis venu par ici parce que jeune, on venait souvent dans le coin, pour des vacances, des balades, et dans les Alpes de Haute-Provence en général. C'était ce qui me fallait. » (entretien 22, T1)

Des exemples pourraient être encore présentés, mais il convient pour finir de souligner des nuances qui sont revenues dans certains entretiens, sur l'importance des retours et leurs motivations, ou celles exprimées par J-D. Urbain (2002) sur le sens véritable des mobilités de retour.

« Il y a des gens qui ont gardé un bien dans le village et qui reviennent. C'est notamment des gens qui sont allés travailler à Marseille, puis qui viennent à la retraite et qui récupèrent un bien de famille. Mais c'est aussi beaucoup de gens venus de l'extérieur. Les retours, je pense qu'en pourcentage ce n'est pas grand-chose. » (entretien 7, T1)

« Il y en a effectivement beaucoup qui font ça, des gens d'ici qui ont fait la moitié de leur vie à l'extérieur. Mais dans un sens ils n'ont pas choisi ce coin et ce cadre. C'est surtout que ça leur coûte moins cher de revenir dans la maison des grands-parents... Donc il y a l'économique qui joue et puis l'attachement à la famille. » (entretien 14, T2)

« C'est bien d'une projection qu'il s'agit. Pas d'un retour. [...] comme si on ne pouvait que retourner à la campagne. [...] Le plus souvent, urbains et résidents secondaires que nous sommes, en dépit de nos ascendances rurales, nous ne retournons pas à la campagne. Nous ne la retrouvons pas. Nous la découvrons [...] » (Urbain, 2002, pp. 16-17).

Les figures 32 et 33 permettent de compléter l'analyse des mobilités résidentielles vers les lieux de naissance à dominante rurale, en analysant les comportements de différentes tranches d'âge et des catégories socioprofessionnelles⁷⁰. Si l'âge apparaît assez discriminant, la PCS ne met guère en évidence des intensités migratoires différenciées selon les espaces de naissance.

La planche des figures 32 confirme tout d'abord les fortes proportions observées pour les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*, pour quasiment toutes les catégories d'âge (cf. une hypothèse explicative p. 129). Dans les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*, et surtout celles en voie de périurbanisation, les 20-35 ans — associés aux moins de 20 ans — se démarquent par des mobilités majoritaires effectuées vers le département de naissance. L'analyse souligne ainsi le rôle des jeunes originaires de la région dans les extensions périurbaines. De manière moins significative, les figures 32 donnent aussi à voir des surreprésentations des mobilités venues d'un autre bassin de vie ou d'un autre département pour les retraités (50-65 ans, 65-80 ans), et en premier lieu, dans les *campagnes productives*. Durant les années 2000, 11 % des nouveaux arrivants de 50 à 80 ans dans les *campagnes productives vieillies et agricoles* — et revenus dans leur département de naissance — sont arrivés d'un autre département de résidence.

Enfin, par-delà les différents types de campagnes françaises, les plus de 80 ans affichent les proportions les plus élevées de mobilité dans le bassin de vie ou le département de naissance. Ce constat renvoie logiquement à des parcours résidentiels et professionnels qui se sont majoritairement déroulés à proximité du lieu de naissance, chez les populations les plus âgées. Il peut aussi cacher des mobilités de retour au pays en début de période de retraite, suivies de mobilités locales d'ajustement pour se rapprocher de services médicaux et du quotidien.

Les résultats présentés dans la planche des figures 33 tranchent avec les précédents, par l'homogénéité apparente des pratiques de mobilité selon les catégories et anciennes catégories socioprofessionnelles. Cette étude montre ainsi le faible lien statistique qui existe entre les mobilités vers les lieux de naissance et les caractéristiques sociales des individus mobiles.

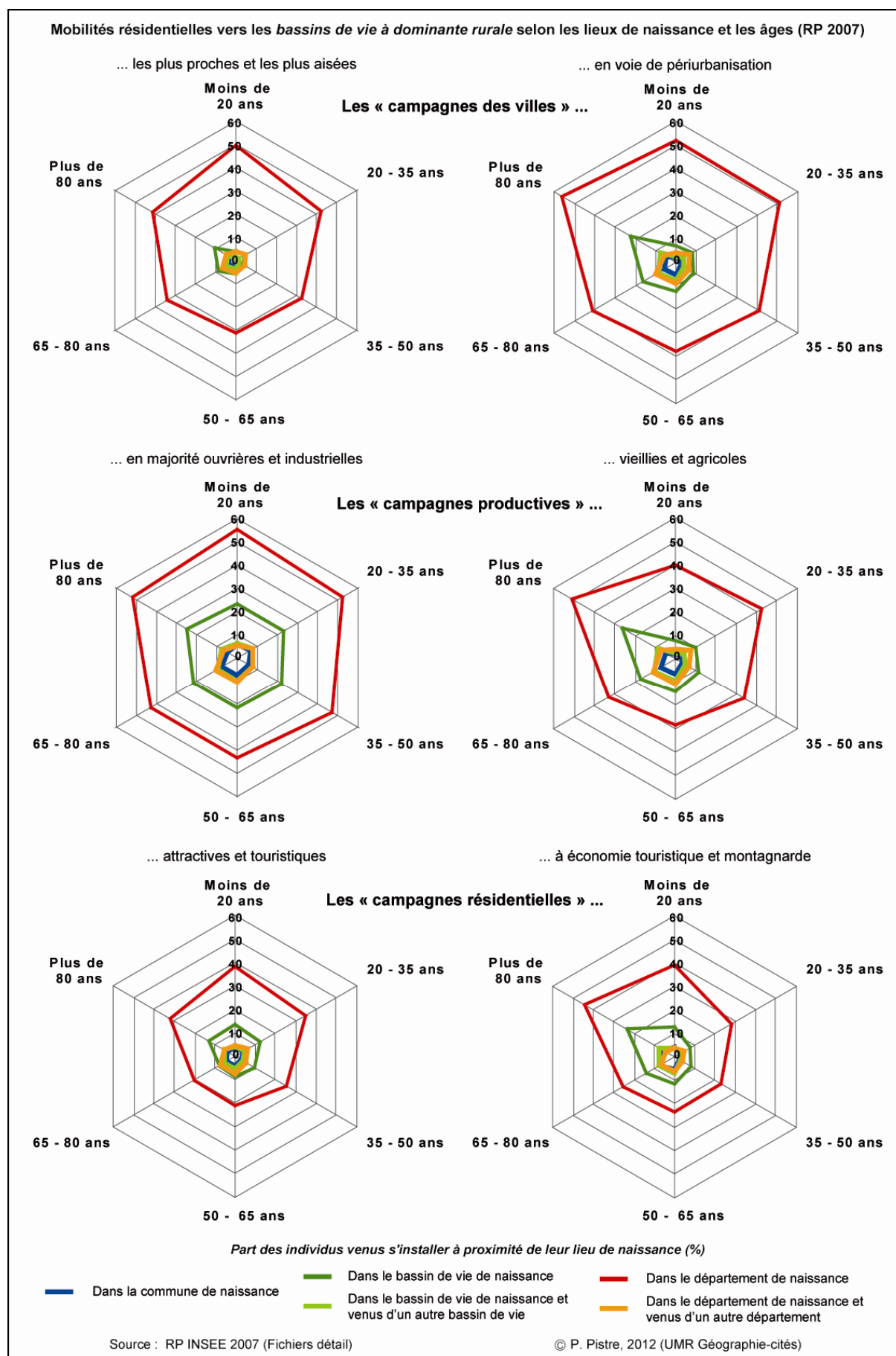
De légères relations apparaissent tout de même⁷¹. Les cadres, professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires, qui ont migré vers leur département de naissance, sont légèrement surreprésentés pour les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*. Ce résultat souligne le rôle de ces groupes moyens et supérieurs dans les dynamiques périurbaines les plus proches. Ensuite, les *campagnes productives* présentent toujours les taux de mobilité les plus élevés — quelles que soient les échelles des lieux de naissance étudiées — au contraire des *campagnes résidentielles* qui se distinguent par des proportions inférieures aux autres campagnes. Les différentiels d'attractivité des campagnes françaises, pour des individus originaires mais surtout extérieurs, restent à nos yeux la principale explication de l'inégalité des résultats.

En définitive, il est difficile d'affirmer que certaines campagnes/régions ou individus — selon les âges et les PCS — sont plus sujets aux mobilités de retour au pays. Retenons tout de même les surreprésentations observées pour les jeunes actifs en périphérie urbaine, pour les retraités dans les *campagnes productives* du centre du pays, et le cas de régions comme la Bretagne.

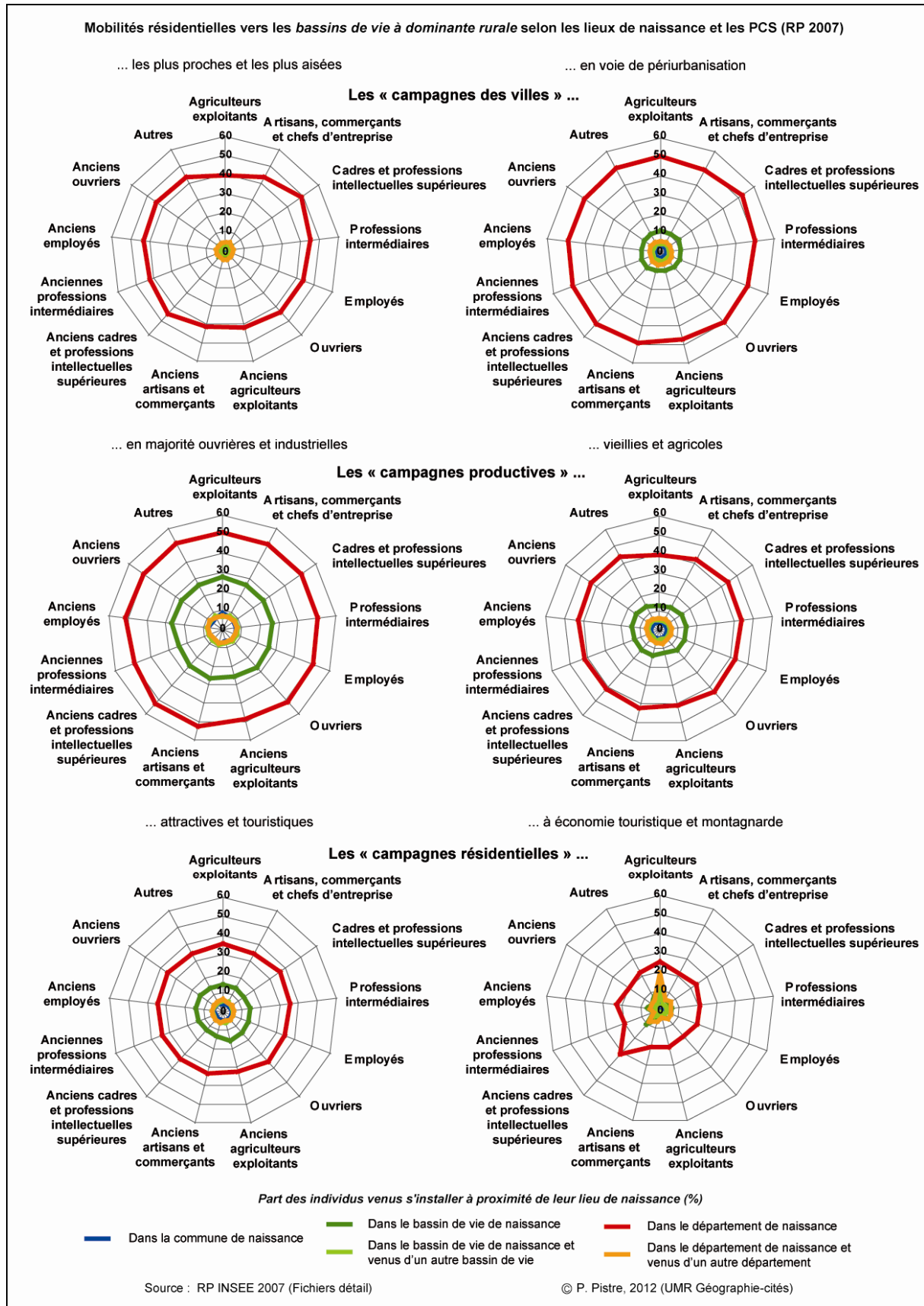
⁷⁰ Avec pour même objectif d'affiner l'étude des profils individuels qui ont migré vers leur lieu de naissance, une analyse a été également menée parmi les ménages composés d'un couple marié (annexe 4c, p. 323). Il s'agissait d'apporter des éléments de réponse à la question suivante : lorsque les individus mariés migrent vers un lieu de naissance, s'agit-il plutôt de celui de la personne de référence du ménage ou de son conjoint ? Au final, la distinction apparaît peu discriminante, puisque les propensions à migrer vers le lieu de naissance de l'un ou l'autre des membres du couple marié ont été quasi-égales, et quels que soient les types de campagne considérés (calculs à partir du RP 2007).

⁷¹ Pour cause d'effectifs de migrants beaucoup plus faibles que dans les autres campagnes, nous n'analyserons pas de manière spécifique les irrégularités observées dans les *campagnes résidentielles à économie touristique et montagnarde*.

Figures 32. Implication des jeunes actifs de la région dans les extensions périurbaines et légère surreprésentation des jeunes retraités dans les mobilités de retour vers les *campagnes productives*



Figures 33. Une relation statistique non avérée entre les mobilités résidentielles vers les lieux de naissance et les caractéristiques socioprofessionnelles des individus mobiles



b) Lieux de vacances, tourisme rural et mobilités vers les campagnes françaises

« Moi qui suis sans racines, je cherchais un lieu où me poser. J'ai donc visité : villages, campagnes et collines, montagnes et plateaux. J'ai parcouru, j'ai écouté, j'ai aimé ce pays. J'ai découvert que beaucoup l'ont déjà adopté comme pays de secours. Il y a du passé et des promesses, des paysages beaux à pleurer ! »

(Extrait de Barbier, 1992, p. 12, Alpes de Haute-Provence)

Cette dernière sous-partie de chapitre fait la part belle aux vacances et au tourisme rural pour interroger l'attractivité résidentielle des campagnes françaises. Dans quelle mesure les activités touristiques ont-elles été motrices pour les croissances démographiques et migratoires rurales ? Comment peut-on évaluer le poids des découvertes individuelles des territoires pendant les vacances, et qui auraient ensuite conduit à des installations nombreuses dans les campagnes françaises ?

Dans le déroulement de cette thèse, c'est avant tout la récurrence d'un argumentaire autour des vacances, pour expliquer les installations dans les terrains locaux d'enquête (encadré 26, p. 137), qui a incité à la réalisation de traitements nationaux sur les relations entre lieux de vacances, tourisme rural et mobilités résidentielles vers les campagnes françaises.

La littérature scientifique sur la géographie nationale des pratiques de vacances est assez riche (Viard *et al.*, 2002 ; Potier *et al.*, 2007). Elle l'est un peu moins sur les relations (statistiques) entre les mobilités de vacances/de loisirs et les dynamiques démographiques/migratoires. Pour J. Viard (2012), il ne fait aucun doute que le lien entre « tourisme et nouvelles populations vaut partout » (p. 139), et que les comportements résidentiels actuels coïncident avec les régions les plus touristiques. Quelques productions récentes, localisées et plus systématiques, ont également questionné ce lien entre attractivité résidentielle et touristique (Augustin, 2010). En étudiant les installations anglaises et françaises en Poitou-Charentes, Isabelle Sacareau *et al.* (2010) sont, par exemple, arrivés à la conclusion suivante : pour les migrations internes à la France, le littoral charentais est autant attractif sur les plans touristique et résidentiel ; les Britanniques ont, par contre, privilégié au cours des années 2000 les espaces ruraux de l'arrière-pays maritime.

Cet exemple amène à distinguer deux cas de figure sur les liens entre attractivités touristique et résidentielle. Le premier peut être qualifié d'accompagnement, du fait d'installations permanentes qui se déroulent dans les territoires marqués par le tourisme. La deuxième situation renvoie à des processus opposés d'évitement, où les espaces touristiques sont délaissés au profit de territoires moins populaires. La généralisation des croissances migratoires au sein des campagnes françaises s'explique-elle en partie par le développement de processus d'évitement ?

À l'instar des difficultés rencontrées pour évaluer le poids des origines géographiques dans les comportements de mobilité, le même problème des données utilisables s'est ici posé. La Direction du Tourisme est le principal organisme public à produire des enquêtes sur les pratiques et les activités touristiques (sur les visiteurs de l'étranger, sur la fréquentation hôtelière et des campings). La plus connue et la plus utilisée est certainement le Suivi de la Demande Touristique des Français (SDT), réalisé en partenariat avec l'institut de sondage TNS Sofres, sur un panel de 20 000 individus de plus de 15 ans. L'analyse récente de cette source a notamment rendu compte d'une attractivité touristique de l'espace rural régulière au cours de l'année, de la dominante de touristes venus des grandes villes et du poids des hébergements chez la famille, les amis et en résidences secondaires (Armand, 2006). À partir du SDT, François Bel *et al.* (2011) ont dégagé quatre types de séjours dans l'espace rural : des séjours pour « ne rien faire », pour les « activités de nature », pour la « découverte du patrimoine » et des « séjours gastronomiques ».

Encadré 26. Motivations 6 : la campagne, terre de vacances puis d'installation (terrains 1, 2 et 3)

Ce sixième et dernier encadré consacré aux motivations d'installation dans les terrains d'étude, et par extrapolation dans nombre de campagnes françaises, fait en quelque sorte office de synthèse. Il rend compte d'expériences spécifiques et récurrentes de découverte des territoires pendant les vacances, avant des installations plus ou moins anciennes et permanentes. Mais il s'avère en parallèle que ces démarches reposent sur un grand nombre des motivations déjà présentées. Nous en voulons pour première preuve que la dimension des vacances transparait de quelques extraits d'entretien qui composent les encadrés successifs depuis le début de la thèse. En outre, les exemples ici mentionnés ont en commun d'accorder une place centrale aux vacances. Ils révèlent surtout des envies articulées de mise au vert, de nature et de paysage, l'importance des passages et des pratiques des lieux, et encore, le poids des souvenirs d'enfance dans la mise en œuvre des choix résidentiels et dans les installations rurales contemporaines :

« En feuilletant une carte, je vois le nom Manosque, le mot était magique. On aime bien aller dans les chambres d'hôtes, discuter avec les gens etc... On en a fait plusieurs dans le coin, et on a fini à côté à X. Le gîte était sympa. C'était en plein hiver, et le matin il y avait un grand soleil, de bonnes odeurs. C'est à partir de là que l'on s'est dit pourquoi pas habiter dans la région, et que l'on a commencé à prospecter dans le coin. » (entretien 21, T1)

« Moi je ne connaissais pas le midi. Mon mari m'avait amenée une première fois et on avait trouvé ça très beau. Mais pour mieux connaître, il ne faut pas simplement passer. On est revenu pour 10 jours, on s'est baladé, et l'année suivante on a trouvé une location pour un mois. Les gens étaient très sympathiques, avec un caractère bas-alpin assez rude, et quand on est monté dans la montagne de Lure, que l'on a vu la végétation, les plantes etc..., on était amoureux ! Alors on a dit : « Si on achetait quelque chose » [...] (lui) Moi je me souviens étant enfant, mon père m'avait dit : « On va aller faire un petit tour sur la Côte d'Azur », et on avait visité le pays, et cette région m'avait frappé, plutôt l'arrière-pays que la côte. Et je me suis aperçu que ça m'avait imprégné quand on est revenu ici [...] Donc on a cherché dans le coin, et puis un jour par hasard, on est tombé ici, à l'entrée du hameau. On a demandé s'il y avait quelque chose à vendre. On est revenu l'année suivante. Et encore un an après, un des messieurs rencontrés nous a appelés, pour dire que la maison que l'on avait vue était à vendre. Il fallait se décider dans l'après-midi et signer le vendredi suivant ! » (entretien 14, T1)

« Avant nous avons pris beaucoup de vacances en France, avec les tentes, une caravane etc... La première fois c'était en 1978. Il y a eu la Bretagne, la Normandie, le Sud-Ouest. La première fois dans la région, c'était vers le Lac de Vassivière. Puis un collègue de travail avait acheté une maison de vacances dans le coin. On a visité et on a dit : « C'est ça qu'il nous faut. Ça ressemble à chez nous en Angleterre mais c'est plus chaud, et vers le sud c'est trop chaud ! ». Donc on a acheté une petite maison en 1992 pour les vacances, jusqu'en 2004 et le passage à la retraite où on l'a vendue. Et donc on a fait construire ici et en attendant on a passé un an en location. » (entretien 5, T2)

« Il y a peut être un mouvement, c'est vrai que j'ai fait dernièrement deux-trois ventes à des parisiens. Des gens venus en vacances, qui connaissent les lieux, qui sont venus dans des gîtes pendant deux-trois ans, et voyant les prix baisser après 2008, ils peuvent acquérir, plutôt pour une résidence secondaire. » (entretien 15, T2)

« Au-delà de votre propre parcours et de votre installation dans la région, est-ce que parmi les clients du camping certains sont ensuite restés dans la région ? Oui beaucoup je trouve ! Peut être 5 % qui après des vacances viennent s'installer dans le coin. Et souvent ils me demandent des conseils, parce que c'est surtout des Anglais. Après certains quand ils viennent au camping, ils ont déjà l'idée de chercher quelque chose et c'est plus simple de faire comme ça, mais il y a aussi ceux qui ne connaissent pas forcément la région et qui ont un peu le coup de cœur. [...] Et ça peut se voir pour des résidences secondaires ou permanentes. » (entretien 7, T2)

Dans le cas des retraités, surtout interrogés au cours des enquêtes de terrain, la perception positive de vacances de l'enfance est revenue régulièrement comme un des facteurs des choix résidentiels :

« Moi je connaissais la région depuis mes 16 ans, parce qu'on venait en vacances d'Algérie. Pour moi à 16 ans, le coin était magnifique, les filles étaient belles, et on pouvait se balader à la campagne. Ici pour moi ça a été un choc par rapport à l'Algérie où j'étais en ville. Et à la retraite, j'ai cherché un coin avec le soleil, et ici, ça s'est un peu imposé. Il y avait le paysage, la chasse... et puis les amis. » (entretien 13, T1)

« Je ne suis pas né ici mais on venait en vacances. Pour moi les souvenirs, c'est le labour avec le grand-père. Il y avait des corvées, les moissons, garder les vaches, mais c'est des bons souvenirs aussi. Et on retrouvait pratiquement toute la même génération en cousinage. [...] Donc le schéma, c'était les grands-parents qui sont là, les parents partis, et les petits-enfants qui reviennent au moment des travaux. Et c'est clair que ça a créé un lien et puis conditionné en partie les choix futurs. » (entretien 13, T2)

« Beaucoup des personnes qui viennent ici sont maintenant à la retraite, mais venaient déjà pendant les vacances. Les gens ne venaient pas à la semaine, ils louaient souvent deux mois en famille pour passer les vacances. [...] Les venues aujourd'hui c'est souvent des connexions par les vacances, et parfois par les origines pour des gens qui ont gardé des biens. Mais c'est plutôt des gens qui ont passé des bons moments ici dans leur jeunesse et qui veulent faire connaître les mêmes à leurs petits-enfants. [...] Il y a un dernier truc : le plus souvent les gens qui sont venus plusieurs fois en vacances, qui ont pris le temps de découvrir les lieux, de nouer des liens, c'est clair que pour les transactions immobilières, c'est les démarches les plus sérieuses ! » (entretien 4, T3)

En l'absence d'enquêtes disponibles sur les trajectoires et les expériences de vacances — voire sur leur correspondance directe avec de nouveaux lieux de résidence —, une démarche indirecte a été suivie dans cette thèse, pour analyser les relations entre attractivités touristique et résidentielle. En premier lieu, nous avons étudié les profils touristiques des communes rurales, à travers les équipements d'accueil (hôtel, camping, gîte, résidence secondaire) et certains labels touristiques (*Station Verte, Les Plus Beaux Villages de France*). Des analyses de corrélations statistiques ont été réalisées avec les tendances migratoires les plus récentes (RP 2007). D'autres études ont été menées autour de la notion de population présente. L'objectif est ici de révéler une géographie originale des relations entre population résidente et attractivité touristique.

Équipements d'accueil touristique et croissances migratoires rurales

Le tableau 7 présente les résultats d'une série d'analyses de corrélation statistique, pour trois types d'hébergement touristique — qui constituent communément les indicateurs d'analyse de la capacité d'accueil d'un territoire (chambres d'hôtels, emplacements de campings, résidences secondaires) — et les dynamiques migratoires récentes des différentes campagnes françaises.

Les deux premiers indicateurs donnent à voir de faibles corrélations avec les variations migratoires. La relation avec l'équipement en campings est non significative dans la plupart des campagnes. Seules les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées* présentent un lien positif — faut-il y voir le signe de périphéries plus attractives car plus vertes ou disposant de plus de foncier à urbaniser ? — ainsi que les communes des *bassins de vie à dominante rurale* prises dans leur globalité (28 546 entités). Les corrélations pour les chambres d'hôtels ne sont pas plus élevées, mais plus significatives. Les relations sont ici négatives : le dynamisme migratoire a été supérieur dans les communes rurales les moins bien équipées (assurément les moins denses et peuplées). L'analyse révèle ainsi un léger effet d'évitement dans les choix résidentiels ruraux. La corrélation est la plus forte dans les *campagnes à économie touristique et montagnarde*, qui sont certes les moins fournies en nombre de communes (277), mais aussi pour la majorité très bien équipées en hôtels.

Une série d'analyses de corrélation statistique sur les résidences secondaires complète le tableau 7. Les résultats sont dans l'ensemble plus significatifs et plus élevés que les précédents. Le premier indicateur (part des RS dans le total des logements) se démarque par des corrélations assez faibles, qui révèlent une légère relation positive : plus les résidences secondaires occupent une place importante parmi les logements des communes rurales, plus les dynamiques migratoires ont été favorables, dans la plupart des campagnes françaises. Un effet d'accompagnement apparaît ici entre attractivités touristique et résidentielle.

Les indicateurs suivants sur les résidences secondaires prennent en compte leur évolution en volume et en proportion des logements, pour la période 1999-2007 et les deux intervalles intercensitaires précédents (1968-1975 et 1982-1990). Les analyses réalisées à partir des taux de résidences secondaires mettent en évidence des corrélations négatives significatives et élevées : plus les proportions de résidences secondaires ont diminué, plus les progressions migratoires ont été positives, pour une large majorité des campagnes depuis les années 1970. Ce constat peut s'expliquer par deux tendances majeures : d'une part, le développement des logements neufs et du nombre de résidences principales, qui mécaniquement a fait diminuer la part des résidences secondaires, et d'autre part, le passage de résidences secondaires en résidences principales, qui a influencé à la baisse leur proportion dans l'ensemble des logements.

Cette dernière piste explicative a certainement été la moins importante ; les résultats des analyses de corrélation sur l'évolution du volume des résidences secondaires tendent à le confirmer. Exception faite de la période 1968-1975, on retrouve une majorité de relations statistiques négatives, significatives, et tout de même inférieures aux précédentes. Le basculement de résidences secondaires en résidences principales paraît ici l'explication la plus plausible.

Enfin, le cas des *campagnes résidentielles attractives et touristiques* est à souligner. La croissance du volume des résidences secondaires a tout d'abord accompagné l'attractivité migratoire. Les derniers résultats étant non significatifs (1999-2007), la relation actuelle paraît moins évidente.

Tableau 7. Accompagnement vs évitement entre équipements touristiques et variations migratoires

**Attractivité migratoire et structures d'accueil touristique des communes des bassins de vie à dominante rurale
(analyse de corrélations statistiques)**

Variations migratoires moyennes* Équipements touristiques	Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante rurale
	les plus proches et les plus aisées	en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieilles et agricoles	... attractives et touristiques	... à économie touristique et montagnarde	
Emplacements de campings (ratio avec la population communale (2007))	0,06 ***	n.s	n.s	n.s	n.s	n.s	0,03 ***
Chambres d'hôtels (ratio avec la population communale (2007))	n.s	- 0,05 ***	n.s	- 0,03 **	- 0,04 ***	- 0,31 ***	- 0,02 ***
Résidences secondaires (part des logements communaux (2007))	0,09 ***	0,02 *	0,07 ***	0,06 ***	n.s	- 0,19 **	0,09 ***
Résidences secondaires (évolution de la part des RS entre les RP 1999 et 2007)	- 0,19 ***	-0,24 ***	- 0,26 ***	- 0,24 **	- 0,31 ***	- 0,28 ***	- 0,23 ***
Résidences secondaires (évolution du volume des RS entre les RP 1999 et 2007)	n.s	- 0,02 *	n.s	- 0,03 **	n.s	- 0,19 **	0,03 ***
Résidences secondaires (évolution de la part des RS entre les RP 1982 et 1990)	- 0,41 ***	- 0,28 ***	- 0,24 ***	- 0,23 ***	- 0,29 ***	n.s	- 0,26 ***
Résidences secondaires (évolution du volume des RS entre les RP 1982 et 1990)	n.s	- 0,06 ***	- 0,07 ***	- 0,06 ***	0,07 ***	n.s	0,03 ***
Résidences secondaires (évolution de la part des RS entre les RP 1968 et 1975)	- 0,22 ***	- 0,21 ***	- 0,25 ***	- 0,18 ***	- 0,06 **	n.s	- 0,18 ***
Résidences secondaires (évolution du volume des RS entre les RP 1968 et 1975)	n.s	0,01 **	n.s	n.s	0,24 **	0,29 ***	0,11 ***

* L'indicateur ici utilisé pour évaluer l'attractivité migratoire des communes de chaque type d'espace est le taux de variation moyen annuel de la population due au solde migratoire. Par ailleurs, les résultats présentés correspondent à des coefficients de corrélation de Pearson et la significativité des relations entre évolutions migratoires et équipements touristiques est indiquée de la manière suivante : n.s = < 0,1 ; * = < 0,01 ; ** = < 0,001 ; *** = < 0,0001.

Sources : RP INSEE 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2007 ;
INSEE-Direction du tourisme : Hébergements touristiques des communes

Encadré 27. Naissance des Gîtes de France dans les Alpes de Haute-Provence (terrain 1)

Carnet de terrain au jour du 3 mai 2011 : extrait d'un reportage télévisuel intitulé « Les 60 ans des Gîtes de France » et diffusé sur France 3 Provence-Alpes-Côte-d'Azur :

« Les Gîtes de France fêtent cette année leur 60^e anniversaire, et vous ne le savez peut-être pas mais le premier gîte est né dans les Alpes de Haute-Provence, dans le petit village de La Javie. À l'origine de ce concept, un homme, le sénateur des Basses Alpes, Emile Aubert, qui voulait tout simplement répondre aux nouveaux besoins de ces citadins en quête d'air pur [...] Le premier Gîte de France qui a accueilli des vacanciers pendant 37 ans est devenu une résidence principale. En 1951, il a été créé par un couple d'agriculteurs soucieux d'obtenir un revenu complémentaire. [...] 60 ans plus tard, ils sont devenus incontournables. Il en existe plus de 58 000 dans toute la France, et comme ici, ils sont toujours un complément d'activités : « Le public est varié, aussi bien des vététistes, des cavaliers, des randonneurs, que des familles avec des enfants, des grands-parents avec toute la petite famille. » [...] « Je pense que leur réussite est liée au rapport qualité-prix, et puis c'est surtout l'aspect rural, le bon air, la campagne [...] L'évolution des gîtes continue, des nouveautés apparaissent (Gîtes Panda, Écogîtes), en rapport avec de nouvelles demandes ».

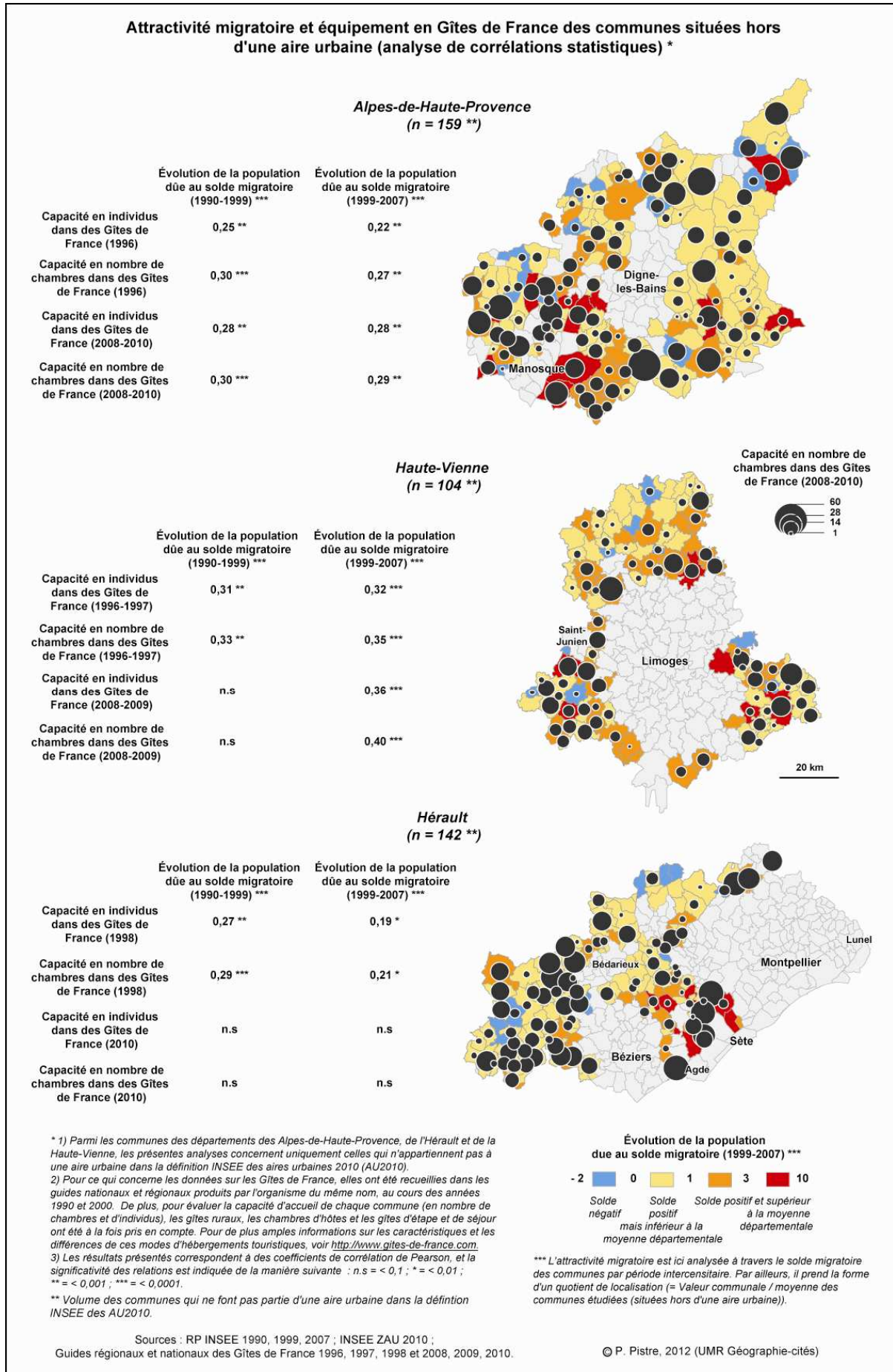
Les traitements présentés dans les cartes 20 résultent de la volonté de diversifier le regard sur les hébergements touristiques, et sur leur rôle dans l'attractivité résidentielle des campagnes. Implantés depuis longtemps, bien diffusés sur le territoire national et connus d'un large public, l'exemple des Gîtes de France a été jugé pertinent à analyser. En outre, ils ont déjà fait l'objet d'études spécifiques (Mollard *et al.*, 2006 ; Mandy *et al.*, 2007), mais sans être considérés comme des révélateurs et des acteurs des liens entre attractivité touristique et dynamisme résidentiel.

Les communes de trois départements — situées hors des aires urbaines (ZAU 2010) — composent l'échantillon d'étude. En outre, deux hypothèses ont guidé l'analyse exploratoire.

À la suite des analyses sur les autres hébergements touristiques, la première piste de recherche considérait la présence de Gîtes de France comme un bon indicateur du dynamisme résidentiel des campagnes françaises, et pouvant contribuer à des processus locaux d'accompagnement. Les résultats des analyses de corrélation ne sont ici pas très élevés, mais ils sont suffisamment significatifs pour affirmer qu'il existe un lien positif entre l'équipement des communes rurales en Gîtes de France (capacité en individus ou en nombre de chambres) et l'évolution de leur solde migratoire. De plus, les relations sont positives pour les trois cas d'étude, en particulier dans les Alpes de Haute-Provence et en Haute-Vienne. L'Hérault présente une situation plus nuancée : les corrélations ne sont que positives et significatives pour la période 1990-1999. Les pistes sont nombreuses pour expliquer cette relation entre présence de Gîtes de France et dynamisme migratoire. L'attractivité générale, touristique et résidentielle, de certaines communes rurales peut être une explication, qui va dans le sens d'un effet d'accompagnement. Potentiellement, cette relation peut aussi renvoyer à des venues pendant les vacances, qui ont été suivies d'installations permanentes dans la même commune. Elle peut plus simplement être le signe de l'arrivée dans les territoires de porteurs de projets de gîtes ruraux.

La deuxième hypothèse de travail introduisait une dimension temporelle : l'équipement ancien de communes en gîtes pouvait leur assurer des arrivées récentes plus nombreuses, par le jeu des expériences et des venues pour les vacances. Cette corrélation mériterait d'être testée avec des niveaux d'équipement plus ancien, mais en l'état, les résultats obtenus sont peu probants. Le lien entre capacité en gîtes dans les années 1990 et dynamiques migratoires pendant la décennie 2000 ne présente pas de coefficients de corrélation bien plus élevés ; ils le sont juste pour la Haute-Vienne, et légèrement inférieurs pour les deux autres départements.

Cartes 20. Relations positives entre la présence de gîtes et des soldes migratoires favorables



Labels touristiques et croissances migratoires rurales

Les traitements présentés dans la planche des figures 34 complètent l'analyse des relations entre dynamiques migratoires et caractéristiques touristiques des campagnes françaises. Le cœur de l'étude repose sur l'appartenance de certaines communes à deux labels de référence (Station Verte, Plus Beaux Villages de France), qui prennent en compte des qualités patrimoniales ou environnementales, et renseignent sur les démarches de valorisation touristique engagées par les acteurs locaux⁷². Dans un travail comparable, M. Talandier (2009) a utilisé des indicateurs sur les aménités culturelles, patrimoniales et naturelles des territoires — par exemple, les sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO ou les sites remarquables des guides verts Michelin — pour mesurer leur impact sur le développement économique local. D'autres études ont analysé les labels territoriaux comme des facteurs d'attractivité touristique (Charles *et al.*, 2007). L'enjeu est ici d'évaluer l'incidence de ces deux labels touristiques sur les tendances migratoires locales : les communes labellisées ont-elles connues des dynamiques plus favorables, par rapport à celles des *bassins de vie à dominante rurale* et des différentes campagnes françaises ?

La première partie des figures 34 propose une représentation nationale de la localisation des communes labellisées, complétée par les variations moyennes annuelles dues au solde migratoire. Le sud et l'ouest du pays apparaissent ici surreprésentés, à l'inverse du nord et du nord-est, où le nombre de communes labellisées est faible. De plus, les dynamiques migratoires ont été plus favorables pour les communes situées dans la partie méridionale du territoire.

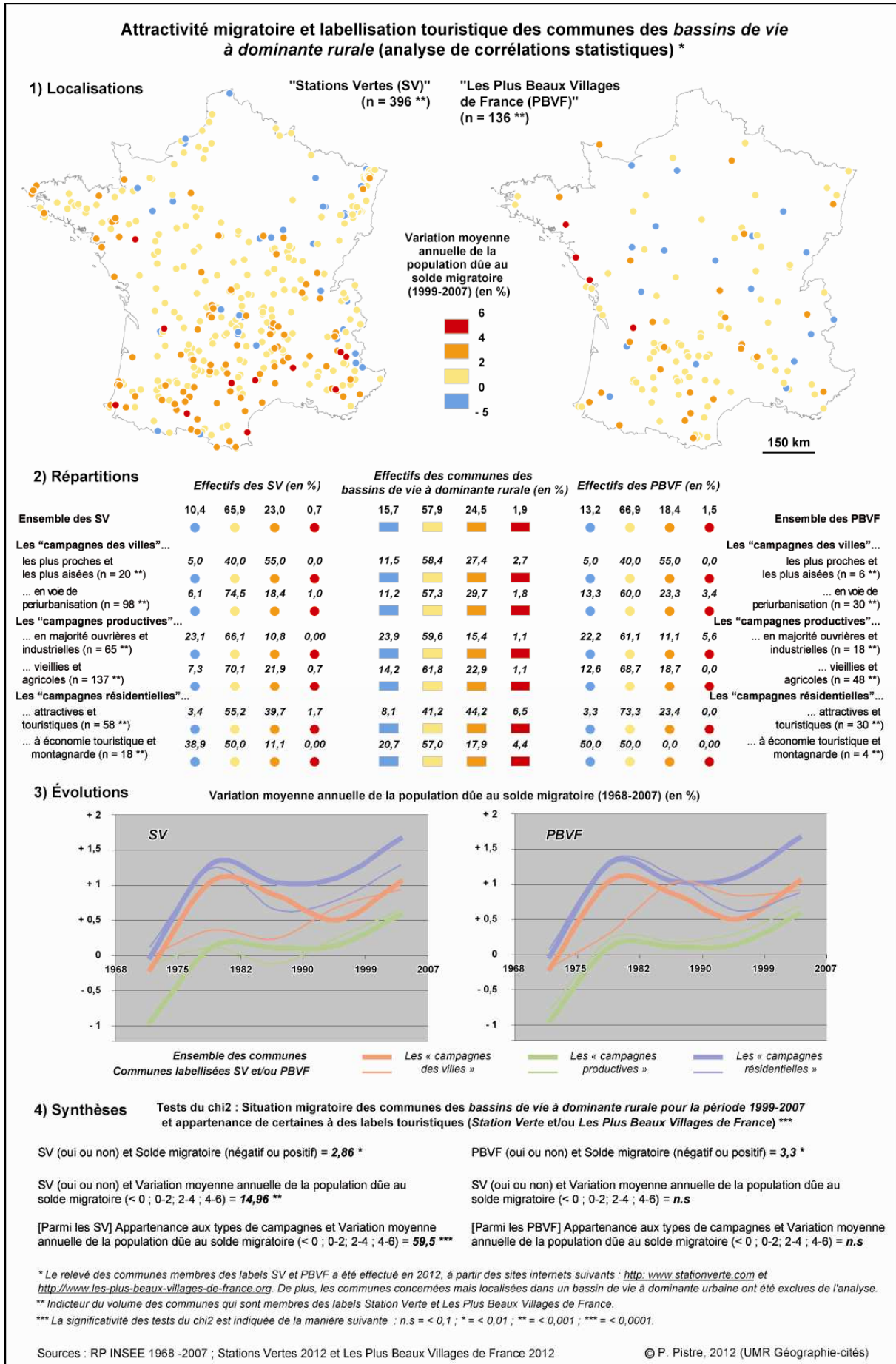
Une étude selon les types de campagnes permet ensuite de détailler cette bribe de relation statistique. La comparaison des résultats avec ceux de l'ensemble des communes à *dominante rurale* apportent de premiers enseignements : les communes labellisées sont moins souvent en décroissance migratoire, et elles sont sous-représentées parmi les croissances migratoires les plus élevées. Les tendances observées, pour les Stations Vertes (SV) et les Plus Beaux Villages de France (PBVF) compris dans les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*, ont été plus favorables, mais la majorité des campagnes françaises s'inscrit dans le schéma général : moins de communes en décroissance, mais aussi moins de communes parmi les plus fortes croissances migratoires. Un bémol est à faire pour les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*, qui présentent un pourcentage équivalent de communes labellisées sur la pente négative (autour de 23 %), par rapport à la moyenne de ces campagnes. Indiquons enfin que les tendances ont été plus favorables pour les communes SV par rapport à celles PBVF ; un cahier des charges plus contraignant sur le développement démographique peut en être une explication.

La troisième partie des figures 34 s'intéresse aux trajectoires des évolutions migratoires des communes labellisées, et ce depuis les années 1960 : le fait d'appartenir à un label touristique en 2012 coïncide-t-il avec des variations plus positives et élevées dans les décennies précédentes ? Là encore, la relation statistique n'est pas avérée. Pour les communes labellisées des *campagnes des villes* et *productives*, les tendances sont restées proches des moyennes nationales. Pour les *campagnes résidentielles*, elles ont largement décroché à partir des années 1980-1990. Dans ces campagnes confrontées à une forte attractivité résidentielle, l'appartenance à un label touristique paraît ainsi avoir été un frein au développement démographique des communes.

Enfin, les analyses systématiques de corrélation (Tests du chi²) sont dans l'ensemble non significatives et peu élevées. Pour les Stations Vertes uniquement, une forte relation est tout de même démontrée entre l'appartenance à telle ou telle campagne et les variations migratoires ; celle-ci souligne l'inégale attractivité des campagnes pour des communes labellisées (ou non).

⁷² Un descriptif détaillé de ces deux labels touristiques est proposé en annexe 4d (pp. 324-325). Celui-ci reprend les grandes lignes des présentations officielles, notamment historiques, faites sur leurs sites internet respectifs.

Figures 34. Labels touristiques et évolutions migratoires : quelques relations positives mais ténues



Population présente et attractivité touristique des campagnes françaises

Christophe Terrier (2009, p. 63) introduisait de la façon suivante un article récent, dont l'objectif était de distinguer population présente et population résidente : « Le nombre de personnes réellement présentes un jour donné sur un territoire varie tout au long de l'année par le double mouvement des visiteurs qui viennent y séjourner et des habitants qui partent en voyage ». Derrière cette définition de la présence démographique — et l'intérêt implicite d'y recourir — se cache surtout une remise en cause de l'utilisation exclusive de la résidence pour étudier l'occupation démographique des territoires. Vincent Fouchier (1998) a, par exemple, proposé d'associer plus systématiquement emplois et habitants, pour évaluer l'activité humaine se déroulant dans un territoire donné. Des évaluations statistiques menées au sein de la Direction du Tourisme ont surtout popularisé la notion de population présente, en considérant les mobilités touristiques comme le moteur des variations démographiques et périodiques à l'échelle nationale (Terrier *et al.*, 2005a, 2005b, 2006). Une même perspective d'analyse a été suivie par des travaux plus récents, qui ont approfondi les estimations nationales/régionales des populations présentes (Talandier, 2007 ; Caudron, 2009 ; Gass, 2010). Enfin, ce n'est pas un hasard si ce champ d'étude s'est développé en parallèle de travaux sur l'économie résidentielle — principalement conduits en France par l'économiste Laurent Davezies (2003, 2008, 2005, 2009). Les analyses présentes contiennent en effet des réflexions sur la multi-résidentialité des individus, la saisonnalité des déplacements, et leur incidence économique sur le développement des territoires.

Les analyses menées dans cette thèse autour de la notion de population présente ont un double objectif (cartes 21 ; figures 35). Le premier est thématique : il s'agit de dresser un portrait démographique plus favorable de certaines campagnes françaises, par le jeu des mobilités touristiques saisonnières. Le deuxième est méthodologique, en présentant des pistes de recherche pour désagréger les données présentes et mensuelles existantes, par modélisation statistique⁷³. En s'inspirant d'une analyse équivalente réalisée par M. Talandier (2007) dans son travail de thèse, la carte 21 propose une évaluation moyenne annuelle de la présence, en 2005⁷⁴, dans les communes des *bassins de vie à dominante rurale*. Celle-ci permet de confronter directement la population résidente des communes (base 100) et les estimations des populations présentes. Par ailleurs, les résultats moyens des types de campagnes complètent le portrait géographique.

La géographie nationale des présences démographiques est assez saisissante. En complément d'une forte attractivité résidentielle, les *campagnes résidentielles* donnent à voir les populations présentes les plus élevées. Elles bénéficient ainsi de populations réellement présentes au cours de l'année bien supérieures aux seules populations recensées en résidence principale. Il en va ici des communes des Massifs alpins et pyrénéens, de la région Corse et du littoral atlantique.

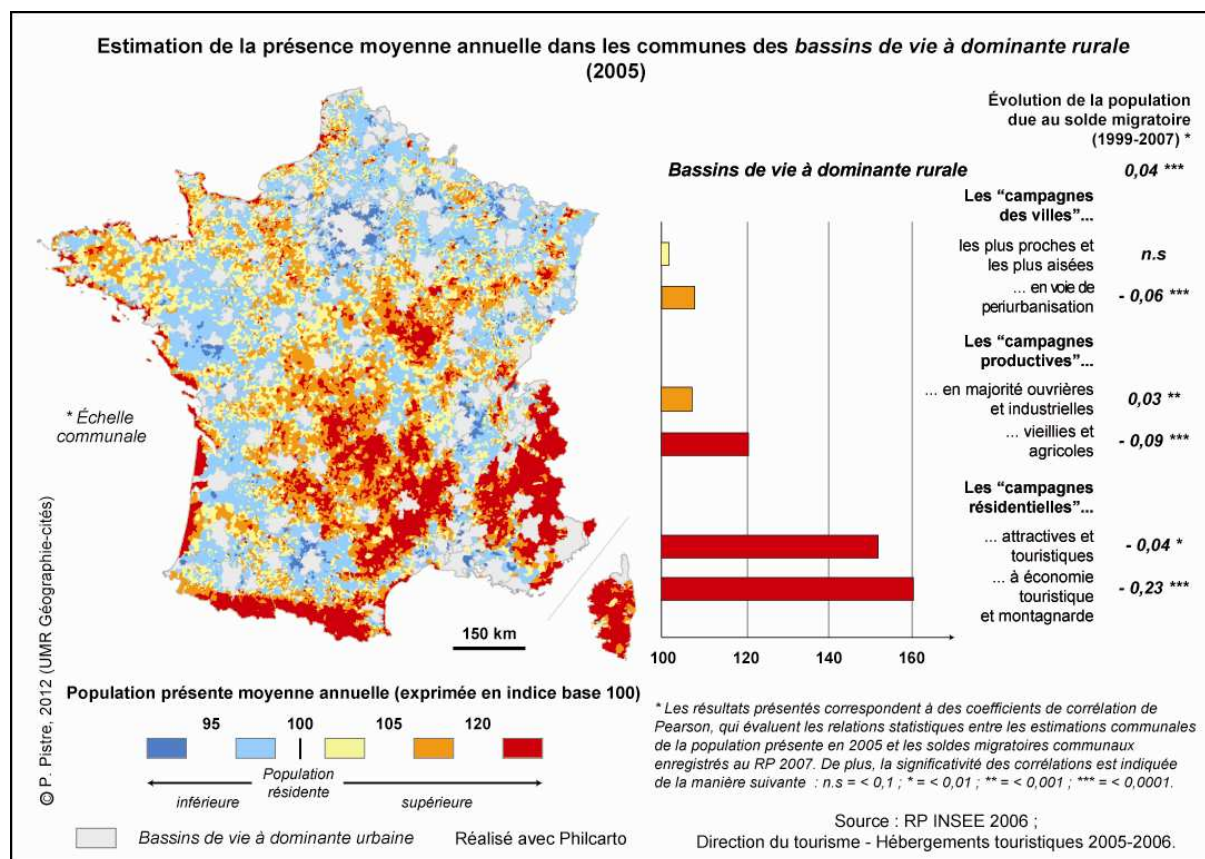
Le différentiel entre population résidente et population présente est également favorable pour les *campagnes productives vieillies et agricoles*, de l'arrière-pays méditerranéen et du Massif central. À l'inverse, les *campagnes des villes* et les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles* ont le plus pâti en 2005 des départs occasionnels de leur population, lesquels ont été peu compensés par des venues temporaires et touristiques, françaises ou étrangères.

La carte 21 présente enfin quelques tests de corrélation entre les estimations de population présente et l'évolution de la population due au solde migratoire pour 1999-2007. On retrouve ici un léger effet positif général, mais il est surtout négatif pour la majorité des campagnes ; ce constat marque à nouveau des effets d'évitement entre attractivités touristique et résidentielle.

⁷³ Pour ne pas alourdir le chapitre 3, nous avons préféré présenter en annexe 4e (pp. 326-328) la méthodologie suivie pour l'estimation communale, annuelle et mensuelle, des populations présentes.

⁷⁴ Les analyses renvoient à l'année 2005 car il s'agit de l'année d'estimation, par la Direction du Tourisme, des populations présentes dans les départements français (Terrier, 2006) ; ces données sont à la base de nos traitements.

Carte 21. Une présence moyenne bien supérieure aux résidents dans les *campagnes résidentielles*



Les résultats présentés dans les figures 35 ont été obtenus en suivant un même procédé méthodologique, à la différence que les modélisations statistiques et les estimations ont été ici mensuelles : quels différentiels entre population résidente et population présente peut-on ainsi observer dans les campagnes françaises au cours des mois de l'année 2005 ?

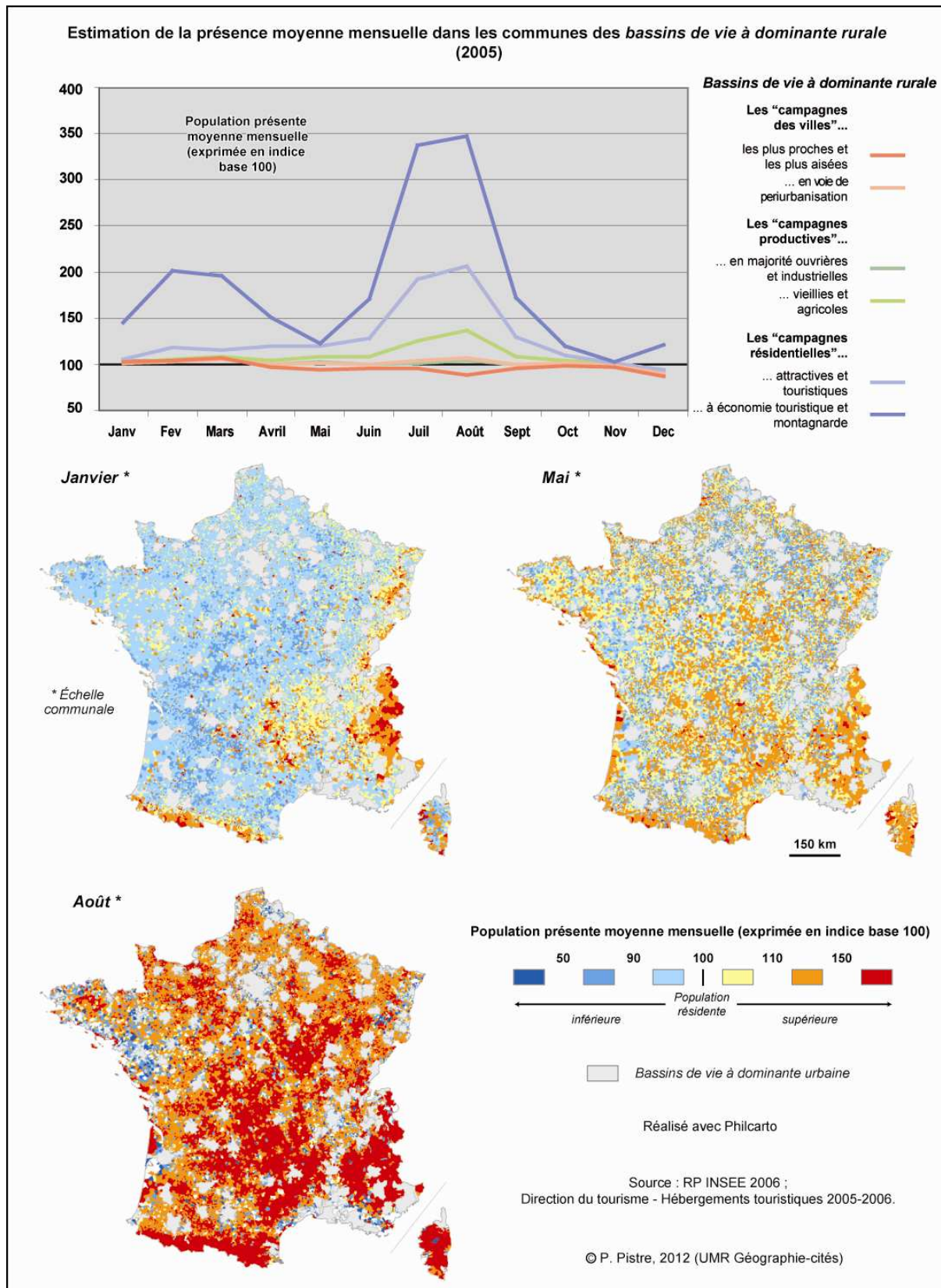
Une précaution analytique doit être énoncée avant de débiter le commentaire : les estimations mensuelles présentées — comme d'ailleurs l'étude annuelle précédente — n'ont pas vocation à être étudiées de manière locale. On toucherait alors aux limites raisonnables d'analyse des résultats des modélisations statistiques mises en œuvre. L'enjeu est de dégager quelques grandes observations régionales et nationales, de manière graphique et cartographique.

L'étude des populations présentes mensuelles, selon les types de campagnes françaises, vient tout d'abord confirmer les situations présentes identifiées dans l'analyse annuelle. Elle révèle avant tout les moments de l'année où les présences ont été supérieures ou inférieures aux populations résidentes. Dans les *campagnes résidentielles à économie touristique et montagnarde*, les mois de février-mars et de juillet-août ont été les périodes phare d'occupation des territoires (*cf.* tourisme hivernal et estival). Pour les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* et les *campagnes productives vieilles et agricoles*, les vacances d'été (notamment le mois d'août) ont concentré les populations présentes les plus élevées. La situation est inverse pour les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*, ce qui souligne le délaissement des périphéries urbaines pendant la période estivale.

Trois cartes de résultats mensuels complètent ensuite l'analyse et offrent d'autres possibilités d'interprétation nationale. Le mois de janvier 2005 se caractérise par des présences importantes dans les massifs montagneux (Alpes, Pyrénées, Massif central, Vosges). Le mois de mai donne à voir un large éventail de présences positives parmi les communes à dominante rurale. Plus que les jours fériés — les 1^{er} et 8 mai étant en 2005 des dimanches, et le lundi de Pentecôte, le 4 juin —, ce sont les vacances scolaires de la région parisienne — à cheval sur avril et mai —,

qui expliqueraient en partie ce constat national. Enfin, le mois d'août 2005 se distingue par des présences bien supérieures aux populations résidentes dans beaucoup de campagnes françaises. L'importance des mobilités touristiques venues des grandes villes et de l'étranger, et des mises au vert des propriétaires de résidences secondaires, sont les explications les plus plausibles.

Figures 35. Des présences estivales surtout favorables aux *campagnes résidentielles* et *productives*



À l'image des derniers traitements réalisés autour de la notion de population présente, les perspectives de recherche ouvertes dans ce chapitre 3 sont nombreuses et concernent les trois voies d'analyse biographique explorées dans cette thèse.

La première partie a permis d'approfondir l'étude des mobilités résidentielles selon les âges et les positions dans le cycle de vie. Les *campagnes résidentielles* et les *campagnes productives* sont apparues les plus attractives chez les jeunes retraités, pour les générations du baby-boom depuis les années 1990-2000. Inversement, ce sont surtout les cohortes successives de jeunes actifs qui ont alimenté les extensions et densifications périurbaines, dès les décennies 1960-1970. L'analyse des mobilités résidentielles a été ici essentiellement agrégée sur le plan géographique. Affiner l'analyse spatiale des comportements migratoires selon les âges reste ainsi un chantier important ; il sera amorcé dans la troisième partie de la thèse, à travers l'exemple des populations retraitées et de leur diversité interne.

Le deuxième temps du chapitre 3 a été consacré à l'analyse des trajectoires résidentielles d'individus récemment installés dans les communes rurales françaises. Des traitements proposés, statistiques et de visualisation, nous retiendrons l'importance des itinéraires longs (en kilomètres ou en régions parcourues) et denses (en nombres d'étapes) parmi les nouveaux résidents ruraux. Nous conserverons ensuite le constat de nombreuses étapes de vie rurale, qui en disent long sur le poids des habitudes, des souvenirs, et sur les motivations des mobilités récentes vers les campagnes françaises. Les analyses présentées sont toutefois loin d'épuiser les traitements possibles avec l'enquête Histoire de vie (2003) ou d'autres sources de données biographiques, pouvant permettre de détailler l'étude des trajectoires résidentielles vers les campagnes françaises. Quelques analyses supplémentaires sur les parcours résidentiels d'individus de revenus et de PCS équivalents seront présentées dans les parties 2 et 3.

La troisième voie d'analyse biographique a enfin permis d'examiner la récurrence des retours au pays et des mobilités résidentielles vers des lieux ruraux découverts/pratiqués pendant les vacances. Nous avons surtout utilisé des indicateurs sur le lieu de naissance et sur les hébergements touristiques. Les résultats finaux sont contrastés, notamment pour le premier type de lieu supposé marquant dans les trajectoires résidentielles. Certaines régions et tranches d'âge ont été des plus concernées par des processus de retour au pays vers les lieux de naissance. Néanmoins, c'est surtout une plus grande complexité que le seul fait de la naissance qui transparait des traitements réalisés. De plus, les perspectives quantitatives de recherche sont ici minces ; c'est pourquoi, le développement d'enquêtes locales ou régionales ciblées paraît la voie principale à suivre. En ce qui concerne cette thèse, quelques compléments quantitatifs et qualitatifs sur les processus de retour au pays des retraités seront présentés dans le chapitre 9.

Enfin, le bilan des traitements réalisés autour des lieux de vacances — et de leur poids supposé dans les dynamiques migratoires rurales — est également mitigé. Des effets d'accompagnement et d'évitement ont été mis en évidence entre les attractivités résidentielle et touristique. Les résultats ont été parfois ambivalents selon les types d'hébergements touristiques et de campagnes françaises. Les analyses de corrélation statistique ont avalisé certaines des hypothèses de départ, mais dans l'ensemble, elles n'ont été que partiellement démontrées. En définitive, un travail important reste à mener sur les sources d'analyse des pratiques rurales de vacances, sur la temporalité des venues saisonnières/occasionnelles, et surtout, sur leurs incidences dans le développement résidentiel des campagnes françaises contemporaines.

Conclusion de la première partie

Composée d'un chapitre d'état des lieux et de positionnement autour du renouveau rural, puis de deux longs chapitres de résultats donnant la primauté aux dynamiques démographiques et migratoires, cette première partie est à la fois la plus générale et la plus dense de la thèse. De nombreux indicateurs ont été utilisés pour définir les campagnes françaises, pour analyser l'évolution de leur volume de population et de leur attractivité résidentielle, et pour détailler les profils des individus qui sont venus s'y installer. La définition nationale des campagnes a été volontairement large, afin de confronter des processus de périurbanisation déjà bien étudiés — toujours très actifs, qui se développent par extension et par densification spatiale —, avec des influences urbaines plus diffuses et des dynamiques peu dépendantes de la proximité urbaine.

Les traitements proposés, statistiques et cartographiques, ont été variés. Ils ont permis de tester de nombreuses hypothèses sur les motivations qui ont guidé les installations récentes, et plus globalement, sur les reprises démographiques rurales. Certaines se sont révélées centrales pour expliquer les migrations et les mobilités résidentielles vers les campagnes françaises ; l'importance du cycle de vie en est un des meilleurs exemples. D'autres voies d'analyse ont été partiellement validées et ont abouti à des résultats plus nuancés, comme dans le cas des retours au pays ou de relations entre attractivités résidentielle et touristique. En définitive, c'est bien la diversité — des processus, des populations, des motivations individuelles et collectives, des territoires concernés — qui transparaît du panorama général des renouveaux démographiques des campagnes françaises réalisé dans cette première partie de thèse.

Portées par des dynamiques migratoires positives et variées, les formes de renouveau rural à l'échelle nationale sont donc loin d'être uniformes. Des profils types tendent tout de même à se dégager pour les principales campagnes françaises ; la figure 36 vient en apporter la preuve de manière synthétique. Une étude statistique multivariée en composantes principales est ici présentée. Elle repose sur la plupart des indicateurs statistiques utilisés dans les traitements exploratoires des chapitres 2 et 3⁷⁵. L'analyse met en évidence les variables les plus influentes selon les *bassins de vie à dominante rurale* et les types de campagnes identifiés dans le chapitre 1.

La figure 36 présente les résultats croisés des axes factoriels 1 et 2 de l'ACP. Elle donne à voir une répartition des bassins de vie assez conforme à leur appartenance à telle ou telle campagne, ainsi qu'à la hiérarchie interne, des *campagnes des villes* vers les *campagnes résidentielles*. La typologie initiale des bassins de vie français repose essentiellement sur des variables structurelles — telles que la part des PCS, des âges, des types d'emploi et de logement parmi les composantes des territoires — alors que cette analyse de synthèse intègre surtout des indicateurs sur le profil des nouveaux résidents. Un premier constat s'impose : les dynamiques migratoires récentes dans les campagnes françaises ont conforté et renforcé des processus déjà anciens.

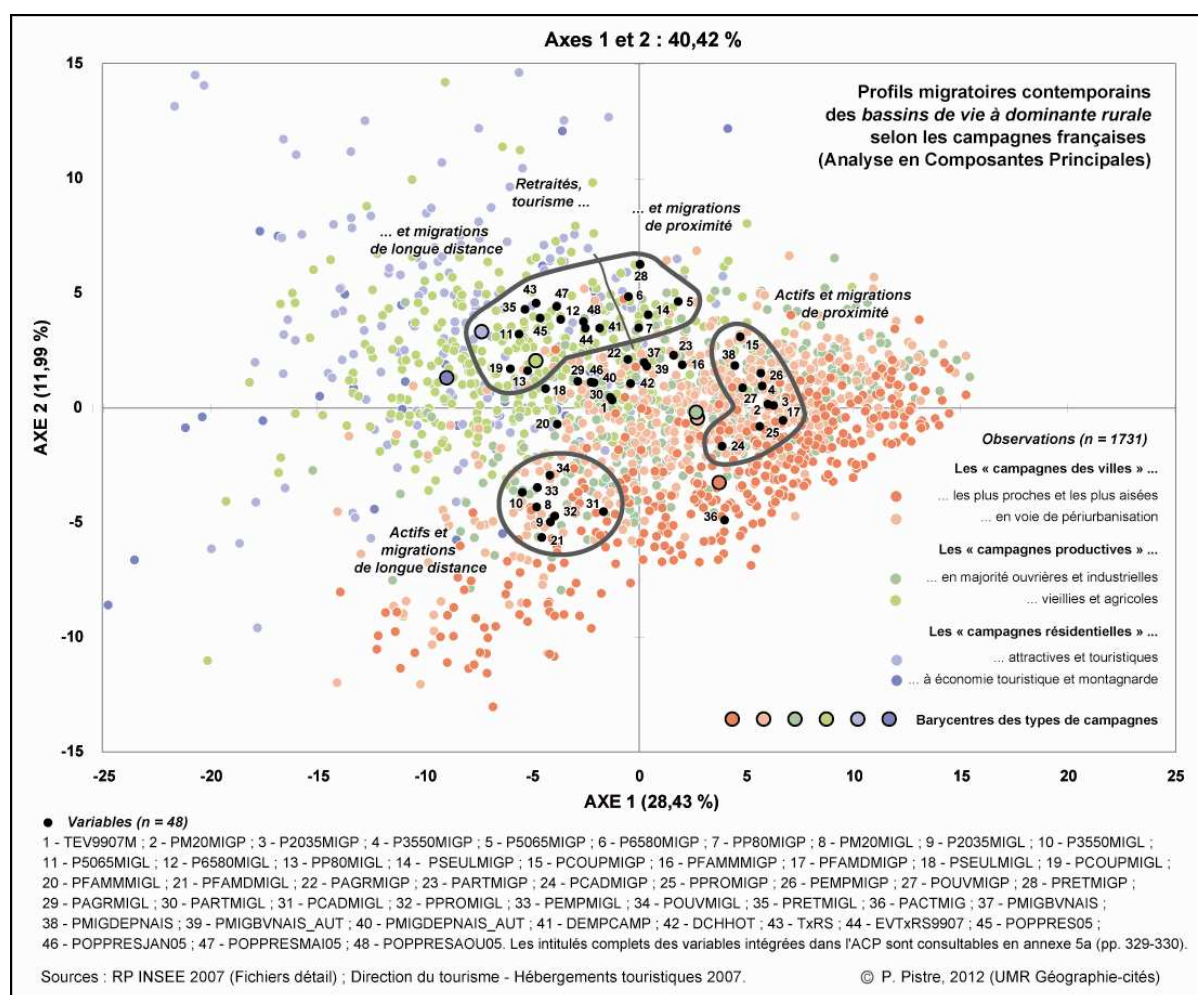
En outre, deux types de campagnes — périurbain et résidentiel — paraissent aujourd'hui prédominants. Le premier s'étend à travers les *campagnes des villes en voie de périurbanisation* et présente de nombreuses proximités migratoires avec les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*. Le deuxième se renforce dans les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* et trouve de nouveaux points d'ancrage dans les *campagnes productives vieilles et agricoles*.

⁷⁵ Quarante-huit variables statistiques sont ici intégrées dans l'ACP, sans pour autant couvrir la totalité des analyses réalisées dans les chapitres 2 et 3. L'objectif était de proposer une synthèse statistique des dynamiques migratoires les plus récentes ; c'est pourquoi aucune variable ne concerne les périodes intercensitaires avant 1999. En outre, seuls ont été pris en compte les indicateurs émanant de sources fines sur le plan spatial (recensement de la population, données sur les hébergements touristiques, estimations de la population présente). Par exemple, les indicateurs sur les trajectoires résidentielles, construits à partir de l'enquête Histoire de Vie, n'ont logiquement pas pu être intégrés à l'ACP.

De plus, l'existence de deux types principaux de campagnes selon les dynamiques migratoires contemporaines — démontrée aussi par la proximité des barycentres dans le plan factoriel — correspond à une double opposition de variables explicatives. Résultant en partie de l'abondance d'indicateurs qui distinguent les déplacements de proximité et de longue distance, la distance parcourue apparaît tout d'abord comme le facteur le plus influent dans l'ACP. Une majorité des bassins de vie des *campagnes des villes* et des *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles* ont été marqués par des migrations de proximité ou au sein du département de naissance. À l'inverse, les *campagnes résidentielles* et les *campagnes productives vieilles et agricoles* se distinguent par l'accueil important de migrations de longue distance au cours des années 2000.

Le deuxième axe factoriel différencie les *bassins de vie à dominante rurale* où les profils des nouveaux résidents ont été dominés par des actifs ou par des retraités. Les 20-35 ans, les 35-50 ans, et les familles avec enfants, ont été les plus représentés en périphérie urbaine et dans le nord-est du pays, quels que soient les groupes socioprofessionnels. Indiquons tout de même que le poids des catégories moyennes et supérieures (cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires) a été le plus fort au sein des *campagnes des villes les proches et les plus aisées*, par opposition aux employés et ouvriers dominants dans les périphéries urbaines les plus éloignées. Du côté des *campagnes résidentielles attractives et touristiques* et des *campagnes productives vieilles et agricoles* — où l'attractivité touristique est aussi très forte — les retraités (50-65 ans, 65-80 ans, plus de 80 ans) ont été les plus marquants pour les profils migratoires des bassins de vie ; l'étude de la diversité des migrants retraités dans ces campagnes sera approfondie dans la partie 3.

Figure 36. Profil périurbain versus profil résidentiel : des migrations de proximité et d'actifs par opposition à des migrations de longue distance et de retraités



Partie 2. Processus de gentrification et renouvellements des campagnes françaises

« Les villages, « hauts lieux » d'un tourisme « aristocratique » :

Le mobile de la pénétration des citadins est dans ce type d'ordre intellectuel. Plus qu'un engouement pour la campagne lié au refus du logement urbain, il s'agit d'une pratique culturelle de l'espace, d'un projet d'esthète. [...]. Ce que l'on recherche, c'est la pierre sèche, la poutre de chêne noircie au feu, le toit de tuiles rondes en pente, parce qu'ils sont porteurs de discours sur la ruralité.

Ce sont les catégories supérieures qui investissent ces « hauts lieux » en premier ; la seconde vague est celle des classes moyennes qui les imitent par désir de promotion sociale. Le village [...] n'est pour ces populations qu'un moyen d'identification à la culture paysanne que l'on pare de valeurs quasi-mythiques. L'acquisition d'une maison de village donne un statut à celui qui va l'occuper de manière fugitive ; il est admis dans le groupe des privilégiés pour qui la nature est un art de vivre et rêve de retour aux sources, pour qui la maison de village est conçue comme élément du jeu social.

Ce type de village accueille donc tous ceux qui, artistes, écrivains, professeurs, membres des professions libérales, industriels et grands commerçants, voire « hippies », se réfèrent à ces valeurs et qui ont ailleurs un sens aigu de la valeur marchande du patrimoine immobilier et savent faire des affaires grâce à la spéculation foncière. Le village devient la propriété des groupes sociaux à hauts revenus, en pleine ascension sociale. Les maisons de village sont renouvelées en fonction d'une symbolique qui doit être explicitée à tous et qui est la reproduction des modèles reconnus [...]. Il s'agit d'un type exhibitionniste au niveau du bâti.

L'appropriation du village est souvent réalisée par des résidents étrangers à la région : Parisiens, étrangers en majorité. Saint-Tropez avait lancé la « mode », mais du Castellet à Saint Paul de Vence, de Gassin à Tourrette-sur-Loup, les exemples abondent sur la façade méditerranéenne. » (Collectif, 1977, p. 214).

Introduction de la deuxième partie

Rares sont les études de géographie rurale française qui font explicitement référence à des processus d'embourgeoisement et d'appropriation de villages par les groupes sociaux supérieurs. Elles sont d'autant plus rares s'il s'agit d'étudier de concert les transformations sociodémographiques et des structures du parc de logements, ou d'approfondir l'analyse des recompositions sociales des habitants des campagnes françaises. En suivant une approche marxiste des rapports de classes dans la société rurale, P. George (1964) avait tout de même amorcé une étude des anciennes et nouvelles classes sociales. Plus récemment, B. Kayser (1986) s'était intéressé au changement social et culturel en milieu rural, et à l'apparition de nouvelles stratifications locales. L'extrait introductif, qui décrit les convoitises et les changements sociologiques de villages méditerranéens, constitue un exemple d'étude ancien, plus précis et appliqué, de formes d'embourgeoisement rural. Un modèle d'évolution à la provençale serait-il en train de devenir la norme pour des campagnes françaises toujours plus nombreuses ?

La question est posée dans ce travail de thèse, en mobilisant la notion de gentrification qui, sous l'impulsion de plusieurs géographes britanniques depuis les années 1990-2000, a connu de nombreux développements dans le champ des études rurales internationales. Les motivations de départ pour recourir à ce prisme d'analyse dans le cas français étaient variées. En premier lieu, la gentrification rurale a été perçue comme une piste de réflexion originale pour approfondir l'étude des modifications des structures sociales dans les campagnes françaises et évaluer le poids de telles évolutions dans les reprises démographiques récentes.

Le panorama général réalisé dans la partie 1 a souligné l'importance de l'âge comme facteur discriminant dans les installations résidentielles selon les différents types ruraux. Les groupes sociaux et les professions des migrants restent néanmoins des critères essentiels à prendre en compte, pour mettre à jour des processus d'embourgeoisement à la française dans les campagnes de type résidentiel, ou inversement, des formes de repli pour des motifs économiques.

Le champ de la gentrification rurale a été également jugé pertinent par sa capacité à mobiliser des facettes distinctes de ces processus (sociaux, de logement, culturels, paysagers), pour interpréter les évolutions rurales contemporaines. Une application détaillée dans le cas français pourrait en soi donner lieu à un travail de thèse ; l'ambition est ici plus modeste et exploratoire. Il s'agit de faire de la gentrification un des axes d'étude des reprises rurales, en privilégiant une approche sociodémographique et systématique (Smith, 2002 ; Nelson *et al.*, 2010).

Enfin, l'utilisation internationale de cette notion offre des perspectives de confrontation empirique dans des contextes variés, mais aussi d'analyses critiques sur les utilisations hétérogènes de ce terme. Dans une comparaison des modèles franco-britanniques de « retour à la campagne », de contre-urbanisation et de périurbanisation, H. Buller (1991) soulignait les différences historiques d'urbanisation et de développement des campagnes de ces deux pays : les signes de gentrification rurale observés en France sont-ils de fait comparables à ceux constatés outre-Manche ?

Cette deuxième partie, qui se compose de trois chapitres, subdivisés en neuf sous-chapitres, porte sur le renouveau des campagnes françaises à travers le prisme de la gentrification rurale. Le chapitre 4 fait un état des lieux des productions internationales, de l'origine urbaine de cette notion jusqu'à ses utilisations plurielles dans les études rurales. Il présente ensuite des pistes d'analyse des évolutions rurales françaises, et une partie des propositions est mise en application dans les deux chapitres suivants. Le premier s'intéresse aux structures du parc de logement alors que le deuxième se focalise sur les compositions sociales : une approche binaire par la *production* immobilière et par la *consommation* de groupes sociaux qui a marqué la littérature sur la gentrification.

Chapitre 4. Étendre les limites de la gentrification⁷⁶ : études rurales et perspectives de recherche

Thème majeur des études urbaines internationales depuis les années 1970-1980, la gentrification connaît un intérêt croissant dans les recherches rurales anglo-américaines, et un début d'attention dans les analyses francophones. Les origines de ce champ scientifique sont incontestablement urbaines ; ce néologisme a été construit à partir du terme de *gentry* — qui renvoyait à une partie de la bourgeoisie anglaise, bien née et bien élevée, mais sans pour autant appartenir à la noblesse la plus titrée et héréditaire — lors d'une étude sociologique des évolutions d'après-guerre des quartiers centraux de Londres (Glass, 1964). La gentrification désigne aujourd'hui le plus souvent des processus d'embourgeoisement des centres urbains, transformés dans leur bâti et leur composition démographique par l'installation de groupes sociaux moyens et supérieurs, au détriment des anciennes catégories résidentes plus fragiles. Les grandes métropoles nord-américaines et européennes (Londres, New-York, San Francisco, Vancouver, Montréal, Copenhague, Paris) en ont été les terrains privilégiés d'analyse, mais la notion est utilisée de manière accrue pour caractériser des changements ruraux, considérés comme analogues à des évolutions urbaines en voie de diffusion internationale.

L'objectif de ce chapitre est d'explicitier ce transfert conceptuel, qui peut paraître en l'état surprenant, puis d'en discuter son utilité pour l'analyse des transformations rurales françaises. Dans un premier temps, des éléments factuels et de contexte présentent l'émergence de travaux ruraux sur la gentrification, tout en insistant sur leur filiation avec les études urbaines sur le sujet. Une deuxième sous-partie questionne l'unité de ce champ de recherche, en rendant compte de la diversité des acceptations, des méthodologies et des référents théoriques qui sont utilisés dans les études de dynamiques de gentrification rurale. Une dernière partie est consacrée à la présentation de voies d'application dans le contexte français, avec des perspectives de recherche qui dépassent les analyses réalisées dans cette thèse et exposées dans les chapitres 5 et 6.

1) De la gentrification urbaine à la gentrification rurale

Pour présenter les origines et le développement d'études rurales sur la gentrification, il faut forcément mentionner les inspirations, les passerelles, les emprunts, qui ont eu lieu entre recherches urbaines et rurales. Les analyses urbaines, pionnières et largement dominantes, ont connu une forte croissance depuis les premières constatations empiriques et les avancées théoriques des décennies 1970-1980. Cette expansion s'explique par l'émergence de processus de gentrification dans de larges contextes urbains, mais aussi par un certain effet de mode scientifique qui a contribué à populariser la notion et à multiplier les études de cas.

L'émergence d'un champ d'étude sur la gentrification rurale a été postérieure, et a suivi — à une moindre échelle — une évolution similaire. La tendance est aujourd'hui à l'autonomisation par rapport à son pendant urbain et à l'internationalisation des analyses ; le risque serait bien sûr que l'affichage d'un sigle commun ne l'emporte sur la véritable proximité des processus étudiés.

⁷⁶ Le titre de ce chapitre s'inspire de celui de deux productions scientifiques (Smith, 2002 ; Butler *et al.*, 2007) qui ont appelé à étendre les limites d'analyse des processus de gentrification et à mieux prendre en compte leur diversité.

a) Genèse d'une extension conceptuelle depuis les origines rurales britanniques

Les premiers travaux faisant explicitement référence à la gentrification rurale ont été le fait de géographes britanniques durant les années 1980 (Parsons, 1980 ; Little, 1987 ; Cloke *et al.*, 1990). Toutefois, elle n'est devenue un objet d'étude à part entière que dans la décennie suivante, sous la plume et l'impulsion principale de deux de leurs homologues : Martin Phillips (1993, 1998a, 1998b, 2002, 2004, 2005, 2009b) et — plus tardivement — Darren Smith (2001, 2002, 2005, 2011a, 2011b), *readers* de géographie humaine à l'université de Leicester et de Loughborough. La gentrification rurale a continué de susciter des analyses en terres britanniques dans les années 2000 (Schmied, 2002 ; Stockdale, 2009), et parallèlement, elle a donné lieu à des études toujours plus nombreuses aux États-Unis (Ghose, 2004 ; Darling, 2005 ; Bryson *et al.*, 2010 ; Hines, 2010a, 2010b ; Nelson *et al.*, 2010b), au Canada (Guimond *et al.* 2010) et dans plusieurs pays européens : de la Suède (Hjort, 2009) à l'Espagne (Solana-Solana, 2010), en passant par l'Irlande (Gkartzios *et al.*, 2012). Du côté des chercheurs français, une attention accrue est aussi à constater depuis la décennie 2000 (Raymond, 2005, 2007 ; Perrenoud, 2008 ; Richard, 2009). Avant de revenir plus en détail sur le contenu et la diversité de ces études rurales, cet aperçu bibliographique souligne l'intérêt croissant porté au vocable de gentrification rurale, dans des contextes nationaux variés — tout de même cantonnés à des pays riches occidentaux —, et la constitution progressive d'une branche rurale et internationale de recherche.

Deux principaux éléments de contexte permettent d'éclairer l'apparition de travaux ruraux sur la gentrification. Leur émergence outre-Manche doit tout d'abord beaucoup à des considérations épistémologiques et au développement d'une (nouvelle) géographie sociale rurale (Phillips, 1998c, 1998d). Les premières études des années 1990 ont en effet été partie prenante d'une refonte thématique, méthodologique et conceptuelle de la géographie rurale britannique (Clout, 2008). Cette période fut notamment marquée par la réalisation de recherches collectives⁷⁷, analysant les interactions entre constructions sociale et culturelle de la ruralité dans les campagnes anglaises (Cloke *et al.*, 1987, 1995, 1998 ; Murdoch *et al.*, 1994). Conduites en particulier par Paul Cloke — professeur de géographie humaine à l'université d'Exeter et devenu une figure incontournable de la géographie rurale internationale (Phillips, 2009c) —, certaines études socio-spatiales se sont intéressées à des situations rurales de *deprivation* et de *marginalization* (Cloke *et al.*, 1995b, 1997 ; Pacione, 1995). L'attention portée à des processus de gentrification rurale a été en quelque sorte un angle d'étude inverse, qui coïncidait avec une plus grande place accordée à des facteurs socioculturels et socioéconomiques.

L'analyse des transformations connues par le champ urbain de la gentrification apporte d'autres éclairages et éléments de contexte sur le développement des recherches rurales. Pendant les années 2000, celui-ci a été marqué par un profond renouvellement de ses voies d'analyse et par une volonté centrale d'élargir sa définition (Lees, 2000 ; Slater *et al.*, 2003 ; Butler *et al.*, 2007 ; Rérat *et al.*, 2010). Pour Loretta Lees *et al.* (2007), cette extension renvoie à la mutation des processus de gentrification depuis les premiers constats empiriques. Pour nommer les modifications récentes et certaines spécialisations, des dérivés conceptuels ont également fait leur apparition dans la littérature. Ceux-ci ont le mérite de désigner clairement les moteurs des types de gentrification étudiés, au risque tout de même de simplifier les processus à l'œuvre.

⁷⁷ Il s'agit essentiellement de projets financés par l'*Economic and Social Research Council (ESRC)*: *Local economic impacts of the middle class in rural areas* (1988-1991: dirigé par P. Cloke), *Rural lifestyles in England* (1990-1992: dirigé par P. Cloke), *Exclusive space? Networks of participation and forward planning in a rural locality* (1994-1995: dirigé par J. Murdoch), et – dans le prolongement – *The process of rural gentrification* (1995-1998: dirigé par M. Philips).

Certains auteurs ont insisté sur le rôle de secteurs économiques spécifiques, comme le tourisme (*cf. tourism gentrification* (Gotham, 2005)) ou les activités commerciales (*cf. commercial gentrification* (Kloosterman *et al.*, 1999)). Dans d'autres cas d'étude, ce sont les populations les plus impliquées (*cf. studentification* (Smith *et al.*, 2007, Sage *et al.*, 2012) ou *black gentrification* (Moore, 2009)), la nature des bâtis concernés (*cf. new-built gentrification* (Davidson *et al.*, 2009)) ou l'intensité des processus observés (*cf. super-gentrification*, Lees, 2003) qui ont été mis en avant pour caractériser les transformations urbaines analysées. Le champ urbain de la gentrification a ainsi connu une large diversification des recherches, qui a été renforcée par l'ouverture à des paradigmes devenus centraux dans les sciences humaines, comme les *gender* et *cultural studies* (Bondi, 1991, 1999).

En outre, les appels lancés par D. Smith (2002) et M. Phillips (2004) — à étendre les limites spatiales d'analyse des processus de gentrification, et à mieux prendre en compte des formes négligées de gentrification (dont rurales) — et plus globalement l'affirmation récente des travaux ruraux s'intègrent parfaitement dans l'élargissement des recherches autour de la gentrification, qui a été aussi constatée au sein des études urbaines.

b) Allers-retours entre recherches urbaines et rurales sur la gentrification

L'émergence de travaux ruraux sur la gentrification est ainsi à replacer dans des éléments de contexte nationaux, disciplinaires, et dans l'évolution récente de ces processus. En outre, le développement des études rurales doit beaucoup à la littérature urbaine sur le sujet, qui a servi — au-delà de l'emprunt du vocable de gentrification — d'inspiration thématique et théorique. Il est ici important de préciser les relations entre recherches urbaines et rurales, et de dégager quelques spécificités des approches rurales.

À la suite de M. Phillips (1993) et des premières analyses empiriques, les études menées sur des processus urbains de gentrification ont été utilisées comme cadre de référence pour expliciter certaines transformations des campagnes britanniques et internationales. De plus, les auteurs ruraux ont surtout justifié le recours à la gentrification par l'existence de processus équivalents, dans des situations urbaines et rurales. Des recompositions comparables des structures sociales — par l'installation de populations des classes moyennes et supérieures au détriment de groupes sociaux inférieurs — seraient identifiables dans des villages isolés comme dans le centre des grandes métropoles. Les différences socioéconomiques entre nouveaux et anciens habitants se doubleraient d'oppositions diverses : culturelles, de modes de vie ou de perceptions, sur les fonctions et le devenir des territoires concernés. Par ailleurs, des types d'espaces hétérogènes dont ruraux seraient confrontés à des rénovations en profondeur du bâti, avec pour finalité de faire une plus value à la revente. Des stratégies immobilières, imputables à des agents privés comme publics, et conduisant à de nouveaux entre-soi sociaux, seraient effectives dans des entités urbaines comme rurales. Enfin, des modifications paysagères importantes seraient autant significatives dans les quartiers centraux de grandes villes que dans des cœurs villageois, tous réhabilités après de longues périodes de délabrement.

On retrouve ici les quatre niveaux d'analyse et de définition — communément considérés comme révélateurs de processus de gentrification — dans des contextes urbains comme ruraux, à savoir, des recompositions sociales impulsées par des dynamiques migratoires, des divergences culturelles entre les nouvelles et anciennes populations résidentes, de forts enjeux économiques autour des logements, marqués par de la spéculation immobilière, et des transformations paysagères qui résultent des changements sociaux, culturels et économiques (Hamnett, 1991 ; Smith, 2011). Sur la base de ces principaux processus et critères, des situations spatiales hétérogènes dont rurales peuvent rentrer dans le champ d'analyse de la gentrification.

Par ailleurs, si les recherches urbaines ont largement inspiré les travaux ruraux, ces derniers sont en retour instructifs sur les débats qui traversent toujours le champ urbain de la gentrification. Ils le sont en particulier sur les controverses qui ont marqué son émergence dans les années 1970-1980. Qu'il s'agisse de la théorie de la production de Neil Smith (1979), de l'approche par la consommation de David Ley (1986), de la synthèse défendue par Chris Hamnett (1991), et de la notion de « gentrification marginale » proposée par Damaris Rose (1984), tous ont imprégné — à des degrés divers — les études rurales sur la gentrification.

Citons les travaux d'Eliza Darling (2005) et de M. Phillips (2005) qui se sont appuyés sur la posture de N. Smith pour analyser des formes locales de gentrification rurale aux États-Unis et en Angleterre (dans Adirondack Park, État de New-York, et Norfolk County). Par ailleurs, beaucoup des travaux ruraux ont eu recours à des indicateurs variés — aussi bien démographiques, socioéconomiques que de logement — pour rendre compte de processus de gentrification. En les associant à des démarches explicatives perçues comme complémentaires, ils ont plutôt suivi le plaidoyer de C. Hamnett pour une approche intégrée de la gentrification. Ce fut le cas d'études réalisées par M. Phillips (2002), Rina Ghose (2004) et — dans une moindre mesure — Miguel Solana-Solana (2010), dans le comté de Berkshire (Angleterre), dans le Montana (États-Unis) et en Catalogne (Espagne). Enfin, à l'instar d'une perte constatée de perspectives critiques dans les travaux sur la gentrification urbaine (Slater, 2006), les recherches rurales tendent vers une utilisation neutre de la notion. La gentrification est le plus souvent mise au service d'une analyse objectivée et pragmatique des recompositions rurales.

Malgré les proximités analytiques et théoriques évoquées, les travaux urbains et ruraux sur la gentrification donnent à voir des particularités liées aux contextes géographiques étudiés. Dans les campagnes britanniques et françaises par exemple, les spécificités de la vie villageoise, des logements, des paysages, sont autant d'éléments qui ont guidé les choix et les stratégies résidentielles, et qui peuvent marquer les formes de gentrification rurale. Les dimensions environnementales occupent notamment une place centrale dans les dynamiques rurales, comme en témoigne le néologisme de *greentrification* forgé par D. Smith (*et al.*, 2001, 2011). Il souhaitait ainsi insister sur le rôle de la nature dans les transformations de campagnes anglaises (comté de West Yorkshire) et souligner les préférences culturelles des nouveaux résidents pour la consommation d'espaces verts. Ces orientations de recherche ont d'ailleurs conduit à de premières collaborations entre chercheurs des sciences sociales et des sciences naturelles, autour de processus de gentrification rurale et de leurs répercussions paysagères (Phillips *et al.*, 2008, Melton District, dans le comté de Leicestershire).

Au-delà de la distinction spatiale de l'urbain et du rural — qui reste la plus discriminante dans la littérature internationale sur la gentrification —, cette notion a été plus récemment associée aux caractéristiques régionales des situations étudiées. Des processus d'embourgeoisement ont été par exemple analysés comme tels sur le littoral atlantique français (Buhot, 2009, à la Rochelle et sur l'Île de Ré). L'expression de *coastal gentrification* a fait son apparition dans des travaux de thèse s'intéressant aux côtes américaines (Lamarque, 2009, dans le New Jersey) et anglaises (Shap, 2011, dans la petite ville de St Leonards-on-Sea). Dans un contexte opposé de montagne, et à partir du cas des Alpes suisses, Manfred Perlik (2011) a parlé d'*alpine gentrification* pour qualifier la « transformation de régions de montagne, en lieux de résidence remplaçant des secteurs économiques plus anciens (agriculture, industrie, tourisme) ». Par rapport à de précédentes analyses menées sur les *amenity migrations* (Perlik, 2006), son objectif était de souligner l'articulation de dynamiques spatiales et économiques, et « le rôle de la marchandisation des paysages pour les nouveaux résidents ». Dans ces travaux internationaux émergents, c'est donc le profil géographique des territoires qui singularise les processus observés de gentrification.

La première sous-partie a mis en évidence la filiation des études rurales avec les analyses urbaines sur la gentrification, et surtout lors de leur émergence dans les années 1980-1990. Cette orientation de recherche a aujourd'hui tendance à s'autonomiser. Nous en exposerons les principales voies d'analyse dans la partie suivante, mais un dernier point doit être ici mentionné. Les travaux ruraux s'inscrivant dans le champ de la gentrification ont défendu ses intérêts pour caractériser certaines des transformations rurales actuelles. Néanmoins, plusieurs signalent aussi les difficultés et les précautions qu'implique le recours à ce terme déjà lourd de sens, marqué par son passé urbain, et qui ne peut suffire pour appréhender des situations rurales hétérogènes :

« Même si les chercheurs travaillant sur le rural peuvent utilement s'appuyer sur les avancées théoriques développées par leurs homologues urbains, cela ne signifie pas qu'ils doivent s'attendre à des situations similaires entre régions rurales et urbaines ; pas plus qu'ils ne doivent s'attendre à un processus uniforme de gentrification dans toutes les régions reconnues comme rurales » (Phillips, 1993, pp. 123-124, traduction personnelle).

2) Unité et diversité des recherches sur la gentrification rurale

M. Phillips (2009a) regrettait, dans une publication récente de présentation de la notion de gentrification rurale, qu'elle soit trop rarement employée de manière argumentée et justifiée. En effet, sa diffusion dans la littérature scientifique — et dans le langage courant surtout nord-américain — n'a que partiellement contribué à sa construction théorique. Les utilisations sont aujourd'hui variées, et les démarches de recherche le sont tout autant, dans les travaux sur les processus de gentrification rurale. La diversité interne des études internationales est présentée dans cette deuxième sous-partie. Remet-elle pour autant en cause l'existence et l'unité d'une branche originale de recherches rurales sur la gentrification ?

a) Pluralité des échelles d'étude et des méthodologies de recherche

L'échelle spatiale d'analyse des processus de gentrification rurale constitue un premier critère, qui différencie les recherches internationales publiées pendant les années 1990-2000. En premier lieu, les études monographiques de petits territoires ont été privilégiées. Ainsi en est-il de villages de la péninsule du Gower (Pays de Galles) (Phillips, 1993), de communes du nord du Tarn (France) (Raymond, 2007), ou des alentours de la petite ville de Hamilton dans le Montana (États-Unis) (Ghose, 2004). Ces analyses locales ont en commun de rechercher des indices de modification des structures sociales ou de logement, liées (ou non) aux contextes étudiés.

Même si les études de cas restent aujourd'hui la norme — et apportent des éclairages essentiels sur des situations précises de gentrification rurale —, un nombre croissant de travaux mobilise cette notion pour analyser des transformations récentes, régionales et nationales, des campagnes. Aileen Stockdale (2009a) a, par exemple, réalisé une étude de la diversité des processus de gentrification rurale à l'échelle de l'Écosse. Susanne Hjort (2009) a considéré la gentrification comme un processus migratoire, pour interroger l'existence de telles dynamiques dans les campagnes suédoises. Au terme d'une étude statistique nationale des profils des migrants (âge, niveau d'éducation, revenus, composition des ménages), ses résultats ont été peu concluants. Peter Nelson *et al.* (2010b) se sont quant à eux attachés à l'identification de comtés ruraux gentrifiés dans l'ensemble des États-Unis. Pour ce faire, ils ont utilisé des indicateurs statistiques variés, sur l'investissement dans les logements (prix, nouvelles constructions), sur les changements des structures sociales (revenus, statuts d'occupation) et sur les « *cultural attitudes* » (débat sur l'utilisation des terres, conflits d'aménagement),

Comment peut-on interpréter cette extension des échelles d'étude des processus de gentrification rurale ? Elle est tout d'abord la conséquence assez logique de la diffusion dans la communauté scientifique des premiers travaux ruraux sur le sujet, qui ont conduit à la multiplication des recherches. Elle est surtout le signe d'une diversification des objets d'étude et des méthodologies de recherche. Le recours classique à des traitements statistiques exploratoires et à des entretiens semi-directifs a connu plusieurs approfondissements.

Du côté des approches qualitatives et des études de cas locaux, les démarches d'enquête se sont pluralisées. Les supposés gentrificateurs — par rapport à leurs professions, à leurs revenus ou à leurs modes de vie — concentrent toujours l'attention. Il s'agit de saisir leurs motivations, leurs stratégies résidentielles ou leurs implications dans les évolutions locales. Mais certaines recherches se sont intéressées à des formes plus marginales de gentrification rurale. D. Smith *et al.* (2005) ont par exemple analysé le rôle de ménages lesbiens dans les évolutions d'une vallée gentrifiée du West Yorkshire (Angleterre). D'autres travaux ont étudié la place et les représentations d'acteurs considérés comme indirects dans les processus de gentrification. Ce fut le cas avec des responsables d'organismes publics et des fonctionnaires municipaux au Québec (provinces de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska) (Guimond *et al.*, 2010), et des artisans maçons impliqués dans la restauration de maisons anciennes dans le sud de la France (Hautes-Corbières) (Perrenoud, 2008, 2012).

Au-delà des personnes interrogées, les matériaux et les pratiques de recherche se sont diversifiés. Différentes sources écrites — des articles de presse et des projets d'aménagement (Ghose, 2004), des publicités et des plaquettes touristiques (Phillips, 2002 ; Bryson *et al.*, 2010) — ont été utilisées pour révéler des signes de gentrification rurale. Dans un autre registre, l'observation du paysage a contribué à l'identification de marqueurs territoriaux (des panneaux de signalisation, des formes de rénovation, d'entretien et d'équipement des propriétés), comme dans le parc du Lake District (Angleterre) (Richard, 2009). Enfin, la diversification des approches qualitatives est allée de pair avec l'ouverture à des analyses culturelles et ethnographiques de contextes locaux de gentrification rurale (Hines, 2010a, 2010b).

Les approches quantitatives se sont également développées, en parallèle de l'extension des échelles d'étude. Pour ses analyses de formes de gentrification dans les campagnes écossaises, A. Stockdale (2009a) a, par exemple, réalisé une enquête par questionnaire dans six régions rurales, auprès de 510 ménages nouvellement ou anciennement installés. Cette approche, qui marque une volonté de généralisation, lui a permis de démontrer de profondes et inégales transformations de la composition sociale des résidents ruraux, influencées par les profils des nouveaux migrants. De plus, des outils moins conventionnels pour l'étude de processus de gentrification ont contribué à l'examen de leurs impacts spatiaux. Citons principalement des méthodes de télédétection⁷⁸, utilisées par M. Phillips *et al.* (2008) pour évaluer les modifications paysagères dans des territoires ruraux tenus pour gentrifiés. Enfin, les procédures statistiques — à la base de beaucoup de travaux sur la gentrification urbaine et rurale — ont eu tendance à se complexifier et à se systématiser. Les approches exploratoires et descriptives — qui reposent sur des indicateurs socioprofessionnels, sur les revenus ou sur les âges — restent les plus utilisées. Elles sont riches d'enseignements sur les structures de population et sur les profils des nouveaux arrivants (Richard, 2009 ; Stockdale, 2009 ; Guimond *et al.*, 2010). Des analyses multivariées de classification (Nelson *et al.*, 2010) et de régression logistique (Hjort, 2009) commencent également à être utilisées, dans des études nationales des processus de gentrification rurale.

⁷⁸ La télédétection est l'étude de l'occupation du sol et de ses évolutions à l'aide d'images satellites.

En définitive, la pluralité des démarches (critères, échelles, méthodes d'analyse) remet-elle en cause l'unité du champ de recherche sur la gentrification rurale ? La croissance des travaux, utilisant des approches et des perspectives d'étude variées, peut donner le double sentiment d'un éclatement des recherches et de recours parfois abusifs à cette terminologie. Néanmoins, des éléments fondamentaux restent récurrents, et en premier lieu, l'étude de formes d'embourgeoisement rural au niveau des structures de population.

En outre, la diversité des pratiques de recherche correspond à des préférences méthodologiques et disciplinaires, mais aussi à la variété des processus de gentrification à l'œuvre. Ils peuvent être fonction des territoires ruraux concernés, des populations impliquées ou de différentes phases de développement. Les perspectives de recherche sont de fait nombreuses et peuvent amener à utiliser des méthodologies variées selon les hypothèses de travail et les échelles d'étude. Ce fut déjà le cas des géographes britanniques qui ont importé la notion de gentrification dans les études rurales. D. Smith (2002), par exemple, a défendu une meilleure appropriation de la gentrification rurale par la géographie de la population et les études démographiques, afin de détailler les pratiques migratoires selon les âges, les groupes sociaux et les revenus. Ce même auteur a été à l'initiative de recherches qualitatives locales, pour étudier des formes atypiques et négligées de gentrification dans les campagnes anglaises (Smith *et al.*, 2005, 2007b).

b) Ouverture et transversalité des travaux ruraux sur la gentrification

Une autre caractéristique de ce champ de recherche tient à ses connexions avec des référents théoriques et des interrogations transversales, qui dépassent les seules études rurales et celles portant sur la gentrification. Premier exemple, les analyses britanniques des années 1990 se sont appuyées sur une lecture néo-marxiste des structures sociales, qui accordaient une place centrale aux *middle class* pour analyser le changement social (Lash *et al.*, 1987 ; Butler *et al.*, 1995 ; Urry, 1995). Dans sa première étude locale, menée sur le cas de quatre villages gallois, M. Phillips (1993) considérait, par exemple, la gentrification comme une forme de colonisation de classes. De plus, il s'est intéressé à des propriétaires agissant comme des « *capitalist developers* » et à l'implication d'une « *emergent service class* »⁷⁹ dans les formes de gentrification observées.

En outre, il a poursuivi ses réflexions sur la recomposition sociale des populations rurales par une analyse critique de la nouvelle nomenclature anglaise des catégories sociales (NS-SEC) (Phillips, 2007). Introduite dans le recensement de la population en 2001 — et largement inspirée par les travaux sur les couches sociales conduits par John Goldthorpe (1987) —, elle apporte à ses yeux des précisions nécessaires pour diversifier l'étude rurale des *middle class*.

Un premier exemple de transversalité du champ de la gentrification rurale renvoie donc à ses liens avec les réflexions générales sur le changement social, et les influences de certains groupes sociaux, notamment sur le plan spatial. Les études sur la gentrification rurale ont été aussi partie prenante de débats et de clarifications autour des processus de *contreurbanisation* (Mitchell, 2004 ; Halfacree, 2008) ; une notion dominante dans la littérature anglo-américaine depuis les années 1970 pour qualifier la déconcentration urbaine de populations et d'emplois, vers un large éventail d'entités rurales (chapitre 1, p. 32). Tout en appelant à une extension des analyses des processus de gentrification, D. Smith (2002) a souligné l'intérêt de les associer avec des études sur la *reurbanisation* — qui font référence à l'installation de populations dans des zones abandonnées —, la *suburbanisation* — en proche périphérie — et la *contreurbanisation*.

⁷⁹ La *service class* peut être définie comme une fraction des classes moyennes, qui est employée dans des activités administratives et managériales (Woods, 2005, p. 85).

Pour M. Phillips (2009), il existe des proximités thématiques, problématiques et spatiales entre les études privilégiant la gentrification rurale ou la *contreurbanisation*. Néanmoins, les premières se démarquent par une dimension politique et critique plus affirmée, et par un caractère plus général, qui font de la *contreurbanisation* un sous-ensemble conceptuel de la gentrification rurale. Les relations théoriques entre les notions de gentrification rurale et de *contreurbanisation* sont ainsi loin de faire consensus. Ce constat renvoie notamment aux utilisations plus ou moins restrictives qui sont faites de la gentrification rurale : pour certains, elle désigne des dynamiques précises d'embourgeoisement social, associées à de modifications paysagères et de logement ; d'autres y voient plutôt un horizon d'analyse des transformations rurales où les recompositions sociales, les enjeux immobiliers et paysagers sont au cœur des changements contemporains.

Un dernier exemple d'axe de recherche qui traverse les études rurales sur la gentrification peut être tiré des travaux menés aux États-Unis par P. Nelson *et al.* (2010b). À partir d'une étude statistique des migrations vers des comtés ruraux gentrifiés, ils ont mis en évidence de fortes corrélations (appelées *linked migrations*) entre des flux démographiques de niveaux sociaux très hétérogènes ; dans le cas présent, ils sont le fait de populations retraitées des générations du baby-boom et de travailleurs Latinos. Ces observations rejoignent des constats effectués dans la littérature sur les villes globales, qui soulignent les relations migratoires dans des processus urbains de gentrification, entre des professionnels hautement qualifiés et des travailleurs souvent immigrés (Sassen, 1991, 2006). De plus, l'analyse de P. Nelson *et al.* (2010a) s'est appuyée sur la proposition conceptuelle de M. Woods (2007) pour un *global countryside*, ce dernier voulant insister sur l'internationalisation des réalités rurales locales (démographique, économique, culturelle). Des dynamiques migratoires similaires peuvent-elles être identifiées dans les campagnes françaises, et plus largement, des processus de gentrification diversifiés ?

Encadré 28. « À vendre ! » : un hameau abandonné et convoité au cœur du Limousin (terrains 2)

En guise de transition entre la présentation des travaux internationaux sur la gentrification rurale et l'évocation de perspectives de recherche dans le cas français, cet unique encadré du chapitre 4 présente le cas d'un hameau qui a suscité de nombreuses attentions médiatiques et des convoitises privées au premier semestre 2012. Sur la base d'une rapide revue de presse, nous proposons ici une synthèse des faits, des acteurs en présence et l'épilogue d'une histoire qui a été jugée révélatrice de la diversité des influences rurales contemporaines, et de formes de gentrification dans l'air du temps, quant au devenir de certaines campagnes françaises.

Le lieu : Courbefy, situé sur la commune de Bussière-Galant (Haute-Vienne), n'a plus de résidents depuis 2008. Composé d'une vingtaine de bâtisses, sur une dizaine d'hectares, le hameau a changé plusieurs fois de propriétaires. Il fut un village de vacances, et il a été finalement rétrocédé au Crédit Agricole, pour éponger une partie des dettes des derniers propriétaires.

Les faits : Lors de précédentes enchères judiciaires (février 2012), ce hameau abandonné n'avait pas trouvé preneur au prix de 300 000 euros, mais suite à de premières attentions médiatiques, l'engouement s'est démultiplié et les demandes ont afflué des quatre coins du monde. Une deuxième session d'enchères était fixé au 21 mai, à un prix de départ de 330 000 euros.

« À la mairie, on est harcelés de coups de téléphone. Plus d'une centaine de personnes nous ont appelés. Des couples de Paris, des jeunes gens à tendance écolo, et maintenant des étrangers s'y pressent. Ici, on croise désormais des Porsche et des 4 L de hippies ! » s'amuse le maire délégué devenu pour l'occasion l'agent immobilier chargé des visites. [...] Sur place, le hameau n'a désormais plus rien d'un lieu fantôme. Samedi après-midi, une quinzaine de voitures immatriculées un peu partout en France étaient garées sur le site. Plus de trente personnes déambulaient, observaient, prenaient des notes et des photos. » (Lagier, 2012a)

***Les prétendants** : Parmi toutes les personnes qui se sont manifestées avant la mise aux enchères, on trouvait des profils des plus hétérogènes (Lagier, 2012b) : un artiste coréen mondialement connu pour ses photos animalières et de paysages, une société belge qui voulait créer un centre d'hébergement pour personnes handicapées, une société de production qui envisageait le tournage d'une émission de télé-réalité « du type SOS village », un groupe financier représenté par un avocat libanais, et différents intérêts venus de Chine, du Qatar, de Suisse ou d'Angleterre. L'achat du hameau a aussi suscité des rêves pour des particuliers français (« On est une bande de copains éparpillée partout en France, et nous parlons depuis longtemps de posséder un lieu commun [...] En divisant le prix par dix, c'est possible ! » (Lagier, 2012a).*

***L'épilogue** : Le 21 mai, Courbefy a finalement été adjugé « 520 000 euros à une société américaine spécialisée dans la photographie de paysages, après moins d'une demi-heure d'enchères » (Bouchez, 2012). C'est ainsi l'artiste Ahae, propriétaire d'une société de production photographique à New-York, qui a acquis le hameau. Un projet naturel et artistique, et devant créer plusieurs emplois, verra le jour prochainement aux dires d'un représentant de la société.*

*Sources : Lagier F. (2012a), « Limousin : le village à vendre pris d'assaut », *Le Parisien*, 27 février ; Cottin S. (2012), « Le monde entier s'arrache le petit village à vendre en Périgord-Limousin », *Sud-Ouest*, 6 mars ; Lagier R. (2012b), « La liste des prétendants de Courbefy, ce hameau toujours à vendre », *La Montagne*, 21 mai ; Bouchez Y. (2012), « Le hameau de Courbefy vendu pour 520 000 euros », *Le Monde*, 21 mai ; Serafini T. (2012), « Les cinq vies de Courbefy », *Libération*, 29 mai.*

3) Gentrification rurale et nouveaux des campagnes françaises

Les deux premières parties du chapitre 4 ont présenté de manière synthétique le champ de recherche sur la gentrification rurale, de son émergence britannique aux études internationales les plus récentes. Elles ont apporté des éclairages sur son extension et sa diversification, et elles laissent entrevoir des perspectives intéressantes pour l'analyse des campagnes françaises. Celles-ci paraissent d'autant plus pertinentes et légitimes que des signes de gentrification commencent à imprégner la littérature scientifique, rurale et française. Dans « une lecture des inégalités et des différenciations sociodémographiques des espaces ruraux et périurbains français à travers le prisme des modèles de développement local », Y. Sencébé (2009, pp. 21-23) distinguait par exemple quatre figures de territoire : « forteresse du vide », « alter-territoire », « territoire du marketing » et surtout « club sélectif ». À la base de cette dernière figure, il y a des peuplements sélectifs, qui conduisent selon l'auteur à une « perte de diversité sociale ». L'entre-soi devient la norme, et ce type renvoie autant à des « territoires périurbains intégrés » qu'aux « territoires d'une néo-ruralité notabilisée ». On retrouve aussi cette idée d'entre-soi social dans les analyses menées par Éric Charmes (2011) en lointaines périphéries urbaines. Des « clubs résidentiels » se créent à ses yeux de manière croissante, lesquels résultent d'un peuplement social de plus en plus homogène des communes périurbaines françaises. C'est en particulier ce qui l'a conduit à parler de « clubbisation de la vie urbaine », dans un contexte d'émiettement de la ville.

Enfin, les dernières réflexions prospectives sur le devenir des « espaces de la faible densité », menées dans le cadre du programme « Territoire 2040 » de la DATAR (Barthe *et al.*, 2011a), confortent l'idée de signes de gentrification qui se développent dans les campagnes françaises et dans les attentions scientifiques. Cinq scénarios ont été au final identifiés : des « plateformes productives » (agriculture, énergie), de la « faible densité absorbée » (étalement urbain, desserrement), du « canevas territorial » (entreprenariat, réseaux), de « l'avant-scène des villes » (environnement, ressources), et des « archipels communautaires » (entre-soi, ségrégation) (Barthe *et al.*, 2011b). Parmi les différentes propositions, le dernier scénario se singularise par la prédominance de considérations socioéconomiques, qui seraient le principal facteur de constitution et de généralisation de nouvelles communautés rurales.

L'objectif de cette dernière partie de chapitre est de proposer quelques axes d'utilisation de la notion de gentrification rurale dans le contexte français. Trois principaux seront présentés, mais il convient en amont de s'interroger — malgré les quelques exemples évoqués — sur les raisons de la faible imprégnation des études rurales françaises par la gentrification.

La diffusion tardive dans l'hexagone des recherches urbaines anglo-américaines, au cours des années 1990-2000, est une première explication. Une deuxième est à chercher dans le poids des barrières linguistiques et dans les réticences à importer des notions anglaises dans le champ scientifique français. Toutefois, nous ferions surtout l'hypothèse que les processus identifiés dans les campagnes anglaises sont plus marqués que leurs supposés équivalents français. Cette idée trouve ses racines dans les trajectoires historiques différenciées de ces deux pays (Bodiguel, 1989). Le rural anglais s'est largement vidé de sa population dès les 16^e et 17^e siècles, au profit d'un réseau de villes denses, et suite à l'essor précoce de l'industrialisation et d'une agriculture de grandes propriétés. La sanctuarisation de nombreux territoires ruraux et naturels a ensuite contribué à la formation de zones récemment convoitées et propices à la gentrification. Les campagnes françaises se caractérisent de leur côté par un maillage encore important en villages, bourgs, et hameaux, malgré les départs des 19 et 20^e siècles. De fait, la gentrification pourrait être un processus parmi tant d'autres, dans les évolutions rurales contemporaines, et certainement plus diffus qu'outre-Manche.

Enfin, la faible utilisation de cette notion peut s'expliquer par la place qu'occupent d'autres vocables dans les analyses rurales françaises. Les termes de néoruraux et de rurbains, par exemple, sont les plus utilisés pour désigner les nouveaux arrivants. Ceux-ci sont assez représentatifs d'études rurales françaises qui donnent la primauté aux modes de vie ou aux aspirations — à la nature, la tranquillité, la sécurité — pour expliquer les mobilités récentes vers les campagnes. Les indicateurs et facteurs socioéconomiques sont moins souvent mobilisés ; sans parler de gentrification, la notion d'embourgeoisement rural est peu utilisée.

a) Pour une analyse gentrifiée du renouveau des campagnes françaises

Un premier axe de recherche — le plus suivi dans cette thèse — consiste à recourir à la gentrification rurale dans une étude générale des reprises démographiques des campagnes françaises. Ce prisme d'analyse n'implique pas que les territoires concernés aient connu des croissances de leur volume de population ; des situations inverses sont même envisageables si les installations résidentielles n'ont pas compensé les départs ou les déficits naturels. Néanmoins, nous pouvons faire l'hypothèse que les situations françaises de gentrification coïncident le plus souvent avec des reprises démographiques locales et que des processus de ce type ont gagné en importance dans les formes contemporaines de néoruralisation.

De plus, un des intérêts d'une étude rurale sous l'angle de la gentrification est de s'intéresser aux évolutions du parc de logements et aux compositions sociales. Quels rôles ont joué les structures du parc de logements, notamment selon l'ancienneté du bâti, dans l'apparition de processus de gentrification rurale ? Que nous apprend aussi l'évolution des types de biens (résidences principales, résidences secondaires, logements vacants) et des prix des ventes immobilières, pour l'identification de potentiels et d'indices de gentrification dans les campagnes françaises ? Un deuxième volet complémentaire consiste à détailler les évolutions des compositions socioéconomiques (professions, revenus). L'enjeu est ici d'identifier des formes d'embourgeoisement qui se développent hors du spectre de l'attractivité urbaine et d'analyser leur influence sur les évolutions démographiques générales des territoires ruraux. Cet angle d'étude implique de s'intéresser aux profils des nouveaux résidents (PCS, âges, origines spatiales, parcours résidentiels), mais aussi à ceux qui ont quitté les campagnes concernées.

Une approche gentrifiée du renouveau démographique des campagnes françaises peut ainsi fournir un cadre d'étude cohérent pour associer considérations sociodémographiques et de logement, et décentrer le regard des seuls nouveaux installés vers les transformations plus générales des territoires d'accueil. Par ailleurs, elle permet de placer au centre de l'analyse des indicateurs socioéconomiques, qui peuvent révéler des oppositions sociales parmi les populations actrices des reprises rurales contemporaines. Enfin, même si elles portent sur des processus d'embourgeoisement social de certaines campagnes, les études sur la gentrification rurale sont très complémentaires de recherches sur la pauvreté rurale et sur des processus de repli dans les campagnes pour des motifs économiques (Pagès, 2001, 2005 ; Milbourne, 2004a, 2004b ; Bonerandi, 2007 ; Elie *et al.*, 2010).

b) Pour une étude plurielle et évolutive des processus de gentrification rurale

En complément du premier axe de recherche, un enjeu important est de distinguer des formes variées de gentrification, selon des spécificités géographiques, sociodémographiques ou historiques. Comme le soulignait Catherine Rhein (1997a) pour son utilisation urbaine, un des dangers de la notion de gentrification serait d'unifier à l'excès des processus variés de transformations sociales, paysagères, de logement — dont ceux qui ont lieu dans des territoires ruraux —, et de les enfermer dans des débats simplificateurs.

À la suite de la proposition de M. Phillips (2004) pour un *stage-model* de la gentrification rurale, l'ambition doit être d'étudier le caractère évolutif de ces processus, et d'identifier différentes étapes et intensités. Le déclin de l'activité agricole, des rénovations nombreuses ou des installations successives et socialement marquées paraissent ici des bases incontournables.

La diversité des processus de gentrification rurale est tout d'abord à chercher dans les contextes spatiaux concernés, qu'ils se singularisent par les caractéristiques des logements, des structures économiques, des milieux naturels ou du profil des nouveaux arrivants. Sur ce dernier point, les installations d'étrangers d'Europe du Nord — surtout dans l'ouest et le sud du pays — peuvent constituer un critère de différenciation de processus de gentrification dans les campagnes françaises. Toutefois, ces migrations étrangères sont-elles si homogènes socialement ? Sont-elles forcément conformes à un schéma de gentrification ?

Une étude détaillée des motivations d'arrivée dans les territoires ruraux peut aussi renseigner sur les agréments et les qualités perçues, qui ont incité à l'installation — et indirectement sur de possibles détériorations qui auraient conduit au départ d'autres territoires, urbains ou ruraux. Ces éléments d'ordre culturel sont à associer avec des indications sur les professions et les niveaux de revenu des migrants, et sur les périodes d'installation. Existe-il dans les campagnes françaises des profils socioprofessionnels moteurs de processus de gentrification ? Ont-ils évolué depuis les années 1970-1980 ? À l'image d'observations effectuées dans des contextes urbains (Lees, 2003), peut-on identifier des processus de *super-gentrification*, qui sont le fait d'individus du sommet de la hiérarchie sociale, et qui ont pris la suite de premières phases d'investissements migratoires ou immobiliers ? Une perspective temporelle est ainsi essentielle à adopter, pour analyser le caractère évolutif des processus de gentrification rurale. L'étude de leur genèse peut, par exemple, permettre d'identifier des populations et des campagnes pionnières. Met-elle ensuite en évidence des continuités ou des ruptures dans le développement des processus de gentrification dans les campagnes françaises ? Sur un plan géographique, assistons-nous plutôt à une concentration des dynamiques récentes dans des territoires embourgeoisés de longue date, ou à une diffusion vers de nombreux types de campagnes ? Une étude sous l'angle de la gentrification porte ainsi en elle une lecture spatio-temporelle des transformations rurales.

c) Pour une analyse de la fabrique des formes de gentrification rurale

Une dernière proposition consiste à étudier la « fabrique de territoires ruraux gentrifiés » — traduction personnelle de l'expression proposée par M. Phillips (2005) — dans le cas des campagnes françaises. Il s'agirait plus précisément d'analyser les stratégies de production, plus ou moins volontaires, imputables à des agents privés comme publics, individuelles et institutionnelles, qui ont participé au développement de formes rurales de gentrification.

À la suite des propositions précédentes, cette approche demande à s'inscrire dans une analyse temporelle des transformations rurales. Il paraît en effet acquis que nombre des dynamiques contemporaines de gentrification rurale sont liées à des actions et évolutions passées (Phillips, 2005). Il peut par exemple s'agir de l'abandon de certains bâtiments ruraux (anciens moulins, fermes, manufactures) — à la suite de restructurations des activités économiques rurales —, qui sont devenus recherchés pour des rénovations individuelles ou touristiques.

Par ailleurs, l'étude des stratégies et des actions, qui ont participé au développement de formes de gentrification rurale, doit amener à s'interroger sur les types d'agents impliqués. Quels rôles peuvent être donnés aux élus locaux, aux représentants territoriaux de l'État, à des promoteurs immobiliers ou à divers entrepreneurs privés ? Mark Shucksmith (2011) s'est, par exemple, récemment interrogé outre-Manche sur le rôle des *councillors* et des *planning officers*.

Certaines politiques publiques peuvent-elles concourir au développement de formes rurales de gentrification ? Nous pensons ici à des dispositifs qui visent l'amélioration de l'habitat (*cf.* OPAH) ou à des programmes qui financent des projets de développement local et économique (*cf.* Zones de revitalisation rurale, Pôles d'excellence rurale). Il s'agirait donc d'élargir l'analyse des processus de gentrification rurale, et encore une fois, de ne pas les restreindre aux seuls rôles des nouveaux arrivants individuels.

La première partie de ce chapitre a permis de dresser un état des lieux succinct des études sur la gentrification rurale, qui ont émergé en Grande-Bretagne dans les années 1990, par inspiration principale des travaux urbains sur le sujet. Ce champ de recherche s'est ensuite internationalisé et diversifié sur le plan scalaire, méthodologique et thématique. Il offre aujourd'hui de nombreuses perspectives d'analyse dans des contextes nationaux variés.

La transposition de cette notion anglaise dans la littérature rurale française peut susciter des interrogations voire des réticences. En utilisant la gentrification dans ce travail de thèse, il ne s'agit pas de nier certains flous conceptuels et la variété d'usages qui l'entoure. Néanmoins, ces limites sont, en quelque sorte, compensées par des atouts indéniables, pour approfondir l'étude des transformations des campagnes françaises et leur renouveau démographique. Une approche par la gentrification a tout d'abord l'intérêt de se concentrer sur des processus évolutifs, à l'articulation de considérations sociodémographiques et de logement, et de (re)donner la primauté à une lecture socioéconomique des populations rurales. De plus, elle peut permettre de détailler les analyses des recompositions rurales à différentes échelles, locales, régionales ou nationales, selon les méthodes de recherche utilisées. Enfin, malgré les différences des contextes d'étude, il s'agit d'une opportunité d'ouverture et de confrontation avec les études internationales sur le sujet ou avec celles sur les processus urbains de gentrification.

En définitive, l'ambition des deux chapitres de résultats qui suivent est de mettre en application une partie des propositions de recherche présentées à la fin de ce chapitre 4. Conformément à la démarche d'analyse suivie dans la partie 1, c'est une exploration statistique et nationale des processus de gentrification dans les campagnes françaises qui est privilégiée.

Chapitre 5. Structures du parc de logements et gentrification dans les campagnes françaises

Les analyses et les résultats présentés dans la première partie de la thèse ont fait la part belle aux dynamiques démographiques et migratoires, pour rendre compte de tendances au renouveau dans les campagnes françaises. Ce chapitre 5 porte sur des indicateurs de logement pour analyser les transformations rurales contemporaines, en partant du postulat suivant : si les campagnes ont gagné en attractivité et en population depuis les années 1970-1980, les répercussions sur les structures du parc de logement ont été forcément importantes. Quelle a été l'ampleur des constructions neuves dans les différents types de campagnes ? Les croissances migratoires constatées ont-elles conduit à des reprises significatives de logements vacants ? Quel est le poids des résidences secondaires parmi les logements ruraux et quel rôle doit-on leur accorder dans les formes récentes de renouveau rural ?

En parallèle de ces interrogations générales sur les structures du parc de logements dans les campagnes françaises, l'ambition de ce chapitre est de mettre en évidence des potentiels et des signes de gentrification à travers l'évolution du bâti. Que révèle par exemple une étude des comportements migratoires vers les *bassins de vie à dominante rurale* selon l'ancienneté de la nouvelle résidence ? Quelles régions rurales et quels types de campagnes ont connu les croissances des prix immobiliers les plus fortes au cours des années 2000, notamment pour les maisons anciennes ? En outre, étudier l'évolution du parc des logements ruraux sous l'angle de la gentrification doit permettre de réévaluer la place de l'habitat dans les dynamiques migratoires vers les campagnes françaises. Les transformations des structures de logement résultent en grande partie de processus démographiques. En parallèle, les caractéristiques du bâti sont à considérer comme des incitateurs et des conditions de la migration, qui influencent la géographie nationale des reprises rurales et qui conduisent à des formes hétérogènes de renouveau.

L'objectif est ainsi d'approfondir la connaissance des évolutions des logements ruraux, de s'interroger sur l'existence de processus productifs de gentrification dans les campagnes françaises, et de considérer le logement comme un révélateur et un moteur des comportements migratoires précédemment analysés (chapitres 2 et 3). Ces objectifs généraux ont de fait incité à conserver un large spectre d'entités *à dominante rurale* dans les études statistiques et cartographiques présentées. Afin de révéler des potentiels et des signes de gentrification rurale, c'est surtout la comparaison des dynamiques de campagnes supposées propices — *productives vieilles et agricoles* ou *résidentielles* —, avec celles marquées par la périurbanisation, qui doit permettre d'évaluer l'existence nationale de tels processus et leur ampleur.

1) Caractéristiques et évolutions des logements en France rurale

Dans la première partie de ce chapitre, un panorama du parc des logements dans les campagnes françaises est dressé à travers des indicateurs génériques issus du recensement INSEE de la population : statut d'occupation, type de logement, nombre de pièces, surface habitable. L'accent est mis sur l'évolution des caractéristiques des logements entre les RP 1990 et 2007, puis sur le développement des constructions neuves, pour évaluer leur importance selon les régions rurales et les périodes intercensitaires depuis les années 1970.

a) Des campagnes en majorité de propriétaires et de maisons individuelles

Le tableau 8 et la planche des cartes 22 présentent des résultats sur l'évolution des structures du parc de logements, dans les types de campagnes françaises et les *bassins de vie à dominante rurale*. En parallèle, ces documents statistiques et cartographiques renseignent sur les caractéristiques aujourd'hui dominantes parmi les logements ruraux⁸⁰.

L'analyse du statut d'occupation confirme tout d'abord l'idée suivante : une majorité des ménages installés dans les campagnes françaises sont propriétaires de leur logement. Ils étaient 66,1 % des résidents des *bassins de vie à dominante rurale* au RP 2007. Les aspirations d'accès à la propriété expliquent surtout des proportions globalement élevées dans les campagnes françaises. De plus, la croissance des taux de propriétaires a été la plus forte pendant les années 1970-1980, et en premier lieu, dans les périphéries urbaines, où justement un des motifs principaux des installations résidentielles était la possibilité d'accéder à la propriété.

Pour la période 1990-2007, l'augmentation des proportions de propriétaires s'est poursuivie aux marges du Bassin parisien et dans le centre du territoire (cartes 22). Néanmoins, c'est la croissance des taux de locataires dans les différentes campagnes françaises qui a marqué les décennies 1990 et 2000. Ils représentaient 31 % des ménages des *bassins de vie à dominante rurale* au RP 2007, et les progressions ont concerné l'ensemble des types de campagnes. Les *campagnes résidentielles attractives et touristiques*, les arrière-pays maritimes du nord, de l'ouest et du sud-ouest du pays, et les périphéries de Toulouse, ont connu les plus fortes croissances.

Enfin, l'affirmation d'une France rurale de propriétaires, où les locataires occupent une place toujours plus importante, s'explique en partie par la baisse de statuts d'occupation plus atypiques — notamment de ménages logés gratuitement par de la famille, des amis, ou l'employeur —, au profit de la propriété et de la location devenues les deux figures dominantes.

La situation actuelle des types de logement et leur évolution depuis le RP 1990 sont assez semblables à celles observées pour le statut d'occupation. Les maisons individuelles apparaissent encore plus dominantes dans les différentes campagnes françaises ; elles représentaient 76,6 % des logements au RP 2007 dans les *bassins de vie à dominante rurale*. En outre, ce sont les *campagnes productives vieilles et agricoles* et les *campagnes en voie de périurbanisation* qui donnent à voir les proportions récentes les plus élevées, avec respectivement 84,8 % et 83,3 %.

Entre 1990 et 2007, les maisons individuelles ont gagné en importance dans une large moitié ouest du territoire ; il faut y voir le résultat du développement des lotissements dans des campagnes attractives et dans beaucoup de communes rurales. La présence des appartements s'est aussi accentuée sur la même période, et principalement, dans les *campagnes des villes les plus proches et les aisées* et les *campagnes résidentielles*. On trouve ici le signe d'une densification du périurbain le plus ancien et des places fortes du tourisme balnéaire et de montagne, sur les façades atlantique, méditerranéenne, en Corse, et dans les massifs alpins et pyrénéens.

La croissance généralisée des proportions d'appartements, et dans une moindre mesure, des maisons individuelles, s'expliquent enfin en partie par la décroissance d'autres types de logement (logement-foyer, chambre d'hôtel, habitation de fortune, pièce indépendante), qui occupaient une place non négligeable dans certaines campagnes au RP 1990⁸¹. Ils correspondaient par exemple à 15,7 % des logements dans les *campagnes productives vieilles et agricoles*. Ces autres types de logement ne présentent aujourd'hui que des taux résiduels : de 0,9 % à 1,7 % des logements.

⁸⁰ Un troisième document complémentaire est consultable en annexe 6a (p. 331). Sous la forme d'une planche de cartes, celui-ci propose une représentation nationale pour le RP 2007 des principales modalités des indicateurs ici analysés.

⁸¹ Soulignons qu'au RP 1990, les fermes étaient comptabilisées comme un type supplémentaire de logement.

Les deux derniers indicateurs (nombre de pièces et surface habitable) renseignent sur la taille des logements ruraux et leur évolution depuis les années 1970. Les modalités intermédiaires (de 4 à 8 pièces, de 40 à 100 m²) présentent les résultats les plus élevés au RP 2007, soit respectivement 66,3 % et 57,9 % des *bassins de vie à dominante rurale*. Les *campagnes des villes* et les *campagnes productives* possèdent ici les plus fortes proportions, alors que les *campagnes résidentielles* se démarquent par la surreprésentation de petits logements, de 1 à 3 pièces ou de moins de 40 m².

Sur un plan évolutif depuis les années 1970, les logements intermédiaires ont tout d'abord crû en pourcentage dans l'ensemble des types de campagnes ; un constat qui est en partie à rapprocher du développement constaté des maisons individuelles, voire des taux de propriétaires. Pour la période 1990-2007, les petits logements ont gagné en importance dans les *campagnes résidentielles*, mais également dans la grande majorité des *bassins de vie à dominante rurale*, par exemple en Bretagne et en Normandie, dans le centre et le nord-est du territoire.

L'étude des plus grands logements (9 pièces et plus) donne enfin à voir de très faibles taux ; ils représentaient 1,5 % des logements au RP 2007 pour l'ensemble des types de campagnes. Signalons toutefois que leur proportion a eu tendance à croître dans de nombreux bassins de vie intérieurs, dans les *campagnes en voie de périurbanisation* et celles *productives vieilles et agricoles*. Faut-il y voir le signe de la croissance des constructions ou des rénovations de grands biens immobiliers ?

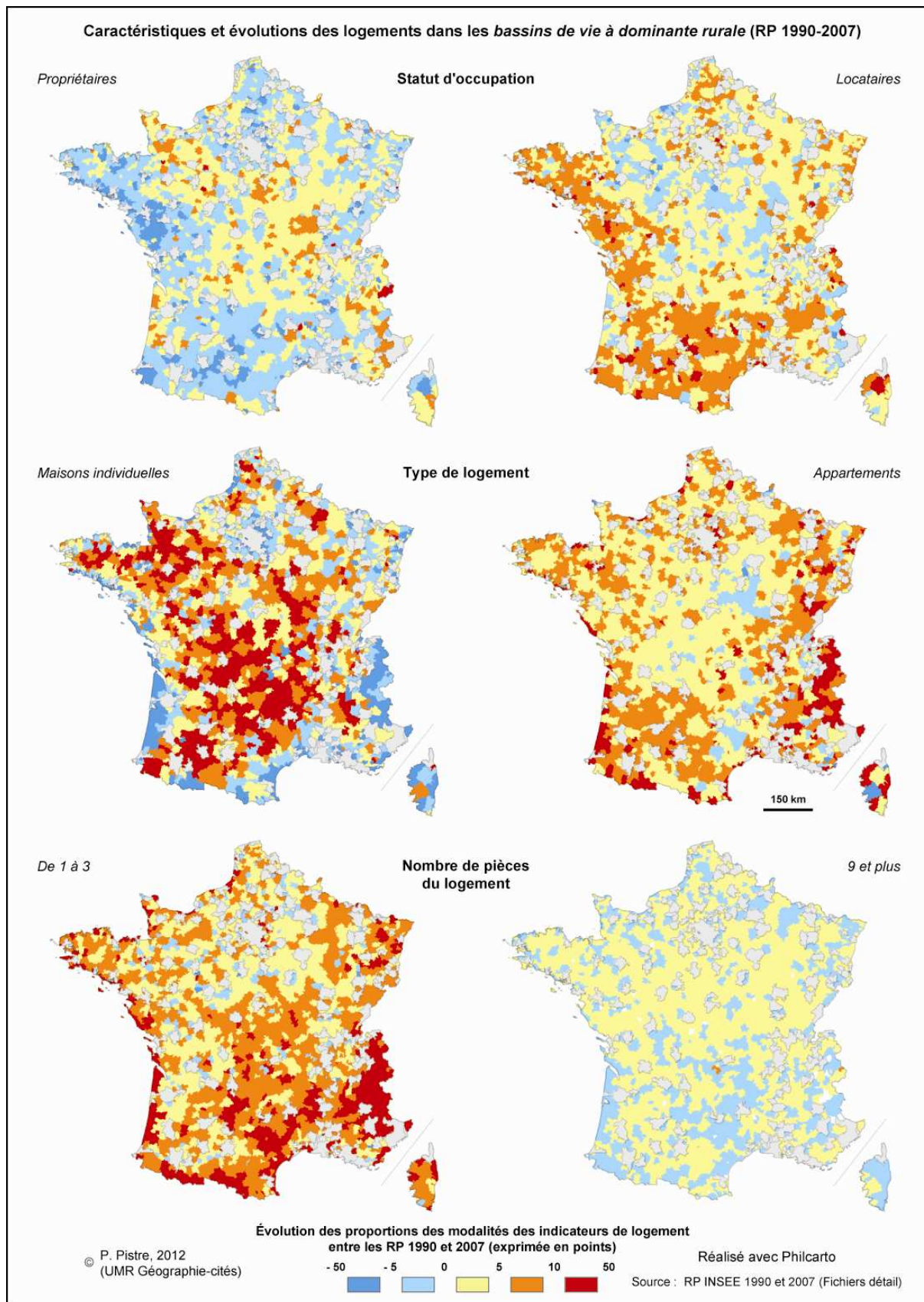
Tableau 8. Progression des taux de locataires, d'appartements et de petits logements ruraux

		Caractéristiques et évolutions des logements dans les campagnes françaises (RP 1975 - 2007)							
Indicateurs statistiques	Modalités	RP	Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante rurale
			... les plus proches et les plus aisées	... en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieilles et agricoles	... attractives et touristiques	... à économie touristique et montagnarde	
Statut d'occupation (en % des logements)	Propriétaires	2007	71,1	69,4	63,6	70,1	62,0	58,5	66,1
		1990	74,3	72,2	64,2	71,0	65,0	55,4	68,9
		1975	62,8	63,4	52,4	64,2	57,8	54,8	59,1
	Locataires	2007	26,5	28,0	33,8	26,4	34,4	35,8	31,0
		1990	21,1	22,3	30,2	21,6	27,2	30,8	25,1
		1975	26,4	27,0	35,3	24,8	31,1	27,8	29,7
	Autres	2007	2,4	2,6	2,6	3,5	3,6	5,7	2,9
		1990	4,6	5,5	5,6	7,4	7,8	13,8	6,0
		1975	10,8	9,6	12,3	11,0	11,1	17,4	11,2
Type de logement (en % des logements)	Maisons individuelles	2007	77,6	83,3	75,2	84,8	67,0	30,8	76,6
		1990	81,7	79,9	74,7	75,8	73,3	42,6	76,8
	Appartements	2007	21,5	15,6	23,8	14,2	31,1	67,6	22,3
		1990	12,5	8,8	17,6	8,5	20,8	47,8	14,0
	Autres	2007	0,9	1,1	1,0	1,0	1,9	1,6	1,1
		1990	5,8	11,4	7,7	15,7	5,9	9,7	9,2
Nombre de pièces du logement (en % des logements)	De 1 à 3	2007	26,9	27,6	30,9	32,1	41,1	66,2	32,2
		1990	19,9	22,1	24,5	26,0	29,6	38,9	24,6
		1975	34,2	36,5	37,5	39,6	40,8	46,7	37,6
	De 4 à 8	2007	71,7	70,8	67,8	66,2	57,8	32,9	66,3
		1990	79,0	76,6	74,3	72,6	69,4	60,3	76,3
		1975	64,5	62,1	61,3	59,1	58,0	52,1	61,1
	9 et plus	2007	1,4	1,6	1,4	1,7	1,1	0,9	1,5
		1990	1,1	1,2	1,1	1,4	1,0	0,8	1,1
		1975	1,3	1,4	1,2	1,3	1,1	1,2	1,3
Surface habitable du logement (en % des logements)	Moins de 40 m ²	2	6,2	6,8	8,1	8,6	14,4	38,3	9,2
	De 40 à 100 m ²	0	52,3	55,0	60,5	57,8	57,5	48,1	57,9
	De 100 à 150 m ²	0	31,0	28,3	23,4	24,4	21,5	9,8	24,5
	Plus de 150 m ²	7	8,5	9,9	8,0	9,2	6,6	3,8	8,4

Source : RP INSEE 1975, 1990, 2007 (Fichiers détail)

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

Cartes 22. Croissance des appartements et des petits logements dans les *campagnes résidentielles*



b) Nouveaux logements et densification des campagnes françaises

Après l'étude de caractéristiques des logements ruraux, les planches des figures 37 et des cartes 23 proposent des résultats statistiques sur l'évolution des volumes de logement et des constructions récentes dans les campagnes françaises. Quelles régions ont connu les plus fortes croissances depuis les années 1970 ? Les dynamiques spatiales de la construction ont-elles été marquées par des continuités ou des ruptures de tendance pendant les quatre dernières décennies ?

Les figures 37 mettent tout d'abord en évidence l'augmentation généralisée du nombre de logements dans les campagnes françaises. Les croissances ont été assez continues entre les RP 1968 et 2007, et comparables pour les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles* — historiquement les plus peuplées en logement et en population — et les *campagnes des villes*. En ce qui concerne les *campagnes productives vieilles et agricoles*, la progression du volume net de logements a été moindre, alors qu'au contraire les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* ont vu leur nombre de logements augmenter de 150 % en quatre décennies.

Une analyse de l'évolution moyenne des logements, par commune des différents types de campagnes, confirme ensuite la supériorité des croissances dans les entités résidentielles et touristiques, par rapport notamment aux périphéries urbaines. Au début du chapitre 2 (p. 66), nous soulignons la similarité des augmentations démographiques moyennes entre *campagnes résidentielles* et *campagnes des villes* ; la progression des logements a été indiscutablement plus forte sur les façades et dans les arrière-pays méditerranéens et atlantiques. Plusieurs points peuvent expliquer ce décalage : le nombre moyen d'individus par ménage migrant a été plus faible pour ceux venus s'installer dans les *campagnes résidentielles* ; ces dernières ont connu une plus forte croissance des appartements et des petits immeubles collectifs ; elles ont été enfin une terre de prédilection pour l'implantation de résidences secondaires et occasionnelles.

Même si les *campagnes des villes en voie de périurbanisation* et les différentes *campagnes productives* présentent des niveaux inférieurs de croissance moyenne des logements, les figures 37 soulignent en définitive la densification en nombre de logements de la grande majorité des campagnes françaises, par le développement principal des nouvelles constructions.

Une étude nationale des logements récents dans les *bassins de vie à dominante rurale* — et qui sont occupés en résidence principale — est proposée dans la planche des cartes 23. L'analyse est surtout évolutive, puisque sont cartographiés les volumes et les proportions des nouveaux logements — c'est-à-dire ceux construits au cours de la période intercensitaire avant recensement — depuis les années 1970. Elle permet ainsi de mettre en évidence les régions à *dominante rurale* les plus dynamiques sur le long terme ou de manière plus récente.

Soulignons tout d'abord que les volumes moyens des résidences principales récentes ont été assez réguliers sur la période d'étude, ce qui est conforme aux tendances observées pour l'évolution générale du nombre des logements par type de campagnes (figures 37). Les années 1970-1980 se démarquent tout de même par les volumes de construction les plus élevés ; à l'inverse, les années 1990 présentent les niveaux les plus faibles⁸². Autre tendance transversale sur le plan géographique, les empreintes locales des nouveaux logements — en proportion des résidences principales — ont été logiquement plus fortes pour les anciennes périodes d'étude, et inversement pour les décennies 1990-2000, sous l'effet de l'accumulation des logements. La simple observation des intensités de couleurs majoritaires permet de s'en rendre compte.

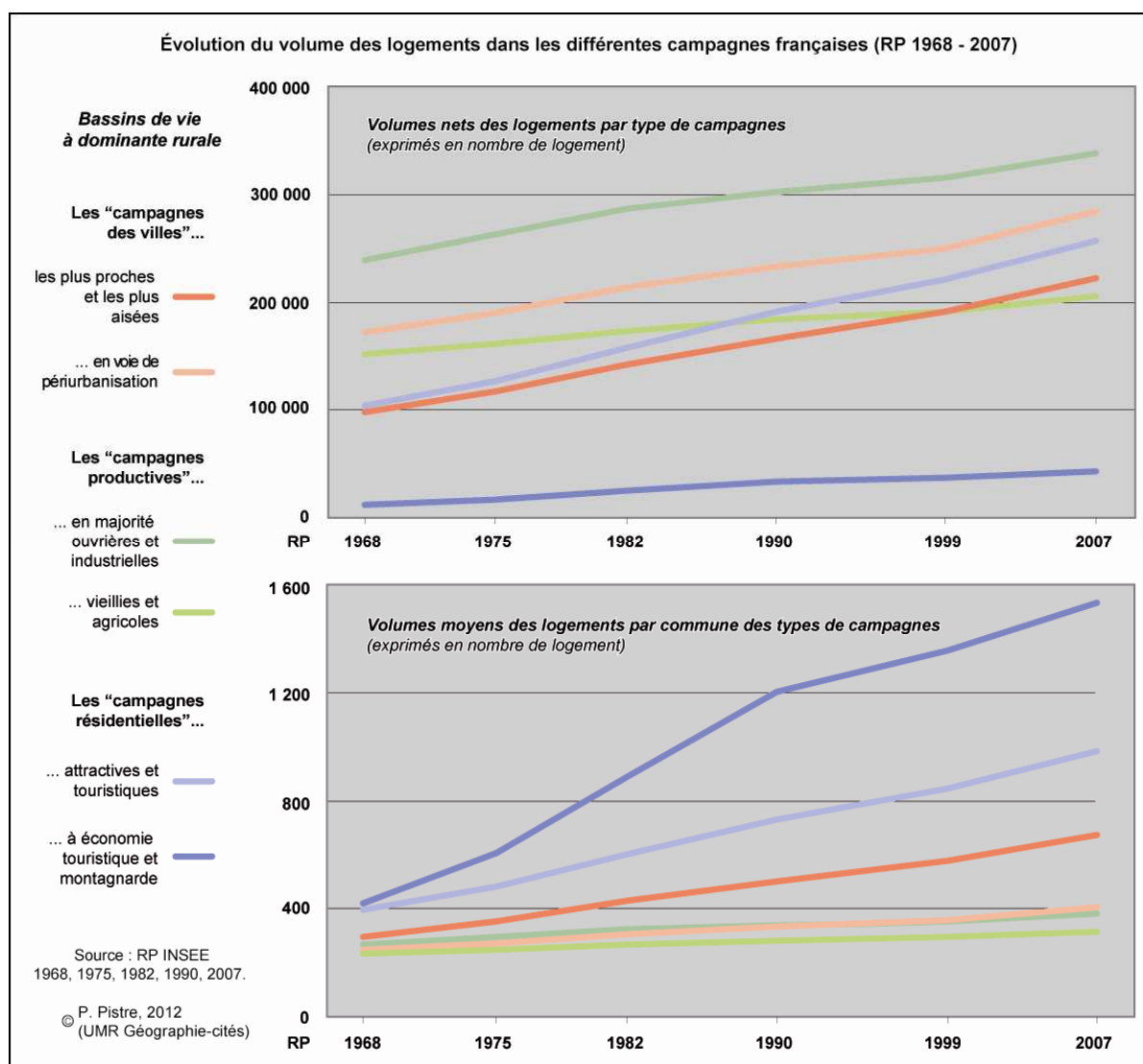
⁸² Pour les tendances observées pendant les années 1990, il peut être fait ici l'hypothèse que le taux de sondage (1/20^e) des fichiers détail utilisés amène à sous-estimer, malgré la pondération, le volume réel des nouveaux logements.

En termes d'analyse spatiale et nationale des résidences principales récentes, les cartes 23 viennent confirmer certaines tendances connues et explicitées sur le plan démographique dans la première partie de la thèse. Les croissances périurbaines successives sont mises en évidence. Les périphéries parisiennes ont notamment connu des extensions régulières par la construction de logements depuis les années 1970-1980. Un tassement paraît aujourd'hui s'opérer, qui s'accompagne de dynamiques principales de densification. Un schéma équivalent peut être constaté à la périphérie de métropoles régionales (Lyon, Strasbourg, Marseille, Lille). D'autres grandes agglomérations sont par contre engagées dans une phase d'extension vers leurs périphéries lointaines (Toulouse, Bordeaux, Rennes, Nantes) (Baccaïni *et al.*, 2011).

Les régions les plus attractives sur le plan migratoire apparaissent ensuite comme des zones d'importantes constructions immobilières. On retrouve ici les façades méditerranéenne et atlantique, avec deux dynamiques comparables à celles des périphéries urbaines : d'une part, des nouveaux logements ont densifié les bassins de vie méridionaux déjà bien occupés ; d'autre part, le littoral de l'ouest a été le théâtre de constructions nombreuses qui continuent de prendre une place significative dans les structures du parc de logements en résidence principale.

Enfin, des volumes importants de nouveaux logements ont été construits tout au long de la période d'étude, à la frontière suisse et dans des bassins de vie intérieurs, qui comprennent un pôle rural avec un développement régulier en logements depuis les années 1970.

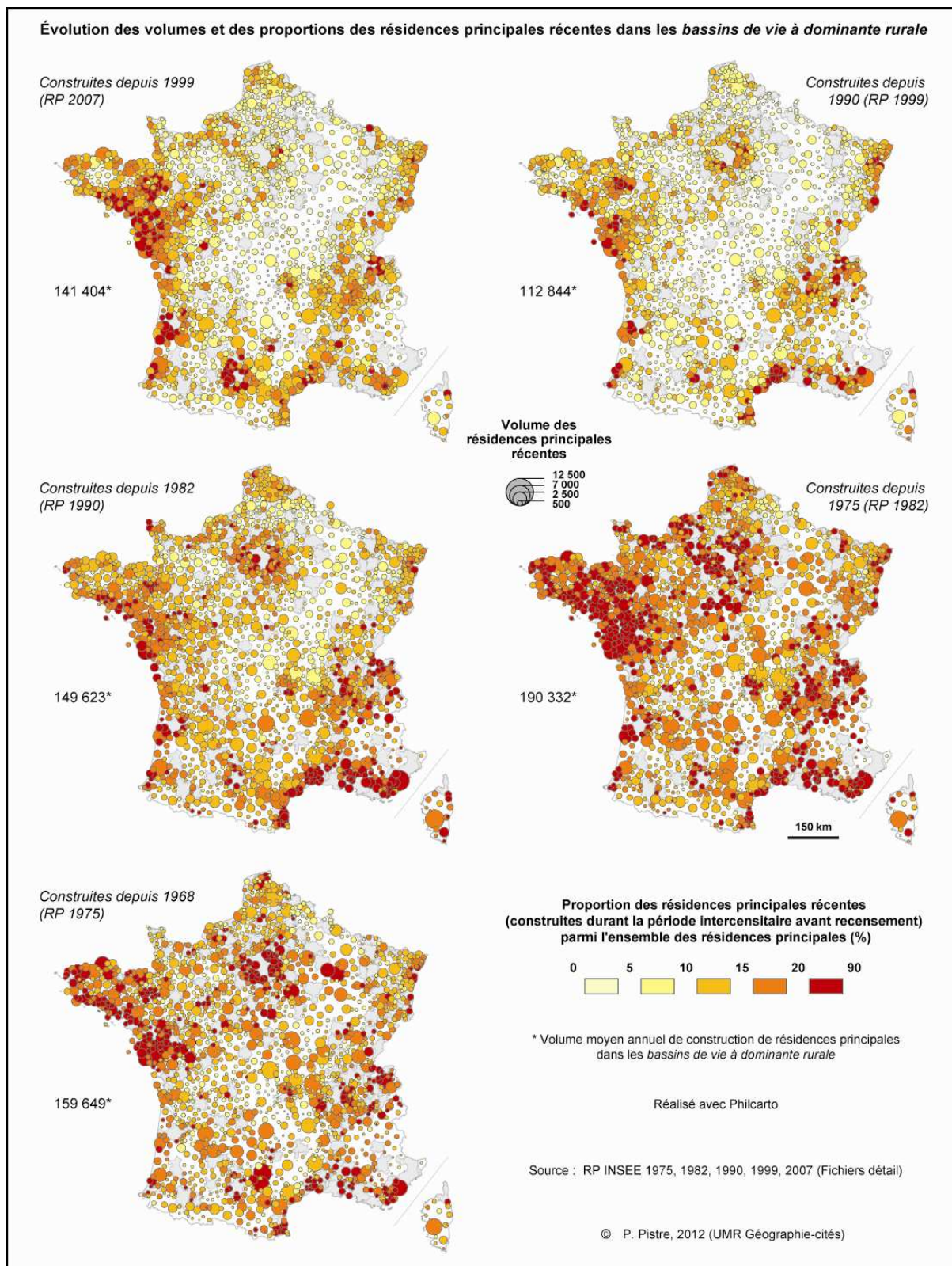
Figures 37. Fortes croissances des volumes de logement dans les *campagnes résidentielles*



« Est-ce que vous les avez remarqués ces pavillons qui se multiplient un peu partout et qui grignotent le territoire ? Vous avez les mêmes près de chez vous ! »

(Extrait du film documentaire *Huis clos pour un quartier* : Steyer, 2010, min. 1, Morbihan)

Cartes 23. Densification et extension périurbaine et touristique dans les campagnes françaises



Encadré 29. Croissance locale des logements et des résidences principales récentes (terrains 1, 2 et 3)

Ce premier encadré de chapitre porte sur les évolutions du volume des logements et des résidences principales récentes dans les trois terrains d'étude (tableau 9). Comme pour l'analyse nationale de ces indicateurs, l'objectif est d'évaluer l'importance des nouveaux logements, et indirectement, de s'interroger sur le poids des constructions dans les reprises démographiques différenciées.

Pour l'ensemble des terrains d'étude, les années 1970-1980 ont correspondu avec les plus fortes croissances du volume des logements. Le taux moyen annuel le plus élevé correspond ici au terrain 1 (n°2), avec + 2,51 % pour la période 1982-1990, suivi de près par le terrain 1 (n°1), avec + 2,45 %. La croissance du nombre des logements est-elle imputable essentiellement à des constructions récentes à des fins de résidences principales ?

Pour les terrains 1 (n°1) et (n°2), elles paraissent expliquer une bonne partie des augmentations des logements, puisque elles ont toujours représenté plus de la moitié des croissances nettes. Dans le terrain 2, la tendance est équivalente avec encore plus de vigueur, les volumes de nouvelles résidences principales dépassant même pour plusieurs périodes intercensitaires (1975-1982, 1990-1999) les progressions générales du nombre de logements. Les destructions de logements vacants anciens peuvent être impliquées, sans pour autant expliquer totalement un constat un peu surprenant. Enfin, les évolutions du terrain 3 donnent à voir une tout autre situation. Les résidences principales récentes n'ont en effet représenté qu'un quart à un tiers de la croissance générale des volumes de logement ; la construction de résidences secondaires et occasionnelles depuis les années 1970 paraît ainsi prédominante.

De plus, les résultats de la dernière période intercensitaire (1999-2007) ont été globalement conformes aux évolutions antérieures. Dans les deux communautés de communes provençales (terrains 1 (n°1) et (n°2)), les volumes de résidences principales récentes ont représenté entre 60 et 66 % de la croissance générale des logements. La croissance de résidences principales récentes a été ainsi majoritaire mais pas ultra dominante. Ce constat confirme l'attractivité résidentielle ancienne et récente de cette région, pour des installations permanentes ou pour des implantations en résidences secondaires.

Au nord du Périgord-Limousin (terrain 2), la croissance moyenne des logements a été moindre ; encore une fois, le nombre de résidences principales récentes pour 1999-2007 est venu couvrir la totalité de la progression des logements. Doit-on pour autant en déduire que la zone est peu attractive pour des résidences secondaires, ou plutôt que les biens de famille affectés à des utilisations saisonnières concernent exclusivement du bâti ancien ?

Enfin, au sommet de la Montagne du Haut-Languedoc (terrain 3), les résidences principales récentes ont représenté un tiers de la croissance générale des logements. Les constructions de résidences secondaires et occasionnelles occupent bien ici une place centrale dans le développement immobilier. Les nouvelles résidences principales paraissent tout de même avoir gagné en importance relative : s'agit-il d'un signe du passage progressif d'un profil territorial essentiellement touristique vers des dynamiques résidentielles majoritaires ?

Par rapport aux évolutions démographiques et migratoires analysées dans le chapitre 2 (p. 55 et p. 69), les dynamiques de logement – notamment les plus récentes – apparaissent au final conformes ou plus originales, avec la prégnance des résidences secondaires.

Dans les terrains 1 (n°1) et (n°2), l'attractivité de la zone depuis les années 1970 a conduit en majorité à la construction de nombreux logements, pour l'accueil de nouveaux résidents permanents. Dans le terrain 2, les signes de reprises démographiques sont plus récents et moins forts. Les constructions de logements dans les années 1970-1980 ont été importantes, mais il peut être fait l'hypothèse que beaucoup des résidences principales récentes ont été alors réalisées par des habitants des communes de la zone. Du fait des venues extérieures au territoire pour les résidents des constructions les plus récentes, l'impact sur les dynamiques démographiques est aujourd'hui plus significatif. Enfin, les nouveaux logements autres que des résidences principales sont dominants dans le terrain 3. L'impact de la construction sur les évolutions démographiques a été moindre, et la reprise de logements anciens serait la principale explication des croissances récentes. Le basculement de résidences secondaires en résidences principales est aussi à creuser.

Tableau 9. Les résidences principales sont-elles si dominantes parmi les nouveaux logements locaux ?

Évolution du volume des logements et des résidences principales récentes dans les terrains d'étude

Indicateurs	RP	Terrain 1 (n°1) : C. C. de Haute-Provence	Terrain 1 (n°2) : C. C. de Forcalquier Montagne de Lure	Terrain 2 : C. C. de Bandiat Tardoire Avenir	Terrain 3 : C. C. de la montagne du Haut-Languedoc
Total des logements et croissances moyennes annuelles	2007	4102 (+ 1,44 %)	6108 (+ 1,75 %)	4956 (+ 0,55 %)	3780 (+ 1,26 %)
	1999	3659 (+ 0,77 %)	5318 (+ 0,85 %)	4745 (+ 0,15 %)	3420 (+ 1,09 %)
	1990	3414 (+ 2,45 %)	4930 (+ 2,51 %)	4682 (+ 1,30 %)	3101 (+ 1,33 %)
	1982	2818 (+ 2,18 %)	4042 (+ 2,38 %)	4222 (+ 0,28 %)	2789 (+ 2,29 %)
	1975	2418	3429	4140	2381
Volume et proportion des résidences principales récentes (construites durant la période intercensitaire avant recensement)	2007	294 (10,6 %)	477 (11,6 %)	220 (6,9 %)	124 (9,6 %)
	1999	320 (13,1 %)	340 (9,4 %)	200 (6,6 %)	80 (6,4 %)
	1990	340 (16,9 %)	548 (17,9 %)	316 (10,3 %)	108 (10,2 %)
	1982	244 (15,6 %)	392 (16,8 %)	372 (11,7 %)	96 (9,3 %)
	1975	145 (10,9 %)	305 (15,1 %)	285 (9,5 %)	60 (6,3 %)

Source : RP INSEE 1975, 1982, 1990, 1999, 2007 (Fichiers détail)

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

- Composition sociologique de lotissements récents accolés à un bourg villageois (terrain 2) :

Ci-dessous est retranscrit un extrait d'entretien qui donne des indications sur le profil des habitants de maisons neuves, qui composent les abords d'un village limousin. L'évocation est sommaire, elle est un exemple parmi tant d'autres, mais elle a l'intérêt de donner un aperçu rapide de la diversité des populations qui habitent ce type de petits lotissements. Pour les actifs, l'extrait donne aussi des indications sur les distances quotidiennes parcourues. Deux cas de figure se dégagent : ceux qui se rendent à Limoges (environ 40 km) et ceux qui travaillent sur place (à domicile, communes proches).

« Le lotissement derrière chez nous, dans la maison du bas, le Mr travaille chez Legrand à Limoges et elle aussi sur Limoges. La maison au dessus, le Mr est CRS, et elle, travaille au supermarché d'Oradour-sur-Vayres. La maison au dessus, c'est une famille monoparentale, et la dame travaille à Châlus. Encore au dessus, la dame reste à la maison. Elle est auto-entrepreneuse, elle fait des papiers et des traductions pour les Anglais installés. Lui est très itinérant, il est fleuriste sur tout le secteur. À côté, il y a trois nouvelles maisons avec des Anglais en retraite. En haut, il y a des Tunisiens. De l'autre côté de la route, dans la première maison, c'est un militaire. La maison d'à côté, la dame est assistante maternelle. Au dessus, le Mr est boulanger dans le coin. Encore au dessus, la dame est infirmière à Limoges. Après c'est un retraité, puis il y a un terrain vendu à des Anglais, pas trop pressés de construire. Au dessous, le Mr travaille chez Madrange à Limoges, mais à priori ça va fermer. Elle, élève trois enfants. Ils sont locataires. Vers la route de Châlus, il y a le camping tenu par des Anglais, puis un couple avec la dame qui travaille à Oradour-sur-Vayres et le Mr va à Limoges. À côté, c'est un retraité qui avait ses attaches ici. Plus loin, il y a des Écossais, de l'autre côté des Anglais, et ensuite ce sont des propriétés qui se sont transmises dans les familles. » (entretien 11, T2)

2) Potentiels de gentrification : ancienneté et catégories du bâti

La première partie de chapitre a proposé un aperçu général des caractéristiques et de l'évolution du parc des logements dans les campagnes françaises depuis les années 1970-1980. Une place importante a été accordée aux constructions récentes successives, lesquelles ont été principalement impliquées dans la croissance des *campagnes des villes* et des *campagnes résidentielles*. Il s'agit ici de poursuivre le panorama d'analyse du parc des logements ruraux, en utilisant des indicateurs issus du recensement INSEE de la population et des Enquêtes Nationales Logement (ENL) : la période d'achèvement de la maison ou de l'immeuble et la catégorie des logements. De plus, l'objectif est de mettre en évidence des potentiels immobiliers qui pourraient favoriser le développement de processus de gentrification dans certaines campagnes françaises.

a) Ancienneté du bâti et logements ruraux choisis par les nouveaux résidents

Le vocable de « potentiels » doit être ici compris comme des éléments, des facteurs, qui expriment une probabilité et qui rendent possible le développement de tel ou tel phénomène. Dans une analyse de formes productives de gentrification dans un comté anglais (Norfolk), M. Phillips (2005) a insisté sur le rôle des structures immobilières historiques dans l'apparition des processus ruraux contemporains. Cette idée sous-entend plus globalement que les formes récentes de gentrification résultent en partie d'actions et d'évolutions passées, et que certains changements structurels sont des conditions *sine qua non* à l'apparition de processus de gentrification rurale. Nous pensons ici à des modifications des activités économiques locales, à des départs nombreux vers la ville ou au délaissement de bâtiments anciens.

Le patrimoine immobilier rural est assurément diversifié (Boutet, 2006) et la prégnance de logements anciens est à considérer comme un potentiel de gentrification en France rurale. Les planches de figures 38 et 39, et de cartes 24, présentent les résultats d'une analyse des logements occupés en résidence principale selon leur période de construction. La composition générale est ensuite confrontée aux choix immobiliers des ménages venus s'installer dans les campagnes françaises pendant les décennies 1980 et 2000. La part des nouveaux arrivants selon la période d'achèvement des logements (figures 39) est-elle conforme à la structure des logements selon leur date de construction (figures 38) ? Quelle a été notamment l'évolution rurale des installations récentes dans les résidences principales les plus anciennes (cartes 24) ?

Une première voie de commentaire consiste à analyser l'adéquation entre la composition des logements et les installations résidentielles récentes, selon l'ancienneté du bâti. La comparaison des résultats statistiques des figures 38 et 39 révèle deux situations où la part des migrants est supérieure ou égale à ce que représentent les tranches de résidences principales choisies dans les structures immobilières rurales. La première concerne les nouveaux logements, dans les années 1980 et 2000, pour l'ensemble des types de campagnes françaises. Ce constat confirme ainsi qu'une large majorité des constructions récentes a été le fait de nouveaux arrivants. Pour l'installation dans une résidence principale récente (construite après 1990), les origines géographiques des dernières migrations résidentielles ont été surtout proches pour les venues dans les *campagnes des villes* ; c'est au contraire les migrations de longue distance qui ont été dominantes pour les installations dans les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* au RP 2007.

La deuxième situation concerne les résidences principales les plus anciennes (construites avant 1949, surtout entre 1871 et 1914), pour les *campagnes productives vieilles et agricoles* et les *campagnes résidentielles attractives et touristiques*. La proportion des ménages venus s'installer dans un logement ancien est ici égale au RP 2007, à la part structurelle des plus anciennes constructions. Trois conditions paraissent nécessaires pour aboutir à cette situation : le bâti ancien doit occuper une place importante dans le parc des logements ruraux ; une bonne proportion doit être inoccupée ou mise à la vente, et bien sûr, les logements anciens doivent susciter des envies et correspondre à une réelle demande. On retrouve ici plusieurs axes interprétatifs des processus productifs de gentrification rurale, associant les caractéristiques des structures du parc des logements et des attraits sociologiques et culturels pour les constructions anciennes.

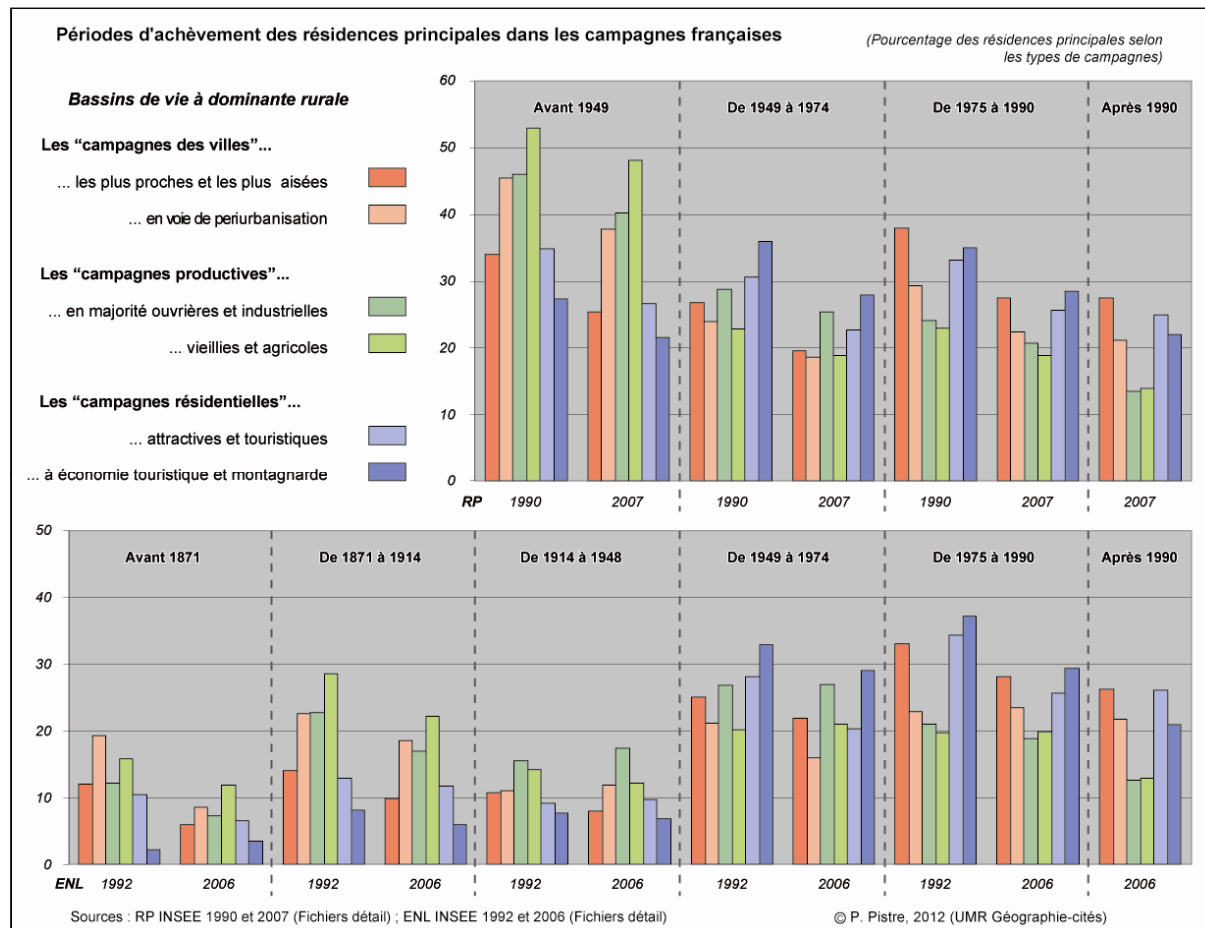
En définitive, les installations récentes dans des résidences principales construites avant 1949 ont été les plus significatives, pour les migrations de proximité, dans les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles* et dans les *campagnes des villes en voie de périurbanisation* (figures 39). Les migrations de longue distance ont surtout concerné les *campagnes productives vieilles et agricoles*, et ces dynamiques s'y sont accentuées entre les années 1980 et 2000.

L'étude cartographique des résidences principales anciennes et des installations au cours des décennies 1980 et 2000 vient confirmer leur attrait dans les campagnes intérieures du centre et du sud-ouest du territoire (cartes 24). Les deux cartes supérieures mettent en évidence le poids des résidences principales anciennes dans un large éventail de *bassins de vie à dominante rurale* et continentaux (par opposition aux littoraux). En outre, leur proportion parmi les résidences principales a logiquement diminué entre les RP 1990 et 2007, sous l'effet de la construction de nouveaux logements dans l'ensemble des campagnes françaises.

Les quatre cartes suivantes représentent les volumes et les proportions des ménages migrants, qui se sont installés dans une résidence principale construite avant 1949. Les déplacements de proximité ont été les plus nombreux et significatifs dans la partie septentrionale du pays : en Normandie, dans le Nord-Pas-de-Calais, en Lorraine, ou en Bourgogne. De plus, ces dynamiques migratoires vers des logements anciens ont été stables entre les années 1980 et 2000.

En ce qui concerne les migrations de longue distance, la géographie nationale est tout autre. Les *bassins de vie à dominante rurale* du Bassin parisien, du Centre, du Sud-Ouest, et des arrière-pays méditerranéens et atlantiques, ont ici accueilli le plus de ménages venus s'installer dans une résidence principale ancienne. En comparaison des dynamiques migratoires de la décennie 1980, ces tendances se sont renforcées pendant les années 2000, et en premier lieu, dans les campagnes intérieures du Limousin, d'Auvergne, du Poitou-Charentes et de Midi-Pyrénées. Le volume des ménages a progressé, mais c'est surtout la proportion parmi l'ensemble des migrants qui s'est accentuée. On retrouve ici les signes de campagnes devenues attractives pour leur tranquillité, leur climat, des origines familiales, mais aussi pour les caractéristiques de leur parc de logements anciens, qui paraissent de plus en plus recherchés.

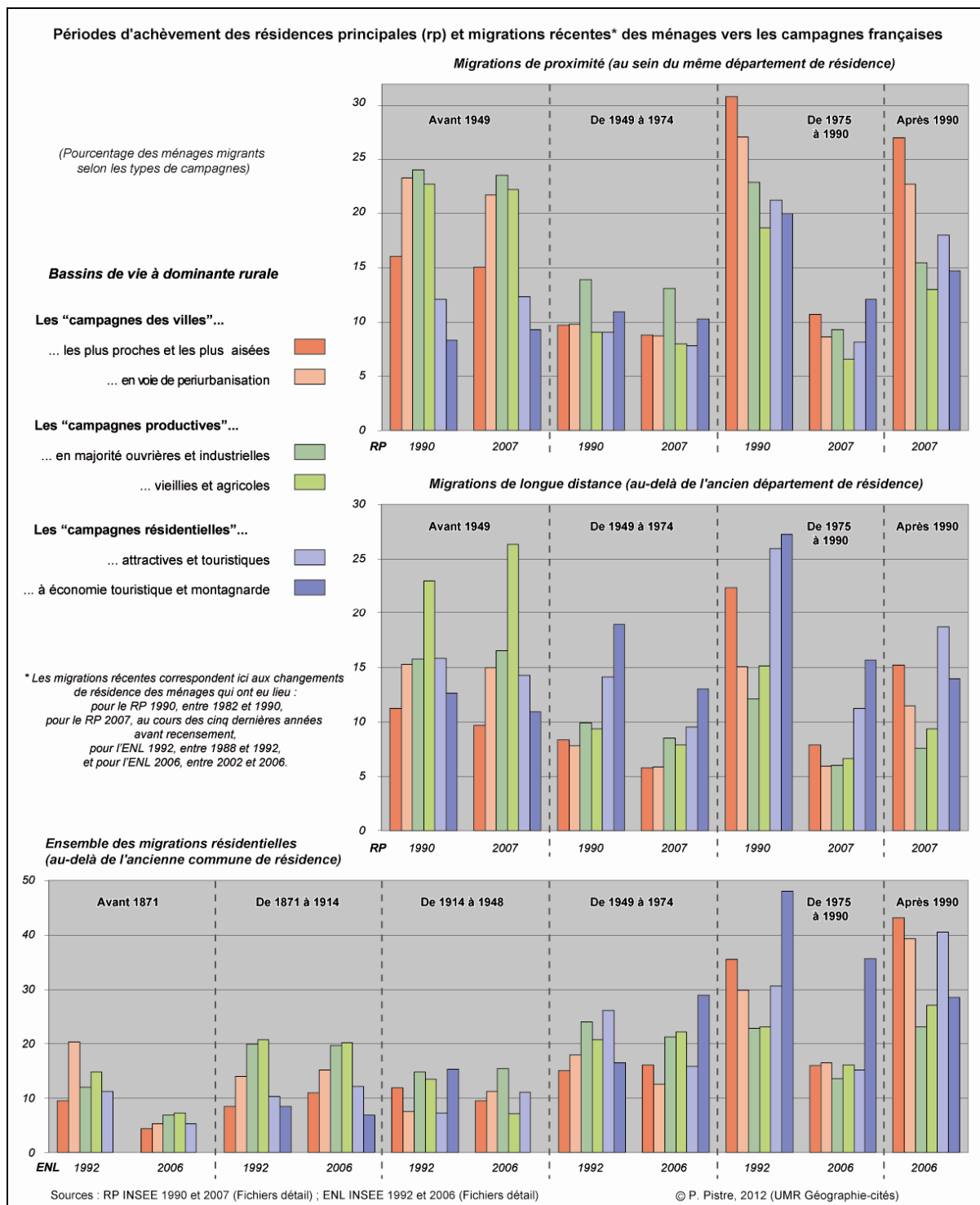
Figures 38. Prédominance des résidences principales anciennes dans les *campagnes productives*



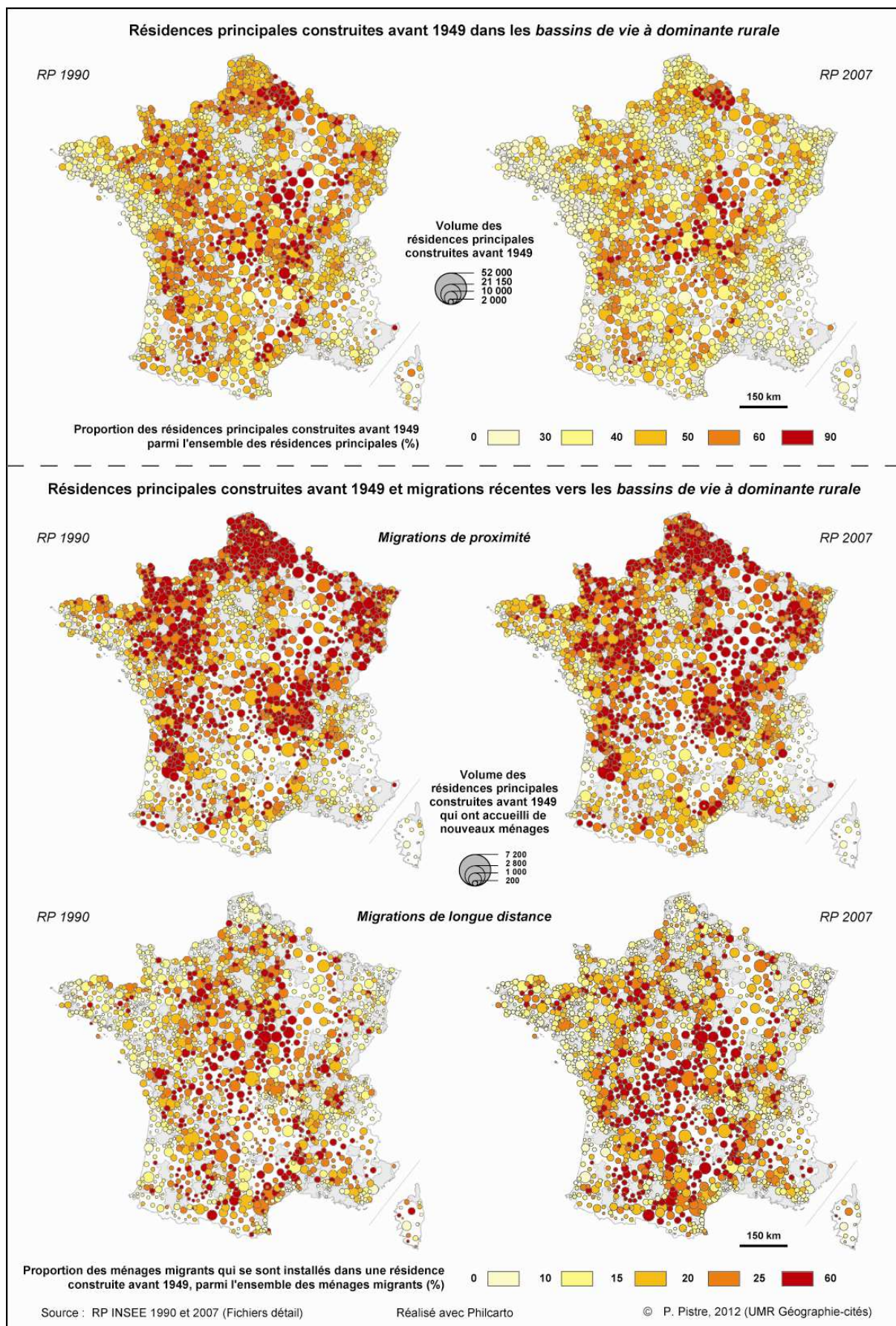
Encadré 30. Essai de généalogie locale 3 : générations et perceptions de l'habitat rural (terrain 2)

« Mon père n'a pas beaucoup rénové ici. Il faisait comme il pouvait et il disait notamment ne pas avoir assez d'argent pour crépir. Pour mes parents, la pierre était devenue haineuse. C'était le symbole de la pauvreté. Ils voulaient faire comme à la ville. Encore aujourd'hui, certains préfèrent construire une maison neuve et ils revendent leur maison en pierre. Pour eux c'est ça la modernité, alors que pour d'autres c'est au contraire de rénover une maison en pierre. [...] Il y a eu un profond changement des mentalités. Je vois maintenant avec mes trois enfants, pour les jeunes, il ne faut pas toucher une pierre ! » (entretien 13, T2)

Figures 39. Des venues lointaines importantes dans les rp anciennes des campagnes vieilles et agricoles



Cartes 24. Les arrivées lointaines, dans une résidence principale ancienne, sont de plus en plus fortes au sein des *bassins de vie à dominante rurale* du centre et du sud-ouest du pays



Encadré 31. Ancienneté des logements locaux et migrations résidentielles récentes (terrains 1, 2 et 3)

À partir du tableau 10, l'objectif est d'analyser les structures immobilières des terrains d'étude, selon les périodes de construction des logements occupés en résidence principale, et d'étudier les préférences des ménages venus s'installer dans ces contextes ruraux, dans les années 1980 et 2000. Les logements les plus anciens ou les plus récents ont-ils été les plus privilégiés ?

Les différents terrains d'étude donnent à voir – au RP 2007 – quelques spécificités locales dans la composition du parc des logements selon les périodes d'achèvement. Les résidences principales construites avant 1949 constituent dans tous les cas la catégorie dominante. Celle-ci représente jusqu'à la moitié des résidences principales pour les terrains 2 et 3. Les constructions de l'après guerre (1949 à 1974) possèdent ensuite un poids comparable dans l'ensemble des situations locales, et les terrains 1 (n°1) et (n°2) se démarquent pour la période 1975-1989, avec une proportion des résidences principales qui avoisinent les 25 % du stock général. Ce dernier constat va dans le sens d'une attractivité qui a été plus élevée et ancienne dans les territoires provençaux ; celle-ci s'est concrétisée notamment par la construction de nouveaux logements. Enfin, la proportion des constructions les plus récentes (après 1990) est restée la plus forte (19,1 % et 20,2 %) dans les terrains 1 (n°1) et (n°2). Elle a été plus faible (12 %) dans le terrain 2. Le terrain 3, avec 18,1 % des résidences principales construites après 1990, présente par contre une situation originale où prédominent les constructions anciennes et récentes.

- Les choix migratoires ont-ils été conformes aux structures des logements selon leur ancienneté ? :

En ce qui concerne l'ancienneté des résidences principales choisies par les nouveaux arrivants, les tendances sont comparables à celles observées à l'échelle nationale. Les logements construits avant 1949 et après 1990 sont surreprésentés par rapport à leur proportion structurelle, certes importante mais inférieure aux taux des ménages migrants. Les explications sont équivalentes : un stock conséquent de nouveaux et d'anciens logements, une part importante sur le marché immobilier (des biens vendus après héritage, d'autres délaissés, également des terrains viabilisés), et des nouveaux arrivants variés qui recherchent de l'ancien ou qui souhaitent construire.

Comparativement à ce que représentaient les constructions récentes au RP 1990 (résidences principales construites entre 1975 et 1989), les taux de ménages migrants ont été bien moindres au RP 2007 à s'installer dans un nouveau logement, après des migrations proches ou lointaines. L'analyse des choix immobiliers des nouveaux ménages installés dans les terrains d'étude met par contre en évidence une forte augmentation relative des logements construits avant 1949. En Haute-Provence (terrains 1 (n°1) et (n°2)), les croissances ont correspondu avec des déplacements internes à l'ancien département de résidence ; les installations, après une migration lointaine, dans une résidence principale ancienne se sont également maintenues à des niveaux élevés.

Au nord du Périgord-Limousin (terrain 2) et au sommet de la Montagne du Haut-Languedoc (terrain 3), les tendances sont différentes. Pour les ménages venus d'origines spatiales proches, les constructions d'avant 1949 restent bien représentées. Néanmoins, les plus fortes croissances relatives ont été constatées pour les migrations de longue distance, qui ont conduit à une installation dans une résidence principale ancienne, au cours des années 2000.

En guise de conclusion de cet encadré, il faut souligner une limite analytique et l'ambiguïté de l'indicateur d'ancienneté des logements, qui vaut pour les terrains d'étude comme pour beaucoup de communes rurales françaises. Nous laissons ici un de nos interlocuteurs présenter le problème qui concerne le délaissement de certains types de biens anciens :

« Les agences immobilières vous diront qu'à moins de 100 000 euros aujourd'hui on a rien dans les ruines à rénover. Par contre, il y a de la maison de village à vendre ! Les gens ont tendance à rechercher aux environs. Nous, on serait content qu'ils achètent dans le bourg. Le haut du village n'est pas très occupé. C'est une zone de désertification manifeste. On a fait quelques rénovations avec la commune, par exemple un centre d'art et de culture dans l'ancienne mairie. Mais le principal problème est que le haut est occupé par des personnes âgées. Il y a beaucoup de travail dans ces maisons, et il y a les héritages difficiles. On est en train d'acheter un terrain avec trente héritiers dessus ! Donc, les maisons de village ne se vendent pas, elles s'abiment et les héritiers, souvent loin, ne s'en occupent pas. » (entretien 2, T3)

Tableau 10. Croissance des installations locales dans des résidences principales construites avant 1949

Périodes d'achèvement des résidences principales et migrations résidentielles vers les terrains d'étude						
Indicateurs	Modalités	RP	Terrain 1 (n°1) : C. C. de Haute-Provence	Terrain 1 (n°2) : C. C. de Forcalquier Montagne de Lure	Terrain 2 : C. C. de Bandiat Tardoire Avenir	Terrain 3 : C. C. de la montagne du Haut-Languedoc
Période d'achèvement des résidences principales (% des résidences principales)	Avant 1949	2	38,2	36,7	50,2	49,6
	De 1949 à 1974	0	19,2	19,1	18,7	15,4
	De 1975 à 1989	0	23,5	24,0	19,1	16,9
	Après 1990	7	19,1	20,2	12,0	18,1
Période d'achèvement des résidences principales et migrations récentes de proximité des ménages (% des ménages migrants)	Avant 1949	2007	18,1	18,0	19,5	22,8
		1990	13,0	9,3	21,9	28,0
	De 1949 à 1974	2007	5,4	7,3	7,7	9,1
		1990	5,0	7,7	10,4	4,0
	De 1975 à 1989	2007	7,1	6,9	7,3	5,3
		1990	12,7	10,9	20,1	18,0
Période d'achèvement des résidences principales et migrations récentes de longue distance des ménages (% des ménages migrants)	Avant 1949	2007	23,3	23,5	34,4	27,3
		1990	21,7	22,5	23,8	18,0
	De 1949 à 1974	2007	10,7	9,2	5,6	4,5
		1990	15,5	13,4	9,2	8,0
	De 1975 à 1989	2007	10,2	9,6	4,6	5,3
		1990	25,1	32,2	14,6	20,0
	Après 1990	2007	13,6	15,3	10,1	11,1

Source : RP INSEE 1990 et 2007 (Fichiers détail)

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

- Évolution immobilière et composition sociologique d'un hameau ancien limousin (terrain 2) :

L'extrait d'entretien ici retranscrit prend la suite de celui présenté dans l'encadré 29 (p. 173). L'interlocuteur est le même, mais cette fois-ci le descriptif concerne la composition d'un hameau plus isolé de sa commune de résidence. La diversité des profils, des motivations et des trajectoires résidentielles transparait également, comme l'importance de l'ancienneté du bâti.

« Un hameau que je connais bien, c'est le X. Il y a une famille où le Mr travaille chez Madrange à Limoges, et elle, faisait des missions pour le Crédit Agricole. [...] Ensuite, il y a X, originaire de l'Ariège, mais il vit dans la maison familiale de sa femme. Il est veuf et il est resté là. Il y a une maison qui avait été achetée par un couple de Charentais. Le Mr faisait de la rénovation comme le système anglais. Elle est toujours à vendre parce qu'elle est trop chère. Après, il y a le premier adjoint. Sa maison familiale dans le hameau a été vendue à des Anglais, donc il en a acheté une autre à côté. Il y a une maison qui est passée dans trois mains différentes chez des Anglais en dix ans. De l'autre côté, la maison appartenait à une famille d'ici depuis le 17^e, plutôt des notables avec du foncier. Après un partage des biens, elle est allée à un couple sans enfants, qui l'a donnée aux orphelins d'Auteuil. Résultat, elle est en train de tomber en ruine. Après, il y a une maison de quelqu'un d'ici qui a été vendue à un couple de jeunes qui font de l'agriculture bio. Ils sont de la région de Bordeaux. À côté, il y a une grange que l'on a achetée, puis une maison à des Anglais, que l'on a aussi achetée pour nous désenclaver. De l'autre côté, c'est encore une maison léguée aux orphelins d'Auteuil, mais la sœur de la dame qui était célibataire y vit toujours. Elle est venue de Limoges au moment de la retraite. La maison familiale d'à côté a été vendue à des Anglais, mais eux sont résidents à l'année. De l'autre côté, il y avait un charpentier. Ça a été vendu à un conseiller municipal qui est venu s'installer à la campagne. Il travaille chez lui, il est infographiste ; elle, travaille avec les industries pétrolières. Elle est souvent dans le Golfe. Enfin, il y a une maison inhabitée qui appartient à un boulanger d'Oradour. C'est sa maison familiale. Elle est typique mais il ne veut pas la vendre. [...] Donc, il y a eu l'apport des Anglais, de gens d'autres régions, l'immobilier familial qui s'est transmis, et des opportunités comme pour nous. On va certainement faire un gîte. » (entretien 11, T2)

b) Évolution des catégories des logements (principaux, secondaires, vacants)

« Nathalie et Jean-François sont les derniers habitants de l'Hermet : « Ca fait cinq ans que je suis ici et j'ai monté un cheptel à peu près correct, mais on grossit petit à petit parce que tout est cher maintenant. On est sur un projet, on va essayer de reconstruire une ruine ou de faire une maison neuve. Il y a beaucoup de maisons vides dans le village. Le village de l'Hermet c'est beaucoup des maisons secondaires qui se sont rénovées. Ce sont les enfants des anciens paysans qui étaient ici qui ont rénové les étables, les granges pour faire des résidences secondaires et des maisons d'été. En fait, il ne reste pas grand-chose à part une ou deux ruines avec beaucoup de boulot, dont une que l'on est en train d'essayer d'acheter. Ça serait bien de pouvoir faire une maison en pierre mais il faut qu'on puisse la payer ! » »
(Extrait du film documentaire *Profils paysans - Le quotidien* : Depardon, 2005, min. 70, Lozère)

L'étude des résidences principales sous l'angle de l'ancienneté du bâti a abordé le principe de potentiels de gentrification rurale en fonction des structures immobilières existantes. En travaillant sur la catégorie des logements et ses évolutions depuis les années 1960 — un autre indicateur du recensement INSEE de la population, qui a le mérite d'être disponible et assez stable sur une longue période—, nous amorçons une étude plus dynamique de l'existence de processus potentiels de gentrification rurale. C'est ainsi la probabilité que, derrière les croissances et les décroissances des résidences principales, des résidences secondaires et occasionnelles, et des logements vacants⁸³, il y ait des signes de gentrification, qu'il s'agit d'approfondir dans le cas français. Deux hypothèses principales peuvent être posées : une baisse régulière des logements vacants renverrait à une attractivité migratoire accrue, et la progression des résidences principales au dépend des résidences secondaires comprendrait des appropriations plus significatives et permanentes de l'habitat rural.

Les figures 40 proposent une synthèse graphique des proportions des trois grandes catégories de logements, entre les RP 1968 et 2007, pour chacun des types de campagnes françaises. Celle-ci permet d'évaluer l'évolution relative des résidences principales, des résidences secondaires et occasionnelles, et des logements vacants ; pour enrichir le commentaire, nous tiendrons compte des volumes nets des catégories de logement qui ne sont pas ici indiqués.

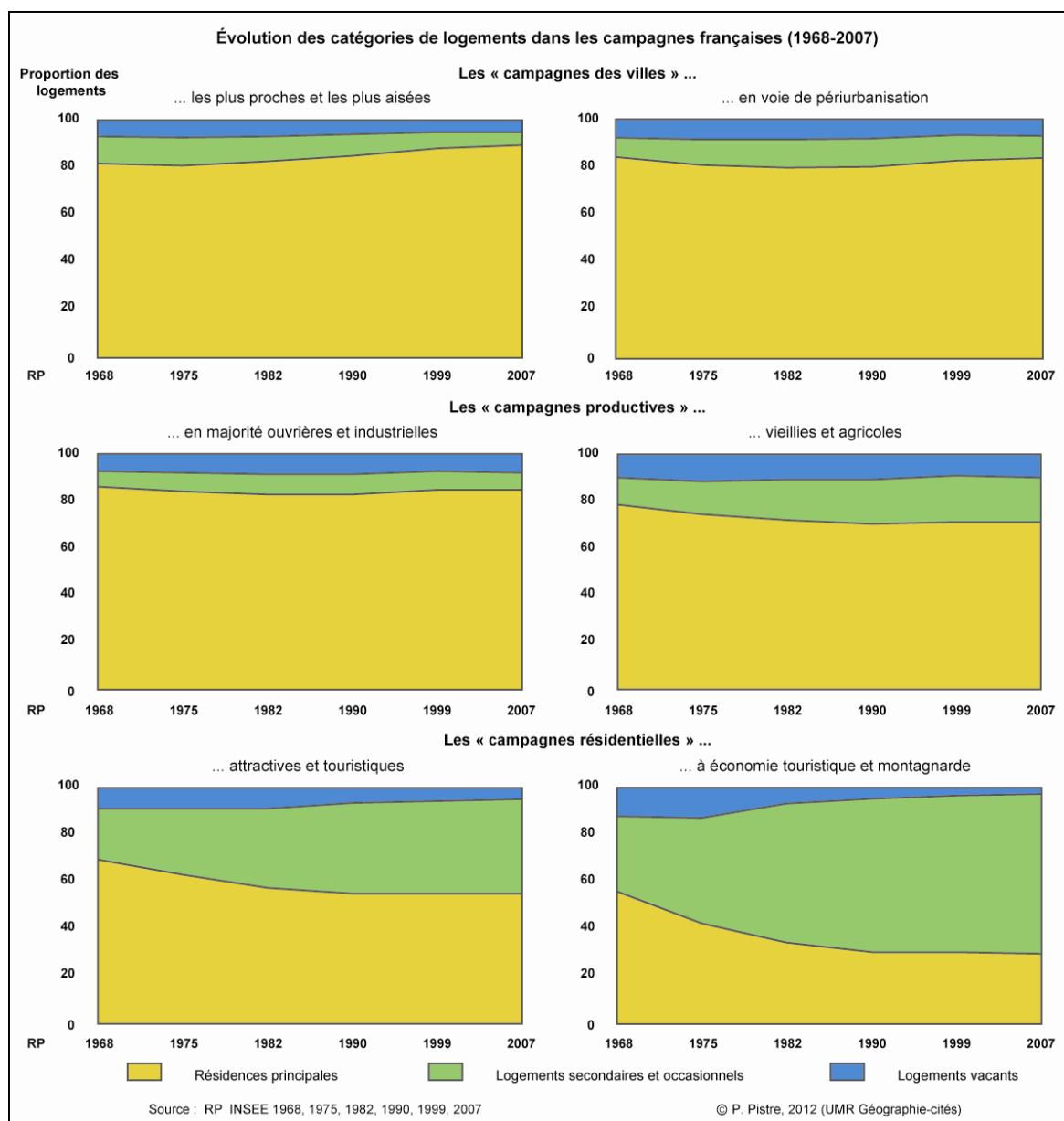
Parmi les différentes campagnes françaises, deux grands profils sont à distinguer. Le premier concerne les *campagnes des villes* et, dans une moindre mesure, les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*, qui se démarquent par la stabilité relative des catégories de logement. En périphérie urbaine, les résidences principales occupent sans surprise une place dominante, laquelle s'est accentuée à partir des années 1970 pour les *plus proches et les aisées*, et de la décennie 1990, pour celles *en voie de périurbanisation*. Les extensions périurbaines ont surtout pris la forme de nouveaux logements construits à des fins de résidences principales. Les années 1990 et 2000 correspondent également à une baisse des volumes de résidences secondaires dans les *campagnes des villes* (plus de 45 000 logements (RP 1999)). Du côté du nombre de logements vacants, ils ont diminué durant la décennie 1990, mais ils ont progressé après 1999 : doit-on y voir l'effet d'une moindre attractivité des périphéries urbaines ou d'un trop plein de nouveaux logements ?

⁸³ Définitions des catégories de logement (cf. <http://www.insee.fr>) : - Résidence principale : « logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage. » ; - Résidence secondaire : « logement utilisé pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. [...] La distinction entre logements occasionnels (d'ordre professionnel) et résidences secondaires est parfois difficile à établir, c'est pourquoi, les deux catégories sont souvent regroupées » ; - Logement vacant : « logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants : proposé à la vente ou à la location ; déjà attribué à un acheteur ou à un locataire et en attente d'occupation ; en attente de règlement de succession ; conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés ; gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...). »

Le deuxième cas de figure concerne les *campagnes résidentielles* et, à une moindre échelle, les *campagnes productives vieillies et agricoles*. Jusqu'aux années 1990, elles ont connu des croissances supérieures des volumes de résidences secondaires par rapport aux résidences principales. La tendance s'est aujourd'hui inversée, à l'exception des *campagnes résidentielles à économie touristique et montagnarde* dans lesquelles la spécialisation touristique reste la norme.

Du côté des logements vacants, ils présentent de premières décroissances pendant la période 1975-1982. S'agit-il d'une conséquence directe des installations néorurales des années 1970 ? La diminution des volumes de logements vacants s'est ensuite confirmée dans les *campagnes résidentielles*, tel un révélateur de l'attractivité ancienne de ces bassins de vie littoraux, méridionaux, ou montagnards. Elles ont été généralisées au cours de la décennie 1990, période où l'attrait rural s'est véritablement développé. Enfin, les évolutions récentes (1999-2007) révèlent de nouvelles progressions des logements vacants dans les *campagnes productives vieillies et agricoles*, voire dans les *campagnes résidentielles attractives et touristiques*. Cette tendance résulte certainement du délaissement de logements qui ne correspondent pas aux biens immobiliers les plus recherchés par les nouveaux arrivants (maisons de bourg, constructions des années 1960-1970).

Figures 40. Les résidences principales sont-elles si prédominantes dans les campagnes françaises ?



Encadré 32. Évolution locale des résidences principales, secondaires ou vacantes (terrains 1, 2 et 3)

À la suite des analyses nationales précédemment présentées, les figures 41 proposent une synthèse des évolutions des catégories de logement depuis les années 1970 dans chacun des terrains d'étude. Les dynamiques observées rendent à la fois compte de tendances communes et de spécificités locales. Donnent-elles à voir une baisse significative de la vacance des logements ? Les résidences secondaires ont-elles gagné en importance par rapport aux résidences principales (ou inversement) ?

- Au cœur de la Haute-Provence (terrain 1) :

Les tendances observées dans les terrains 1 (n°1) et (n°2) sont équivalentes. La période 1968-1975 présente les croissances les plus élevées des résidences secondaires, en volume net et en proportion des logements. Par la suite, les progressions des résidences principales ont été de loin les plus fortes. De plus, elles ont été assez régulières jusqu'aux années 2000, le maximum de croissance étant atteint au RP 2007, avec respectivement + 441 et + 651 résidences principales. Dans le même temps, la croissance du volume des résidences secondaires n'a cessé de diminuer, et les évolutions nettes du terrain 1 (n°1) sont mêmes devenues négatives, pour les périodes 1990-1999 et 1999-2007. Cette observation confirme la montée des installations permanentes dans ces territoires provençaux. Le basculement de résidences secondaires en résidences principales, par les mêmes propriétaires ou à la suite de reventes, paraît l'explication la plus plausible.

En ce qui concerne les proportions de logements vacants, elles sont restées assez stables, avec tout de même une baisse relative pour les communes les plus proches de Manosque (terrain (n°1)). Du côté du volume des logements vacants, à l'exception du RP 1999 qui révèle des baisses non négligeables (respectivement - 37 et - 132 logements vacants), leur évolution est restée positive. Dans ce terrain d'étude, dynamique et attractif depuis les années 1970-1980, une part incompressible de logements vacants paraît ainsi subsister. Certains peuvent correspondre à des transactions immobilières en cours ou à des logements anciens et délaissés du centre des bourgs.

- Au nord du Périgord-Limousin (terrain 2) :

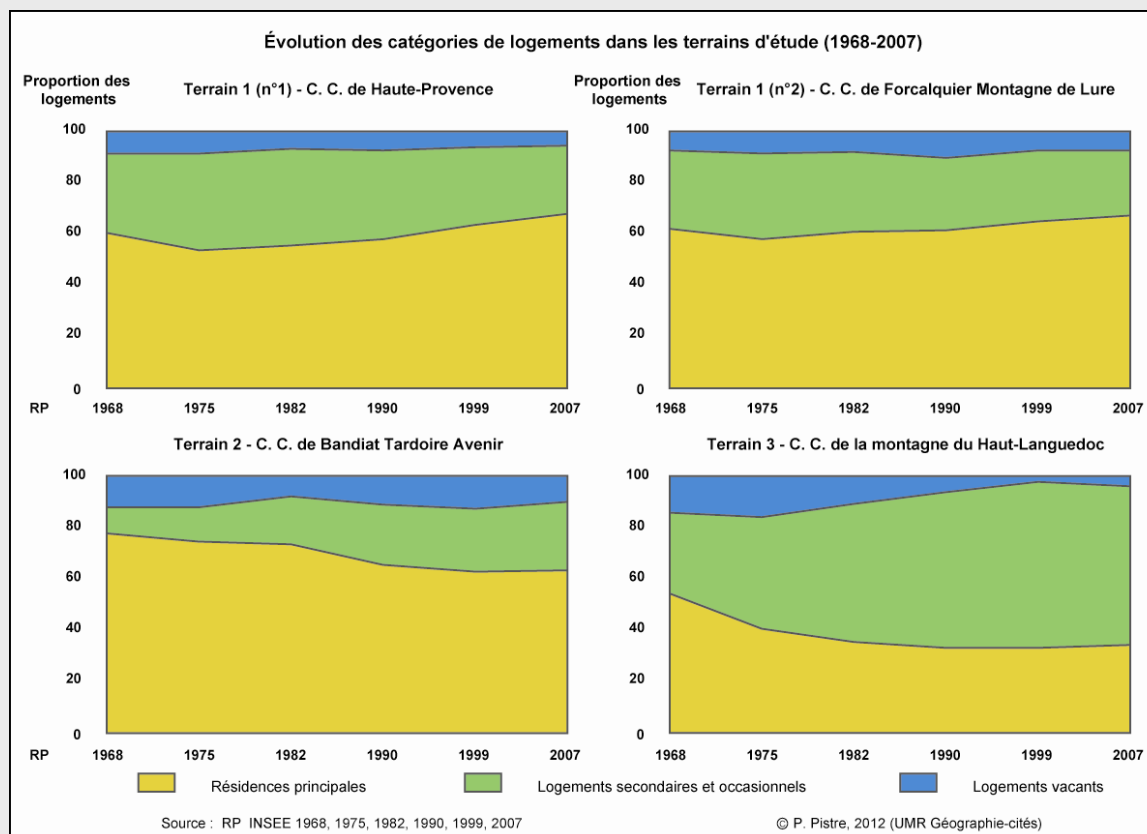
En terre limousine, les tendances ont été différentes. Malgré une domination structurelle des résidences principales, les résidences secondaires ont connu les croissances les plus élevées, en volume net et en proportion des logements, jusqu'à la fin des années 1990. Dans le même temps, les résidences principales ont été surtout marquées par de fortes baisses. La tendance s'est inversée dans les années 2000, avec une progression significative des volumes de résidences principales (+ 161), et la poursuite de la croissance des résidences secondaires (+ 147).

De plus, les logements vacants donnent à voir une évolution assez logique. Ils ont connu des progressions importantes jusqu'au RP 1999 (à l'exception de la période 1975-1982), mais une diminution de moins 95 logements vacants a été enregistrée sur la dernière période (1999-2007). Ces résultats complètent les analyses des évolutions démographiques de ce terrain 2. Les légères croissances constatées dans les années 2000 sont forcément liées à la progression des résidences principales, qui s'est notamment concrétisée par la reprise de logements vacants. Auparavant, de nombreux logements avaient été transformés en résidences secondaires.

- Au sommet du Haut-Languedoc (terrain 3) :

Pour ce qui concerne les évolutions des catégories de logement au sein de la Montagne du Haut-Languedoc, on retrouve quelques similitudes avec le terrain 2. Les croissances des résidences secondaires depuis les années 1970 ont dominé les tendances locales. Elles ont notamment eu pour effet de faire diminuer le nombre et la proportion des logements vacants, des années 1970 aux années 1990. Dans le même temps, les dynamiques des résidences principales sont passées de décroissances importantes (- 98 entre 1968 et 1975) à des croissances régulières, jusqu'à un maximum atteint au RP 2007 avec + 157 résidences principales – la croissance des résidences secondaires sur la même période était de + 148. Un développement résidentiel autre que touristique, par des venues extérieures et le basculement de résidences secondaires en résidences principales, semble ainsi en cours. L'augmentation dans les années 2000 des logements vacants (+ 62) révèle parallèlement le délaissement accru de certains biens. Il s'agit en premier lieu de maisons de bourg inoccupées après le décès de leurs résidents âgés, et qui ont du mal à trouver preneur parmi les nouveaux arrivants (encadré 31, p. 178).

Figures 41. Stabilisation et croissance locale de la part des résidences principales dans les années 2000



« Qui possède ces résidences ? Vu de loin, les plus riches. En effet, 18 % des cadres supérieurs et professions libérales possèdent une résidence secondaire, contre à peine 3 % des ouvriers. [...] Mais vu de près, dans les campagnes, qu'en est-il maintenant ? Ici, se brise une idée reçue, au sujet de laquelle le « cabanisme » aurait déjà pu nous mettre la puce à l'oreille, à savoir qu'en campagne, la secondarité résidentielle n'est pas à présent qu'une affaire de nantis. [...] L'accès aux « paradis verts » n'est plus un usage distinctif réservé à une minorité de privilégiés mais bien, symptôme de société, un usage collectif qui, de la maison de plaisance d'autrefois au cabanisme d'aujourd'hui, déborde désormais largement les sphères sociales dans lesquelles il était initialement confiné » (Urbain, 2002, pp. 143-144)

À travers l'analyse de l'évolution des catégories de logements ruraux depuis les années 1970, les résidences secondaires apparaissent comme des composantes incontournables, qui ont marqué les changements des structures de logement dans les campagnes françaises (figures 40). Elles tendent aujourd'hui à décroître dans certaines régions rurales en voie d'urbanisation (*campagnes des villes* et *campagnes en majorité ouvrières et industrielles*). Leur progression est moindre dans les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* et les *campagnes productives vieilles et agricoles*, dépassée par le développement des résidences principales. Elles restent toutefois un maillon central des structures du parc de logements et des occupations de beaucoup de campagnes françaises, et un angle essentiel d'étude des transformations rurales contemporaines.

Comme le défend J-D. Urbain (2002), elles sont devenues un « symptôme de société », qui s'est affranchi progressivement des appartenances sociales et qui révèle une démocratisation de la résidence secondaire. À l'instar des logements ruraux considérés dans leur globalité, elles recouvrent aussi des réalités multiples selon les campagnes, en fonction de leurs caractéristiques immobilières (type de logement, nombre de pièces, surface habitable, période d'achèvement) (tableau 11). Ces critères permettent-ils d'identifier d'autres potentiels de gentrification rurale ?

Par l'idée de potentiels de gentrification rurale dans l'analyse des résidences secondaires, nous entendons la probabilité que persistent des spécialisations spatiales marquées d'une « secondarité résidentielle » des classes moyennes et supérieures, où la sélection socioéconomique reste la norme. Nous considérons également le réservoir potentiellement propice pour des processus de gentrification rurale que peuvent constituer certaines résidences secondaires si elles changeaient de catégories de logement ou qu'elles étaient mises en vente.

Le tableau 11 permet tout d'abord de dresser un portrait général des caractéristiques immobilières des résidences secondaires dans les campagnes françaises. Notons déjà qu'en volume, elles se concentrent majoritairement dans les *campagnes résidentielles attractives et touristiques*, suivies par les *campagnes productives vieillies et agricoles*. Leur nombre est aussi important dans les *campagnes à économie touristique et montagnarde*, pour le peu de bassins de vie (38) qui les composent. Les résidences secondaires rurales prennent surtout la forme de maisons individuelles, de petits logements en nombre de pièces (1 à 3) — voire en surface habitable (de 40 à 100 m²) —, et elles ont été avant tout construites avant 1949. Mais, ces tendances qui valent pour l'ensemble des *bassins de vie à dominante rurale* ne suffisent pas pour rendre compte des spécificités des résidences secondaires selon les campagnes françaises. Les appartements, les petites surfaces et les logements des années 1980 sont par exemple surreprésentés dans les *campagnes résidentielles*. Inversement, les maisons individuelles, les tailles intermédiaires (de 4 à 8 pièces, de 40 à 150 m²), et les logements les plus anciens, dominent au sein des *campagnes productives vieillies et agricoles*, des *campagnes des villes en voie de périurbanisation* et des *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*.

Au-delà de ces considérations générales, quels indicateurs immobiliers peut-on retenir pour identifier des résidences secondaires révélatrices de processus de gentrification rurale ? En amont de la réalisation de ces analyses statistiques, une période ancienne d'achèvement des logements et la prédominance des maisons individuelles paraissent des conditions incontournables. La grande taille des résidences secondaires semblait aussi un critère intéressant pour mettre en évidence la prégnance spatiale de biens d'exception au regard du parc général. L'analyse de ces modalités dans les différents types de campagnes françaises s'est révélée soit peu discriminante soit trop englobante pour sélectionner des logements vraiment originaux.

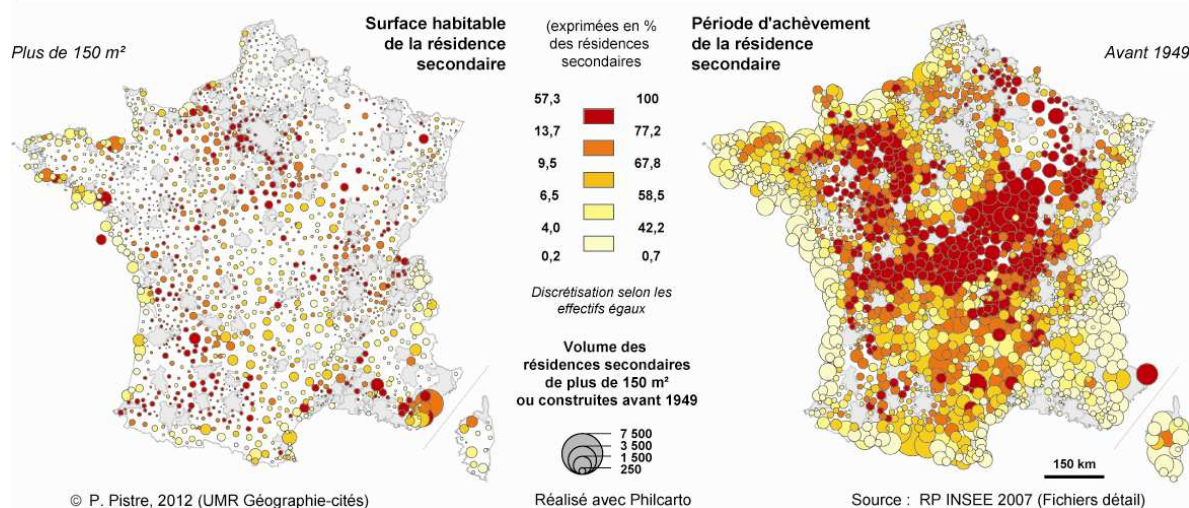
Les représentations cartographiques qui suivent le tableau 11 apportent par contre des indications sur des sites historiques reconnus, d'appropriation rurale et touristique par des groupes sociaux moyens et supérieurs, ou sur des ensembles de résidences secondaires anciennes qui pourraient participer à la gentrification de certaines campagnes.

L'étude de la géographie nationale des résidences secondaires de plus de 150 m² habitables révèle des concentrations locales significatives — en volume ou en proportion des résidences secondaires. On retrouve ici des bassins de vie littoraux et intérieurs de la Côte d'Azur, des zones rurales de l'ouest parisien, des campagnes du Lot et de la Dordogne, ou de hauts lieux touristiques de la côte atlantique (vers Saint-Malo et Concarneau, sur les Îles de Ré et d'Yeu, à proximité de Royan et du Bassin d'Arcachon). Les indications restent ici limitées, mais certaines localités se démarquent par la prédominance de résidences secondaires de grande taille.

La deuxième carte met en évidence des régions centrales (Limousin, Auvergne, Bourgogne) et de l'ouest du territoire (Basse-Normandie, Pays-de-la-Loire, Centre), où le parc des résidences secondaires date essentiellement d'avant 1949. Ces campagnes situées aux marges d'un Bassin parisien élargi, ont connu pour certaines des attentions récentes et des reprises démographiques. Les volumes et les proportions importants de résidences secondaires anciennes pourraient ici pleinement participer du développement de processus de gentrification plus permanents, dans des campagnes situées au cœur de l'ancienne diagonale du vide.

Tableau 11. Diversité immobilière des résidences secondaires dans les campagnes françaises⁸⁴

			Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante rurale
Indicateurs statistiques	Modalités	RP	... les plus proches et les plus aisées	... en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieilles et agricoles	... attractives et touristiques	... à économie touristique et montagnarde	
Volume des résidences secondaires		2007	113 975	246 086	226 903	386 011	998 907	275 495	2 247 378
Type de logement (en % des résidences secondaires)	Maisons individuelles	2	74,7	89,2	86,7	91,2	55,0	20,3	64,9
	Appartements	0	19,9	6,6	9,1	6,7	37,0	78,1	29,8
	Autres	7	5,4	4,2	4,2	2,1	8,0	1,6	5,3
Nombre de pièces du logement (en % des résidences secondaires)	De 1 à 3	2	46,0	42,9	45,2	43,8	64,2	77,0	57,1
	De 4 à 8	0	51,7	54,9	52,5	54,4	34,9	22,0	41,5
	9 et plus	7	2,3	2,2	3,3	1,8	0,9	1,0	1,4
Surface habitable du logement (en % des résidences secondaires)	Moins de 40 m ²	2	20,7	16,1	17,5	15,2	33,6	49,8	28,2
	De 40 à 100 m ²	0	49,5	56,8	57,0	60,7	50,7	41,8	52,6
	De 100 à 150 m ²	0	19,9	18,3	17,3	16,8	11,4	5,5	13,4
	Plus de 150 m ²	7	9,9	8,8	8,2	7,3	4,3	2,9	5,8
Période d'achèvement du logement (en % des résidences secondaires)	Avant 1949	2	38,3	58,4	64,3	68,8	22,0	11,7	37,8
	De 1949 à 1974	0	18,1	14,1	13,5	12,0	21,1	23,4	18,2
	De 1975 à 1989	0	27,1	15,0	13,0	10,6	33,4	43,2	26,3
	Après 1990	7	16,6	12,5	9,2	8,6	23,5	21,7	17,7



3) Indices de gentrification : bâti ancien vacant et prix immobiliers

Les critères d'ancienneté du bâti et d'évolution des catégories de logement ont mis en évidence des situations et des tendances rurales, à travers lesquelles des signes de gentrification paraissent se dessiner : que ce soit parmi les installations importantes de longue distance dans une résidence principale ancienne des *campagnes productives vieilles et agricoles*, dans la croissance des résidences principales au sein des *campagnes résidentielles attractives et touristiques*, ou par le maintien de lieux emblématiques de villégiature où se concentrent les grandes résidences secondaires.

Les deux indicateurs qui sont analysés dans cette dernière partie de chapitre doivent permettre de révéler des indices encore plus forts de gentrification en France rurale. Au terme des explorations statistiques nationales autour des structures rurales du parc des logements, la baisse des logements vacants anciens et la croissance des prix immobiliers sont apparues comme les indicateurs les plus pertinents pour révéler des processus productifs de gentrification.

⁸⁴ D'autres cartes des caractéristiques des résidences secondaires sont consultables en annexe 6b (p. 332).

a) Baisse de la vacance des logements ruraux les plus anciens

« « Oui, de son temps c'était la cuisine. Maintenant c'est disons le salon, la pièce à vivre de tout le monde. Je suis ici depuis septembre 2001, Louis étant décédé en février 2000, et c'est un grand bonheur de vivre entouré de toutes ces pierres tellement représentatives d'une époque et surtout de la pugnacité des familles qui ont vécu et édifié ce lieu. C'est une découverte perpétuelle. » Guy X habite Grissac à l'année. La famille de Louis X et la SAFER lui ont vendu la ferme parce qu'il avait le projet de transformer l'étable en résidence pour musiciens. »

(Extrait du film documentaire *Profils paysans - Le quotidien* : Depardon, 2005, min. 67, Lozère)

L'extrait retranscrit ci-dessus fait référence à la reprise et la reconversion d'une ferme, après le décès de l'ancien propriétaire et le rachat, après plusieurs mois de vacance, par un nouveau résident extérieur à la famille. C'est en ayant des exemples de ce type en tête que l'hypothèse suivante a été posée et qu'elle a été testée statistiquement à l'échelle nationale : les raisons du dynamisme migratoire de plus en plus de campagnes françaises — et même isolées — seraient en particulier à chercher dans la rénovation de leur patrimoine immobilier ancien jusque là délaissé⁸⁵. De fait, les apports migratoires viendraient renforcer les structures démographiques locales sans pour autant modifier les volumes généraux de logements.

Le tableau 12 fournit différentes informations sur les logements vacants anciens et récents selon les types de campagnes françaises, et sur leur évolution entre les RP 1990 et 2007. Les premiers résultats soulignent la croissance généralisée (à l'exception des *campagnes résidentielles*) du nombre des logements inoccupés. La chose est notamment vraie pour les *campagnes des villes* et les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*, qui ont connu dans le même temps — comme tous les types de campagnes — une baisse de la part des logements vacants. Ce constat ambivalent peut aussi bien correspondre au poids supérieur des nouveaux logements dans les structures générales, qu'à la réelle progression de la vacance des logements anciens ou récents.

Les deux indicateurs suivants apportent des compléments explicatifs. Si les logements vacants anciens (avant 1949) restent les plus représentés parmi les logements vacants, ils ont connu des diminutions généralisées dans les campagnes françaises, en volume et en proportion. En parallèle, les logements récents (après 1949) sont moins fréquemment vacants, mais ils ont augmenté de manière significative, en volume et en proportion, entre 1990 et 2007.

Plusieurs explications peuvent être ici avancées. Il semble bien que la reprise de logements vacants anciens ait dépassé le délaissement d'autres anciens bâtis, comme le cas des maisons de bourg déjà évoqué. On ne peut également exclure la destruction de logements anciens — notamment dans les *campagnes des villes* pour leur remplacement — ou le délabrement extrême d'autres bâtis, qui seraient progressivement sortis des données de recensement.

Du côté des logements construits après 1949 — et surtout des plus récents —, une bonne part des croissances des logements vacants doit correspondre à des biens en cours de construction, ou déjà attribués (acheteur ou locataire) et en attente d'occupation. Des projets immobiliers trop ambitieux, édifiés par des promoteurs privés, peuvent aussi avoir du mal à trouver preneur. Le cas spécifique des maisons vacantes révèle ensuite leur prédominance parmi les logements vacants, et les plus anciennes présentent les proportions de vacance les plus élevées au RP 2007. Les *campagnes résidentielles* se distinguent ici, en laissant présager de volumes et de parts d'appartements (anciens ou récents) qui sont importants parmi leurs logements vacants.

⁸⁵ Les documents de cette sous-partie présentent des résultats sur l'évolution des logements vacants les plus anciens, mais ils ne donnent aucun élément sur le profil des ménages venus s'installer dans un logement ancien alors vacant. La raison est simple : le recensement INSEE ne permet pas de connaître la catégorie des logements au RP précédent.

Après l'analyse exploratoire des logements vacants selon l'ancienneté du bâti, le tableau 12 présente les résultats d'une étude de corrélation entre l'évolution des volumes de logements inoccupés anciens et les soldes migratoires des bassins de vie des campagnes françaises. La relation n'est pas significative pour les *bassins de vie à dominante rurale*, mais elle l'est pour la plupart des sous-types ruraux. Les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles* se distinguent par la tendance suivante : les logements vacants anciens ont surtout diminué dans les territoires les moins attractifs. On peut penser ici à l'influence d'actions de renouvellement du parc de logements ou à l'impact de la faible attractivité migratoire du nord-est du territoire. Pour les autres *campagnes productives*, les *campagnes des villes*, et les *campagnes résidentielles attractives et touristiques*, la relation est bien inverse : plus les logements vacants anciens ont diminué, plus les soldes migratoires ont été favorables. La relation est la plus forte dans les campagnes les plus attractives (périurbaines ou résidentielles) et qui possèdent un stock important d'anciens logements.

Tableau 12. Corrélation entre la baisse des logements vacants anciens et les soldes migratoires ruraux

			Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante rurale
Indicateurs statistiques	Exprimés en ...	RP	les plus proches et les plus aisés	... en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieilles et agricoles	... attractives et touristiques	... à économie touristique et montagnarde	
Logements vacants	Volume 2007		110 884	199 837	268 297	194 220	128 476	12 636	914 350
	Proportion des logements 2007		4,9	7,0	7,9	9,5	6,0	2,9	6,8
	Volume 1990		95 582	185 869	249 883	188 744	129 679	14 683	864 440
	Proportion des logements 1990		5,8	7,8	8,3	10,3	6,8	4,4	7,8
Logements vacants les plus anciens (construits avant 1949)	Volume 2007		52 783	125 564	166 633	142 398	65 924	5 551	558 853
	Proportion des logements vacants 2007		47,6	62,8	62,1	73,3	51,3	43,9	61,1
	Proportion des logements vacants les plus anciens 2007		8,7	10,7	11,2	12,7	9,8	8,3	10,9
	Volume 1990		59 751	141 223	183 432	152 194	74 183	6 230	617 013
	Proportion des logements vacants 1990		62,5	75,9	73,4	80,6	57,2	42,4	71,3
	Proportion des logements vacants les plus anciens 1990		9,7	12,1	12,0	14,1	11,7	10,5	12,1
Logements vacants les plus récents (construits après 1949)	Volume 2007		58 101	74 273	101 664	51 822	62 552	7 085	355 497
	Proportion des logements vacants 2007		52,4	37,2	37,9	26,7	48,7	56,1	38,9
	Proportion des logements vacants les plus récents 2007		3,3	4,2	5,2	5,3	3,1	1,8	4,0
	Volume 1990		35 831	44 646	66 451	36 550	55 496	8 453	247 427
	Proportion des logements vacants 1990		37,5	24,1	26,6	19,4	42,8	57,6	28,7
	Proportion des logements vacants les plus récents 1990		3,5	3,9	4,4	4,9	4,6	3,3	4,2
Maisons vacantes les plus anciennes (construites avant 1949) les plus anciennes	Volume 2007		40 196	101 548	120 030	119 433	41 474	3 087	425 768
	Proportion des logements vacants 2007		36,3	50,8	44,7	61,5	32,3	24,4	46,6
	Proportion des maisons vacantes les plus anciennes 2007		7,9	9,9	9,8	11,9	8,6	8,2	9,9
Maisons vacantes les plus récentes (construites après 1949) les plus récentes	Volume 2007		31 642	44 584	46 013	32 906	30 850	2 316	188 312
	Proportion des logements vacants 2007		28,5	22,3	17,2	28,5	24,0	18,3	20,6
	Proportion des maisons vacantes les plus récentes 2007		2,6	3,5	3,6	4,5	2,8	2,9	3,3
Étude des corrélations statistiques entre l'évolution des volumes de logements vacants anciens et les soldes migratoires des bassins de vie (entre 1990 et 2007)*			- 0,19 ***	- 0,26 ***	0,41 ***	- 0,13 **	- 0,27 ***	n.s	n.s

* Les résultats correspondent ici à des coefficients de corrélation de Pearson et la significativité des relations est indiquée comme suivant : n.s = < 0,1 ; * = < 0,01 ; ** = < 0,001 ; *** = < 0,0001.

Source : RP INSEE 1990 et 2007 (Fichiers détail)

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

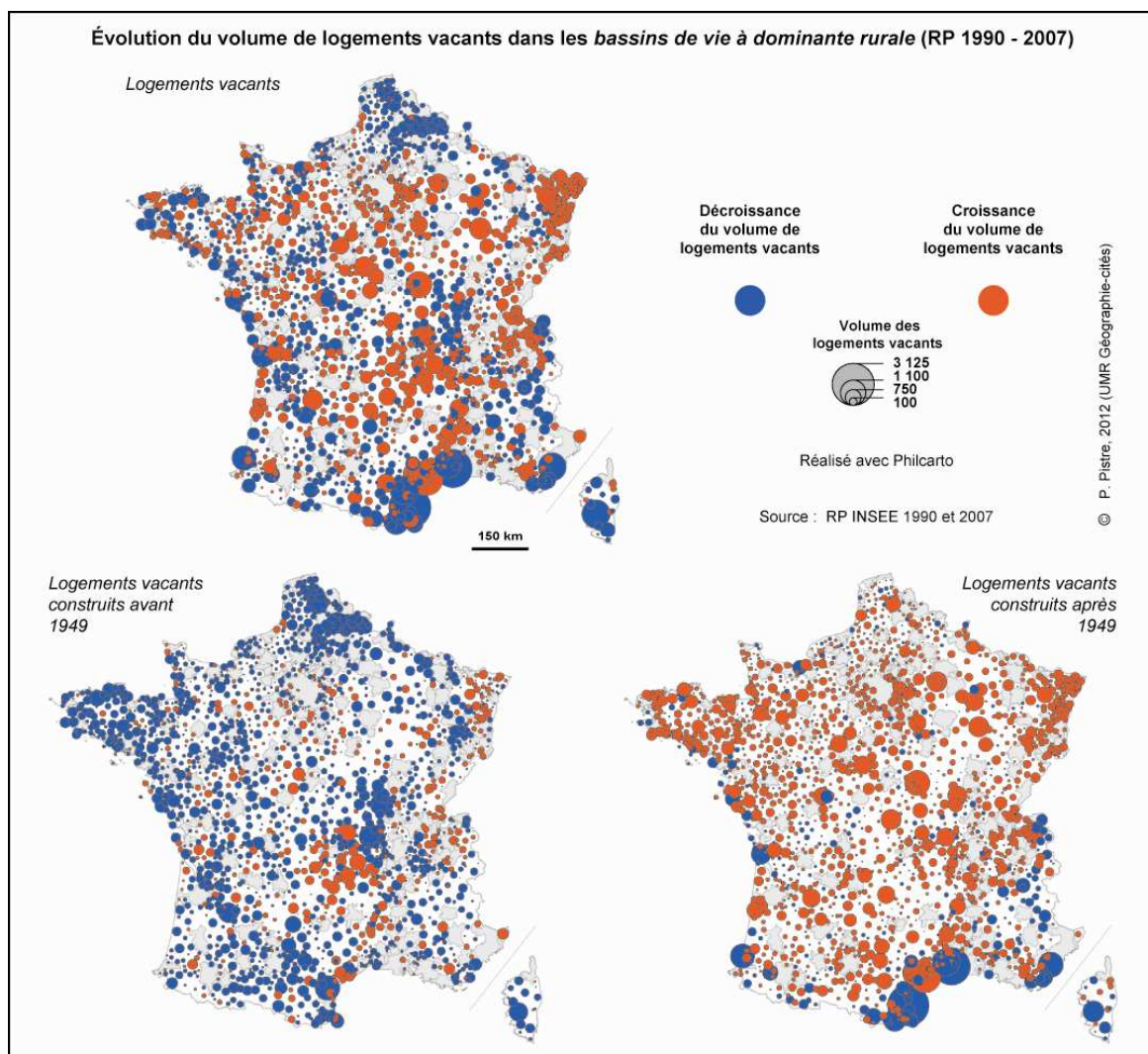
La planche des cartes 25 confirme à la fois les principales tendances exploratoires observées dans le tableau 12, et elle permet de les préciser sur le plan géographique, par une visualisation nationale des dynamiques des logements vacants entre les RP 1990 et 2007.

La première carte représente le volume des logements vacants pris dans leur globalité. Une opposition schématique se dessine entre les campagnes maritimes, qui ont vu décroître les logements inoccupés — ce qui souligne l’attractivité générale des littoraux français, en particulier sur la façade méditerranéenne —, et les campagnes continentales, où les tendances sont plus hétérogènes, avec des croissances des logements vacants du sud-ouest au nord-est.

La comparaison de l’évolution des logements vacants construits avant ou après 1949 met ensuite en évidence deux tendances diamétralement opposées, dont des bribes explicatives ont déjà été énoncées. Les décroissances du volume de logements vacants anciens apparaissent notamment généralisées en Bretagne et sur la façade atlantique, dans la région toulousaine et en Corse, en Picardie et dans le Nord-Pas-de-Calais. Les moteurs de ces dynamiques régionales sont assurément multiples et il ne s’agit pas de prétendre qu’elles renvoient toutes à des processus de gentrification. Par ailleurs, des croissances significatives des logements vacants anciens sont aussi à constater en Alsace, en région parisienne, à la frontière suisse, et surtout en Auvergne.

En définitive, la baisse de la vacance des biens anciens apporte des indications sur des reprises immobilières qui peuvent renvoyer à des processus de gentrification rurale. Néanmoins, ce critère est partiellement révélateur, du fait de la pluralité des dynamiques qui peuvent y concourir.

Cartes 25. Baisse majoritaire du volume des logements vacants anciens dans les campagnes de l’Ouest



Encadré 33. Initiatives politiques face au délabrement et à l'embourgeoisement local (terrain 1)

Nous défendions dans le chapitre 4 (p. 164) l'intérêt d'analyser la fabrique de la gentrification rurale, et les agents impliqués dans ces processus, autres que les nouveaux résidents des groupes sociaux moyens et supérieurs. Une telle étude approfondie dans le cas français constituerait en soi une recherche spécifique et il ne s'agissait pas de l'orientation privilégiée dans cette thèse. Des élus et des acteurs du marché immobilier ont été rencontrés lors des enquêtes de terrain, mais avant tout comme des personnes ressources et des connaisseurs des dynamiques territoriales. En ce qui concerne les pouvoirs politiques locaux, certaines actions ont pu (peuvent) participer, favoriser, ou au contraire atténuer, le développement de formes locales de gentrification. À titre d'exemple, nous avons sélectionné plusieurs extraits d'entretiens menés auprès d'élus de Haute-Provence, dans lesquels apparaissent des actions entreprises pour revaloriser les villages et/ou le constat de la nécessité d'enrayer l'embourgeoisement en cours. Sur ce dernier point, le cas du Lubéron est souvent mis en avant par les élus locaux comme un exemple à ne pas suivre :

« À l'époque, dans les années 1970, c'était ici un tout petit village, avec 300 habitants. C'était un village d'agriculture et d'élevage. Mais depuis 1989, le maire a changé la face du village. Il y a eu beaucoup de rénovations dans le centre (places, rues, lavoirs). Beaucoup de bâtiments tombaient en ruines. Il y a vraiment eu une vision des choses sur le développement et ce n'est pas fini. Il y a eu la transformation de granges. On est en train de rénover le cloître du 11^e siècle. Il y a eu la construction d'une salle de divertissement. Beaucoup de choses ont été faites autour du tourisme et du patrimoine. Il y a par exemple un centre d'art. Il y a un festival de jazz annuel qui attire beaucoup de monde. Il y a une forte densité d'hébergements touristiques (gîtes, chambres d'hôtes). Il y a eu le classement du village en « Cités de caractère », également l'obtention de deux fleurs au concours des villes et villages fleuris. » (entretien 23, T1)

« Actuellement, nous avons quand même un problème. Le mot Lubéron fait que tout l'habitat prend de la valeur, que les prix sont exorbitants. Les jeunes ont notamment des difficultés pour s'installer. Nous avons surtout des gens qui viennent passer tranquillement leur retraite et qui peuvent acheter. C'est une problématique plus générale de la région. » (entretien 4, T1)

« On veut ici un développement raisonné sur le plan de l'habitat, et beaucoup d'acteurs de ce territoire sont sur la même ligne. Il y a un certain nombre de personnes, de certains milieux qui sont venues s'installer, et qui font vivre le coin, à toutes les saisons. Mais heureusement, on a eu l'exemple du Lubéron pour nous faire voir ce qu'il ne fallait pas faire ! » (entretien 12, T1)

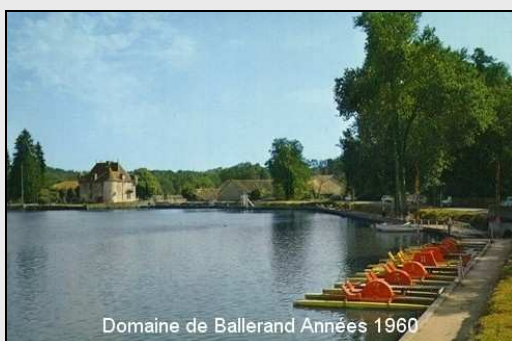
« Notre rôle à nous, c'est de développer l'accueil des gens qui viennent dans la région. Il s'agit par exemple d'acheter et de restaurer des bâtiments dans le cœur du village, pour la création de logements sociaux de première qualité. Nous avons rénové récemment un vieux bâtiment pour réaliser une forme d'hôtel, pour de l'accueil plus temporaire. L'esprit de développement de la commune est là-dedans, avec avant tout l'objectif de faire vivre le bâti ancien, notamment dans le centre du village. » (entretien 3, T1)

« Ici, toutes les ruines accessibles ont été restaurées. Celles qui restent sont à faire à la brouette ! La mairie, on est à l'affût. On est sur un projet de rénovation du centre ancien, avec pour objectif de faire de la mixité sociale. L'idée n'est pas ici de faire un ghetto de riches, et on en revient aux prix immobiliers élevés de la région. Aujourd'hui, les nouveaux propriétaires ont tendance à être des gens aisés, et si on continue dans cette voie, les prochains auront le même profil. On a déjà une dizaine de logements sociaux, ce qui est pas mal pour une petite commune. On envisage une extension dans le haut du village, pour mélanger accession et location, et pour ne pas avoir toujours les mêmes couches sociales. [...] Il y a aussi la volonté au conseil municipal d'éviter les lotissements et de faire très peu de maisons neuves. La priorité c'est la reprise et la valorisation du patrimoine ancien. » (entretien 19, T1)

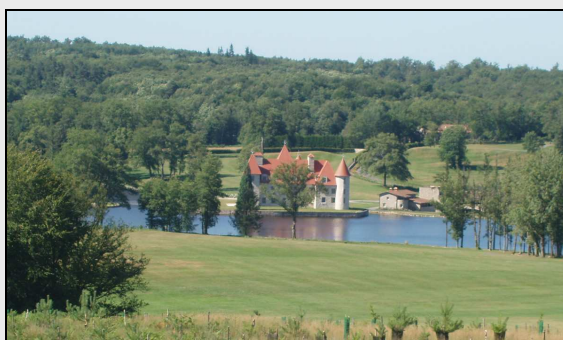
Encadré 34. Un projet touristique d'envergure au cœur de la campagne limousine (terrain 2)

Cet encadré s'intéresse à un site rural de plus de 200 hectares, qui a connu de profondes transformations au cours des années 2000. Situé aux confins de la Haute-Vienne, et à proximité directe de la Dordogne, le lieu-dit de Ballerand prend la forme d'un grand domaine, composé d'un ancien manoir, d'un grand étang – classé ZNIEFF (Zone Naturelle d'intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) –, de diverses bâtisses et de nombreux terrains. En 2003, un projet privé, haut de gamme, était lancé sur place sous le sigle de « Ballerand nature ». Porté par une société suisse, ce cas de reprise immobilière rurale est assurément spécifique. Il est également un exemple de l'appropriation contemporaine de certains coins des campagnes françaises par des investisseurs et consortiums financiers, à des fins notamment de développement touristique de luxe. L'évocation de ce site rural débute par des notes – extraites du carnet de terrain au jour du 15 juillet 2010 –, qui transcrivent des impressions personnelles lors de la découverte du site par le plus complet des hasards. Quelques photographies permettent ensuite de visualiser la partie centrale du domaine de Ballerand, et ses évolutions depuis les années 1960. Enfin, un état des lieux rapide est dressé, du projet initial lancé en 2003 à la situation actuelle.

« Départ du centre de Marval, pour une randonnée VTT vers le « sentier du Bandiat ». Portion de route. Traversée d'un ou deux hameaux, puis arrivée à une ancienne forge (au bord du dit-ruisseau), tenue par des Anglais qui proposent différentes locations touristiques. Un coin on ne peut plus paisible. Passage sur un sentier étroit en forêt, le long du Bandiat, puis le paysage change du tout au tout en arrivant près de l'étang de Ballerand. Le site s'ouvre et paraît gigantesque. Un ancien moulin rénové est tout d'abord longé. De l'autre côté de la rive trône un château dégagé. Impression bizarre : la bâtisse est majestueuse, très propre, rénovée depuis peu, mais elle pourrait passer pour un décor de parcs d'attractions bien connus (toits rouges reluisants, tourelles imposantes, blancheur des pierres). Ce château tranche avec les autres de la région. Poursuite du circuit. Le sentier semble avoir été dévié. Passage par une route fraîchement goudronnée. L'impression de décor se poursuit en prenant un peu de hauteur. Les pelouses sont parfaitement tondues. Il y a d'innombrables plantations de jeunes arbustes bien alignés. On retrouve la D64 qui coupe le site en deux, et permet de passer à proximité directe du château central. Quelques ouvriers sont présents, mais dans l'ensemble le site paraît désert. Les autres bâtisses et annexes sont aussi propres et rénovées. Le grand soleil de la journée ajoute à l'impression de gigantisme du site. »



*« Ballerand : Ancienne demeure de maître de forge
Au bord d'un vaste étang sur le Bandiat, Ballerand
constituait un exemple typique de manoir des
XVe et XVIIe siècles ayant servi de logis aux
maîtres de forges. Mais les vieilles bâtisses vivent
et continuent à s'adapter aux besoins de l'époque et
ainsi les transformations profondes du XXIe siècle
l'ont bien changé ! »*



Sources : Site internet de la mairie de Marval (<http://www.mairiedemarval.fr>) ; Photos personnelles (Juillet 2010)

L'ambition de départ de la société suisse porteuse du projet « Ballerand nature » était de réaliser un complexe touristique haut de gamme, écologique, comprenant piscine couverte, restaurant, duplex en location, spa, parking souterrain, piste d'hélicoptère... Le projet prévoyait aussi des équipements pour la commune de Marval (auberge, petit supermarché, foyer de logements pour personnes âgées). En outre, une cinquantaine d'emplois étaient prévus pour la mise en œuvre du projet, l'aménagement général et le fonctionnement futur.

Des travaux importants ont été réalisés sur le site de Ballerand et l'investissement financier avoisinerait les dix millions d'euros. La réalisation du projet n'a pas manqué de soulever des critiques sur l'ampleur du chantier, sur le respect des spécificités écologiques et patrimoniales du site, ou sur les origines supposées douteuses des fonds engagés. Le Conseil général de la Haute-Vienne et les porteurs du projet n'ont pu également trouver d'accord sur le franchissement (passerelle, tunnel) de la route départementale qui coupe le domaine en deux parties distinctes.

Le projet « pharaonique » paraît aujourd'hui en sommeil. L'ouverture initialement prévue en 2010 aurait été repoussée en 2013. Les élus se disent à la fois attentifs et vigilants quant au futur d'un projet qui reste totalement privé. La crise de 2008 semble avoir largement freiné les ambitions de départ, et une revente possible du site par les investisseurs originels ne serait pas à exclure.

Sources : « Projet Ballerand nature », France 3 Limousin, 21 mars 2007 ; « Projet Ballerand à Marval : un complexe touristique haut de gamme », Info Magazine, 17 juillet 2007 (en ligne) ; « Projet Ballerand à Marval », France 3 Limousin, 24 mars 2008 ; « Le projet touristique de Ballerand revu à la baisse », Les Echos, 25 août 2009 (en ligne).

b) Croissance des prix immobiliers et notamment des biens anciens ruraux

La question de l'évolution des prix d'achat et de (re)vente des logements ruraux est logiquement apparue centrale pour mettre en évidence des signes productifs de gentrification dans les campagnes françaises. Les raisons sont multiples : le prix immobilier reste dans l'inconscient collectif comme un révélateur essentiel du dynamisme des régions dont rurales. De plus, il est censé représenter une synthèse objective, de l'offre et de la demande pour tel ou tel territoire — selon bien sûr les caractéristiques des biens à la vente —, et ainsi un bon indicateur de l'attractivité géographique générale. Enfin et surtout, les logiques spéculatives et les perspectives de plus-values à la revente ont été au cœur de beaucoup des études sur les processus de gentrification, en tant que motivations centrales des acteurs impliqués.

Si l'intérêt de mener une étude des évolutions des prix immobiliers dans les campagnes françaises ne faisait guère de doute au début du projet de thèse, sa mise en application a été plus difficile, et cet aspect n'est plus devenu une priorité.

La première raison est technique : la perspective nationale de la recherche aurait nécessité l'accès à des données importantes et coûteuses, pour réaliser une étude géographiquement fine. Nous pensons ici aux données des notaires, gérées pour la Province par la société Perval. De plus, des études françaises récentes ont utilisé ces données immobilières dans des contextes urbains (Guérois *et al.*, 2009 ; Boulay, 2011). Néanmoins, elles ont été très peu utilisées dans les études rurales exploratoires ; leur fiabilité et leur représentativité restent en effet à prouver dans des territoires peu denses. Lors des enquêtes de terrain, quelques notaires ont été rencontrés et nous avons par exemple pu constater que peu d'entre eux déclaraient vraiment leurs transactions.

Le deuxième motif est pragmatique : l'accès aux bases détaillées des recensements de population nous fournissait déjà des indicateurs fins pour étudier l'évolution des logements ruraux et leur attractivité. Ceux-ci ont été privilégiés, et en définitive, seules quelques analyses exploratoires et agrégées (types de campagne, départements) ont été menées sur les prix immobiliers. Celles-ci révèlent des croissances significatives dans nombre de campagnes françaises.

Les figures 32 ont été réalisées à partir des enquêtes logement INSEE des années 1990 et 2000. Elles fournissent quelques indications sur les prix d'achat des logements par les ménages récemment installés. Selon l'enquête utilisée, l'échantillon des transactions varie de 2358 à 4005 achats. Celui-ci étant déjà faible pour mener une étude nationale, l'analyse statistique ne tient pas compte des caractéristiques des biens achetés.

L'étude de l'évolution des prix immobiliers met tout d'abord en évidence une tendance continue à la hausse depuis le début des années 1990, et ce, dans les différentes campagnes françaises ou pour les tranches de communes selon la définition INSEE des Unités Urbaines. Deuxième observation, une majorité des types d'espaces ont connu de légères progressions des prix immobiliers entre 1992 et 1996, de plus fortes augmentations entre 1996 et 2002, et des croissances encore plus importantes entre 2002 et 2006. On retrouve ici des évolutions bien connues, de prix immobiliers qui ont fortement crû dans les années 2000, avant d'être touchés par la crise économique de 2008-2009, notamment pour les logements anciens (Rougerie *et al.*, 2010) ; la période d'étude s'arrête en 2006, mais les effets de la crise de 2008 seront assurément perceptibles dans les résultats de la prochaine enquête Logement (2012-2013).

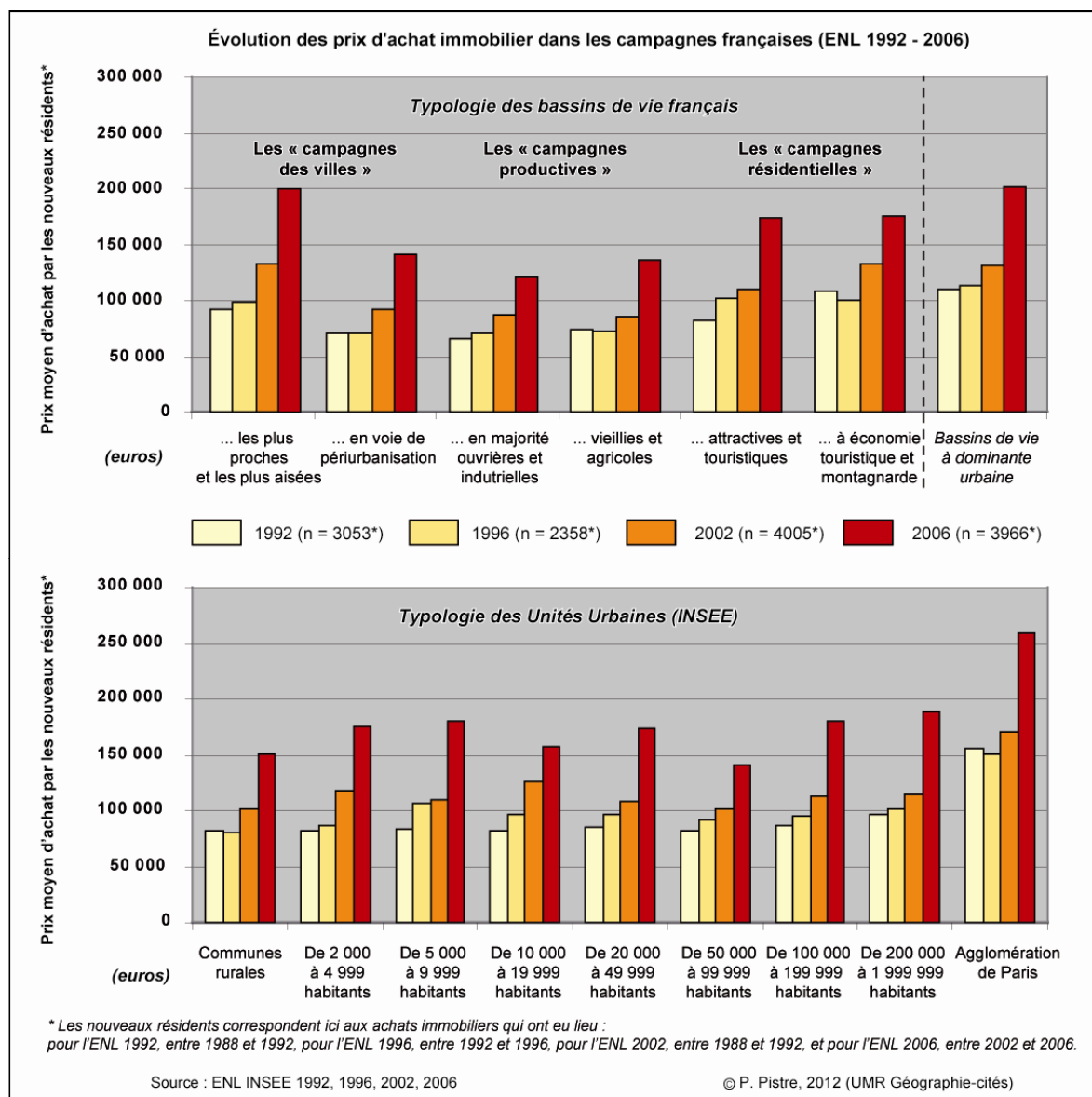
Au-delà d'éléments de conjoncture qui affectent l'ensemble des territoires, l'analyse des évolutions des prix immobiliers entre les années 1990 et 2000 met en évidence des croissances variables selon les campagnes françaises, et indirectement, des attractivités migratoires et des pressions foncières différenciées. Les niveaux de prix ont été les plus élevés dans les *bassins de vie à dominante urbaine* depuis 1992, mais ils sont suivis de près par ceux des *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées* et des *campagnes résidentielles*. Les premières donnent à voir de fortes croissances au cours des deux dernières périodes (1998-2002 et 2002-2006), ce qui irait dans le sens d'un embourgeoisement en cours des proches périphéries urbaines. Les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* se démarquent de leur côté par des niveaux de prix importants pendant les années 1990 et une forte progression dans les années 2000. D'une manière générale, les *campagnes résidentielles* présentent des prix moyens d'achat élevés. Ces derniers sont le signe de fortes pressions immobilières dans ces campagnes littorales et montagnardes, du fait d'installations résidentielles permanentes ou de la réalisation de structures d'accueil touristique.

Ensuite, les *campagnes des villes en voie de périurbanisation* et les *campagnes productives vieillies et agricoles* présentent des tendances équivalentes. Elles ont connu au cours des années 2000, les croissances les plus significatives de leurs prix immobiliers. Dans le premier cas, elles résultent surtout des extensions périurbaines constatées pour la décennie 2000, qui ont contribué à la progression des prix du marché immobilier (du neuf ou de l'ancien). Pour les *campagnes productives vieillies et agricoles*, le développement des nouvelles constructions peut être en cause. Toutefois, les reprises de logements vacants anciens, associées à des migrations nombreuses de longue distance, ont certainement eu une influence plus importante.

Enfin, la situation des prix immobiliers dans les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles* paraît assez conforme à leur faible attractivité migratoire. Les années 2000 ont tout de même été marquées par des croissances non négligeables, par entrainement des tendances nationales et par le maintien d'un marché local de la construction et de la rénovation.

Les évolutions des prix immobiliers donnent ainsi à voir des augmentations importantes au cours des années 2000. Par-delà des motifs conjoncturels, les explications diffèrent selon les campagnes françaises. Elles conduisent néanmoins à une même tendance à la hausse dans les entités *à dominante rurale*. L'étude selon les Unités Urbaines confirme finalement cet état de fait : les progressions des prix dans les communes rurales et les petites villes apparaissent comparables voire supérieurs à ceux observés dans les tranches des communes urbaines.

Figures 42. Croissance rurale généralisée et significative des prix immobiliers dans les années 2000



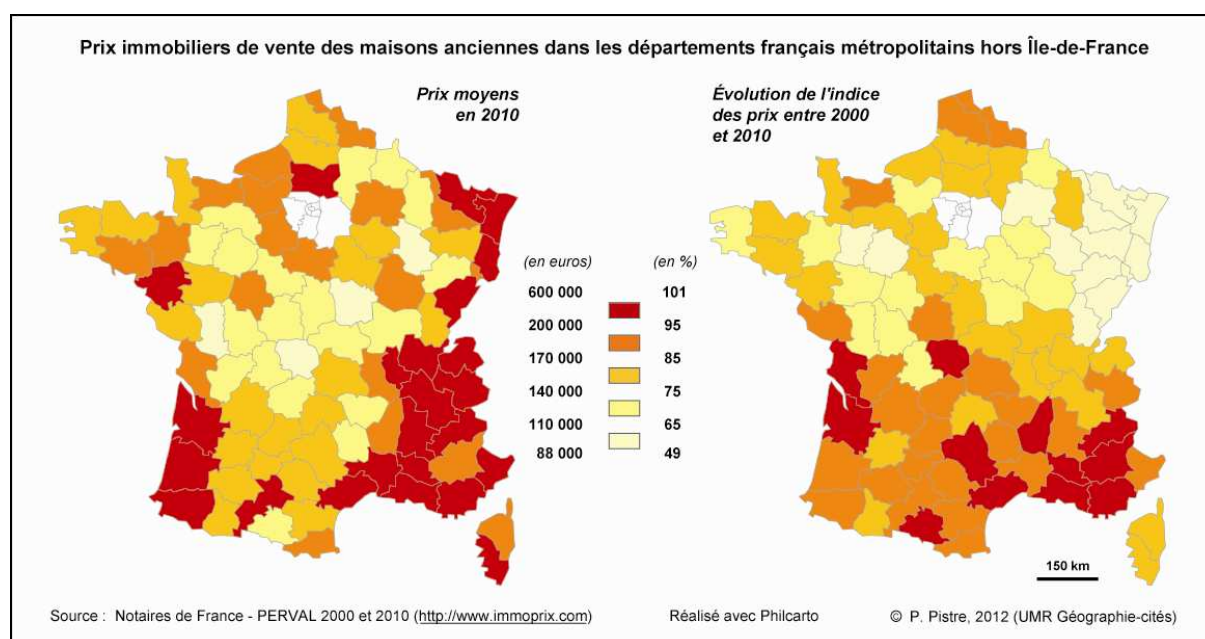
Les cartes 26 proposent un aperçu national des prix immobiliers des maisons anciennes — par opposition aux maisons neuves construites, qui ne font pas l'objet d'une vente — dans les départements français pendant les années 2000. La source des données utilisées a ici changé : celles-ci ont été recueillies en ligne sur le site des notaires de France. Deux visualisations cartographiques sont présentées : la première fait un état des lieux structurel des prix des maisons anciennes en 2010 alors que la deuxième représente l'évolution des prix entre 2000 à 2010.

L'Île-de-France non prise en compte, les départements des principales métropoles régionales (Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Nantes) donnent à voir les prix moyens les plus élevés. Le facteur touristique et littoral est aussi très influent puisque une majorité des départements de la côte méditerranéenne — surtout de la Côte d'Azur —, de la côte atlantique méridionale et du massif alpin comptent parmi les chers. Les zones frontalières de l'est (Alsace, Franche-Comté, Rhône-Alpes, PACA), et le pourtour ouest et nord de la région parisienne, se démarquent également par des prix immobiliers élevés.

Les départements ruraux du centre, du centre-ouest ou du nord-est se distinguent à l'inverse par des prix bien inférieurs en 2010 à la majorité des régions françaises. La palme du département bon marché revient ici à la Creuse, par opposition aux Alpes-Maritimes, le plus cher.

L'évolution de l'indice des prix entre 2000 et 2010 — et d'autant plus pour les maisons anciennes — donne à voir une géographie nationale un peu différente. Un gradient nord-sud se dessine, qui correspond largement aux différentiels d'attractivité résidentielle déjà analysés. Au nord de la Loire, seuls le Calvados, le Pas de Calais et le Nord se démarquent par des croissances des prix élevées (progressions de l'indice des prix de 85 à 95 %). Les augmentations les plus importantes se concentrent donc dans les départements méridionaux et littoraux (Charente-Maritime, Gironde, Hérault, Bouches-du-Rhône, Var). Elles concernent aussi des départements intérieurs majoritairement ruraux : certains restent malgré tout en 2010 parmi les meilleurs marchés (Ariège, Creuse, Indre, Lozère, Haute-Loire), d'autres ont rejoint les tranches de prix supérieures (Ardèche, Alpes-de-Haute-Provence). D'une manière générale, le Sud-Est et le Sud-Ouest se démarquent par les plus fortes progressions des prix des maisons anciennes. Pour le premier, ce constat est en partie le signe du renforcement de la pression immobilière dans des campagnes de l'arrière-pays maritime. Parallèlement, de mêmes tendances ont émergé et se développent dans un grand Sud-Ouest, rural et urbain, qui n'a cessé de gagner en attractivité.

Cartes 26. Forte progression des prix des maisons anciennes dans certains départements ruraux



Encadré 35. Évolution et diversité des marchés immobiliers locaux (terrains 1, 2 et 3)

Cet encadré donne en quelque sorte la parole aux acteurs de la sphère immobilière rencontrés lors des enquêtes de terrain (agents immobiliers, notaires), pour dresser un aperçu des situations locales. Ces échanges ont permis de se familiariser avec les contextes ruraux et immobiliers étudiés, d'analyser les relations entre dynamiques démographiques et structures du parc de logements, et de recueillir le point de vue de professionnels, qui ont dans l'ensemble une idée très précise des processus les plus influents pour les territoires, notamment les plus récents.

Les extraits d'entretien sélectionnés sont ici répartis en deux voies complémentaires d'analyse, qui sont revenues de manière récurrente pour caractériser les marchés immobiliers locaux : selon les évolutions au fil des années, en insistant sur l'avant et l'après crise de 2008, et/ou en mettant l'accent sur la diversité des transactions, des marchés, qui cohabitent à l'échelle locale. De plus, des indices de processus de gentrification, plus ou moins récents et prononcés, transparaissent dans plusieurs discours. Ils sont des dynamiques parmi d'autres des évolutions immobilières locales, plus ou moins touchées par les aspects conjoncturels.

- Les lendemains immobiliers ont-ils déchanté pour tout le monde après la crise de 2008 ? :

« La tendance des prix ici est simple : une croissance régulière jusqu'à la fin des années 2000, puis une baisse sévère à partir de 2008 : 20 %, c'est un minimum. Aujourd'hui, on stagne ; ce n'est pas encore une véritable reprise. [...] Il y a plus de biens à vendre, moins d'acheteurs, et le temps de vente s'est allongé. Ça dépend des biens, mais c'est souvent plus de 6 mois, à moins d'un bien atypique, mais il y en a un sur vingt ou trente. » (entretien 10, T1)

« Depuis 2008-2009, on a eu jusqu'à 30-40 % de baisse des prix de vente. Les raisons : moins de demandeurs, des financements compliqués, plus de reventes... On est aujourd'hui en train de se stabiliser. [...] Les biens restent en général six mois à la vente, s'ils sont au prix du marché. Mais beaucoup sont trop chers. C'est le cas de gens qui ont fait des travaux, pour faire une plus-value à la revente. » (entretien 4, T2)

« Ici, il y a eu le boom porté par les Anglais, puis la crise. Aujourd'hui, c'est en stabilisation, avec la recherche dans des biens moins élevés en gamme. Les reventes sont assez faibles. Les gens mettent trop cher ; ils ont le souvenir des prix d'avant. Tout se vendait à 150 000 euros. Une grange, ça valait 60 000 euros. Puis, il y a eu la crise de plein fouet. On a beau être dans un coin un peu perdu, on dépendait d'enjeux internationaux, notamment parce que la clientèle était des Britanniques, des Hollandais [...] Pour moi, de septembre à fin 2008, le téléphone s'est arrêté de sonner. Du jour au lendemain, plus de ventes hormis les transactions des agriculteurs locaux. [...] Je pense que l'on va augmenter le volume des transactions, mais atteindre les prix d'avant, c'est fini ! » (entretien 15, T2)

« La crise a bien sûr joué un rôle ici aussi. On est surtout sur le marché de la résidence secondaire. En général, les gens ont le budget, par exemple il n'y a pas beaucoup de prêts. Mais, la baisse a été globale. Depuis 2007, c'est environ moins 30 %. Il y a plus de vendeurs, moins de demandes, et soit les gens baissent soit ils ne vendent pas. Depuis deux ans, ça se stabilise, et par rapport à la crise, on a aussi des clients pour qui la pierre reste une valeur refuge pour des investissements économiques. » (entretien 4, T3)

- Diversité des critères de recherche, des biens immobiliers à la vente, des profils d'acheteurs :

« Les gens achètent rarement ce qu'ils veulent au départ, sauf ceux qui ont vraiment le budget ! Le plus souvent ils changent de l'ancien pour le neuf plus abordable » (entretien 6, T1)

« La majorité de la clientèle, c'est des retraités qui viennent à l'année. Jusqu'à 2008, il y avait aussi beaucoup de résidences secondaires, mais le marché du secondaire a subi la crise, disons par effet psychologique. Les jeunes retraités sont toujours là, et on a une reprise du secondaire aujourd'hui, pour des achats de plaisir, de confort. » (entretien 6, T1)

« Tous les jours, on a des demandes d'un petite maison en pierre avec un petit jardin. Dans les années 1980, il y avait les petits cabanons à rénover, mais ça n'existe plus. Ou alors, on est sur des propriétés avec des hectares. Là, c'est soit des gens qui ont revendu un bien et qui viennent pour la retraite, soit ceux qui prévoient de venir en retraite. Il y a aussi des gens qui avaient des appartements en résidence secondaire et qui les revendent pour acheter des maisons. Sinon, c'est des gens qui ont vraiment du budget, pour supporter la rénovation, l'entretien... On est typiquement sur des anciennes fermes, des bastides. » (entretien 10, T1)

« Forcalquier, c'est en général plus cher que les villages autour, sauf pour les résidences de campagne. C'est une autre catégorie, un autre marché à part. C'est souvent des biens en retrait, et les gens ne recherchent pas alors la proximité des lieux de vie et de services. » (entretien 5, T1)

« Aujourd'hui, on nous demande autour de 70 000 euros, avec un peu de terrain, habitable et un peu de caractère. C'est le type de maison le plus difficile à trouver. On a les maisons déjà rénovées à plus de 200 000 euros et d'autres à rénover autour de 50 000. Le plus dur à vendre, c'est les plus chères, pas mal d'investissements ont été faits. » (entretien 16, T2)

« Un critère important ici pour les achats, c'est la proximité du lac. Plus on va s'en éloigner, moins les budgets seront élevés et il y aura plus de prestations. Une des raisons, c'est que le lac est protégé par la loi montagne. Les constructions sont limitées, du coup ça flambe, même pour des biens de qualité moyenne. C'est la rareté qui fait ici le prix élevé. » (entretien 4, T3)

La démarche suivie dans ce chapitre 5 a été la suivante : réaliser une étude générale des évolutions des structures rurales du parc de logements, en cherchant notamment à identifier des signes, des indicateurs de processus productifs de gentrification dans les campagnes françaises.

Du côté des transformations des logements ruraux, l'analyse a permis d'évaluer l'ampleur des changements, et par exemple de souligner le poids hétérogène des nouvelles constructions. Elle a également mis en évidence l'importance d'éléments structurels (des maisons individuelles, du bâti ancien, des résidences secondaires, des logements vacants), qui continuent de caractériser les structures rurales de logement. De plus, bon nombre des dynamiques observées sont venues confirmer et préciser les différentiels d'attractivité migratoire analysés dans la partie 1.

Pour ce qui concerne l'identification de processus de gentrification en France rurale, le bilan est à la fois plus mitigé et conforme à ce que l'on pouvait en attendre. Il est nuancé parce que les indicateurs qui révèlent à nos yeux des potentiels et des indices de gentrification — les périodes d'achèvement des logements, les évolutions des catégories de logement, la baisse de la vacance des logements anciens, la croissance des prix immobiliers — renvoient à des tendances qui comprennent de tels processus, sans en être des révélateurs exclusifs. Les installations constatées dans des maisons anciennes — notamment dans les *campagnes productives vieilles et agricoles* — peuvent aussi bien concerner les achats de ménages des groupes sociaux supérieurs en mal de ruralité, que des populations paupérisées pour lesquelles la location d'un logement vétuste constitue une solution unique et par défaut d'avoir un modeste chez-soi.

Le bilan est également conforme aux niveaux des résultats attendus parce qu'une étude nationale de processus de gentrification rurale, à travers des indicateurs de logement, ne peut prétendre identifier avec précision de telles dynamiques. La démarche exploratoire a eu ici pour objectif de révéler de grandes tendances, qui iraient dans le sens de processus de gentrification. Nous poursuivons cette voie d'analyse par une étude des compositions sociodémographiques des anciennes et nouvelles populations des campagnes françaises.

Chapitre 6. Groupes sociaux et gentrification dans les campagnes françaises

Après une étude des structures du parc de logements, nous revenons à une analyse des populations rurales sous l'angle des compositions sociales et économiques. Le chapitre 2 (p. 96) a présenté une première série de traitements sur les profils socioprofessionnels des migrants vers les campagnes françaises depuis les années 1970. Le chapitre suivant (p. 115) a apporté des indications sur les revenus moyens des individus venus s'installer dans une commune rurale, entre 1990 et 2003. L'objectif de ce chapitre 6 est d'approfondir l'étude des groupes sociaux qui se sont installés dans les campagnes françaises, mais aussi de s'intéresser aux transformations sociales générales des populations rurales liées à des évolutions migratoires comme structurelles.

La première partie est consacrée aux modifications des structures socioprofessionnelles et socioéconomiques des différents types de campagnes depuis les décennies 1980-1990. Quels groupes de population historiquement présents dans la France rurale — agriculteurs, ouvriers, artisans, fonctionnaires — ont vu leur poids relatif décliner ? Quels (nouveaux) groupes sociaux ont pris une place accrue parmi les résidents des campagnes françaises ? Quels compléments une étude des évolutions des revenus moyens déclarés par les foyers fiscaux apporte-t-elle ?

La deuxième partie s'intéresse aux arrivées et aux départs résidentiels des campagnes françaises, pour évaluer le poids spécifique des dynamiques migratoires dans les recompositions sociales. Quelles catégories socioprofessionnelles ont été surreprésentées parmi les installations des années 2000, au regard de ce qu'elles représentent dans les structures de population ? À l'inverse, quels groupes ont été enclins à quitter les campagnes, quelles que soient leurs destinations ?

La dernière partie du chapitre se concentre sur les installations rurales d'étrangers au cours des décennies 1980 et 2000. L'objectif est de donner des indications sur les nationalités les plus représentées, mais surtout d'évaluer l'ampleur de ces flux migratoires et les profils (en âge, en PCS) de populations qui attirent bien souvent l'attention médiatique.

La démarche suivie dans ce chapitre 6 est ainsi semblable à celle du chapitre précédent. Il s'agit de mener une étude générale des évolutions des structures sociales rurales, tout en cherchant à identifier des signes de gentrification, généralisés ou davantage circonscrits sur le plan spatial. De plus, les axes de recherche présentés correspondent aux orientations centrales des études internationales qui privilégient une analyse par la consommation des formes de gentrification : en soulignant le changement des structures sociales, leur transformation par les migrations, et le rôle de populations pionnières ou motrices. Au regard des évolutions récentes des groupes sociaux en France rurale, des tendances à la gentrification sont-elles vraiment avérées ?

1) Évolution des structures sociales dans les campagnes françaises

Cette première partie aborde les structures sociales rurales sous deux angles distincts. Les premiers traitements et commentaires portent sur la nomenclature INSEE des catégories socioprofessionnelles en 42 postes, qui a été établie en 1982. Les revenus moyens imposables puis déclarés au titre de l'impôt sur le revenu sont ensuite utilisés, pour mener une étude évolutive depuis les années 1990. Ces deux sources statistiques permettent de donner un aperçu des transformations sociales et structurelles dans les campagnes françaises.

a) Croissances et décroissances rurales des catégories socioprofessionnelles

Au début de la décennie 1980, B. Kayser (1980) a voulu analyser « le changement social dans les campagnes françaises ». Son attention restait principalement focalisée sur les évolutions des structures et des composantes agricoles. Une étude contemporaine des catégories socioprofessionnelles doit forcément accorder une plus grande place à la diversité des profils qui composent les populations rurales. Quels groupes sociaux ont connu les plus fortes croissances et décroissances depuis les années 1980 ? Peut-on identifier des concentrations sociales significatives dans certaines campagnes, qui seraient le signe de formes de gentrification ou inversement du repli rural de catégories paupérisées ?

Le tableau 13 présente un état des lieux statistique des évolutions des PCS détaillées, entre les RP 1990 et 2007, pour les *bassins de vie à dominante rurale* et les différents types de campagnes. Des indicateurs sur le poids structurel de chacune des PCS à la fin des années 2000 sont également proposés⁸⁶. En outre, seules les populations actives sont ici prises en compte — comme pour la très grande majorité des traitements présentés dans le chapitre 6. Il ne s'agit pas de considérer que les populations retraitées ont une moindre importance, bien au contraire, puisque une attention particulière leur sera accordée dans la partie 3. Enfin, ce premier document doit permettre d'identifier des tendances de société, qui valent pour l'ensemble des campagnes françaises, ainsi que des dynamiques plus spécifiques et localisées.

Deux groupes de PCS ont connu des évolutions significatives depuis les années 1980 : celles en décroissance manifeste par opposition à d'autres catégories qui n'ont cessé de croître. Les profils agricoles, ouvriers et artisans/commerçants composent le premier ensemble. Ces groupes historiques des campagnes françaises ont nettement perdu en importance relative — par le recul des effectifs ou la progression d'autres catégories socioprofessionnelles. Les décroissances les plus spectaculaires concernent les ouvriers qualifiés de type industriel, avant tout dans les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*, et les agriculteurs sur grande exploitation et les artisans, au sein des *campagnes productives vieilles et agricoles*. Ces évolutions négatives renvoient autant à la crise de secteurs économiques qu'à la modernisation d'activités nécessitant moins de main d'œuvre. Parmi les PCS en décroissance, quelques sous-catégories se distinguent par des évolutions plutôt positives. Les agriculteurs sur petite exploitation affichent des croissances non négligeables dans les *campagnes productives* ; les installations agricoles de néoruraux y ont assurément contribué. Du côté des ouvriers qualifiés, de moindres décroissances ou de légères progressions concernent les activités artisanales, de transport et de manutention.

Le deuxième groupe des PCS en croissance est composé de cadres et professions intellectuelles supérieures, de professions intermédiaires et d'employés. Les plus fortes augmentations correspondent au monde de l'entreprise (professions intermédiaires et cadres administratifs et commerciaux, ingénieurs et cadres techniques, techniciens) et aux professions intermédiaires de la santé et du travail social, en premier lieu au sein des *campagnes des villes*. Les croissances ont été également importantes pour les employés de commerce, ceux de la fonction publique, et pour les personnels des services directs aux particuliers. Cette PCS se compose aussi bien des métiers d'aide à domicile que liés aux activités touristiques, ce qui explique son importance au sein des *campagnes productives et résidentielles*. Enfin, malgré des croissances généralisées, ce deuxième groupe contient quelques PCS détaillées en baisse relative (contremaîtres et agents de maîtrise, clergé et religieux, employés administratifs des entreprises). Les raisons incombent ici à des évolutions structurelles et à de moindres présences dans la société et l'entreprise.

⁸⁶ Des indications similaires sur la composition socioprofessionnelle détaillée des actifs dans les campagnes françaises au RP 1990 sont consultables en annexe 7a (p. 333).

L'étude des catégories socioprofessionnelles les plus représentées dans les *bassins de vie à dominante rurale* au RP 2007 donne à voir deux autres cas de figure : les PCS détaillées qui sont présentes à des niveaux élevés sur l'ensemble du territoire et celles rassemblées dans certaines campagnes françaises. Avec 8,9 % des actifs pour les *bassins de vie à dominante rurale*, les employés civils et agents de service de la fonction publique apparaissent comme la sous-catégorie dominante. Ils sont suivis par les personnels des services directs aux particuliers, les ouvriers qualifiés de type artisanal, les employés administratifs des entreprises, et les employés de commerce. Toutes ces PCS détaillées sont présentes de manière assez homogène au sein des campagnes françaises. D'autres catégories socioprofessionnelles se démarquent par des prédominances plus sélectives. On retrouve ici les ouvriers non qualifiés de type industriel, les plus nombreux dans les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*. Il en va aussi des agriculteurs sur petite exploitation dans les *campagnes productives vieilles et agricoles*, et des professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises au sein des *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*.

À ce stade agrégé de l'analyse, peu d'indices de gentrification peuvent être identifiés, si ce n'est la progression généralisée des groupes sociaux moyens et supérieurs (cadres et professions intermédiaires) dans les campagnes françaises notamment *productives et résidentielles*.

Tableau 13. Progressions rurales des cadres, des professions intermédiaires et des employés

Évolution de la composition socioprofessionnelle détaillée des actifs dans les campagnes françaises (RP 1990-2007)

Ev 1990-2007 (pts) / (PCS 07 (%); PCS 07 (Rg)) *	Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante rurale
	... les plus proches et les plus aisées	... en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieilles et agricoles	... attractives et touristiques	... à économie touristique et montagnarde	
Agriculteurs sur petite exploitation	-0,2 (1,2 ; 23)	-0,2 (3,7 ; 12)	+0,8 (2,4 ; 15)	+1,3 (7,5 ; 3)	-0,8 (2,2 ; 17)	-0,8 (1,4 ; 23)	+0,1 (3,1 ; 14)
Agriculteurs sur moyenne exploitation	-0,2 (0,0 ; 31)	-0,6 (0,0 ; 31)	-0,3 (0,0 ; 31)	-0,5 (0,0 ; 31)	-0,1 (0,0 ; 31)	0,0 (0,0 ; 31)	-1,7 (0,2 ; 30)
Agriculteurs sur grande exploitation	-1,3 (0,6 ; 27)	-3,1 (0,6 ; 27)	-2,6 (0,4 ; 27)	-4,9 (1,2 ; 25)	-1,1 (0,4 ; 29)	-0,3 (0,2 ; 29)	-2,6 (0,6 ; 27)
Artisans	-0,9 (2,9 ; 15)	-1,2 (3,4 ; 13)	-0,9 (2,8 ; 14)	-4,1 (4,5 ; 9)	-1,2 (4,7 ; 8)	-0,8 (4,4 ; 9)	-1,0 (3,4 ; 12)
Commerçants et assimilés	-0,9 (2,2 ; 18)	-0,9 (2,4 ; 16)	-0,9 (2,3 ; 16)	-0,9 (3,3 ; 13)	-1,0 (4,6 ; 9)	-2,1 (5,9 ; 8)	-0,9 (2,8 ; 16)
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	-0,1 (0,6 ; 28)	0,0 (0,6 ; 28)	-0,1 (0,5 ; 28)	0,0 (0,5 ; 29)	-0,1 (0,6 ; 28)	-0,1 (0,9 ; 26)	0,0 (0,6 ; 29)
Professions libérales	+0,3 (1,2 ; 25)	+0,1 (0,9 ; 25)	+0,1 (0,9 ; 25)	+0,1 (1,1 ; 26)	+0,2 (1,6 ; 24)	+0,2 (1,5 ; 22)	+0,2 (1,1 ; 25)
Cadres de la fonction publique	+0,4 (1,2 ; 24)	+0,4 (0,9 ; 26)	+0,3 (0,8 ; 26)	+0,3 (0,8 ; 27)	+0,3 (1,2 ; 25)	+0,2 (1,0 ; 25)	+0,4 (0,9 ; 26)
Professeurs, professions scientifiques	+0,5 (2,1 ; 19)	+0,3 (1,6 ; 23)	+0,2 (1,7 ; 21)	+0,2 (1,5 ; 19)	+0,2 (2,1 ; 19)	+0,4 (1,7 ; 20)	+0,4 (1,8 ; 22)
Professions de l'information, des arts et des spectacles	+0,3 (0,6 ; 27)	+0,3 (0,6 ; 29)	+0,4 (0,4 ; 29)	+0,4 (0,7 ; 28)	+0,4 (0,9 ; 27)	+0,2 (0,6 ; 27)	+0,3 (0,6 ; 28)
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	+1,1 (3,7 ; 12)	+0,6 (1,8 ; 20)	+0,4 (0,6 ; 22)	+0,4 (1,3 ; 23)	+0,5 (2,1 ; 18)	+0,4 (2,1 ; 18)	+0,7 (2,2 ; 19)
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	+1,9 (4,4 ; 11)	+1,1 (2,1 ; 19)	+0,5 (1,9 ; 20)	+0,5 (1,1 ; 24)	+0,7 (1,7 ; 22)	+0,8 (1,6 ; 21)	+1,1 (2,4 ; 17)
Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	+0,5 (3,3 ; 13)	+0,3 (3,2 ; 15)	+0,1 (3,2 ; 12)	+0,3 (2,9 ; 16)	+0,6 (3,6 ; 12)	+1,1 (7,3 ; 3)	+0,3 (3,3 ; 13)
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	+1,8 (4,5 ; 10)	+1,6 (4,2 ; 9)	+1,6 (4,1 ; 10)	+1,6 (4,2 ; 10)	+1,6 (4,9 ; 7)	+1,1 (4,2 ; 11)	+1,6 (4,3 ; 9)
Clergé, religieux	-0,1 (0,1 ; 30)	-0,2 (0,1 ; 30)	-0,1 (0,1 ; 30)	-0,2 (0,1 ; 30)	-0,2 (0,1 ; 30)	-0,1 (0,1 ; 30)	-0,2 (0,1 ; 31)
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	+0,3 (1,7 ; 22)	+0,3 (1,3 ; 24)	+0,2 (1,3 ; 24)	+0,2 (1,3 ; 22)	+0,1 (1,7 ; 23)	+0,3 (1,4 ; 24)	+0,3 (1,5 ; 24)
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	+3,4 (8,7 ; 1)	+2,7 (6,0 ; 5)	+2,1 (5,5 ; 7)	+1,9 (4,7 ; 8)	+2,5 (6,6 ; 5)	+2,3 (6,4 ; 5)	+2,7 (6,4 ; 4)
Techniciens	+1,4 (5,1 ; 7)	+1,7 (3,8 ; 10)	+1,5 (3,6 ; 11)	+1,1 (2,6 ; 17)	+0,9 (2,8 ; 14)	+1,3 (3,0 ; 14)	+1,5 (3,7 ; 10)
Contremaîtres, agents de maîtrise	-0,5 (2,6 ; 17)	+0,2 (2,3 ; 17)	-0,3 (2,2 ; 17)	+0,2 (1,7 ; 18)	+0,1 (1,9 ; 20)	+0,3 (2,6 ; 15)	-0,1 (2,3 ; 18)
Employés civils et agents de service de la fonction publique	+0,6 (7,9 ; 2)	+1,4 (6,7 ; 1)	+1,7 (9,1 ; 2)	+2,5 (10,3 ; 1)	+0,9 (9,5 ; 1)	+0,6 (7,7 ; 2)	+1,4 (8,9 ; 1)
Policiers et militaires	+0,4 (1,8 ; 21)	+0,5 (1,8 ; 21)	+0,6 (2,1 ; 19)	+0,3 (1,4 ; 20)	+0,3 (2,3 ; 16)	+0,7 (2,3 ; 17)	+0,5 (1,9 ; 20)
Employés administratifs d'entreprise	-1,9 (7,4 ; 3)	-0,5 (6,0 ; 6)	-1,1 (5,9 ; 6)	-0,3 (5,2 ; 6)	-1,0 (6,6 ; 4)	-0,4 (6,4 ; 4)	-0,9 (6,3 ; 6)
Employés de commerce	+1,3 (4,7 ; 9)	+1,4 (4,6 ; 8)	+1,2 (4,8 ; 8)	+1,1 (4,1 ; 11)	+0,9 (5,5 ; 6)	+1,1 (6,3 ; 6)	+1,2 (4,8 ; 8)
Personnels des services directs aux particuliers	+1,9 (5,8 ; 5)	+2,1 (6,8 ; 3)	+2,6 (7,0 ; 4)	+2,7 (7,6 ; 2)	+2,4 (8,3 ; 2)	0,0 (7,9 ; 1)	+2,3 (6,9 ; 3)
Ouvriers qualifiés de type industriel	-3,1 (4,9 ; 8)	-1,6 (5,9 ; 7)	-2,4 (7,1 ; 3)	-0,8 (4,7 ; 7)	-1,5 (2,9 ; 13)	-1,3 (3,6 ; 13)	-2,1 (5,5 ; 7)
Ouvriers qualifiés de type artisanal	-1,0 (5,6 ; 6)	-0,2 (6,6 ; 4)	+0,2 (6,5 ; 5)	+0,6 (6,7 ; 5)	-0,5 (7,2 ; 3)	-1,5 (6,2 ; 7)	-0,2 (6,4 ; 5)
Chauffeurs	-0,2 (2,6 ; 16)	+0,2 (3,2 ; 14)	+0,3 (3,1 ; 13)	+0,3 (2,9 ; 15)	-0,1 (2,4 ; 15)	-0,3 (1,9 ; 19)	+0,1 (2,9 ; 15)
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	0,2 (1,9 ; 20)	+0,3 (1,7 ; 22)	+0,3 (2,1 ; 18)	+0,3 (1,4 ; 21)	-0,1 (1,2 ; 26)	0,1 (2,6 ; 16)	+0,2 (1,8 ; 21)
Ouvriers non qualifiés de type industriel	-3,7 (6,5 ; 4)	-3,5 (6,2 ; 2)	-4,9 (10,3 ; 1)	-2,8 (7,1 ; 4)	-2,0 (3,8 ; 10)	-1,7 (4,3 ; 10)	-3,8 (7,6 ; 2)
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	-0,4 (3,2 ; 14)	0,0 (3,8 ; 11)	0,0 (4,2 ; 9)	+0,3 (3,9 ; 12)	-0,6 (3,8 ; 11)	-1,1 (3,6 ; 12)	-0,1 (3,8 ; 11)
Ouvriers agricoles	-0,5 (0,8 ; 26)	-0,3 (2,2 ; 18)	-0,2 (1,6 ; 23)	0,0 (3,1 ; 14)	-0,8 (1,9 ; 21)	0,0 (0,4 ; 28)	-0,4 (1,8 ; 23)

* Les premiers résultats en gras correspondent à la différence des parts de chacune des PCS détaillées parmi les actifs aux RP 1990 et 2007. Les résultats sont exprimés en points. Les données qui suivent entre parenthèses sont égales à la part puis au rang de chacune des PCS détaillées parmi les actifs au RP 2007.

Source : RP INSEE 1990 et 2007 (Fichiers détail)

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

Après une analyse générale à l'échelle des types de campagnes françaises, une étude géographique plus fine des évolutions des structures sociales rurales peut être réalisée. Pour ce faire, les catégories socioprofessionnelles détaillées qui ont connu les plus fortes décroissances (cartes 27) et croissances (cartes 28) dans les *bassins de vie à dominante rurale* ont été sélectionnées. Une représentation nationale de ces PCS détaillées donne-t-elle à voir des concentrations spatiales significatives ou plutôt des évolutions homogènes sur l'ensemble du territoire ?

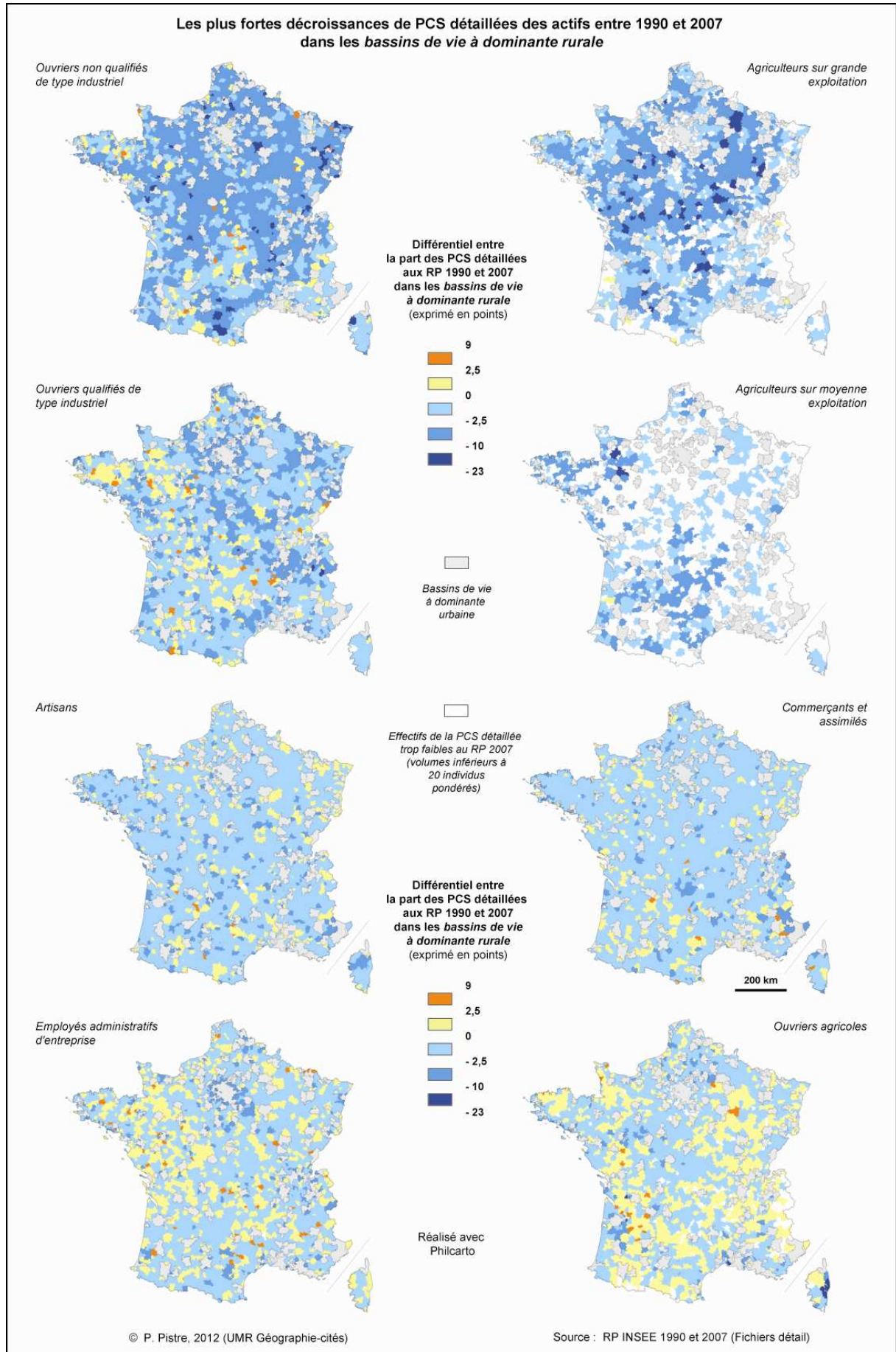
La planche des cartes 27 représente les résultats des huit PCS d'actifs qui ont le plus décliné dans les *bassins de vie à dominante rurale*, entre les RP 1990 et 2007. Les sous-catégories concernées correspondent bien à des profils ouvriers, agricoles, artisans/commerçants et employés. La visualisation nationale apporte différentes confirmations et des approfondissements. Les ouvriers non qualifiés de type industriel et les agriculteurs sur grande exploitation se distinguent par des décroissances beaucoup plus nombreuses et prononcées. Elles sont largement majoritaires dans un large Bassin parisien, et plus légères dans la partie méridionale du territoire. En y associant les décroissances constatées pour les ouvriers qualifiés de type industriel et les agriculteurs sur moyenne exploitation, on retrouve ici les signes de transformations structurelles des campagnes françaises, du fait d'une diminution constante des emplois industriels et des exploitations agricoles depuis les années 1980. Du côté des ouvriers de type industriel, quelques croissances éparses sont tout de même à constater. Elles concernent surtout des bassins de vie intérieurs de l'ouest, du centre et du sud du pays. L'implantation locale de nouvelles usines peut être une explication, comme des déplacements résidentiels nombreux vers des territoires plus abordables pour de l'accession à la propriété ou de la location bon marché.

Les évolutions des artisans et des commerçants sont ensuite très ressemblantes. Ces deux PCS détaillées donnent à voir des décroissances généralisées sur l'ensemble du territoire, renvoyant par exemple à une diminution perçue et avérée des services commerciaux de proximité. Les plus fortes baisses relatives ont été enregistrées dans des territoires éparpillés en France rurale. De légères croissances apparaissent aussi dans des bassins de vie tout aussi dispersés, au nord-est, au sud-est, et notamment au sud-ouest du pays. Une hypothèse explicative peut être avancée : ces croissances d'artisans et de commerçants correspondraient à des campagnes en reprise démographique ou engagées dans des rénovations importantes du bâti.

Les deux dernières PCS de la planche des cartes 27 (employés administratifs d'entreprise, ouvriers agricoles) donnent à voir des décroissances relatives moins fortes et moins généralisées. La première sous-catégorie a connu des baisses significatives à la périphérie de grandes agglomérations (Lille, Strasbourg, Lyon, Grenoble, Marseille), et surtout de la région parisienne. Elle présente au contraire des évolutions positives au sein de nombreux *bassins de vie à dominante rurale*, du centre, de l'ouest et du nord du territoire. À l'instar de l'hypothèse formulée pour les ouvriers de type industriel, elles peuvent correspondre à des déplacements résidentiels pour faciliter l'accès à la propriété, quitte à augmenter les distances parcourues quotidiennement.

Du côté des ouvriers agricoles, les croissances relatives apparaissent presque aussi nombreuses que les décroissances ; ce constat vaut en particulier pour le sud, l'ouest et le centre-est du pays. Ces tendances tranchent indéniablement avec les profils agricoles précédemment analysés. Le développement d'activités variées dans le maraîchage, l'horticulture, l'arboriculture ou la viticulture — ainsi que la montée du salariat agricole (Cahuzac *et al.*, 2011) — peuvent être des pistes d'explication. Cette PCS détaillée prend aussi en compte les ouvriers de l'exploitation forestière et de la sylviculture. La mise en place de filières de production spécialisées, dans des régions pourvues d'une bonne couverture forestière, peut être une autre voie d'explication.

Cartes 27. Décroissance rurale des ouvriers industriels, des agriculteurs et des artisans/commerçants



Par opposition au document précédent, la planche des cartes 28 représente les résultats des PCS détaillées qui ont connu les plus fortes croissances relatives dans les *bassins de vie à dominante rurale*. L'objectif est identique : approfondir l'analyse des structures socioprofessionnelles des actifs dans les campagnes françaises, et chercher à identifier des concentrations spatiales significatives. Sélectionnées à partir du tableau 13, les PCS font ici partie des professions intermédiaires, des employés, et des cadres et professions intellectuelles supérieures.

Les deux sous-catégories des cartes supérieures (professions administratives et commerciales des entreprises, personnels des services aux particuliers) se distinguent par des progressions généralisées et importantes dans bon nombre des entités rurales. La première a été motrice dans les extensions périurbaines autour des principales métropoles françaises (Paris, Strasbourg, Lyon, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Rennes), et en périphérie d'agglomérations plus modestes (Caen, Le Havre, Reims, Besançon, Orléans, Brive, Avignon). Les croissances relatives des personnels de services aux particuliers concernent de leur côté de nombreuses campagnes du sud-ouest, du centre, du nord et du nord-est du pays. Cette observation confirme le fort développement depuis les années 1980 du secteur économique des services à la personne dans une très large majorité des campagnes françaises.

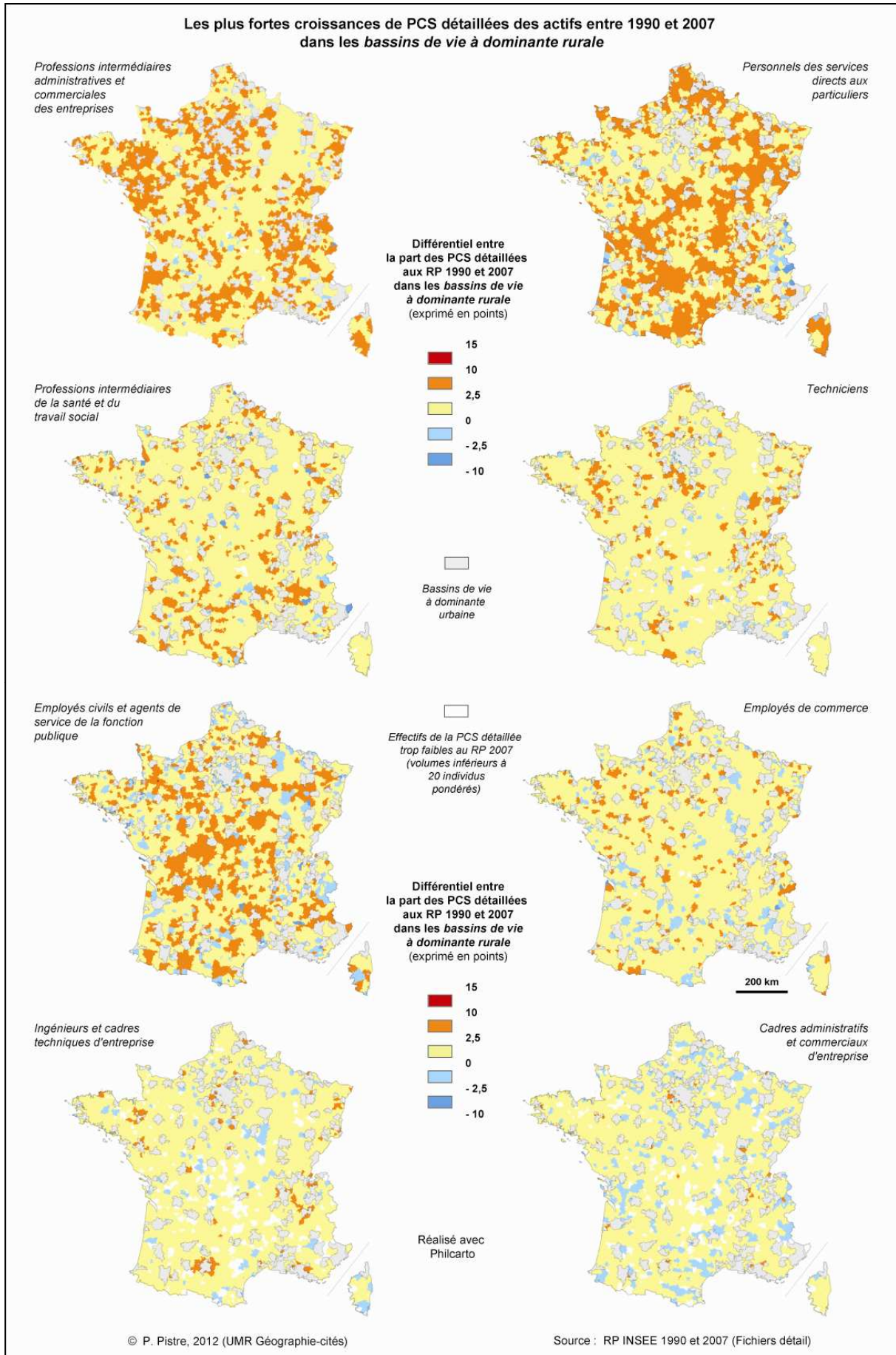
Les professions intermédiaires de la santé et du travail social, les techniciens, et les employés de commerce, présentent aussi des évolutions positives généralisées, avec quelques croissances localisées parmi les plus importantes. Ces PCS ont pour point commun d'avoir surtout progressé dans les périphéries urbaines : en majorité au sud du territoire pour la première, autour de métropoles propices (Paris, Rennes, Toulouse, Lyon, Grenoble) pour les techniciens, et à proximité de pôles intermédiaires du centre et de l'ouest pour les employés de commerce.

La situation des employés civils et agents de service de la fonction publique est ensuite un plus spécifique. Cette PCS donne à voir des croissances relatives nombreuses et importantes, ainsi que des décroissances non négligeables. Les principales augmentations ont eu lieu dans des *bassins de vie à dominante rurale* du centre et du sud du pays, alors que les diminutions ont concerné les périphéries de Paris, de Rennes, de Bordeaux et de Toulouse, des bassins de vie alpins, et aussi celui d'Ajaccio. Une seule explication ne peut être avancée. On peut y voir en partie la conséquence du développement de certains emplois publics depuis les années 1980, notamment municipaux et intercommunaux, et inversement, des stagnations et de moindres croissances en effectifs dans des entités ayant connu des transformations profondes de leur population.

Les dernières PCS analysées font partie des cadres et des professions intellectuelles supérieures. Les ingénieurs et cadres techniques des entreprises et les cadres commerciaux et administratifs des entreprises donnent à voir des croissances généralisées parmi les *bassins de vie à dominante rurale*. Hormis quelques augmentations en périphérie urbaine, ces catégories ne mettent pas en évidence des concentrations de croissance très significatives dans les campagnes françaises ; un constat qui vaut plus globalement par la majorité des groupes sociaux moyens et supérieurs.

En définitive, de grandes tendances structurelles ont été mises à jour par l'étude nationale de l'évolution des compositions socioprofessionnelles des actifs dans les campagnes françaises. La plupart des décroissances et des croissances ont prévalu pour la majorité des campagnes, et peu de concentrations spatiales originales ont été observées. Peu d'indices de gentrification ont de fait été constatés, à l'exception du développement généralisé de certaines catégories sociales intermédiaires et supérieures. L'échelle d'analyse peut être ici en cause. L'étude spécifique des comportements migratoires des groupes socioprofessionnels pourra apporter des précisions, mais une hypothèse paraît déjà confirmée par ces premiers traitements : plus que des processus hyper-spatialisés de gentrification, l'étude comparative nationale des structures sociales des campagnes françaises souligne le caractère potentiellement diffus de telles dynamiques.

Cartes 28. Croissance rurale de PCS des professions intermédiaires, des employés et des cadres



Encadré 36. Évolution locale de la composition socioprofessionnelle des actifs (terrains 1, 2 et 3)

Ce premier encadré de chapitre s'intéresse aux groupes sociaux qui résidaient dans les terrains d'étude au RP 2007, et surtout à leur évolution depuis les années 1980. La nomenclature INSEE des PCS détaillées est la grille d'analyse utilisée (tableau 14). Elle est à manier avec précaution dans des contextes de faible densité, mais elle permet tout de même de dégager plusieurs tendances et profils locaux. Les catégories qui ont connu les plus fortes décroissances et croissances nationales sont-elles identiques à l'échelle des terrains d'étude ? Des spécificités se dessinent-elles dans les transformations locales des structures socioprofessionnelles ?

- Au cœur de la Haute-Provence (terrain 1) :

Encore une fois, les profils et les dynamiques des terrains 1 (n°1) et (n°2) sont très semblables. Nous en voulons pour preuve la hiérarchie identique des PCS les plus représentées au RP 2007, dominée par les employés civils et agents de service de la fonction publique – avec 11,4 et 12,1 % des actifs –, suivis par les personnels des services directs aux particuliers, les ouvriers qualifiés de type artisanal, et les professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises. Du côté des évolutions socioprofessionnelles depuis les années 1980, des décroissances similaires ont été enregistrées pour les artisans, les agriculteurs sur petite exploitation et les ouvriers de type industriel. Des croissances communes ont été ensuite constatées pour les employés de la fonction publique, les professions intermédiaires de la santé et du travail social, et les professions libérales. D'une manière générale, ce premier terrain a été marqué par le déclin de catégories historiques (artisans, ouvriers, agriculteurs), au profit de PCS détaillées intermédiaires et supérieures, ainsi que d'employés de la fonction publique et des services aux particuliers.

- Au nord du Périgord-Limousin (terrain 2) :

En terre limousine, le classement des PCS des actifs les plus représentées révèle plusieurs similitudes, à commencer par la domination des employés civils et agents de service de la fonction publique (10,8 %). On retrouve ensuite les personnels des services directs aux particuliers, suivis par les agriculteurs sur petite exploitation et les ouvriers qualifiés de type industriel.

Sur un plan évolutif, les secteurs agricoles et ouvriers ont connu les baisses les plus importantes, à commencer par les ouvriers non qualifiés de type industriel. Il faut notamment y voir la conséquence de la fermeture d'industries textiles présentes sur la zone dans les années 1980. Indiquons aussi la diminution des professeurs des écoles, instituteurs et assimilés, qui renvoie à la disparition de quelques structures éducatives. Ces décroissances parmi les profils des résidents sont à opposer aux croissances significatives de plusieurs PCS détaillées, et en premier lieu, celle des personnels des services directs aux particuliers. Les employés de la fonction publique, les professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises, et deux PCS plus originales ont aussi progressé. Il s'agit des ouvriers agricoles, qui sont à relier au maintien de l'exploitation forestière et au développement de petits projets agricoles, et des chauffeurs, pour lesquels la position centrale de ce terrain a pu être jugée propice à une installation résidentielle.

- Au sommet du Haut-Languedoc (terrain 3) :

La hiérarchie structurelle des catégories socioprofessionnelles du terrain 3, au RP 2007, est encore dominée par les employés civils et agents de service de la fonction publique (11,5 %). Les agriculteurs sur petite exploitation apparaissent ensuite bien représentés, avec 8,8 % des actifs, et les premières places du classement sont complétées par les commerçants et assimilés, les ouvriers qualifiés de type artisanal et les professions intermédiaires de la fonction publique.

Du côté des évolutions des PCS détaillées depuis les années 1980, ce troisième terrain présente quelques tendances communes avec les contextes locaux précédents. Les décroissances les plus marquées ont touché les ouvriers non qualifiés de type industriel et les artisans ; à l'inverse, des croissances significatives ont concerné les employés publics, les personnels des services directs aux particuliers et les professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises. Ce terrain 3 se démarque tout de même par la progression des employés de commerce, des ouvriers qualifiés de type industriel et des agriculteurs sur petite exploitation. On retrouve ici les signes du maintien des exploitations agricoles, par l'implication notamment de néoruraux, et du développement sur place d'une production industrielle de valorisation des ressources en eau.

Tableau 14. Croissance locale des personnels de services aux particuliers et des employés publics

Évolution de la composition socioprofessionnelle détaillée des actifs dans les terrains d'étude (RP 1990-2007)

PCS détaillées des actifs	Ev 1990-2007 (pts) / (PCS 07 (%)) *	Terrain 1 (n°1) : C. C. de Haute-Provence	Terrain 1 (n°2) : C. C. de Forcalquier Montagne de Lure	Terrain 2 : C. C. de Bandiat Tardoire Avenir	Terrain 3 : C. C. de la Montagne du Haut-Languedoc**
Les cinq plus fortes croissances					
Employés civils et agents de service de la fonction publique		+ 2,6 (11,4)	+ 1,4 (12,1)	+ 2,0 (10,8)	+ 2,7 (11,5)
Techniciens		+ 1,8 (4,5)			
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus		+ 1,8 (2,0)			
Professions intermédiaires de la santé et du travail social		+ 1,8 (5,7)	+ 1,2 (5,8)		
Professions libérales		+ 1,7 (2,3)	+ 1,1 (2,1)		
Personnels des services directs aux particuliers		+ 1,7 (7,6)	+ 1,5 (7,5)	+ 5,8 (9,5)	+ 3,1 (6,4)
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises			+ 2,4 (5,8)	+ 3,2 (4,9)	+ 2,7 (4,3)
Chauffeurs				+ 2,1 (3,7)	
Ouvriers agricoles				+ 2,9 (4,3)	
Employés de commerce					+ 3,6 (4,0)
Ouvriers qualifiés de type industriel					+ 3,5 (6,8)
Agriculteurs sur petite exploitation					+ 3,1 (8,8)
Les cinq plus fortes décroissances					
Artisans		- 4,9 (5,7)	- 2,7 (5,3)		- 3,4 (5,6)
Agriculteurs sur petite exploitation		- 2,0 (4,1)	- 1,6 (3,8)	- 0,8 (7,7)	
Ouvriers qualifiés de type industriel		- 1,6 (2,0)	- 1,3 (2,8)	- 0,6 (7,5)	
Ouvriers qualifiés de type artisanal		- 1,5 (6,7)			- 1,0 (7,5)
Ouvriers non qualifiés de type industriel		- 1,3 (3,2)		- 9,9 (6,4)	- 7,1 (6,3)
Commerçants et assimilés			- 1,5 (4,7)		
Employés administratifs d'entreprise			- 1,4 (3,8)		- 0,1 (4,4)
Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés				- 0,7 (1,5)	
Contremaîtres, agents de maîtrise				- 0,4 (1,6)	

* Les premiers résultats en gras correspondent à la différence des parts de chacune des PCS détaillées parmi les actifs aux RP 1990 et 2007.

Les résultats sont exprimés en points. Les données qui suivent entre parenthèses sont égales à la part de chacune des PCS détaillées au RP 2007.

** Pour le terrain 3, seules quatre PCS détaillées ont présenté des évolutions négatives et significatives (plus de 20 individus pondérés enregistrés au RP 2007).

Source : RP INSEE 1990 et 2007 (Fichiers détail)

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

b) Progression généralisée et différenciée des revenus en France rurale

L'étude des revenus des ménages est une autre manière d'appréhender les structures sociales des populations notamment rurales et la possible existence de formes de gentrification. L. Davezies (2008) et M. Talandier (2007, 2008) ont fait de la diversité des revenus (salaires, allocations, remboursements sociaux, pensions de retraite) le cœur de leur étude des dynamiques territoriales françaises sous l'angle de l'économie résidentielle. Philippe Waniez (2009) a souligné les potentiels offerts par l'exploitation de données issues de l'impôt sur le revenu, pour mener des analyses spatiales fines et nationales. En outre, une récente étude INSEE constatait : « Dans l'espace rural, le nombre de ménages et les revenus augmentent plus vite que dans l'espace urbain. [...] En effet, des ménages d'actifs plus aisés que les résidents ruraux de 2002 ont quitté les grandes agglomérations pour s'installer dans ces zones rurales où la pression foncière est moins forte. » (Aerts *et al.*, 2010). Ces différents constats et ces pistes de recherche autour des revenus ont incité à mener quelques analyses pour les campagnes françaises. L'objectif est d'étudier l'évolution générale des revenus moyens imposables puis déclarés au titre de l'impôt sur le revenu, entre les années 1990 et 2000. Il s'agit avant tout de mettre à jour des tendances hétérogènes parmi les entités rurales, dont de probables effets d'embourgeoisement qui peuvent être liés à des dynamiques structurelles comme migratoires.

Le tableau 15 propose plusieurs résultats statistiques sur les revenus des foyers fiscaux dans les campagnes françaises, et essentiellement sur leur évolution entre 1996 et 2008. Malgré le recours imposé à deux indicateurs distincts — la raison est explicitée en bas du document —, il permet de faire un état des lieux national des ressources économiques moyennes des résidents ruraux. Cette analyse des revenus imposables puis déclarés est menée à travers trois périodes temporelles (1996-2000, 2000-2004, 2006-2008). Les résultats sont enfin confrontés aux évolutions migratoires récentes, par le calcul de corrélations statistiques : Les bassins de vie les plus attractifs ont-ils parallèlement connu les croissances des revenus les plus importantes ?

Le premier indicateur donne un aperçu des revenus moyens déclarés par les foyers fiscaux — imposables et non imposables — au titre de l'impôt sur le revenu 2008. Indiquons tout d'abord que le résultat des *bassins de vie à dominante urbaine* était de 23 276 euros. Il n'était que de 21 120 euros pour les *bassins de vie à dominante rurale*, ce qui atteste de revenus structurellement inférieurs. Parmi les campagnes françaises, les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées* présentent le montant le plus élevé. Elles sont suivies par les *campagnes résidentielles — à économie touristique et montagnarde puis attractives et touristiques* — et les *campagnes en voie de périurbanisation*. Les *campagnes productives* donnent à voir les revenus moyens les plus faibles en 2008. Ces premiers résultats soulignent la supériorité des ressources économiques dans les entités périurbaines et touristiques/résidentielles, par rapport aux campagnes du centre et du nord-est du pays.

L'évolution des revenus moyens annuels depuis 1996 confirme-elle ces constats récents ? Les différentes périodes d'étude font apparaître des résultats — et indirectement des dynamiques — différenciés parmi les différentes campagnes françaises. La fin des années 1990 a été marquée par la croissance la plus forte des revenus dans les proches périphéries urbaines, et les *campagnes résidentielles*. Ces dernières ont encore enregistré une progression des revenus supérieure à la moyenne des *bassins de vie à dominante rurale* au cours des années 2000-2004. Ce fut également le cas des *campagnes des villes en voie de périurbanisation* et des *campagnes productives vieilles et agricoles*, qui présentent ici la plus forte croissance moyenne de la période d'étude (+ 3,66 %). Enfin, l'intervalle 2006-2008 donnent à voir des tendances toujours supérieures dans les périphéries urbaines lointaines et les *campagnes résidentielles* spécialisées dans les activités touristiques, et le maintien des croissances de revenus au sein des *campagnes productives vieilles et agricoles*.

Ces résultats soulignent ainsi les fortes croissances de revenu dans les *campagnes des villes*, qui se sont déplacées depuis 2000 vers celles *en voie de périurbanisation*. Ils révèlent le renforcement des ressources économiques des habitants parmi les *campagnes résidentielles*, et enfin, des progressions significatives au sein des *campagnes productives vieilles et agricoles* pendant la décennie 2000.

Plusieurs facteurs expliquent les croissances spatiales différenciées des revenus moyens : la revalorisation de revenus (salaires, pensions de retraite, allocations) centraux pour les économies locales, l'évolution naturelle des populations comme le décès de personnes âgées à faibles revenus, l'installation de ménages plus aisés que les résidents, ou des dynamiques conjoncturelles (nationales, internationales) influençant de manière hétérogène les territoires.

Nous analysons ici essentiellement la relation entre croissance des revenus et apports migratoires dans les types de campagnes. Si le lien statistique est peu (ou pas) avéré pour la période 2006-2008, il est majoritairement significatif pour l'intervalle précédent (2000-2004). La relation est positive et élevée pour l'ensemble des *bassins de vie à dominante rurale*, et en particulier pour les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées* : la croissance moyenne des revenus y apparaît largement corrélée aux progressions migratoires. Les résultats sont moins probants pour les autres campagnes françaises, mais suffisamment pour affirmer qu'il existe une relation positive entre croissance des revenus et installations résidentielles dans des entités rurales variées.

Tableau 15. Les fortes croissances des revenus ont concerné des campagnes variées entre 1996 et 2008

Évolution des revenus moyens imposables ou déclarés au titre de l'impôt sur le revenu dans les campagnes françaises (1996-2008)

Indicateurs statistiques	Années	Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante rurale
		les plus proches et les plus aisées	... en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieilles et agricoles	... attractives et touristiques	... à économie touristique et montagnarde	
Revenu net moyen déclaré des foyers fiscaux* 2008 (Impôt sur le revenu, en euros)		25 376	20 569	19 928	18 244	20 918	24 086	21 120
Évolution moyenne annuelle du revenu net moyen déclaré* 2006-2008 (Impôt sur le revenu, en %)		+ 3,13	+ 3,43	+ 3,05	+ 3,12	+ 2,78	+ 3,55	+ 3,17
Évolution moyenne annuelle du revenu net imposable* 2000-2004 (Impôt sur le revenu, en %)		+ 3,04	+ 3,50	+ 2,86	+ 3,66	+ 3,47	+ 3,72	+ 3,29
Évolution moyenne annuelle du revenu net imposable* 1996-2000 (Impôt sur le revenu, en %)		+ 3,00	+ 2,55	+ 2,18	+ 2,39	+ 2,72	+ 2,94	+ 2,60
Étude des corrélations statistiques entre l'évolution migratoire moyenne annuelle (1999-2007) et l'évolution moyenne annuelle du revenu net moyen déclaré (2006-2008)**		0,12 *	n.s	n.s	n.s	n.s	- 0,28 *	0,05 *
Étude des corrélations statistiques entre l'évolution migratoire moyenne annuelle (1999-2007) et l'évolution moyenne annuelle du revenu net imposable (2000-2004)**		0,39 ***	0,15 **	0,19 **	0,10 *	n.s	0,30 *	0,27 ***

* Suite à une modification du calcul du revenu imposable à partir de 2006 (suppression de l'abattement de 20 %), deux indicateurs distincts sont disponibles pour étudier les évolutions des revenus des foyers fiscaux : le revenu net imposable (avant 2006) et le revenu net déclaré (après 2006). Ces deux indicateurs ne sont pas directement comparables en volume net. Par ailleurs, l'ensemble des calculs ici présentés prennent en compte à la fois les revenus des foyers fiscaux imposables et non imposables.

** Les résultats correspondent ici à des coefficients de corrélation de Pearson et la significativité des relations est indiquée comme suivant : n.s = < 0,1 ; * = < 0,01 ; ** = < 0,001 ; *** = < 0,0001.

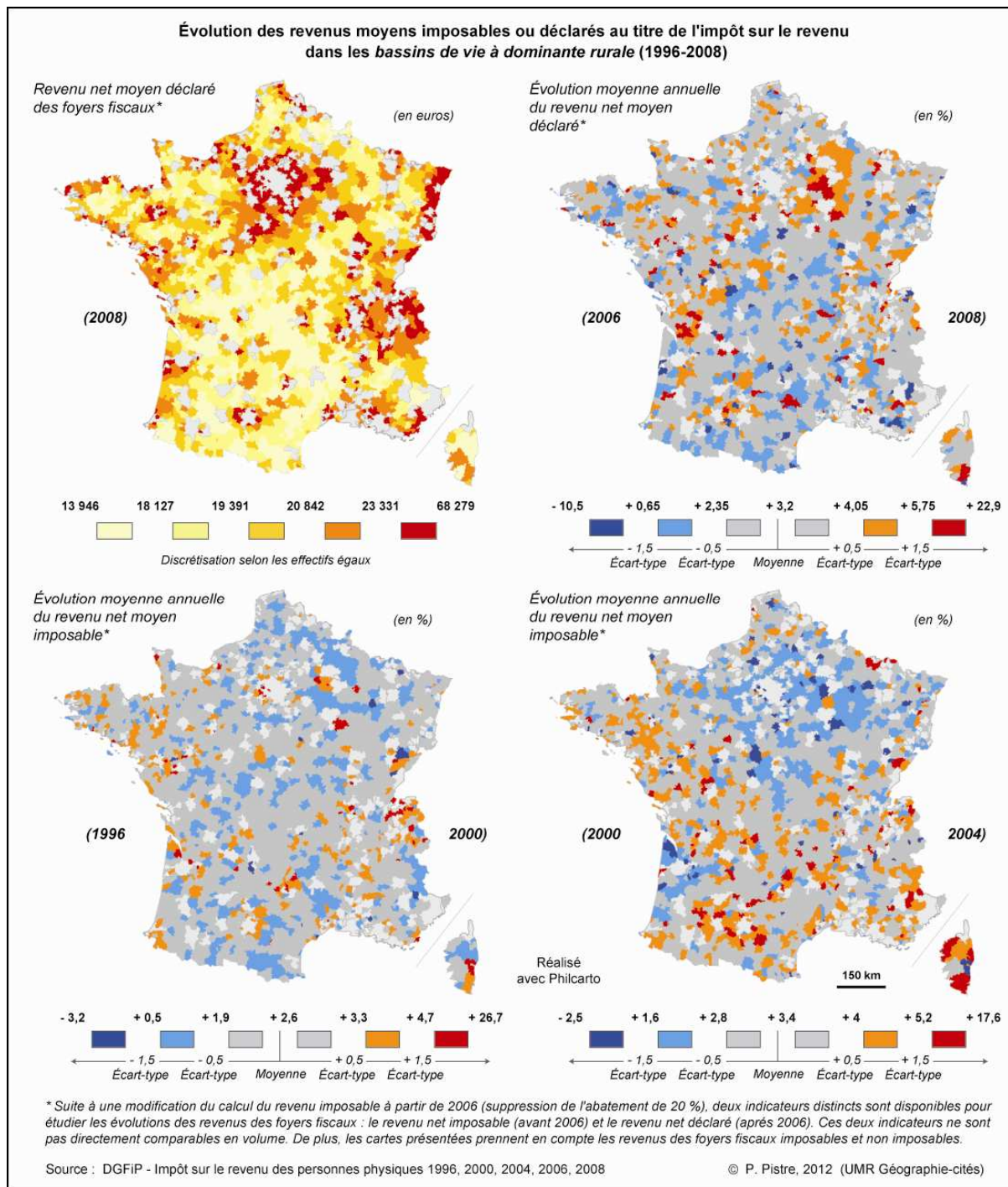
Source : DGFIP - Impôt sur le revenu des personnes physiques 1996, 2000, 2004, 2006, 2008

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

Les résultats présentés dans la planche des cartes 29 permettent d'affiner l'étude nationale des croissances de revenus, parmi les *bassins de vie à dominante rurale*, entre 1996 et 2008. Les indicateurs cartographiés sont identiques aux quatre premiers du tableau 15, à commencer par le revenu net moyen déclaré par les foyers fiscaux en 2008. La représentation des ressources économiques moyennes confirme déjà la hiérarchie précédemment mise à jour. Les proches périphéries des principales agglomérations (Paris, Lille, Strasbourg, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Rennes) présentent les revenus les plus élevés ; ceux-ci décroissent ensuite avec l'éloignement kilométrique de ces grands centres urbains. Quelques effets régionaux apparaissent également. La Bassin parisien, notamment au sud, l'Alsace, le nord de Rhône-Alpes, et les pourtours méditerranéen et atlantique, se distinguent par des revenus moyens déclarés souvent supérieurs à la classe médiane (19 391-20 842 euros).

En outre, la planche des cartes 29 permet d'approfondir l'étude spatiale de la croissance des revenus au cours des années 1990 et 2000. Le mode de représentation met ici en valeur les évolutions extrêmes — négatives et positives, par rapport aux dynamiques moyennes nationales —, pour identifier des concentrations significatives. Si nous nous en tenons aux progressions les plus importantes, leur intensité et leur géographie varient entre 1996-2000, 2000-2004 et 2006-2008. Les croissances extrêmes à la fin des années 1990 ont été les moins nombreuses. Elles se dispersent du nord-ouest au sud-est, en passant par le massif alpin, la périphérie ouest parisienne, et des bassins de vie de la côte atlantique. Les disparités spatiales au début de la décennie 2000 ont été beaucoup plus tranchées. On peut distinguer une nette opposition entre le Bassin parisien qui a connu de faibles croissances, et un nombre conséquent de campagnes de l'Ouest et du Sud, intérieures et des arrière-pays maritimes, qui ont enregistré des fortes progressions de leur revenu moyen. Une relation avec les migrations déjà observées ne fait ici guère de doute ; les explications sont par contre moins évidentes pour les augmentations rurales de la période 2006-2008. Elles sont plus éparpillées, et en particulier à l'ouest et au nord du pays. Une bonne partie de la région Champagne-Ardenne se distingue en particulier.

Cartes 29. Forte progression des revenus dans les campagnes de l'Ouest et du Sud entre 2000 et 2004



Encadré 37. Évolution locale des revenus moyens des foyers fiscaux depuis 1996 (terrains 1, 2 et 3)

« Quant à la Haute-Provence, la Haute-Provence va rester exactement ce qu'elle est. Un pays pauvre qui restera pauvre avec les qualités des pauvres. Je ne crois pas que ce pays puisse jamais devenir riche, jamais. La terre ne convient pas, le caractère des gens n'est pas communicatif, je ne crois pas que les industries amènent beaucoup de gens à leur moulin. Ils auront peut être pour eux quelques jeunes gens qui font leur compte ensuite et retourneront je crois [...] C'est un pays qui résiste à la civilisation de l'argent parce que, je crois, une longue habitude de la pauvreté leur a donné la certitude que leurs joies étaient gratuites. »

(Giono, 1993, p. 70. Texte de 1961)

La Haute-Provence est-elle restée aussi pauvre que J. Giono pouvait le prédire au début des années 1960 ? N'a-t-elle pas plutôt succombé à la « civilisation de l'argent », ce qui serait allé de pair avec le développement de son attractivité résidentielle ? Peut-on plus modestement identifier des croissances significatives et récentes des revenus moyens en Haute-Provence, au nord du Périgord-Limousin et au sommet de la Montagne du Haut-Languedoc ?

À partir des résultats présentés dans le tableau 16, l'objectif de cet encadré est d'évaluer les revenus moyens des foyers fiscaux des terrains d'étude, et l'intensité des croissances depuis 1996. Le premier indicateur donne un aperçu structurel et local des ressources économiques des résidents en 2008. Les deux communautés de communes provençales (terrains 1 (n°1) et (n°2)) présentent des revenus moyens quasi-égaux, proches de 20 000 euros, qui les positionnent parmi la classe médiane des résultats nationaux (cartes 29). Les terrains 2 et 3 donnent à voir des revenus moyens bien inférieurs, avec respectivement 16 221 et 15 466 euros : ces deux cas locaux font partie des territoires les plus « pauvres » à l'échelle des bassins de vie à dominante rurale. Parmi les terrains d'étude, les écarts structurels de revenus sont ainsi importants. Ils sont liés aux attractivités migratoires qui ont été plus ou moins anciennes, et aux structures initiales et actuelles de population et d'activités économiques.

L'étude évolutive des croissances des revenus moyens des foyers fiscaux appelle des constats supplémentaires. Pendant les années 1990 et 2000, chacun des terrains d'étude a atteint son maximum de croissance à des périodes différentes. Dans les terrains 1 (n°1) et (n°2), les augmentations ont été dans l'ensemble élevées – comparativement aux résultats nationaux présentés dans le tableau 15 ; ce fut le cas pour la c. c. de Haute-Provence entre 2000 et 2004, et la c. c. de Forcalquier Montagne de Lure entre 2006 et 2008.

En ce qui concerne les terrains 2 et 3, les croissances ont été inférieures aux dynamiques moyennes des revenus dans les bassins de vie à dominante rurale, entre 1996 et 2000. Par contre, ces territoires ruraux du sud et du centre du pays ont connu de mêmes progressions significatives au cours des années 2000 ; elles l'ont été en particulier pour la période 2000-2004.

Pour ces deux terrains d'étude — qui ont surtout enregistré des soldes migratoires positifs entre 1999 et 2007 — le niveau récent de croissance des revenus moyens accrédite l'idée d'installations marquantes de la part de ménages plus aisés que les populations locales. Du côté de la Haute-Provence, la relation est moins évidente. L'attractivité migratoire a été plus ancienne et continue jusqu'à la fin des années 2000. Pourtant, la croissance des revenus a été irrégulière pendant les décennies 1990 et 2000, et entre les deux terrains d'étude voisins.

Tableau 16. Croissances locales importantes et généralisées des revenus entre 2000 et 2004

Évolution des revenus moyens imposables ou déclarés au titre de l'impôt sur le revenu dans les terrains d'étude

Indicateurs statistiques	Terrain 1 (n°1) : C. C. de Haute-Provence	Terrain 1 (n°2) : C. C. de Forcalquier Montagne de Lure	Terrain 2 : C. C. de Bandiat Tardoire Avenir	Terrain 3 : C. C. de la Montagne du Haut-Languedoc
Revenu net moyen déclaré des foyers fiscaux en 2008* (Impôt sur le revenu, en euros)	19 913	19 821	16 221	15 466
Évolution moyenne annuelle du revenu net moyen déclaré entre 2006 et 2008* (Impôt sur le revenu, en %)	+ 1,02	+ 4,34	+ 3,61	+ 3,12
Évolution moyenne annuelle du revenu net imposable entre 2000 et 2004* (Impôt sur le revenu, en %)	+ 3,54	+ 2,60	+ 3,95	+ 4,64
Évolution moyenne annuelle du revenu net imposable entre 1996 et 2000* (Impôt sur le revenu, en %)	+ 2,12	+ 3,60	+ 2,50	+ 0,91

* Suite à une modification du calcul du revenu imposable à partir de 2006 (suppression de l'abattement de 20 %), deux indicateurs distincts sont disponibles pour étudier les évolutions des revenus des foyers fiscaux : le revenu net imposable (avant 2006) et le revenu net déclaré (après 2006). Ces deux indicateurs ne sont pas directement comparables en volume net. Par ailleurs, les calculs ici présentés prennent en compte à la fois les revenus des foyers fiscaux imposables et non imposables.

Source : DGFIP - Impôt sur le revenu des personnes physiques 1996, 2000, 2004, 2006, 2008

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

2) Migrations et recomposition sociale des populations rurales

L'analyse des évolutions des structures sociales des campagnes françaises, depuis les années 1980-1990, a mis en évidence quelques grandes tendances nationales : le déclin de catégories historiques, la progression de groupes moyens et supérieurs, la croissance continue et néanmoins différenciée des revenus moyens. L'objectif de cette deuxième partie est d'approfondir l'étude des recompositions socioprofessionnelles des actifs qui résident dans les différents types de campagnes françaises. La nomenclature INSEE des PCS détaillées reste la grille d'analyse, mais seuls les profils sociaux des migrants et les déplacements résidentiels des années 2000 sont étudiés. Il s'agit d'identifier les groupes socioprofessionnels qui, par des migrations de proximité ou de longue distance, ont été les plus influents dans les transformations des structures sociales rurales. De plus, l'analyse de la composition sociale des arrivées, puis celle des départs des différentes campagnes françaises, doit permettre de révéler des processus de concentration ou de diffusion de profils sociaux particulièrement importants.

a) Des installations socialement marquées dans les campagnes françaises

Quelles catégories d'actifs ont été les plus représentées dans les installations résidentielles enregistrées au RP 2007 par les différentes campagnes françaises ? Les traitements réalisés pour répondre à cette question se sont appuyés sur la proportion des PCS détaillées parmi l'ensemble des nouveaux arrivants. Ces taux de migrants ont été ensuite comparés à ce que représente chaque catégorie socioprofessionnelle dans les structures sociales des entités rurales. En définitive, les indices statistiques obtenus — et présentés dans le tableau 17 et les cartes 30 — permettent d'évaluer le poids des migrants des PCS détaillées dans la recomposition sociale des campagnes françaises : plus les résultats sont supérieurs à 1, plus l'importance d'une catégorie est significative au regard de sa représentation dans la composition rurale.

L'analyse rapide du classement des PCS détaillées, qui se dégage pour les *bassins de vie à dominante rurale*, souligne déjà des résultats d'indice bien plus élevés pour les catégories des migrations de longue distance. Ces apports migratoires paraissent ainsi plus à même de modifier en profondeur les structures sociales préexistantes. À l'inverse, les PCS détaillées des migrations de proximité affichent des résultats inférieurs. Ce constat laisse présager d'influences plus marginales sur les compositions socioprofessionnelles rurales.

L'étude des premières PCS détaillées pour les migrations proches n'en reste pas moins instructive. On retrouve ici plusieurs des catégories socioprofessionnelles d'actifs qui ont progressé de manière significative dans les structures rurales depuis les années 1980 (tableau 13, p. 199) : les employés de commerce, les professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises, ou les professions intermédiaires de la santé et du travail social. Celles-ci présentent des indices assez comparables pour l'ensemble des campagnes françaises ; cette observation tend ainsi à montrer leur diffusion sur l'ensemble du territoire.

Les résultats des PCS suivantes — techniciens, professeurs des écoles, instituteurs et assimilés, ou ouvriers qualifiés de type artisanal — sont peu supérieurs à 1. Ainsi, ils diffèrent peu du poids de ces catégories dans les structures sociales générales des campagnes françaises. Indiquons enfin que les PCS détaillées en moyenne les plus représentées dans les migrations de proximité vers les campagnes ne sont pas ici indiquées. Il s'agit des employés civils et agents de service de la fonction publique (8,7 %), des ouvriers non qualifiés de type industriel (7,9 %), et des professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises (7,6 %).

Les profils d'actifs, qui apparaissent dans le classement établi à partir des déplacements de longue distance, sont tout autre. À l'exception des policiers et militaires, ils font partie des cadres et professions intellectuelles supérieures — de la fonction publique, du monde de l'entreprise, de l'information, des arts et des spectacles, de la sphère scientifique — et des professions intermédiaires — de l'éducation, de l'entreprise, de la santé et du travail social. Ces PCS détaillées ont plusieurs autres points communs. Elles représentent en général de faibles proportions des populations actives rurales, ce qui rend d'autant plus significatives les migrations récentes. Elles concernent des métiers où les mobilités professionnelles sont fréquentes et souvent lointaines. De plus, certaines de ces catégories donnent à voir des indices élevés et homogènes dans une large majorité des campagnes françaises (policiers et militaires, ingénieurs et cadres techniques d'entreprise, cadres administratifs et commerciaux d'entreprise).

D'autres PCS présentent des destinations rurales plus spécifiques. En relatif, les cadres de la fonction publique ont été nombreux à s'installer dans les *campagnes en voie de périurbanisation*, et les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*. Des individus des professions de l'information, des arts et des spectacles ont eux rejoint les *campagnes productives vieilles et agricoles*. Signalons enfin qu'en taux des migrants plusieurs PCS des employés occupent les premières places derrière les professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.

Tableau 17. Influence supérieure des migrations de longue distance sur les structures sociales rurales

PCS détaillées les plus significatives dans les migrations proches et lointaines des actifs vers les campagnes françaises*

PCS détaillées des actifs (31 postes)	MIG2007/PCS2007 (Ind.) / (PCSMIG07 (%)) *		Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante rurale
	les plus proches et les plus aisés	... en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieilles et agricoles	attractives et touristiques	... à économie touristique et montagnarde			
Migrations de proximité									
Employés de commerce	1,3 (6,0)	1,4 (6,4)	1,3 (6,5)	1,4 (5,9)	1,2 (6,8)	1,1 (7,1)	1,3 (6,3)		
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	1,2 (10,2)	1,1 (6,6)	1,2 (6,4)	1,2 (5,6)	1,2 (8,0)	1,1 (6,9)	1,3 (7,6)		
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	1,1 (5,2)	1,1 (4,5)	1,2 (4,8)	1,2 (5,0)	1,1 (5,6)	1,2 (4,9)	1,2 (5,0)		
Techniciens	1,1 (5,6)	1,1 (4,1)	1,1 (4,1)	1,1 (2,9)	1,1 (3,2)	1,1 (3,3)	1,1 (4,3)		
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	1,1 (2,0)	1,2 (2,1)	1,1 (2,3)	1,2 (1,7)	1,1 (1,3)	1,2 (3,1)	1,1 (2,0)		
Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	1,1 (3,6)	1,0 (3,2)	1,2 (3,6)	1,2 (3,5)	1,1 (3,9)	1,2 (8,7)	1,1 (3,6)		
Chauffeurs	1,1 (2,8)	1,2 (3,7)	1,1 (3,4)	1,1 (3,4)	1,1 (2,5)	1,1 (2,2)	1,1 (3,2)		
Employés administratifs d'entreprise	1,1 (8,0)	1,1 (6,4)	1,1 (6,4)	1,1 (5,9)	1,1 (7,1)	1,2 (7,7)	1,1 (6,9)		
Ouvriers qualifiés de type artisanal	1,0 (5,7)	1,2 (7,8)	1,1 (7,8)	1,2 (7,9)	1,1 (7,6)	0,9 (5,7)	1,1 (6,9)		
Policiers et militaires	1,1 (2,1)	0,9 (1,7)	1,1 (1,7)	1,1 (2,3)	1,0 (2,3)	0,9 (2,2)	1,1 (2,0)		
Migrations de longue distance									
Policiers et militaires	2,3 (4,3)	3,0 (5,4)	3,0 (6,3)	2,7 (3,8)	2,0 (4,6)	2,1 (5,0)	2,6 (5,0)		
Cadres de la fonction publique	1,5 (1,8)	2,3 (2,1)	2,2 (1,9)	1,9 (1,5)	1,7 (2,1)	1,7 (1,8)	1,9 (1,9)		
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	1,8 (7,7)	2,0 (4,1)	2,1 (3,9)	2,0 (2,4)	1,8 (3,0)	1,2 (1,9)	1,9 (4,5)		
Professions de l'information, des arts et du spectacle	1,5 (1,0)	1,8 (1,0)	1,9 (0,9)	2,2 (1,4)	1,4 (1,3)	0,9 (0,6)	1,7 (1,0)		
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	1,6 (5,8)	1,7 (3,1)	1,8 (2,8)	1,7 (2,1)	1,6 (3,3)	1,3 (2,8)	1,7 (3,6)		
Professeurs, professions scientifiques	1,4 (2,9)	1,6 (2,6)	1,7 (3,0)	1,6 (2,4)	1,4 (3,0)	1,5 (2,5)	1,6 (2,8)		
Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	1,2 (4,1)	1,5 (4,6)	1,5 (4,7)	1,7 (4,9)	1,4 (4,8)	0,9 (6,4)	1,4 (4,6)		
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	1,2 (10,9)	1,4 (8,5)	1,4 (7,6)	1,5 (7,1)	1,4 (9,1)	1,1 (7,3)	1,4 (8,7)		
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	1,2 (5,3)	1,3 (5,5)	1,3 (5,2)	1,3 (5,6)	1,1 (5,6)	1,5 (6,4)	1,3 (5,4)		
Commerçants et assimilés	1,0 (2,1)	1,3 (3,1)	1,3 (3,0)	1,5 (4,8)	1,1 (5,0)	1,0 (6,2)	1,2 (3,4)		

* Les résultats en gras correspondent à un indice statistique construit à partir des parts des PCS détaillées parmi les migrants récents (RP 2007) et des parts des PCS détaillées au RP 2007. L'indice construit permet d'analyser la chose suivante : si les résultats sont supérieurs à 1, cela signifie que la prégnance d'une PCS détaillée parmi les migrants récents est supérieure à ce qu'elle représente dans les structures socioprofessionnelles générales. Plus les résultats sont supérieurs à 1, plus l'importance relative d'une PCS est significative. Afin d'identifier les PCS qui ont eu le rôle le plus important dans les modifications récentes des structures socioprofessionnelles, seules ont été conservées les dix premières PCS avec des résultats supérieurs à 1 pour les bassins de vie à dominante rurale. Les résultats entre parenthèses correspondent aux pourcentages de chacune des PCS détaillées parmi les migrants, enregistrés au RP 2007. Enfin, les analyses ont été réalisées de manière distincte pour les migrations de proximité (même département) et de longue distance (au-delà de l'ancien département de résidence).

Sur la base des résultats présentés dans le tableau 17, les PCS détaillées les plus significatives — parmi les migrations de proximité et de longue distance — ont été sélectionnées, afin de cartographier leurs dynamiques à l'échelle nationale (cartes 30). Peut-on observer des logiques spatiales et régionales dans la répartition géographique des surreprésentations migratoires de certaines catégories sociales au sein des *bassins de vie à dominante rurale* ?

Les premières cartes représentent les résultats des deux PCS détaillées ayant obtenu les indices moyens les plus élevés (1,3) pour les migrations de proximité : c'est-à-dire les employés de commerce et les professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.

Les tendances nationales sont assez identiques. Elles donnent à voir des taux des migrants en majorité légèrement supérieures aux proportions de ces catégories d'actifs dans les structures sociales rurales. Trois raisons peuvent expliquer ces dynamiques migratoires généralisées : la première correspond à la croissance structurelle des employés de commerce et des professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises parmi les catégories socioprofessionnelles ; la deuxième renvoie aux caractéristiques de ces professions — à la fois peu spécialisées, bien présentes sur l'ensemble du territoire, et pouvant nécessiter des mobilités professionnelles régulières — ; la troisième est une hypothèse, en supposant que des migrations d'ajustement ont été effectuées pour par exemple accéder à la propriété.

Hormis une tendance à la migration de proximité pour ces deux PCS détaillées, peu de leurs résultats d'indice sont vraiment élevés. Quelques valeurs extrêmes apparaissent dans des bassins de vie épars du centre du pays, sans pouvoir en déduire une explication très précise.

Les cartes suivantes concernent les PCS détaillées qui ont obtenu les indices moyens les plus importants pour les migrations de longue distance (de 1,7 à 2,6 ; tableau 17). La catégorie des policiers et militaires présente tout d'abord un profil atypique. Le taux des migrants est le plus souvent très supérieur à la proportion générale dans les structures de population des actifs, et ce, sur l'ensemble du territoire. Le changement régulier de lieu d'affectation, pour les métiers de policiers, de gendarmes, voire de pompiers, explique ce constat général. En outre, ces changements se déroulent en majorité au-delà de l'échelle du département administratif.

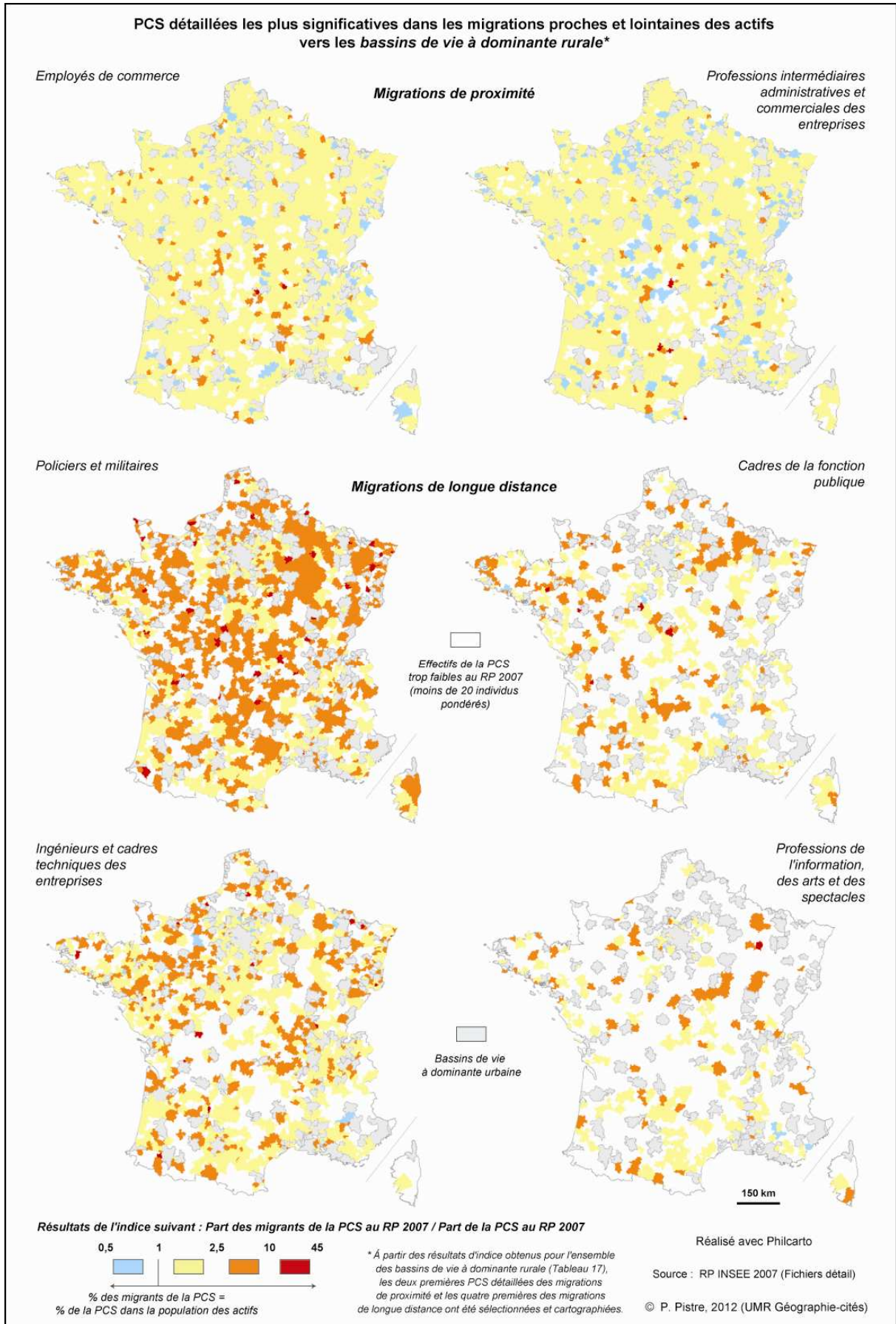
Les trois PCS suivantes ont pour point commun d'appartenir aux cadres et professions intellectuelles supérieures. Les effectifs migrants sont peu élevés, mais leur influence sur la composition socioprofessionnelle locale a été souvent importante : un constat qui semble attester d'une recrudescence des migrations de cadres vers des campagnes françaises variées.

Du côté des cadres de la fonction publique, les résultats d'indice sont les plus forts à l'ouest et au nord-est du territoire. Il est néanmoins difficile d'affirmer que ces régions auraient connu des créations ou des restructurations publiques plus nombreuses que le reste du pays.

En ce qui concerne les ingénieurs et cadres techniques des entreprises, ce sont surtout des processus d'extension périurbaine qui se dégagent. Les marges du Bassin parisien, notamment à l'ouest, les environs de Nancy, de Lyon, de Toulouse, de Bordeaux, du Mans, de Tours ou encore de Rennes, présentent des résultats d'indice parmi les plus élevés. On retrouve certainement ici les effets de l'augmentation des installations lointaines de CPIS par rapport à leur lieu de travail, afin de privilégier — malgré les déplacements quotidiens — un meilleur cadre de vie.

La dernière PCS des professions de l'information, des arts et des spectacles, représente une part encore plus faible des migrations lointaines vers les campagnes françaises, et des structures générales des résidents ruraux. Cependant, elle a connu des progressions significatives au cours des années 2000 dans des bassins de vie variés, notamment situés aux marges du Bassin parisien. Il s'agit d'un autre signe de la croissance des installations de catégories sociales moyennes et supérieures, comprises pour la dernière dans les professions intermédiaires.

Cartes 30. Des arrivées lointaines significatives de la part des cadres et professions intellectuelles

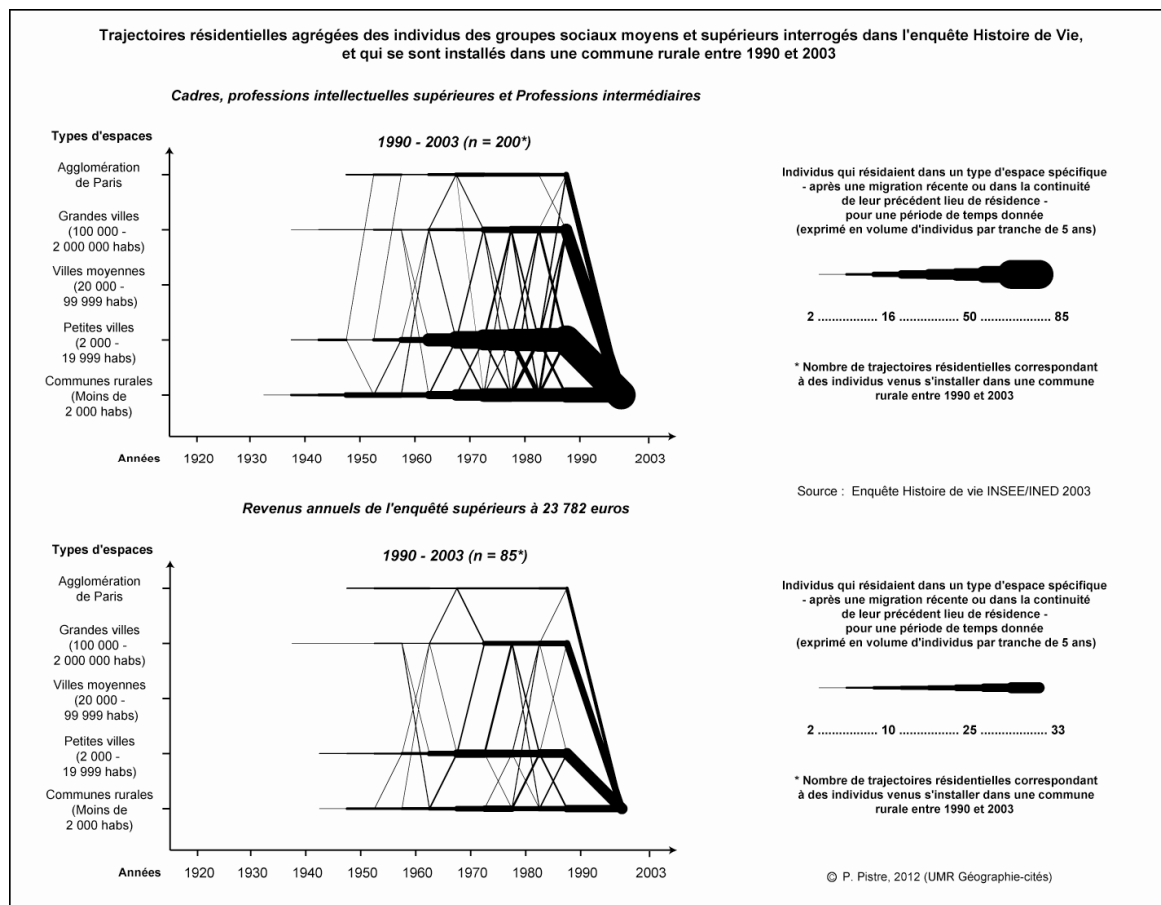


Le constat principal à retenir de l'étude des recompositions des structures sociales des campagnes françaises, par le prisme des installations résidentielles, est sans aucun doute l'importance relative des PCS des cadres et des professions intermédiaires. Les catégories des employés et des ouvriers restent souvent dominantes en proportion générale des migrants — de proximité ou de longue distance —, mais les groupes d'actifs moyens et supérieurs ont apporté le plus de modifications dans la composition des entités rurales au cours des années 2000 : du fait de faibles proportions initiales ou de la croissance du nombre des migrants.

Les figures 43 présentent des résultats spécifiques sur les parcours résidentiels des individus des groupes moyens et supérieurs qui se sont installés dans une commune rurale entre 1990 et 2003. L'étude reproduit un mode de visualisation présenté dans le chapitre 3 (p. 118). Elle est réalisée à partir de l'enquête Histoire de vie (2003), et les figures représentent de manière agrégée les trajectoires résidentielles des cadres et des professions intermédiaires, puis des individus qui faisaient partie des tranches les plus élevées de revenus moyens annuels.

Les deux sélections de groupes sociaux intermédiaires et supérieurs présentent au final des profils assez similaires des parcours résidentiels qui ont conduit à une installation rurale. Comparativement à l'étude générale des nouveaux arrivants (figures 30, p. 119), le passage par des entités urbaines est beaucoup plus fréquent, et les dernières migrations avaient souvent pour origine Paris ou une autre grande agglomération. Ces trajectoires agrégées révèlent également des déplacements nombreux en amont des dernières migrations ; ils se sont notamment déroulés entre les petites et grandes villes, des années 1970 aux années 1990. Cet aparté biographique révèle ainsi le poids des déplacements et des étapes urbaines dans les parcours des individus des catégories moyennes et supérieures qui se sont installés dans une commune rurale.

Figures 43. Parcours fournis et urbains pour les nouveaux ruraux des groupes moyens et supérieurs



b) Des départs socialement marqués des campagnes françaises

Quelles catégories d'actifs ont été les plus représentées parmi les départs résidentiels enregistrés au RP 2007 pour les différents types de campagnes françaises ? En utilisant la même démarche analytique que dans la sous-partie précédente, l'objectif est ici d'identifier les PCS détaillées qui ont quitté de manière significative les entités rurales. Dans l'hypothèse de processus de gentrification en cours, les groupes sociaux inférieurs devraient être surreprésentés, comme les catégories moyennes et supérieures l'ont été parmi les installations récentes.

Le tableau 18 et la planche des cartes 31 apportent différents éléments de réponse, et un constat général s'impose : les PCS détaillées qui ressortent de ces analyses sont globalement similaires à celles mises à jour dans l'étude des arrivées dans les campagnes françaises. Cette observation remet-elle pour autant en cause les précédents commentaires ?

L'analyse des PCS détaillées les plus représentées dans les migrations au départ des différentes campagnes françaises présente en effet un classement équivalent à celui proposé par le tableau 17 (p. 211) (tableau 18). Les hiérarchies sont ressemblantes, pour les migrations de proximité et de longue distance, et les résultats d'indice sont très comparables⁸⁷. Une explication générale peut être avancée : les catégories socioprofessionnelles mises en évidence correspondent surtout à des métiers où les mobilités professionnelles sont fréquentes, proches ou lointaines. Celles-ci sont de fait surreprésentées dans les dynamiques migratoires nationales, en comparaison d'autres PCS détaillées — faiblement ou fortement implantées structurellement — qui se caractérisent par de moindres changements résidentiels.

Du côté des migrations de proximité, ce profil d'actifs concerne les employés de commerce et les professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises, qui apparaissent toujours aux deux premières places pour les *bassins de vie à dominante rurale*. Une originalité vient ensuite, puisque la PCS clergé-religieux bouscule un peu le classement. Sa proportion parmi les migrations de départ est infime (0,1 %), mais l'analyse tend à confirmer les déplacements significatifs et locaux des hommes d'église, pour palier la baisse et le vieillissement des effectifs. Il est d'ailleurs surprenant de constater que leurs départs résidentiels ont été supérieurs dans les campagnes les plus denses (*des villes les plus proches et les plus aisées, attractives et touristiques*). Les autres résultats d'indice des migrations de proximité sont peu élevés et de fait peu significatifs.

En ce qui concerne les migrations de départ et de longue distance, les policiers et militaires restent largement en tête, avec des indices moyens qui dépassent les résultats de leurs installations résidentielles (tableau 17, p. 211). Les départs relatifs ont été particulièrement importants dans les *campagnes productives (vieillies et agricoles et en majorité ouvrières et industrielles)* et les *campagnes des villes en voie de périurbanisation*. Ces mêmes campagnes ont enregistré les départs significatifs de cadres de la fonction publique ; les résultats d'indice sont encore supérieurs à ceux observés pour leurs migrations d'arrivée. On retrouve certainement ici les signes de la fermeture de services publics régaliens dans des campagnes en majorité peu denses.

Les PCS détaillées qui complètent le classement sont globalement identiques à celles constatées pour les installations résidentielles. Les catégories des cadres et professions intellectuelles supérieures restent les plus présentes ; la conclusion d'arrivées significatives d'individus des groupes moyens et supérieurs s'en trouve de fait contestée. Des échecs d'installation peuvent expliquer certains départs, mais nous ferions surtout l'hypothèse suivante : ces catégories sociales, qui sont connues dans les contextes urbains pour changer (plus) fréquemment de résidence, donneraient à voir des pratiques équivalentes dans leurs itinéraires résidentiels ruraux.

⁸⁷ Signalons aussi que les classements, pour les migrations de proximité et de longue distance, qui tiennent seulement compte des parts des PCS détaillées parmi les migrants, sont similaires à ceux observés pour les installations rurales.

La ressemblance des résultats entre arrivées et départs des campagnes françaises a conduit à sélectionner quasiment les mêmes PCS détaillées pour cartographier leurs résultats d'indice dans les *bassins de vie à dominante rurale* (cartes 31). Les géographies nationales observées pour les employés de commerce et les professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises sont très proches de celles commentées pour les installations résidentielles : les dynamiques migratoires positives apparaissent généralisées, et quelques bassins de vie — plus nombreux — du centre et de l'ouest affichent des signes plus importants de départs relatifs.

En outre, les résultats supérieurs d'indice pour les policiers et militaires se concrétisent par des niveaux de départ extrêmes dans certaines localités, du sud-ouest, du centre, et du nord du pays : la fermeture de gendarmeries ou de casernes sont certainement en cause. Du côté des catégories faisant partie des cadres et professions intellectuelles supérieures, les zones de départs significatifs sont nombreuses. Les bassins de vie concernés diffèrent de ceux qui ont enregistré au RP 2007 des arrivées relatives importantes (cartes 30, p. 213) ; elles restent toutefois dispersées à l'échelle nationale. En définitive, des logiques régionales ne se dégagent pas vraiment. Les cartes 31 donnent plutôt à voir une diversité de situations locales, et le poids de catégories socioprofessionnelles mobiles dans les migrations de départ des campagnes françaises.

Tableau 18. Des PCS dominantes à la fois parmi les arrivées et les départs des campagnes françaises

PCS détaillées les plus significatives dans les migrations proches et lointaines des actifs au départ des campagnes françaises*

MIG2007/PCS2007 (Ind.) / (PCSMIG07 (%)) *	Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante rurale
	... les plus proches et les plus aisés	... en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieilles et agricoles	... attractives et touristiques	... à économie touristique et montagnarde	
Départs de proximité							
<i>Employés de commerce</i>	1,4 (6,5)	1,4 (6,6)	1,4 (6,7)	1,5 (6,4)	1,3 (7,2)	1,1 (6,9)	1,4 (6,6)
<i>Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises</i>	1,1 (9,7)	1,2 (7,0)	1,2 (6,6)	1,2 (5,7)	1,2 (7,8)	1,1 (7,4)	1,2 (7,4)
<i>Clergé, religieux</i>	1,3 (0,1)	1,0 (0,1)	1,0 (0,1)	1,1 (0,1)	1,7 (0,1)		1,2 (0,1)
<i>Professions intermédiaires de la santé et du travail social</i>	1,1 (4,9)	1,1 (4,7)	1,2 (4,8)	1,2 (5,0)	1,2 (5,7)	1,2 (5,0)	1,1 (4,9)
<i>Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport</i>	1,1 (2,1)	1,1 (2,0)	1,1 (2,3)	1,2 (1,6)	1,2 (1,4)	1,0 (2,7)	1,1 (2,0)
<i>Ouvriers qualifiés de type artisanal</i>	1,1 (6,2)	1,2 (7,6)	1,1 (6,9)	1,2 (7,9)	1,1 (7,9)	1,0 (5,9)	1,1 (7,1)
<i>Techniciens</i>	1,1 (5,4)	1,1 (4,2)	1,1 (4,1)	1,2 (3,1)	1,1 (3,1)	1,3 (3,8)	1,1 (4,2)
<i>Employés administratifs des entreprises</i>	1,1 (8,0)	1,1 (6,7)	1,1 (6,5)	1,2 (6,0)	1,1 (7,2)	1,2 (7,5)	1,1 (6,9)
<i>Chauffeurs</i>	1,1 (2,8)	1,1 (3,5)	1,1 (3,2)	1,1 (3,3)	1,1 (2,6)	1,1 (2,1)	1,1 (3,1)
<i>Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés</i>	1,1 (3,4)	1,1 (3,4)	1,1 (3,6)	1,1 (3,3)	1,1 (3,8)	1,1 (8,1)	1,1 (3,5)
Départs de longue distance							
<i>Policiers et militaires</i>	2,7 (5,1)	3,3 (6,0)	3,3 (6,7)	3,8 (5,4)	2,8 (6,4)	2,0 (4,8)	3,1 (6,0)
<i>Cadres de la fonction publique</i>	1,7 (2,0)	2,4 (2,2)	2,3 (1,9)	2,1 (1,7)	2,0 (2,5)	1,9 (1,9)	2,1 (2,0)
<i>Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise</i>	1,4 (6,4)	2,1 (4,3)	2,3 (4,2)	2,5 (3,0)	2,2 (3,7)	1,8 (3,0)	1,9 (4,5)
<i>Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise</i>	1,4 (5,1)	1,7 (3,1)	1,8 (2,9)	1,8 (2,3)	1,5 (3,2)	1,5 (3,1)	1,6 (3,4)
<i>Professions de l'information, des arts et du spectacle</i>	1,5 (1,0)	1,5 (0,8)	1,5 (0,7)	1,5 (1,0)	1,4 (1,3)	1,6 (1,0)	1,5 (0,9)
<i>Professeurs, professions scientifiques</i>	1,2 (2,6)	1,4 (2,2)	1,6 (2,7)	1,6 (2,5)	1,2 (2,6)	1,1 (1,9)	1,6 (2,5)
<i>Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises</i>	1,2 (10,6)	1,4 (8,7)	1,5 (8,0)	1,6 (7,4)	1,4 (9,4)	1,4 (9,2)	1,4 (8,9)
<i>Techniciens</i>	1,1 (5,4)	1,5 (5,7)	1,4 (5,2)	1,9 (4,9)	1,5 (4,4)	1,2 (3,5)	1,4 (5,2)
<i>Clergé, religieux</i>	1,1 (0,1)	1,3 (0,1)	1,3 (0,1)	1,7 (0,1)	1,7 (0,1)		1,4 (0,1)
<i>Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés</i>	1,3 (4,1)	1,3 (4,1)	1,3 (4,1)	1,5 (4,3)	1,2 (4,1)	0,8 (5,8)	1,3 (4,2)

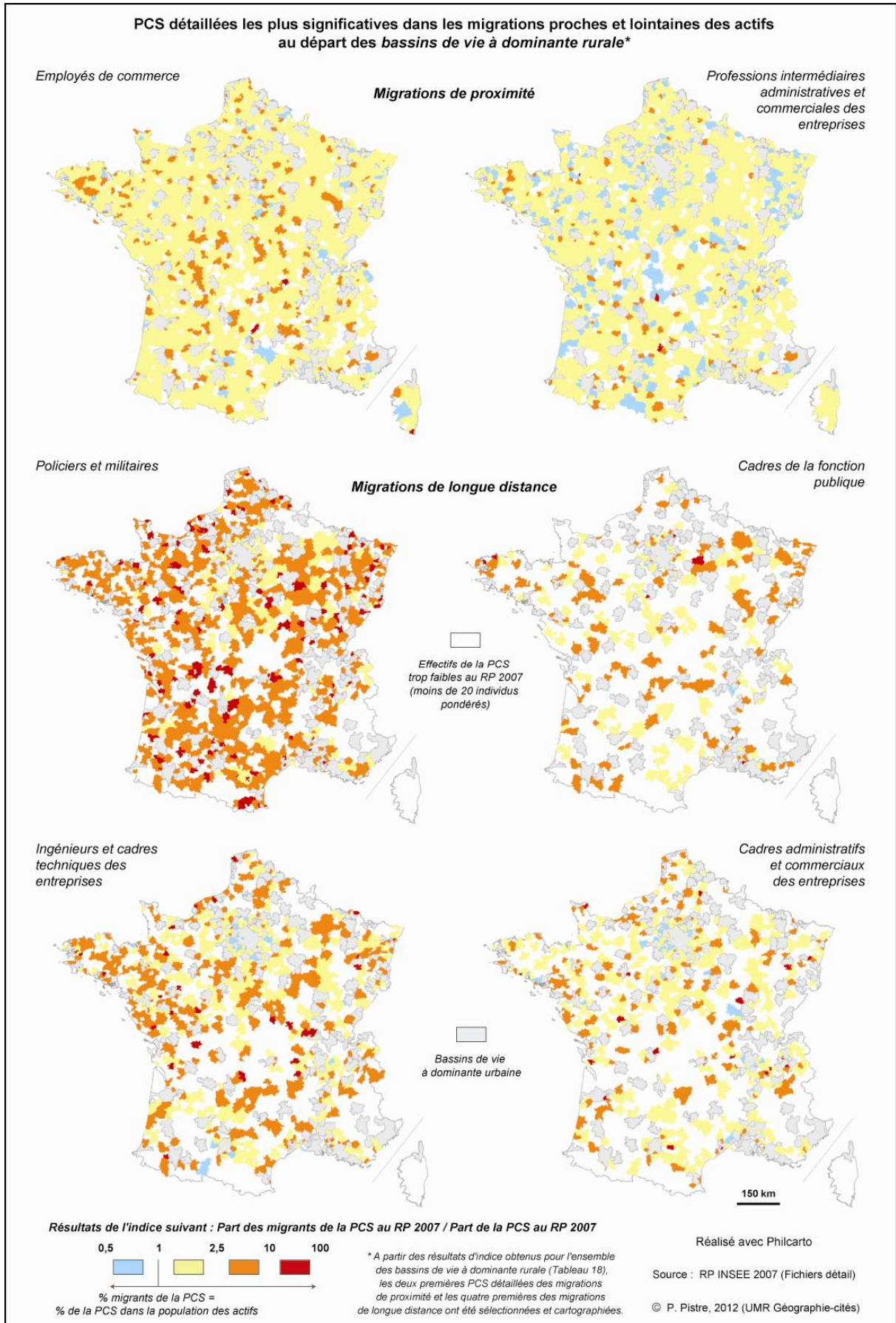
* Les résultats en gras correspondent à un indice statistique construit à partir des parts des PCS détaillées parmi les départs récents (RP 2007) et des parts des PCS détaillées au RP 2007. L'indice construit permet d'analyser la chose suivante : si les résultats sont supérieurs à 1, cela signifie que la prégnance d'une PCS détaillée parmi les départs récents est supérieure à ce qu'elle représente dans les structures socioprofessionnelles générales. Plus les résultats sont supérieurs à 1, plus la prégnance relative d'une PCS est importante. Afin d'identifier les PCS les plus enclines à quitter les campagnes françaises, seules ont été conservées les dix premières PCS avec des résultats supérieurs à 1 pour les bassins de vie à dominante rurale.

Les résultats entre parenthèses correspondent aux pourcentages de chacune des PCS détaillées parmi les départs enregistrés au RP 2007. Enfin, les analyses ont été réalisées de manière distincte pour les départs de proximité (même département) et de longue distance (au-delà de l'ancien département de résidence).

Source : RP INSEE 2007 (Fichiers détail)

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

Cartes 31. Des départs lointains autant significatifs de la part des cadres et professions intellectuelles



Encadré 38. Étude locale des profils sociaux des migrations d'arrivée et de départ (terrains 1, 2 et 3)

Les installations résidentielles et les migrations de départ des terrains d'étude, selon les catégories socioprofessionnelles des actifs, sont ici étudiées (tableau 19). Il s'agit de reproduire les analyses réalisées à l'échelle nationale – le même indice statistique est utilisé –, mais au vu des résultats nationaux, l'objectif est double : identifier les groupes sociaux les plus significatifs pour les différents contextes locaux, et s'interroger sur la présence significative et récurrente de même PCS détaillées parmi les arrivées et les départs. De plus, l'échelle locale ne serait-elle pas plus à même de révéler des tendances à la gentrification, par l'installation d'actifs des groupes moyens et supérieurs, et le départ d'individus plus fragiles sur le plan économique ?

- Au cœur de la Haute-Provence (terrain 1) :

Pour une fois, les tendances observées pour les terrains 1 (n°1) et (n°2) ne sont pas totalement similaires. L'étude des arrivées et des départs selon les proportions des migrants met en évidence quelques PCS détaillées communes parmi les plus représentées : les employés civils et agents de service de la fonction publique et les personnels des services directs aux particuliers.

Néanmoins, la prise en compte des structures sociales locales révèle des résultats différenciés. La c. c. de Haute-Provence (terrain 1 (n°1) donne à voir des installations proches et lointaines socialement variées : aussi bien des ouvriers non qualifiés de type artisanal, que des professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises, en passant par des agriculteurs sur petite exploitation et des artisans/commerçants. Du côté des départs relatifs enregistrés au RP 2007, ce sont surtout des catégories d'ouvriers et d'employés qui apparaissent significatives. Le terrain 1 (n°2) se distingue par quelques originalités dans les migrations de proximité, dont des professions de l'information, des arts et des spectacles, bien représentées parmi les arrivées et les départs récents. Les profils des migrants de longue distance sont les plus marqués socialement : des cadres et des professions intermédiaires pour les venues les plus significatives, par opposition à des PCS d'employés et de la fonction publique, parmi les plus mobiles, pour les départs.

- Au nord du Périgord-Limousin (terrain 2) :

Du côté du sud-ouest de la Haute-Vienne, seules les catégories socioprofessionnelles des installations peuvent être analysées, puisque aucune PCS détaillée ne présente des résultats significatifs pour les migrations de départ (cf. des effectifs concernés trop faibles). En pourcentage net des migrations de proximité, les employés civils et agents de service de la fonction publique apparaissent les plus représentés avec 12 % des migrants actifs. Les résultats d'indice révèlent ensuite des installations significatives de la part de techniciens, d'employés de commerce, et d'ouvriers non qualifiés de type artisanal. Il peut s'agir par exemple de primo-accédants se rendant au quotidien à Limoges ou d'individus travaillant dans le bâtiment.

Seules deux PCS d'actifs sont ensuite significatives parmi les arrivées de longue distance : les artisans et les professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises. La première renvoie certainement au développement du secteur de la construction. La deuxième peut correspondre à la création dans la zone de plusieurs structures commerciales.

- Au sommet du Haut-Languedoc (terrain 3) :

Le terrain 3 se caractérise aussi par des effectifs migrants assez faibles, et de fait, peu de PCS détaillées vraiment significatives. Trois catégories se dégagent tout de même pour les installations de proximité, aussi bien par les taux des migrants que les résultats d'indice : les ouvriers qualifiés de type artisanal, les artisans, et les personnels des services directs aux particuliers. Ce constat est lié à deux secteurs économiques locaux qui restent pourvoyeurs d'emplois, par le maintien de formes d'artisanat (commerces alimentaires, métiers du bâtiment) et la présence de plusieurs structures d'accueil de personnes âgées et de personnes handicapées.

Du côté des départs proches ou lointains, seules deux catégories socioprofessionnelles des actifs apparaissent significatives : les ouvriers agricoles et les employés administratifs d'entreprise. L'explication est plus difficile. Le renouvellement de certains postes des entreprises locales peut être en cause ainsi que des déplacements résidentiels dans les métiers du bois et de la sylviculture. On atteint en quelque sorte ici les limites d'une analyse détaillée des profils sociaux, dans la mesure où les territoires et les effectifs migrants concernés représentent de faibles populations.

Tableau 19. Des arrivées et des départs résidentiels socialement marqués dans les terrains d'étude

PCS détaillées significatives parmi les migrations proches et lointaines des actifs vers et au départ des terrains d'étude*

MIG2007/PCS2007 (Ind.) / (PCSMIG07 (%)) *	Terrain 1 (n°1) : C. C. de Haute-Provence	Terrain 1 (n°2) : C. C. de Forcalquier Montagne de Lure	Terrain 2 : C. C. de Bandiat Tardoire Avenir	Terrain 3 : C. C. de la Montagne du Haut-Languedoc**
Principales arrivées de proximité*				
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	2,2 (6,8)		1,7 (6,5)	
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	2,2 (13,6)			
Agriculteurs sur petite exploitation	1,7 (6,8)			
Ouvriers qualifiés de type industriel		2,2 (6,2)		
Employés de commerce		1,9 (4,7)	1,7 (7,5)	
Professions de l'information, des arts et des spectacles		1,9 (4,6)		
Techniciens			3,2 (7,5)	
Ouvriers qualifiés de type artisanal				1,8 (13,7)
Artisans				1,8 (9,9)
Personnels des services directs aux particuliers				1,5 (9,9)
Principales arrivées de longue distance*				
Artisans	1,5 (8,5)		1,7 (12,0)	
Commerçants et assimilés	1,2 (6,0)			
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise		2,9 (5,4)		
Professeurs, professions scientifiques		2,6 (4,9)		
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises		1,9 (11,4)	2,4 (12,0)	
Principaux départs de proximité*				
Ouvriers non qualifiés de type industriel	2,6 (8,4)			
Employés de commerce	2,3 (8,4)			
Employés administratifs d'entreprise	1,3 (7,0)			
Professions de l'information, des arts et des spectacles		2,9 (7,0)		
Ouvriers qualifiés de type industriel		1,5 (4,2)		
Ouvriers qualifiés de type artisanal		1,3 (9,1)		
Ouvriers agricoles				2,9 (9,2)
Principaux départs de longue distance*				
Employés civils et agents de service de la fonction publique	1,1 (12,9)	5,4 (13,1)		
Employés de commerce		3,3 (5,6)		
Policiers et militaires		1,6 (12,1)		
Personnels des services directs aux particuliers				3,2 (13,9)
Employés administratifs d'entreprise				

* Les résultats en gras correspondent à un indice statistique construit à partir des parts des PCS détaillées parmi les migrants récents (RP 2007) et des parts des PCS détaillées au RP 2007. Seules ont été ici conservées les trois premières PCS détaillées pour les arrivées proches et lointaines, et les départs proches et lointains. L'absence totale ou partielle de résultats signifie qu'aucune ou peu de PCS détaillées présentaient des résultats supérieurs à 1 et significatifs (plus de 20 individus pondérés). Enfin, les résultats entre parenthèses correspondent aux pourcentages de chacune des PCS détaillées parmi les migrants, enregistrés au RP 2007.

Source : RP INSEE 2007 (Fichiers détail)

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

- Des profils sociaux extrêmes parmi les arrivants et les résidents en Haute-Provence (terrain 1) :

La parole est ici donnée à un observateur rencontré lors du travail de terrain en terre provençale. Celui-ci souligne l'arrivée de catégories sociales élevées, mais aussi de profils bien plus modestes :

« Il y a un double phénomène. Celui des populations aisées, à la périphérie des villages, dans les belles propriétés : pas forcément des retraités, mais aussi des hommes qui vont prendre le TGV le lundi matin. Un type de familles cadre sup., où la femme va rester à la maison avec les trois enfants, et qui sont venues pour le cadre de vie. [...] Ils ont des exigences de citadins sur l'éducation, la consommation, le culturel... Ils sont visibles dans le paysage par la transformation des propriétés agricoles. C'est par exemple la mode du décrépissage, des arbres ornementaux, de la pierre apparente, des oliviers. [...] Un autre phénomène, c'est celui des jeunes bénéficiaires d'allocations (RMI, RSA) qui sont venus dans le sud de la France. Il y a en particulier une petite communauté ch'ti installée. [...] C'était surtout dans les années 1990, et à mon avis lié à la paupérisation des centres anciens. À Forcalquier, ça s'est ressenti. [...] Du coup, il y a à la fois des gens aisés, qui viennent occuper les belles propriétés périphériques, et il y a eu ce phénomène de populations à revenus modestes, surtout locataires, et qui est aujourd'hui moindre, parce que c'est difficile de se déplacer (cf. coût de l'essence...). » (entretien 15, T1)

3) Diversité des migrations étrangères vers les campagnes françaises

« On distingue plusieurs vagues d'Anglais, explique Francis X, agent immobilier à la retraite, en haussant ses sourcils fournis. Les premiers sont arrivés dans les années 1980. C'étaient de modestes membres des classes moyennes, souvent des enseignants, des amoureux de la nature et attirés par les très bas prix des maisons à l'époque. Ces passionnés se sont engagés dans de prenants travaux de rénovation. [...] Ces Anglais sont aisément « devenus amis » des autochtones. « Ils aiment la vie et boire un bon coup, ils participent à la vie du village et s'intègrent bien. » À partir des années 1990 et surtout 2000, ont ensuite débarqué des Anglais aux motivations plus spéculatives. Ces individus moins sympathiques sont « venus faire de l'argent sur notre dos ». Leurs achats ont fait grimper les prix au point de gêner plus que de raison les autochtones. Au bout d'un moment, « les Anglais se revendaient les maisons entre eux ». Non sans les avoir transformées pour sacrifier aux goûts d'outre-Manche, avec ce que cela suppose de salles de bains multiples et peintures aux tons gais. Les crédits allaient bon train. Des billets d'avion à bas prix facilitaient les allers et les retours. Tout ce cirque s'est subitement arrêté avec la dépréciation de la livre sterling et la crise de 2008... » (Dupin, 2011, pp. 296-297, nord du Tarn)

L'implantation d'étrangers dans les campagnes françaises a suscité depuis longtemps des attentions scientifiques. Non dénué d'arrière-pensées extrémistes et nationalistes (Weil, 1991), Georges Mauco (1926) insistait par exemple au début du 20^e siècle sur les installations de cultivateurs Belges, Italiens, Suisses ou Espagnols. De manière beaucoup plus récente, l'étude des migrations étrangères rurales a donné lieu à des analyses croissantes où les Britanniques et les Européens du Nord ont pris une place hégémonique⁸⁸ ; celle-ci est allée de pair avec des installations croissantes au cours des années 1990 et 2000. Jacques Barou et Patrick Prado (1995, p. 75) ont notamment réalisé un état des lieux national, tout en constatant la difficulté de « dénombrer avec précision la population étrangère représentative de ces néoruraux ». D'autres analyses ont été menées par des chercheurs anglais : à commencer par H. Buller et Keith Hoggart (1994a, 1994b, 1994c, 1995) qui, par des enquêtes quantitatives et qualitatives, ont fait des installations britanniques en France un cas d'étude des migrations internationales vers les campagnes. Plus récemment, Michaela Caroline Benson (2009, 2011) s'est également intéressée à ces « *lifestyle migrations* » vers le sud-ouest de la France (Lot). D'autres publications scientifiques ont plus globalement analysé les migrations internationales vers les régions rurales, en rendant compte de réalités sociales et nationales multiples (Hugo *et al.*, 2008 ; Jentsch *et al.*, 2009).

L'objectif de cette troisième partie est d'évaluer l'ampleur des installations étrangères dans les campagnes françaises durant les années 2000, et leur évolution depuis la décennie 1980. Il s'agit de répertorier les nationalités les plus représentées — sur un plan structurel et parmi les dernières migrations de longue distance —, d'analyser leur répartition régionale, mais aussi leur diversité socioprofessionnelle et générationnelle. Dans ce chapitre qui étudie les recompositions sociales des campagnes françaises, l'exemple des migrations étrangères s'est en un sens imposé, tant il a gagné en attentions médiatiques et scientifiques, et qu'il a suscité des exagérations et des sous-estimations. En outre, il était aisé de faire des néoruraux étrangers des populations potentiellement motrices de formes de gentrification. Cette hypothèse est-elle plutôt démontrée ? Plus globalement, les migrations venues de l'étranger se distinguent-elles réellement des dynamiques résidentielles identifiées en interne vers les campagnes françaises ?

⁸⁸ Un colloque franco-britannique, organisé par la commission de géographie rurale française, a eu notamment pour thème « Les étrangers dans les campagnes » en 2006. Les actes du colloque donnent un bon aperçu de la diversité des situations (nationalités, territoires, motivations...) et des angles d'analyse autour de cette thématique (Diry, 2008).

a) Prédominance des Britanniques parmi les installations rurales étrangères

À partir du RP INSEE 2007⁸⁹, cette sous-partie propose une évaluation statistique (tableau 20) et cartographique (cartes 32) des présences étrangères dans les campagnes françaises, à la fin des années 2000. Elle permet de comparer le poids et la répartition spatiale de nationalités migratoires historiques (Portugais, Marocains, Algériens, Italiens, Espagnols), avec des profils d'implantation plus récents (Britanniques, Belges, Néerlandais, Suisses).

Du côté des volumes nets et des proportions de chaque nationalité parmi la population totale, les Portugais apparaissent les plus nombreux ; ils résident avant tout au sein des *campagnes des villes* et des *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*. Les Marocains, les Algériens, les Italiens et les Espagnols présentent une répartition sensiblement équivalente, assortie de présences importantes parmi les *campagnes résidentielles attractives et résidentielles*.

Par leur nombre total et surtout les migrations des années 2000, les Britanniques et — dans une moindre mesure — les Néerlandais se distinguent des autres nationalités. Les *campagnes productives vieilles et agricoles* correspondent ici aux volumes et aux taux les plus élevés, suivies par les *campagnes des villes en voie de périurbanisation* et les *campagnes résidentielles attractives et touristiques*. En définitive, plus de 52 000 Britanniques ont rejoint les *bassins de vie à dominante rurale* — en résidence principale et après une migration de longue distance — au cours des années 2000, soit 2,6 % des migrations lointaines, et plus de la moitié des Britanniques ruraux recensés au RP 2007.

Tableau 20. 8,9 % des venues lointaines dans les bv *vieilles et agricoles* ont été le fait de Britanniques

Principales nationalités des résidents et des migrants étrangers dans les campagnes françaises (RP 2007)*

Indicateurs statistiques	Modalités	Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante rurale
		... les plus proches et les plus aisées	... en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieilles et agricoles	... attractives et touristiques	... à économie touristique et montagnarde	
Nationalité des individus : volume net et % de la population totale	Portugais	35 538 (0,7)	21 554 (0,4)	34 912 (0,5)	13 392 (0,4)	16 141 (0,5)	1 698 (0,6)	123 235 (0,5)
	Britanniques	7 469 (0,1)	20 290 (0,3)	9 727 (0,1)	41 077 (1,2)	12 301 (0,4)	2 347 (0,8)	93 211 (0,4)
	Marocains	13 374 (0,3)	10 290 (0,2)	27 164 (0,4)	9 275 (0,3)	27 036 (0,8)	766 (0,3)	88 600 (0,4)
	Algériens	11 647 (0,2)	4 671 (0,1)	18 161 (0,3)	2 527 (0,1)	8 679 (0,3)	1 165 (0,4)	46 849 (0,2)
	Italiens	11 588 (0,2)	5 366 (0,1)	10 579 (0,2)	3 190 (0,1)	6 889 (0,2)	1 1687 (0,6)	39 299 (0,2)
	Belges	5 612 (0,1)	5 989 (0,1)	10 268 (0,2)	5 411 (0,2)	10 767 (0,3)	692 (0,2)	38 739 (0,2)
	Espagnols	8 307 (0,2)	5 261 (0,1)	7 191 (0,1)	4 404 (0,1)	10 971 (0,3)	395 (0,1)	36 529 (0,1)
	Allemands	11 934 (0,2)	5 324 (0,1)	9 315 (0,1)	3 357 (0,1)	5 563 (0,2)	240 (0,1)	35 732 (0,1)
	Néerlandais	2 312 (0,0)	2 637 (0,0)	2 968 (0,0)	7 622 (0,2)	4 671 (0,1)	279 (0,1)	20 490 (0,1)
	Suisses	8 467 (0,2)	2 622 (0,0)	2 100 (0,0)	1 777 (0,1)	2 342 (0,1)	305 (0,1)	17 612 (0,1)
Migrations étrangères de longue distance : volume net et % des migrations récentes de longue distance	Britanniques	2 640 (0,6)	11 338 (2,4)	5 718 (1,2)	25 627 (8,9)	5 774 (1,7)	1 009 (3,7)	52 106 (2,6)
	Portugais	4 889 (1,2)	3 464 (0,7)	3 205 (0,7)	2 474 (0,9)	3 541 (1,0)	285 (1,1)	17 859 (0,9)
	Marocains	2 461 (0,6)	2 146 (0,5)	4 695 (1,0)	1 808 (0,6)	3 636 (1,0)	117 (0,4)	14 865 (0,7)
	Belges	1 771 (0,4)	2 033 (0,4)	3 350 (0,7)	2 081 (0,7)	3 695 (1,1)	219 (0,8)	13 149 (0,7)
	Allemands	3 114 (0,8)	1 260 (0,3)	2 324 (0,5)	1 021 (0,4)	1 650 (0,5)	36 (0,1)	9 404 (0,5)
	Algériens	1 832 (0,4)	1 033 (0,2)	2 994 (0,6)	529 (0,2)	1 584 (0,5)	136 (0,5)	8 108 (0,4)
	Néerlandais	639 (0,2)	807 (0,2)	1 198 (0,3)	3 217 (1,1)	1 536 (0,4)	70 (0,3)	7 467 (0,4)
	Suisses	2 526 (0,6)	852 (0,2)	603 (0,1)	516 (0,2)	703 (0,2)	68 (0,3)	5 268 (0,3)
	Italiens	1 308 (0,3)	647 (0,1)	838 (0,2)	415 (0,1)	1 157 (0,3)	163 (0,6)	4 528 (0,2)
	Espagnols	908 (0,2)	578 (0,1)	503 (0,1)	547 (0,2)	1 191 (0,3)	26 (0,1)	3 752 (0,2)

* Les dix nationalités les plus représentées au RP 2007 dans les bassins de vie à dominante rurale ont été conservées pour l'analyse. Par ailleurs, ils s'avèrent que les dix mêmes nationalités occupent les premières places pour les migrations lointaines vers les bassins de vie à dominante rurale, enregistrées au cours des cinq dernières années avant recensement.

Source : RP INSEE 2007 (Fichiers détail)

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

⁸⁹ Cette source présente des limites dans sa capacité à rendre compte des installations étrangères dans les campagnes françaises, et même parmi les implantations en résidence principale. Mais par sa couverture spatiale, elle reste unique et pertinente pour quantifier de manière nationale et locale les présences et les migrations étrangères.

L'analyse de la répartition nationale des migrations étrangères récentes apporte des compléments sur l'ampleur du phénomène, et les préférences régionales des nationalités les plus importantes parmi les installations résidentielles dans les campagnes françaises (cartes 32)⁹⁰. Les Britanniques se démarquent nettement avec des volumes d'arrivées largement supérieurs, et des migrations récentes plus significatives au regard des implantations antérieures.

Par rapport aux présences étrangères totales dans les campagnes françaises (annexe 7b, p. 334), les migrations étrangères des années 2000 ont renforcé les structures spatiales existantes. La situation nationale des Portugais, des Marocains et des Algériens présente plusieurs points communs : leurs migrations récentes ont notamment peu varié des régions historiques de résidence. Les installations portugaises ont été les plus nombreuses dans la périphérie parisienne et la région Rhône-Alpes, en Corse et le long d'un axe allant de Perpignan à Bordeaux. Les migrations récentes des Marocains et des Algériens présentent des destinations rurales équivalentes, auxquelles il faut ajouter des arrivées à proximité de la Méditerranée (littoral et arrière-pays). Quelques bassins de vie donnent à voir par des implantations récentes significatives, mais les migrations de ces trois nationalités au cours des années 2000 ont représenté le plus souvent de faibles proportions par rapport aux ressortissants déjà sur place.

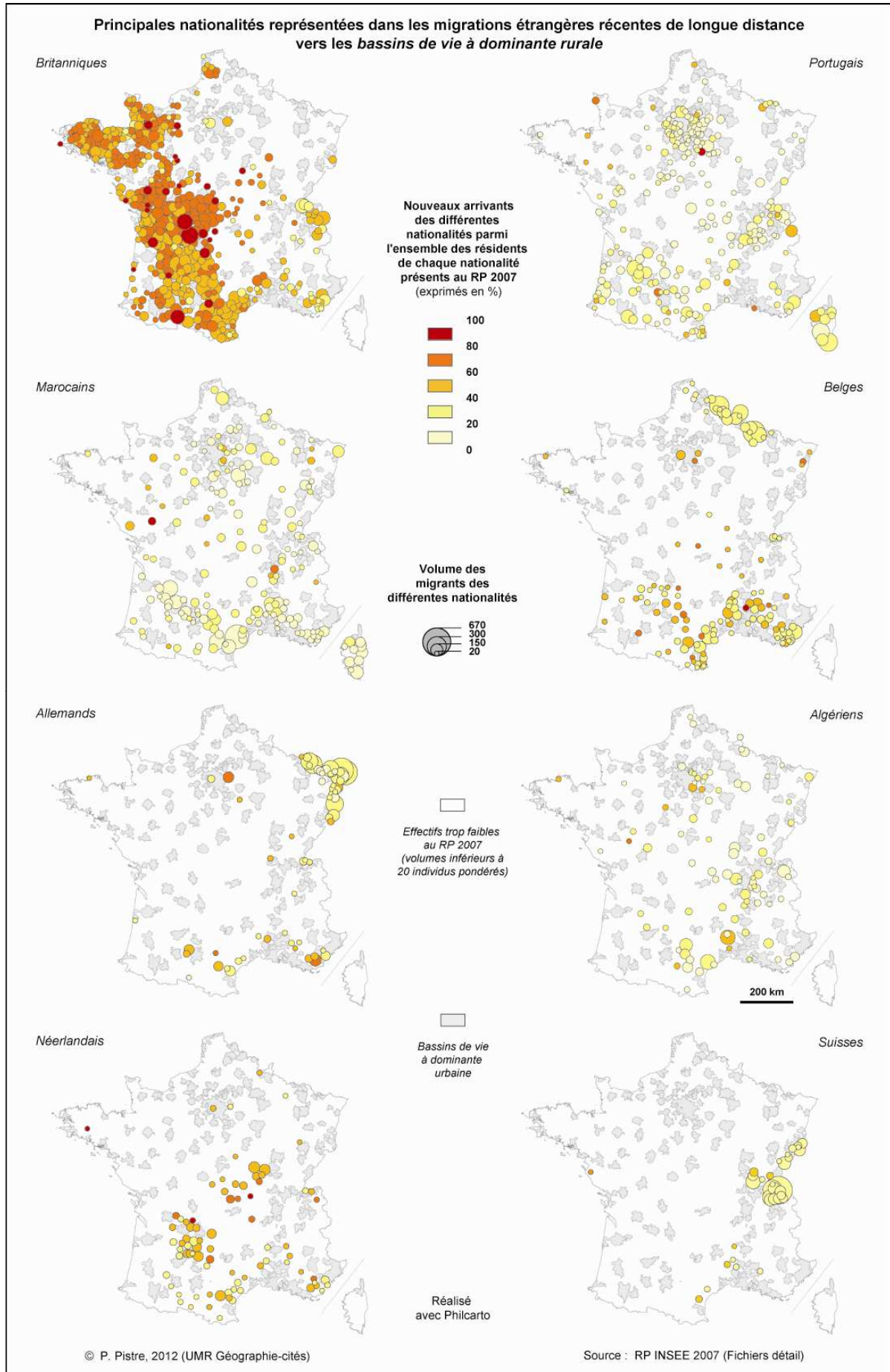
Les Belges, les Allemands et les Suisses constituent des cas intermédiaires, avant d'évoquer les Britanniques et les Néerlandais. Les zones de contact avec le territoire français sont restées les premiers espaces d'implantation. Les installations frontalières ont été nombreuses et localisées, mais assez faibles par rapport aux résidents de ces nationalités installés avant la décennie 2000. Les migrations récentes de ces trois nationalités présentent un deuxième visage : celui d'installations rurales et méridionales dans l'arrière-pays méditerranéen — et dans des bassins de vie intérieurs du sud-ouest du pays pour les Belges. Là encore, ces dynamiques migratoires de Belges, d'Allemands et de Suisses font suite à des implantations plus anciennes, qui n'ont été que renforcées par les arrivées des années 2000.

Les installations récentes de Britanniques et — à une moindre échelle — de Néerlandais diffèrent sur trois points par rapport aux descriptifs migratoires qui viennent d'être faits : leur ampleur, leurs localisations, et leur importance récente. La géographie nationale des arrivées britanniques et surtout leur régularité dans l'ouest du territoire ne peuvent qu'impressionner. Les effectifs par bassin de vie oscillent en moyenne entre 50 et 300 individus, et ils couvrent la très grande majorité de la Bretagne, de la Basse-Normandie, du Poitou-Charentes, du Limousin, de la Dordogne, du Lot, du Gers, du Tarn, de l'Ariège, de l'Aude, des Pyrénées-Orientales et de l'Hérault. Par rapport aux empreintes locales des migrations récentes, le phénomène s'est diffusé vers le nord au cours des années 2000, les nouveaux arrivants correspondant en majorité à plus de la moitié des résidents Britanniques enregistrés au RP 2007. Il faut ajouter à cet axe ouest principal, quelques terres d'installations plus anciennes, sur la Côte d'Azur, dans les Hautes-Alpes, en région parisienne et en Baie de Somme.

Les migrations de Néerlandais ont été plus faibles, mais elles ont pour point commun d'avoir concerné des campagnes intérieures du Sud-Ouest, du Centre, et de l'arrière-pays méditerranéen. J. Barou et P. Prado (1995) avaient parlé du « précédent néerlandais », par rapport aux arrivées anglaises des années 1990, et pour nommer les installations hollandaises antérieures en Ardèche. D'autres zones de concentration se dégagent pour leurs implantations des années 2000 : le Var, l'Aude et l'Hérault, le Lot, la Dordogne et la Corrèze, et de manière plus originale, le nord de l'Auvergne et le sud de la Bourgogne (Cognard, 2010, 2011).

⁹⁰ Une planche de cartes qui représentent la totalité des présences étrangères au RP 2007, pour les nationalités les plus importantes et parmi les *bassins de vie à dominante rurale*, est consultable en annexe 7b (p. 334).

Cartes 32. Du nord-ouest au sud-ouest, une (nouvelle) diagonale rurale des installations britanniques



Encadré 39. Aperçu des présences et des migrations étrangères locales (terrains 1, 2 et 3)

À la suite du portrait national des installations rurales étrangères réalisé à partir des nationalités des migrants, cet encadré propose une évaluation locale des présences et des migrations à l'échelle des terrains d'étude. La chose n'est pas simple. L'outil statistique et les données de recensement ont apporté des informations essentielles et précises pour réaliser des estimations nationales. Celles-ci n'en restent pas moins partielles, à considérer comme des ordres de grandeur, et la précaution ne peut être que supérieure lorsqu'il s'agit de recourir à ces données à l'échelle locale.

Pour dresser un aperçu des installations étrangères dans chacun des terrains d'étude, quelques éléments statistiques sont fournis, mais les extraits d'entretien ont été finalement privilégiés. Plus que la précision chiffrée, ils donnent un point de vue sur les présences étrangères, leur profil, certaines motivations, leur ampleur et/ou leur ancienneté. Pour le terrain 2 – qui constitue de loin le plus concerné, surtout par de fortes migrations britanniques –, une anecdote de terrain est aussi exposée, qui rend compte indirectement de la place symbolique des résidents anglais. Au final, les terrains d'étude présentent trois situations variées quant aux implantations étrangères.

- Des présences étrangères importantes, hétérogènes, identifiées sans être véritablement estimées, et qui constituent un maillon de la diversité des (nouvelles) populations locales (terrain 1) :

> Principales nationalités recensées au RP 2007 (plus de 20 individus pondérés) :

Terrain 1 (n°1) : Belges (58), Portugais (42), Britanniques (21)

Terrain 1 (n°2) : Belges (69), Algériens (47), Allemands (45), Marocains (31), Britanniques (28)

> Nouveaux arrivants enregistrés au RP 2007 (plus de 20 individus pondérés) :

Terrain 1 (n°1) : Belges (21)

Terrain 1 (n°2) : Belges (22)

« On les connaît pas trop, mais le nombre d'étrangers est assez faible, beaucoup moins que dans le Lubéron. Bon, il y en a quelques uns : des Suisses en activité qui viennent là le week-end ou les vacances, deux Suisses retraités, trois Allemands, un Belge, un couple d'Écossais, deux Anglais... Finalement, on est à plus de 10% de la commune. Mais ils sont dispersés ; ils sont peu dans le village. [...] Des maisons ont été rénovées, c'est une bonne chose, mais il n'y a pas trop de participation. Ils viennent surtout pour la tranquillité sociale. » (entretien 12, T1)

« C'est surtout des résidences secondaires. Dans le bourg de X, il y a eu un conseiller iranien de H. Kissinger. Il venait une ou deux fois par an. Par là, il y a un couple d'Irlandais, par là c'est un couple d'Anglais. Il y a aussi un couple de Hollandais qui est perdu par là. Il y a des Belges un peu plus bas. [...] Il y a donc beaucoup de gens qui viennent d'un peu partout, et pas que pour les vacances. Par exemple, les Anglais qui sont arrivés ici, ils étaient actifs. Lui était tour opérateur. Il partait une fois par semaine à Londres. Il partait le matin et il revenait le soir. Les Irlandais, lui était prof de fac et maintenant il est retraité. Mais pareil, il partait dans la semaine et le reste du temps il travaillait ici. [...] Il y a aussi énormément de Belges dans le coin, ils viennent plutôt pour le climat, mais sinon on est quand même un peu en dehors des grands courants. Ici, il n'y a pas de liaisons aériennes trop près ! » (entretien 14, T1)

- Des arrivées britanniques massives dans les années 2000, un avant et un après 2008, et quelques autres nationalités présentes depuis les années 1960-1970 (terrain 2)

> Principales nationalités recensées au RP 2007 (plus de 20 individus pondérés) :

Terrain 2 : Britanniques (640), Néerlandais (49), Allemands (21)

> Nouveaux arrivants enregistrés au RP 2007 (plus de 20 individus pondérés) :

Terrain 2 : Britanniques (380)

« Sur cette zone, c'est plutôt en régression mais il y a beaucoup d'Anglais. Ça a été très important. On avait mis en place des réunions spécifiques pour les anglophones, pour leur faire comprendre les rouages du fonctionnement français, de l'État, de la sécurité sociale... Mais par rapport au moment où il y avait des arrivées en masse, ça a bien freiné. » (entretien 3, T2)

« Nous, on est passé de 6 à 60 familles anglaises propriétaires en 4-5 ans. Ça s'est bien tassé maintenant, mais il y a eu un véritable boom avant la crise de 2008. Il y avait eu quelques arrivées dans les années 1990, mais après 2000, ça a été fort et vite, jusqu'à ce que la livre se casse la gueule. Aujourd'hui, c'est beaucoup moins, mais l'image du PNR reste porteuse et les prix sont plus abordables qu'en Dordogne et dans le Périgord-Vert. » (entretien 8, T2)

« Il y a eu beaucoup d'Anglais dans les transactions. Il y en a toujours un peu, mais on a eu aussi des Belges, des Hollandais, des Suisses... Des Hollandais sont notamment implantés depuis longtemps. Plusieurs ont repris des exploitations agricoles dès les années 1960. On a dans la région des Hollandais de 40-50 ans qui sont nés ici. [...] D'ailleurs, pendant la crise, c'étaient encore les étrangers hors Anglais qui étaient susceptible d'acheter. C'étaient les seules visites à cette époque parce qu'ils avaient encore le pouvoir d'achat. » (entretien 15, T2)

« On a beaucoup de retraités parmi les Anglais. C'est plus rare qu'une famille jeune déménage d'Angleterre. Les principales raisons avancées, c'est la qualité de vie et puis les prix qui restent moins élevés qu'en Angleterre. Maintenant, les gens ont l'habitude du taux de change qui baisse, donc ceux qui ont décidé de venir, c'est les plus motivés, les plus réalistes. Il y a encore 3 ans, il y avait beaucoup de coups de cœur, de décisions tout de suite, de rêveurs. » (entretien 16, T2)

Extrait du carnet de terrain au jour du 27 juillet 2011 – « Hasard radiophonique »

« Rendez-vous en début de matinée avec un élu du sud du terrain d'étude. Pendant le trajet, un reportage sur France Info, au cœur de la campagne française anglaise, tombe à point nommé. Le sujet : une société toulousaine spécialisée dans les séjours linguistiques. Le (nouveau) concept : un approfondissement de l'anglais en immersion chez des familles installées dans les campagnes françaises. Le public visé : des adolescents désireux de perfectionner leur anglais, tout en restant dans leur région ou en découvrant une nouvelle région française. Les hôtes : des Britanniques, des couples, des familles, des personnes retraités, d'origines variées, souvent enseignants ou ayant travaillé dans l'éducation, mais aussi des médecins, des ingénieurs, des journalistes, des hôteliers, des propriétaires de gîtes... Les formules : une pratique libre au quotidien de l'anglais, selon des centres d'intérêt partagés, durant une ou plusieurs semaines, complétée par quelques heures de cours particuliers. Les lieux de séjour : de nombreuses régions où les implantations anglaises se sont développées depuis les années 1990 et où les familles d'accueil sont venues s'installer (Bretagne, Normandie, Limousin, Poitou-Charentes, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon...). Le lieu du reportage radio : la petite commune rurale, limitrophe de la Dordogne, où je suis en train de me rendre, et qui a effectivement connu des installations anciennes et nombreuses de Britanniques. »

- Des présences étrangères historiques et plus récentes, qui restent assez ciblées (terrain 3)

> *Principales nationalités recensées au RP 2007 (plus de 20 individus pondérés) :*
Terrain 3 : Portugais (43), Britanniques (22)

> *Nouveaux arrivants enregistrés au RP 2007 (plus de 20 individus pondérés) :*
Aucune nationalité ne dépasse le seuil des 20 individus pondérés

« On a aussi pas mal d'Hollandais. L'origine, c'est une famille qui est venue et puis ça a fait tâche d'huile. Aujourd'hui, deux des gros campings de la commune appartiennent à des Hollandais, dont un qui peut accueillir jusqu'à 200 personnes l'été. Parmi ceux qui habitent à l'année, je connais au moins un retraité et un rentier, qui a 50 ans, qui habite une ferme rénovée [...] Côté Anglais, j'en connais 3-4, dont un qui est arrivé il y a 25 ans dans une Bentley. Il était venu voir son oncle qui avait un restaurant et il est resté. [...] Il y a le cas de petites résidences secondaires mais en général ils rachètent les grosses propriétés. » (entretien 2, T3)

« Il y a beaucoup d'Hollandais dans le coin, mais il y en a toujours eu. Ça vient notamment de l'ancien camping de X, où le fils s'est marié avec une Hollandaise. On a aussi des Anglais qui se sont installés plus récemment. C'est surtout des retraités. Après, on a des Portugais qui sont complètement intégrés ; il y a eu pas mal de mariages mixtes. Et puis donc quelques propriétés acquises par des Belges, des Allemands, d'autres Anglais... » (entretien 5, T3)

b) Diversité sociodémographique des migrations étrangères en France rurale

Les premiers traitements sur les installations étrangères récentes ont apporté des éléments de cadrage sur l'ampleur et l'antériorité du phénomène dans les campagnes françaises. Les nationalités les plus impliquées — et leurs destinations — ont été surtout mises en évidence. Les analyses suivantes reviennent à la réflexion générale sur les transformations des structures sociales rurales. Il s'agit en effet d'étudier l'évolution des compositions socioprofessionnelles et en âge des migrations étrangères vers les différents types de campagnes (tableau 21) et les *bassins de vie à dominante rurale* (cartes 33). Par rapport au profil des migrants des années 1980, quels groupes ont le plus progressé parmi les installations étrangères récentes ? Les profils sociodémographiques sont-ils homogènes ou spécialisés quant aux campagnes concernées ? Ces migrations sont-elles vraiment originales par rapport aux dynamiques migratoires françaises ?

Les traitements statistiques de cette sous-partie portent sur les migrations étrangères dans leur ensemble — pour rendre possible la comparaison avec le RP 1990⁹¹ —, mais les études déjà effectuées apportent des éléments sur les origines des profils sociodémographiques analysés. Le tableau 21 présente surtout des indications évolutives et structurelles sur les caractéristiques socioprofessionnelles et en âge des migrations étrangères enregistrées au RP 2007. Il débute tout de même par une comparaison en volume et en proportion entre les années 1980 et 2000. Les effectifs ont globalement progressé au sein des *bassins de vie à dominante rurale* (+ 20 460). Les croissances les plus importantes du nombre de migrants étrangers concernent les *campagnes productives vieillies et agricoles* et les *campagnes des villes en voie de périurbanisation* (cf. installations britanniques). Ces migrations ont par contre perdu en volume dans les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*, les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*, et les *campagnes résidentielles attractives et touristiques*. Un autre constat s'impose par la comparaison des résultats de 1990-2007 : les migrations étrangères ont progressé en relatif pour l'ensemble des campagnes, jusqu'à atteindre 15,8 % des migrations lointaines pour les *campagnes productives vieillies et agricoles*. Ces tendances marquent l'importance supérieure des migrations étrangères dans les années 2000, et elles incitent à détailler le profil des individus acteurs de ces installations récentes.

Du côté des âges recensés, les personnes actives — ou en âge de l'être (20-35 ans, 35-50 ans) — ont représenté plus de la moitié des migrations étrangères vers les *bassins de vie à dominante rurale*. Néanmoins, les 50-65 ans est la catégorie qui a le plus progressé depuis les années 1980. Les jeunes retraités ont connu des augmentations significatives pour toutes les campagnes françaises ; la palme revient aux *campagnes productives vieillies et agricoles*, avec + 22,1 points entre les RP 1990 et 2007. Les croissances généralisées d'autres actifs (35-50 ans) et retraités (65-80 ans) sont aussi à souligner ; les premiers présentent des préférences migratoires pour les *campagnes des villes*.

Hormis la confirmation du poids accru des retraités étrangers dans le centre et l'ouest du territoire, l'étude des catégories socioprofessionnelles met en évidence la décroissance des ouvriers ; ils restent néanmoins dominants au RP 2007, pour les actifs, avec 24,2 % des installations étrangères de longue distance dans les *bassins de vie à dominante rurale*. Leur baisse relative a profité aux autres PCS d'actifs : les artisans/commerçants étrangers ont surtout progressé dans les *campagnes résidentielles à économie touristique et montagnarde*, les cadres et professions intellectuelles supérieures, les professions intermédiaires et les employés, au sein des *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*, des *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*, et des *campagnes résidentielles attractives et touristiques*. En définitive, les migrations d'actifs étrangers — vers l'ensemble des types de campagnes françaises — donnent à voir une grande diversité sociale.

⁹¹ Nous ne disposons pas pour ce travail de thèse des nationalités aussi détaillées pour le RP 1990 que pour le RP 2007.

La planche des cartes 13 représente les principales modalités d'âge et de catégories socioprofessionnelles des migrants étrangers venus s'installer dans un *bassin de vie à dominante rurale* au cours des années 2000. Deux indicateurs sont proposés : le volume des nouveaux arrivants étrangers au RP 2007 et leur différence relative avec les implantations enregistrées au RP 1990. La comparaison des structures spatiales ici observées, avec celles des cartes 32 (p. 223), renseigne indirectement sur les nationalités impliquées, selon les âges et les PCS.

Principal enseignement : les destinations rurales des 50-65 ans et des 65-80 ans coïncident largement avec les migrations étrangères britanniques, néerlandaises, belges, voire allemandes. De plus, ces dynamiques migratoires ont été le plus souvent supérieures à celles des années 1980. Les campagnes en question, de l'ouest du pays et du pourtour méditerranéen, ont aussi accueilli nombre d'actifs (20-35 ans, 35-50 ans). Les arrivées des plus jeunes ont été globalement inférieures à leur proportion parmi les migrations étrangères recensées au RP 1990. Du côté des 35-50 ans, la tendance est inverse, puisque les cartes 13 confirment leur croissance relative parmi les *bassins de vie à dominante rurale* : aux frontières allemandes et suisses, en périphérie sud de Paris, au cœur de la Bretagne, ou au sein de la plupart des territoires ruraux du Sud-Ouest. Les progressions significatives des 20-35 ans sont plus éparpillées, à l'exception de concentrations dans le Bassin parisien, en Alsace et en Rhône-Alpes. On retrouve ici des concordances avec les migrations portugaises, marocaines et algériennes, sans couvrir la totalité des croissances.

Les PCS des actifs soulignent enfin la moindre importance des arrivées d'ouvriers étrangers. En volume, ils sont tout de même restés les plus nombreux, en région parisienne, en Alsace, dans les Alpes, et de Bordeaux à Béziers. Les autres PCS, des cadres aux employés, ont à l'inverse gagné en proportion relative. Leurs installations les plus fortes concernent ici l'Île-de-France, les frontières belges, allemandes et suisses, et le sud-ouest méditerranéen.

Tableau 21. Croissance des retraités et diversité sociale des actifs parmi les arrivées rurales étrangères

Évolution de la composition sociodémographique des migrations étrangères lointaines vers les campagnes françaises (RP 1990-2007)

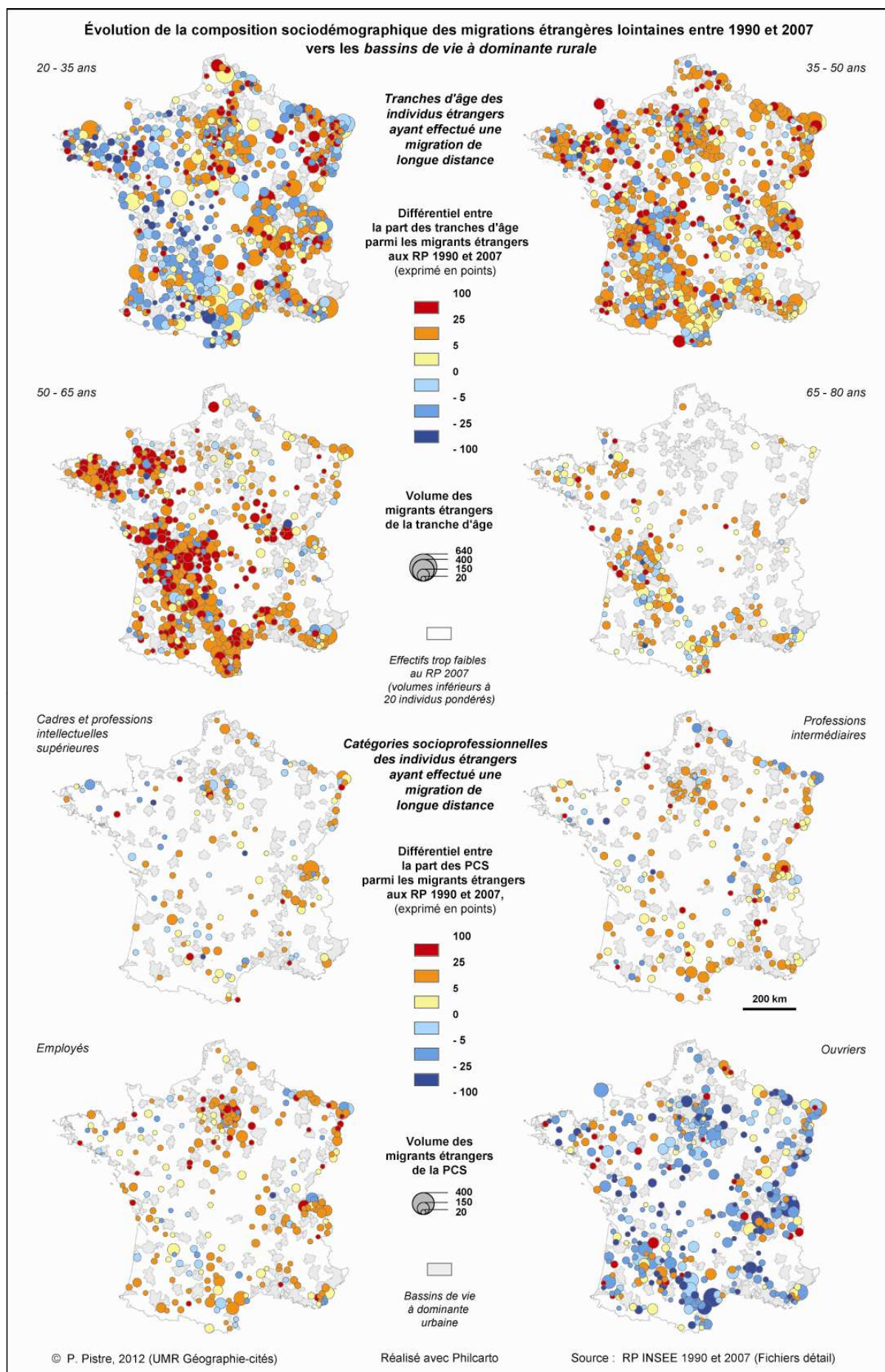
	Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante rurale
	... les plus proches et les plus aisées	... en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieilles et agricoles	... attractives et touristiques	à économie touristique et montagnarde	
Migrations étrangères de longue distance au RP 2007	37 099	34 793	42 691	45 319	33 808	3 465	197 175
Part des migrations de longue distance	9,0	7,5	9,2	15,8	9,7	12,8	9,8
Migrations étrangères de longue distance au RP 1990	42 430	27 431	46 626	20 673	36 103	3 452	176 715
Part des migrations de longue distance	7,4	5,4	7,2	5,6	8,7	8,0	6,9
Tranches d'âge des migrants étrangers : EV9007 (pts) (PAGE07)*							
Moins de 20 ans	- 15,4 (18,6)	- 18,5 (16,5)	- 20,6 (18,6)	- 16,1 (15,7)	- 15,3 (15,2)	- 18,0 (13,8)	- 17,6 (16,9)
20 - 35 ans	+ 4,6 (36,7)	- 5,1 (27,0)	+ 3,7 (35,8)	- 13,6 (14,4)	+ 0,6 (29,7)	+ 2,6 (42,0)	- 2,6 (28,6)
35 - 50 ans	+ 6,6 (30,7)	+ 7,3 (26,1)	+ 6,8 (25,5)	+ 5,1 (24,6)	+ 3,6 (24,1)	+ 11,1 (31,8)	+ 5,7 (26,3)
50 - 65 ans	+ 3,9 (9,9)	+ 13,9 (21,9)	+ 8,1 (14,1)	+ 22,1 (33,8)	+ 9,2 (21,1)	+ 3,8 (9,4)	+ 12,1 (20,3)
65 - 80 ans	+ 0,5 (3,2)	+ 2,5 (7,3)	+ 2,1 (5,0)	+ 3,5 (10,4)	+ 2,0 (8,7)	+ 0,7 (2,4)	+ 2,5 (6,9)
Plus de 80 ans	- 0,1 (0,9)	- 0,1 (1,2)	- 0,1 (0,9)	- 1,0 (1,1)	- 0,2 (1,2)	- 0,2 (0,6)	- 0,2 (1,0)
PCS des migrants étrangers : EV9007 (pts) (PCS07 (%))*							
Agriculteurs exploitants	0,0 (0,2)	+ 0,4 (1,2)	+ 0,6 (1,1)	+ 0,2 (2,4)	+ 0,2 (0,6)	+ 0,2 (0,2)	+ 0,5 (1,2)
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	- 1,4 (5,4)	+ 0,6 (7,4)	+ 1,7 (7,5)	+ 0,5 (9,9)	+ 0,1 (8,1)	+ 6,4 (15,7)	+ 0,8 (7,9)
Cadres et professions intellectuelles supérieures	+ 3,6 (15,9)	+ 0,9 (8,3)	+ 1,4 (9,6)	- 2,2 (6,3)	+ 1,3 (7,6)	+ 3,0 (8,1)	+ 0,7 (9,4)
Professions intermédiaires	+ 6,2 (18,6)	+ 2,5 (12,9)	+ 3,4 (14,3)	- 0,3 (8,6)	+ 3,2 (11,3)	+ 3,2 (16,0)	+ 2,6 (13,0)
Employés	+ 8,0 (22,6)	+ 2,4 (13,5)	+ 4,8 (17,0)	- 1,4 (8,3)	+ 5,5 (17,3)	- 1,3 (27,7)	+ 3,0 (15,6)
Ouvriers	- 17,0 (28,8)	- 22,1 (25,3)	- 19,9 (31,5)	- 19,0 (14,5)	- 18,6 (23,2)	- 12,7 (25,9)	- 20,7 (24,2)
Retraités	+ 0,5 (8,6)	+ 15,2 (31,4)	+ 7,9 (18,9)	+ 22,2 (50,1)	+ 8,5 (31,8)	+ 1,3 (6,4)	+ 13,2 (28,7)

* Les résultats en gras correspondent à l'évolution des proportions des tranches d'âge ou des catégories socioprofessionnelles des migrants étrangers de longue distance enregistrées aux RP 1990 et 2007. Ces résultats sont exprimés en points. Les suivants présentent le pourcentage de chaque tranche d'âge et catégorie socioprofessionnelle parmi les migrations étrangères de longue distance au RP 2007. Les premiers taux sont rapportés à l'ensemble des migrants étrangers ; les deuxièmes sont fonction du total des actifs et des retraités.

Source : RP INSEE 1990 et 2007 (Fichiers détail)

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

Cartes 33. Progression des 35-50 ans et des 50-65 ans parmi les migrations rurales étrangères



Le tableau 22 conclut l'étude des installations rurales étrangères réalisée dans cette thèse, en se concentrant sur les migrants Britanniques, et leurs profils sociodémographiques recensés au RP 2007. En outre, ce document anticipe sur la partie 3 à venir, puisque l'analyse tient compte des PCS détaillées des actifs et des retraités. La raison est évidente : ces derniers ont été les plus représentés dans les arrivées britanniques, à commencer par les anciens employés et les anciennes professions intermédiaires, avec 15,9 % de ces migrants pour les *bassins de vie à dominante rurale*. Les premiers ont été les plus nombreux à s'établir dans les *campagnes productives vieillies et agricoles*, et les *campagnes des villes en voie de périurbanisation* ; les deuxièmes ont en plus privilégié les *campagnes résidentielles attractives et touristiques*. Ces deux sous-catégories sont suivies par les autres PCS des retraités. Leurs résultats généraux oscillent entre 6,6 et 12,1 % des migrants britanniques. La répartition des installations des anciens cadres et artisans/commerçants se rapproche de celle des anciennes professions intermédiaires, alors que les anciens ouvriers présentent des similitudes avec les anciens employés. Des préférences régionales paraissent ainsi se dessiner. Ce tableau souligne aussi la diversité sociale des retraités britanniques qui sont venus s'installer dans les campagnes françaises au cours des années 2000.

Du côté des actifs, les commerçants et assimilés présentent des implantations assez spécifiques au sein des *campagnes résidentielles à économie touristique et montagnarde* et des *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*. Les artisans britanniques ont été surreprésentés parmi les *campagnes productives vieillies et agricoles*, un résultat qui tend à confirmer la constitution locale de réseaux autonomes de rénovation des résidences. Les dernières PCS du classement font partie des cadres et professions intellectuelles supérieures, des professions intermédiaires et des employés ; celles-ci se sont avant tout installées au sein des *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*.

Tableau 22. Prédominance des PCS des retraités parmi les installations rurales de Britanniques

Principales PCS détaillées parmi les migrations britanniques de longue distance vers les campagnes françaises (RP 2007) *

PCS détaillées des migrants britanniques*	Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante rurale
	... les plus proches et les plus aisées	... en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieillies et agricoles	... attractives et touristiques	... à économie touristique et montagnarde	
Anciens employés	3,6	17,2	14,8	17,8	15,1	0,0	15,9
Anciennes professions intermédiaires	6,5	16,0	14,0	17,2	18,0	3,3	15,9
Anciens cadres	3,2	12,6	11,6	12,9	14,5	0,0	12,1
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2,3	8,4	6,8	8,4	9,0	0,0	7,8
Anciens ouvriers	3,4	7,1	6,7	7,3	4,9	0,0	6,6
Commerçants et assimilés	4,1	5,4	7,6	5,1	5,2	25,3	5,9
Artisans	0,0	3,8	4,2	5,0	3,5	3,0	4,2
Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	9,7	3,3	3,4	2,0	2,6	7,7	3,0
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	8,0	2,2	3,6	1,5	4,0	6,4	2,6
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	16,9	2,0	2,3	0,8	1,5	0,0	2,1
Professions libérales	1,8	1,6	2,1	2,0	2,2	8,0	2,1
Employés administratifs d'entreprise	4,9	2,3	1,6	1,4	1,7	10,1	2,1

* Les résultats correspondent ici à la proportion de chacune des PCS détaillées des migrants britanniques de longue distance, parmi les actifs et retraités, au RP 2007.

Source : RP INSEE 2007 (Fichiers détail)

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

Malgré l'utilisation de données de recensement assez récentes⁹², l'état des lieux ici réalisé sur les installations rurales étrangères paraît déjà en partie dépassé. Comme le notait le journaliste É. Dupin (2011) à la fin de la citation introductive de cette sous-partie (p. 220), les choses auraient changé du tout au tout depuis la crise économique de 2008, par un arrêt soudain des venues de Britanniques notamment retraités : c'est-à-dire les acteurs majeurs des migrations étrangères vers les campagnes du Sud, du Centre et de l'Ouest durant les années 1990-2000.

⁹² Rappelons qu'avec la mise en place d'une procédure annualisée de recensement en 2004, le RP 2007 correspond à la synthèse des données recueillies entre 2005 et 2009 ; les migrations résidentielles étudiées ont eu lieu au cours des cinq années avant recensement, donc potentiellement entre 2000 et 2009 selon les années de recensement.

Le contexte économique international a profondément atténué les installations rurales étrangères. Les inquiétudes ont touché notamment le marché de la résidence secondaire. De nombreux biens rénovés ont été mis à la vente, des migrations de départ ont été constatées — pour des motifs économiques et des désillusions personnelles —, et l'eldorado français, perçu ainsi par certains pour faire de la spéculation immobilière, a atteint ses limites. Cependant, les avantages comparatifs des campagnes françaises, qui ont attiré des Britanniques, des Néerlandais, des Belges, des Allemands, des Suisses, ou des Scandinaves, depuis les années 1970-1980-1990, n'ont guère changé : le climat, le bâti, le patrimoine, la tranquillité, l'accès à de grandes superficies, les paysages variés, l'« art de vivre à la française ».

La tendance d'installations étrangères dans des campagnes plutôt isolées devrait ainsi se poursuivre. Les effectifs seront certainement moindres, de nouvelles régions plus abordables pourraient être concernées, et la diversité sociale s'atténuera peut être au profit des groupes moyens et supérieurs. Nous faisons en tout cas l'hypothèse que les conjonctures économiques n'annihileront pas des dynamiques migratoires qui comptent aujourd'hui parmi les plus significatives et influentes sur les transformations des campagnes françaises.

Encadré 40. Des profils sociaux extrêmes parmi les installations locales d'étrangers (terrains 1 et 2)

La diversité sociale constatée à l'échelle nationale parmi les migrants étrangers est aussi une réalité locale. Quelques extraits d'entretiens en attestent ici à travers des tendances observées dans nos terrains d'étude haut-provençaux et haut-viennois. Les allusions sont sommaires mais elles appellent indiscutablement à approfondir l'étude de l'hétérogénéité sociale des migrants étrangers, les relations intergroupes ou à l'inverse les évitements volontaires.

« Le dernier phénomène dans le coin, c'est l'apparition de maisons d'ouvriers étrangers, qui viennent d'Europe de l'est, pour travailler sur les chantiers de rénovations (maisons, centres anciens). Ça fait 2-3 ans. Il y a eu d'abord une petite équipe, puis ils ont fait venir des collègues. Ils habitent à proximité, ils sont très discrets. Il y a depuis longtemps dans le Val de Durance des ouvriers agricoles étrangers, notamment Portugais, mais ces arrivées ici, c'est une nouvelle population. Ils ne sont pas là pour créer leurs entreprises. Ce sont des sociétés de maçonnerie qui sont installées ici, qui prennent des équipes supplémentaires. » (entretien 15, T1)

« Dans le hameau, les Anglais du moulin sont un peu à part. Lui est pseudo-retraité. Pour le moment, ils font 6 mois 6 mois, mais lui veut s'implanter à l'année. Ils sont quand même très riches par rapport à ceux qui sont à côté. Il y a beaucoup de métiers parmi les Anglais : des maçons, des menuisiers... Ceux du moulin, elle est décoratrice d'intérieur à Londres, et lui travaille dans l'import-export, alors qu'ici il y a un électricien et un plombier. » (entretien 13, T2)

« Avant 2008, il y avait vraiment tous les profils et même des familles pauvres parmi les Anglais. Ils sont venus en se disant on va retaper et on revendra pour se remonter. À côté de ça, il y avait des gens riches, des professions moyennes et sup., des ingénieurs, des enseignants, des artisans... des familles où elle restait à la maison avec les enfants, des retraités... » (entretien 18, T2)

« Même s'il y a des profils très différents parmi les Anglais, ils se retrouvent assez rapidement selon la catégorie sociale. J'ai par exemple un voisin qui vient passer 15 jours tous les mois. Il est ancien cadre d'une entreprise pétrolière. Lorsqu'il invite du monde, ça devient vite une réunion d'anciens ingénieurs importants, d'environ 70 ans, très aisés, qui ne se connaissent pas en Angleterre, mais qui se sont installés ici dans le même coin. » (entretien 15, T2)

« Il y a des cas très différents chez les Anglais, selon les métiers, les finances... Mais il y a aussi ceux qui essaient de s'intégrer, de parler français, ceux qui restent entre eux, et ceux qui ne supportent plus de voir des Anglais ! À côté, ils sont là depuis 3-4 ans. Ils sont venus à la retraite. Ils travaillaient tous les deux à la Poste anglaise. Et à chaque fois qu'on leur dit que des Anglais viennent d'arriver à tel ou tel endroit, leur réponse est : « Encore ! » (entretien 6, T2).

Le chapitre 6 avait deux ambitions de départ : détailler les transformations des structures sociales rurales, et accorder une attention particulière aux groupes sociaux moyens et supérieurs, porteurs potentiellement de formes de gentrification rurale à la française.

L'analyse des évolutions des compositions socioprofessionnelles et socioéconomiques des populations rurales a souligné le déclin de certains groupes d'actifs historiques (agriculteurs, ouvriers, artisans). Elle a présenté des signes structurels d'embourgeoisement, par la montée de catégories des professions intermédiaires, des cadres et professions intellectuelles supérieures, voire des employés. On retrouve ici des domaines d'activité économique qui ont plus globalement gagné en importance dans la société française. Les revenus moyens ont aussi largement progressé au sein des différentes campagnes, par le jeu de croissances mécaniques, d'évolutions démographiques naturelles et des apports migratoires.

L'étude du profil des nouveaux installés des années 2000 a ensuite révélé la prédominance de certains actifs — du commerce, de la fonction publique, du monde de l'entreprise, de l'information, des arts et du spectacle — parmi les migrations proches et lointaines, à l'arrivée et au départ des campagnes françaises. Cette analyse sociale des déplacements résidentiels a surtout rendu compte de différentiels de mobilité professionnelle parmi les résidents ruraux ; les plus mobiles correspondant principalement à des actifs des groupes moyens et supérieurs.

La dernière sous-partie s'est intéressée aux installations étrangères récentes dans les différentes campagnes françaises, et à leur évolution depuis les années 1980. Des résultats de cadrage ont été présentés sur l'ampleur de ces migrations. Les Britanniques sont apparus centraux dans les arrivées étrangères des années 2000, et dans le développement des implantations dans l'ouest du territoire. Par ailleurs, une diversité socioprofessionnelle et générationnelle a été constatée parmi les migrants étrangers : des retraités hétérogènes mais aussi des actifs autour de 40-50 ans, des artisans/commerçants, des employés, des professions intermédiaires, des cadres.

En définitive, la thématique de la gentrification a été dans ce chapitre un fil conducteur analytique, sans monopoliser l'attention et sans restreindre une étude générale des transformations sociales des campagnes françaises. Les angles d'étude (évolutions des structures sociales, recomposition sociale par les dynamiques migratoires, poids de populations supposées motrices) se sont, tout de même, inspirés d'orientations de recherche centrales de ce champ émergent des études rurales. Par ailleurs, le recours à la gentrification s'est fait en conformité avec la démarche exploratoire et statistique générale. À l'instar des résultats obtenus dans le chapitre 5, ce sont surtout de grandes tendances nationales et régionales qui ont été identifiées, dont certaines présentent des signes manifestes d'embourgeoisement social. De plus, un constat transversal semble s'imposer : parler de gentrification rurale dans le cas français, c'est peut être et surtout nommer des processus diffus, qui touchent nombre des campagnes hexagonales, lesquelles restent marquées par la diversité sociale des résidents et des nouveaux arrivants.

Conclusion de la deuxième partie

La partie 2 avait valeur d'approfondissement et d'exemple, dans l'étude des renouvellements des campagnes françaises et des processus contemporains à l'œuvre. À travers les structures du parc de logements (chapitre 5) et les groupes sociaux des actifs (chapitre 6), deux niveaux d'analyse ont été développés : le premier renvoie aux transformations sociodémographiques des campagnes, et le deuxième, à l'existence de processus généralisés de gentrification en France rurale.

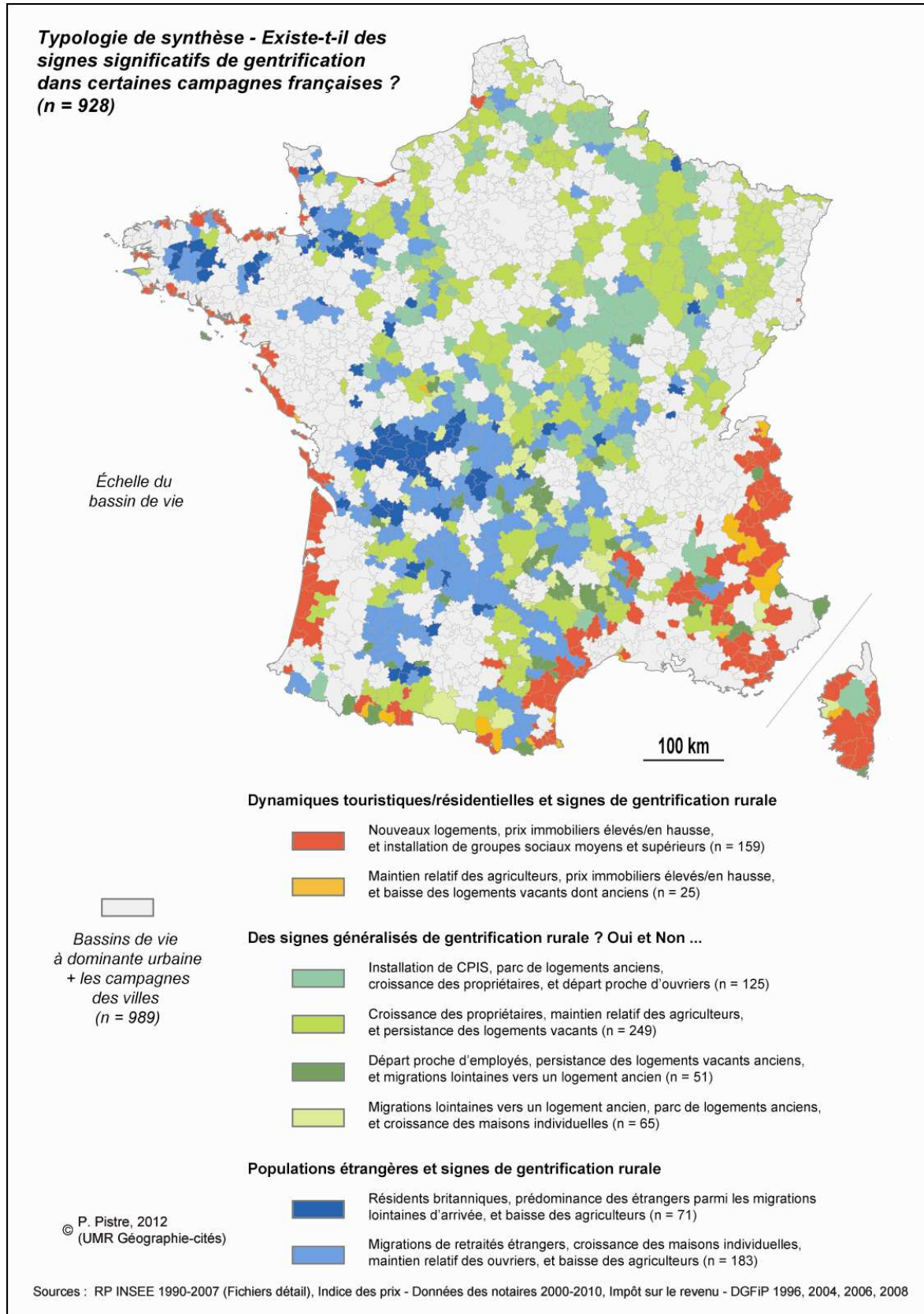
Le chapitre 6 a mis en évidence de grandes tendances nationales et régionales, sur les évolutions des logements, des nouvelles constructions, des statuts d'occupation et des catégories de logement (principal, secondaire, vacant). Des indicateurs plus spécifiques ont aussi été utilisés, pour leur capacité à rendre compte de dynamiques de gentrification rurale : la taille des logements, l'ancienneté du bâti, la vacance des logements anciens, les prix immobiliers. Chacun a souligné des potentiels ou des indices de gentrification, sans en être des révélateurs exclusifs. En définitive, le bilan a été jugé mitigé pour une appréhension nationale et statistique des processus immobiliers de gentrification dans les campagnes françaises.

Le chapitre suivant est revenu à une étude détaillée des populations rurales, par l'intermédiaire d'indicateurs sociodémographiques et socioéconomiques. Des évolutions significatives des structures socioprofessionnelles et des revenus moyens ont été constatées depuis les années 1980-1990 : le déclin de catégories historiques, la progression des actifs des groupes sociaux supérieurs, la croissance tout de même différenciée des ressources moyennes des foyers fiscaux. L'étude du profil des nouveaux arrivants, français et étrangers, a ensuite souligné le poids des actifs aux habitudes de mobilité professionnelle élevées ; les catégories moyennes et supérieures sont ici surreprésentées mais pas seulement. D'une manière générale, la diversité des groupes impliqués dans l'évolution des compositions sociales structurelles et migratoires des campagnes françaises transparaît des analyses du chapitre 6 ; les derniers constats autour des migrants britanniques en sont un exemple. Au final, le bilan est aussi nuancé quant au poids de processus de gentrification rurale portés par la consommation de groupes sociaux moyens et supérieurs.

La question suivante était posée en introduction de cette partie 2 : les signes supposés de gentrification rurale observés en France sont-ils comparables à ceux constatés outre-Manche ? Ce travail de thèse n'avait pas de prétention comparative entre ces deux contextes nationaux. Néanmoins, le caractère plus diffus des processus de gentrification en cours, et leur cohabitation quasi-systématique avec des dynamiques sociales et de logement hétérogènes, paraît distinguer les tendances observées en France rurale.

La typologie de synthèse présentée à travers la carte 34 rend compte, par exemple, de la difficulté statistique d'identifier des *bassins de vie à dominante rurale* clairement gentrifiés ou en voie de gentrification. Les territoires de montagne, du littoral et des arrière-pays maritimes sont certainement ceux qui s'en rapprochent le plus, par l'attrait d'actifs des groupes moyens et supérieurs, et des prix immobiliers élevés/en hausse. Les présences et migrations étrangères, surtout de Britanniques, singularisent aussi certaines campagnes de l'ouest et du centre du pays. Toutefois, une majorité des bassins de vie étudiés — et des classes obtenues dans la typologie de synthèse — présentent quelques signes de gentrification rurale, assortis de processus hétérogènes, sociaux comme immobiliers. L'échelle d'étude nationale et le choix du bassin de vie comme unité spatiale de référence peuvent être en cause, pour expliquer les faibles constatations statistiques, significatives et localisées, de formes de gentrification. Par opposition au modèle provençal de « villages aristocratiques » évoqué en préambule de cette partie 2 (p. 151), nous y voyons surtout le signe de dynamiques de gentrification qui ont imprégné un large éventail de campagnes françaises, sans être le moteur principal des évolutions récentes.

Carte 34. Des processus de gentrification plus diffus que circonscrits dans les campagnes françaises⁹³



⁹³ Cette typologie a été réalisée à partir d'une sélection de variables statistiques utilisées dans les chapitres 5 et 6. Une démarche équivalente à celle de la typologie des bassins de vie français a été suivie (chapitre 1, p. 29). Des documents présentant les indicateurs intégrés dans la classification et le profil détaillé des classes obtenues sont consultables en annexe 8a (pp. 335-337). En supplément des *bassins de vie à dominante urbaine*, les *campagnes des villes* ont été ici exclues de l'analyse pour se concentrer sur des territoires moins touchés par des processus de périurbanisation.

Partie 3. Populations retraitées et nouveaux des campagnes françaises

« Enfin Roger, ce n'est pas parce que l'on est vieux que l'on doit s'ennuyer. Et puis, qu'est-ce que je dis, à ton âge, on n'est pas vieux, on est retraité : ça ne veut pas forcément dire que l'on est vieux. » (Guiraudie, 2005, min. 25)

« Il n'avait jamais manifesté le moindre intérêt pour la nature ; mais en vieillissant, peut être, qui sait ? Lui-même, en rendant visite à Houellebecq, avait constaté qu'il commençait à apprécier la campagne — qui, jusque-là, lui avait toujours été indifférente. » (Houellebecq, 2010, p. 333)

« « J'écris des textes que personne ne lit », soupire Jean-Clarence Lambert, réfugié depuis cinq ans dans une séduisante ferme aménagée du village de Dracy. Ce poète bronzé, à qui on ne donnerait jamais ses quatre-vingts années, était las d'un Paris abîmé par le trafic automobile. Après avoir résidé à Bougival, Jean-Clarence s'est « yonnisé » selon sa propre expression. Il a repris la ferme d'un agriculteur parti à la retraite et lui aussi dénommé Lambert. Son épouse Alice avait de la famille dans la région. Artiste, elle est devenue experte en gastronomie florale [...] Jean-Clarence apprécie la Puisaye. « Il y a beaucoup d'artistes et les choses se font plus facilement ici qu'à Paris. » Il a baptisé son domaine « Maison de la poésie », sans avoir la naïveté de prendre au sérieux cette glorieuse étiquette. Une vaste grange sert régulièrement de théâtre à des spectacles et à des expositions. » (Dupin, 2011, p. 116)

Introduction de la troisième partie

La première partie de la thèse avait pour objectif de dresser un panorama général des renouvellements démographiques des campagnes françaises depuis les années 1970-1980. La deuxième a analysé les transformations rurales — des structures du parc de logements, des compositions sociodémographiques des actifs — et les reprises de population récentes sous l'angle des processus de gentrification rurale. La troisième partie se concentre sur le poids de populations spécifiques, en l'occurrence les retraités. Dès le début du projet de thèse, deux tendances ont conduit à leur accorder une attention particulière dans l'étude des évolutions rurales contemporaines.

En premier lieu, le processus de vieillissement de la population en France métropolitaine est aujourd'hui bien connu et des projections démographiques à l'horizon 2050 ont montré son caractère « inéluctable » (Brutel, 2002 ; Aubry *et al.*, 2005 ; Robert-Bobée, 2007). Il touche l'ensemble des régions françaises mais les « espaces ruraux (apparaissent) structurellement plus vieilliss » (Houillon, 2003 ; Desplanques, 2005). En effet, les proportions des retraités ou des plus de 60 ans n'ont eu de cesse d'y croître depuis l'après Seconde Guerre mondiale, faisant de ces populations des composantes démographiques incontournables des réalités rurales actuelles.

De plus, les facteurs du vieillissement d'un territoire sont naturels — liés à l'évolution de la fécondité et de la mortalité — mais aussi migratoires, selon la composition des flux entrants et sortants (Calot *et al.*, 1999). Dans les campagnes françaises, de moindres naissances et des taux de mortalité plus élevés restent souvent les principales raisons d'un vieillissement structurel. Néanmoins, il peut être fait l'hypothèse que les migrations de retraite ont pris une place accrue à la fois dans les dynamiques de vieillissement et de renouvellement démographique rural. Là encore, des disparités sont à attendre entre les types de campagnes françaises : les migrations récentes de retraités ont-elles plutôt renforcé les structures de population des campagnes les plus vieillies ?

Approfondir les relations entre vieillissement, migrations et structures des retraités, et renouvellements des campagnes françaises est donc le premier objectif de cette troisième partie. L'ambition est également de proposer une analyse quantitative et nationale de la diversité des populations retraitées en France rurale. Les différences internes sont bien sûr générationnelles et l'étude des comportements migratoires selon les âges détaillés — présentée dans le chapitre 3 (pp. 106-108) — a déjà mis en évidence des spécificités au début et à la fin de la retraite. Néanmoins, à la suite des traitements sociodémographiques commentés dans le chapitre 6, c'est surtout une analyse de la composition sociale des populations retraitées qui est ici défendue.

Quels sont les profils de retraités dominants (anciennes catégories socioprofessionnelles, revenus) dans les structures sociales des différentes campagnes françaises ? Les migrations successives de retraite ont-elles modifié en profondeur les compositions préexistantes ? Les comportements migratoires des catégories retraitées moyennes et supérieures donnent-ils à voir des signes de processus diffus ou circonscrits de gentrification rurale ?

Cette troisième partie de thèse se compose de trois chapitres. Le chapitre 7 propose un état des lieux et une posture de recherche autour de la diversité des populations retraitées. L'accent est mis sur les travaux géographiques et les contextes d'étude en milieu rural ; deux voies d'analyse des relations entre retraités et renouvellements démographiques des campagnes françaises sont également formulées. Les deux chapitres de résultats qui suivent se distinguent par l'angle d'analyse des populations retraitées : le premier correspond à une étude structurelle selon les âges, les anciennes PCS et les revenus de retraite ; le deuxième se concentre sur les migrations de retraite à destination des campagnes françaises, sur leur géographie nationale, leur composition sociale et leur évolution depuis les années 1970-1980.

Chapitre 7. De la diversité des populations retraitées dans les campagnes françaises

Au RP 2007, la France métropolitaine comptait 12,9 millions de retraités, soit 20,9 % de l'ensemble de la population ; ils étaient 10,6 millions soit 18,2 % de la population au RP 1999. Les dernières projections démographiques réalisées par l'INSEE prévoient de leur côté qu'un « tiers de la population (sera) âgé de plus de 60 ans » à l'horizon 2060 (Blanpain *et al.*, 2010).

En France et dans la plupart des pays anciennement industrialisés, les croissances nettes et relatives des populations âgées ou retraitées ont tendance à se perpétuer voire à s'accroître. En outre, le vieillissement des structures de population coïncide aujourd'hui avec le passage progressif en retraite des générations du baby-boom, nées — dans une définition extensive — entre 1945 et le début de la décennie 1970. Celles-ci ont « marqué la démographie des pays développés ces soixante dernières années » et leur influence à venir s'annonce tout aussi forte : sur le « renouvellement de la population active, les besoins d'accueil en institution pour personnes âgées et enfin les secteurs d'activité en relation avec la mort » (Monnier, 2007, p. 1).

La place accrue occupée par les retraités ne peut que conduire à en faire un objet d'étude central et incontournable des sciences de la population. En outre, une plus grande attention doit aller de pair avec un approfondissement de l'étude de la diversité de ces populations.

À l'exception d'un statut commun d'inactifs après une période d'activité professionnelle, les profils des retraités sont des plus hétérogènes dans leur composition démographique, leurs pratiques sociales, leurs désirs résidentiels ou leurs besoins de santé. Les différences sont liées à des positions plus ou moins avancées dans le cycle de vie. Elles sont aussi socioéconomiques, selon les parcours professionnels et les sources de revenu (pensions de retraite, allocations, revenus du patrimoine et d'épargne), qui induisent des conditions de vie très inégales.

L'objectif du chapitre 7 est notamment de détailler un principe de travail autour de la diversité des populations retraitées. À la suite d'une même posture adoptée pour les campagnes françaises et leur renouveau contemporain (partie 1), et les processus de gentrification rurale (partie 2), il s'agit de mener une analyse plurielle des retraités. Pour l'heure, des éléments d'état des lieux et de positionnement personnel sont développés dans la première partie de ce chapitre, sur les distinctions sociales et d'âges des populations retraitées. La partie suivante propose un rapide panorama des études rurales et géographiques sur le vieillissement, les populations retraitées et les migrations de retraite. Enfin, la troisième partie présente des voies d'analyse des relations entre retraités et renouveau démographiques des campagnes françaises, lesquelles sont mises en application dans les chapitres 8 et 9.

1) Diversité sociodémographique des populations retraitées

En introduction d'un ouvrage collectif intitulé *Ageing and diversity*, Simon Biggs *et al.* (2004) faisaient le constat suivant : il est avéré que les personnes âgées n'ont jamais été aussi nombreuses dans l'histoire, mais il est moins considéré que le processus de vieillissement est divers, dans son déroulement et ses résonances et conséquences individuelles. Le point de vue adopté dans cette thèse est plus structurel et géographique, même s'il s'agit aussi d'insister sur la diversité des populations retraitées et de mener des analyses évolutives.

a) Populations âgées ou retraitées : des termes, des catégories, des expériences

Nous avons choisi de privilégier le vocable de retraités, pour désigner les populations dont les influences sur les évolutions démographiques des campagnes françaises sont étudiées dans cette troisième partie de thèse. La raison principale tient dans la volonté de développer les analyses des groupes sociaux retraités, en postulant qu'ils sont largement fonction des anciens statuts socioprofessionnels des individus devenus inactifs. Néanmoins, l'âge reste aujourd'hui le facteur le plus souvent utilisé pour caractériser des populations proches au regard de leur position dans le cycle de vie ou pour marquer leur diversité interne.

Les usages terminologiques sont ici instructifs et révélateurs. Le statut même de retraité renvoie à l'arrêt des activités professionnelles d'un individu, conditionné par le fait d'atteindre un âge légal qui ouvre les droits à des compensations financières. De manière plus générique, les vocables « personnes âgées » ou « vieux » induisent des rapprochements démographiques selon un âge avancé. Les contours sont flous, les utilisations peuvent être péjoratives, mais dans tous les cas, elles s'inscrivent dans une lecture générationnelle des structures de population.

Il en va souvent de même lorsqu'il s'agit de désigner une partie des populations âgées ou retraitées ; les « nouvelles catégorisations de la vieillesse » apparues depuis les années 1960-1970 en sont le meilleur exemple (Caradec, 2008, pp. 18-25). L'« invention du troisième âge » a correspondu avec des aspirations à une « nouvelle jeunesse », pour des populations dynamiques, qui ont participé à la création de clubs, d'universités ou de voyages spécialisés. Les expressions « quatrième âge » et « personnes âgées dépendantes » se sont, elles, développées pour désigner les populations les plus âgées et « destinataires d'un nouveau dispositif de politique sociale ». « L'éclosion (du terme) seniors » a été plus récente, sous l'impulsion « du monde du marketing », tout en s'inscrivant dans une même logique de catégorisation selon les âges. Ce vocable à la mode fait communément référence « à la partie la plus jeune, la plus dynamique et financièrement la plus à l'aise de la population âgée ». Il en vient également de plus en plus à « concurrencer celui de personnes âgées » pour « recouvrir l'ensemble des personnes de plus de 50 ans ».

Associées pour certaines à des aspects socioéconomiques et de santé, les principales manières de désigner les retraitées reposent donc sur l'âge chronologique : par rapport aux populations plus jeunes et entre les populations âgées. De plus, cette approche reste dominante lorsqu'il s'agit de catégoriser au sens statistique ces populations, et ce malgré les nombreuses remises en cause sur sa capacité à rendre compte de la diversité des processus de vieillissement.

La difficulté concerne ici le choix des seuils et des tranches d'âge, qui renverraient à des distinctions objectives des populations âgées et des phases de vieillesse. Pour appuyer sa critique de la catégorisation selon les âges, Bernard Ennuyer (2011, pp. 131-132) rappelait récemment un paradoxe éloquent : dans les années 1960, les personnes âgées étaient le plus souvent définies comme les plus de 65 ans ; l'espérance de vie a depuis augmenté de plus 10 ans mais la même borne est toujours utilisée voire celle des plus de 60 ans. L'explication est double : les seuils statistiques officiels — notamment INSEE — ont suivi l'évolution de l'âge légal du passage en retraite ; de plus, « l'âge de définition du groupe « personnes âgées » est devenu purement conventionnel et administratif et ne correspond plus du tout à l'entrée dans la vieillesse ».

La remise en cause de la catégorisation selon un âge chronologique a notamment été le fait de travaux sociologiques, qui ont appelé à une plus grande prise en compte de la diversité des âges (biologique, social, psychologique), des temporalités et des expériences du vieillissement (Baars *et al.*, 2006). Il s'agit ainsi de « penser les vieillesse » au pluriel, en fonction des parcours de vie, des pratiques et des perceptions individuelles, dans une approche que l'on peut qualifier de construction sociale du vieillissement (Caradec, 2004 ; Carbonnelle *et al.*, 2010).

L'âge chronologique comme variable d'étude des migrations et des mobilités résidentielles a déjà été utilisé dans cette thèse (chapitres 2 et 3). Les analyses les plus détaillées (pp. 106-108) ont mis en évidence des comportements spatiaux et des effets de cycle qui divergent en amont et au cours de la période de retraite, et qui se sont globalement accentués depuis les années 1970. Tout en se faisant l'écho des critiques — analytiques et symboliques — sur l'objectivité de l'âge chronologique comme critère d'étude des populations retraitées, il faut aussi reconnaître la persistance de son intérêt pratique pour les recherches, en particulier quantitatives. Une étude démographique selon les âges ne peut prétendre saisir le sens individuel du vieillissement et sa diversité qualitative, mais elle n'en conserve pas moins sa pertinence pour l'identification des évolutions structurelles des populations âgées ou retraitées.

C'est la raison pour laquelle les premiers résultats présentés dans le chapitre 8, pour analyser le vieillissement démographique en France rurale, reposent sur l'approche la plus conventionnelle : les populations âgées y sont étudiées selon les volumes et les proportions des 60 ans et plus — puis des 60-70 ans, des 70-80 ans, des 80-90 ans et des 90 ans et plus. Il ne s'agit pas alors de supposer que les soixantennaires des années 1970 sont équivalents à ceux des années 2000, mais plus simplement de constater que les structures des populations âgées ont évolué de manière homogène ou différenciée dans les campagnes françaises.

b) Des populations âgées à des populations retraitées socialement hétérogènes

Le critère d'âge reste donc aujourd'hui à la fois dominant, contesté — moins objectif qu'il n'y paraît — et néanmoins pertinent, sous certains aspects, pour rendre compte du vieillissement démographique et du poids des populations âgées. Par ailleurs, il ne peut constituer une variable d'étude unique s'il s'agit d'analyser la diversité interne des populations retraitées. Le mode d'hébergement (à domicile, en institution) ou la situation de santé (autonome, dépendant) constitue des voies communément utilisées pour distinguer les populations les plus âgées. L'accent est mis dans cette thèse sur une analyse différentielle des groupes sociaux retraités.

Ce principe de travail a été élaboré en réaction à un point de vue dominant que l'on jugeait excessivement homogénéisant, peut-être sur la base de la distinction actif / inactif. Par contraste, il y a très peu de travaux scientifiques — notamment quantitatifs — qui appréhendent la population retraitée comme recouvrant des catégories sociales hétérogènes.

Une explication est certainement à chercher dans les représentations et les sentiments d'appartenance exprimés par les individus retraités eux-mêmes. Sur la base des données de l'enquête Histoire de vie (INSEE/INED), Emmanuelle Crenner (2006, pp. 50-52) a par exemple montré que les référents sociaux ne constituent pas leur principal critère d'identification. « Sept retraités sur dix ne font pas référence à leur ancienne profession pour dire ce qu'ils se sentent avant tout ». Une grande majorité se définit comme « retraité, tout simplement ». Ils sont également moins nombreux que les actifs à avoir « le sentiment d'appartenir à une classe sociale » — les plus évoqués sont tout de même la classe moyenne et la classe ouvrière — et très peu (environ 1 %) ont déclaré « appartenir à une classe sociale des retraités ».

La faible identification à des groupes sociaux de la part des retraités remet-elle en cause pour autant la pertinence d'une analyse orientée par les trajectoires socioprofessionnelles ? Certainement pas. Le décalage relatif entre les représentations des intéressés et un critère supposé central pour analyser les retraités renforce même plutôt l'intérêt de cette orientation de travail. En effet, il amène à s'interroger sur le réel dépassement de différenciations sociales dans les perceptions, les expériences, et surtout, les comportements des populations retraitées. De plus, la persistance d'inégalités sociales en termes de mortalité appelle aussi à accorder une attention centrale aux caractéristiques sociales des populations âgées (Robert-Bobée *et al.*, 2007).

Enfin, une analyse de la diversité sociale des populations retraitées trouve sa pertinence dans les orientations de recherche de cette thèse. Le nouveau démographique des campagnes françaises a été pensé et appréhendé au pluriel, et en particulier, pour l'étude des populations les plus représentées dans les installations résidentielles (chapitres 1, 2 et 3). L'implication des retraités est déjà apparue importante, en volume mais surtout par leur propension à migrer vers des campagnes autres que celles *des villes* (p. 103 et pp. 106-108). De plus, il est à parier que les pratiques migratoires et les influences sur les évolutions démographiques rurales sont des plus hétérogènes selon les groupes sociaux retraités.

L'étude des migrations et mobilités résidentielles selon les âges (pp. 82-88 et 106-108) a également souligné la prédominance des jeunes retraités — parmi les populations âgées — dans les dynamiques rurales récentes. S'il ne fait aucun doute que des critères liés à la santé et à la dépendance sont essentiels pour étudier les situations individuelles au grand âge, une analyse sociale — dans la lignée des distinctions opérées chez les actifs — paraît tout aussi primordiale pour appréhender la diversité des populations retraitées les plus jeunes. Cette démarche peut par exemple permettre d'identifier des continuités ou des ruptures dans les pratiques migratoires des catégories socioprofessionnelles avant et après le passage en retraite.

2) Les populations retraitées : recherches géographiques et rurales

Approfondir le rôle des retraités dans les nouveaux démographiques des campagnes françaises constitue l'objectif de recherche à l'origine de la troisième partie de la thèse. Défendre et proposer une analyse de la diversité — surtout sociodémographique — de ces populations découle de cette volonté générale ; ce principe de travail a été jugé essentiel pour mettre en évidence les influences différenciées des retraités. De plus, l'orientation géographique, nationale et rurale de cette thèse est venue conforter l'idée d'une étude plurielle : nous avons notamment fait l'hypothèse que l'implication des groupes sociaux retraités diverge fortement selon les régions et les types de campagnes françaises.

À ce stade du chapitre 7, nous proposons un rapide panorama des études géographiques et rurales⁹⁴ autour des populations retraitées. Loin de prétendre à l'exhaustivité, il s'agit de dégager les axes de recherche les plus classiques ou originaux, anciens ou plus récents, français et — dans une moindre mesure — internationaux. La présentation est organisée en deux sous-parties complémentaires : la première, générale, porte sur le vieillissement et les populations retraitées, alors que la deuxième se concentre sur l'étude des migrations de retraite. Cet aperçu scientifique permettra de mieux situer les propositions de recherche et les analyses réalisées dans cette thèse, par rapport à la littérature géographique et rurale sur les retraités.

a) *Études du vieillissement et des structures des populations retraitées*

Remarquons tout d'abord que le vieillissement et les retraités ne constituent à ce jour ni un objet central ni une branche vraiment constituée des recherches géographiques françaises. Dans la littérature internationale, surtout anglo-américaine, la *geography of ageing* est mieux établie ; des états des lieux, publiés depuis son développement dans les années 1970, en rendent compte (Warnes, 1981, 1990 ; Rowles, 1986 ; Harper *et al.*, 1995 ; Andrews *et al.*, 2005a). L'étude des populations les plus âgées a été privilégiée. Des connexions scientifiques ont été mises en place avec la géographie de la santé et la gérontologie. En outre, les études de *geography of ageing* ont porté aussi bien sur les lieux et les environnements de vie que sur les expériences et les perceptions spatiales.

⁹⁴ Les « recherches géographiques et rurales » ne font pas ici forcément référence à des travaux de géographes.

On retrouve dans les recherches géographiques françaises une relative diversité d'analyses autour du vieillissement et des retraités. Au cours des années 2000, quelques études ont dressé un portrait national de la répartition des plus de 60 ans, en insistant sur les différences d'âges et les types d'espaces de résidence (Houillon, 2003 ; Desplanques, 2005). Le colloque « Vieillissement et territoires à l'horizon 2030 », organisé en septembre 2005 à la Sorbonne, a été l'occasion d'approfondir l'analyse démographique et géographique des populations âgées à l'échelle française ; plusieurs études de cas ont aussi porté sur des régions et des pays européens (Dumont, 2005). Christian Pihet (1999, 2003) s'est de son côté intéressé au processus de vieillissement aux États-Unis et au « développement d'une territorialisation produite par l'âge », à travers l'exemple des *retirement communities*. Signalons aussi un numéro récent de la revue *Espace, populations, sociétés*⁹⁵ — intitulé « Personnes âgées, habitat, territoires » (Coupleux *et al.*, 2010) —, qui a notamment publié les résultats de recherches menées dans le cadre du programme « Vieillissement de la population et habitat », piloté par le PUCA (Bonvalet *et al.*, 2007).

Plusieurs études géographiques francophones ont également analysé les relations entre vieillissement et espaces de vie des populations âgées. Un numéro spécial des *Annales de la recherche urbaine* sur « l'avancée en âge dans la ville » a rassemblé des travaux et réflexions sur des contextes variés, régionaux et nationaux (France, Allemagne, Italie, Japon) (Querrien *et al.*, 2006). Lors du colloque interdisciplinaire « Vivre le vieillir : des lieux, des mots, des actes », qui s'est tenu à Toulouse en mars 2009, plusieurs communications avaient pour point commun d'étudier le rapport entre populations âgées et environnements de vie urbains (centre, banlieue, périurbain). Cette dernière sous-catégorie spatiale a fait récemment l'objet d'une attention particulière dans l'analyse géographique du vieillissement. Le « vieillir en pavillon » a été appréhendé selon les ancrages des populations retraitées, l'évolution de la mobilité avec la vieillesse et les spécificités des espaces périurbains (Lord *et al.*, 2009 ; Berger *et al.*, 2010 ; Fortin *et al.*, 2010 ; Mondou *et al.*, 2010).

En ce qui concerne les contextes ruraux, on retrouve des interrogations communes — dans les études françaises et anglo-américaines — sur la vulnérabilité des populations âgées, associée à la situation des espaces de vie (Joseph *et al.*, 2005 ; Gucher *et al.*, 2007 ; Keating, 2008). Par exemple, Isabelle Mallon (2010) posait récemment la question suivante : « le milieu rural isolé isole-t-il les personnes âgées ? ». Elle répondait par la négative, en montrant le maintien de mobilités jusqu'à des âges avancés, mais aussi la diversité des situations entre les « personnes installées autour de la retraite » et les « vieux du coin ». Dans un autre contexte national (Nouvelle-Zélande), Lex Chalmers *et al.* (1998, 2006) ont analysé l'impact de la restructuration rurale (démographique, économique, des services) sur les personnes âgées résidentes. Leurs conclusions sont plutôt négatives, en soulignant la *production of otherness* face aux changements ruraux.

Au-delà de ces travaux à dominante sociologique et locale, des études internationales ont proposé des analyses rurales et nationales de la répartition des populations âgées (Kurek, 2003 ; Lowe *et al.*, 2006 ; Walford, 2008 ; Glasgow *et al.*, 2012). On ne peut en dire autant des recherches françaises. Dans les années 1970-1980, Paul Paillat *et al.* (1976, 1980) ont réalisé des études démographiques — nationales et régionales — du vieillissement en France rurale, mais ces travaux n'ont guère d'équivalents contemporains. Signalons tout de même un travail collectif mené sur les « retraités et les espaces ruraux du Massif central » (Callois *et al.*, 2003).

Enfin, quelques études françaises récentes, géographiques et rurales, ont appréhendé le vieillissement sous l'angle des politiques publiques (Argoud *et al.*, 2011 ; Blanchet *et al.*, 2011). Dominique Vollet *et al.* (2007a) ont par exemple montré que la « territorialisation » occupe une place accrue dans les politiques gérontologiques, agricoles et de développement local.

⁹⁵ Il fait suite à la publication dans la même revue de numéros réguliers, depuis les années 1980, sur le vieillissement, les populations âgées et les migrations de retraite (Noin *et al.*, 1987, 1992 ; Thumerelle, 1987 ; Cribier *et al.*, 1993).

Pour conclure — si nous nous en tenons aux recherches géographiques et rurales —, les études françaises autour du vieillissement et des populations retraitées sont peu nombreuses. La littérature internationale est plus riche mais, dans un article récent, Amanda Davies (2011) présentait des axes de recherche qui restent à développer, en associant notamment approches quantitatives et qualitatives. Nous la rejoignons pleinement sur une de ses conclusions générales :

« [...] Le vieillissement doit être considéré comme spatialement divers et les populations âgées comme hétérogènes. Il est également nécessaire d'appréhender spécifiquement la nature et les structures spatiales du vieillissement de population dans le monde rural. Les espaces ruraux étant souvent considérés comme plus vulnérables aux effets négatifs du vieillissement, il y a aussi un besoin crucial de travaux pour contextualiser le vieillissement en milieu rural. » (Davis, 2011, p. 198, traduction personnelle).

b) Études des migrations/mobilités résidentielles des populations retraitées

Les comportements migratoires des retraités constituent assurément l'angle d'étude qui a donné lieu au plus grand nombre de recherches géographiques autour du vieillissement et des populations retraitées. Ce constat vaut pour la littérature française et internationale, et les migrations de retraite vers les campagnes n'occupent qu'une partie des travaux et des tendances.

Ce champ de recherche — à l'articulation des études géographiques, démographiques et sociales — s'est notamment développé sous l'impulsion de figures scientifiques bien identifiées. En France, depuis les années 1970-1980, Françoise Cribier (1978, 1979, 1984, 1992, 1995, 2005), a largement contribué à l'étude des populations âgées et des migrations de retraite au départ de la région parisienne. Ses recherches ont reposé en particulier sur le suivi de cohortes de naissance, la réalisation d'enquêtes biographiques et d'analyses longitudinales (Cribier, 1984, 1994, *et al.*, 1999). À l'échelle internationale, Antony Warnes (1981, 1987, 1990, 1993, 2009) a fortement participé au développement des études géographiques et migratoires sur les personnes âgées. Ses travaux récents ont porté sur les migrations de retraite en Europe (Warnes, 2006a, 2006b, 2007a).

Deux types de migrations de retraite sont communément distingués dans les études géographiques : les migrations internes/nationales ou internationales (Longino *et al.*, 2006 ; Warnes, 2009). Les premières ont fait l'objet de nombreuses recherches aux États-Unis, depuis les années 1980 et la croissance des arrivées de retraités dans les États du sud et sur les façades maritimes. Ces installations se sont poursuivies pendant la décennie 1990 et elles ont de plus en plus concerné des entités rurales (Longino, 1995). David Brown *et al.* (2008) ont réalisé récemment une étude d'envergure — en croisant des analyses statistiques nationales et des enquêtes locales — sur les migrations de retraite vers les campagnes américaines. En France, les déplacements internes des retraités ont aussi fait l'objet d'attentions anciennes. Ce sont surtout les départs de la région parisienne qui ont été étudiés (Cribier *et al.*, 1992 ; Louchart, 2006). En ce qui concerne les destinations privilégiées par les retraités, plusieurs études se sont intéressées aux installations sur la façade atlantique, notamment dans des petites villes bien équipées en services (Loew-Pellen, 2002 ; Bésingrand, 2005, *et al.*, 2006).

Les principales études sur les migrations de retraite internationales ont concerné les arrivées de Britanniques sur les côtes méditerranéennes françaises et espagnoles (King *et al.*, 1998, 2000 ; O'Reilly, 2000 ; Hardill *et al.*, 2005). Per Gustafson (2001, 2009) a enquêté qualitativement sur les expériences transnationales de retraités effectuant des migrations saisonnières entre la Suède et l'Espagne. D'autres recherches récentes ont analysé « l'immigration européenne de retraités vers la « Riviera turque » » (Südas *et al.*, 2006), le vieillissement de retraités Britanniques à Malte (Innes, 2008) ou les installations de retraités américains au Mexique (Sunil *et al.*, 2007).

Les comportements résidentiels des populations retraitées font aujourd'hui l'objet d'une attention croissante, du fait notamment du passage en retraite des générations du baby-boom. Cette tendance vaut pour des contextes nationaux variés. C. Bonvalet *et al.* (2010) ont par exemple mené une étude approfondie des trajectoires et des stratégies résidentielles d'individus nés entre 1945 et 1954, et installés dans le centre de Paris et de Londres (ou en proche périphérie). Ils ont souligné l'incertitude qui accompagne le passage en retraite : certains choisissent finalement de rester « immobiles » ; d'autres prévoient un départ prochain — par exemple vers leur région de naissance — ou préfèrent la bi-résidentialité. Vincent Caradec (2011) a confirmé et détaillé ces résultats en dégagant cinq types de comportements résidentiels chez les retraités : la mobilité résidentielle choisie (dont la double résidence), la stabilité résidentielle (souhaitée), la mobilité contrainte, l'assignation à résidence, l'incertitude résidentielle. Les « logiques explicatives » sont ici variées : de critères économiques et de santé à des facteurs familiaux et conjugaux, en passant par des logiques territoriales, d'attachement aux lieux ou de valorisation de la mobilité.

De plus, l'arrivée en retraite des générations du baby-boom tend à concentrer l'attention scientifique par des questionnements sur les pratiques résidentielles en amont ou au moment de la fin d'activité professionnelle. Existe-t-il une *retirement transition* dans les comportements migratoires au cours du cycle de vie (Bures, 1997) ? Si oui, participe-t-elle au repeuplement des régions rurales (Stockdale, 2006) ? Des migrations de retour sont-elles impliquées (Bozman *et al.*, 2006) et notamment vers des « périphéries rurales » (Jauhianen, 2009) ? Les conclusions de ces recherches internationales — menées aux États-Unis, en Écosse, en Suisse et en Finlande — peuvent varier, mais dans l'ensemble, elles soulignent l'évidence et les changements des comportements migratoires à proximité du passage en retraite.

Remarquons enfin que l'étude des migrations au cours de la retraite est plus rare : qu'il s'agisse de « mobilités de confort », de projets qui ont mis du temps à se mettre en place, ou de « mobilités d'ajustement » pour des raisons familiales ou de santé (Caradec, 2011). Dans le contexte français, Alain Thalineau et Laurent Nowik (2009, 2010) ont en partie comblé ce manque par l'analyse de mobilités résidentielles « en milieu de retraite » (vers 70-80 ans). Sur la base de quatre enquêtes de terrain réalisées dans l'hexagone, ils ont notamment mis en évidence le rôle de l'évolution des relations amicales et familiales pour expliquer ces mobilités.

Un rapide panorama des études sur les migrations et mobilités résidentielles de retraite donne à voir une attention continue. L'implication de figures emblématiques a contribué au développement de recherches dans des contextes variés. La poursuite voire l'accentuation des changements de résidence au moment de la retraite — à l'échelle locale, régionale, nationale ou internationale — et la fin progressive d'activité des baby-boomers confortent aujourd'hui cette voie d'étude dominante des populations retraitées, dans une approche géographique.

Les recherches ruralistes sur les migrations et mobilités de retraite occupent une part non négligeable des travaux récents, sans être ni majoritaires ni certainement à la hauteur des installations en cours dans les campagnes. Le constat vaut en particulier pour les études françaises où peu d'analyses ont été récemment menées sur un plan quantitatif ou spécifiquement rural. Les traitements statistiques réalisés par M. Talandier (2007, 2008) autour des revenus de retraite ont tout de même apporté un panorama national des ressources économiques des populations retraitées. Par une étude qualitative de l'installation de retraités dans des communes rurales bretonnes, Yvonne Guichard-Claudic (2001) a de son côté esquissé des voies de recherche intéressantes sur la diversité des enjeux identitaires et des comportements selon les groupes sociaux retraités. D'une manière générale, les études sociodémographiques (diplômes, catégories socioprofessionnelles) des migrations de retraite restent rares, et les analyses de ce type menées par F. Cribier *et al.* (1992) n'ont pas aujourd'hui d'équivalent.

3) Nouveaux des campagnes françaises et populations retraitées

La troisième partie de ce chapitre 7 introduit en quelque sorte les deux chapitres suivants. Après présentation d'un principe de travail sur la diversité des retraités, puis d'un état des lieux des travaux géographiques ou ruraux, il s'agit ici de faire le lien avec l'objet général de la thèse. Plus précisément, l'objectif est d'énoncer des voies d'analyse et de questionnement sur le vieillissement, les populations retraitées, les migrations/mobilités résidentielles de retraite et les nouveaux contemporains des campagnes françaises.

Au cœur du chapitre 1 (pp. 30-34), nous faisons état d'un regard scientifique devenu de plus en plus positif dans l'analyse des évolutions des campagnes françaises. Des similitudes existent aujourd'hui avec le point de vue adopté par les études rurales sur le rôle des retraités. Plusieurs ont appelé à dépasser les stéréotypes qui persistent sur le vieillissement rural et à considérer ces populations — souvent en bonne santé — comme actrices du développement économique et des activités sociales (Stockdale, 2009b ; Davies, 2011). Véronique Roussel *et al.* (2004) se sont interrogés sur la « chance » que représente l'installation de retraités pour les espaces ruraux. Une série de recherches a analysé leur impact économique dans différentes régions rurales et des contextes nationaux variés (Bennet, 1996 ; Shields *et al.*, 1999 ; Vollet *et al.*, 2005, 2007b ; Davezies, 2008). De récentes publications françaises ont par exemple présenté les personnes âgées comme une « double opportunité pour la création d'activités et d'emplois de service » (Sabau *et al.*, 2010 ; Blasquiet-Revol *et al.*, 2011).

L'angle d'étude de cette thèse est avant tout démographique et géographique, mais une même posture a été adoptée, pour une analyse plus positive de l'influence des retraités dans les dynamiques rurales contemporaines. Celle-ci ne doit cependant pas masquer l'hétérogénéité de ces populations, d'où l'intérêt d'approfondir l'analyse de leur composition sociodémographique. Deux axes de travail sont ici présentés : chacun tient compte de ce double positionnement, entre positivité de principe et diversité effective des retraités dans les campagnes françaises.

a) *Évolution des populations retraitées rurales et des migrations de retraite*

La première voie de recherche consiste à étudier sur une longue période l'évolution des structures des populations retraitées et des migrations de retraite vers les campagnes françaises.

Il s'agit tout d'abord de raisonner en termes d'intensité des présences structurelles et migratoires. Quelle a été l'ampleur du vieillissement démographique rural — par croissance des volumes ou des proportions de populations âgées — depuis les années 1970 ? Les migrations de retraite ont-elles progressé dans le même temps, en nombre d'individus, en pourcentage des nouveaux arrivants ou en propension des retraités à s'installer dans les campagnes françaises ?

Une étude de l'évolution sociodémographique des retraités — des anciens et nouveaux habitants — reste aussi largement à mener en France rurale. Deux orientations ont été privilégiées dans cette thèse pour décomposer ces populations : selon l'âge chronologique⁹⁶ ou des indicateurs socioéconomiques (l'ancienne catégorie socioprofessionnelle et le revenu de retraite moyen des communes). Le vieillissement rural s'est-il concrétisé par une augmentation significative des populations les plus âgées ? En outre, l'évolution des compositions sociales des retraités donne-elle à voir des tendances générales de déclin ou de progression identiques à celles constatées pour les actifs (chapitre 6, pp. 198-203) ? Les catégories devenues majoritaires parmi les populations retraitées rurales le sont-elles aussi parmi les installations récentes ?

⁹⁶ Des analyses structurelles des populations retraitées selon les âges sont proposées dans le chapitre 8. Par contre, des études détaillées ayant déjà été présentées (chapitres 2 et 3, pp. 82-88 et 106-108) sur les migrations et les mobilités résidentielles au cours du cycle de vie, seuls les indicateurs socioéconomiques sont utilisés dans le chapitre 9.

Un troisième point consiste ici à dresser une géographie nationale et rurale de l'évolution des structures des populations retraitées et des migrations de retraite, en approfondissant les questionnements énoncés sur l'intensité des présences et les compositions sociodémographiques. Le vieillissement démographique a-t-il été si homogène et régulier dans les campagnes françaises au cours des dernières décennies ? Les caractéristiques spatiales (origine, destination, distance) des migrations résidentielles de retraite ont-elles connu de profondes modifications ou se sont-elles perpétuées depuis les années 1970 ? La géographie nationale des revenus de retraite et des anciennes PCS donne-t-elle à voir de fortes disparités entre les campagnes françaises ? Les régions rurales ont-elles attiré préférentiellement certains groupes sociaux retraités ?

Enfin, ce premier axe de recherche invite à s'interroger sur l'adéquation entre les structures des populations retraitées et les migrations de retraite selon les types de campagnes. Les installations résidentielles de retraités ont-elles concerné les campagnes les plus vieilles ? Les migrations de retraite selon les anciennes PCS ont-elles renforcé les structures préexistantes ou plutôt participé à des recompositions sociales significatives parmi les populations retraitées ?

b) Les populations retraitées au cœur du renouveau des campagnes françaises

La deuxième voie de recherche fait le lien plus directement entre populations retraitées et dynamisme contemporain des campagnes françaises. Elle consiste en effet à analyser la place des retraités dans les nouveaux démographiques des campagnes françaises.

À la suite des derniers questionnements de la sous-partie précédente, ces populations peuvent être considérées comme des révélateurs des dynamiques migratoires rurales, en parallèle de leurs propres évolutions. Elles ont été historiquement bien représentées dans les entités rurales et leur diversité interne offre notamment des possibilités d'analyses sociodémographiques. Quelles corrélations statistiques se dégagent par exemple entre l'attractivité migratoire de certaines campagnes et les caractéristiques des retraités résidents (âges, anciennes PCS, revenus) ?

De plus, il s'agit d'évaluer leur implication dans les dynamiques démographiques rurales et de faire des retraités de potentiels acteurs centraux des reprises constatées dans les années 2000. Les soldes migratoires les plus positifs coïncident-ils avec les plus fortes présences d'individus retraités parmi les nouveaux résidents ruraux ? En termes de géographie nationale et régionale, les destinations rurales privilégiées par l'ensemble des retraités — ou par certaines catégories sociodémographiques des retraités — correspondent-elles aux campagnes françaises les plus dynamiques sur le plan démographique ?

Le chapitre 7 fait office à la fois de positionnement personnel, d'état des lieux et de présentation d'axes de recherche pour l'étude des retraités dans les campagnes françaises. Certains des principes de travail énoncés — le fait d'appréhender les populations retraitées comme socialement hétérogènes ou la volonté de penser le vieillissement comme spatialement inégal — ne sont pas spécifiques aux réflexions sur les dynamiques démographiques et rurales. Néanmoins, il peut être fait l'hypothèse qu'ils sont particulièrement pertinents pour l'analyse contemporaine des campagnes françaises, elles-mêmes socialement et spatialement diversifiées.

Sur un plan méthodologique, la démarche de recherche est similaire à celle utilisée dans les parties 1 et 2 : des études statistiques nationales et locales, évolutives et récentes, structurelles et migratoires, selon les âges et les caractéristiques sociales des populations retraitées. Reste maintenant à savoir quelle a été leur implication, générale ou plus locale, dans les nouveaux démographiques contemporains des campagnes françaises.

Chapitre 8. Vieillesse et populations retraitées dans les campagnes françaises

Les deux axes de travail formulés en fin de chapitre 7 — pour l'analyse des relations entre populations retraitées et dynamiques démographiques rurales — ne servent pas ici directement l'organisation des résultats de la troisième partie de la thèse. Chacun renvoie à des traitements présentés et commentés dans les chapitres 8 et 9 : le premier chapitre correspond à une étude structurelle des populations retraitées, alors que le suivant propose une analyse approfondie des migrations de retraite vers les entités rurales. L'un et l'autre présentent des traitements statistiques évolutifs depuis les années 1970. Ils tiennent compte de la diversité sociodémographique des populations retraitées et apportent des éléments de réponse sur leur rôle dans les nouveaux démographiques des campagnes françaises.

Le chapitre 8 propose une étude détaillée des structures des populations retraitées à partir de deux démarches de travail. La première utilise l'âge chronologique des individus pour analyser le vieillissement démographique rural. À travers l'évolution des volumes et des proportions des 60 ans et plus — puis de tranches d'âge parmi les populations âgées —, il s'agit d'examiner l'inégalité géographique du vieillissement dans les campagnes françaises.

La deuxième partie présente des traitements statistiques sur la composition socioéconomique des retraités. Ils mobilisent l'ancienne catégorie socioprofessionnelle ou le revenu de retraite moyen, mais ils découlent de la même volonté d'approfondir l'étude de la diversité interne des populations retraitées. En outre, les analyses sont réalisées à l'échelle nationale et des terrains d'enquête, afin de mettre en évidence des concentrations spatiales plus ou moins significatives des groupes sociaux retraités.

La dernière partie du chapitre fait office de synthèse et de transition vers l'étude des migrations de retraite (chapitre 9). Elle présente une série d'analyses de corrélations statistiques qui permettent d'évaluer la place des retraités dans les dynamiques migratoires contemporaines des campagnes françaises : en tant que révélateurs de l'inégale attractivité rurale entre 1999 et 2007 ou comme des acteurs supposés centraux des apports migratoires les plus récents.

1) Vieillesse et gérontocroissance dans les campagnes françaises

Dans une approche géographique, Gérard-François Dumont (2005) a défini le vieillissement démographique comme l'augmentation de la proportion des populations âgées dans un territoire, qu'il soit local, régional ou national. Il y oppose la gérontocroissance qui correspond à la progression du volume net des personnes âgées. Cette distinction peut paraître ténue mais elle a son importance : elle peut renvoyer à des tendances parallèles ou opposées.

Pour l'étude de l'évolution des individus de 60 ans et plus dans les campagnes françaises, nous proposons une analyse des dynamiques de vieillissement et de gérontocroissance : sont-elles globalement équivalentes ou mettent-elles en évidence des tendances différenciées pour les types de campagnes et les *bassins de vie à dominante rurale*. En revanche, l'étude réalisée ensuite sur les catégories d'âge au sein des individus de 60 ans et plus ne tient compte que des évolutions relatives depuis les années 1970. Il s'agira d'insister sur les dynamiques internes aux populations âgées et d'évaluer l'augmentation des proportions des plus âgées.

a) Croissances inégales des 60 ans et plus dans les campagnes françaises

Dans ses deux derniers rapports — d'état des grandes tendances dans les territoires français —, l'Observatoire des Territoires (2008, 2011) a souligné le fait que le « vieillissement n'épargne aucune des régions françaises » et que ses effets sont différenciés dans le territoire. Ce double constat valait en particulier pour les catégories d'espaces ruraux au sens INSEE.

La planche des figures 44 et la planche des cartes 35 viennent confirmer ces résultats⁹⁷. La première propose une analyse graphique de l'évolution des volumes et des proportions des individus de 60 ans et plus dans les types de campagnes françaises, entre les RP 1968 et 2007. La deuxième planche représente les mêmes indicateurs statistiques ; les évolutions sont ici cartographiées à l'échelle du bassin de vie, pour les périodes 1982-1990, 1990-1999 et 1999-2007. Ces deux documents mettent en évidence une tendance générale à la gérontocroissance et au vieillissement, par augmentation des volumes et des proportions des individus de 60 ans et plus. Elles permettent également de dégager des croissances plus ou moins fortes — ou inversement des décroissances — dans les types de campagnes et les *bassins de vie à dominante rurale*.

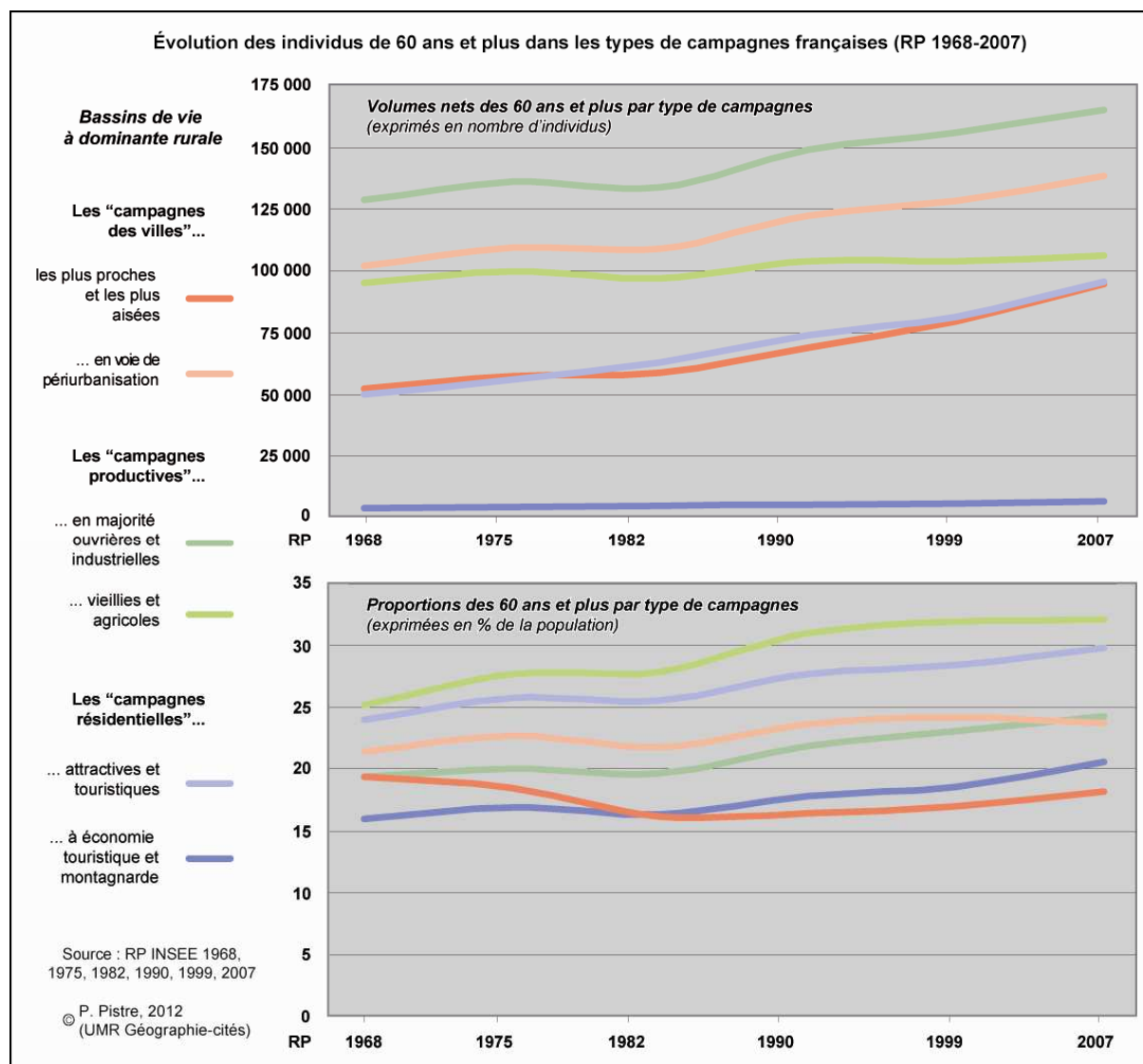
Les campagnes françaises ont connu des progressions assez régulières des plus de 60 ans au cours des quatre dernières décennies (figures 44). Celles-ci sont venues renforcer les structures de populations plus ou moins vieilles, sans modifier profondément la hiérarchie interne. Les *campagnes productives vieillies et agricoles* ont toujours possédé la proportion des individus âgés la plus élevée ; les 60 ans et plus représentaient 32,1 % de la population au RP 2007. À la même date de recensement, ils comptaient pour 29,8 % des individus dans les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* et 24,2 % dans les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*. Remarquons ensuite que la hiérarchie est différente, lorsque l'analyse est réalisée en volume des 60 ans et plus. On retrouve alors les campagnes les plus peuplées et étendues et — dans une moindre mesure — les campagnes les plus vieilles en proportion de la population.

Si la gérontocroissance et le vieillissement démographique ont concerné la très grande majorité des campagnes, ces processus ont été plus ou moins intenses. La planche des figures 44 et la planche des cartes 35 révèlent des dynamiques spatialement inégales depuis les années 1970. L'intervalle intercensitaire 1982-1990 donne à voir les plus fortes croissances nettes et relatives dans les types de campagnes et les *bassins de vie à dominante rurale*. Les périodes 1968-1975 et 1999-2007 correspondent également à des progressions significatives. Ces tendances s'expliquent par une amélioration de l'espérance de vie, mais surtout par l'arrivée dans la tranche des 60 ans et plus de cohortes de naissance importantes : de l'avant et de l'après Première Guerre mondiale, et aujourd'hui, des baby-boomers de l'après Seconde Guerre mondiale.

De plus, certaines campagnes et *bassins de vie à dominante rurale* ont été concernés par des croissances nettes ou relatives plus fortes que la moyenne. Deux tendances sont ici à distinguer car elles divergent par leurs explications. La première correspond à l'augmentation importante des effectifs des 60 ans et plus dans les *campagnes résidentielles attractives et résidentielles* depuis la décennie 1980. Les façades méditerranéenne et atlantique sont ici surtout concernées. Il faut y voir la conséquence de l'installation de retraités au moment de la fin de l'activité professionnelle. La deuxième tendance renvoie à la forte croissance d'individus de 60 ans et plus, depuis les années 1980, dans les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*. Les périphéries de Paris, de Lyon, de Lille ou de Strasbourg comptent parmi les plus impliquées. L'arrivée d'individus âgés peut être une explication, mais on retrouve surtout le signe du vieillissement sur place de nombre des populations actrices de la périurbanisation des années 1960-1970.

⁹⁷ Un troisième document, consultable en annexe 9a (p. 338), conforte ces observations. Il représente la part des individus de 60 ans et plus dans les *bassins de vie à dominante rurale* pour les RP successifs depuis celui de 1968.

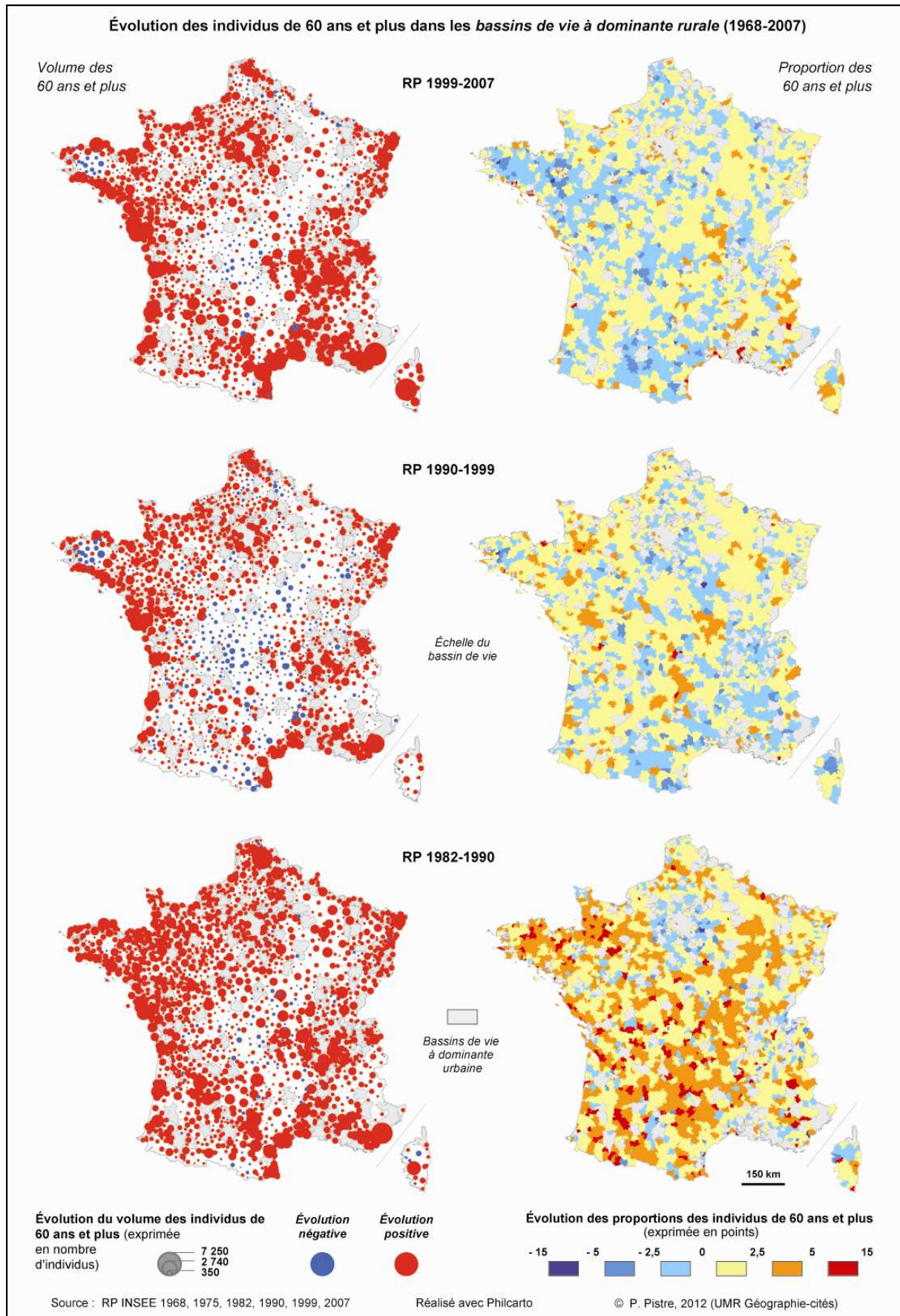
Figures 44. Tendence à la gérontocroissance et au vieillissement dans les campagnes françaises



La planche des figures 44 et la planche des cartes 35 mettent enfin en évidence des dynamiques qui vont à rebours de la tendance générale au vieillissement des campagnes françaises. Les *campagnes productives vieilles et agricoles* présentent des évolutions de ce type. Leur volume d'individus de 60 ans et plus a peu augmenté entre les RP 1968 et 2007. Leur croissance relative a été plus significative, mais elle s'est stabilisée depuis les années 1990. De plus, de nombreux bassins de vie du centre et de l'ouest ont connu des décroissances régulières des effectifs de populations âgées sur les périodes 1990-1999 et 1999-2007. Les éléments d'explication sont ici pluriels et combinés : une population structurellement vieillie, un taux de mortalité élevé, l'arrivée de jeunes retraités qui ne compensent pas les décès de résidents âgés.

Un deuxième type de campagnes donne à voir une tendance tenue au vieillissement de sa population ; il s'agit des *campagnes des villes en voie de périurbanisation*. Celles-ci ont connu une croissance importante de leur volume d'individus de 60 ans et plus depuis les années 1980, mais leur évolution relative a été, dans le même temps, stable puis négative. D'après les cartes 35, cette situation concerne surtout les périphéries de Toulouse, de Bordeaux, de Nantes, d'Angers, de Tours, du Mans et de Rennes. L'explication est ici plus aisée : malgré la progression régulière des volumes de 60 ans et plus — par un vieillissement structurel ou des apports migratoires —, ces campagnes périphériques ont été surtout marquées par l'installation de jeunes actifs.

Cartes 35. Croissances périurbaines et littorales des volumes d'individus de 60 ans et plus



Encadré 41. Étude du vieillissement et de la gérontocroissance à l'échelle locale (terrains 1, 2 et 3)

L'étude nationale des évolutions des effectifs et des proportions des individus de 60 ans et plus a confirmé la tendance à la gérontocroissance et au vieillissement des campagnes françaises. Toutefois, ces dynamiques apparaissent moins homogènes et régulières qu'attendues ; la comparaison avec la situation des terrains d'étude en est d'autant plus intéressante (figures 45). Les tendances différenciées de ces contextes locaux renforcent ici le constat d'un vieillissement démographique rural moins uniforme qu'il n'y paraît.

- Gérontocroissance ancienne au cœur de la Haute-Provence (terrain 1) :

Les dynamiques enregistrées pour les terrains 1 (n°1) et (n°2) sont globalement équivalentes. Chacun a connu une importante croissance des effectifs des 60 ans et plus depuis les années 1970. La progression a été régulière – à l'exception d'un tassement sur la période 1975-1982 – et la communauté de communes de Forcalquier Montagne de Lure présente la plus forte augmentation. Dans le même temps, les proportions locales des 60 ans et plus sont restées assez stables autour de 30 % de la population depuis le RP 1982 ; la tendance est tout de même aujourd'hui à la hausse. Par ailleurs, remarquons que les terrains 1 (n°1) et (n°2) avaient auparavant enregistré des croissances relatives puis des décroissances marquées entre 1968 et 1982.

On retrouve ici les signes de l'attractivité ancienne de cette zone, pour des retraités et des actifs. En effet, les croissances du volume des 60 ans et plus s'expliquent notamment par l'installation de populations âgées depuis les années 1970. Néanmoins, le fait que, pour la période 1982-2007, les progressions nettes ne se concrétisent pas par des croissances relatives significatives, souligne indirectement le poids des autres nouveaux arrivants et la densification de la zone.

- Vieillissement ancien au nord du Périgord-Limousin (terrain 2) :

Les tendances anciennes et récentes ont été différentes au sein de la communauté de communes Bandiat Tardoire Avenir. Le volume des individus de 60 ans et plus est resté assez stable – autour de 2 600 personnes – depuis les années 1970, alors que leur proportion n'a cessé de progresser sur la même période ; elle a atteint un maximum de 39,6 % de la population au RP 2007.

Les croissances relatives ont été les plus élevées pour les périodes 1968-1975 et 1982-1990. On retrouve ici en partie l'effet local de l'arrivée dans la soixantaine des cohortes de naissance de l'avant et de l'après Première Guerre mondiale.

Néanmoins, les tendances opposées – entre stabilité des effectifs en volume et augmentation des 60 ans et plus en proportion de la population totale – renvoient surtout aux pertes démographiques constatées dans ce territoire depuis (au moins) les années 1960-1970 (cf. cartes 7, p. 55). La période 1999-2007 a par contre été marquée par de légères reprises communales ; elle coïncide ici avec l'augmentation simultanée du volume et de la proportion des 60 ans et plus.

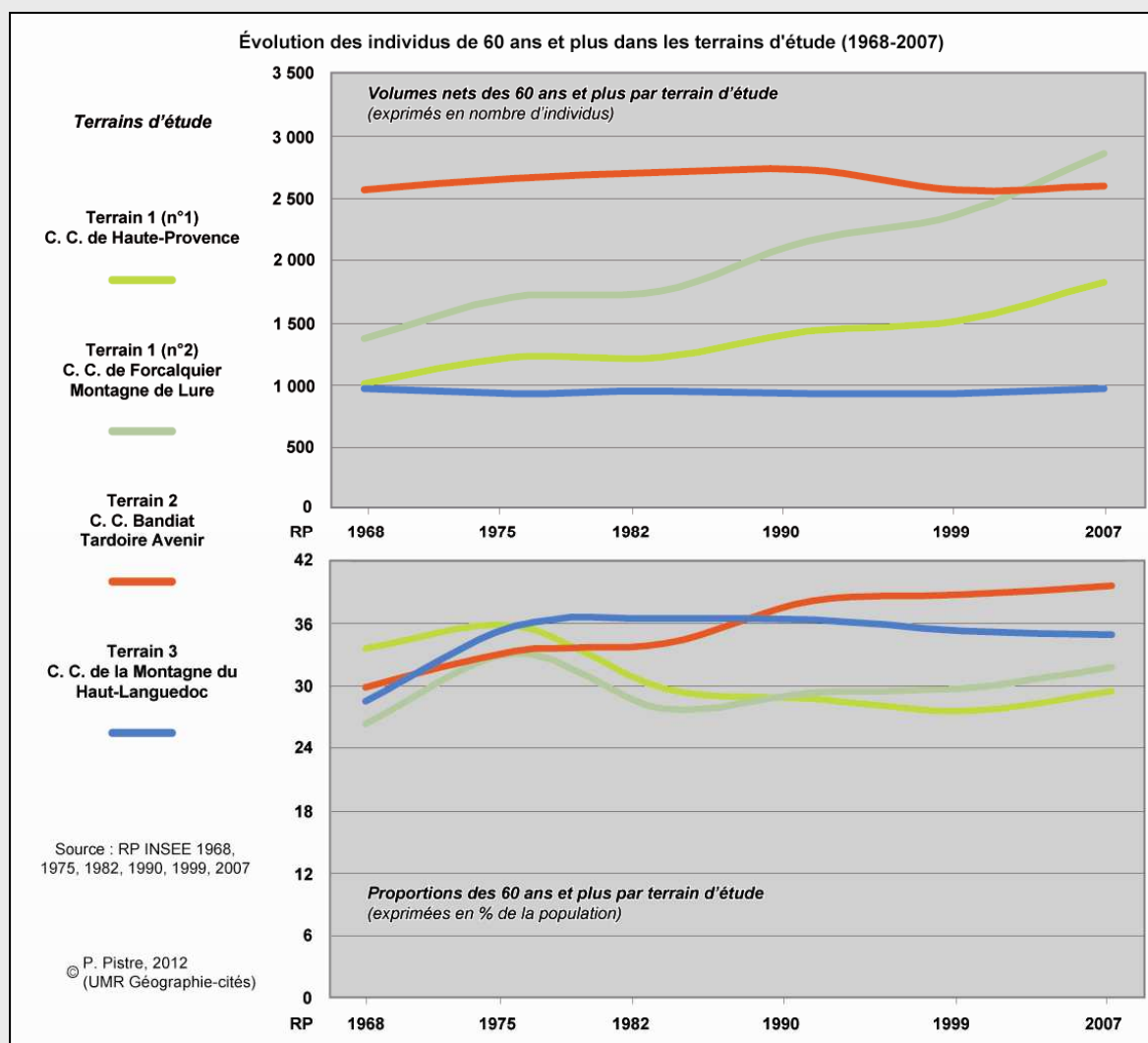
- Statut quo depuis les années 1980 au sommet du Haut-Languedoc (terrain 3) :

La communauté de communes de la Montagne du Haut-Languedoc donne à voir une troisième tendance, par delà les processus de gérontocroissance et de vieillissement. En effet, les volumes des 60 ans et plus y sont restés très stables sur la période 1968-2007, entre 951 et 1 000 individus. Après une croissance significative du RP 1968 au RP 1982, leur proportion s'est également stabilisée autour de 36 % de la population. Remarquons tout de même une légère baisse récente du taux des 60 ans et plus entre 1999 et 2007.

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer cette situation originale de statut quo. En ce qui concerne la stabilité du volume des 60 ans et plus, les décès assez nombreux de personnes âgées semblent avoir été compensés par le vieillissement d'autres résidents et quelques apports migratoires de retraités.

Du côté de la faible évolution du taux des 60 ans et plus, plusieurs facteurs sont en cause : la stabilité du volume des 60 ans et plus, un équilibre démographique général dans les années 1990 – qui cache en fait des décroissances dans les communes de l'ouest et inversement dans les communes de l'est –, et de légères reprises au cours de la décennie 2000, du fait en particulier de l'installation d'actifs dans les communes héraultaises de l'est de la zone.

Figures 45. Évolution différenciée des individus de 60 ans et plus dans les terrains d'étude



b) Progression des populations les plus âgées dans les campagnes françaises

L'analyse générale des individus de 60 ans et plus a mis en évidence une tendance à la gérontocroissance ou au vieillissement dans les campagnes françaises. Elle a aussi permis de constater l'inégalité de ces processus démographiques, aux échelles nationale, régionale et locale.

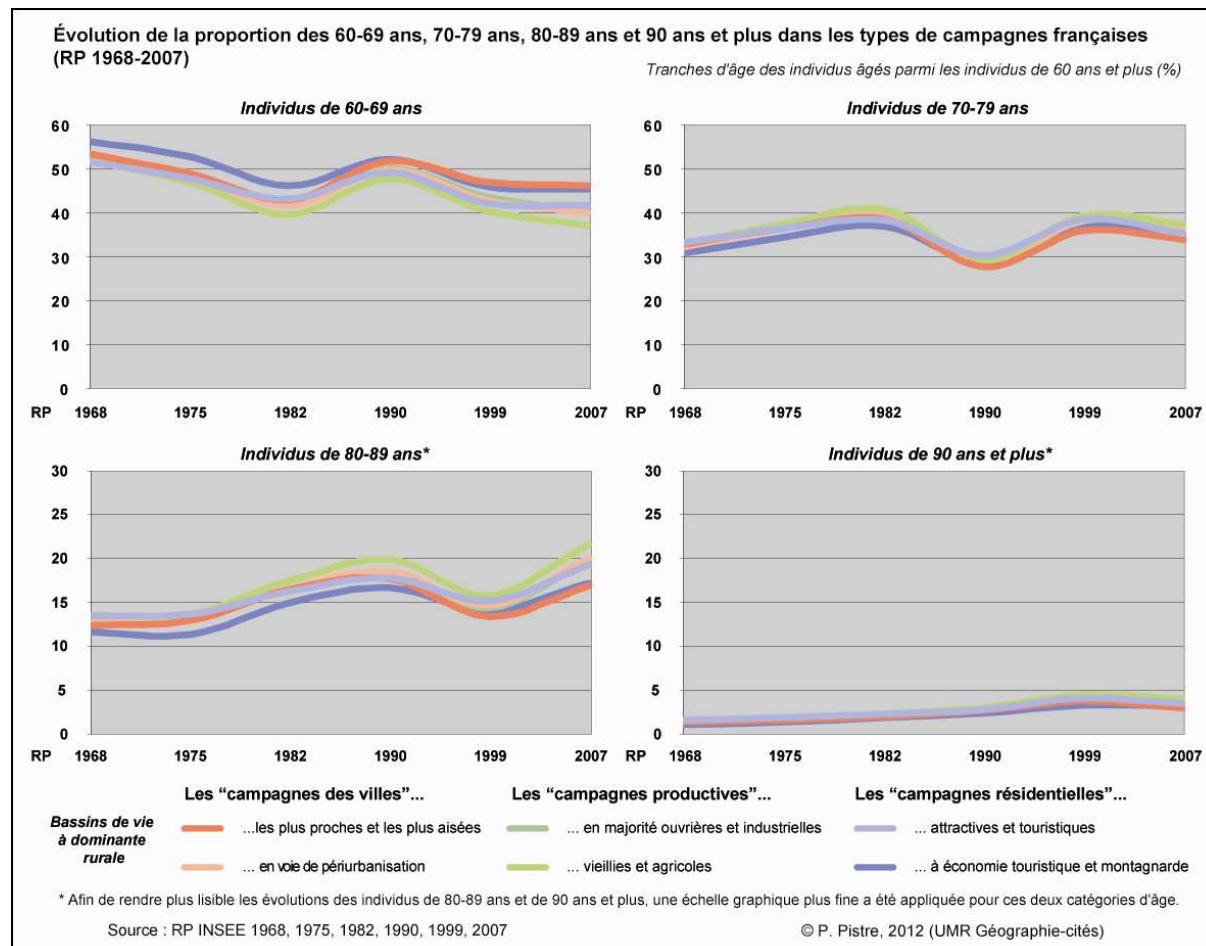
Cette deuxième sous-partie a pour objectif de compléter la précédente, en étudiant les trajectoires d'évolution de catégories d'âge qui composent la population des 60 ans et plus. Les traitements présentés concernent les types de campagnes françaises (figures 46) et les bassins de vie à dominante rurale (cartes 36). Ils ont en commun de privilégier une analyse des proportions des 60-69 ans, 70-79 ans, 80-89 ans et 90 ans et plus, parmi les 60 ans et plus. Ils ont ainsi pour vocation d'examiner les dynamiques de vieillissement au sein des populations âgées.

Le vieillissement démographique rural s'est-il concrétisé par une croissance régulière et généralisée des populations les plus âgées ? Les aspects structurels — qui renvoient surtout à des générations de naissance plus ou moins fournies — ont-ils pris le pas sur des évolutions spatialement différenciées parmi les catégories d'âge de 60 ans et plus ? Certains types de campagnes ou bassins de vie à dominante rurale se démarquent-ils par des tendances singulières ?

La planche des figures 46 apporte des éléments de réponse à ces trois interrogations. Une observation rapide permet déjà de déduire que les tendances d'évolution n'ont pas été régulières depuis les années 1970 dans les campagnes françaises. Les individus de 80-89 ans — et de 90 ans et plus — ont globalement gagné en importance parmi les populations âgées, mais ils donnent à voir une baisse de leur poids relatif au cours des années 1990. Malgré la croissance continue de l'espérance de vie, on retrouve ici la conséquence du déficit des naissances de la Première Guerre mondiale ; cet effet structurel est également observable pour les 70-79 ans, au RP 1990, et les 60-69 ans, au RP 1982. Le surplus des naissances qui a suivi la Grande Guerre permet quant à lui de comprendre les niveaux élevés d'individus de 60-69 ans, à la fin des années 1980, et des individus de 70-79 ans, au RP 1999. La similitude des tendances parmi les types de campagnes s'explique donc avant tout par des éléments de l'histoire démographique.

En complément de ces effets structurels principaux, quelques divergences apparaissent entre les campagnes françaises. Les individus de 60-69 ans étaient les plus représentés au RP 2007 dans les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées* et les *campagnes résidentielles à économie touristique et montagnarde*. Les écarts relatifs diminuent ensuite à partir de 70 ans ; ce sont alors les *campagnes productives vieilles et agricoles* et — dans une moindre mesure — les *campagnes des villes en voie de périurbanisation* qui possèdent des taux de populations âgées supérieurs à la moyenne. Remarquons ici que les campagnes qui affichent les taux les plus élevés d'individus de 80-89 ans et de 90 ans et plus correspondent à celles possédant les plus fortes proportions d'individus de 60 ans et plus (figures 44, p. 249). Les individus de 60-69 ans représentent la plus grande part des populations de 60 ans et plus — entre 37,1 et 46,2 % au RP 2007 — mais la présence des individus les plus âgés est bien le signe de campagnes plus ou moins vieilles.

Figures 46. Effets de la Première Guerre mondiale : des évolutions irrégulières parmi les 60 ans et plus



La planche des cartes 36 permet d'affiner l'analyse nationale des évolutions des populations âgées dans les campagnes françaises. En comparant les résultats des RP 1982 et 2007, elle est d'une aide précieuse pour identifier les croissances et décroissances relatives les plus significatives. Les premières impressions visuelles sont les suivantes : les proportions des 60-69 ans ont plutôt diminué ; celles des 70-79 ans sont restées assez stables ; les parts des 80 ans et plus ont progressé dans la quasi-totalité des *bassins de vie à dominante rurale*.

Conformément à la tendance constatée dans la planche des figures 46, les individus de 60-69 ans apparaissent moins prédominants dans les années 2000 que dans la décennie 1970. C'est en particulier le cas à l'ouest du territoire, le long d'une diagonale allant de Cherbourg à Béziers, mais aussi au cœur de la Bretagne et dans le Sud-Ouest. Par opposition, les proportions des 60-69 ans se sont globalement maintenues à des niveaux équivalents à l'est du territoire, en régions Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Franche-Comté et Lorraine. D'autres bassins de vie se démarquent par des croissances significatives ; il s'agit des proches périphéries de grandes agglomérations (Paris, Strasbourg, Lyon, Bordeaux). Comme constaté pour les 60 ans et plus, on a ici le signe du vieillissement des individus acteurs des premiers développements périurbains des années 1960-1970.

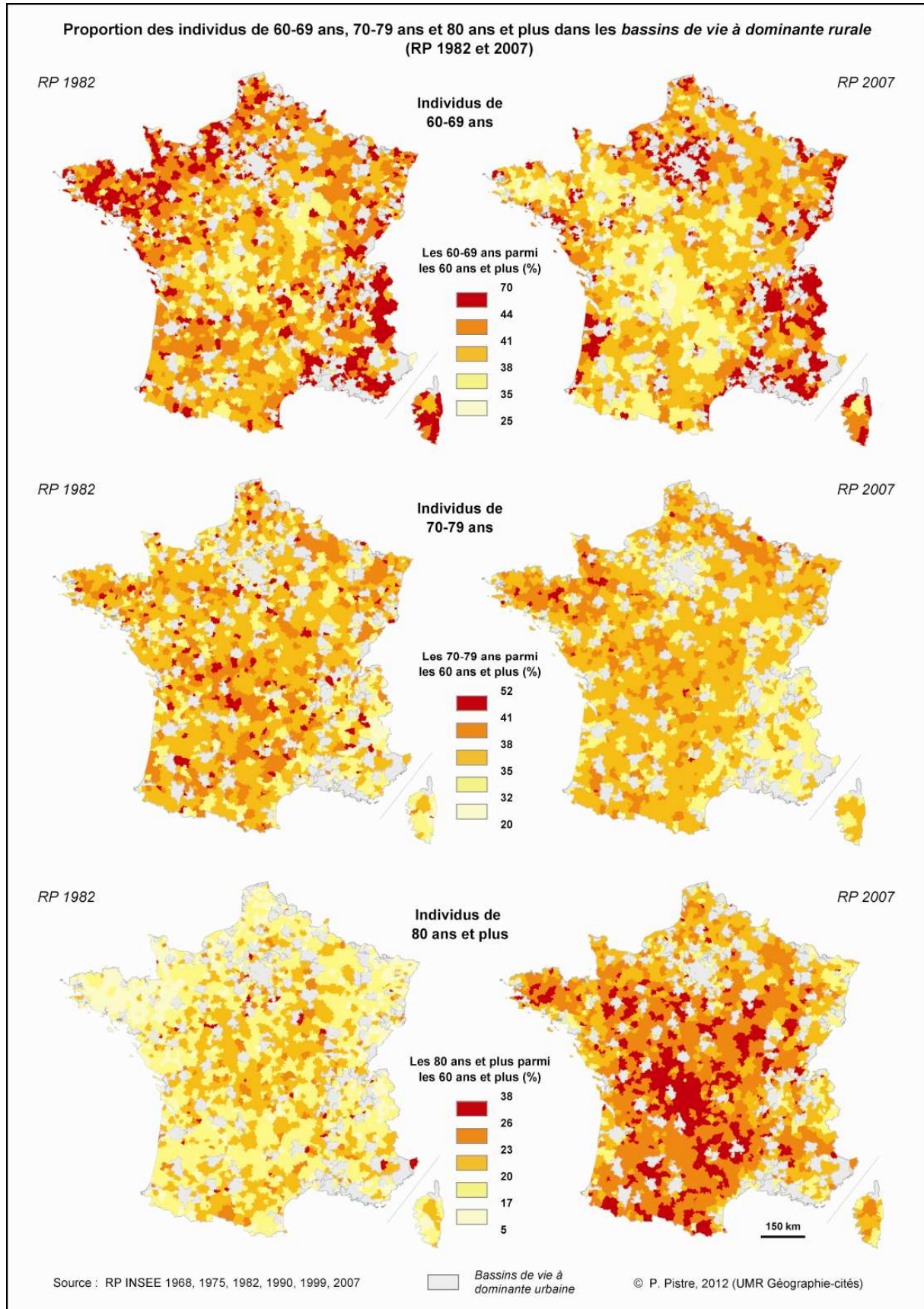
Les proportions des 70-79 ans ont été relativement stables entre les RP 1982 et 2007. Quelques évolutions sont tout de même à signaler. Les bassins de vie possédant des niveaux élevés à la fin des années 1970 — éparpillés sur l'ensemble du territoire, notamment dans le centre — présentent pour la plupart des situations dans la moyenne au RP 2007. La périphérie parisienne se distingue de son côté par de faibles proportions de 70-79 ans, qui se sont renforcées sur la période d'étude. En outre, le sud-est du pays donne à voir de faibles résultats ; on retrouve ici des régions qui ont connu des croissances relatives significatives pour les 60-69 ans.

Enfin, c'est la part des 80 ans et plus qui a incontestablement le plus progressé entre les RP 1982 et 2007. Cette tendance vaut pour une large majorité de *bassins de vie à dominante rurale*. Les plus fortes croissances concernent des territoires du sud du Bassin parisien, du centre et du sud-ouest du pays. Inversement, les franges de l'est de l'hexagone (Alsace, Rhône-Alpes, PACA) présentent les proportions et les hausses les plus faibles voire nulles. La progression relative des individus les plus âgés ne concerne donc pas forcément l'ensemble du territoire et ce constat conforte l'idée d'un vieillissement spatialement inégal parmi les campagnes françaises.

Au terme de la première partie du chapitre 7, les processus de vieillissement et de gérontocroissance apparaissent comme des tendances lourdes des dynamiques démographiques rurales. Ils concernent la plupart des types de campagnes françaises et *bassins de vie à dominante rurale*. Ils se sont concrétisés par la croissance des effectifs et des proportions des individus de 60 ans et plus, et notamment des populations les plus âgées.

Néanmoins, ces processus démographiques n'ont pas été aussi réguliers qu'attendus. Le vieillissement démographique rural a été notamment fonction des déficits et des surplus de naissance autour des Première et Seconde Guerres mondiales. Ces facteurs structurels ont concernés la quasi-totalité des territoires. Des disparités spatiales ont été ensuite constatées. Elles renvoient aux compositions anciennes des structures de population et à l'influence d'apports migratoires plus ou moins récents : il peut s'agir de l'arrivée de populations retraitées qui mécaniquement font augmenter les volumes ou les proportions des individus de 60 ans et plus. Les installations périurbaines des années 1970-1980 ont aussi pour conséquence contemporaine, une gérontocroissance importante en périphérie de la plupart des grandes agglomérations.

Cartes 36. Croissances quasi-généralisées des 80 ans et plus dans les *bassins de vie à dominante rurale*



2) Diversité socioéconomique des populations retraités rurales

Nous défendons dans le chapitre 7 le fait de diversifier le regard scientifique sur les populations retraitées, et notamment dans les campagnes françaises. Lorsque ce principe de travail est mis en pratique, il l'est le plus souvent en distinguant des générations de naissance ; mais, sont-elles finalement si homogènes dans leurs expériences de vie — familiales et professionnelles — leurs états de santé ou leurs pratiques migratoires ?

Cette deuxième partie de chapitre donne la primauté à des indicateurs socioéconomiques pour analyser la composition structurelle des retraités dans les campagnes françaises. Il s'agit de s'affranchir d'une approche selon l'âge chronologique et de décomposer ces populations selon leur ancienne catégorie socioprofessionnelle et le revenu de retraite moyen. Dans le cadre d'une étude géographique des dynamiques démographiques rurales, l'analyse socioéconomique des populations retraitées apparaît-elle plus discriminante que selon des catégories d'âge ?

a) *Groupes socioprofessionnels retraités dans les campagnes françaises*

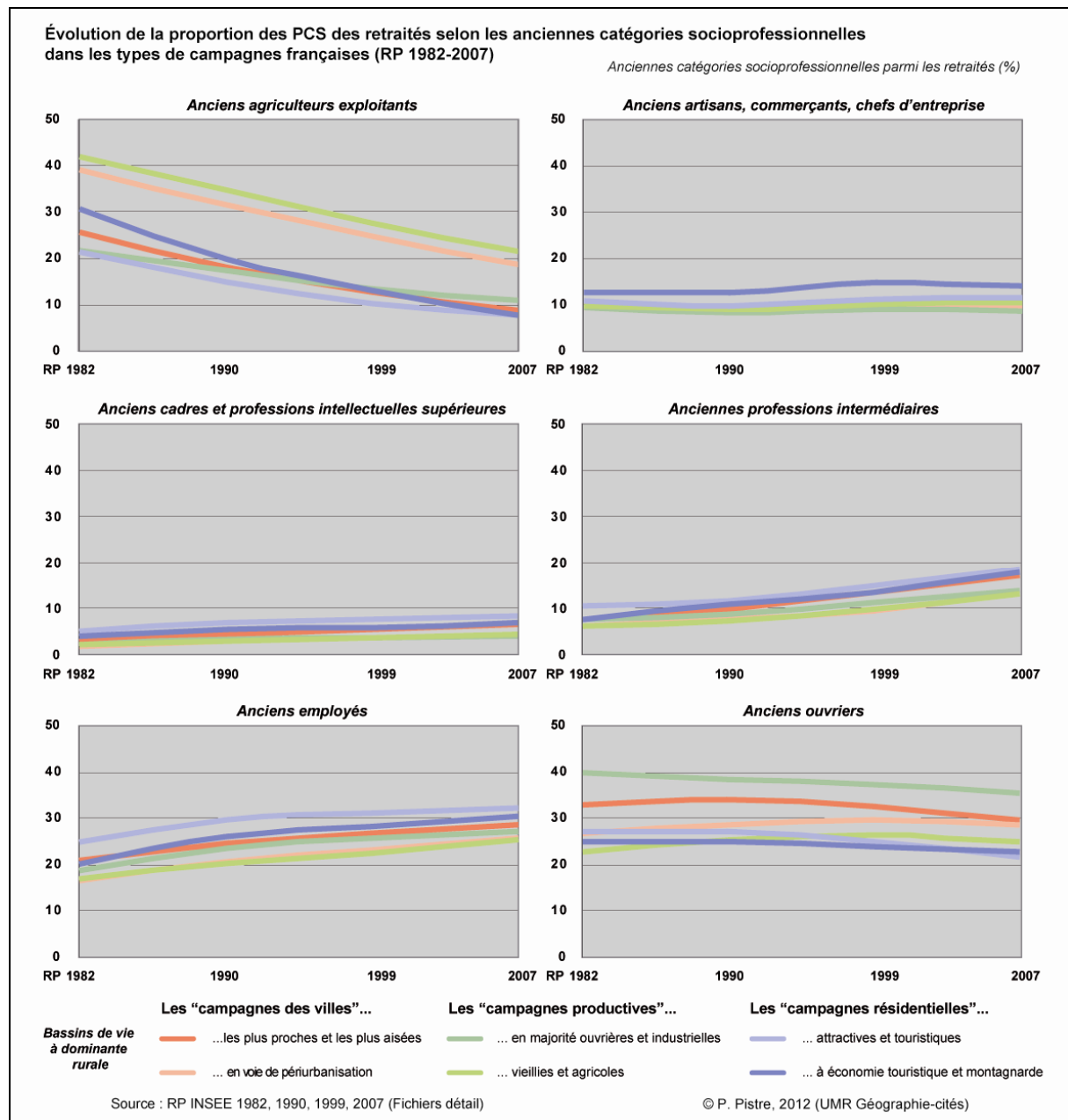
La première approche consiste à rassembler les retraités en fonction de leur ancienne — et dernière — PCS d'actif. L'analyse est menée pour les types de campagnes françaises (figures 47) et les *bassins de vie à dominante rurale* (cartes 37). La première planche de traitements propose une analyse évolutive depuis le RP 1982, date de mise en place de la nomenclature INSEE des professions et catégories socioprofessionnelles toujours en vigueur (Desrosières, 2002). Les cartes suivantes dressent une géographie nationale et rurale des populations retraitées selon leurs anciennes PCS ; elles permettent d'évaluer les disparités régionales et de catégories.

La planche des figures 47 révèle tout d'abord des tendances globalement conformes à celles observées pour les catégories socioprofessionnelles des actifs (chapitre 6, p. 199) : certaines sont en décroissance (anciens agriculteurs exploitants) ou en croissance manifeste (anciens employés, anciennes professions intermédiaires) parmi les individus retraités. D'autres catégories présentent des tendances plus ambivalentes : les proportions des anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise et des anciens ouvriers sont restées assez stables depuis le RP 1982 ; les croissances relatives des anciens cadres et professions intellectuelles supérieures ont été ténues. À l'instar des évolutions constatées pour les actifs, on retrouve ici les signes des modifications des structures socioprofessionnelles et du marché de l'emploi, mais qui s'expriment avec moins de vigueur et un décalage temporel somme toute logique.

Les anciens agriculteurs exploitants ont enregistré les plus fortes décroissances relatives, dans les campagnes historiquement marquées par l'activité agricole — *vieilles et agricoles* et *en voie de périurbanisation* — ou dans les autres campagnes. Avec 21,6 % et 18,7 % des retraités, ils restent tout de même parmi les plus représentés au sein des deux premiers types de campagnes. Les anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise donnent à voir une stabilité générale depuis les années 1980. Ils sont surreprésentés dans les *campagnes résidentielles* mais ne comptent en moyenne que pour 9,9 % des populations retraitées résidant dans les campagnes (RP 2007). Les anciens cadres et professions intellectuelles supérieures affichent des niveaux moyens encore plus faibles. Ils sont aussi surreprésentés dans les *campagnes résidentielles*, sans pour autant dépasser le seuil des 10 % des retraités au RP 2007. La tendance est tout de même à la hausse. Les anciennes professions intermédiaires ont de leur côté enregistré de fortes croissances relatives depuis les années 1980. Elles ont été régulières et les plus importantes au sein des *campagnes des villes* et des *campagnes résidentielles*. Au terme de la période d'étude, elles comptent en moyenne pour 14,7 % des populations retraitées résidant dans les campagnes françaises.

Enfin, les anciens employés et les anciens ouvriers constituent sans contestation possible les PCS aujourd'hui les plus nombreuses et représentées dans les populations retraitées rurales. Les premiers se caractérisent par des croissances généralisées depuis les RP 1982, qui ont concernés l'ensemble des types de campagnes françaises. Les *campagnes résidentielles* présentent en 2007 les proportions les plus élevées, dépassant les 32 % pour celles *attractives et touristiques*. Au RP 1982, les anciens ouvriers comptaient — avec les anciens agriculteurs exploitants — parmi les plus représentés. C'est toujours le cas à la fin de la période d'étude, malgré une décroissance significative dans les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*. Les baisses ont été plus faibles dans les *campagnes résidentielles* et les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*. Les proportions ont au contraire progressé dans les *campagnes productives vieilles et agricoles* et les *campagnes des villes en voie de périurbanisation*. À ce stade de l'analyse, il est difficile de dire si ces évolutions à rebours de la tendance à la baisse des (anciens) ouvriers sont dues à des dynamiques structurelles (passage en retraite de résidents) ou à des migrations au moment de la retraite.

Figures 47. Évolution des groupes socioprofessionnels retraités dans la continuité de celle des actifs



La planche des cartes 37 n'apporte pas d'éléments d'explication aux dernières tendances observées à partir des figures 47 — le chapitre 9 fournira des compléments interprétatifs. Pour l'heure, il s'agit d'approfondir l'analyse de la répartition spatiale contemporaine des populations retraitées en France rurale. Deux indicateurs statistiques sont ici cartographiés pour chacune des six anciennes PCS : le volume des retraités de la PCS dans un *bassin de vie à dominante rurale* et la proportion de ces individus dans la population totale du même bassin de vie.

L'analyse vient tout d'abord conforter certains des constats structurels effectués à partir de la planche des figures 47. Les anciens employés et les anciens ouvriers apparaissent de loin les plus nombreux — respectivement 1 613 840 et 1 700 050 individus au RP 2007 dans les *bassins de vie à dominante rurale*. Ils sont suivis par les anciennes professions intermédiaires (864 950) et les anciens agriculteurs exploitants (807 220). Enfin, les anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise (579 610) et les anciens cadres et professions intellectuelles supérieures (302 150) constituent les PCS les moins fournies en effectifs.

En ce qui concerne leur répartition spatiale à l'échelle hexagonale, les PCS des retraités donnent à voir des géographies plus ou moins homogènes. Les anciens employés et les anciens ouvriers se caractérisent par des volumes importants dans la plupart des bassins de vie étudiés. Associés à leur poids dans les structures de population, les premiers apparaissent prédominants au centre et au sud-ouest du pays et sur les littoraux atlantiques et méditerranéens. Les anciens ouvriers sont de leur côté nombreux dans le centre, le nord et le nord-est du territoire, dépassant souvent le seuil de 10 % de la population des bassins de vie de ces régions.

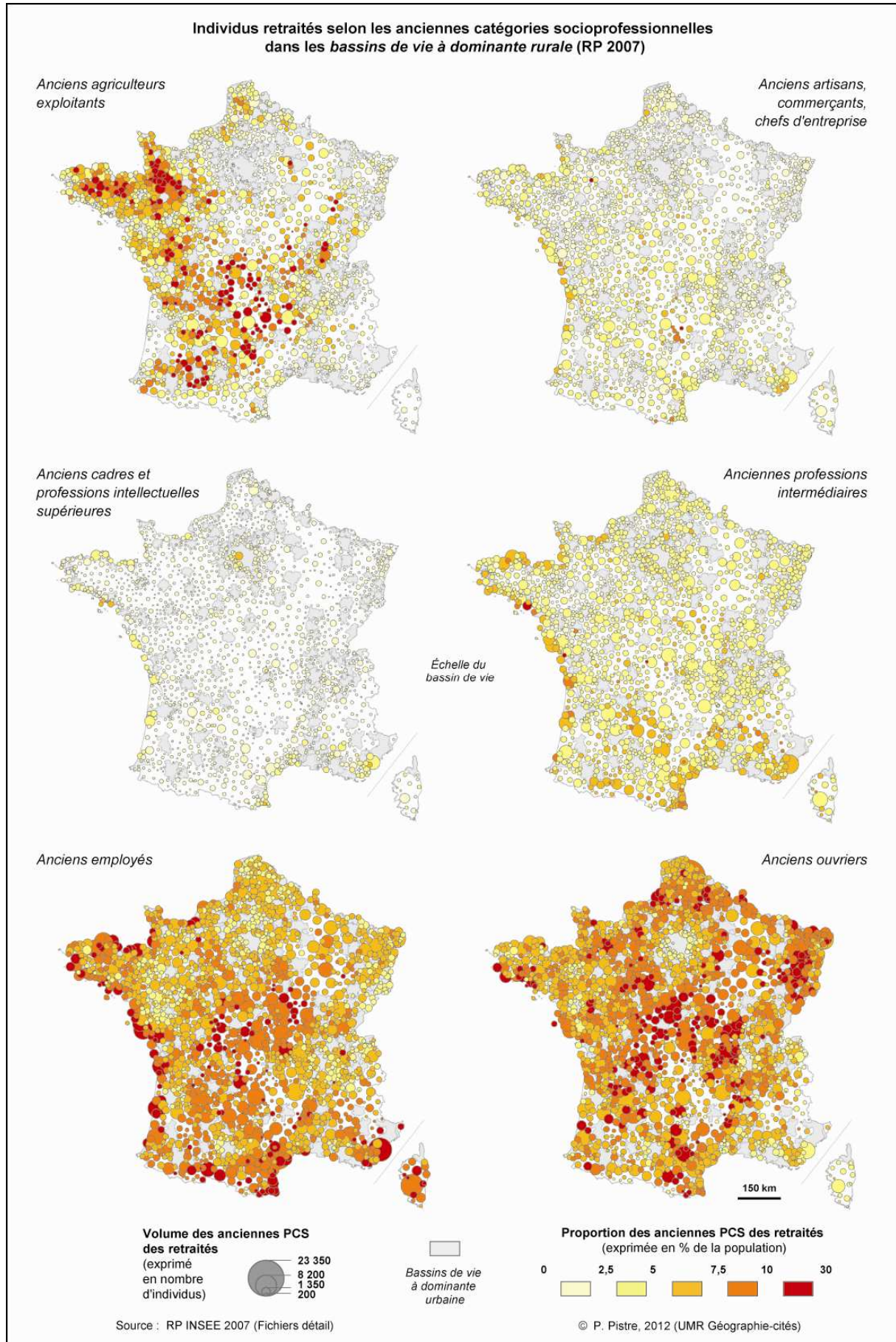
Les anciennes professions intermédiaires et les anciens agriculteurs présentent des volumes d'individus quasi-équivalents au RP 2007. Leurs répartitions en France rurale ont par contre peu en commun. Les premiers sont présents de manière relativement homogène dans l'hexagone ; quelques surreprésentations sont tout de même à constater sur la façade atlantique, à la frontière espagnole, dans le Lot, l'Aveyron et le Tarn, et au sein du pourtour méditerranéen. Les anciens agriculteurs exploitants se concentrent de leur côté en Bretagne, Normandie, Poitou-Charentes, Pays-de-Loire, Limousin, Auvergne et Midi-Pyrénées. Ils y sont nombreux en effectifs mais surtout en proportion de la population des *bassins de vie à dominante rurale*.

Enfin, les profils sont équivalents pour les deux dernières PCS des retraités. Les anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise présentent une répartition nationale assez équilibrée. Leurs effectifs et proportions divergent peu entre les régions. Quelques concentrations en volume d'individus apparaissent tout de même au centre et au sud-ouest du pays, ainsi que sur les côtes atlantiques et méditerranéennes. Les anciens cadres et professions intellectuelles supérieures sont également nombreux sur les littoraux. Ils le sont aussi au sein de *bassins de vie à dominante rurale* qui comprennent un pôle urbain moyen (Ajaccio, Béziers, Albi, Cahors, Périgueux, Montluçon, Vichy, Roanne, Montargis, Arras) et en proche périphérie parisienne.

L'étude nationale et rurale des populations retraitées selon les anciennes PCS révèle ainsi des intensités et des spécificités de répartition plus ou moins marquées (cartes 37). L'analyse des évolutions de ces catégories socioprofessionnelles dans les campagnes françaises a mis en évidence des tendances communes pour la grande majorité des types identifiés (figures 47).

En définitive, ces résultats font-ils de l'ancienne PCS — premier critère d'étude de la diversité socioéconomique des retraités — une variable plus discriminante spatialement que les catégories d'âge déjà utilisées ? Pas nécessairement. On retrouve en effet le poids d'évolutions structurelles : il s'agit ici de modifications des compositions socioprofessionnelles, qui ont touché, de manière équivalente, la plupart des campagnes françaises. Les répartitions nationales découlent aussi surtout de spécificités régionales historiques. À ce stade de l'étude, seules les concentrations littorales paraissent imputables avant tout à des dynamiques migratoires.

Cartes 37. Répartition homogène vs hétérogène des retraités en France rurale selon les anciennes PCS



Encadré 42. Étude locale des catégories socioprofessionnelles des retraités (terrains 1, 2 et 3)

L'intérêt de diversifier l'analyse des populations retraitées vaut à l'échelle nationale ; il vaut aussi pour l'étude de petits territoires, afin d'évaluer l'hétérogénéité des groupes retraités résidents. À partir de la planche des figures 48, cet encadré examine l'évolution des catégories socioprofessionnelles des retraités dans les terrains d'étude depuis le RP 1982. Les tendances observées pour les campagnes françaises sont-elles identiques et aussi régulières dans ces contextes locaux ? Donnent-ils à voir des dynamiques originales, à rebours des évolutions nationales ?

- Les tendances locales vont globalement dans le sens des dynamiques nationales :

L'étude des anciennes PCS des retraités dans les terrains d'étude conforte les constats nationaux. Les anciens agriculteurs exploitants ont ici enregistré des décroissances relatives importantes depuis les années 1980. Ils restent tout de même la catégorie dominante au RP 2007, dans les terrains 2 et 3, avec respectivement 34,5 % et 35,3 % des populations retraitées locales. Leurs présences sont bien moindres dans les terrains 1 (n°1) et (n°2) : 7,5 % et 7,7 % des retraités.

Les anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise sont restés stables sur la période d'étude. Ils donnent à voir des proportions récentes autour de 10 % des retraités dans les différents contextes locaux. Seul le terrain 3 se démarque légèrement avec une proportion proche des 15 % au RP 2007 et une croissance régulière depuis le RP 1982.

Les parts observées sont encore plus faibles pour les anciens cadres et professions intellectuelles supérieures. De plus, elles sont globalement inférieures aux moyennes nationales, malgré de légères croissances pour les terrains 2 et 3 depuis le RP 1982. Les tendances ont été inverses dans les terrains 1 (n°1) et (n°2) : cette PCS n'y représente aujourd'hui que 5 à 6 % des retraités.

Les évolutions ont été plus atypiques pour les anciennes professions intermédiaires. Les communautés de communes provençales (terrains 1 (n°1) et (n°2)) présentent des tendances assez conformes aux dynamiques nationales. L'originalité vient plutôt de la stabilité des résultats enregistrés pour les terrains 2 et 3. Les proportions des anciennes professions intermédiaires y ont toujours été faibles et elles n'ont guère progressé depuis le RP 1982.

Du côté des anciens employés, les situations et tendances sont variées. Le terrain 1 (n°1) se démarque avec une forte présence de cette PCS, qui avoisine les 40 % des retraités dans les années 1990 et 2000. Les croissances relatives ont été bien moindres ou nulles dans les autres contextes locaux. En outre, les terrains 2 et 3 donnent à voir de très faibles proportions d'anciens employés au RP 2007 – respectivement 15,9 % et 17,6 % des individus retraités –, en comparaison des moyennes observées pour les types de campagnes françaises (figures 47, p. 257).

Enfin, à l'exception du terrain 3, la proportion des anciens ouvriers a progressé dans les différents cas d'étude depuis le RP 1982. La plus forte croissance a concerné la communauté de communes Bandiat Tardoire Avenir (terrain 2) ; au final, cette PCS y représente 31,9 % des retraités (RP 2007), alors qu'elle avoisine les 24 % dans les autres terrains d'étude. Ces tendances locales vont néanmoins dans le sens du maintien général de proportions élevées d'anciens ouvriers.

- Des éléments du contexte local pour expliquer la prédominance de certaines PCS de retraités :

En complément des tendances nationales, certaines caractéristiques locales permettent de comprendre le poids des PCS les plus représentées dans les terrains d'étude.

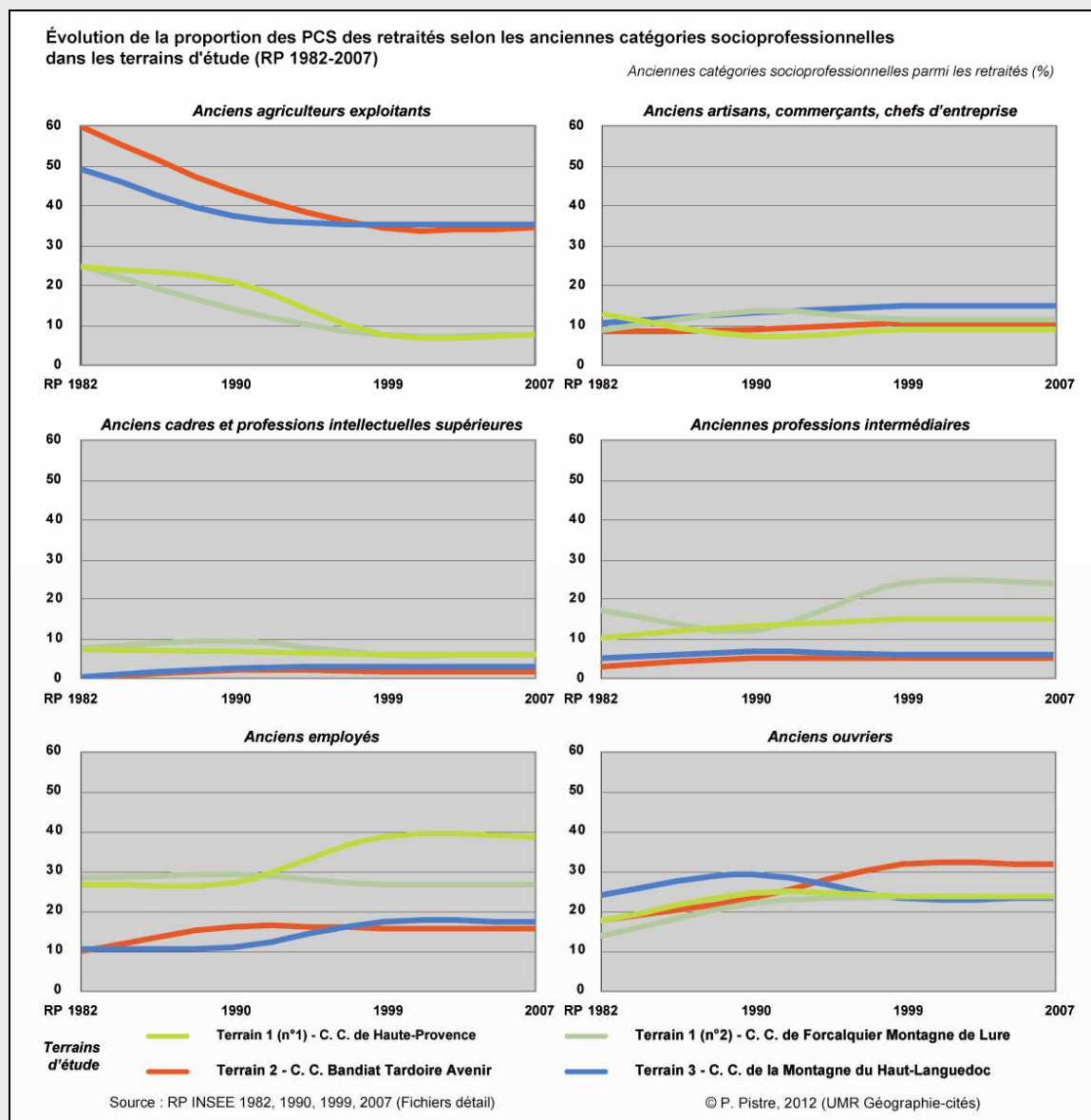
Le terrain 1 (n°1) est surtout marqué par la présence d'anciens employés et – dans une moindre mesure – ouvriers. Il faut en partie y voir la résultante de l'installation d'actifs de ces PCS, dans les années 1970-1980, du fait de la proximité de Manosque, et qui sont restés pour leur retraite.

Le terrain 1 (n°2) donne aussi à voir de fortes présences d'anciens employés et ouvriers ; la même explication partielle peut être avancée. Les anciennes professions intermédiaires y sont également nombreuses depuis la décennie 1990 ; le fait d'arrivées à la retraite est ici plus vraisemblable.

Le terrain 2 se caractérise de son côté par de fortes proportions d'anciens agriculteurs exploitants et d'anciens ouvriers. Malgré les apports migratoires récents, les populations retraitées paraissent surtout marquées par les secteurs professionnels caractéristiques de la zone sur le long terme.

Le terrain 3 donne enfin à voir des présences importantes d'anciens agriculteurs exploitants, d'anciens ouvriers et – à une moindre échelle – d'anciens employés. Comme pour le terrain 2, on retrouve des secteurs et statuts historiquement dominants dans ce territoire de moyenne montagne.

Figures 48. Les anciens agriculteurs ou les anciens employés sont dominants dans les terrains d'étude



b) Disparité des revenus de retraite et de leur croissance en France rurale

La deuxième approche mise en œuvre pour l'analyse socioéconomique des populations retraitées utilise les revenus de retraite déclarés au titre de l'impôt sur le revenu dans les communes. Ces informations sont disponibles en accès libre sur le site de la Direction Générale des Finances Publiques ; les revenus des années 2002, 2004, 2006 et 2008 sont ici mobilisés. Plus précisément, les traitements effectués reposent sur les revenus déclarés au titre des « Retraites et pensions »⁹⁸. Sans être exclusifs — les pensions alimentaires sont notamment déclarées dans cette rubrique —, la grande majorité des revenus correspondent ici à des ressources des populations retraitées (pensions de retraite, allocations de vieillesse, rentes viagères). Nous avons ainsi estimé que ces informations économiques étaient pertinentes pour dresser une géographie nationale des revenus de retraite dans les campagnes françaises et de leurs évolutions au cours des années 2000.

⁹⁸ Le détail précis des revenus déclarés dans la rubrique « Retraites et pensions » est consultable à l'adresse suivante : <http://doc.impots.gouv.fr/aida/Apiw.fcgi?collection=DB&niveau=5F12&FILE=docFiscale.html>.

Le tableau 23 présente tout d'abord des indications statistiques sur les revenus moyens de retraite dans les types de campagnes et l'intensité de leurs croissances entre 2002 et 2008. Le premier critère est d'ordre structurel, en proposant un montant moyen des retraites et pensions pour les foyers fiscaux concernés en 2008. Plus que les valeurs nettes — qui ont un sens limité du fait de l'agrégation de différents types de revenus —, ce sont les disparités entre les campagnes qui sont intéressantes à analyser. Les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* présentent le résultat le plus élevé, suivies pas les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*. Par opposition, les *campagnes productives vieilles et agricoles* possèdent le montant moyen des retraites et pensions le plus faible. Remarquons ici que la hiérarchie est assez ressemblante à celle identifiée pour le revenu net moyen (chapitre 6, p. 207) ; principale différence, les *campagnes des villes* correspondent ici des montants bien inférieurs comparativement aux autres campagnes françaises.

Les trois indicateurs suivants permettent d'examiner l'évolution du montant moyen des retraites et pensions, pour chaque type de campagnes, entre 2002, 2004, 2006 et 2008. Premiers enseignements, les progressions ont été généralisées et les écarts de croissance ont été assez faibles, que ce soit entre les périodes d'étude ou les différentes campagnes françaises. Deux types de campagnes se distinguent tout de même par des croissances toujours supérieures à la moyenne de l'ensemble des *bassins de vie à dominante rurale* : il s'agit des *campagnes des villes en voie de périurbanisation* et des *campagnes productives vieilles et agricoles*. Faut-il y voir la conséquence de l'arrivée de retraités possédant des revenus supérieurs aux résidents retraités de ces campagnes ou du passage en retraite de locaux avec des ressources supérieures à leurs aînés ?

Tableau 23. Croissance rurale assez homogène des retraites et pensions entre 2002 et 2008

Évolution du montant moyen des retraites et pensions dans les campagnes françaises (2002-2008)*

Indicateurs statistiques	Années	Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante rurale
		... les plus proches et les plus aisées	... en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieilles et agricoles	... attractives et touristiques	à économie touristique et montagnarde	
Retraites et pensions moyennes des foyers fiscaux concernés 2008 (Impôt sur le revenu, en euros)*		18 320	16 224	16 614	15 753	18 667	17 363	16 980
Évolution moyenne annuelle des retraites et pensions (Impôt sur le revenu, en %)*	2006-2008	+ 3,29	+ 3,60	+ 3,20	+ 3,39	+ 3,28	+ 3,51	+ 3,38
Évolution moyenne annuelle des retraites et pensions (Impôt sur le revenu, en %)*	2004-2006	+ 2,71	+ 3,00	+ 2,45	+ 3,05	+ 3,06	+ 1,18	+ 2,84
Évolution moyenne annuelle des retraites et pensions (Impôt sur le revenu, en %)*	2002-2004	+ 4,18	+ 3,92	+ 3,46	+ 3,89	+ 3,26	+ 5,73	+ 3,79

* Les revenus déclarés au titre de l'impôt sur le revenu pour la rubrique "Retraites et pensions" rassemblent à la fois les "pensions de vieillesse et de retraite", les "pensions d'invalidité", les "pensions alimentaires", les "autres revenus à forme de pension" et les "rentes viagères".

Source : DGFiP - Impôt sur le revenu des personnes physiques 2002, 2004, 2006, 2008

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

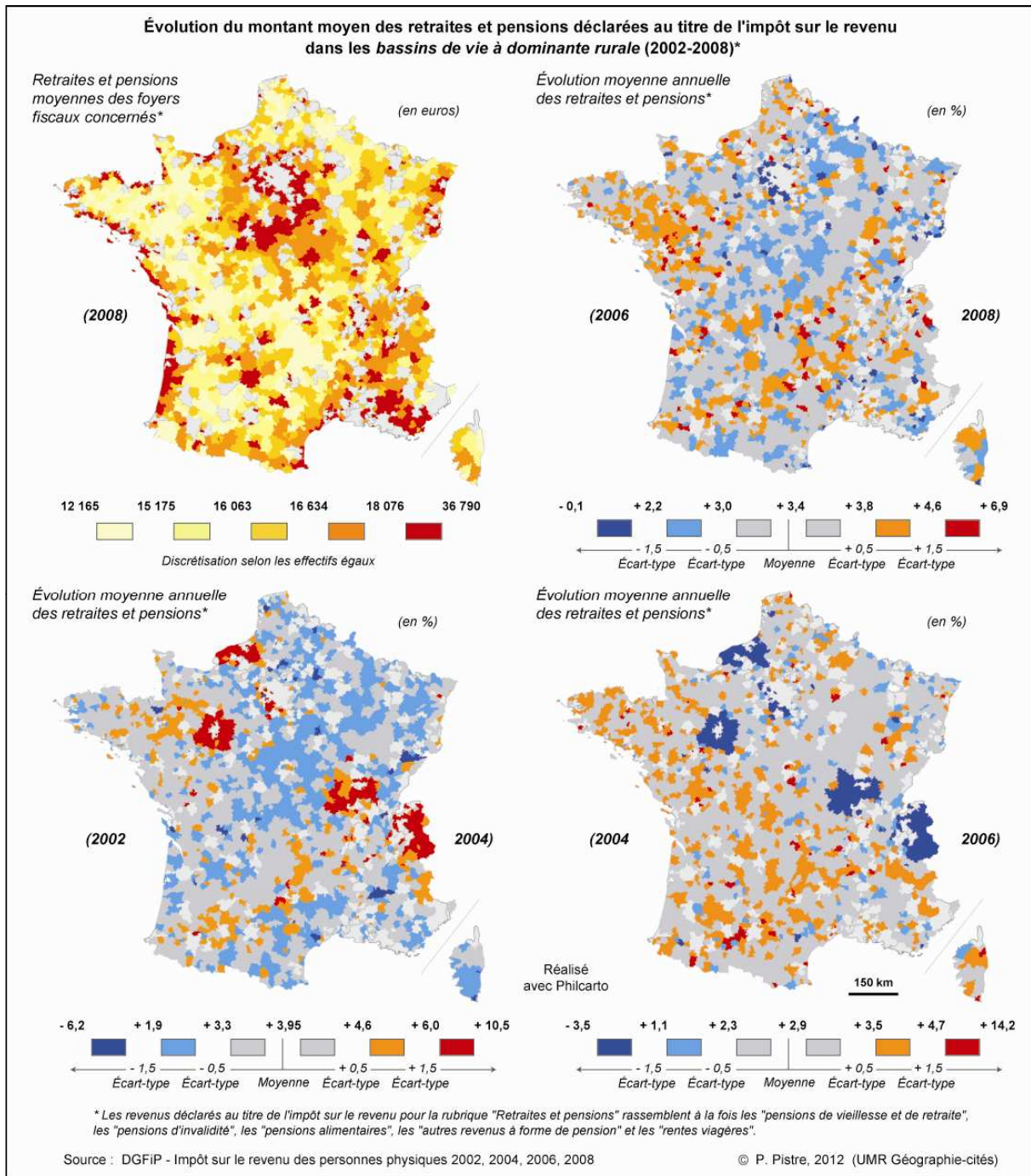
Les résultats présentés à travers la planche des cartes 38 permettent d'affiner l'étude nationale des croissances du montant moyen des retraites et pensions au cours des années 2000. Les critères statistiques cartographiés sont identiques à ceux présentés dans le tableau 23, à commencer par le montant moyen des retraites et pensions en 2008.

La première carte révèle des écarts significatifs entre les *bassins de vie à dominante rurale*. La tranche supérieure du montant des retraites et pensions (plus de 18 076 euros) concerne les proches périphéries parisiennes, strasbourgeoises, lyonnaises et grenobloises. Des montants élevés apparaissent aussi sur le littoral atlantique, au sud du Bassin parisien, dans le Lot et la Dordogne, et au sein du pourtour méditerranéen. À l'inverse, les campagnes intérieures de l'ouest et du sud-ouest du pays présentent les montants moyens de retraites et pensions les plus faibles. Bon nombre de bassins de vie du Massif central, du nord et de nord-est du territoire se distinguent également par des montants inférieurs à la moyenne en France rurale.

Les trois cartes suivantes présentent les évolutions moyennes annuelles du montant des retraites et pensions dans les *bassins de vie à dominante rurale* pour 2002-2004, 2004-2006 et 2006-2008. Le mode de représentation est identique à celui utilisé pour le revenu net moyen imposable ou déclaré (chapitre 6, p. 208) ; il met en valeur les évolutions extrêmes — positives ou négatives — par rapport aux dynamiques moyennes dans les campagnes françaises.

La première observation concerne la fiabilité des sources statistiques utilisées. En effet, il y a manifestement un décalage de millésime sur la période 2002-2006 pour cinq départements (Sarthe, Seine-Maritime, Saône-et-Loire, Haute-Savoie, Savoie). Ceux-ci apparaissent dans les plus fortes progressions entre 2002 et 2004 et inversement sur l'intervalle 2004-2006. Ces résultats influencent les discrétisations statistiques utilisées, mais l'analyse nationale révèle tout de même des tendances intéressantes sur la croissance du montant moyen des retraites et pensions.

Cartes 38. Croissance significative des retraites et pensions dans l'Ouest et le Sud entre 2004 et 2006



Les trois intervalles d'étude présentent des tendances assez comparables entre 2002 et 2008. En effet, des bassins de vie variés de l'ouest et du sud du territoire ont enregistré les plus fortes croissances du montant moyen des retraites et pensions. Pour la période 2002-2004, il s'agit de territoires de la périphérie de Rennes, du Gers, de l'Aveyron ou des Alpes du sud. Pendant la période 2004-2006, les fortes croissances ont été les plus nombreuses, toujours dans des bassins de vie méridionaux et de l'ouest du pays. On retrouve ici un large éventail de campagnes intérieures de la Bretagne, des Pays-de-Loire, du Limousin, de l'Auvergne, de Midi-Pyrénées et de la Corse. Pour 2006-2008, les progressions élevées se concentrent entre la Bretagne et les Pays-de-Loire, en Auvergne, et dans des bassins de vie éparpillés du sud-ouest et du sud-est du pays. Elles sont aussi non négligeables le long de la Manche et dans le nord-est du territoire.

En ce qui concerne les faibles croissances — et les décroissances — du montant moyen des retraites et pensions, les tendances apparaissent irrégulières entre 2002 et 2008. Le premier intervalle présente un nombre très important de bassins de vie concernés, du nord-est, du centre et du sud du pays. Il faut y voir en partie la conséquence du décalage de données déjà évoqué. La période 2004-2006 présente une situation inverse, qui renvoie au même problème statistique. Enfin, la tranche 2006-2008 donne à voir une grande dispersion des bassins de vie — aussi bien au sud, au centre qu'au nord-est du territoire — concernés par de faibles croissances. Remarquons tout de même la concentration de très faibles progressions à l'ouest de la périphérie parisienne.

Encadré 43. Étude locale de l'évolution des retraites et pensions entre 2002 et 2008 (terrains 1, 2 et 3)

Cet encadré analyse le montant moyen des retraites et pensions enregistré dans les terrains d'étude et ses évolutions au cours des années 2000 (tableau 24). Les indicateurs utilisés sont identiques à ceux étudiés à l'échelle nationale dans le tableau 23 (p. 262) et la planche des cartes 38 (p. 263). Dans l'ensemble, les tendances observées pour les anciennes catégories socioprofessionnelles des retraités à l'échelle locale allaient dans le sens des dynamiques nationales sur cet indicateur. Peut-on en dire autant pour le montant moyen des retraites et pensions ? Les évolutions ont-elles été équivalentes dans les différents terrains d'étude ? Certains se distinguent-ils par de fortes croissances – ou inversement – au regard des autres cas d'étude et des tendances nationales ?

Le tableau 24 met tout d'abord en évidence des montants moyens de retraites et pensions en 2008 assez disparates entre les contextes locaux. Les territoires provençaux (terrains 1 (n°1) et (n°2)) se démarquent par des montants élevés, qui font partie de la tranche supérieure des bassins de vie à dominante rurale (cartes 38, p. 263). Les résultats des terrains 2 et 3 comptent par contre parmi les montants les plus faibles, bien inférieurs à la moyenne nationale (16 980 euros). On retrouve ici la hiérarchie locale déjà constatée pour le revenu net moyen en 2008 (chapitre 6, p. 209).

En ce qui concerne l'évolution du montant moyen des retraites et pensions entre 2002 et 2008, aucune tendance nette ne se dégage pour les différents terrains d'étude. Aucun n'a par exemple enregistré des croissances toujours supérieures ou inférieures aux autres contextes locaux et aux moyennes nationales pour 2002-2004, 2004-2006 et 2006-2008.

Le terrain 1 (n°1) donne à voir une forte progression sur le premier intervalle ; les évolutions n'ont été ensuite qu'au niveau des moyennes des bassins de vie à dominante rurale. Les tendances observées dans le terrain 2 (n°2) ont toujours été inférieures à son voisin géographique et aux croissances moyennes nationales du montant des retraites et pensions. Le terrain 2 a de son côté connu de faibles augmentations pour les deux premières périodes d'étude puis une forte croissance récente. Enfin, le terrain 3 donne à voir des évolutions extrêmes entre 2002 et 2008 : elles ont été positives sur les périodes 2002-2004 et 2006-2008, et inversement pour 2004-2006.

L'interprétation de ces tendances irrégulières n'est de fait pas aisée. Comme à l'échelle des types de campagnes françaises, elles sont fonction d'une diversité de facteurs structurels et migratoires, eux-mêmes hétérogènes dans le temps et dans l'espace : le décès de personnes âgées pauvres, le passage en retraite de locaux avec de meilleurs revenus que les aînés, des installations au moment de la retraite de la part de groupes retraités moyens et supérieurs ou de retraités paupérisés.

Tableau 24. Croissances locales irrégulières du montant des retraites et pensions entre 2002 et 2008

Évolution du montant moyen des retraites et pensions dans les terrains d'étude (2002-2008)

Indicateurs statistiques	Terrain 1 (n°1) : C. C. de Haute-Provence	Terrain 1 (n°2) : C. C. de Forcalquier Montagne de Lure	Terrain 2 : C. C. de Bandiat Tardoire Avenir	Terrain 3 : C. C. de la Montagne du Haut-Languedoc
Retraites et pensions moyennes des foyers fiscaux concernés (Impôt sur le revenu, en euros, 2008)*	19 508	18 281	15 497	14 269
Évolution moyenne annuelle des retraites et pensions entre 2006 et 2008 (Impôt sur le revenu, en %)*	+ 3,40	+ 3,36	+ 3,93	+ 4,68
Évolution moyenne annuelle des retraites et pensions entre 2004 et 2006 (Impôt sur le revenu, en %)*	+ 2,81	+ 2,66	+ 2,43	+ 1,46
Évolution moyenne annuelle des retraites et pensions entre 2002 et 2004 (Impôt sur le revenu, en %)*	+ 4,48	+ 3,21	+ 3,31	+ 4,40

* Les revenus déclarés au titre de l'impôt sur le revenu pour la rubrique "Retraites et pensions" rassemblent à la fois les "pensions de vieillesse et de retraite", les "pensions d'invalidité", les "pensions alimentaires", les "autres revenus à forme de pension" et les "rentes viagères".

Source : DGFIP - Impôt sur le revenu des personnes physiques 2002, 2004, 2006, 2008

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

En définitive, l'étude nationale et locale du montant moyen des retraites et pensions, pendant les années 2000, a mis en évidence des disparités entre les campagnes françaises. Elles sont le signe de niveaux de vie inégaux au sein des populations retraitées et selon les lieux de résidence. Les revenus moyens de retraite sont globalement plus élevés en périphérie des principales agglomérations et sur les façades maritimes. Pour ces dernières, l'influence de migrations récentes de jeunes retraités ne fait guère de doute. D'autres territoires plus intérieurs se sont aussi distingués par des montants moyens élevés de retraites et pensions ou des évolutions significatives pendant les années 2000. Ces bassins de vie sont situés en majorité à l'ouest et au sud du territoire, des régions également dynamiques sur le plan migratoire.

Ces observations confirment l'intérêt du revenu moyen de retraite pour mener une analyse socioéconomique des retraités dans les campagnes françaises. Il constitue en effet un critère statistique discriminant au sein de ces populations et de leurs territoires ruraux de résidence. L'écart de niveaux de vie apparaît tout de même inférieur à celui constaté pour les revenus net moyens (chapitre 6, p. 207). En outre, les croissances du montant moyen des retraites et pensions ont été assez équivalentes entre les types de campagnes au cours des années 2000. Ces tendances s'expliquent surtout par l'indexation de la revalorisation annuelle des pensions de retraite, ce qui souligne parallèlement le poids des structures démographiques et des populations « immobiles » sur l'évolution spatiale des revenus moyens de retraite.

Les analyses présentées dans la deuxième partie du chapitre 8 ont souligné la diversité socioéconomique des populations retraitées, en termes de catégories socioprofessionnelles et de ressources économiques. Elles valident déjà en quelque sorte le principe de travail présenté dans le chapitre 7, qui consiste à étudier les retraités comme des populations socialement hétérogènes. Elles le sont assurément dans les campagnes françaises et le poids des structures socioéconomiques transparaît tout autant chez les retraités que pour les actifs. Cette approche sera approfondie dans le chapitre 9 par l'étude des migrations et des mobilités résidentielles des retraités selon leurs anciennes catégories socioprofessionnelles.

3) Populations retraitées et nouveaux démographiques ruraux

Les première et deuxième parties du chapitre 8 ont analysé la diversité générationnelle et socioéconomique des retraités dans les campagnes françaises. La troisième partie s'appuie sur les indicateurs utilisés auparavant, dans une approche statistique exploratoire, pour examiner les relations entre composition des populations retraitées et dynamiques démographiques rurales.

L'objectif est ici d'approfondir la connaissance des reprises rurales, démographiques et migratoires, constatées au cours des années 2000. L'apport sera surtout interprétatif si les analyses de corrélations réalisées mettent en évidence des relations statistiques significatives. Enfin, cette partie fait office de synthèse et de transition vers l'étude des migrations de retraite (chapitre 9), puisque l'analyse tient compte, dans un deuxième temps, de la proportion des retraités parmi les migrations récentes vers les campagnes françaises.

a) Populations retraitées et attractivité migratoire des campagnes françaises

La composition des populations retraitées est tout d'abord considérée comme une voie d'analyse pertinente pour examiner les dynamiques migratoires dans les campagnes françaises. L'hypothèse de travail est la suivante : les retraités ont gagné en importance structurelle — en volume et en proportion des populations rurales — et leur diversité sociodémographique offre une grande variété d'indicateurs pour caractériser les campagnes françaises contemporaines. Ainsi, des corrélations statistiques se dégagent-elles entre l'attractivité migratoire différenciée des campagnes et les caractéristiques des retraités résidents (âges, anciennes PCS, revenus) ?

En premier lieu, le tableau 25 rassemble les résultats d'analyses de corrélation statistique entre les variations migratoires rurales et les parts des individus de 60 ans et plus selon leurs âges. Le premier indicateur — d'évolution de la part des 60 ans et plus dans la population totale entre les RP 1999 et 2007 — révèle une relation significative pour la plupart des types de campagnes : les soldes migratoires ont été favorables dans les entités rurales où les proportions des 60 ans et plus ont régressé — ou ont le moins augmenté. Une opposition se dessine ainsi entre attractivité migratoire et vieillissement de la population, qui est particulièrement marquée au sein des *campagnes des villes*. Elle l'est aussi dans les *campagnes productives vieilles et agricoles*.

Les trois critères suivants, liés à la composition des populations âgées, concernent le poids de catégories d'âge (60-69 ans, 70-79 ans, 80 ans et plus) parmi les individus de 60 ans et plus. Les corrélations sont ici moins fortes et significatives, mais une tendance principale se dégage : les croissances migratoires ont été les plus élevées dans les bassins de vie où les populations les plus âgées sont fortement représentées au RP 2007. Cette relation statistique est assurément le signe de la diffusion spatiale de l'attractivité migratoire rurale pendant les années 2000, vers des territoires vieilles et encore peu investis dans les décennies précédentes. En outre, les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* se distinguent par une relation inverse : les territoires marqués par la présence de jeunes retraités ont ici enregistré les soldes migratoires les plus favorables. Ce résultat tend à montrer l'attractivité ancienne des littoraux en début de retraite.

Les six indicateurs suivants correspondent aux proportions des anciennes catégories socioprofessionnelles parmi les retraités au RP 2007. D'une manière générale, la forte présence de certaines catégories (anciens agriculteurs, anciens ouvriers) coïncide avec des soldes migratoires peu favorables. À l'inverse, les parts élevées d'anciens cadres et professions intellectuelles supérieures, d'anciennes professions intermédiaires, et d'anciens employés sont corrélées avec des soldes migratoires positifs. C'est notamment le cas pour les *campagnes productives vieilles et agricoles*.

Certaines campagnes s'écartent tout de même des tendances générales. Il s'agit surtout des *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*, pour lesquelles la présence d'anciens agriculteurs exploitants apparaît positivement corrélée aux évolutions migratoires — et inversement pour les anciens cadres et les anciennes professions intermédiaires. L'explication la plus vraisemblable incombe ici à une attractivité migratoire supérieure dans les proches périphéries les moins denses.

Enfin, le montant moyen des retraites et pensions en 2008, et son évolution depuis 2002, donne à voir d'autres corrélations statistiques avec les dynamiques migratoires des *bassins de vie à dominante rurale*. À l'exception des *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*, l'attractivité migratoire a été la plus forte dans les territoires possédant les revenus moyens de retraite les plus élevés. On retrouve ici des similitudes avec les tendances observées pour les anciennes PCS. Par ailleurs, les corrélations entre variations migratoires moyennes et évolutions du montant des retraites et pensions apparaissent souvent non significatives ou peu élevées pour les types de campagnes françaises. Pour les périodes 2002-2004 et 2004-2006, une légère relation positive se dessine tout de même à l'échelle des *bassins de vie à dominante rurale* : croissance du montant moyen des retraites et pensions coïncide ici avec des soldes migratoires favorables.

Tableau 25. Corrélation négative entre vieillissement démographique et attractivité migratoire rurale

Attractivité migratoire sur la période 1999-2007 et composition des populations retraitées dans les bassins de vie des campagnes françaises (analyse de corrélations statistiques)							
Variations migratoires moyennes (1999-2007)*	Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante rurale
	... les plus proches et les plus aisées	... en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieilles et agricoles	... attractives et touristiques	... à économie touristique et montagnarde	
Évolution de la part des individus de 60 ans et plus (RP 1999-2007) (exprimée en points)	- 0,59 ***	- 0,46 ***	- 0,29 ***	- 0,46 ***	- 0,21 **	n.s	- 0,32 ***
Part des individus de 60-69 ans au sein des 60 ans et plus (RP 2007) (exprimée en %)	- 0,26 ***	n.s	- 0,11 *	n.s	0,40 ***	- 0,42 **	n.s
Part des individus de 70-79 ans au sein des 60 ans et plus (RP 2007) (exprimée en %)	n.s	- 0,10 *	- 0,16 **	- 0,17 **	- 0,22 **	n.s	- 0,15 ***
Part des individus de 80 ans et plus au sein des 60 ans et plus (RP 2007) (exprimée en %)	0,30 ***	n.s	0,23 ***	0,17 **	- 0,29 ***	0,45 **	0,09 **
Part des anciens agriculteurs exploitants au sein des retraités (RP 2007) (exprimée en %)	0,33 ***	n.s	n.s	- 0,28 ***	- 0,13 *	0,36 *	- 0,04 *
Part des anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise au sein des retraités (RP 2007) (exprimée en %)	0,14 **	0,10 *	0,20 **	n.s	n.s	- 0,54 **	0,09 **
Part des anciens cadres et professions intellectuelles supérieures au sein des retraités (RP 2007) (exprimée en %)	- 0,14 **	0,11 *	0,18 **	0,25 ***	n.s	n.s	0,17 ***
Part des anciennes professions intermédiaires au sein des retraités (RP 2007) (exprimée en %)	- 0,19 **	0,12 **	n.s	0,31 ***	n.s	0,64 ***	0,20 ***
Part des anciens employés au sein des retraités (RP 2007) (exprimée en %)	n.s	0,10 *	n.s	0,27 ***	0,12 *	n.s	0,17 ***
Part des anciens ouvriers au sein des retraités (RP 2007) (exprimée en %)	- 0,11 *	- 0,15 **	- 0,16 **	n.s	n.s	n.s	- 0,27 ***
Retraites et pensions moyennes des foyers fiscaux concernés en 2008 (exprimées en euros)	- 0,32 ***	n.s	0,16 **	0,27 ***	n.s	0,50 **	0,12 ***
Évolution moyenne annuelle des retraites et pensions entre 2002 et 2004 (exprimée en %)	n.s	0,08 *	n.s	- 0,08*	n.s	n.s	n.s
Évolution moyenne annuelle des retraites et pensions entre 2004 et 2006 (exprimée en %)	n.s	n.s	n.s	n.s	n.s	n.s	0,07 **
Évolution moyenne annuelle des retraites et pensions entre 2006 et 2008 (exprimée en %)	0,14 **	0,09 *	n.s	- 0,15 **	n.s	0,32 *	0,08 **

* L'indicateur ici utilisé pour évaluer l'attractivité migratoire des bassins de vie de chaque type de campagnes est le taux de variation moyen annuel de la population due au solde migratoire. Par ailleurs, les résultats présentés correspondent à des coefficients de corrélation de Pearson et la significativité des relations entre évolutions migratoires et indicateurs de la composition des populations retraitées est indiquée de la manière suivante : n.s = < 0,1 ; * = < 0,01 ; ** = < 0,001 ; *** = < 0,0001.

Sources : RP INSEE 1999, 2007 (Fichiers détail) ; DGFIP - Impôt sur le revenu des personnes physiques 2002, 2004, 2006, 2008

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

b) Populations retraitées et migrations de retraite vers les campagnes françaises

La première série d'analyses de corrélation statistique a examiné les relations entre composition des populations retraitées et variations migratoires moyennes dans les types de campagnes françaises. L'objectif n'était pas de mettre en évidence des relations de cause à effet mais plutôt des indications thématiques pour approfondir la connaissance de l'attractivité migratoire rurale. En définitive, la principale corrélation observée correspond à la nette opposition entre vieillissement démographique structurel et évolutions migratoires positives.

Cette dernière sous-partie de chapitre fait des retraités de potentiels acteurs centraux des renouvellements démographiques récents des campagnes françaises. Il s'agit en effet d'étudier les caractéristiques des territoires — selon la composition des populations retraitées — pour lesquels ils comptent parmi les plus représentés au sein des nouveaux arrivants. Les résultats d'une série d'analyses de corrélation statistique sont présentés dans le tableau 26 ; les indicateurs sur la composition des populations retraitées sont équivalents à ceux utilisés dans le tableau 25, à l'exception d'un dernier indicateur supplémentaire.

À l'inverse de la première série d'analyses de corrélation, l'évolution de la proportion des individus de 60 ans et plus, entre les RP 1999 et 2007, présente ici une légère relation positive : le vieillissement des campagnes françaises paraît en partie fonction de la forte présence de retraités parmi les nouveaux arrivants. Cette corrélation est importante et très significative au sein des *campagnes résidentielles* ; elle l'est un peu moins dans les *campagnes productives vieilles et agricoles*.

Les trois critères suivants, liés à la composition des populations âgées, donnent à voir de fortes corrélations statistiques, très significatives : les proportions élevées de retraités parmi les nouveaux arrivants ont concerné des bassins de vie marqués par la présence importante d'individus de 80 ans et plus. À l'inverse, les faibles parts de retraités parmi les nouveaux arrivants ont correspondu à des territoires marqués par le poids des jeunes retraités. Cette double observation souligne le renforcement des structures vieilles de population de certaines campagnes, par des proportions significatives de nouveaux résidents retraités.

L'étude des anciennes catégories socioprofessionnelles donne ensuite à voir quelques fortes corrélations significatives. La présence importante d'anciens agriculteurs exploitants coïncide dans l'ensemble avec des proportions élevées de retraités parmi les nouveaux arrivants. Il en est de même pour les anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise, et en particulier, au sein des *campagnes des villes*. La relation est plus ténue pour les anciens cadres et professions intellectuelles supérieures, mise à part dans les *campagnes productives vieilles et agricoles* et les *campagnes des villes en voie de périurbanisation*. Pour ces campagnes peu denses, du centre et de l'ouest du territoire, des concentrations de groupes retraités moyens et supérieurs paraissent se dessiner. Enfin, les proportions d'anciens ouvriers donnent à voir de fortes corrélations négatives, quels que soient les types de campagnes, et notamment pour les *campagnes des villes*.

Les relations entre présence des retraités parmi les nouveaux arrivants et indicateurs autour du montant moyen des retraites et pensions apparaissent souvent non significatives dans les types de campagnes. Les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* présentent tout de même une forte corrélation positive pour le montant moyen des retraites et pensions en 2008. Une tendance à la concentration spatiale et sociale se dessine ici parmi les populations retraitées. Pour les *bassins de vie à dominante rurale*, la relation est inverse : les fortes proportions de retraités parmi les nouveaux résidents ruraux ont correspondu dans l'ensemble à des bassins de vie présentant de faibles montants moyens des retraites et pensions.

En ce qui concerne les évolutions du montant moyen des retraites et pensions, elles apparaissent surtout corrélées positivement aux migrations de retraite pour la période 2004-2006, à l'échelle des *bassins de vie à dominante rurale*. Les *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles* se distinguent aussi pour les intervalles 2002-2004 et 2006-2008 : dans ces bassins de vie du nord et du nord-est, les croissances significatives du montant moyen des retraites et pensions apparaissent corrélées à la forte présence de retraités parmi les nouveaux arrivants.

Le dernier indicateur fait le lien plus directement entre migrations de retraite et croissances migratoires des campagnes françaises au cours des années 2000. Les retraités ont-ils été des acteurs centraux de l'attractivité rurale récente ? Oui et non. Ils apparaissent comme des moteurs importants des variations migratoires favorables dans les *bassins de vie à dominante rurale*. Néanmoins, la corrélation positive est beaucoup moins nette au sein des campagnes françaises. Les relations statistiques y sont surtout peu ou non significatives. Le poids des retraités parmi les nouveaux arrivants apparaît moins influent pour les variations internes aux types de campagnes.

Tableau 26. Migrations de retraite rurales et renforcement des structures des populations retraitées

Retraités dans les migrations récentes (1999-2007)* Composition des populations retraitées	Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante rurale
	... les plus proches et les plus aisées	... en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieilles et agricoles	... attractives et touristiques	... à économie touristique et montagnarde	
Évolution de la part des individus de 60 ans et plus (RP 1999-2007) (exprimée en points)	0,14 **	0,12 *	0,09 *	0,19 **	0,46 ***	0,51 **	0,09 **
Part des individus de 60-69 ans au sein des 60 ans et plus (RP 2007) (exprimée en %)	-0,30 ***	-0,24 ***	-0,45 ***	-0,10 **	n.s.	-0,57 **	-0,45 ***
Part des individus de 70-79 ans au sein des 60 ans et plus (RP 2007) (exprimée en %)	n.s.	-0,09 *	n.s.	-0,11 *	n.s.	n.s.	0,18 ***
Part des individus de 80 ans et plus au sein des 60 ans et plus (RP 2007) (exprimée en %)	0,39 ***	0,34 ***	0,24 ***	0,18 **	n.s.	0,63 ***	0,48 ***
Part des anciens agriculteurs exploitants au sein des retraités (RP 2007) (exprimée en %)	n.s.	n.s.	0,30 ***	n.s.	n.s.	n.s.	0,24 ***
Part des anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise au sein des retraités (RP 2007) (exprimée en %)	0,30 ***	0,24 ***	0,15 **	0,08 *	0,19 **	n.s.	0,23 ***
Part des anciens cadres et professions intellectuelles supérieures au sein des retraités (RP 2007) (exprimée en %)	0,11 *	0,18 ***	0,10 *	0,21 ***	0,12 *	n.s.	0,07 **
Part des anciennes professions intermédiaires au sein des retraités (RP 2007) (exprimée en %)	n.s.	n.s.	-0,23 ***	n.s.	n.s.	n.s.	-0,04 *
Part des anciens employés au sein des retraités (RP 2007) (exprimée en %)	n.s.	0,08 *	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Part des anciens ouvriers au sein des retraités (RP 2007) (exprimée en %)	-0,24 ***	-0,32 ***	-0,23 ***	-0,12 *	-0,16 *	n.s.	-0,37 ***
Retraites et pensions moyennes des foyers fiscaux concernés en 2008 (exprimées en euros)	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	0,43 ***	n.s.	-0,11 ***
Évolution moyenne annuelle des retraites et pensions entre 2002 et 2004 (exprimée en %)	n.s.	n.s.	0,28 ***	n.s.	n.s.	n.s.	-0,04 *
Évolution moyenne annuelle des retraites et pensions entre 2004 et 2006 (exprimée en %)	n.s.	0,09 *	n.s.	n.s.	n.s.	0,56 **	0,13 ***
Évolution moyenne annuelle des retraites et pensions entre 2006 et 2008 (exprimée en %)	n.s.	n.s.	0,17 **	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Taux de variation moyen annuel de la population due au solde migratoire pour la période 1999-2007 (exprimé en %)	n.s.	0,11 *	0,14 *	n.s.	0,13 *	0,29 *	0,16 ***

* L'indicateur ici utilisé pour évaluer le poids des retraités dans les installations récentes est le part des retraités parmi les migrations ayant été enregistrées au RP 2007. Par ailleurs, les résultats présentés correspondent à des coefficients de corrélation de Pearson et la significativité des relations entre poids des retraités dans les migrations et indicateurs de la composition des populations retraitées est indiquée de la manière suivante : n.s. = < 0,1 ; * = < 0,01 ; ** = < 0,001 ; *** = < 0,0001.

Sources : RP INSEE 1999, 2007 (Fichiers détail) ;
DGFiP - Impôt sur le revenu des personnes physiques 2002, 2004, 2006, 2008

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

Les analyses statistiques présentées et commentées dans le chapitre 8 portent exclusivement sur les populations âgées ou retraitées. Il s'agissait d'examiner le poids structurel de ces populations dans les campagnes françaises, de rendre compte de leur diversité interne — notamment socioéconomique —, et d'évaluer leur influence dans les reprises rurales.

Les processus de vieillissement et de gérontocroissance ont été tout d'abord étudiés depuis les années 1970. Ils sont apparus prononcés dans les différentes campagnes françaises. La croissance généralisée des populations les plus âgées en est une manifestation importante. L'irrégularité temporelle et spatiale du vieillissement démographique rural a été aussi mise en évidence. Elle est surtout liée à des évolutions structurelles et à des différentiels de naissance enregistrés au début du 20^e siècle. L'influence des migrations de populations âgées paraît ainsi secondaire, mais néanmoins importante pour certains territoires ruraux notamment littoraux.

L'analyse socioéconomique des retraités — selon les anciennes PCS et le montant moyen des retraites et pensions — correspondait ensuite à une volonté d'approfondir l'étude de la diversité interne de ces populations, par-delà des considérations d'âge et de génération. L'évolution des catégories socioprofessionnelles des retraités dans les campagnes françaises est apparue influencée par des facteurs structurels et historiques. Les anciens agriculteurs exploitants et les anciens ouvriers restent prédominants parmi les populations retraitées rurales. Ils le sont en particulier dans les régions marquées de longue date par les activités agricoles et industrielles, de l'ouest et du nord-est du territoire. En outre, les anciens employés et les anciennes professions intermédiaires ont gagné en importance au sein des retraités des campagnes françaises. Les transformations des structures socioprofessionnelles des actifs au cours de la deuxième moitié du 20^e siècle en sont la principale explication.

Le montant moyen des retraites et pensions a ensuite permis de mettre en évidence d'importantes disparités socioéconomiques, nationales et rurales. Ses évolutions au cours des années 2000 sont néanmoins apparues assez homogènes entre les types de campagnes ; un principal effet structurel incombe ici au mécanisme de revalorisation des pensions de retraite, dont l'influence se joue logiquement des catégories spatiales de résidence.

Par le commentaire d'analyses de corrélation statistique, la troisième partie du chapitre 8 a examiné les relations entre populations retraitées et dynamiques démographiques rurales. Le vieillissement des structures de population est apparu négativement corrélé avec une forte attractivité migratoire, dans les différents types de campagnes françaises. Plusieurs résultats ont souligné l'attrait de territoires ruraux vieillissants, en particulier pour des migrations de retraite. La présence importante d'anciens ouvriers a été à l'inverse un signe de la faible attractivité des bassins de vie concernés. Enfin, les fortes présences de retraités parmi les nouveaux résidents ruraux au RP 2007 ont, dans l'ensemble, correspondu aux variations migratoires les plus favorables. Ce dernier résultat souligne l'importance des populations retraitées dans les croissances migratoires rurales des années 2000 sans qu'elles apparaissent toutefois prédominantes.

Chapitre 9. Migrations et mobilités résidentielles de retraite vers les campagnes françaises

Après une analyse structurelle des populations retraitées dans les campagnes françaises, le dernier chapitre de cette thèse s'intéresse aux déplacements résidentiels des retraités et à leur évolution depuis les années 1970-1980. Se sont-ils accentués à destination des entités rurales ? Leur géographie nationale s'est-elle profondément modifiée, en termes de pôles d'émission et de réception ? Le profil sociodémographique des migrants retraités s'est-il également transformé, en fonction de leurs anciennes catégories socioprofessionnelles ou de leurs lieux de naissance ?

Une distinction est faite dans ce chapitre entre migrations et mobilités de retraite. Elle est terminologique mais surtout méthodologique. À la suite des analyses présentées dans les chapitres 2 et 3, il s'agit d'examiner les derniers déplacements résidentiels qui ont eu lieu au cours des périodes intercensitaires. L'objectif est aussi d'approfondir l'étude des caractéristiques des retraités venus s'installer dans les campagnes françaises, en prenant en compte leur parcours résidentiel, leur nouveau logement, leur passé professionnel ou leur département de naissance. Diversifier le regard scientifique sur les migrations de retraite vers les campagnes françaises et apporter des éléments de quantification et d'évolution étaient les deux ambitions de départ.

La première partie appréhende les retraités de manière collective, pour dresser une géographie nationale et rurale de leurs déplacements et itinéraires résidentiels. L'accent est mis sur les flux de retraités qui ont rejoint les *bassins de vie à dominante rurale* ; une comparaison depuis les années 1970-1980 est réalisée. Les migrations de retraite des années 2000 se démarquent-elles de celles observées dans les décennies antérieures ? Quels ont été aussi les parcours résidentiels les plus récurrents pour les retraités (re)venus s'installer dans une commune rurale ?

La deuxième partie prend en compte la diversité sociodémographique des retraités. Une étude évolutive des soldes migratoires selon les anciennes catégories socioprofessionnelles est notamment présentée. Quels groupes sociaux retraités ont été les plus nombreux à venir s'installer dans les campagnes françaises ? Quels sont ceux qui ont marqué les migrations de retraite des années 2000 ? Des différences sociales existent-elles également dans la propension des individus retraités à effectuer une migration résidentielle vers les campagnes françaises ?

La dernière partie de ce chapitre examine le cas des mobilités résidentielles de retour au pays au moment et pendant la retraite. Les déplacements vers le département de naissance et leur évolution depuis les années 1970 sont ici étudiés. Comme observé pour l'ensemble de la population (p. 130), ces mobilités de retour ont-elles eu tendance à diminuer chez les retraités ? Les plus récentes ont-elles été marquées par de fortes différences sociodémographiques ?

1) Géographies des migrations et mobilités rurales de retraite

Des analyses ont déjà été présentées sur le comportement migratoire des retraités vers les campagnes françaises, pour souligner les principales tendances des années 2000 (chapitre 2, p. 103) et à travers l'évolution des mobilités au cours du cycle de vie (chapitre 3, pp. 106-108). Il s'agit ici de compléter ces analyses en insistant sur une lecture géographique et temporelle. Pour ce faire, plusieurs sources de données sont utilisées : le recensement depuis celui de 1982, les Enquêtes Nationales Logements (ENL 1992 et 2006) et l'enquête Histoire de vie (2003).

a) Évolution et stabilité des migrations de retraite vers les campagnes françaises

Les analyses présentées dans cette première sous-partie ont un double point commun : les retraités sont étudiés de manière collective — au-delà de considérations sociales ou d'âge — et leurs comportements migratoires sont examinés depuis les années 1970-1980.

Les deux premiers documents (cartes 39, cartes 40) permettent d'analyser l'évolution de la géographie (origines, destinations, distances) des migrations de retraite vers les *bassins de vie à dominante rurale*. La planche des figures 49 présente ensuite une évaluation des types de logements (anciens, neufs) choisis par les retraités lors de leurs installations rurales. Ces études montrent surtout la stabilité géographique des migrations de retraite vers les campagnes françaises.

Les cartes de la planche 39 représentent les flux résidentiels de plus de 40 individus retraités, à destination des *bassins de vie à dominante rurale*, pour les périodes intercensitaires depuis le RP 1982. En outre, les représentations cartographiques sont assorties de pourcentages qui renseignent sur la propension générale des retraités à effectuer une migration résidentielle. Ces deux types de résultats soulignent la régularité des dynamiques migratoires des retraités.

En premier lieu, la proportion moyenne annuelle des retraités qui ont changé de commune de résidence est restée très stable depuis les années 1970-1980 — de 1,6 % à 1,8 % des individus retraités. Le résultat le plus élevé concerne le RP 1990 ; sans en faire une explication directe, remarquons tout de même qu'il s'agit du recensement où la proportion des 60-69 ans était la plus forte parmi les populations âgées (chapitre 8, p. 253).

Ensuite, la planche des cartes 39 n'a pas pour vocation de comparer le volume des flux résidentiels de retraités vers les *bassins de vie à dominante rurale* entre les périodes intercensitaires ; les durées inégales de comptabilisation des migrations (de 5 à 9 ans) expliquent en grande partie les différences observées. Elle permet par contre d'analyser leur répartition nationale et leur évolution depuis le RP 1982 ; celles-ci révèlent de nombreuses similitudes sur la période d'étude.

Le bassin de vie de Paris est resté le pôle émetteur prédominant des migrations de retraite vers les campagnes françaises. Trois principales destinations sont ici à distinguer : le sud et l'ouest du Bassin parisien (Eure, Eure-et-Loir, Loiret, Loir-et-Cher, Cher, Yonne), des bassins de vie intérieurs du centre et du sud-ouest du territoire (Limousin, Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées), et surtout, les côtes atlantiques et méditerranéennes. Ces dernières concentrent les flux les plus importants depuis les années 1980 ; les bassins de vie de petites villes et de villes moyennes se démarquent notamment (Fréjus et Saint-Raphaël, Narbonne, Arcachon, Royan, Les Sables-d'Olonne, Challans, Auray, Morlaix, Lannion, Cabourg et Dives-sur-Mer).

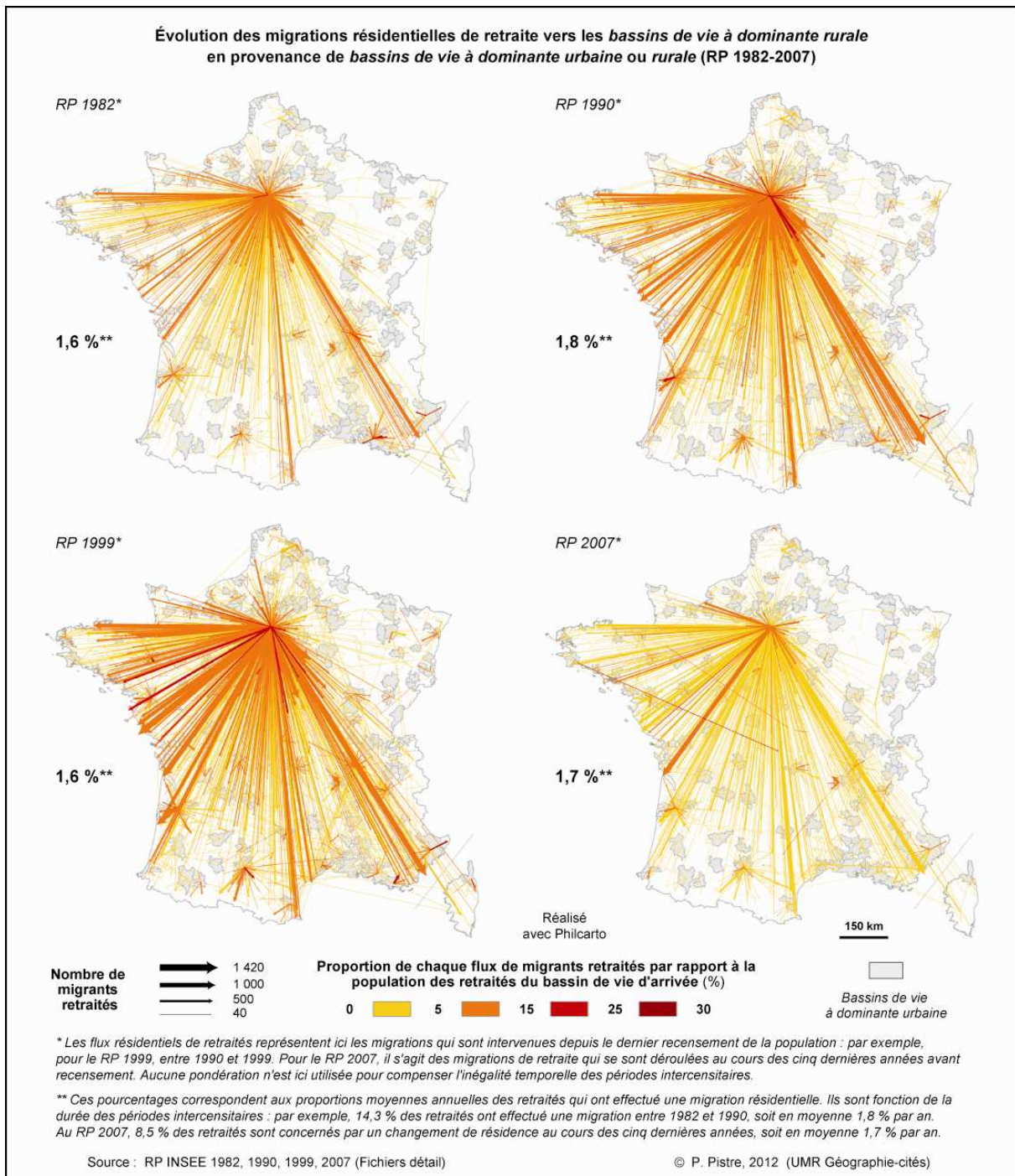
Enfin, la planche des cartes 39 donne à voir des migrations de retraite significatives vers les lointaines périphéries rurales des principaux pôles régionaux (Nantes, Bordeaux, Toulouse, Clermont-Ferrand, Saint-Étienne, Lyon, Grenoble, Nancy, Strasbourg). Là encore, ces dynamiques migratoires se sont globalement perpétuées depuis les années 1980.

La planche des cartes 40 permet d'affiner l'étude nationale des migrations de retraite vers les campagnes françaises. L'analyse repose sur la sélection des principaux flux de retraités — en volume et en proportion des populations du bassin de vie d'arrivée — enregistrés pour les RP successifs depuis 1982. Ce mode de représentation cartographique a surtout pour objectif de mettre en évidence des logiques spatio-temporelles différenciées dans les migrations de retraite. De plus, les flux au départ du bassin de vie de Paris et d'autres bassins de vie sont représentés à part, pour faciliter l'étude des dynamiques régionales hors des migrations parisiennes dominantes. En définitive, les cartes proposées confortent l'idée de stabilité des migrations de retraite vers les *bassins de vie à dominante rurale* : peu de spécificités géographiques et temporelles ne se dégagent.

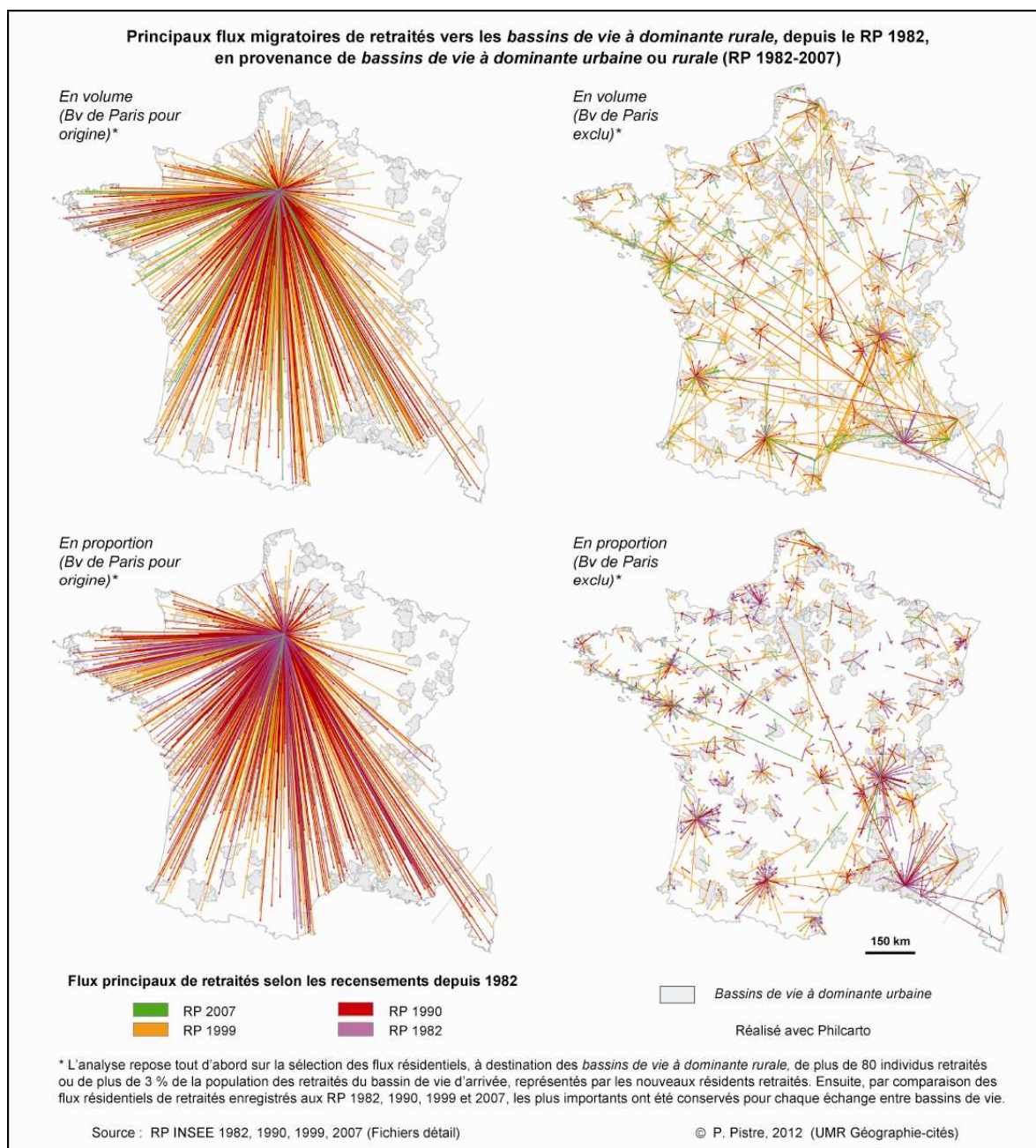
Les principaux flux de retraités ayant pour origine la région parisienne ont sensiblement rejoint les mêmes régions depuis les années 1970-1980. Les plus nombreux — en volume et en proportion — correspondent aux RP 1990 et 1999 : les plus longues périodes intercensitaires de comptabilisation des migrations résidentielles.

L'analyse est un peu plus instructive pour les autres migrations des retraités. La planche des cartes 40 confirme la prédominance de logiques régionales, au départ des pôles principaux et à destination des périphéries lointaines. Les métropoles du sud et de l'ouest du territoire ont été surtout concernées, et de manière équivalente, dans les années 1980, 1990 et 2000. De plus, en volume d'individus retraités, quelques flux interrégionaux se distinguent entre Marseille, Nice, Toulouse et la Corse, Lille et le sud du territoire, Lyon et les côtes languedociennes.

Cartes 39. La région parisienne reste le pôle émetteur prédominant des migrations rurales de retraite



Cartes 40. Migrations nationales et régionales de retraite vers les *bassins de vie à dominante rurale*

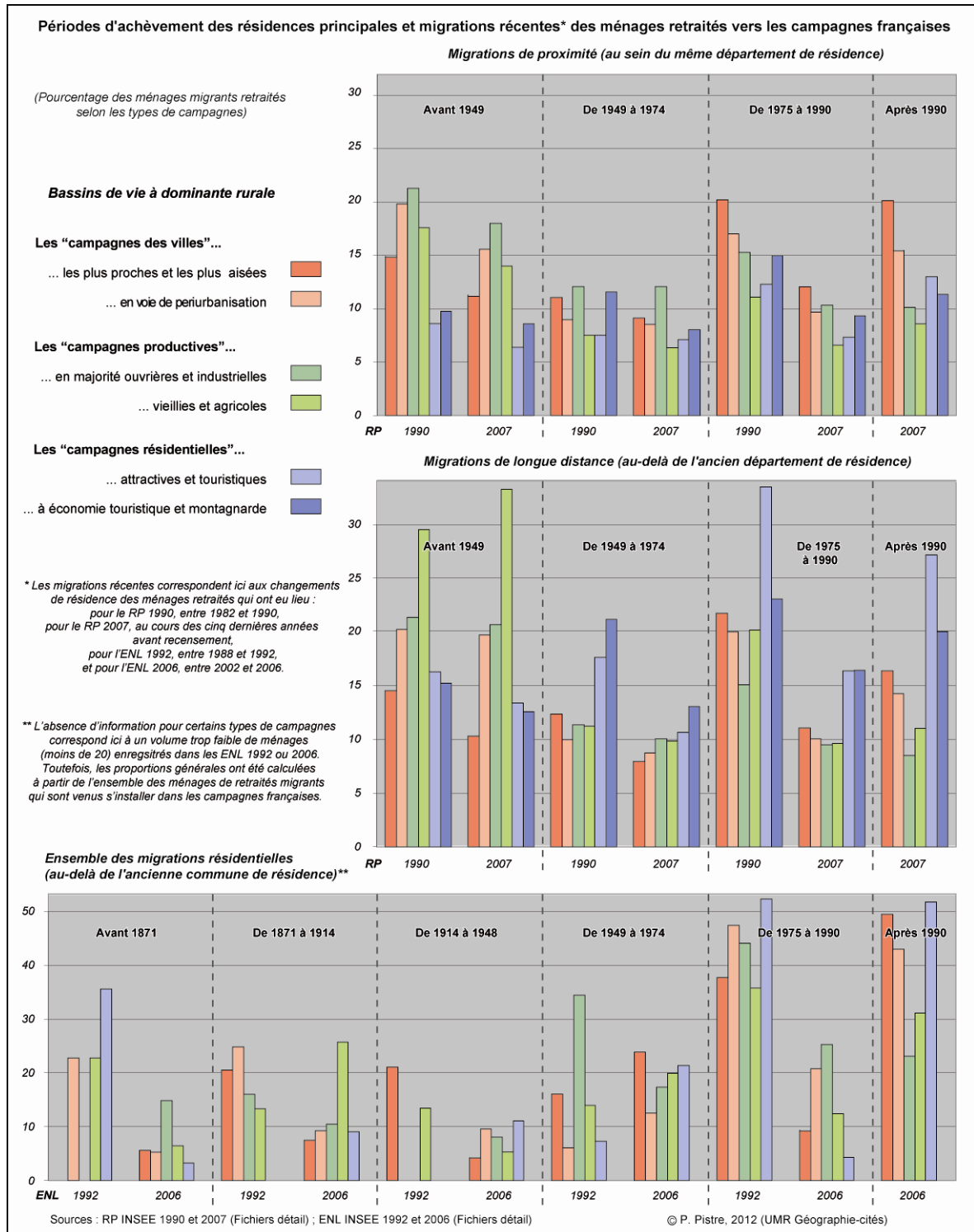


La planche des figures 49 aborde un autre aspect des migrations de retraite : les logements choisis, selon leur période d'achèvement, lors des installations rurales. Elle introduit ainsi une analyse diversifiée des pratiques migratoires des retraités, et indirectement, de leurs motivations.

À l'instar des analyses précédentes, les tendances ont été équivalentes entre les années 1980 et 2000, confortant des différences assez marquées entre les types de campagnes françaises. Les *campagnes productives* et les *campagnes des villes en voie de périurbanisation* se caractérisent par le poids des installations de retraités dans des logements construits avant 1949. Les *campagnes productives vieillies et agricoles* s'y distinguent par une forte proportion de retraités — 34,2 % au RP 2007 — qui se sont installés dans un logement ancien, après une migration de longue distance. On retrouve, de manière plus accentuée, une tendance observée pour l'ensemble de la population (chapitre 5, pp. 174-176). Les proportions restent tout de même ici conformes à la part des retraités de ces campagnes résidant dans des logements anciens (annexe 10a, p. 339), mais les profils sociaux ou d'âge de ces populations retraitées sont certainement très différents.

Comparativement aux caractéristiques des logements des retraités résidents, ce sont surtout les fortes installations dans des logements récents qui tranchent avec la prédominance des biens anciens chez les retraités (annexe 10a, p. 339). Les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*, par des migrations de proximité, et les *campagnes résidentielles*, par des migrations de longue distance, ont été surtout concernées dans les années 1980 et 2000. En effet, elles ont enregistré des installations importantes de retraités dans des logements neufs ou récents (construits depuis les années 1970). Ces installations peuvent renvoyer à des achats immobiliers plus abordables ou à la recherche de logements jugés plus confortables pour passer la retraite.

Figures 49. Choix majoritaire de biens récents de la part des retraités dans les *campagnes résidentielles*



b) Parcours résidentiels et mobilités de retraite vers les communes rurales

Les analyses présentées dans cette deuxième sous-partie ont pour objectif d'examiner le parcours résidentiel des retraités qui ont migré vers les campagnes françaises. Il s'agit d'inscrire les dernières migrations dans des itinéraires beaucoup plus longs, qui sont porteurs de sens sur l'origine des individus et leur cheminement spatial pendant la période d'activité professionnelle.

Le tableau 27 et la figure 50 renvoient à une même approche méthodologique et biographique que celle mise en œuvre dans le chapitre 3 (pp. 114-125) ; les données utilisées sont également extraites de l'enquête Histoire de vie réalisée en 2003. Les retraités enquêtés, qui se sont installés dans une commune rurale entre 1990 et 2003, constituent la population d'étude. Enfin, les échantillons étant assez faibles — entre 76 (figure 27) et 99 individus (tableau 27) —, les tendances observées ne sont pas vraiment généralisables. Elles apportent néanmoins des indications sur le parcours résidentiel de retraités récemment installés dans des communes rurales.

En premier lieu, le tableau 27 présente les résultats d'une série d'indicateurs biographiques — identiques à ceux présents dans le tableau 5 (p. 116). Ils sont proposés pour les retraités venus s'installer dans des communes rurales, dans des villes de tailles variées, et pour l'ensemble des individus de l'échantillon, soit 346 retraités qui ont effectué une migration entre 1990 et 2003. La comparaison des résultats des différents types d'espaces permet de dégager certaines tendances pour les retraités qui se sont installés dans une commune rurale.

Ils sont peu nombreux (11,1 %) à avoir déjà vécu dans leur nouvelle commune de résidence. La majorité est née dans des communes rurales ou des petites villes ; les résultats sont ici supérieurs à la moyenne de l'échantillon sans être très élevés. À l'inverse, la proportion des retraités venus s'installer dans une commune rurale entre 1990 et 2003, et qui ont vécu à l'étranger (28,8 %), est inférieure à celle des individus installés dans des entités urbaines.

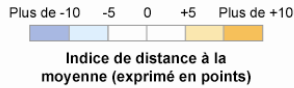
Les indicateurs biographiques suivants avaient révélé, pour l'ensemble de la population (tableau 5, p. 116), deux tendances significatives sur le profil des parcours résidentiels avant installation dans les communes rurales : des itinéraires denses — en nombre d'étapes et de régions de résidence — et de nombreuses expériences de vie rurale avant la dernière installation. Les nouveaux résidents retraités des communes rurales ne se démarquent pas ici par la densité de leurs trajectoires résidentielles ; les proportions sont proches de la moyenne de l'échantillon. Par contre, ils sont nombreux (61,6 %) à avoir effectué des allers-retours entre rural et urbain, en amont de leur dernière migration. 46,8 % ont également vécu plus de 20 ans dans une ou plusieurs communes rurales. Enfin, remarquons que 29 % des retraités de l'échantillon de l'enquête Histoire de vie, qui sont venus s'installer dans une commune rurale entre 1990 et 2003, avait toujours résidé auparavant dans des communes urbaines.

La figure 50 permet de compléter l'étude des trajectoires résidentielles des individus retraités qui se sont installés dans une commune rurale entre 1990 et 2003. Trois observations sont à retenir de cette analyse graphique et agrégée. Elle confirme tout d'abord le poids des individus nés dans une commune rurale ou une petite ville ; les baby-boomers apparaissent ici les plus nombreux, pour les communes rurales, au sortir de la Seconde Guerre mondiale. L'analyse révèle ensuite la prédominance des déplacements vers des entités urbaines intervenus dans les années 1950 et 1960 : selon les générations de naissance, ces décennies correspondent à l'enfance ou au début de l'activité professionnelle. Enfin, les périodes suivantes présentent peu de changements d'espaces de résidence. Les années 1970 et 1980 se caractérisent par la stabilité résidentielle des individus retraités de l'échantillon ; la dernière migration à la retraite vers une commune rurale, entre 1990 et 2003, marque ainsi une rupture dans la trajectoire résidentielle.

Tableau 27. Poids des expériences de vie rurale parmi les nouveaux retraités des communes rurales

Individus retraités venus s'installer entre 1990 et 2003 dans des communes rurales ou des communes urbaines

		Communes rurales	Petites villes (2 000 à 19 999 habitants)	Villes moyennes (20 000 - 99 999 habitants)	Grandes villes (100 000 à 2 000 000 habitants)	Agglomération de Paris	Moyennes nationales	
Volume d'individus dans l'enquête <i>Histoire de vie</i>		99	73	59	94	21	346	
INDICATEURS BIOGRAPHIQUES / EN % / *	DÉJÀ VÉCU DANS LA NOUVELLE COMMUNE DE RÉSIDENCE ?	Oui Non	11,1 88,9	10,7 89,3	27,1 72,9	26,1 73,9	26,5 73,5	18,5 81,5
	TYPES DE LIEUX DE NAISSANCE	Communes rurales	15,0	16,4	8,3	14,7	4,6	12,8
		Petites villes	46,9	42,3	38,3	44,2	37,9	43,1
		Villes moyennes	21,6	27,6	44,8	10,7	33,6	24,6
		Grandes villes	6,9	9,4	5,3	25,4	0	10,9
		Agglo. de Paris	9,6	4,4	3,4	5,0	23,8	8,7
	TRAJECTOIRES RÉSIDENTIELLES ENTRE LA FRANCE ET L'ÉTRANGER	Toujours en France	71,2	64,6	60,5	60,0	66,5	65,2
		De l'étranger vers la France	3,1	4,2	7,8	8,1	8,5	5,8
		Allers-retours	25,7	31,3	31,7	31,9	25,0	29,0
	TRAJECTOIRES RÉSIDENTIELLES ENTRE RURAL ET URBAIN **	Toujours rural	6,2	0	0	0	0	1,6
		Toujours urbain	3,2	18,8	33,6	44,4	63,7	26,8
		Rural puis urbain	0	23,1	24,1	18,2	12,6	15,1
		Urbain puis rural	29,0	0	0	0	0	9,5
NOMBRE D'ÉTAPES RÉSIDENTIELLES	1 à 3	14,9	7,6	12,8	17,7	9,4	13,3	
	4 à 6	39,6	50,7	39,8	37,9	25,5	39,7	
	7 à 9	29,4	23,7	26,7	25,6	46,1	28,9	
	10 et plus	16,2	17,9	20,7	18,9	19,0	18,1	
NOMBRE DE RÉGIONS ADMINISTRATIVES	1 à 2	61,4	64,4	68,7	62,4	87,8	65,9	
	3 à 4	30,5	31,5	25,1	28,1	9,0	27,2	
	5 et plus	8,1	4,1	6,1	9,5	3,2	6,9	
NOMBRE D'ANNÉES VÉCUES EN RURAL **	0	13,0	28,7	40,9	49,8	65,1	34,4	
	1 à 5	3,3	2,3	8,9	11,7	9,9	6,7	
	6 à 20	36,9	21,1	22,5	22,1	13,8	25,8	
	20 et plus	46,8	47,9	27,7	16,4	11,2	33,1	

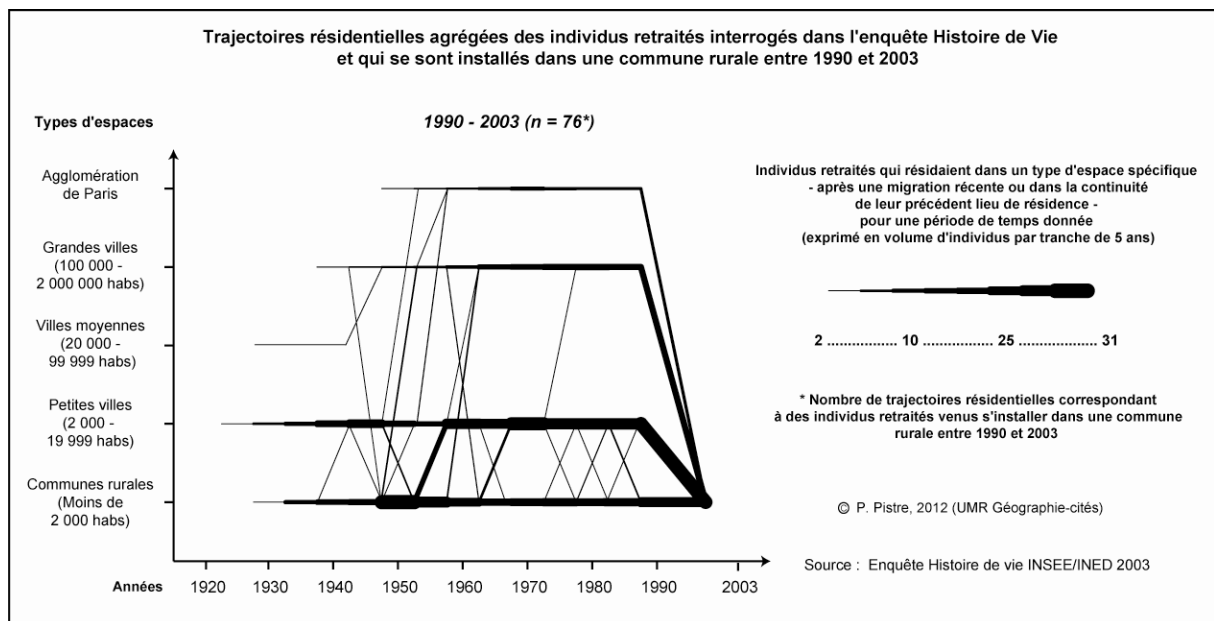


* Tous les résultats statistiques sont ici exprimés en proportions pondérées.

** Les catégories d'urbain et de rural renvoient à la définition INSEE des Unités Urbaines. Par ailleurs, ce sont bien les contours de cette définition au moment où se sont déroulés les déplacements résidentiels qui ont été pris en compte.

Source : Enquête Histoire de vie INSEE/INED 2003

Figure 50. Stabilité résidentielle pendant la période d'activité avant installation rurale à la retraite



Encadré 44. Exemples (1) de trajectoires d'installation rurale à la retraite (terrains 1 et 2)

Les différents encadrés du chapitre 9 s'appuient sur les entretiens réalisés lors des enquêtes de terrain, auprès d'individus et de couples retraités, pour illustrer les dynamiques nationales de migrations de retraite vers les campagnes françaises. À partir de trois extraits d'entretiens, ce premier encadré présente des trajectoires résidentielles variées, qui ont conduit à l'installation dans les terrains d'étude, de manière permanente ou secondaire et plus ou moins ancienne. Ces exemples ont en commun le poids de considérations géographiques, dans les itinéraires en amont de l'installation, dans le choix du lieu de résidence, ou dans sa pratique quotidienne et saisonnière.

Entretien n°8 (terrain 1) : « Une installation dans la continuité de la trajectoire professionnelle »

« Je suis originaire du Nord, dans l'Avesnois, et j'y suis resté jusqu'à 18 ans, c'est-à-dire le moment où je suis allé passer des concours à Lille, à La Poste. Après plusieurs petits boulots, mon premier poste de receveur a été dans la Somme. J'ai été notamment vers Abbeville, pour une dizaine d'années. J'avais alors déjà une fille et j'ai eu là encore trois enfants. Puis, j'ai postulé pour monter en grade et je me suis retrouvé dans l'Yonne, pour également une dizaine d'années. Ensuite, j'ai fait une étape dans le Jura, toujours comme receveur, pour deux-trois ans. J'ai fait alors des vœux pour Forcalquier. [...]

La raison était simple : je venais déjà en vacances ici, depuis un bon bout de temps, et ma femme était aussi intéressée par cette destination. Avant la retraite, j'ai donc travaillé 10-12 ans à Forcalquier, et puis, on ne tenait pas ensuite à bouger. [...] Donc, à partir de la retraite, on a cherché une maison aux alentours, puisqu'avant j'avais un logement de fonction. L'idée était aussi de ne pas rester dans le centre de Forcalquier, de trouver plus calme, moins bruyant. [...] Les critères du choix de la maison, il y avait forcément le prix, mais aussi le fait d'avoir de l'espace. Et pour la région, le climat nous a bien sûr incités à rester. »

Entretien n°11 (terrain 1) : « De la résidence secondaire à la bi-résidentialité à la retraite »

« Nous sommes de la région lyonnaise, du pays de Bresse, du sud de la Saône-et-Loire. On se connaît depuis l'âge de 8 ans, on est du même pays et puis on est parti à Paris pour nos études. X a fait Science-Po et moi des études de manipulatrice radio. Donc on a été ensuite longtemps parisiens. [...]

La découverte du coin, ici, ça remonte à 1966. Ma mère était très malade et on avait envie de lui faire prendre l'air. On voulait l'amener en vacances, de préférence dans un pays avec du soleil. Une amie m'avait conseillé les Basses Alpes et on est donc venu du côté de Manosque. On a loué à un appartement à Forcalquier et on a trouvé ce pays extraordinaire. On s'est rapidement dit que si un jour on achetait une maison, ça pourrait être dans le coin. À ce moment là, toutes les fermes tombaient en ruines. Il aurait fallu acheter à ce moment là, mais on n'avait pas l'argent pour acheter. [...]

On est revenu ensuite plusieurs fois, pour des séjours de trois semaines, puis on a visité d'autres régions. On est allé plusieurs fois sur la Côte-d'Azur, et finalement on a trouvé qu'ici c'était très bien, donc on a cherché à acheter pour une maison secondaire. Il y avait le soleil, les arbres, la montagne... [...]

Jusqu'à la retraite, on venait pour les vacances, pour deux-trois semaines. Après 1988-1989, on est venu plus souvent. C'est devenu la maison de famille. Entre les petits-enfants et les enfants, on a été souvent très nombreux en même temps ! [...]

Aujourd'hui, on vit à 50 % ici et 50 % à Lyon. On est revenu sur Lyon, parce que dix heures de route avec Paris, ça devenait trop. On voulait aussi un appartement et c'est une région que l'on connaît bien. Mais, on a quand même passé 50 ans en région parisienne ; moi, je me sens d'ailleurs parisienne. [...]

Donc, depuis 2003, on vit entre Lyon et ici, du printemps à l'automne, mais c'est tout de même de plus en plus contraignant. Le problème est que l'on n'est pas d'accord pour la suite : moi, je voudrais bien vendre ici, mais X ne veut pas pour le moment. Mais, si vous êtes intéressé, on peut peut-être s'arranger ! »

Entretien n°14 (terrain 2) : « Départ de Paris, retour à la campagne et voyages à la retraite »

« On a pratiquement toujours vécu, au moins me concernant, en Île-de-France. Ma femme vient de Bretagne. Nous nous sommes connus à Paris où elle est venue pour travailler. De mon côté, je suis né du côté de Mantes-la-Jolie, dans les boucles de la Seine, puis mes parents ont déménagé de l'autre côté, en Seine-et-Marne, à la limite de la Champagne. C'était un coin assez campagnard. C'était aussi ton cas en Bretagne [...]

Nous-mêmes, on a toujours vécu en banlieue de Paris. Moi, j'étais technicien aux télécoms et ma femme était infirmière, et professionnellement, c'était plus facile de se rapprocher de Paris. Mais, j'ai toujours eu horreur des grandes villes et on a toujours voulu rester un peu à l'écart. On avait un petit jardin. Au début, on avait des poules. Ce n'était pas la campagne, mais ce n'était pas non plus la ville. Donc, pour nous, Bondy, c'était idéal. On y a vécu plus de 30 ans et on est arrivé ici en 2005. [...]

L'idée de changer au moment de la retraite était assez ancienne. Quant on a été en retraite, on a attendu un petit peu. On a mis notre maison en vente. On est quand même resté un peu plus que ce que l'on voulait. À l'époque, ça se vendait mal, et on attendait de vendre pour partir, donc ça a duré 5 ans. On a été en retraite en 1999. [...]

Pour le choix de la région, ça a été un peu le hasard. On avait un fils à Toulouse et les autres en région parisienne, donc on a cherché à s'établir à peu près au centre. On a cherché autour de la nationale 20, dans pas mal de régions, dans le Cher, en Haute-Loire... et finalement on a acheté ici. La maison nous plaisait bien, le cadre aussi, mais c'était la première fois que l'on venait dans ce coin. On n'a pas d'attaches et on n'était jamais venu en vacances. [...]

Il faut aussi dire que l'on ne passe pas l'hiver ici. Il ne fait pas très beau, mais ce n'est pas la seule raison. À la retraite, on avait envie d'aller voir ailleurs. Au début, on est allé en Turquie pour quatre mois, puis on a fait pratiquement tout le tour de la Méditerranée. On continue à faire des voyages en France, mais surtout, depuis quelques années, on a fait l'Amérique latine. Maintenant, on est en Amérique centrale. On a un véhicule là-bas, au Guatemala. On va le retrouver en Novembre et on va continuer notre périple pour quelques mois ! »

La première partie du chapitre 9 avait pour objectif d'approfondir l'étude des migrations de retraite, vers les campagnes françaises, dans leurs caractéristiques géographiques. Elle a souligné la stabilité nationale de ces dynamiques résidentielles, la région parisienne restant de loin le principal pôle émetteur de ces flux migratoires. Un large éventail de *bassins de vie à dominante rurale* a été ensuite concerné par des installations de retraités depuis les années 1970-1980. Leur répartition spatiale conforte le fait de l'attractivité de l'ouest et du sud du territoire, et principalement des littoraux atlantiques et méditerranéens.

La stabilité géographique et temporelle des migrations de retraite renvoie aussi aux types de logements choisis lors des installations rurales. Certaines campagnes, *des villes et résidentielles*, se distinguent par le poids ancien des logements récents ; les *campagnes productives* et celles *en voie de périurbanisation* se caractérisent de leur côté par le choix de biens construits avant 1949, et notamment après des migrations de longue distance. Ces tendances sont forcément liées aux caractéristiques du parc de logements des campagnes françaises, mais aussi aux différences de pressions immobilières, de la part des retraités ou d'autres catégories de population ; les logements neufs sont, d'une manière générale, devenus les biens les plus abordables.

Enfin, l'étude des trajectoires résidentielles des retraités venus s'installer dans une commune rurale a souligné leur stabilité — du moins en termes de types d'espaces de résidence — pendant la période d'activité professionnelle. Le poids des allers-retours entre rural et urbain renvoie surtout ici à des origines rurales, puis des départs vers des entités urbaines pendant l'enfance ou à l'âge de la majorité, et des retours tardifs à la campagne, au moment de la retraite.

2) Diversité sociodémographique des migrations rurales de retraite

L'objectif de cette deuxième partie de chapitre reste d'approfondir l'étude géographique des migrations de retraite vers les campagnes françaises. Pour y participer, il ne s'agit pas tant de détailler, de manière plus fine, les origines et les destinations des déplacements résidentiels, que d'analyser la composition sociodémographique des flux migratoires en question. Certains profils de retraités sont-ils caractéristiques des installations dans les communes rurales et des migrations de retraite vers les différentes campagnes françaises ?

Le tableau 28 présente les résultats d'une série d'indicateurs sociodémographiques et de logement, sur la base des données de l'enquête Histoire de vie (2003) et des échantillons déjà utilisés (tableau 27, p. 277). La comparaison du profil des retraités installés dans une commune rurale, entre 1990 et 2003, avec ceux qui ont choisi différents types de communes urbaines, permet toujours de dégager quelques tendances pour les installations rurales.

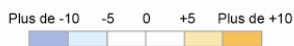
Les nouveaux ruraux retraités sont ici plus souvent des hommes, comparativement à la moyenne nationale et à l'équilibre des sexes constaté pour l'ensemble de la population (tableau 4, p. 115). En ce qui concerne les anciennes PCS — critère qui sera approfondi par la suite — seuls les anciens agriculteurs apparaissent surreprésentés parmi les retraités venus s'installer dans une commune rurale. C'est également le cas des retraités appartenant à la tranche inférieure des revenus moyens annuels. De plus, les nouveaux retraités des communes rurales sont ici, pour la plupart, mariés (77 %) et propriétaires de leur logement (80,3 %). Les deux indicateurs restant — sur la nationalité et la multi-résidence — ne présentent pas d'écarts significatifs à la moyenne pour les retraités venus s'installer dans une commune rurale entre 1990 et 2003.

Tableau 28. Large majorité des individus mariés et propriétaires parmi les nouveaux ruraux retraités

Individus retraités venus s'installer entre 1990 et 2003 dans des communes rurales ou des communes urbaines

			Communes rurales	Petites villes (2 000 à 19 999 habitants)	Villes moyennes (20 000 - 99 999 habitants)	Grandes villes (100 000 à 2 000 000 habitants)	Agglomération de Paris	Moyennes nationales
INDICATEURS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES / EN % / *	SEXE *	Hommes	61,6	50,9	60,8	48,7	55,6	55,5
		Femmes	38,4	49,1	39,2	51,3	44,4	44,5
	ANCIENNES CATÉGORIES SOCIO-PROFES-SIONNELLES **	Agriculteurs	9,4	3,4	2,5	1,7	0	4,4
		Artisans ...	12,8	22,1	13,6	9,9	7,6	13,5
		Cadres ...	14,3	8,6	16,8	16,8	45,1	17,3
		Professions intermédiaires	21,7	21,9	13,3	33,7	6,9	22,2
		Employés	22,2	29,0	27,6	18,8	36,4	24,9
		Ouvriers	19,6	14,5	26,1	17,5	4,1	17,3
	REVENUS ANNUELS DU MÉNAGE *	Moins de 15 550 euros	22,6	13,1	0,9	9,3	11,8	13,9
		15 550 à 23 782 euros	20,7	28,4	17,3	26,2	23,1	23,3
		23 783 à 39 332 euros	30,6	35,6	43,6	39,9	3,6	32,5
		Plus de 39 332 euros	16,9	10,7	18,9	18,8	41,6	18,5
	STATUT MARITAL *	Célibataires	2,9	4,1	2,1	4,9	5,3	3,8
		Mariés	77,0	58,8	57,5	57,0	45,5	62,6
		Veufs	13,3	23,6	20,5	24,2	18,3	19,6
		Divorcés	6,8	13,5	19,9	13,9	30,9	14,1
	NATIONALITÉ *	Double nationalité	0,4	0	0	0	0	0,1
		Français de naissance	97,0	93,9	95,8	91,8	88,2	94,1
		Français par acquisition	1,0	5,6	0,6	2,8	7,5	2,9
Étrangers		1,6	0,5	3,6	5,4	4,4	2,9	
STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT *	Propriétaires	80,3	51,9	59,7	61,0	56,6	64,7	
	Locataires	14,2	38,3	37,3	36,2	34,1	29,6	
	Autres	5,5	9,8	3,0	2,8	9,3	5,7	
PROPRIÉTAIRE D'UNE AUTRE RÉSIDENCE ? *	Oui	21,9	18,0	32,2	23,6	40,8	24,9	
	Non	78,1	82,0	67,8	76,4	59,2	75,1	

Indice de distance à la moyenne (exprimé en points)



* Tous les résultats statistiques sont ici exprimés en proportions pondérées.

Source : Enquête Histoire de vie INSEE/INED 2003

Soldes migratoires des campagnes françaises selon les anciennes PCS des retraités

L'accent est mis ensuite, dans cette deuxième partie, sur la diversité socioprofessionnelle des retraités venus s'installer dans les campagnes françaises. Il s'agit d'examiner l'évolution des comportements selon les anciennes PCS depuis les années 1970-1980 (figures 51) et de détailler l'analyse des migrations de retraite enregistrées au RP 2007 (figures 52). Des différences significatives existent-elles dans la propension des groupes retraités à migrer vers les campagnes ? Quels ont été les plus nombreux à s'y installer, après des migrations de longue distance, depuis les années 1980 ? La géographie nationale et rurale des migrations des groupes sociaux retraités se démarque-t-elle vraiment de celle observée pour les actifs (chapitre 2, pp. 96-102) ?

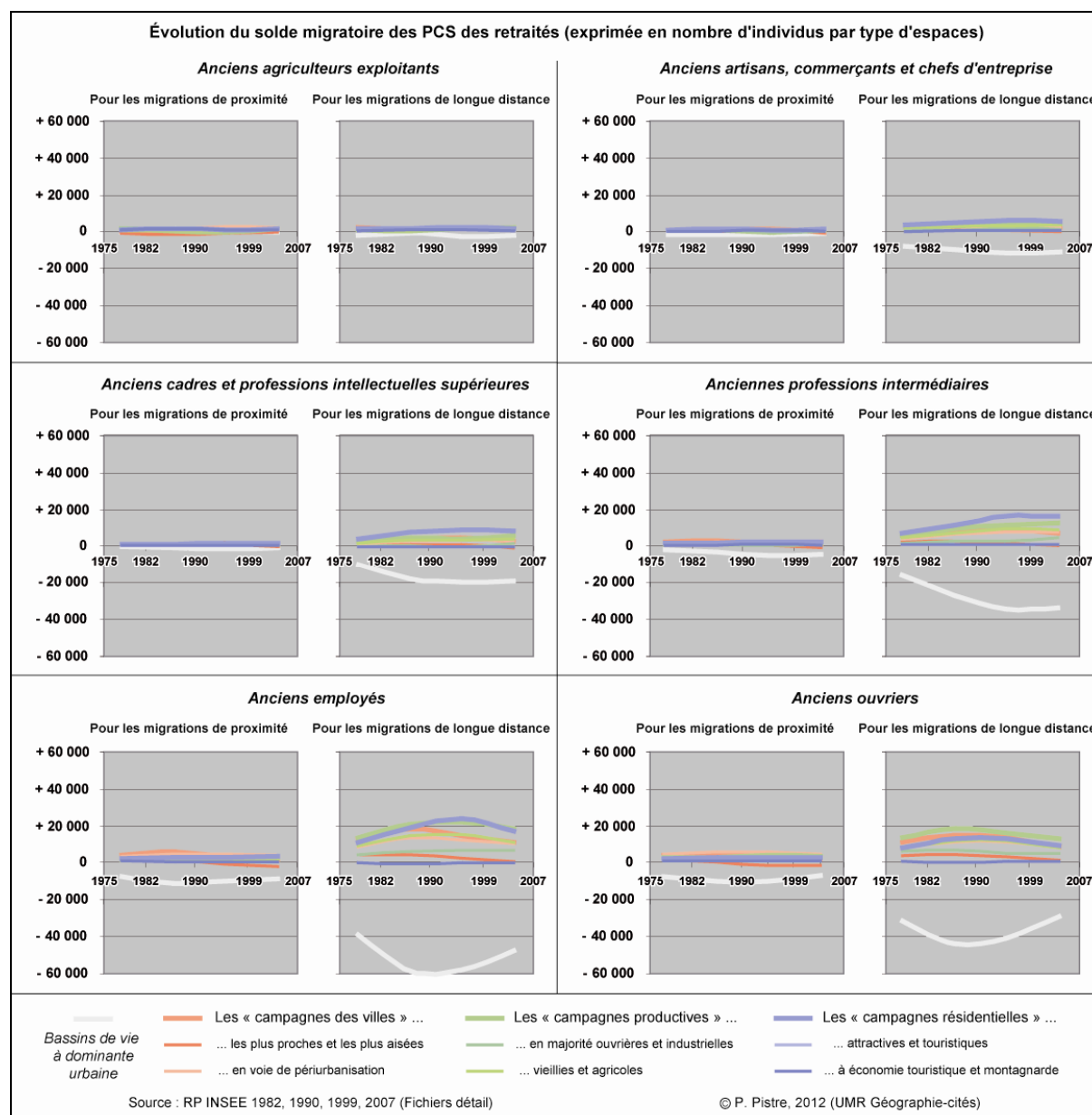
En premier lieu, la planche des figures 51 dresse un aperçu de l'évolution du profil socioprofessionnel des retraités venus s'installer dans les campagnes françaises depuis le RP 1982. Premier enseignement et confirmation, les migrations de longue distance ont été prédominantes. Les différentiels négatifs ou positifs des soldes migratoires, pour les migrations de proximité, sont sans commune mesure avec ceux observés pour les migrations lointaines. Quelques soldes négatifs urbains et — dans une moindre mesure — périurbains se dégagent tout de même pour les anciennes professions intermédiaires, les anciens employés et les anciens ouvriers. Remarquons aussi les soldes positifs légèrement supérieurs des anciens ouvriers, pour les *campagnes des villes en voie de périurbanisation* et les *campagnes productives vieillies et agricoles*. On a ici le signe de déplacements résidentiels de proximité qui concernent un large éventail de groupes retraités. En outre, il est difficile de dire si ces migrations proches d'anciens ouvriers correspondent à une réelle volonté de changement au moment de la retraite ou si elles résultent surtout du constat de contraintes urbaines et périurbaines accrues.

Les soldes migratoires les plus prononcés concernent les migrations de longue distance : ils apparaissent largement négatifs pour les *bassins de vie à dominante urbaine*, et inversement, pour la plupart des types de campagnes françaises. De plus, les tendances sont assez stables et marquées depuis les années 1970-1980. En volume d'individus retraités, les pertes urbaines ont été longtemps les plus fortes pour les anciens employés et les anciens ouvriers, soit les deux catégories les plus représentées dans les *bassins de vie dominante rurale* (chapitre 8, pp. 256-259). Néanmoins, pendant les décennies 1990-2000, elles apparaissent plus importantes pour les anciennes professions intermédiaires et les anciens cadres et professions intellectuelles supérieures, au regard de ce qu'ils représentent dans les populations retraitées et rurales.

En ce qui concerne les migrations de longue distance des anciens agriculteurs exploitants et des anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise, les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* présentent les soldes migratoires les plus positifs depuis le RP 1982. C'est également le cas pour les anciens cadres et professions intellectuelles supérieures, les anciennes professions intermédiaires et les anciens employés, qui donnent à voir des niveaux positifs bien plus élevés. Pour les anciennes PCS des groupes moyens et supérieurs, les tendances ont été continues et à la hausse dans les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* depuis le début de la période d'étude. Du côté des anciens employés et des anciens ouvriers, ces campagnes surtout littorales restent parmi les plus attractives, mais les soldes positifs les plus élevés concernent désormais les *campagnes productives vieillies et agricoles*. Ces évolutions des dynamiques migratoires à la retraite des anciens employés et des anciens ouvriers apparaissent à la fois dans la continuité et plus accentuées que les tendances observées chez les actifs employés ou ouvriers (figures 21, p. 97).

En définitive, la planche des figures 51 souligne l'attractivité des *campagnes productives et résidentielles* pour les individus retraités. Une certaine spécialisation paraît aussi s'opérer selon les types de campagnes : elle paraît fonction de campagnes plus ou moins abordables pour les retraités.

Figures 51. Attrait différencié des campagnes *productives* et *résidentielles* selon les anciennes PCS

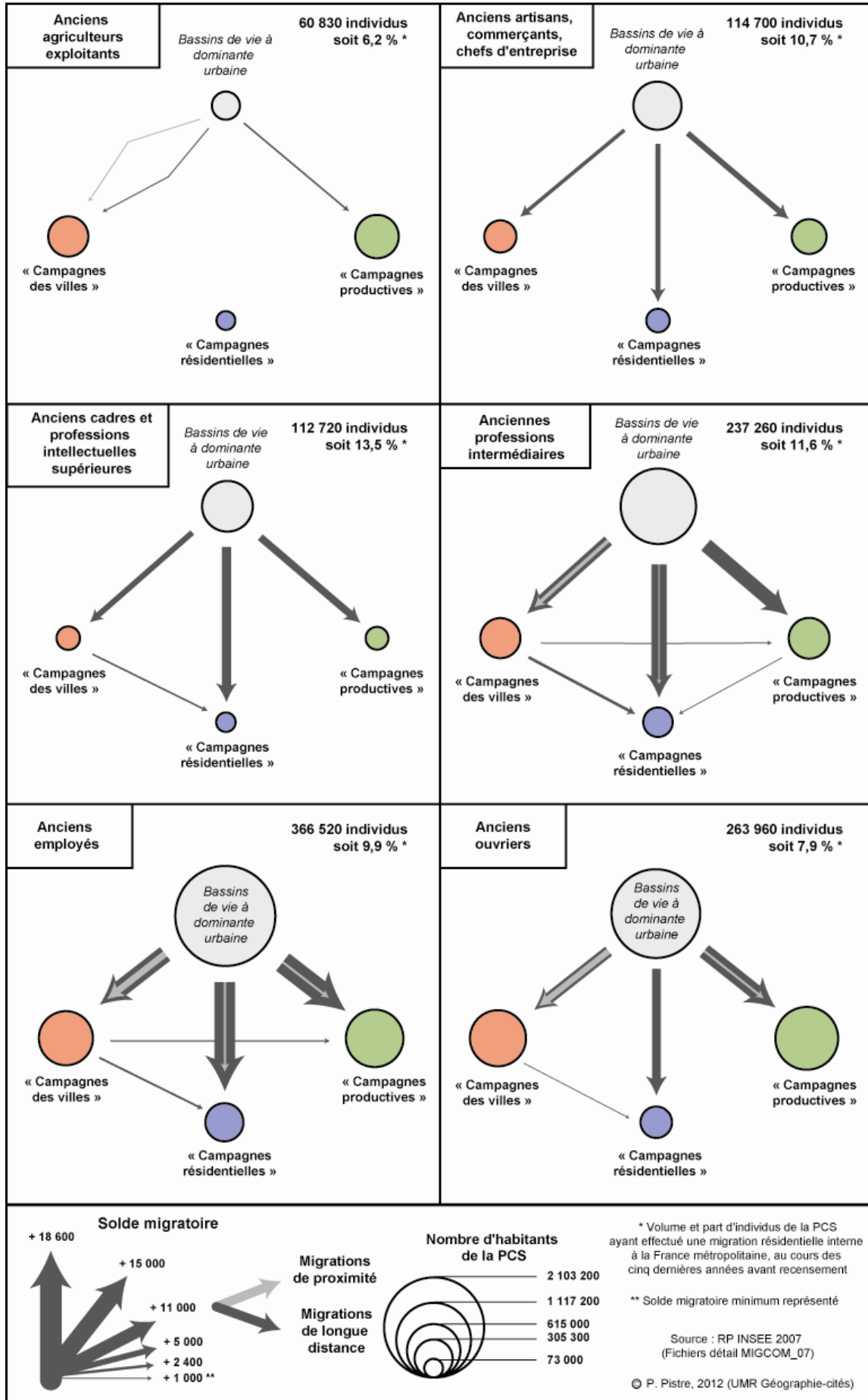


La planche des figures 52 vient surtout confirmer les tendances observées à partir du document précédent, en se concentrant sur les migrations de retraites les plus récentes (RP 2007). Elle permet aussi d'approfondir l'étude nationale et rurale de ces dynamiques migratoires en s'intéressant aux origines et aux destinations des migrations des groupes sociaux retraités.

Les principales confirmations sont les suivantes : les migrations récentes de retraite ont été dominées par les déplacements résidentiels de longue distance ; les anciens cadres et les anciennes professions intermédiaires ont surtout migré vers les *campagnes résidentielles*, alors que les anciens ouvriers et anciens employés ont été plus nombreux à rejoindre les *campagnes productives*.

L'analyse souligne aussi l'attractivité générale des campagnes françaises pour les retraités — quelle que soit leur ancienne PCS — dans leurs échanges migratoires avec les *bassins de vie à dominante urbaine* ; tous les soldes apparaissent ici positifs pour les entités rurales. Enfin, ce document donne des indications sur la propension générale des groupes sociaux à migrer au moment ou pendant la retraite. Les anciens cadres et les anciennes professions intermédiaires présentent les proportions les plus élevées, ce qui explique en partie leur implication relative importante dans les migrations de retraite vers les campagnes françaises.

Figures 52. Rural vs urbain : soldes largement en faveur des campagnes pour les migrations de retraite



Encadré 45. Exemples (2) de trajectoires d'installation rurale à la retraite (terrains 1 et 2)

Ce deuxième encadré de chapitre a le même objectif que le précédent : présenter des trajectoires résidentielles et professionnelles, qui se sont conclues par une installation à la retraite dans des communes rurales. Deux extraits d'entretien sont ici proposés. Ils concernent des couples des groupes sociaux moyens et supérieurs. Ils ont en commun de s'être d'abord installés en résidence secondaire, dans la même maison ou à proximité. Enfin, ils sont révélateurs du poids des longues migrations pour les installations rurales au moment de la retraite et de la rupture résidentielle qu'elle constitue pour bon nombre des nouveaux résidents retraités des campagnes françaises.

Entretien n°14 (terrain 1) : « Rupture avec la vie parisienne au moment de la retraite »

« Moi, je suis Allemande. Je suis née près de la Baltique. J'y ai passé mon enfance et puis je suis venue à Paris, dans les années 1960, pour faire des études de langues. Moi, je suis originaire du Limousin, et je suis monté à Paris, de Tulle, pour mes études d'architecture. [...] On s'est donc connu à Paris où on a passé plus de 40 ans. Presque tous les week-ends, on allait dans le Quartier Latin, c'était notre quartier. On s'y est connu dans les années 1960, c'était encore le Paris de la chanson de Greco. [...]

Étudiants, on habitait dans ce quartier, dans le 5^e. On a été longtemps dans le 20^e, près de 30 ans, notamment vers l'Avenue Gambetta. On a aussi vécu dans le 9^e, mais également vers la Porte de Versailles, vers la Porte des Lilas [...]

Donc, nous sommes deux provinciaux arrivés à Paris pour les études, et finalement on y a toujours vécu. Et, on a refusé de repartir en Province. C'était un choix. J'aurais par exemple pu reprendre, en Corrèze, la suite de mon père, qui était aussi dans l'architecture. [...]

Côté professionnel, on a fini avec notre agence dans le 16^e. C'était un quartier très froid, pas grand monde dans les rues, donc on préférait continuer à vivre dans l'Est. On était une petite structure, mais j'ai travaillé avec tous les gros cabinets... On travaillait beaucoup avec l'administration, dans la muséographie, dans l'hospitalier. J'ai commencé en travaillant sur la muséographie d'Orsay, et j'ai fini avec le musée d'en face, de la Légion d'honneur ! [...]

Parler de tout ça, ça me fait penser que l'on n'est pas revenu à Paris depuis 3-4 ans. [...]

On est ici depuis 6 ans. On a fini quelques opérations pendant 2-3 ans, et puis on s'est installé à temps plein, sans rien garder à Paris. Et pour ce qui est du choix de la région et de la maison, on s'est installé ici tout naturellement parce qu'on avait acheté au début des années 1990, pour venir en vacances, sans imaginer au départ s'y installer à la retraite. »

Entretien n°5 (terrain 2) : « Rupture avec le pays natal au moment de la retraite »

« Je suis originaire du nord de l'Angleterre, d'un grand village pas très connu, près de Preston. La famille était originaire de cette région de Lancashire, sauf ma mère qui était de Londres. J'y ai passé mon enfance et j'ai commencé à y travailler comme apprenti dans une entreprise qui faisait des machines pour le textile. J'ai continué dans ce secteur jusqu'à devenir ingénieur. J'ai changé ensuite de secteur et j'ai travaillé comme professeur d'informatique, jusqu'à la fin de ma carrière. [...]

Ma femme est de la même région. Elle travaillait dans une école maternelle. [...]

On est venu en France, de manière permanente, juste après la retraite, mais nous avons une maison de vacances à 5 minutes d'ici. On venait 4 à 5 fois par an. On l'avait achetée en 1992 et on l'a revendue en 2004, très rapidement. On avait commandé cette nouvelle maison, mais elle n'était pas prête, donc on a du attendre un an en location, pas très loin d'ici. [...]

L'idée de venir en France pour la retraite, c'était environ deux ans avant de prendre la retraite. Ensuite, financièrement, ce n'était pas possible de garder une maison en Angleterre et en France, donc on a vendu et on est venu ici. Et en plus, on a choisi de faire une maison neuve : c'est plus confortable, il y a plus de lumière... [...]

Donc, on est aujourd'hui ici à temps plein. On a une fille toujours en Angleterre ; elle vient de temps en temps. Notre fils est à Hong-Kong ; on est y allé deux-trois fois. L'année dernière, on est allé une seule fois en Angleterre pour un décès, et avant, ça faisait trois ans que l'on n'y était pas retourné. »

L'étude sociodémographique des migrants retraités a mis en évidence une diversité de profils acteurs des migrations de retraite vers les campagnes françaises. Elle a fait état de l'installation significative d'anciens employés, d'anciens ouvriers, voire d'individus appartenant à la tranche inférieure des revenus moyens annuels ; pour les deux anciennes PCS, les *campagnes productives* présentent ici les soldes migratoires positifs les plus élevés. L'analyse a également révélé l'importance — nette et relative — des installations rurales d'anciens CPIS et des anciennes professions intermédiaires, surtout dans les *campagnes résidentielles*. Enfin, elle a confirmé la prédominance des déplacements résidentiels de longue distance parmi les migrations de retraite : un constant qui vaut pour l'ensemble des groupes sociaux retraités.

3) Évolution et diversité des retours vers des pays ruraux à la retraite

La troisième partie du chapitre 9 poursuit l'analyse géographique et rurale des migrations de retraite vers les campagnes françaises. Une partie des traitements présentés examine également le profil sociodémographique des migrants retraités, mais l'originalité tient ici au type de mobilités résidentielles étudiées : les retours au pays. En effet, il s'agit d'analyser et d'évaluer le poids des installations rurales, au moment ou pendant la retraite, à proximité du lieu de naissance.

Cette étude prend la suite des analyses sur les mobilités résidentielles de retour présentées dans le chapitre 3 (pp. 127-135). Le lieu de naissance — ici le département — est également pris en compte pour examiner le retour des retraités vers leurs origines géographiques et rurales. Les installations rurales des retraités coïncident-elles fortement avec leurs départements de naissance, et d'autant plus si une longue migration a été effectuée ? Comme pour l'ensemble de la population (p. 130), ces types de mobilité ont-ils perdu en importance depuis les années 1970 ? Enfin, les mobilités résidentielles de retour au pays à la retraite, vers les campagnes françaises, sont-elles aujourd'hui marquées par des différences générationnelles et sociales significatives ?

En premier lieu, le tableau 29 permet d'analyser l'évolution des mobilités résidentielles des retraités vers les campagnes françaises et les départements de naissance. La tendance est bien à la baisse — en termes de proportions des mobilités des retraités —, depuis les années 1970 et pour l'ensemble des types de campagnes. Les diminutions relatives ont été assez régulières, entre les RP 1975, 1990 et 2007. De plus, elles valent pour l'ensemble des mobilités résidentielles des retraités qui se sont déroulées vers le département de naissance ou celles qui ont, en plus, correspondu avec un dernier déplacement extérieur au département de naissance.

Malgré leurs baisses régulières depuis les années 1970, les mobilités de retraite vers les départements de naissance représentent au RP 2007 une proportion importante des mobilités des retraités à destination des campagnes françaises. Elles le sont en particulier pour l'ensemble des déplacements vers le département de naissance. La palme revient ici aux *campagnes productives en majorité ouvrières et industrielles*, avec 61,7 % des mobilités des retraités. À l'inverse, les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* donnent à voir la proportion la plus faible (37,1 %). Au final, cet indicateur souligne à la fois l'importance des parcours résidentiels de retraités qui sont restés à proximité de leur lieu de naissance et des différences d'attractivité entre les types de campagnes.

Le deuxième critère d'analyse est plus restrictif, mais aussi plus opportun, pour analyser des mobilités significatives vers le lieu de naissance au moment ou pendant la retraite. En effet, il tient compte des derniers déplacements qui ont été extérieurs au département de naissance. Ces mobilités de retraite — que l'on peut vraiment qualifier de retour vers un pays élargi — représentent toujours au RP 2007 de fortes proportions des mobilités résidentielles des retraités vers les campagnes françaises : de 22,4 % à 35,6 % selon les types de campagnes. Les *campagnes productives* se distinguent ici avec les résultats les plus élevés et assez stables depuis le RP 1990.

Tableau 29. Baisse régulière de la part des retraités migrant vers leur département de naissance

Évolution des mobilités résidentielles des retraités vers les campagnes françaises et les départements de naissance

Types de campagnes	RP 1975		RP 1990		RP 2007	
	Mobilités vers le département (dept.) de naissance**	Mobilités vers le dept. de naissance, et venues d'un autre département**	Mobilités vers le département (dept.) de naissance**	Mobilités vers le dept. de naissance, et venues d'un autre département**	Mobilités vers le département (dept.) de naissance**	Mobilités vers le dept. de naissance, et venues d'un autre département**
Les "campagnes des villes"...						
... les plus proches et les plus aisées	61,8	30,3	55,2	24,4	51,9	22,4
... en voie de périurbanisation	71,4	38,7	63,3	33,3	57,1	29,1
Les "campagnes productives"...						
... en majorité ouvrières et industrielles	68,1	39,8	64,3	35,2	61,7	35,6
... vieilles et agricoles	67,7	42,9	59,7	37,2	49,9	34,4
Les "campagnes résidentielles"...						
... attractives et touristiques	53,5	32,3	44,7	28,7	37,1	22,4
... à économie touristique et montagnarde	69,5	53,8	55,9	35,1	49,2	33,5

Source : RP INSEE 1975, 1990, 2007 (Fichiers détail)

* Les résultats présentés correspondent à des moyennes des proportions de migrants enregistrées pour l'ensemble des communes de chaque sous-type de campagnes de la typologie nationale des bassins de vie.

La planche des cartes 41 permet d'affiner l'analyse nationale des mobilités résidentielles récentes de retraite vers le département de naissance et venues d'un autre département (RP 2007). La baisse relative a été généralisée dans les *bassins de vie à dominante rurale*, parmi les mobilités des retraités, depuis le RP 1975 ; elle apparaît surtout prononcée sur la dernière période d'étude.

De plus, certaines régions se démarquent par des proportions importantes et anciennes — supérieures à 30 % des mobilités des retraités — qui ont correspondu à des mobilités de retour vers un pays élargi au moment ou pendant la retraite. On retrouve ici des bassins de vie de la Bretagne, du Limousin, de l'Auvergne, de la Franche-Comté, de la Corse et de la frontière espagnole. Ces régions présentent toujours, dans l'ensemble, les plus forts résultats au RP 2007. Les mobilités résidentielles de retraite vers le lieu de naissance apparaissent ainsi plus fortes vers certaines régions *à dominante rurale*. Des différentiels d'attachement aux territoires d'origine peuvent être une explication, comme des départs anciens plus nombreux, notamment vers la région parisienne. Enfin, les résultats relatifs présentés dépendent aussi forcément de l'évolution des autres formes de mobilités résidentielles de retraite vers les campagnes françaises.

Le tableau 30 présente des indications sur le profil sociodémographique des retraités qui se sont installés dans leur département de naissance, pendant les années 2000, en venant d'un autre département de résidence. Il s'agit ainsi de révéler de possibles propensions sociales et d'âge à effectuer une mobilité résidentielle de retour au pays à la retraite, vers les campagnes françaises.

En ce qui concerne les tranches d'âge des retraités acteurs de mobilités de retour au pays, les jeunes retraités (60-69 ans) apparaissent largement dominants — de 49,7 % à 60,4 % selon les types de campagnes ; les *campagnes résidentielles attractives et touristiques* présentent la proportion la plus forte. Les retraités de moins de 60 ans et les 70-79 ans donnent ensuite à voir des résultats assez équivalents, autour de 15-20 %, les plus âgés étant surreprésentés dans les mobilités de retour vers les *campagnes des villes les plus proches et les plus aisées*.

Les résultats sont plus partagés pour les groupes socioprofessionnels retraités. En effet, des proportions élevées de mobilités de retour apparaissent pour plusieurs anciennes PCS : des anciens employés aux anciennes professions intermédiaires, en passant par les anciens ouvriers. Les autres catégories représentent de 4,6 % à 9,5 % des mobilités de retour au pays des retraités dans les *bassins de vie à dominante rurale*. En outre, les surreprésentations observées — par exemple, des anciens cadres et des anciennes professions intermédiaires dans les *campagnes résidentielles* — sont conformes aux profils généraux des retraités attirés par tel ou tel type de campagnes. Au final, les mobilités de retour à la retraite ne font pas apparaître de différences sociales significatives.

Cartes 41. Des mobilités importantes de retour au pays à la retraite pour certaines régions rurales

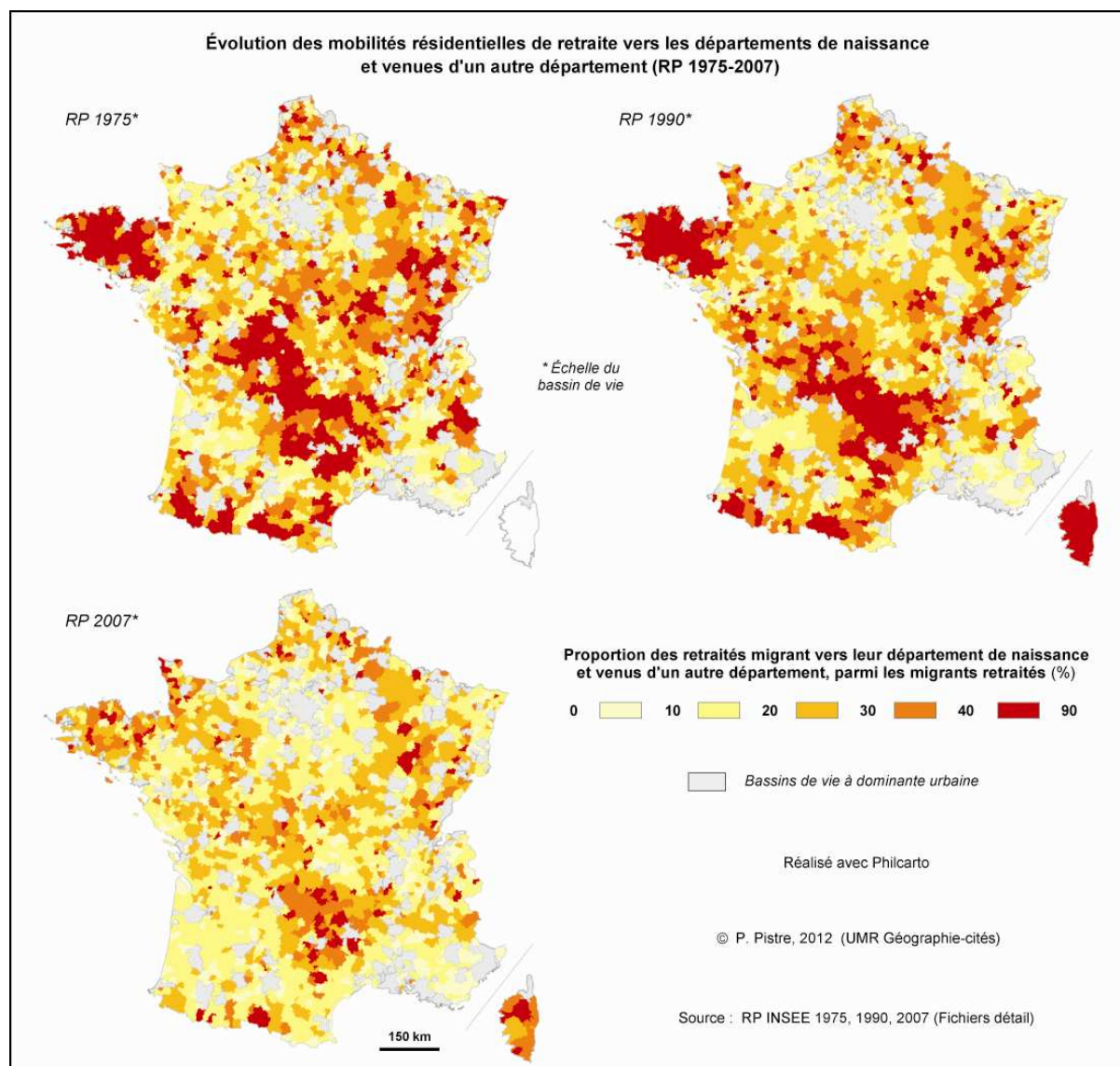


Tableau 30. Prédominance des 60-69 ans dans les récentes mobilités rurales de retour à la retraite

Profil sociodémographique des retraités qui se sont installés dans leur département de naissance et venus d'un autre département (RP 2007)

Part des migrants retraités qui se sont installés dans leur département de naissance et venus d'une autre département administratif (%)	Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante rurale
	... les plus proches et les plus aisées	... en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieilles et agricoles	... attractives et touristiques	... à économie touristique et montagnarde	
Tranches d'âge des retraités							
Moins de 60 ans	12,4	14,0	14,9	13,8	13,7	15,9	14,4
60 - 69 ans	49,7	54,8	50,8	54,3	60,4	56,9	53,5
70 - 79 ans	22,0	17,7	19,2	17,1	14,6	16,9	18,2
80 - 89 ans	11,6	10,5	10,8	10,6	7,3	8,2	10,3
89 ans et plus	4,2	3,2	4,3	4,3	4,0	2,1	3,6
Anciennes PCS des retraités							
Anciens agriculteurs exploitants	4,2	5,2	4,5	5,4	4,8	2,9	4,6
Anciens artisans, commerçants et chefs d'entreprise	12,0	9,0	8,6	9,6	7,4	8,1	9,2
Anciens cadres et professions intellectuelles supérieures	10,4	8,8	8,0	8,8	16,9	12,8	9,5
Anciennes professions intermédiaires	20,7	21,6	18,8	22,3	28,9	25,8	21,8
Anciens employés	31,9	34,1	33,9	32,4	29,9	35,1	33,6
Anciens ouvriers	20,8	21,2	26,1	21,3	12,1	15,2	21,3

Source : RP INSEE 2007 (Fichiers détail)

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

Encadré 46. Exemples (3) de trajectoires d'installation rurale à la retraite (terrains 1 et 2)

Les deux extraits d'entretien, qui composent ce dernier encadré de chapitre, font référence à des mobilités de retour au pays au moment de la retraite. Les lieux d'origine correspondent ici surtout à ceux des grands-parents, et à des lieux de vie pendant l'enfance ou les vacances, plutôt qu'au véritable lieu de naissance comme analysé à l'échelle nationale. Ces deux exemples de trajectoires d'installation rurale ont également en commun d'avoir été guidé par la reprise et la restauration d'un bien de famille, devenu la résidence principale à la retraite.

Entretien n°12 (terrain 1) : « Retour dans la maison des grands-parents et d'enfance »

« Personnellement, si je suis venu m'installer ici, ce n'est pas le hasard. J'y ai vécu à partir de l'âge de 7 ans. J'ai connu ce village en 1956. Je vivais chez mes grands-parents qui habitaient la maison que j'habite aujourd'hui. Je suis allé à l'école dans le village. Ensuite, ça a été le collège à Forcalquier jusqu'en 3^e, mais toujours en habitant ici. [...]

Après, j'ai continué ma scolarité à Marseille et je me suis assez rapidement orienté vers un diplôme qualifiant de chimiste, pour rentrer dans le monde industriel. [...]

Après l'armée, j'ai été embauché à l'usine chimique de Saint-Auban, entre Manosque et Sisteron. J'y suis rentré en 1971, et en parallèle, j'ai continué des cours sur Marseille. En 1981, j'ai eu un diplôme d'ingénieur chimiste. Pendant cette période, j'ai habité à Manosque ou pas trop loin de l'usine, mais toujours dans la région. Après, on m'a proposé un poste de cadre en Normandie, à Rouen. J'y suis resté 6 ans, puis je suis allé dans le Pas-de-Calais pour trois ans. Mais, en 1993-1994, l'usine où je travaillais a fermé et je suis revenu dans la région comme formateur au CFA de Dignes, jusqu'en 2006 où j'ai pu partir en préretraite. [...]

Après accord avec mes frères, j'avais commencé dans les années 1990 à restaurer la maison de mes grands-parents. Elle était restée un moment vide et elle se détériorait. Comme j'ai pas mal baroudé, j'avais toujours été en location, donc ça a été finalement mon premier achat en 1997. Après sa rénovation, je l'ai louée pendant 10 ans, en logement conventionné puisque j'avais reçu des aides pour la restauration. [...]

Ensuite, il s'est trouvé que la fin du bail du locataire a correspondu avec la fin de mon travail. Bon, je l'avais quand même, depuis longtemps, pensé dans ce sens là. Donc, depuis le 1^{er} janvier 2006, je suis revenu vivre ici en résidence principale. »

Entretien n°13 (terrain 2) : « Retour dans la maison familiale et déjà rénovée à la retraite »

« Nous, on est arrivé au moment de retraite. J'ai travaillé longtemps à Tours et à Versailles, et donc au moment de la retraite, on a revendu à Tours, un appartement, pour venir ici. Je n'ai pas voulu hériter, mais plutôt racheter pour que ma femme soit copropriétaire, puisque on a rénové avec nos deux salaires ! [...]

Mon père était parti jeune à Châteauroux et ma mère venait de la Corrèze, donc personnellement je ne suis pas né ici et je n'y ai pas passé mon enfance. [...]

Mes parents avaient repris la maison, ici, à la mort de mes grands-parents, mais ils continuaient à venir à Châteauroux. Ils venaient surtout l'été. Nous, on a acheté en 1980, et mes parents sont morts en 1989. C'est la période où on a le plus investi et rénové. [...]

Mais, on ne peut pas dire qu'au départ, il y avait l'idée de venir à la retraite. C'était surtout l'idée de sauver du patrimoine familial. Et donc, à la retraite, on a vendu à Tours, ce qui nous a permis d'acheter un pied-à-terre à Paris, de continuer à rénover ici, et on est venu en résidence principale. Maintenant, on a du mal à trouver du temps pour aller à Paris, où il y a les enfants, mais ils viennent aussi assez souvent. [...]

Ici, pour moi, c'est surtout les souvenirs des vacances, du labour avec le grand-père. Il y avait des corvées, les moissons, garder les vaches, mais c'est des bons souvenirs aussi. Et, on se retrouvait avec toute une génération de cousins. [...]

Donc, le schéma a été : les grands-parents qui ont toujours vécu là, les parents partis jeunes, et donc les petits-enfants qui revenaient au moment des travaux de la ferme. Mais, sinon je suis né à Châteauroux, j'ai fait mes études à Poitiers, puis j'ai fait ensuite un traditionnel tour de France de la fonction publique, avant de finir à Tours et venir vivre ici. [...]

L'objectif du chapitre 9 était d'approfondir l'étude des migrations de retraite vers les campagnes françaises, en termes d'évolutions depuis les années 1970-1980 et de caractéristiques géographiques à l'échelle nationale. Il s'agissait aussi de diversifier le regard scientifique sur ces processus migratoires, en utilisant des indicateurs variés sur le nouveau logement des retraités, leur ancienne catégorie socioprofessionnelle ou leur lieu de naissance.

En premier lieu, la comparaison des principaux flux résidentiels de retraités, enregistrés lors des quatre derniers recensements de la population, a mis en évidence la stabilité nationale des migrations de retraite vers les *bassins de vie à dominante rurale*. La prédominance de la région parisienne, comme pôle émetteur des flux migratoires, a été soulignée, ainsi que le maintien, depuis le RP 1982, de quelques grandes régions attractives pour les retraités : le sud du Bassin parisien, des bassins de vie intérieurs du centre et du sud-ouest du territoire, les périphéries lointaines des grandes agglomérations, et surtout, les côtes atlantiques et méditerranéennes.

Les traitements suivants avaient pour objectif d'analyser les comportements migratoires de populations internes aux retraités. L'accent a été mis sur une étude des anciennes catégories socioprofessionnelles. Elle a confirmé la prédominance des migrations de longue distance et les départs significatifs des *bassins de vie à dominante urbaine*, quels que soient les groupes sociaux retraités, et ce, depuis les années 1970-1980. De plus, une légère opposition s'est dessinée entre les anciens employés et anciens ouvriers, les plus représentés parmi les installations au sein des *campagnes productives*, et les anciens cadres et professions intellectuelles supérieures et les anciennes professions intermédiaires, prédominants vers les *campagnes résidentielles*.

La dernière partie s'est intéressée à un type supposé important des migrations de retraite contemporaines : les retours au pays. Une étude évolutive depuis le RP 1975 a, tout d'abord, mis en évidence la baisse continue des proportions de retraités migrant vers leur territoire de naissance. Les mobilités de retour au pays à la retraite — estimées à partir du département de naissance, et l'étude distinguant les déplacements extérieurs à ce département lors du dernier changement de résidence — comptent tout de même parmi les apports migratoires élevés, enregistrés au RP 2007 par les différentes campagnes françaises.

Nous soulignons en fin de chapitre 8 (p. 270) l'importance des populations retraitées dans les variations migratoires récentes des campagnes françaises, sans qu'elles apparaissent toutefois prédominantes. On peut ici en dire autant pour les mobilités de retour au pays parmi les migrations de retraite vers les campagnes françaises.

Conclusion de la troisième partie

Comme la partie précédente, le troisième temps de cette thèse avait valeur d'exemple et d'approfondissement dans l'étude des renouvellements démographiques des campagnes françaises. Les populations retraitées ont été spécifiquement analysées, dans leurs caractéristiques et évolutions structurelles (chapitre 8), dans leurs pratiques migratoires (chapitre 9), et de manière transversale, dans leurs influences sur les dynamiques démographiques en France rurale.

Le choix de ces populations correspondait à un double positionnement de recherche. En premier lieu, il s'agissait de poser un regard scientifique plus positif sur le rôle des retraités dans les évolutions démographiques des campagnes françaises : sortir d'une vision seulement tournée vers le vieillissement rural et le poids des populations âgées, pour considérer les retraités comme de potentiels acteurs centraux des renouvellements démographiques ruraux. L'objectif de cette troisième partie était aussi d'appliquer un principe de travail utilisé tout au long de la thèse, qui vise à détailler la composition des populations rurales et des nouveaux arrivants depuis les années 1970-1980. Appréhender ainsi la diversité démographique rurale résultait notamment de l'hypothèse suivante : les reprises croissantes de bon nombre de campagnes françaises s'expliqueraient surtout par la diversification des populations venues s'y installer.

Les retraités, en tenant compte de leur pluralité sociodémographique, ont été des acteurs importants des dynamiques démographiques et migratoires rurales. Néanmoins, leur influence a été différenciée selon les campagnes françaises, et leurs comportements migratoires — à des niveaux élevés au profit des campagnes — sont restés stables depuis les années 1980. En définitive, on ne peut dire que l'intensification ou la diversification des arrivées de retraités soient les explications principales des reprises démographiques élargies des campagnes françaises.

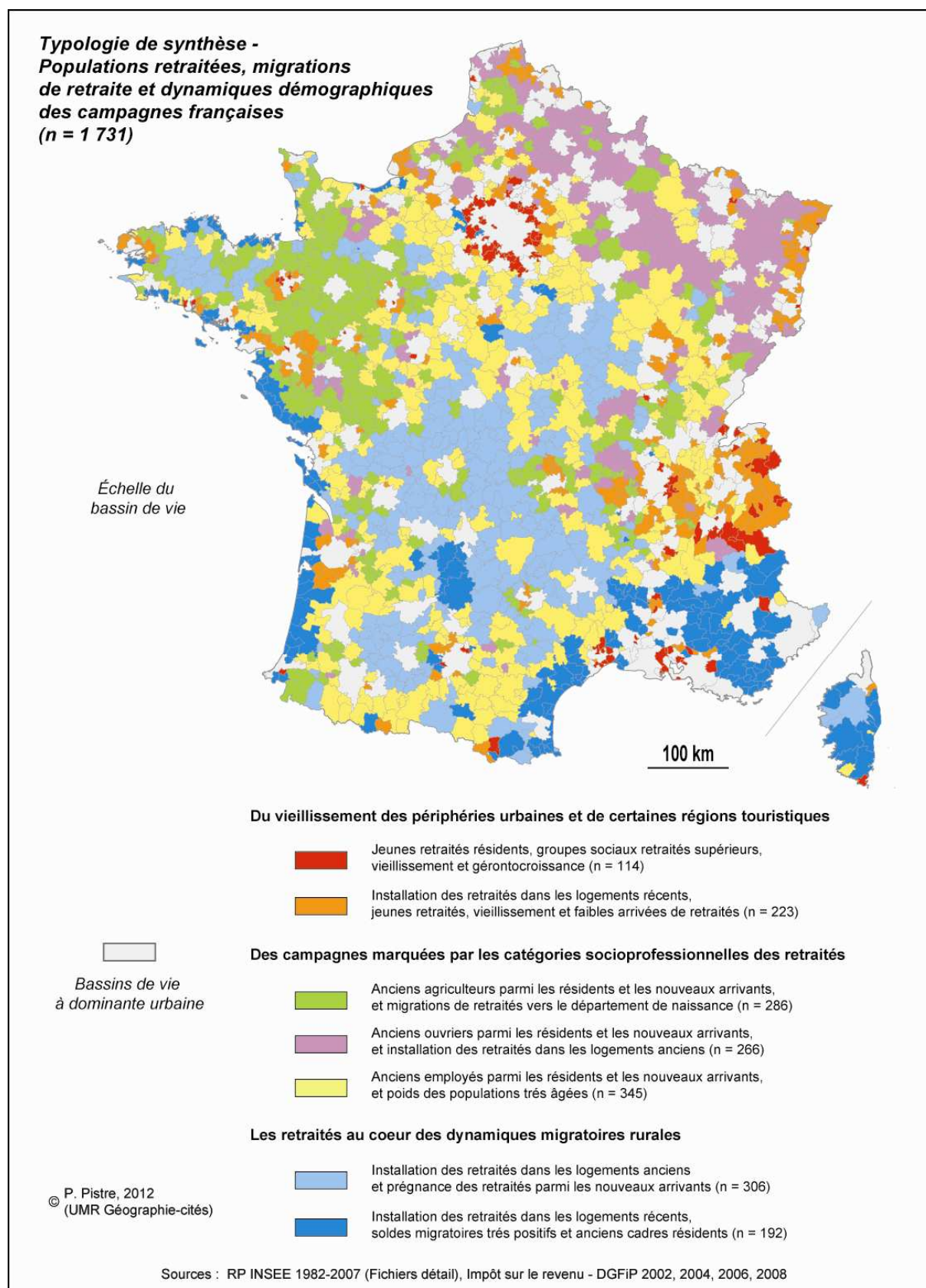
La typologie de synthèse présentée par la carte 42 confirme et renforce certains des constats effectués dans les chapitres 8 et 9, par l'étude des structures des populations retraitées, des caractéristiques spatiales et sociodémographiques des migrations de retraite, et de leurs influences inégales sur les dynamiques des campagnes françaises. L'accent est mis ici sur les tendances récentes, la classification reposant essentiellement sur des données du RP 2007.

En premier lieu, le vieillissement ou la gérontocroissance — par la progression nette ou relative de la part des 60 ans et plus — concernent aujourd'hui en particulier les proches périphéries urbaines et certaines régions touristiques. Le vieillissement plus ancien des autres campagnes est une explication indirecte, mais c'est surtout l'arrivée importante en retraite des populations actrices des dynamiques périurbaines originelles qui caractérisent ces territoires.

La classification distingue ensuite trois types de *bassins de vie à dominante rurale*, qui ont en commun d'être marqués par la prédominance de certains groupes socioprofessionnels retraités. Il s'agit des anciens agriculteurs à l'ouest du territoire, des anciens ouvriers au nord-est du pays, et — dans une moindre mesure — des anciens employés pour un large éventail de campagnes. De plus, le poids structurel de ces anciennes PCS, dominantes parmi les populations retraitées rurales et en particulier pour les bassins de vie en question, a été renforcé par les migrations proches ou lointaines d'individus retraités des mêmes catégories socioprofessionnelles.

Enfin, la typologie de synthèse ci-jointe distingue deux types de bassins de vie, qui se caractérisent par une forte implication des retraités dans les dynamiques migratoires récentes. Le premier concerne des campagnes intérieures du centre et de l'ouest du pays, pour lesquelles les retraités ont été dominants parmi les nouveaux arrivants, et ce depuis les années 1970-1980. Le deuxième rassemble des bassins de vie des littoraux et arrière-pays atlantiques et méditerranéens, de la Corse et du Lot. On retrouve ici une majorité des *campagnes résidentielles attractives et touristiques* où les retraités ont été véritablement les moteurs du dynamisme démographique.

Carte 42. Les retraités comme révélateurs des compositions différenciées des populations rurales et acteurs des dynamiques démographiques des campagnes françaises⁹⁹



⁹⁹ Cette typologie de synthèse a été réalisée à partir des principales variables statistiques utilisées dans les chapitres 8 et 9. Une même démarche méthodologique que celle de la typologie des bassins de vie français a été suivie (chapitre 1). L'annexe 11a (p. 340) présente les indicateurs intégrés dans la classification et le profil détaillé des classes statistiques.

Conclusion générale

« De retour à Châtelus-le-Marcheix, Jed prit l'habitude de faire une promenade quotidienne, en fin de matinée, dans les rues du village. Il prenait généralement un apéritif au café de la place (qui avait, curieusement, conservé son ancien nom de Bar des Sports) avant de rentrer déjeuner chez lui. Rapidement, il se rendit compte que beaucoup des nouveaux arrivants semblaient le connaître — ou, du moins, avoir entendu parler de lui — et le considéraient sans animosité particulière. De fait, les nouveaux arrivants des zones rurales ne ressemblaient nullement à leurs prédécesseurs. Ce n'était pas la fatalité qui les avait conduits à se lancer dans la vannerie artisanale, la rénovation d'un gîte rural ou la fabrication de fromages, mais un projet d'entreprise, un choix économique pesé, rationnel. Instruits, tolérants, affables, ils cohabitaient sans difficulté particulière avec les étrangers présents dans leur région — il y avait d'ailleurs intérêt, puisque ceux-ci constituaient l'essentiel de leur clientèle. La plupart des maisons que leurs anciens propriétaires d'Europe du Nord n'avaient plus les moyens d'entretenir avaient, en effet, été rachetées. Les Chinois formaient certes une communauté un peu repliée sur elle-même, mais à vrai dire pas davantage, et même plutôt moins que les Anglais naguère — au moins n'imposaient-ils pas l'emploi de leur langue. Ils manifestaient un respect excessif, presque une vénération pour les coutumes locales — que les nouveaux arrivants au départ connaissaient mal, mais qu'ils s'étaient appliqués, par une sorte de mimétisme adaptatif, à reproduire ; on assistait ainsi à un retour de plus en plus net des recettes, des danses, et même des costumes régionaux. C'était, cela dit, certainement les Russes qui formaient la clientèle la plus appréciée. Jamais ils n'auraient discuté le prix d'un apéritif, ni d'une location de 4 × 4. Ils dépensaient avec munificence, avec largesse, fidèles à une économie du potlatch qui avait traversé sans difficulté les régimes politiques successifs. » (Houellebecq, 2010, pp. 402-403)

Les campagnes françaises ont suscité des envies ; certaines se sont concrétisées par l'installation d'individus, de couples, de familles — d'âges et de profils sociaux hétérogènes — qui ont été le principal moteur des reprises rurales constatées depuis les années 1970-1980.

Le devenir démographique des campagnes françaises et leur attrait pour des populations variées n'en restent pas moins incertains. M. Houellebecq (2010) a imaginé et esquissé un avenir pour les zones rurales, fait de nouveaux arrivants volontaires engagés dans des projets personnels et économiques, pesés, rationnels, et d'installations étrangères toujours plus cosmopolites. Dans un registre plus conventionnel, les scénarios envisagés pour le devenir des « espaces de la faible densité », dans le cadre du programme « Territoire 2040 » mené sous l'égide de la DATAR, donnent à voir des horizons démographiques des plus hétérogènes, en parallèle de perspectives économiques et d'occupation qui le sont tout autant (Barthe *et al.*, 2011b). Qu'il y a-t-il de plus différent entre la « faible densité (qui serait) absorbée » par un étalement urbain généralisé, les territoires ruraux qui deviendraient « l'avant-scène (naturelle) des villes », le développement de « plateformes productives », agricoles et énergétiques, qui réduiraient à portion congrue la place de l'habitat, ou l'émergence d'« archipels communautaires » — lointains descendants des communautés rurales des années 1970 — à travers lesquels l'entre-soi social et l'isolement spatial régiraient l'organisation des populations au sein des « espaces de la faible densité » ?

Ce travail de thèse n'avait pas de prétention prospective et encore moins prévisionniste. L'accent a été mis sur une analyse des évolutions des populations rurales et des nouveaux résidents des campagnes françaises depuis les années 1960-1970, avec une attention particulière accordée aux dynamiques les plus récentes. Il s'agissait ainsi d'approfondir l'étude du renouveau démographique rural en France métropolitaine, de son pluralisme et de ses nombreux contrastes, géographiques, temporels et sociologiques.

La pluralité des « futurs envisageables » — plus ou moins réalistes — quant au devenir démographique des campagnes françaises n'a pas été explorée. La diversité des (nouvelles) populations rurales et de leurs transformations contemporaines a été, par contre, placée au centre de la démarche de recherche. Elle a tout d'abord imprégné le positionnement scientifique de cette thèse et son questionnement général, invitant à dépasser une voie unique, urbano-centrée, de lecture et d'explication des croissances rurales débutées dans les années 1970-1980.

L'existence de *renouveaux démographiques des campagnes françaises*, pluriels dans leurs formes récentes, dans leur géographie nationale et régionale, et dans les processus qui y ont concourus, a été posée comme principe général de travail. La diversification des populations venues s'installer dans les campagnes françaises — voire une démocratisation de l'attrait rural contemporain, à entendre comme le résultat de démarches plus ou moins choisies /subies et de conciliations entre des envies et des contraintes, de la part d'individus très hétérogènes — a été avancée, en tant qu'hypothèse explicative de la poursuite et de l'accentuation des reprises démographiques rurales.

Dans le prolongement du positionnement scientifique, du questionnement général et des hypothèses de travail, la démarche méthodologique a été également imprégnée de diversité. Il s'est agi d'engager des voies d'analyses plurielles pour révéler les *renouveaux démographiques effectifs* des campagnes françaises. Par une approche avant tout quantitative et statistique, le recours à de multiples indicateurs — le plus souvent sur un temps long et à une échelle spatiale fine — devait permettre d'identifier des formes variées de renouveau rural, par leurs assises territoriales, leurs dynamiques temporelles et leurs caractéristiques sociodémographiques. L'analyse conjointe des évolutions de population en France rurale et de celles de trois terrains d'étude a découlé de la même volonté de porter un regard scientifique et géographique différencié sur les résonances locales de la tendance au renouveau démographique rural.

La première partie de la thèse, la plus large dans ses perspectives de recherche, avait pour objectif de faire un état des lieux général des renouvellements démographiques des campagnes françaises. Après s'être muni d'une grille d'analyse actualisée, volontairement extensive et ruralo-centrée, des bassins de vie en France métropolitaine, l'étude des variations de population depuis les années 1960 a confirmé une tendance lourde à des reprises démographiques rurales : en (lointaine) périphérie des villes de tailles variées mais aussi au sein de (petites) communes moins marquées par la proximité urbaine.

L'analyse des évolutions démographiques dues aux soldes naturels et migratoires a ensuite montré la prédominance des installations résidentielles pour expliquer les croissances rurales contemporaines. Par le poids des migrations de proximité en provenance de pôles urbains et le profil des nouveaux arrivants — des actifs de moins de 50 ans, des couples avec enfants, des cadres et professions intellectuelles supérieures, des professions intermédiaires, des employés, des ouvriers —, certaines reprises parmi les campagnes françaises se sont inscrites dans des processus affirmés de périurbanisation ou de rurbanisation plus diffus. D'autres formes de renouvellement démographique rural ont été caractérisées par des arrivées plus lointaines et des populations plus âgées, des retraités ainsi que des actifs en milieu ou en fin de carrière professionnelle. D'une manière générale, l'attrait pour les campagnes autres que celles *des villes* est apparu croissant avec l'avancée en âge, au profit surtout *des bassins de vie à dominante rurale* de l'ouest, du centre et du sud du pays, en particulier, les façades et arrière-pays atlantiques et méditerranéens.

Le développement d'analyses biographiques, pour approfondir l'étude des mobilités résidentielles à destination des campagnes françaises, a enfin confirmé la diversité des pratiques migratoires et des motivations individuelles actrices des renouvellements démographiques ruraux. Cette démarche a permis de mettre en valeur des installations résidentielles qui se jouent — en partie — des dynamiques et logiques (péri)urbaines. En définitive, le profil résidentiel de certaines campagnes, déjà bien établi ou en voie de constitution, paraît un pendant territorial et rural, diversifié et de plus en plus affirmé, face aux poursuites périurbaines. En ce qui concerne les démarches de mobilité résidentielle qui y participent, la notion de néoruralisation peut être avancée pour qualifier une diversité d'installations rurales, diffuses et marquées par différentes logiques d'âge, sociales, d'origines géographiques ou d'expériences de vie.

Les parties 2 et 3 avaient pour objectif d'approfondir le rôle de certains processus et populations dans les renouvellements démographiques contemporains des campagnes françaises.

À la suite de recherches anglo-américaines menées depuis les années 1990-2000, l'hypothèse de l'existence de processus de gentrification en France rurale a été posée. De plus, ces dynamiques ont été considérées comme potentiellement centrales pour comprendre les reprises rurales récentes. Une étude détaillée de l'évolution des structures du parc de logements et des groupes sociaux des actifs a été menée. Il s'agissait ainsi de dégager de grandes tendances nationales et régionales, et parmi elles, d'identifier des signes significatifs de gentrification rurale à la française.

Les analyses respectives des logements et des groupes sociaux ont souligné les transformations des structures immobilières et des compositions sociodémographiques des campagnes françaises. Elles ont également apporté des éléments de contexte et des précisions, sur les motivations, les profils, les caractéristiques géographiques des migrations et mobilités résidentielles étudiées dans la première partie de la thèse.

En ce qui concerne l'identification nationale et quantitative de processus de gentrification dans les campagnes françaises, plusieurs indicateurs ont souligné les reprises de logements anciens et une tendance relative à l'embourgeoisement social des populations rurales. Au final, les tendances à la gentrification paraissent surtout diffuses parmi les campagnes françaises, correspondant à des formes transversales et peu souvent dominantes du renouvellement démographique rural.

Considérés comme des populations variées par leur composition sociodémographique, les retraités ont fait l'objet d'une attention particulière dans la troisième partie de la thèse. Ils ont été choisis pour leur tendance ancienne à migrer vers les campagnes françaises, du fait de moindres contraintes — du moins pour les plus jeunes — d'implantation à proximité d'un centre urbain, et parce qu'ils recouvrent une aussi grande diversité sociale que les actifs. L'objectif était également de porter un regard plus positif sur leur rôle dans les dynamiques rurales récentes.

L'étude structurelle des populations âgées a tout d'abord montré des dynamiques de vieillissement inégales, dans le temps et dans l'espace, parmi les campagnes françaises. Elles sont liées aux différentiels de naissance enregistrés dans la première moitié du 20^e siècle et aux évolutions structurelles et migratoires des autres populations résidentes. L'analyse des groupes socioprofessionnels retraités a également mis en évidence des effets de structure, qui révèlent une France rurale marquée par le profil social de ses populations immobiles, retraitées ou actives.

De plus, les dynamiques migratoires des retraités sont apparues importantes pour expliquer les reprises démographiques contemporaines des campagnes françaises sans être vraiment prédominantes. La stabilité des migrations de retraite vers des destinations rurales variées, à des niveaux élevés, et ce depuis les années 1970-1980, a également montré une influence ancienne des installations de retraités sur les évolutions démographiques rurales, mais qui tendrait à s'atténuer avec l'accentuation des croissances parmi les campagnes françaises. Enfin, l'étude des comportements migratoires des retraités selon les anciennes catégories socioprofessionnelles a souligné l'attrait dominant des campagnes autres que celles *des villes* : les anciens employés et les anciens ouvriers étant les plus représentés parmi les installations dans les *campagnes productives*, alors que les anciens cadres et professions intellectuelles supérieures et les anciennes professions intermédiaires prédominent pour les venues au sein des *campagnes résidentielles*. Ces dernières sont sans conteste les campagnes où les formes de renouveau rural sont le plus liées aux dynamiques migratoires des populations retraitées.

Une thèse réalisée en quatre ans ne peut légitimement prétendre épuiser son (ou ses) sujet(s). Ce constat vaut assurément pour le présent travail, qui, en conscience, a été mené à l'articulation de trois grands axes de recherche, correspondant aux trois parties du mémoire final. De portée thématique inégale, chacun aurait pu se suffire pour la réalisation d'un travail de thèse. Ils auraient ainsi appelé des développements dans le commentaire des résultats présentés et des approfondissements — quantitatifs et qualitatifs — sur l'existence de processus de gentrification en France rurale ou le poids des populations retraitées dans les dynamiques migratoires rurales. Nous avons préféré approcher la diversité des formes contemporaines de renouveaux démographiques des campagnes françaises — sans forcément atteindre un portrait scientifique complètement abouti — plutôt que de se concentrer sur une dimension unique du phénomène.

Quelques limites de recherche renvoient ensuite aux traitements statistiques réalisés. La plupart des analyses cartographiques ont été menées à une échelle spatiale fine et souvent à partir d'effectifs de population assez faibles. La précision de ces traitements ne peut ainsi conduire à des commentaires très localisés ; c'est bien la confrontation avec les situations voisines, et à des échelons intermédiaires, qui permettent de s'assurer de la significativité de tel ou tel phénomène. Par ailleurs, la majorité des analyses statistiques ont été menées à partir du recensement de la population INSEE. Le recours aux fichiers détail depuis 1968 a confirmé, à plusieurs reprises, les limites du RP 1999, du fait de sous-estimations ou de surestimations manifestes. La mise en œuvre d'une nouvelle méthode annualisée de recensement à partir de 2004 et le changement induit de la manière de comptabiliser les migrations résidentielles rendent également difficile certaines comparaisons — en valeur absolue notamment — entre les derniers recensements.

Au terme de ce travail de thèse, nombre de pistes de recherche restent à développer dans l'explicitation des nouveaux démographiques contemporains des campagnes françaises. Elles concernent des voies d'analyse en partie explorées ou plus délaissées. En guise d'ouverture, nous nous en tiendrons à l'évocation de quatre perspectives de recherche, qui, au moment de clore ce mémoire de thèse, paraissent à la fois les plus logiques et les plus pertinentes à poursuivre.

La première renvoie à un des positionnements centraux de ce travail de recherche : (re)donner une place centrale aux dimensions démographiques et migratoires, dans une approche géographique, quantitative et systématique, des campagnes françaises. De nombreux traitements ont été réalisés dans ce sens mais ils sont loin d'épuiser une telle démarche.

La deuxième est plus méthodologique et fait directement référence aux analyses biographiques présentées dans le chapitre 3, pour approfondir l'étude des mobilités résidentielles à destination des campagnes françaises. Nous y voyons des perspectives des plus intéressantes pour le développement de recherches à l'articulation de la géographie de la population et de la géographie rurale, et d'une analyse quantitative et qualitative des nouvelles populations rurales.

La troisième perspective concerne un axe de recherche qui était initialement prévu dans le projet de thèse et dont l'actualité récente s'est fait l'écho : accorder une attention spécifique aux formes de repli vers les campagnes françaises, pour des motifs économiques, qui participent indéniablement aux croissances démographiques rurales. Les scores élevés du Front National dans de nombreuses zones rurales, lors du premier tour de l'élection présidentielle d'avril 2012, ont été notamment analysés comme le résultat d'un vote contestataire de la part de populations paupérisées et nouvellement installées. Beaucoup reste aujourd'hui à faire dans l'analyse géographique et nationale de ces formes de nouveau démographique rural.

La quatrième perspective de recherche tombe sous le sens. Les conjonctures économiques et énergétiques actuelles amènent forcément à s'interroger sur la diffusion et le devenir des reprises démographiques au sein des campagnes françaises. Pour une évaluation quantitative et nationale, seule l'étude des futurs résultats du recensement de la population pourront apporter des indications précises sur un éventuel tassement ou renversement de cette tendance lourde engagée dans les années 1970-1980.

(Pas prévisionniste dans l'âme, pas joueur pour un sou, je me hasarderai bien malgré tout à parier sur la poursuite, dans des formes variées et différenciées, du nouveau démographique des campagnes françaises).

Annexes

Annexes 1. Compléments à l'introduction générale	300
Annexes 2. Compléments au chapitre 1	305
Annexes 3. Compléments au chapitre 2	308
Annexes 4. Compléments au chapitre 3	317
Annexes 5. Compléments à la conclusion de la partie 1	329
Annexes 6. Compléments au chapitre 5	331
Annexes 7. Compléments au chapitre 6	333
Annexes 8. Compléments à la conclusion de la partie 2	335
Annexes 9. Compléments au chapitre 8	338
Annexes 10. Compléments au chapitre 9	339
Annexes 11. Compléments à la conclusion de la partie 3	340

Annexe 1a. Grilles d'entretien utilisées lors des enquêtes de terrain

Trois principaux types d'interlocuteurs ont été rencontrés au cours des enquêtes locales. Si des thèmes différents ont été abordés selon les cas individuels et les contextes géographiques, les caractéristiques démographiques des territoires ruraux étudiés - et leurs évolutions - ont constitué l'axe majeur des échanges. Signalons par ailleurs que plusieurs des interlocuteurs se sont révélés avoir une « double casquette », en particulier d'élus et de retraités nouvellement installés. Ainsi, les grilles ci-dessous présentées ne sont pas à considérer comme spécifiques et restrictives pour les entretiens réalisés. Elles sont avant tout indicatives de la teneur des entrevues, que nous avons voulues dans l'ensemble assez libres et peu directives.

1) Élus (maires, adjoints), responsables d'intercommunalités, personnes ressources

Contexte : date de la prise de fonction, missions et fonctions dans le territoire.

➤ « Portrait démographique » du territoire (commune, communauté de communes) :

Point 1. Faire un panorama des dynamiques démographiques sur le long terme

- Tendance générale, périodes, effets de cycle, phases migratoires.
- Profils des populations et des migrants, et leurs évolutions.

Point 2. Détailler les évolutions récentes de population

- Situation générale et disparités dans le territoire (inter et intra communales).
- Profils des nouveaux installés (origines géographiques, âges, situations familiales, professions, revenus) et leurs motivations.
- Profils des populations (*idem*) qui ont quitté le territoire et les raisons du départ.
- Dynamiques démographiques et structures de logement (types : neuf/ancien, résidence principale/résidence secondaire/logement vacant, concentré/dispersé, bourg/hameau/isolé, marché immobilier : prix, biens recherchés/biens délaissés, vendeurs/acheteurs, évolutions les plus récentes).
- « Politiques d'accueil » mises en place (populations ciblées, rénovation de biens, aides incitatives, réussites/échecs...).

➤ Thématiques complémentaires et transversales :

Point 3. Faire un état des lieux des secteurs économiques locaux et régionaux

- Tendance générale en termes d'emploi.
- « Spécialisations économiques » (place de l'agriculture, d'activités industrielles, du tourisme...).
- Pôles d'attraction (quotidien, services, déplacements, bassins de vie)

Point 4. Questionner l'histoire locale, ses principaux événements et sa perception

- Les moments forts, les marqueurs territoriaux et les consciences locales.
- Mise en perspective entre dynamiques anciennes et actuelles.

Point 5. Interroger la vie sociale et culturelle du territoire

- Associations, fêtes, manifestations, voisinage, investissement des populations.

Des idées de contacts intéressants : personnes ressources, nouveaux arrivants à la retraite.

2) Acteurs du marché immobilier (agents immobiliers, notaires)

Contexte : date du début de la carrière professionnelle et de l'agence/de l'étude notariale.

Point 1. Analyser la situation générale du marché immobilier local

- Tendances, évolutions, cycles, effets conjoncturels, perspectives d'avenir.
- Indicateurs (prix, temps moyen à la vente, volumes des demandes et des ventes)

Point 2. Détailler le profil des acteurs individuels du marché immobilier local

- Acheteurs/demandeurs (origines géographiques, âges, situations familiales, professions, revenus) et leurs motivations.
- Vendeurs (*idem*) et leurs raisons (événements déclencheurs).
- Des effets de cycle (rotation des biens, acheteurs devenus vendeurs).

Point 3. Questionner les relations entre structures de logement et marché immobilier local

- Biens demandés/biens délaissés (types : neuf/ancien, pour une résidence principale/une résidence secondaire, localisations : bourg/hameau/isolé, niveaux de prix, degrés de rénovation et d'entretien des biens).
- Demandes homogènes dans le territoire et/ou recherches disparates selon les profils de population.
- Récurrences temporelles (des biens archétypiques recherchés : types de biens) et/ou des nouveautés dans les demandes (critères plus récents, atypiques).

Des idées de contacts intéressants : personnes ressources.

3) Nouveaux installés (essentiellement retraités)

Contexte : date d'installation dans la commune actuelle de résidence.

Point 1. Faire décrire le parcours résidentiel en amont de la dernière installation

- Des origines familiales à la situation présente de résidence (description des étapes successives : années/âges, situations familiales, localisations, professions, niveaux de vie, types de logement, motivations des déplacements).

Point 2. Détailler le dernier déplacement résidentiel

- Principales motivations et conciliations avec les caractéristiques du territoire.
- Critères de recherche (localisations, types de résidence, autres).
- Démarches de recherche et préparation de l'installation.
- Regard rétrospectif sur le choix effectué (points positifs et négatifs) et sur l'avenir résidentiel (pensé ou non, sur place, un départ envisagé...).

Point 3. Du parcours personnel à la situation du territoire local d'accueil

- Sentiment sur l'évolution démographique du territoire.
- Un parcours dans la norme ou une démarche considérée comme originale.
- Avis sur l'évolution du marché immobilier local (prix, *turnover*).

Des idées de contacts intéressants : nouveaux installés à la retraite.

Annexe 1b. Entretiens réalisés au cours des trois enquêtes de terrain

Ci-dessous sont listés les entretiens réalisés lors des enquêtes locales. L'objectif est ici - tout en respectant un anonymat relatif des interlocuteurs - de fournir différentes informations pour remettre en contexte les extraits d'entretiens cités dans la thèse. Par ailleurs, on peut préciser quelques procédures mises en œuvre dans la constitution de cet échantillon d'entretiens. Pour satisfaire à la volonté de rencontrer trois principaux profils d'interlocuteurs (cf. encadré 2, p. 10), des contacts (par des passages en mairie, par téléphone, par mail) ont été pris avec la quasi-totalité des municipalités qui composent les terrains d'étude. Selon les retours et les disponibilités, des entrevues avec des élus (maires, adjoints) ont été programmées. En parallèle, des rendez-vous ont été pris avec des interlocuteurs spécifiques, comme des notaires et des agents immobiliers. L'autre majorité des entretiens, et en particulier pour les retraités nouvellement installés, est issue de renvois de la part des premiers interlocuteurs ou de présentations informelles des recherches lors des passages en mairie. De petites chaînes de contacts ont ainsi pu se constituer malgré des présences assez courtes sur les terrains d'étude.

« Modèle de recensement » des entretiens :

n°0 : Sexe (H : homme ; F : femme) et nombre d'interlocuteurs, Tranche de population de la commune d'entrevue et/ou de résidence (selon le RP 2006), Statut(s) dans l'échantillon, Situation professionnelle actuelle (et/ou ancien secteur d'activité), Tranche d'âge, Décennie d'installation (précisions éventuelles), Durée de l'entrevue.

(?) = mention utilisée si un doute persiste quant à l'information donnée ou qu'elle est inconnue.

➤ Terrain 1 (C.C. de Haute-Provence (n°1) et de Forcalquier Montagne de Lure (n°2)) :

n°1 : H (1), 1000 à 2000 habs (n°2), maire + installation permanente à la retraite (enseignement secondaire), 60-70 ans, années 2000 (des venues occasionnelles depuis les années 1970), 45 min.

n°2 : H (1), 1000 à 2000 habs (n°1), adjoint au maire + installation permanente à la retraite (logistique), 70-80 ans, années 1970 (d'abord en résidence secondaire), 40 min.

n°3 : H (1), 1000 à 2000 habs (n°1), maire + installation permanente à la retraite (commerce), 70-80 ans, années 1970 (d'abord en résidence secondaire), 40 min.

n°4 : H (1), 1000 à 2000 habs (n°1), maire + installation permanente en période d'activité, retraité (énergie nucléaire), 70-80 ans, années 1980, 30 min.

n°5 : H (1), plus de 2000 habs (n°2), notaire, 50-60 ans (?), originaire de la région, 55 min.

n°6 : F (2), plus de 2000 habs (n°2), agents immobiliers, 25-35 ans (?) et 45-55 ans (?), (?), 35 min.

n°7 : H (1), 1000 à 2000 habs (n°1), personne ressource, retraité (enseignement supérieur et recherche), résidence secondaire depuis les années 1970 (?), 75-85 ans, 75 min.

n°8 : H (1), moins de 250 habs (n°2), adjoint au maire + installation permanente à la retraite (service postal), années 1990 (précédent logement dans une commune voisine), 75-85 ans, 30 min.

n°9 : F (1), 1000 à 2000 habs (n°2), personne ressource + installation permanente pendant la retraite (enseignement secondaire puis supérieur), 80-90 ans, années 1990, 60 min.

n°10 : F (1), 1000 à 2000 habs (n°1), agent immobilier + installation permanente en période d'activité, 45-55 ans (?), années 2000 (d'abord en résidence secondaire dans la région), 40 min.

n°11 : F (1) et H (1), 1000 à 2000 habs ($n^{\circ}1$), installation partielle à la retraite (santé et ressources humaines), 80-90 ans, années 1980 (bi-résidents avec une grande agglomération ; des venues occasionnelles depuis les années 1960), 60 min.

n°12 : H (1), moins de 250 habs ($n^{\circ}2$), adjoint + installation permanente à la retraite (industrie chimique), 60-70 ans, années 2000 (achat dans les années 1990 ; des origines anciennes), 80 min.

n°13 : H (1), moins de 250 habs ($n^{\circ}2$), élu + installation permanente pendant la retraite (enseignement secondaire), 75-85 ans, années 2000 (avant dans une commune proche), 80 min (réalisé avec le **n°12**).

n°14 : F (1) et H (1), moins de 250 habs ($n^{\circ}2$), installation permanente à la retraite (architecture), 60-70 ans, années 1980 (d'abord en résidence secondaire), 80 min.

n°15 : F (1), plus de 2000 habs ($n^{\circ}2$), personne ressource + installation permanente en période d'activité, chargée de projet (associatif), 40-50 ans (?), années 1980, 60 min.

n°16 : H (1), plus de 2000 habs ($n^{\circ}2$), agent immobilier, 30-40 ans, originaire de la région, 30 min.

n°17 : F (1) et H (1), entre 1000 et 2000 habitants ($n^{\circ}1$), installation permanente à la retraite (ressources humaines et chimie), 65-75 ans, années 2000, 80 min.

n°18 : H (1), 1000 à 2000 habs ($n^{\circ}1$), personne ressource + installation permanente en période d'activité, retraité (journalisme puis muséographie), 75-85 ans, années 1980 (des venues plus anciennes), 90 min.

n°19 : H (1), 250 à 1000 habs ($n^{\circ}2$), maire + installation permanente à la retraite (énergie hydraulique), 60-70 ans, années 1990 (une maison secondaire dans la même commune depuis les années 1980), 40 min.

n°20 : F (1), 250 à 1000 habs ($n^{\circ}2$), installation permanente à la retraite (enseignement secondaire), 60-70 ans, années 2000, 30 min.

n°21 : F (1) et H (1), 250 à 1000 habs ($n^{\circ}2$), installation permanente en amont de la retraite (administration publique et ?), 55-65 ans, années 2000, 70 min.

n°22 : H (1), moins de 250 habs ($n^{\circ}2$), installation permanente à la retraite (industrie thermique) + élu, 60-70 ans, années 2000, 30 min.

n°23 : H (1), 250 à 1000 habs ($n^{\circ}2$), adjoint + installation secondaire en période d'activité, retraité (pharmaceutique), 70-80 ans, années 1970 (bi-résident avec une grande agglomération), 40 min.

➤ **Terrain 2 (C.C. Bandiat Tardoire Avenir) :**

n°1 : H (1), 1000 à 2000 habs, maire, retraité (?), 55-65 ans (?), (?), 30 min.

n°2 : H (1), 250 à 1000 habs, maire + installation permanente à la retraite (génie civil), 60-70 ans, années 2000 (des venues régulières depuis l'enfance), 40 min.

n°3 : F (1), 1000 à 2000 habs, personne ressource, coordonatrice d'une structure intercommunale, 30-40 ans (?), (?), 45 min.

n°4 : F (1), 1000 à 2000 habs (commune voisine), agent immobilier, 30-40 ans (?), (?), 30 min.

n°5 : F (1) et H (1), 250 à 1000 habs, installation permanente à la retraite (petite enfance et enseignement secondaire), 60-70 ans, années 2000 (résidence secondaire à proximité depuis les années 1990), 60 min.

n°6 : F (1) et H (1), 250 à 1000 habs, installation partielle à la retraite (mère au foyer et imprimerie), 75-85 ans, années 1970 (elle : des venues depuis l'enfance ; auj. bi-résidents avec une grande agglomération), 40 min.

n°7 : H (1), 250 à 1000 habs, installation permanente à la retraite (conseil financier), 60-70 ans, années 2000 (propriétaire d'une structure d'accueil touristique depuis l'installation), 40 min.

n°8 : H (2), 1000 à 2000 habs, maire (retraité) + secrétaire de mairie, 65-75 ans et 40-50 ans, 40 min.

n°9 : H (1), 250 à 1000 habs, installation permanente en période d'activité, retraité (aide sociale à l'enfance [en cours]), 55-65 ans, années 1990, 45 min.

n°10 : H (1), 250 à 1000 habs, adjoint, retraité (?), 55-65 ans (?), (?), 40 min.

n°11 : F (1), 250 à 1000 habs, personne ressource + installation permanente en période d'activité, retraité (?) (bibliothèque), 55-65 ans, années 1970, 90 min.

n°12 : H (1), 250 à 1000 habs, maire + installation permanente à la retraite, 60-70 ans, années 2000 (en résidence secondaire depuis les années 1970), 45 min.

n°13 : H (1), 250 à 1000 habs, personne ressource + installation permanente à la retraite (droit financier), 70-80 ans (?), années 1980 (en résidence secondaire puis à plein temps), 100 min.

n°14 : F (1) et H (1), 250 à 1000 habs, installation permanente à la retraite (santé et technicien télécom), 65-75 ans, années 2000, 60 min.

n°15 : H (1), 250 à 1000 habs (commune voisine), notaire, 35-45 ans, originaire de la région, 40 min.

n°16 : F (2), 1000 à 2000 habs, agents immobiliers, 40-50 ans (?), années 1990 et (?), 45 min.

n°17 : F (1) et H (1), 1000 à 2000 habs, installation permanente à la retraite (? et bâtiment), 60-70 ans, années 2000, 45 min.

n°18 : H (1), 250 à 1000 habs (commune voisine), notaire, 50-60 ans (?), originaire de la région, 50 min.

➤ **Terrain 3 (C.C. de la Montagne du Haut-Languedoc) :**

n°1 : F (1) et H (3), 250 à 1000 habs, maire + élus, retraités et agriculteurs (?), 50-75 ans (?), originaires de la région (?), 55 min.

n°2 : H (1), 1000 à 2000 habs, adjoint + installation permanente à la retraite, 60-70 ans (?), années 1990 (d'abord en résidence secondaire puis à temps plein), 60 min.

n°3 : F (1), 1000 à 2000 habs, personne ressource, coordonatrice d'une structure intercommunale, 25-35 ans (?), (?), 80 min.

n°4 : F (1), 1000 à 2000 habs, négociatrice immobilière, 40-50 ans (?), (?), 30 min.

n°5 : H (1), 250 à 1000 habs, adjoint, apiculteur, 50-60 ans, originaire de la région, 60 min.

n°6 : H (1), 1000 à 2000 habs, notaire, 55-65 ans (?), originaire de la région (?), 40 min.

Annexe 2a. Compléments à l'élaboration et à l'analyse de la typologie des bassins de vie

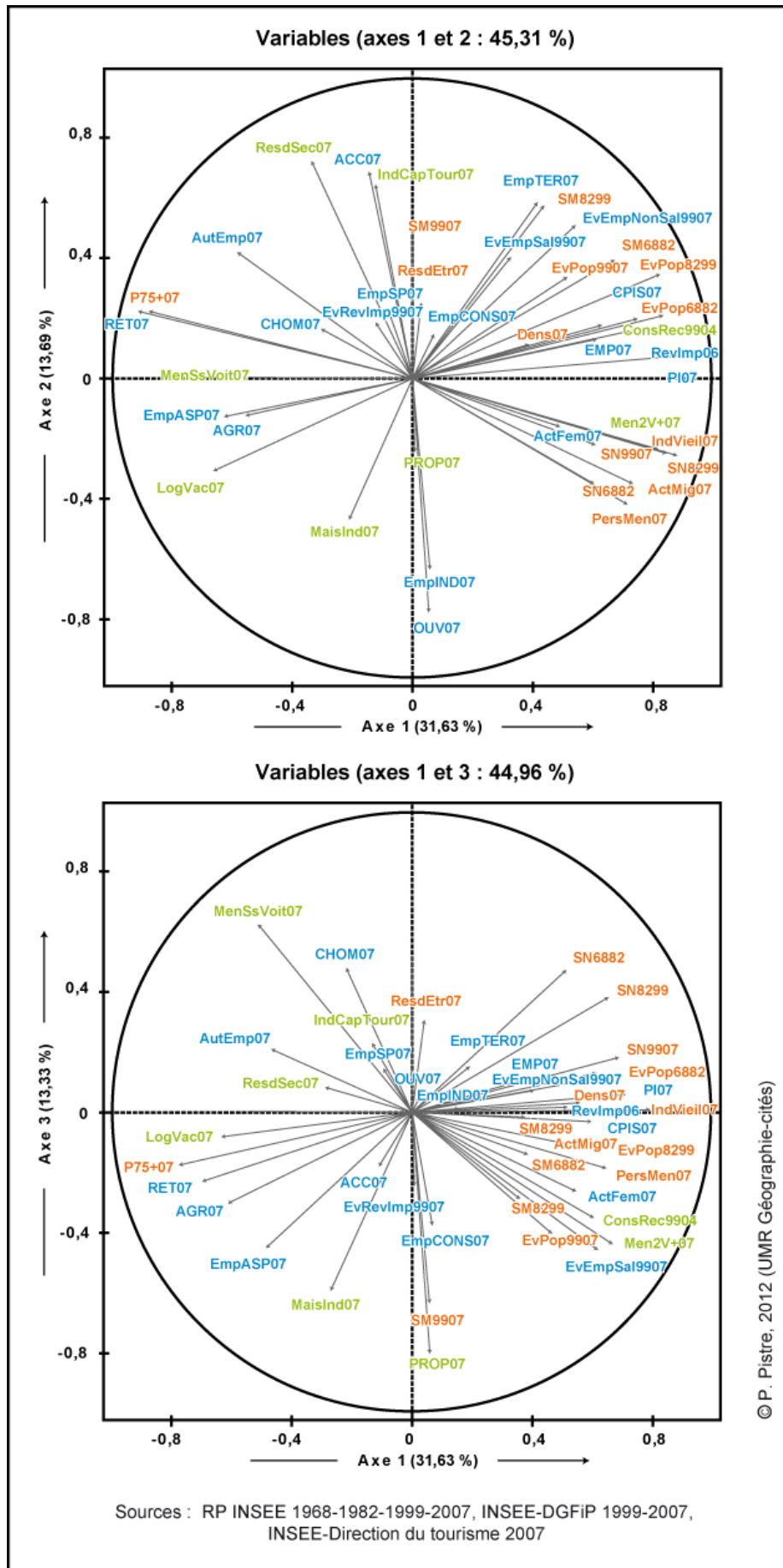
Les tenants et les aboutissants de la typologie nationale des bassins de vie, présentés des pages 26 à 29, méritent ici quelques précisions méthodologiques, techniques et interprétatives. Sans revenir en détail sur les motivations qui ont conduit à son élaboration, des compléments peuvent être apportés. Pour ce qui concerne le choix des variables statistiques (figure 3, p. 27), des indicateurs issus du recensement de la population et/ou aisément accessibles ont été privilégiés. Hormis le fait de défendre une orientation sociodémographique, en adéquation avec l'orientation de la thèse, l'absence de descriptifs statistiques de l'occupation du sol s'explique également par des motifs d'accès technique à ce type de données. De plus, par rapport au choix du bassin de vie comme unité de référence — et à la suite des explications déjà données —, la décision a été plus « ruraliste » que pragmatique. En effet, l'utilisation du canton comme dans la typologie source de la SEGESA aurait permis de gagner en précision — plus de 4 000 cantons métropolitains — et de réduire certaines lacunes. Mais la volonté a été d'appuyer l'initiative d'un zonage statistique imaginé et construit pour l'étude de la structuration rurale, et encore peu utilisé dans une perspective nationale (Blanc *et al.*, 2007 ; Talandier, 2007 ; Aubert *et al.*, 2011).

Concernant ensuite les procédures statistiques utilisées dans l'élaboration de la typologie, trois étapes successives ont été suivies¹⁰⁰. Après sélection des quarante-deux indicateurs, une analyse en composantes principales a permis une première différenciation des bassins de vie. L'analyse graphique (figure 1) et cartographique (cartes 1) de ses résultats met ainsi en évidence, par des corrélations positives et négatives (proximités et oppositions sur les plans factoriels), quelques grandes tendances instructives. Le premier axe factoriel — avec la variance expliquée la plus élevée (31,63 %) — prend la forme d'un gradient rural-urbain, avec des situations intermédiaires dans les périphéries urbaines, dans ses assises spatiales comme ses prédominances socioprofessionnelles (agriculture *versus* professions intermédiaires / cadres et professions intellectuelles supérieures). Du côté des axes factoriels 2 et 3 — ayant des pouvoirs explicatifs comparables (respectivement 13,69 % et 13,33 %) —, les différenciations sont à la fois socioéconomiques, sociodémographiques et spatiales. Le n°2 est marqué par une opposition nord-sud, qui renvoie surtout à des distinctions d'activités économiques (industrie *versus* tourisme et économie résidentielle). Le n°3 entraîne une même résultante spatiale (tirant vers le nord-est et le sud-ouest), qui correspond à des degrés d'attractivité migratoire, défavorables aux parties septentrionales du territoire. La deuxième étape de la chaîne des traitements a consisté dans la réalisation d'une classification ascendante hiérarchique sur les facteurs établis dans l'ACP. L'objectif était d'aboutir à un nombre restreint et cohérent d'agrégats d'individus statistiques, selon les distances inter-classes. Après analyse de l'histogramme des indices de niveau (figure 2), une partition en sept classes s'est imposée. Enfin, sur la base des groupes identifiés dans la CAH, une opération de consolidation a été réalisée à partir de la méthode des centres mobiles. Celle-ci a surtout permis d'améliorer l'inertie générale des classes — le quotient d'inertie inter-classes sur l'inertie totale est passé de 0,470 à 0,538 —, et d'arrêter la classification à sept types, jugés satisfaisants par leur marquage démographique et économique, ou leur différenciation spatiale.

Signalons enfin que la typologie nationale correspond à une quatrième version réalisée au cours du travail de thèse. Les trois premières reposaient surtout sur les données du RP 2006 et ont varié selon les indicateurs statistiques intégrés dans l'analyse. Pour ce qui concerne cette ultime version, elle a été établie en janvier-février 2011, avec pour volonté première d'utiliser les données du RP 2007, qui ont été estimées de meilleure qualité.

¹⁰⁰ La construction de la typologie a été réalisée avec le logiciel d'analyses statistiques SPAD v7.

Figure 1. Cercles de corrélation des facteurs pour les variables introduites dans l'ACP (Axes 1 à 3)



Cartes 1. Positions sur les axes factoriels des individus de l'ACP et localisations géographiques

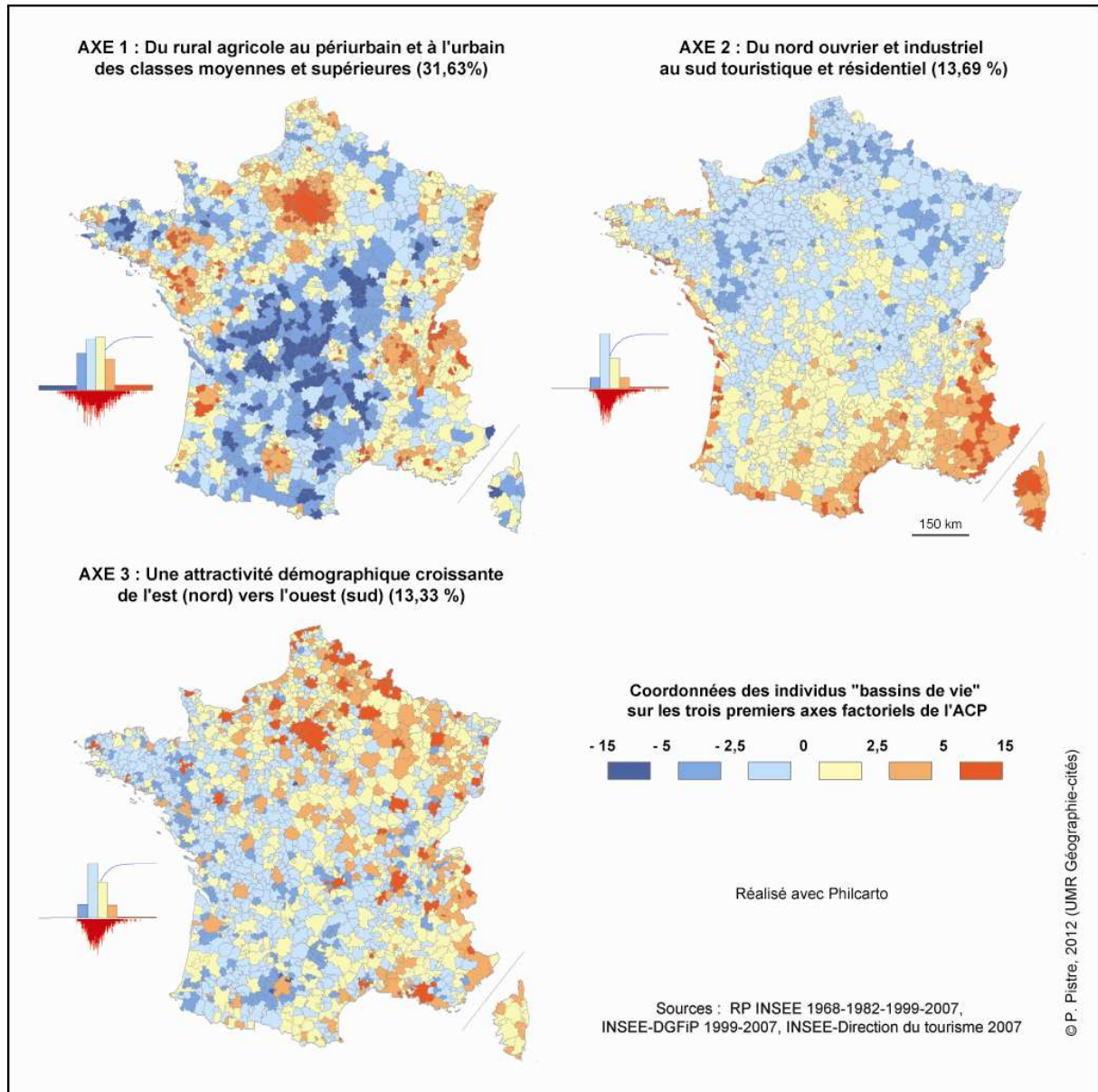


Figure 2. Description des dix nœuds d'indices de niveau les plus élevés de la CAH (1) (sur les dix premiers axes factoriels de l'ACP)

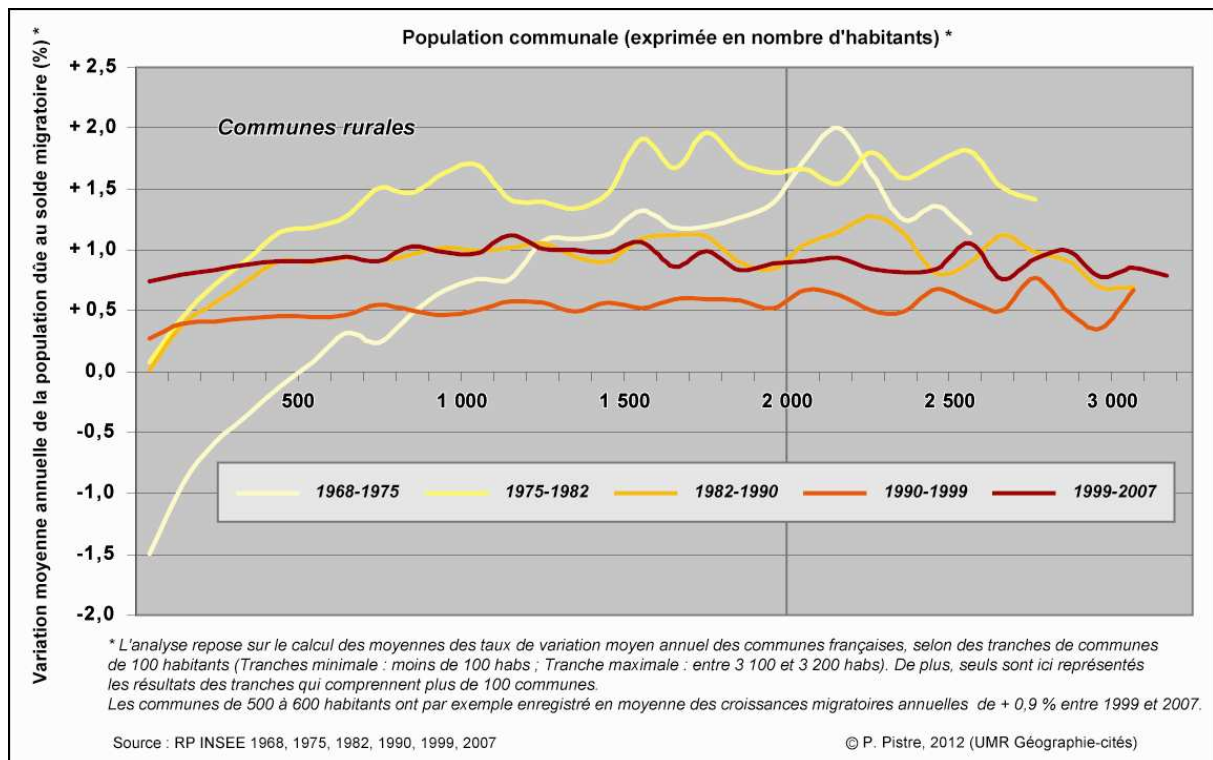
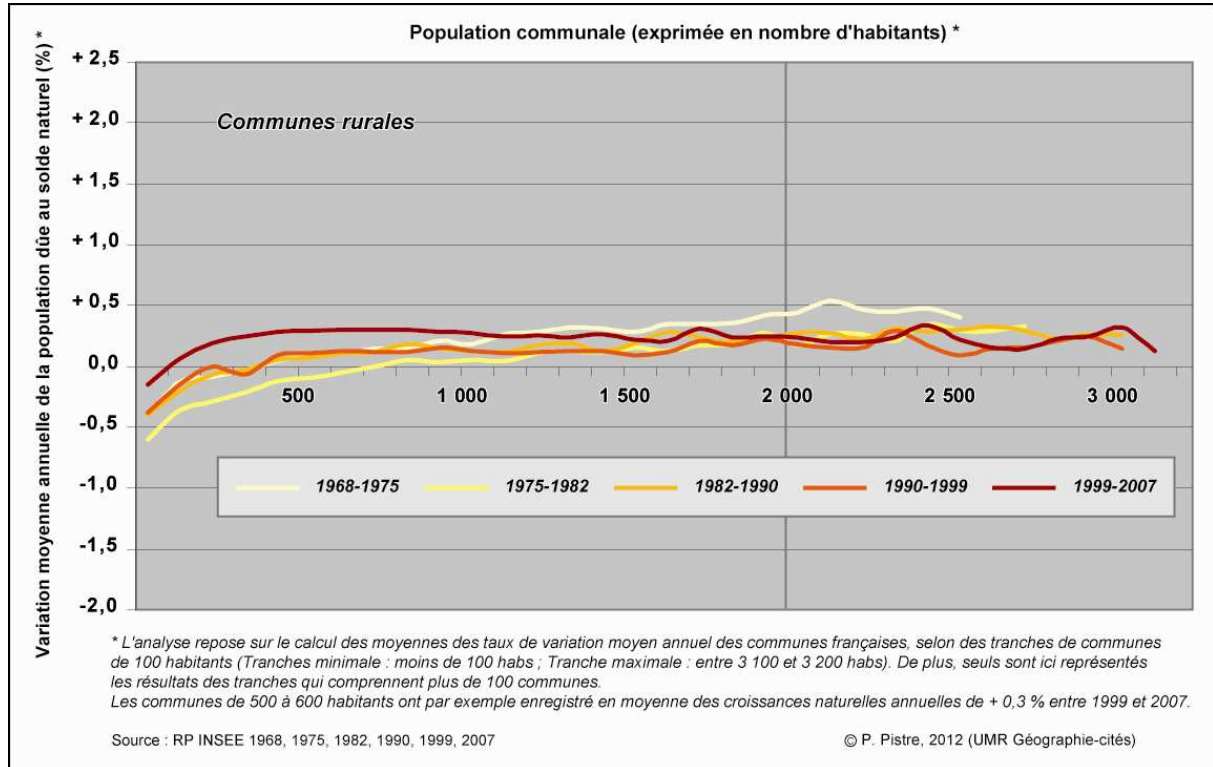
Poids du nœud	Indice de niveau	Visualisation graphique de l'indice de niveau
434	0,60	*****
379	0,65	*****
507	0,74	*****
225	0,75	*****
<i>Partition au sixième indice de niveau = sept classes statistiques</i>		
179	1,22	*****
626	1,25	*****
404	1,39	*****
1133	2,94	*****
1537	3,59	*****
1916	6,26	*****

Sources : RP INSEE 1968-1982-1999-2007, INSEE-DGFIP 1999-2007, INSEE-Direction du tourisme 2007

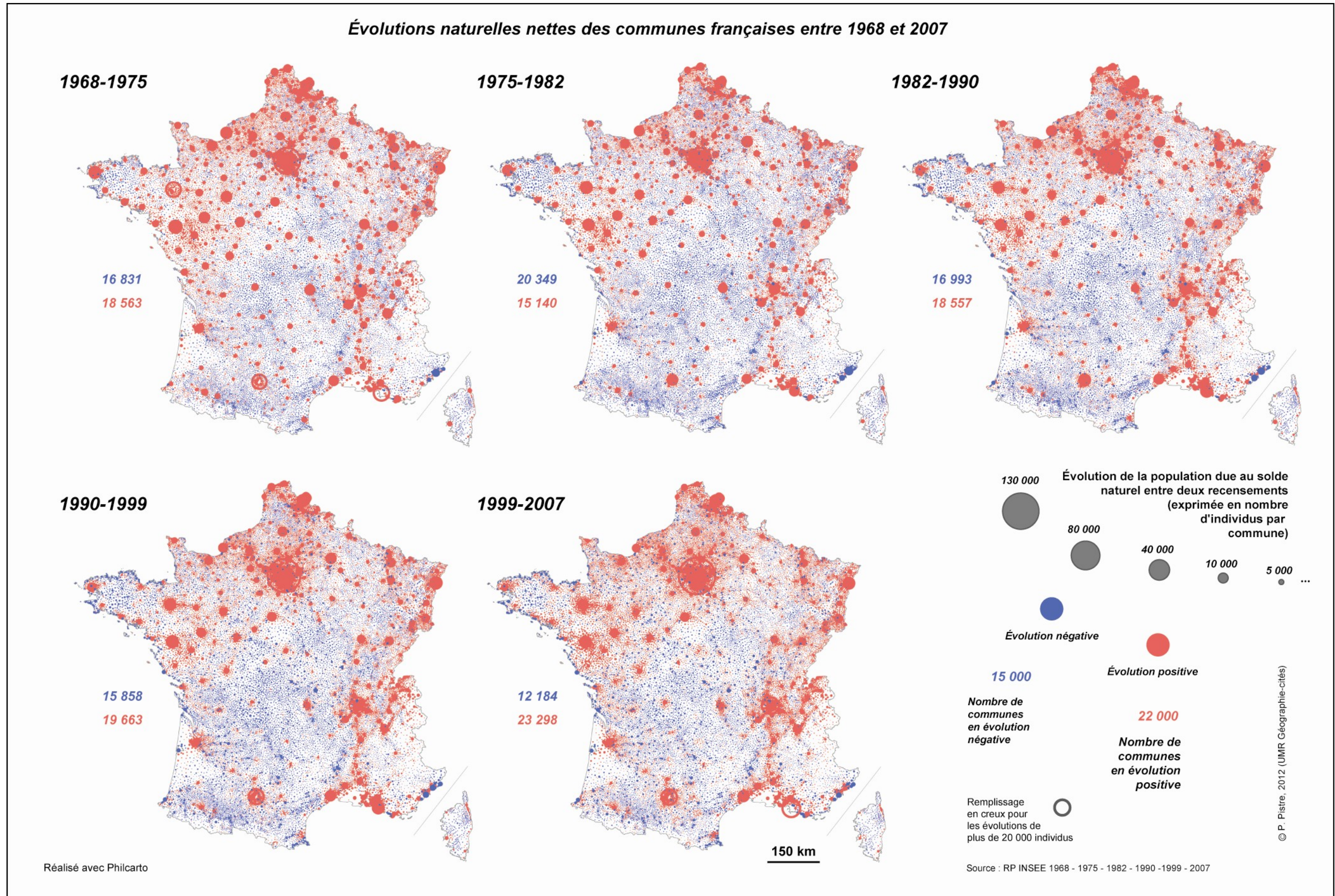
© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

Annexe 3a. Variations démographiques naturelles et migratoires dans les communes rurales françaises depuis les années 1960

Figures 3. Vers une harmonisation à la hausse des variations moyennes annuelles de la population dues aux soldes naturels et migratoires (et par-delà la taille des communes rurales)



Cartes 2. Nette opposition entre le nord et le sud du territoire national, entre les centres urbains et les communes rurales les plus isolées, concernant les évolutions démographiques naturelles depuis les années 1960



Annexe 3b. Distances parcourues par les migrants à destination des campagnes françaises et frontières administratives traversées

Tableau 1. Des *campagnes des villes* vers les *campagnes productives et résidentielles*, le poids des migrations les plus longues augmente

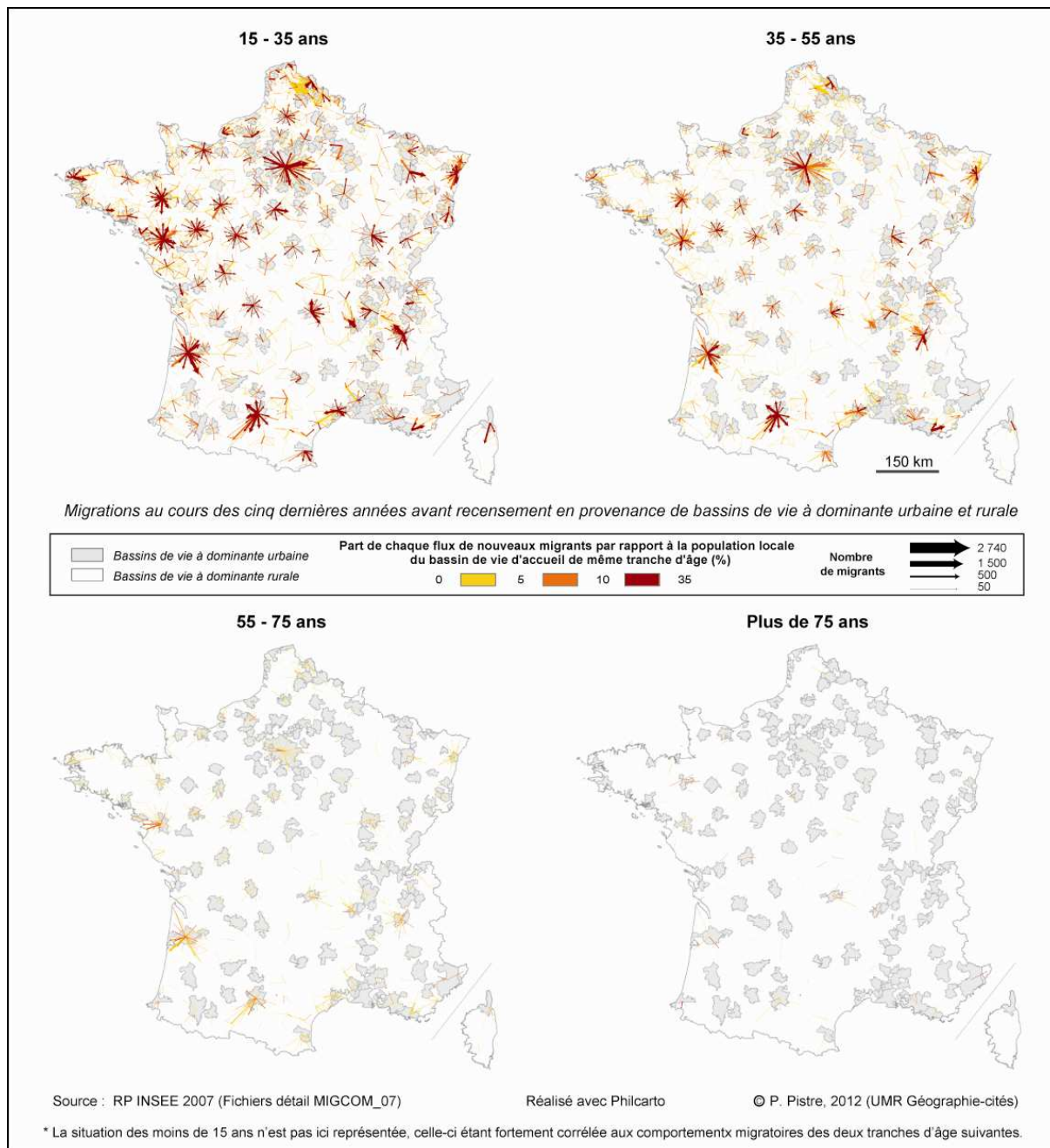
	Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante urbaine				
	... les plus proches et les plus aisées	... voie de périurbanisation	... en majorité ouvrière et industrielle	... vieilles et agricoles	... attractives et touristiques	... à économie touristique et montagnarde		Total			
Migrations internes *	En volume	350 100	472 700	1 010 400	717 400	271 800	267 400	1 900	296 500	5 477 000	
	En proportion	28,68	34,56	39,03	51,44	38,86	35,13	33,33	36,12	70,19	
Migrations selon la localisation de la résidence antérieure	En volume	762 400	857 900	1 620 400	880 100	362 600	369 800	28 400	398 200	3 830 344	
	En proportion	62,46	62,71	62,59	63,10	51,84	48,59	47,50	48,51	49,09	
	Autre commune du même département	158 500	147 800	306 300	140 000	75 500	84 000	84 000	7 500	91 500	1 289 409
	En volume	12,99	10,80	11,83	10,04	10,80	11,03	11,03	12,52	11,14	16,52
	En proportion	258 500	322 600	581 200	330 500	214 700	270 500	270 500	19 800	290 300	2 029 206
	En volume	21,18	23,58	22,45	23,70	30,69	30,69	35,54	33,11	35,37	26,01
En proportion	41 200	39 600	80 800	44 000	46 700	36 800	36 800	4 100	41 000	654 110	
En volume	3,37	2,90	3,12	3,16	6,67	6,67	4,84	6,87	4,98	8,38	
En proportion	1 220 700	1 368 000	2 588 700	1 394 600	699 400	761 200	59 700	820 900	7 803 069	100	
Total	En volume	1 220 700	1 368 000	2 588 700	1 394 600	699 400	761 200	59 700	820 900	7 803 069	
	En proportion	100	100	100	100	100	100	100	100	100	

* Les migrations internes rassemblent ici l'ensemble des déplacements résidentiels individuels qui ont eu lieu au sein d'un même type ou sous-type d'espace. Pour les trois grands types identifiés, les rubriques "Total", prennent en compte les migrations internes au sein des sous-types d'espace qui les composent, mais aussi les migrations résidentielles qui ont eu lieu entre ces mêmes sous-catégories.

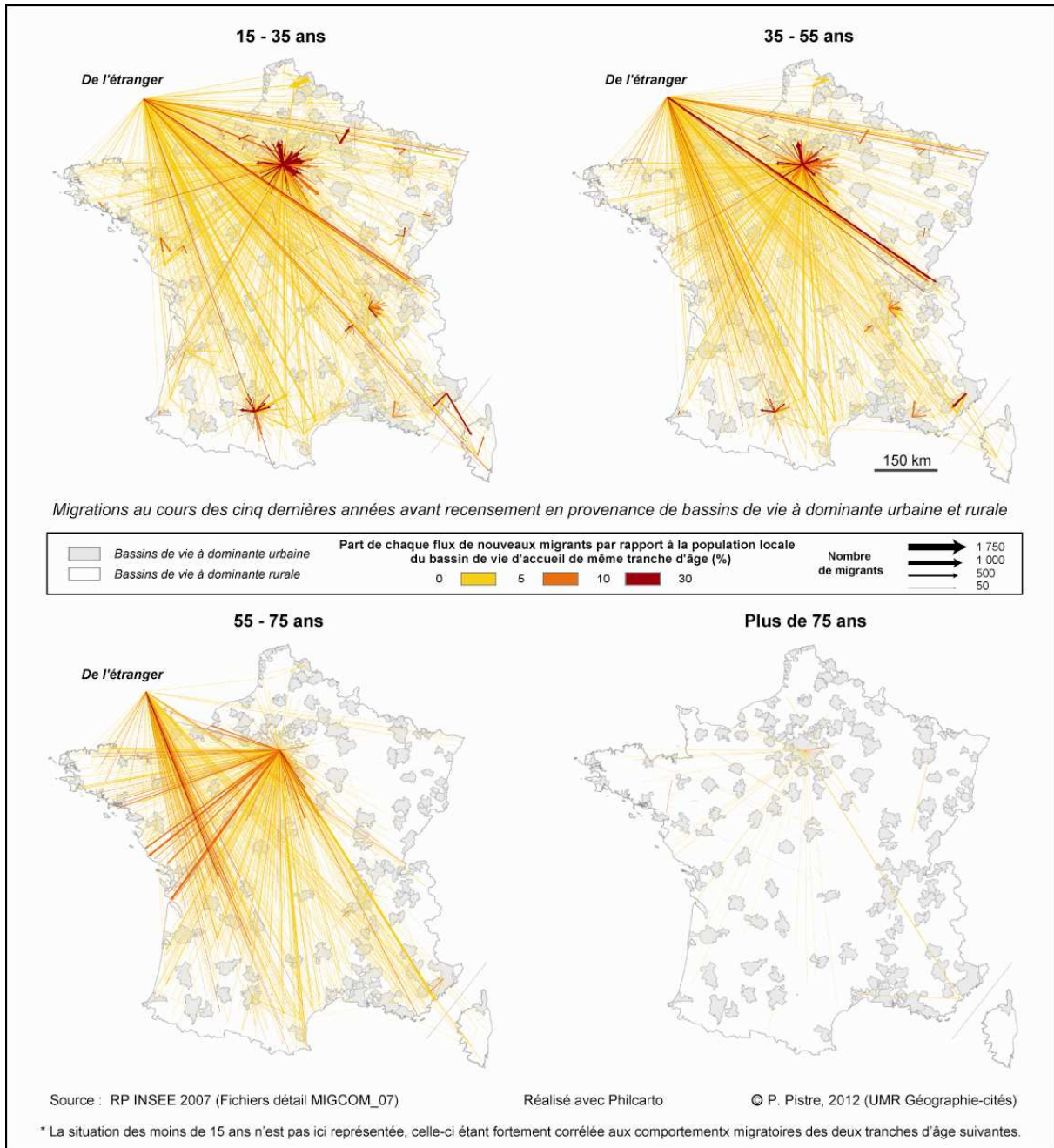
Source : RP INSEE 2007 (Fichier détail MIGCOM_07)

Annexe 3c. Géographies nationales des flux résidentiels et des profils des populations migrant vers les *bassins de vie à dominante rurale* (RP 2007)

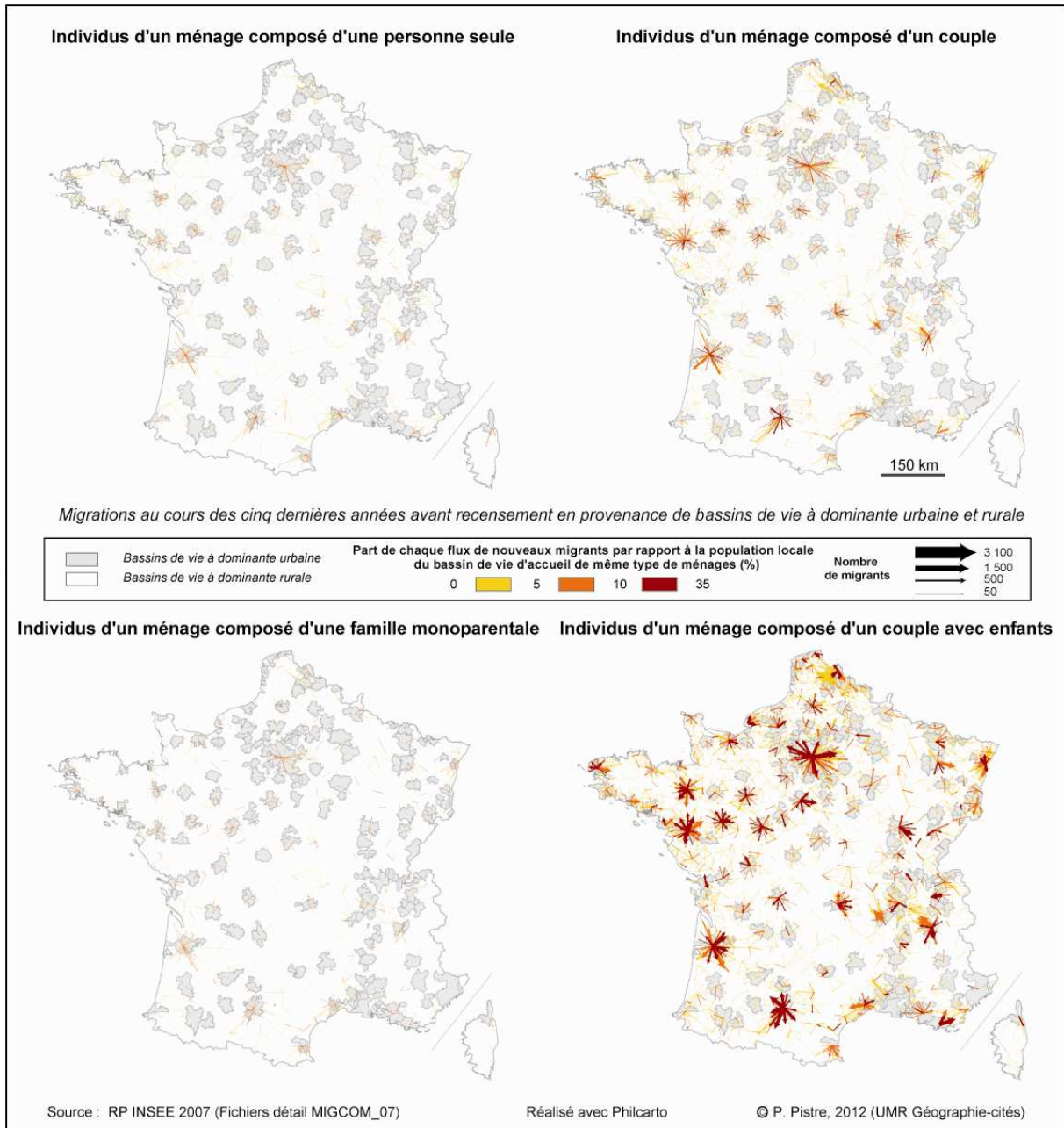
Cartes 3. Les jeunes actifs ont été les acteurs principaux des migrations de proximité vers les périphéries des (grandes) agglomérations françaises



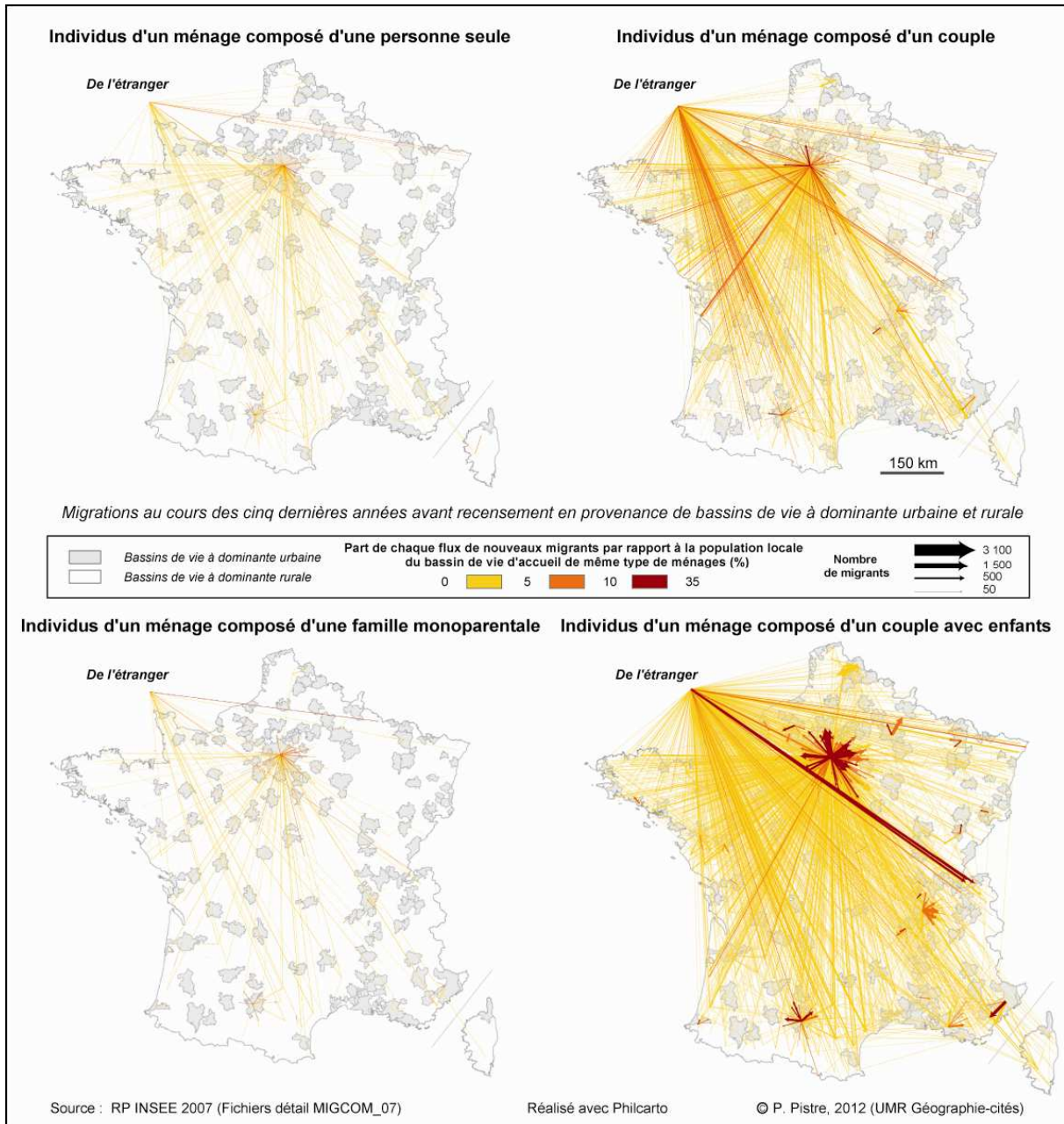
Cartes 4. La région parisienne et l'étranger ont été les deux principaux pôles émetteurs de migrations de longue distance et de groupes d'âges hétérogènes vers les bassins de vie à dominante rurale



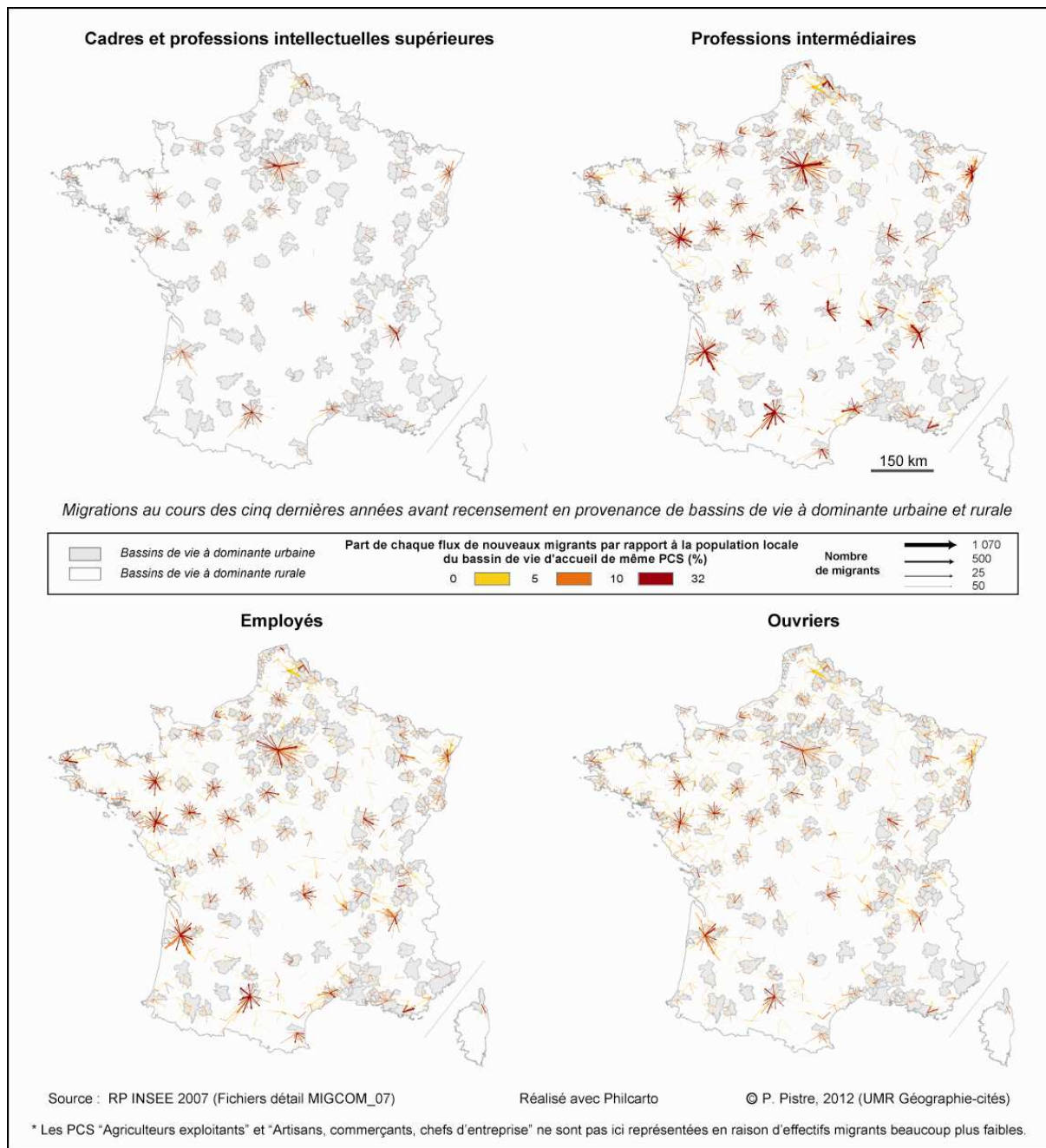
Cartes 5. Les ménages composés d'un couple avec enfants ont été les acteurs principaux des migrations de proximité vers les périphéries des (grandes) agglomérations françaises



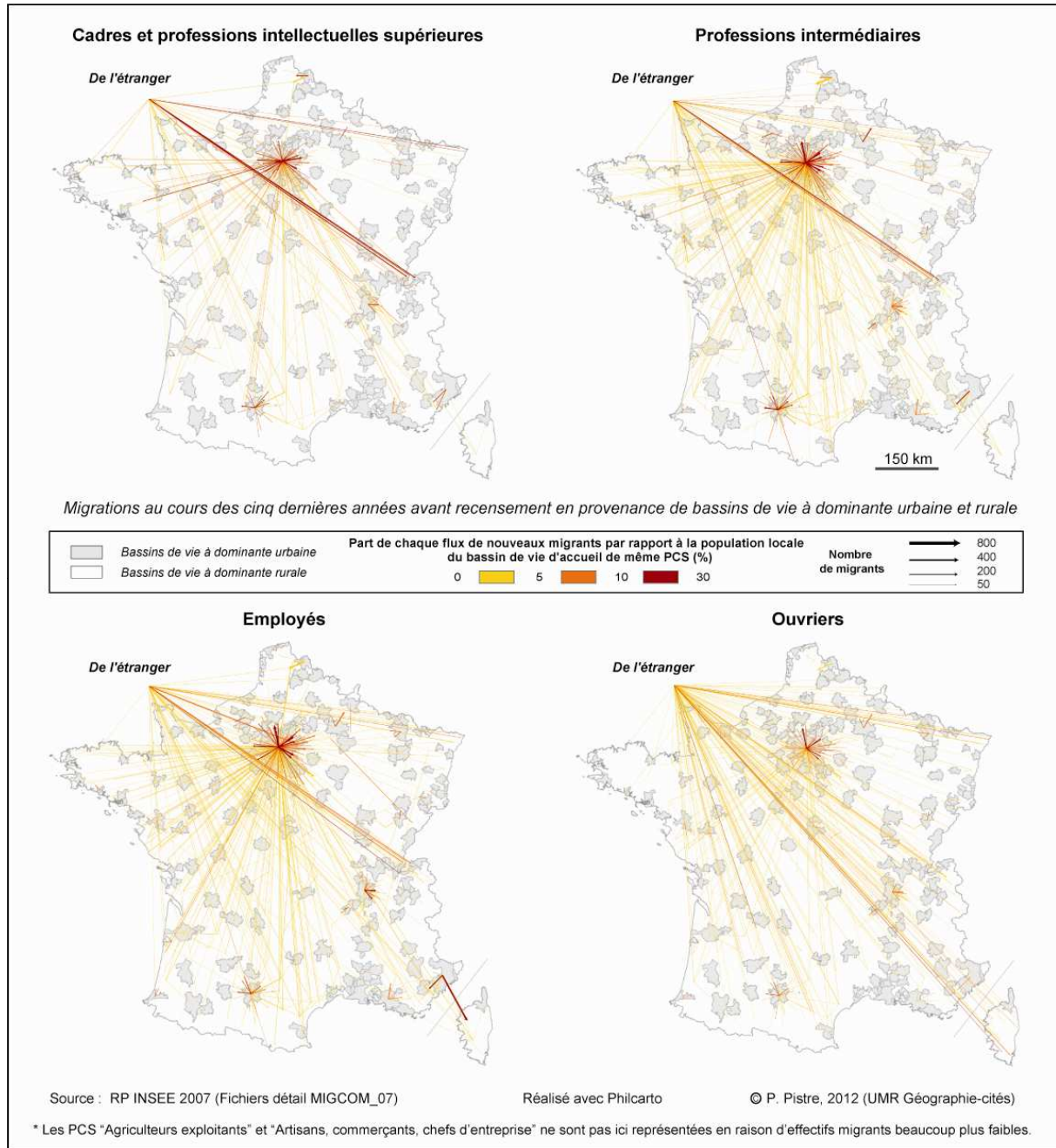
Cartes 6. La région parisienne et l'étranger ont été aussi les deux principaux pôles émetteurs de migrations de longue distance vers les bassins de vie à dominante rurale selon la composition des ménages



Cartes 7. Des catégories socioprofessionnelles variées ont participé aux migrations de proximité vers les périphéries des (grandes) agglomérations françaises

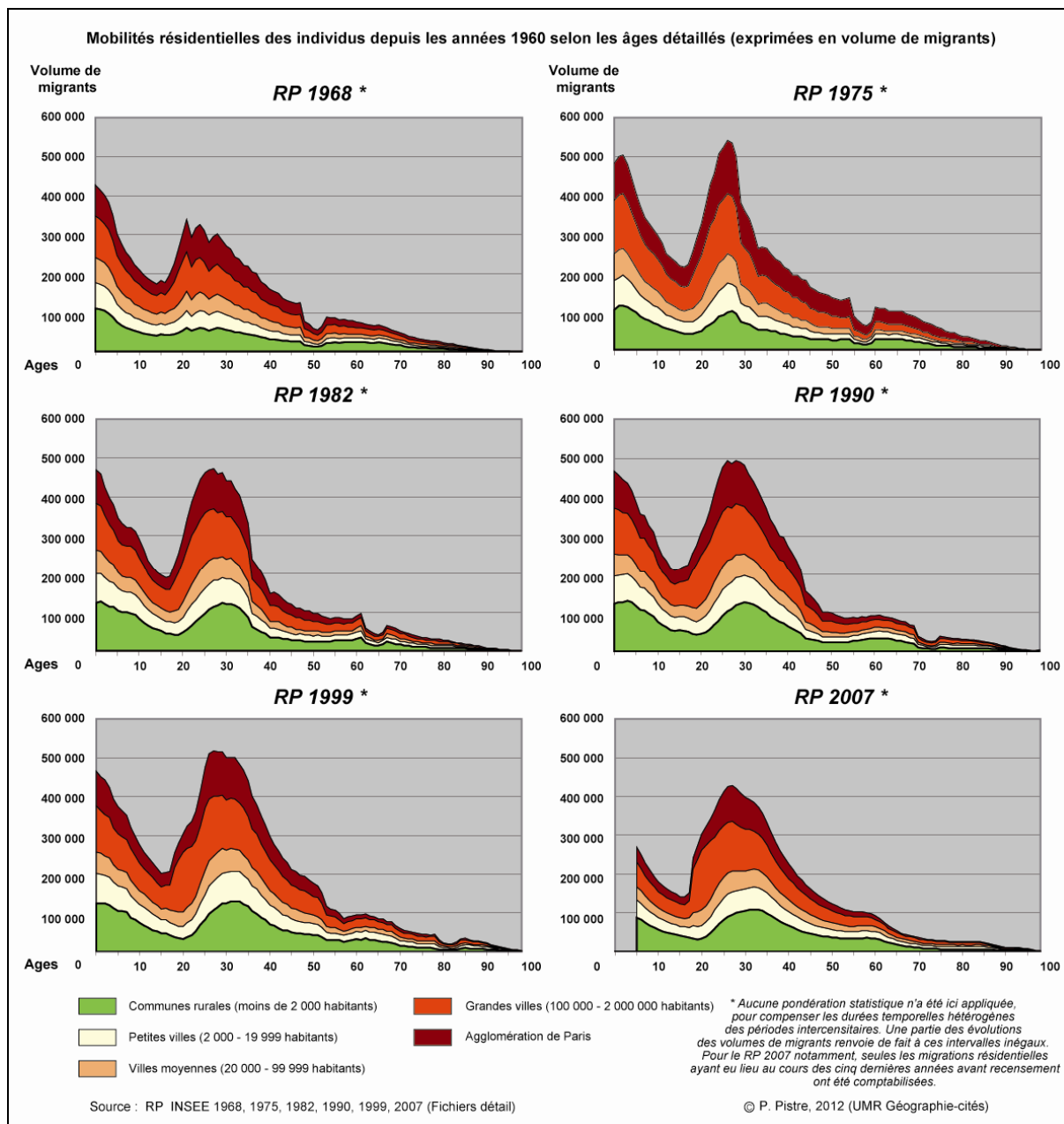


Cartes 8. Des cadres, des professions intermédiaires, des employés, des ouvriers, venus notamment de la région parisienne et de l'étranger, ont été impliqués dans les migrations de longue distance vers les bassins de vie à dominante rurale

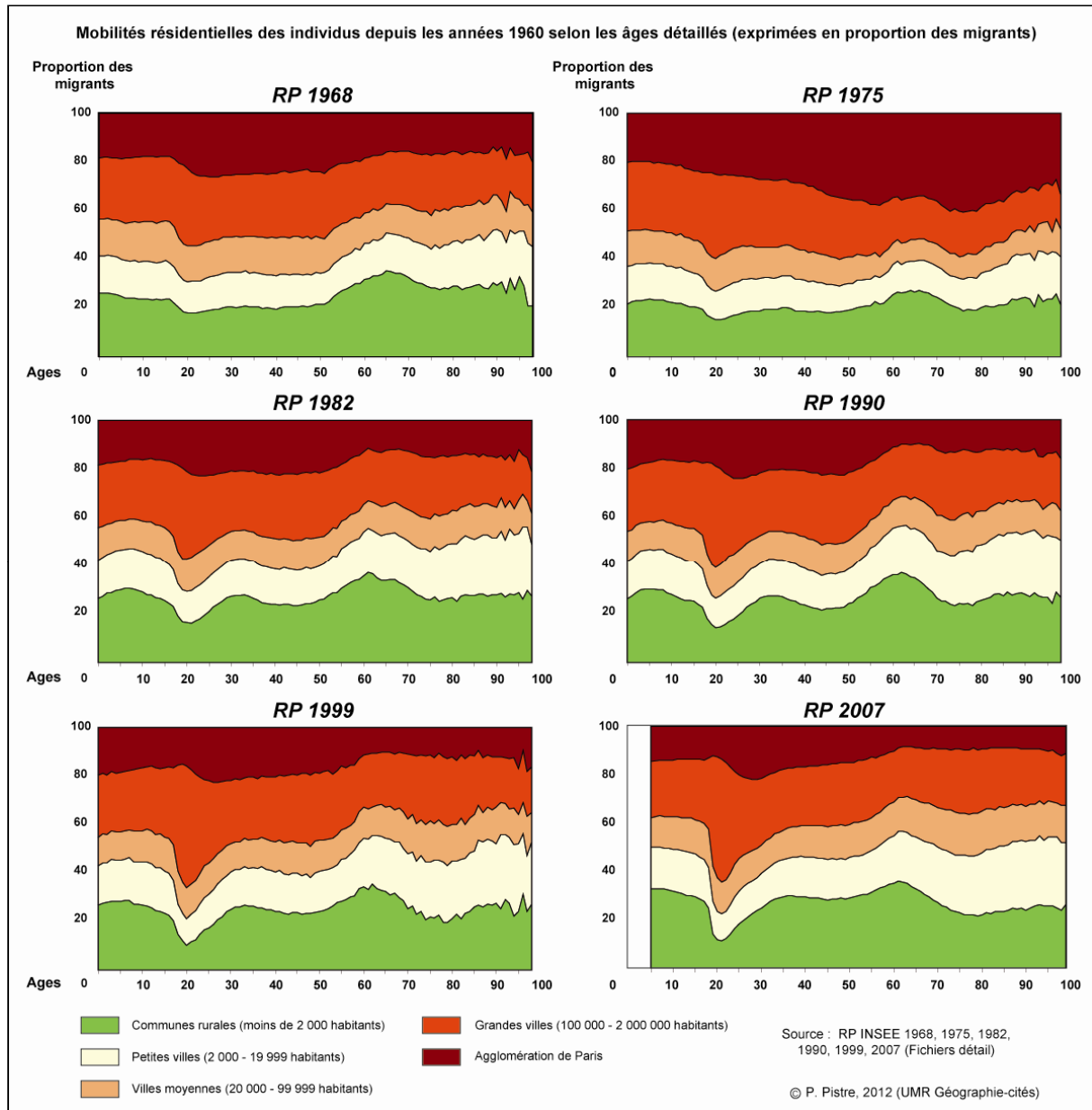


Annexe 4a. Évolution depuis les années 1960 des mobilités résidentielles à destination des communes rurales et des communes urbaines de tailles variables, selon les âges détaillés et les générations de naissance

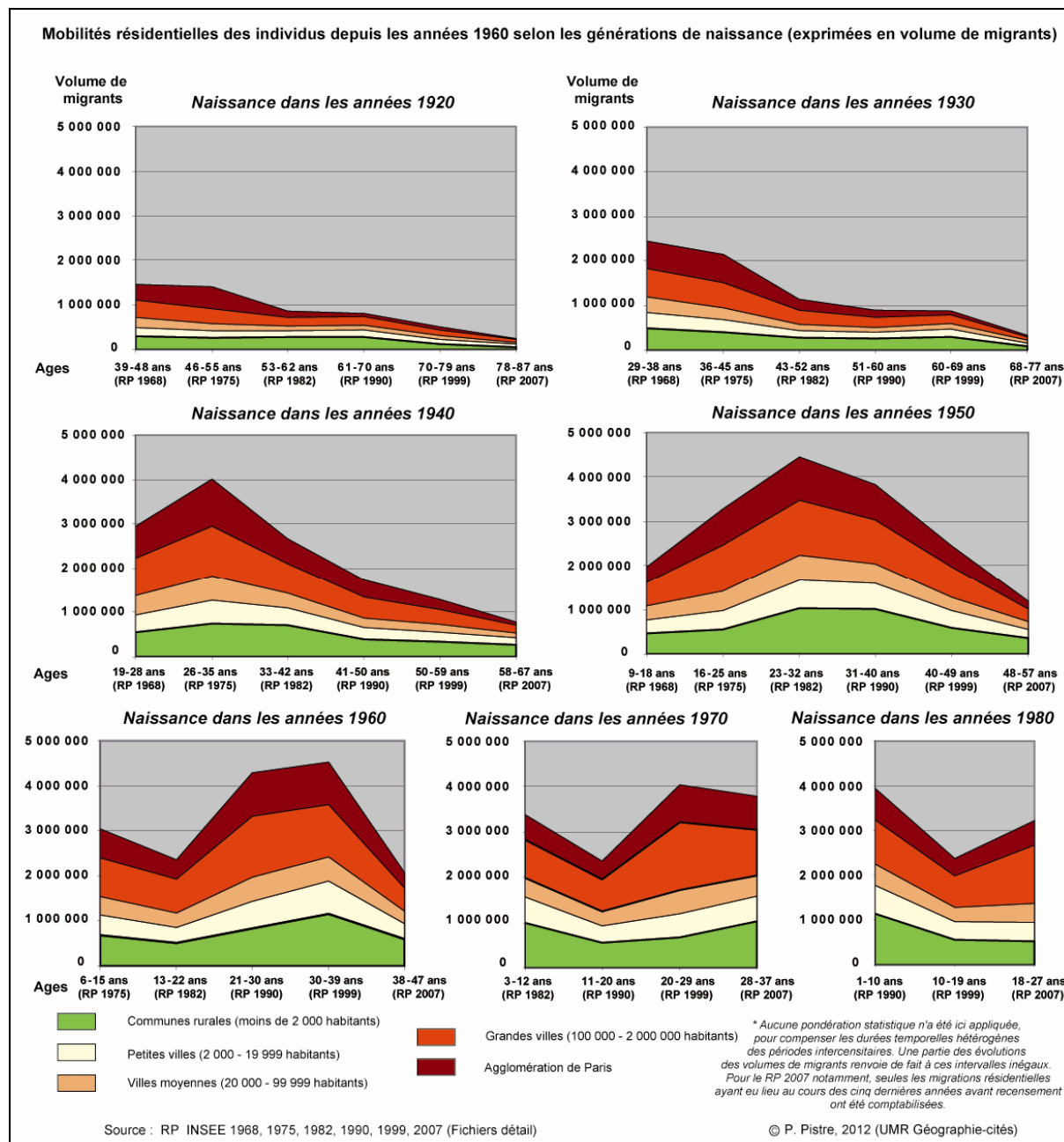
Figures 4. Les volumes des individus mobiles sont allés croissants depuis les années 1960, en premier lieu pour les jeunes actifs mais de plus en plus pour les actifs avancés



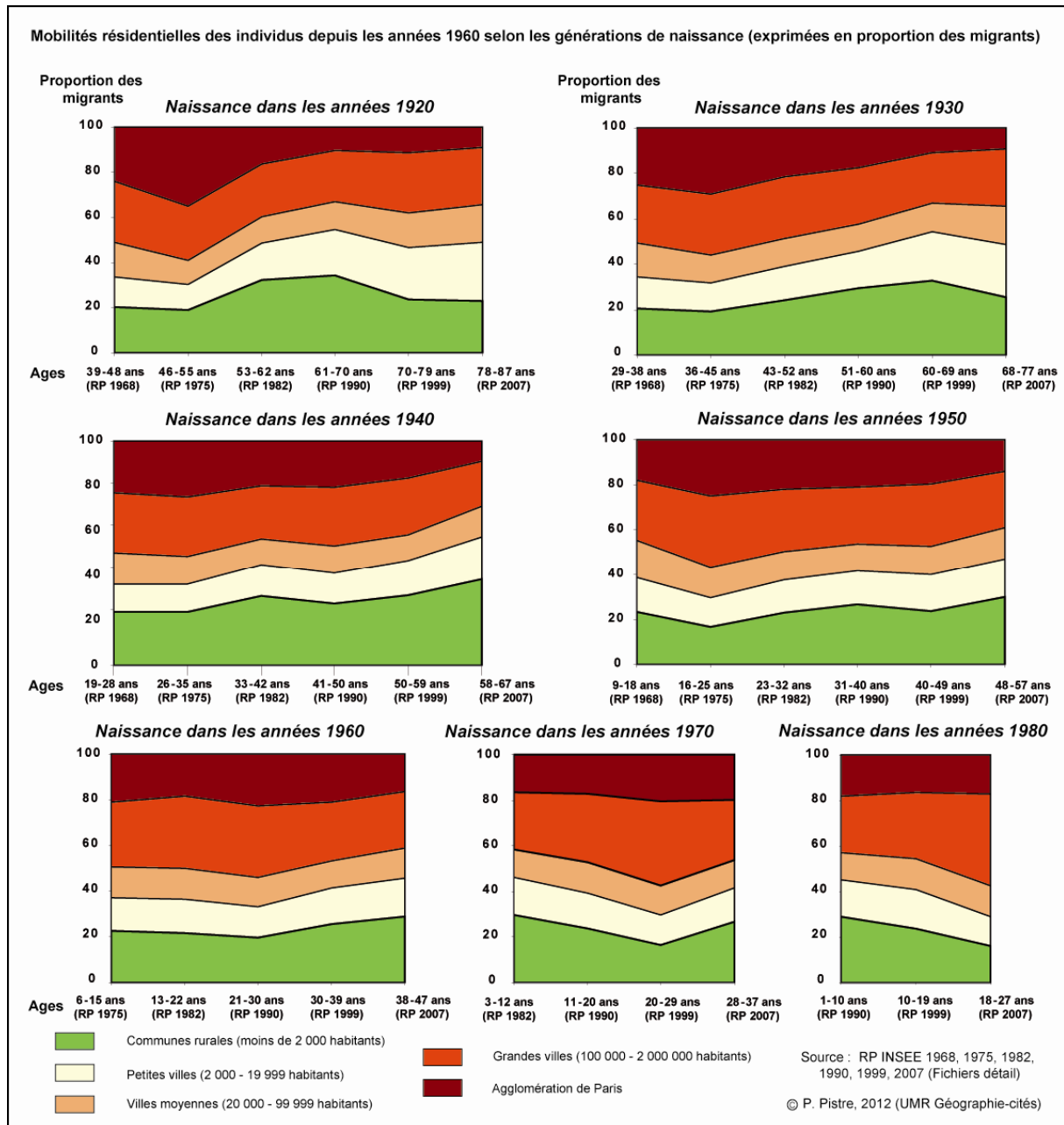
Figures 5. Les effets de cycle se sont fortement accentués depuis les années 1960, renforçant les déficits migratoires des communes rurales pour les 18-25 ans, et confirmant inversement leur attractivité accrue pour les actifs avancés et les jeunes retraités



Figures 6. Les effets du cycle de vie apparaissent également dominants dans une étude des comportements résidentiels selon les générations de naissance



Figures 7. Les entités urbaines ont été plébiscitées par les jeunes actifs des générations successives de naissance, alors que les communes rurales ont gagné en attractivité avec l'avancé en âge de ces mêmes générations.



Annexe 4b. Études des trajectoires résidentielles à partir de l'enquête Histoire de vie 2003

Tableau 2. Grille utilisée pour le recueil des parcours résidentiels dans l'enquête Histoire de vie 2003
Source : Questionnaire de l'enquête HDV 2003, p. 8.

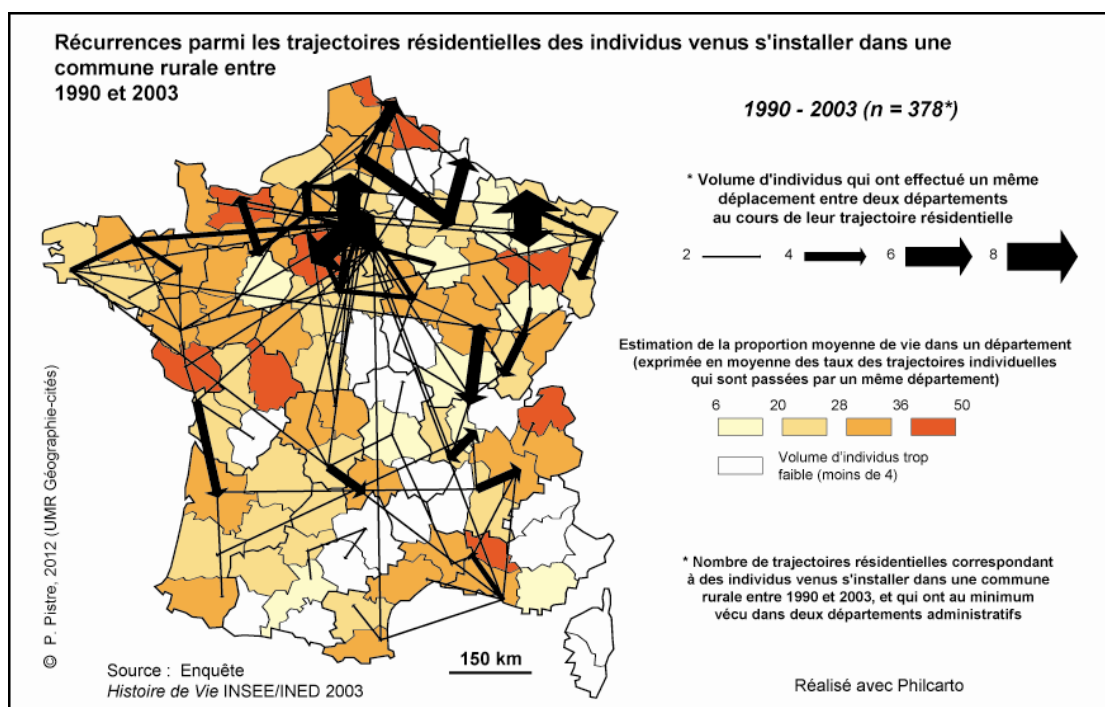
PRINCIPAUX REPERES BIOGRAPHIQUES

GRILLE BIOGRAPHIQUE

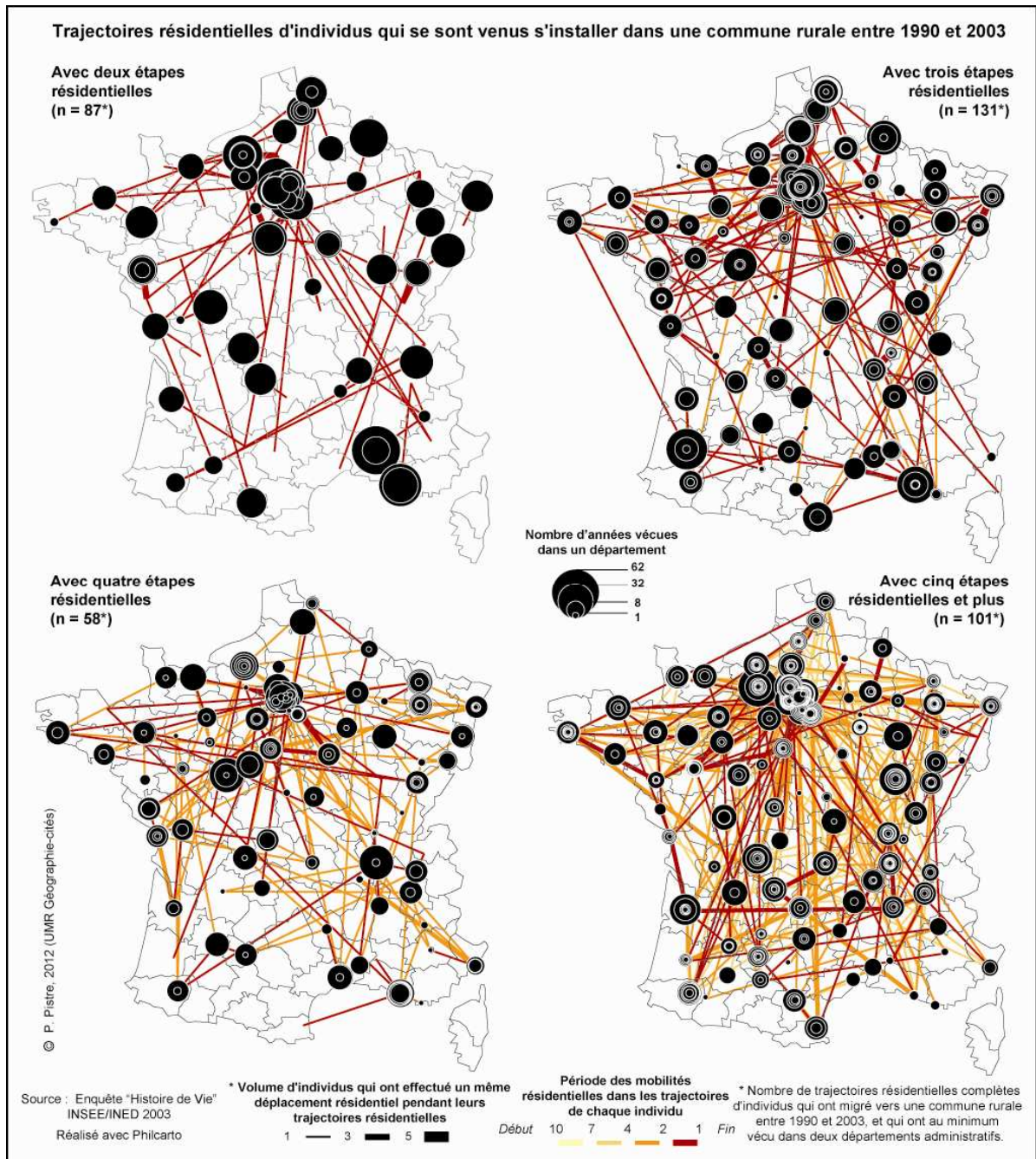
Ce tableau est un extrait de la grille présentée sous forme papier sur laquelle les enquêteurs reportent les informations.

Année	Age	Famille	Communes				Age	Activités			Epoques			
			Commune ou pays	Dépt. ou taille	Institutions	Cités		Situations par rapport à l'emploi / Professions	Statut	Qualification	Age	Appréciation	Revenus	Evénements
19	0						0				0			
19	1						1				1			
19	2						2				2			
19	3						3				3			
19	4						4				4			
19	5						5				5			
19	6						6				6			
19	7						7				7			
19	8						8				8			
19	9						9				9			
19	10						10				10			
19	11						11				11			
19	12						12				12			
19	13						13				13			
19	14						14				14			
19	15						15				15			

Cartes 9. Les passages par les principaux départements urbains et les migrations entre départements voisins paraissent dominants parmi toutes les étapes résidentielles

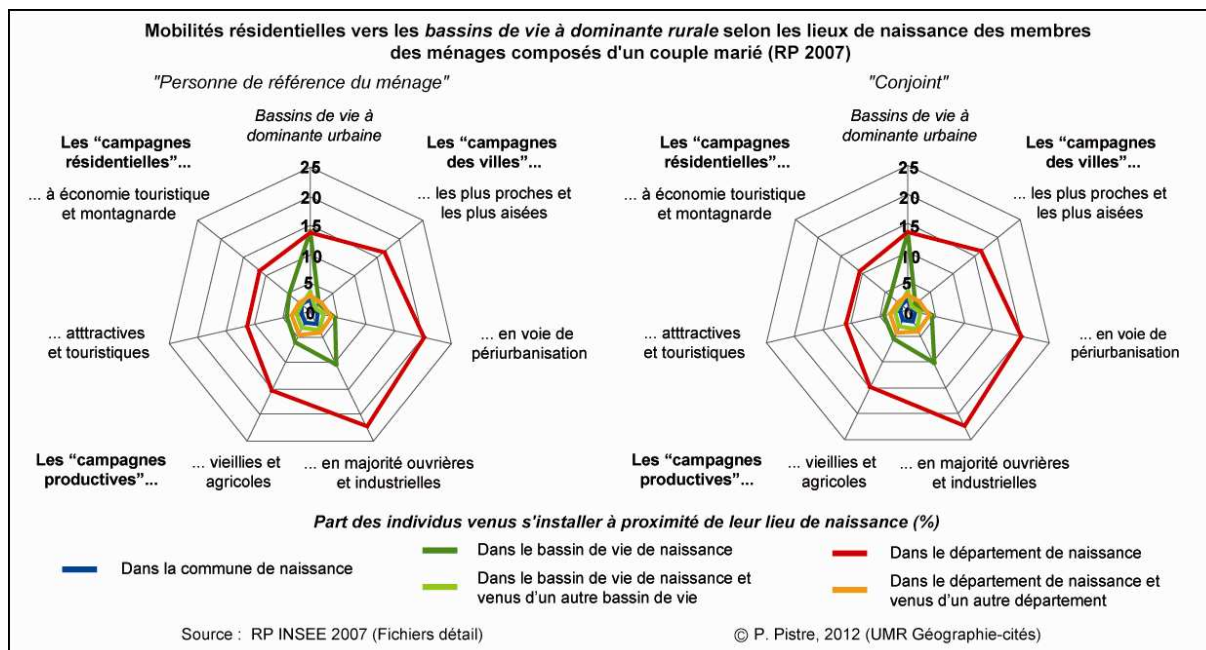


Cartes 10. La durée des étapes résidentielles diminue logiquement avec l'augmentation de leur nombre



Annexe 4c. Mobilités vers les lieux de naissance et ménages composés d'un couple marié

Figures 8. Les lieux de naissance des conjoints sont tout autant choisis que ceux des personnes de référence du ménage dans les mobilités résidentielles des couples mariés



Annexe 4d. Descriptifs des labels touristiques *Station Verte* et *Plus Beaux Villages de France*
(Sources : <http://www.stationverte.com> et <http://www.les-plus-beaux-villages-de-france.org>)

- *Station Verte* :

• **« Qui somme-nous ? :**

Sous le nom "Fédération Française des Stations Vertes de Vacances et des Villages de Neige" est constituée une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901. [...] La Fédération a pour but de contribuer à l'organisation du tourisme à la campagne et à la montagne, notamment en fédérant les communes ou les ensembles touristiques dont les organes délibérants auront souscrit aux dispositions des Chartes nationales annexées aux statuts énumérant les conditions à remplir pour être labellisés *Station Verte* ou *Village de Neige* [...]

• **48 ans d'histoire pour un réseau d'avenir :**

Station Verte est un label touristique national né en 1964 et dédié dès sa création au tourisme de nature. La Fédération française des Stations Vertes, qui en a déposé le nom auprès de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle, est une association de collectivités (loi 1901).

• **Quelques dates et temps forts :**

2009 : - 3^e schéma directeur

- 10^{ème} congrès national au Lac de Vassivière (Limousin) pour le 45^e anniversaire

2008 : - Signature d'un partenariat avec VVF Villages

2006 : - Adoption de la nouvelle stratégie de communication et du nouveau logo : Station Verte la Nature, énergie vitale

2004 : - 1^{er} plan Marketing

- Congrès à Thônes (Haute-Savoie) pour le 40^e anniversaire

2000 : - 1^{ère} station Verte du littoral : Hautot-sur-mer (Seine-Maritime)

- 1^{er} congrès national à Eguzon-Chantôme (Indre)

1998 : - 1^{er} schéma directeur pour la période 1998-2001

- 1^{ère} station Verte d'Outre-Mer : Entre-Deux (La Réunion)

1982 : - 300^e station : Craon (Mayenne)

1980 : - Création du label « Village de Neige »

1977 : - 200^e station : Le Grand Bornand (Haute-Savoie)

1973 : - 100^e station : Nontron (Dordogne)

1969 : - 50^e station : Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques)

- 1^{ère} station à la montagne : Vars (Hautes-Alpes)

1965 : - 10^e station Verte : Meymac (Corrèze)

1964 : - Création de l'Association Française des Stations Vertes de Vacances

- 1^{ère} station Verte : Sablé-sur-Sarthe (Sarthe) ».

- Les Plus Beaux Villages de France :

« L'histoire des *Plus Beaux Villages de France*, c'est celle de la rencontre, en 1981, entre un homme et un livre. Le livre, était l'album éponyme édité par Sélection du Reader's Digest, l'homme était Charles Ceyrac, Maire de Collonges-la-Rouge. L'élus de Corrèze trouve alors dans cet ouvrage le moyen de servir une cause qui lui tient à cœur : unir forces et passions pour protéger et promouvoir le patrimoine remarquable de ces communes d'exception et leur offrir ainsi une alternative à la désertification rurale. 66 maires suivront Charles Ceyrac dans cette aventure officialisée le 6 mars 1982.

Aujourd'hui, l'association compte 157 villages répartis dans 21 régions et 69 départements. Eviter les écueils du village-musée sans âme ou, à l'inverse, ceux du « parc d'attraction », réconcilier les villages avec l'avenir, redonner la vie autour de la fontaine ou sur la place ombragée de tilleuls et platanes centenaires. Voilà notre ambition raisonnée et passionnée.

- **Qualité, Notoriété, Développement :**

Depuis sa création, l'association Les Plus Beaux Villages de France a ancré sa stratégie autour de ce triptyque. Préserver et valoriser la qualité du patrimoine des villages pour accroître leur notoriété tout en maîtrisant leur fréquentation et favoriser ainsi leur développement économique.

- Qualité

Au cœur du concept développé par l'association, on la retrouve aussi bien dans la grille de 30 critères servant de base à l'expertise sur site des villages candidats, que dans la Charte de Qualité, dont la signature officialise le classement de la commune tout autant qu'elle l'engage à poursuivre ses efforts de protection et valorisation du patrimoine, ou encore à travers la multitude d'expériences exemplaires générées puis partagées par les villages au sein d'une « banque de données qualité ».

- Notoriété

Portée par l'image de haute qualité de son réseau, identifiée et garantie par une marque déposée, la notoriété des villages passe par une stratégie de promotion diversifiée : vente de produits découverte – carte routière Michelin, guide touristique et album par Sélection du Reader's Digest –, relations media développées à l'occasion des réunions tournantes de l'association, du classement d'un nouveau village ou de sujets thématiques en liaison avec la presse nationale et internationale.

- Développement

Ultime étape de la démarche, le développement des villages se fonde sur l'animation de ses acteurs économiques et l'implantation de nouveaux prestataires. Un travail de mobilisation de l'offre touristique, vise à proposer à la clientèle étrangère et française des séjours sur mesure, favorisant par ailleurs un tourisme "durable" plus respectueux que le tourisme de passage et incitant les socioprofessionnels à élever leur qualité de prestation. Une dynamique qui passe aussi par la dimension événementielle à l'image du Marché aux Vins des Plus Beaux Villages de France à Rodemack. »

Annexe 4e. Méthodologie de l'estimation des présences moyennes annuelles et mensuelles dans les communes des *bassins de vie à dominante rurale* (2005)

- Présence moyenne annuelle dans les communes des bassins de vie à dominante rurale :

La première étape des traitements réalisés autour de la population présente a consisté dans l'estimation moyenne annuelle des présences dans les communes françaises. La volonté de départ était d'affiner les résultats départementaux obtenus par l'équipe de la Direction du Tourisme dirigé par C. Terrier (2006), afin de mieux distinguer les spécificités urbaines et rurales des occupations saisonnières du territoire, et pour identifier des présences variées parmi les campagnes identifiées dans la typologie des bassins de vie (annexe 2a, p. 305).

À la suite des analyses précédemment citées, les travaux menés à l'échelle locale sur les données de présence ont été peu nombreux. Les principales réflexions et estimations ont été conduites par un groupe de recherche interne à l'INSEE, en 2008-2009, et intitulé « Estimation d'une population présente à un moment donné sur un territoire donné ». Celui-ci a élaboré une méthode générale d'estimation à l'échelle du bassin de vie, qui repose, pour l'évaluation des entrants dans un territoire, sur ses capacités d'accueil touristique et les emplois touristiques mensuels, et pour les sortants, sur les revenus médians par unité de consommation, la part des foyers fiscaux imposables et l'appartenance à un regroupement de région (ZEAT). C'est ensuite cette méthodologie qui a donné lieu à des études régionales des populations présentes (Caudron, 2009 ; Goss, 2010). Ne pouvant avoir accès à certaines sources indispensables — notamment les emplois touristiques mensuels — pour reproduire cette méthodologie, les traitements réalisés dans cette thèse se sont inspirés du travail préalable de désagrégation spatiale des données de la Direction du Tourisme (Terrier, 2006), réalisé par M. Talandier (2007). La méthode consiste à évaluer à l'échelle départementale, par une régression multiple linéaire, les facteurs explicatifs des populations présentes moyennes annuelles, puis d'appliquer le meilleur modèle obtenu à un échelon spatial inférieur, ici la commune. Il s'agit ainsi de faire l'hypothèse que les principaux facteurs explicatifs à l'échelle du département, le sont aussi pour des espaces plus fins. Dans de nombreux cas locaux, cette relation est contestable ; c'est la raison pour laquelle il a été dès le départ estimé que la finalité des analyses ne devait pas être très localisée.

En définitive, la formulation du modèle statistique obtenu et appliqué pour les estimations moyennes annuelles des présences communales en 2005 prend la forme suivante, et diffère légèrement de celui mis en œuvre par M. Talandier (2007) :

$$Y1 = 90,14873 + 19,02829 * X1 + 0,09464 * X2$$

Où : Y1 est le taux de présence moyen annuel en 2005 (Variable à expliquer),

X1 est un indicateur de capacité d'accueil touristique¹⁰¹ (Variable explicative n°1)

et X2 est la part d'individus nés dans leur département de résidence actuel en 2006 (Variable explicative n°2)

Résultats globaux du modèle : - $r^2 = 0,93$

- p-value = < 0,0001

¹⁰¹ Indicateur de capacité d'accueil touristique = [(Nombre de chambres d'hôtels en 2005 * 2) + (Nombre d'emplacements de campings en 2005 * 2,5) + (Nombre de résidences secondaires * 5)] / Population résidente en 2006. Nous avons ici repris la formule et les pondérations communément utilisées dans les études INSEE sur le tourisme.

Le modèle final est globalement très significatif, avec un bon pouvoir explicatif de la variance. Le taux de présence moyen annuel à l'échelle départementale apparaît ainsi comme une fonction croissante des capacités d'accueil touristique (« plus un territoire est touristique, plus les volumes de touristes accueillis sont importants » ; explication pour les entrants) et, dans une moindre mesure, de l'enracinement des individus résidents (« plus les individus résident dans leur territoire de naissance, moins ils sont susceptibles de le quitter régulièrement » ; explication pour les sortants). Ce dernier indicateur est venu remplacer le revenu par habitant par rapport au travail de M. Talandier (2007), le pouvoir explicatif étant légèrement supérieur ($r^2 = 0,93$ contre $r^2 = 0,87$).

- Présence moyenne mensuelle dans les communes des bassins de vie à dominante rurale :

Pour l'estimation mensuelle des populations présentes, une même démarche a été suivie. La principale étape a consisté dans la réalisation d'une modélisation statistique spécifique pour chacun des mois de l'année. En préambule, une réflexion a été menée sur les facteurs explicatifs des entrées et des sorties dans les territoires, et ce, au fil des mois. Ensuite, différentes configurations ont été testées, et les modèles avec les significativités et les pouvoirs explicatifs les plus forts ont été conservés. Notons ici que la transformation des variables explicatives en quotient de localisation a permis d'obtenir de meilleurs pouvoirs explicatifs (*cf.* standardisation des données et réduction des dispersions statistiques).

Les résultats obtenus pour les modèles d'estimation mensuelle sont synthétisés dans le tableau 2 et ils permettent des commentaires comparatifs. Au final, les capacités explicatives de chacune des modélisations statistiques sont très variables, oscillant entre un r^2 de 0,48 pour le mois d'Octobre et un r^2 de 0,93 pour le mois de juillet. Le niveau des pouvoirs explicatifs est souvent corrélé au nombre d'indicateurs utilisé dans la modélisation statistique. Signalons aussi que les fonctions croissantes sont très largement surreprésentées (coefficients exprimés en +) par rapport aux fonctions décroissantes (coefficients exprimés en -).

Les mois de juillet et d'août se démarquent par des tendances nettes, où les populations présentes s'expliquent avant tout par la capacité touristique d'accueil des territoires et les propensions des groupes sociaux moyens et supérieurs à partir en vacances. Pour les mois de juin et de septembre, on retrouve à peu près les mêmes logiques, et dans une moindre mesure, pour les mois de mars, d'avril et de mai, où les indicateurs intégrés aux modèles sont plus nombreux, plus diversifiés, et comprennent des considérations familiales et d'enracinement. Les mois de décembre, de janvier et de février présentent également une diversité de facteurs influents (sociaux, familiaux, touristiques), avec le rôle notable de l'altitude moyenne des unités spatiales. Cet indicateur renvoie assurément au rôle des sports d'hiver dans les variations des populations présentes hivernales. Enfin, les mois d'octobre et de novembre se démarquent par les pouvoirs explicatifs les moins élevés des modélisations statistiques, et une diversité d'indicateurs légèrement influents, qui ne permettent pas de dégager des tendances très précises. Nous pouvons ainsi supposer que ces deux mois constituent les périodes les plus faibles en termes de déplacements internes et de différentiels entre population présente et population résidente dans une majorité des territoires.

Tableau 3. Hétérogénéité et spécificité des facteurs explicatifs des présences mensuelles dans les départements français (Modèles de régression multiple linéaire)

Variables explicatives (X)	Populations présentes moyennes mensuelles (exprimées en indice Base 100)											
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Altitude moyenne (QL*)	+ 3,68	+ 4,60								+ 1,23	+ 0,97	+ 2,18
Densité en chambres d'hôtels 2005 (QL*)	+ 4,48	+ 5,71	+ 3,98		+ 1,82							+ 3,10
Part des enfants en 2006 (QL*)	+ 16,18	+ 26,13	+ 32,30									
Densité de population en 2006 (QL*)	+ 0,43											
Part des ouvriers en 2006 (QL*)	+ 6,55											
Part des résidences secondaires en 2006 (QL*)		+ 2,86	+ 9,66		+ 21,10					+ 2,69	+ 0,78	
Part des autres résidences secondaires en 2006 (QL*)			- 2,06		+ 0,60							
Part des moins de 20 ans nés dans le département de résidence en 2006 (QL*)			+ 10,90	+ 4,73								
Indicateur de capacité d'accueil touristique (hôtels, campings, RS) en 2005 (QL*)				+ 4,19		+ 5,32	+ 20,26	+ 22,63	+ 5,44			
Part des adultes en couple sans enfants en 2006 (QL*)				+ 9,78						+ 7,30	+ 4,81	
Part des enfants dans des familles monoparentales en 2006 (QL*)				+ 3,83								
Part des emplois présents en 2007 (QL*)					+ 23,85	+ 19,40			+ 20,40		+ 13,25	
Part des professions intermédiaires en 2006 (QL*)					- 15,23	- 8,10			- 10,04			
Part des plus de 80 ans nés dans le département de résidence en 2006 (QL*)					- 3,38							
Part des employés en 2006 (QL*)					- 23,70						- 11,19	
Part des cadres et professions intellectuelles supérieures en 2006 (QL*)							- 5,24					
Part des foyers imposables en 2005 (QL*)								- 57,87				
Part des artisans, commerçants et chefs d'entreprise en 2006 (QL*)											- 6,40	
Part des adultes en couple avec enfants en 2006 (QL*)												+ 14,57
Part des 40-60 ans nés dans le département de résidence en 2006 (QL*)												+ 5,63
Part des ménages ayant deux voitures et plus en 2006 (QL*)												- 9,96
Constante du modèle	69,13	62,21	47,29	78,36	116,38	86,51	93,40	145,35	87,18	90,17	97,56	85,18
Coefficient de détermination (R ²)	0,60	0,64	0,70	0,70	0,74	0,80	0,93	0,91	0,82	0,48	0,50	0,60
Significativité du modèle (p-value)	< 0,0001	< 0,0001	< 0,0001	< 0,0001	< 0,0001	< 0,0001	< 0,0001	< 0,0001	< 0,0001	< 0,0001	< 0,0001	< 0,0001

* Toutes les variables explicatives utilisées dans la réalisation des modèles mensuels de régression multiple linéaire ont été au préalable transformées en quotient de localisation.

Sources : Direction du tourisme - Populations présentes 2005, Hébergements touristiques 2005 ; RP INSEE 2006, Emplois présents 2007 ; RGC IGN ; DGFIP - Impôt sur le revenu 2005.

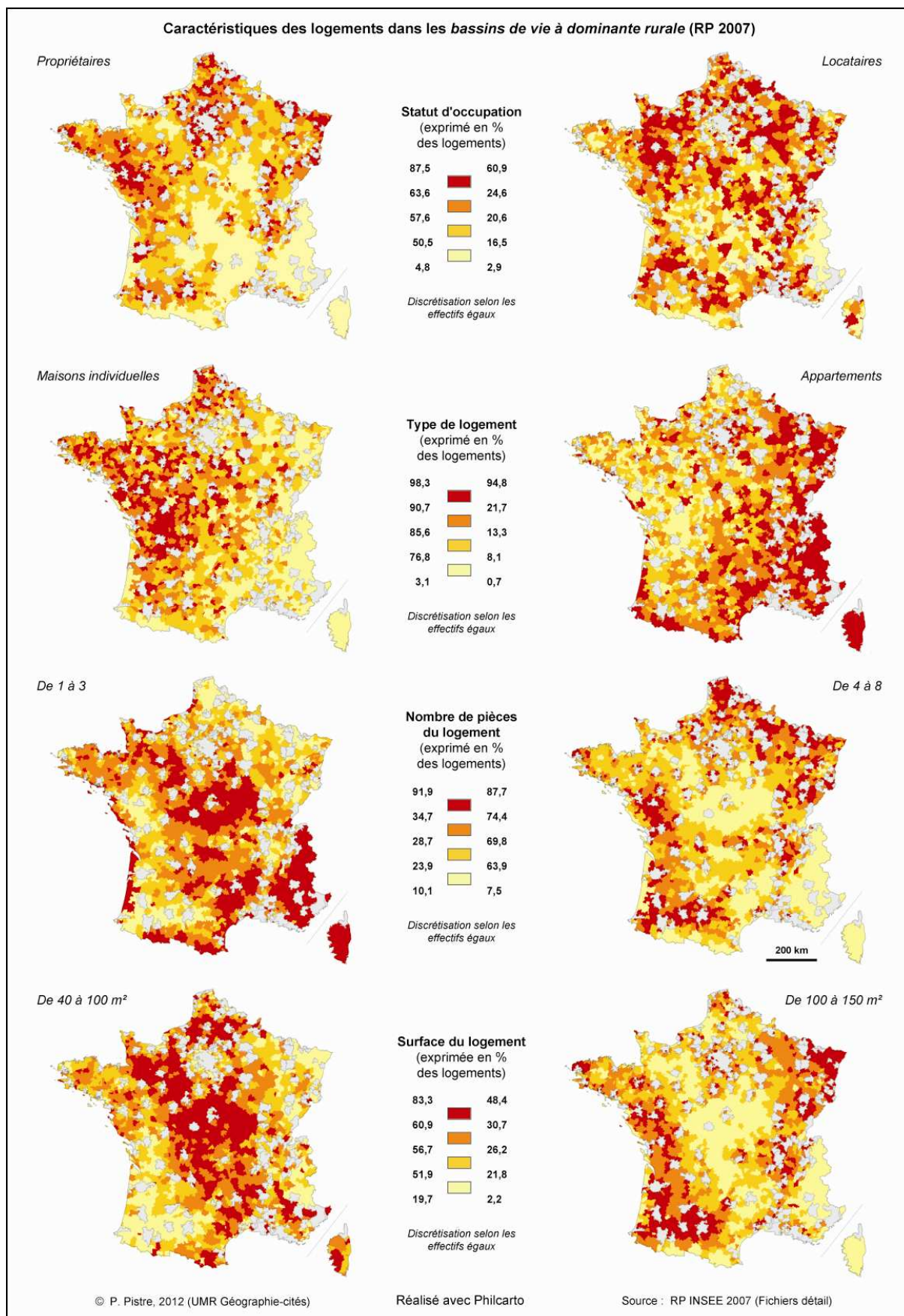
**Annexe 5a. Variables intégrées dans l'Analyse en Composantes Principales (ACP)
des profils migratoires des *bassins de vie à dominante rurale***

- 1 – TEV9907M : Évolution de la population due au solde migratoire (taux d'évolution moyen annuel pour 1999-2007)
- 2 – PM20MIGP : Les moins de 20 ans en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)
- 3 – P2035MIGP : Les 20-35 ans en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)
- 4 – P3550MIGP : Les 35-50 ans en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)
- 5 – P5065MIGP : Les 50-65 ans en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)
- 6 – P6580MIGP : Les 65-80 ans en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)
- 7 – PP80MIGP : Les plus de 80 ans en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)
- 8 – PM20MIGL : Les moins de 20 ans en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 9 – P2035MIGL : Les 20-35 ans en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 10 – P3550MIGL : Les 35-50 ans en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 11 – P5065MIGL : Les 50-65 ans en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 12 – P6580MIGL : Les 65-80 ans en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 13 – PP80MIGL : Les plus de 80 ans en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 14 – PSEULMIGP : Les individus des ménages composés d'une personne seule en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)
- 15 – PCOUPMIGP : Les individus des ménages composés d'un couple en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)
- 16 – PFAMMMIGP : Les individus des ménages composés d'une famille monoparentale en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)
- 17 – PFAMDMIGP : Les individus des ménages composés d'un couple avec enfants en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)
- 18 – PSEULMIGL : Les individus des ménages composés d'une personne seule en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 19 – PCOUPMIGL : Les individus des ménages composés d'un couple en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 20 – PFAMMMIGL : Les individus des ménages composés d'une famille monoparentale en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 21 – PFAMDMIGL : Les individus des ménages composés d'un couple avec enfants en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 22 – PAGRMIGP : Les agriculteurs exploitants en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)
- 23 – PARTMIGP : Les artisans, commerçants, chefs d'entreprise en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)
- 24 – PCADMIGP : Les cadres, profession intellectuelles supérieures en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)

- 25 – PPRMIGP : Les professions intermédiaires en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)
- 26 – PEMP MIGP : Les employés en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)
- 27 - POUVMIGP : Les ouvriers en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)
- 28 – PRETMIGP : Les retraités en migrations de proximité (taux des migrants au RP 2007)
- 29 – PAGRMIGL : Les agriculteurs exploitants en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 30 – PARTMIGL : Les artisans, commerçants, chefs d'entreprise en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 31 – PCADMIGL : Les cadres, profession intellectuelles supérieures en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 32 – PPRMIGL : Les professions intermédiaires en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 33 – PEMP MIGL : Les employés en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 34 - POUVMIGL : Les ouvriers en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 35 – PRETMIGL : Les retraités en migrations de longue distance (taux des migrants au RP 2007)
- 36 – PACTMIG : Les actifs parmi les migrants (taux des migrants au RP 2007)
- 37 – PMIGBVNAIS : Migrations vers le bassin de vie de naissance (taux des migrants au RP 2007)
- 38 – PMIGDEPNAIS : Migrations vers le département de naissance (taux des migrants au RP 2007)
- 39 – PMIGBVNAIS_AUT : Migrations vers le bassin de vie de naissance et venus d'un autre bassin de vie de résidence antérieure (taux des migrants au RP 2007)
- 40 – PMIGDEPNAIS_AUT : Migrations vers le département de naissance et venus d'un autre département de résidence antérieure (taux des migrants au RP 2007)
- 41 – DEMPCAMP : Emplacements des campings (Densité moyenne des communes des bv en 2007)
- 42 – DCHHOT : Chambres d'hôtels (Densité moyenne des communes des bv en 2007)
- 43 – TxRS : Résidences secondaires (taux des logements au RP 2007)
- 44 – EVTxRS9907 : Évolution des résidences secondaires (variation du taux des logements entre 1999 et 2007)
- 45 – POPPRES05 : Estimation de la population présente (moyenne des communes de bv en 2005)
- 46 – POPPRESJAN05 : Estimation de la population présente en Janvier (moyenne des communes des bv en 2005)
- 47 – POPPRESMAI05 : Estimation de la population présente en Mai (moyenne des communes des bv en 2005)
- 48 – POPPRESAOU05 : Estimation de la population présente en Août (moyenne des communes des bv en 2005)

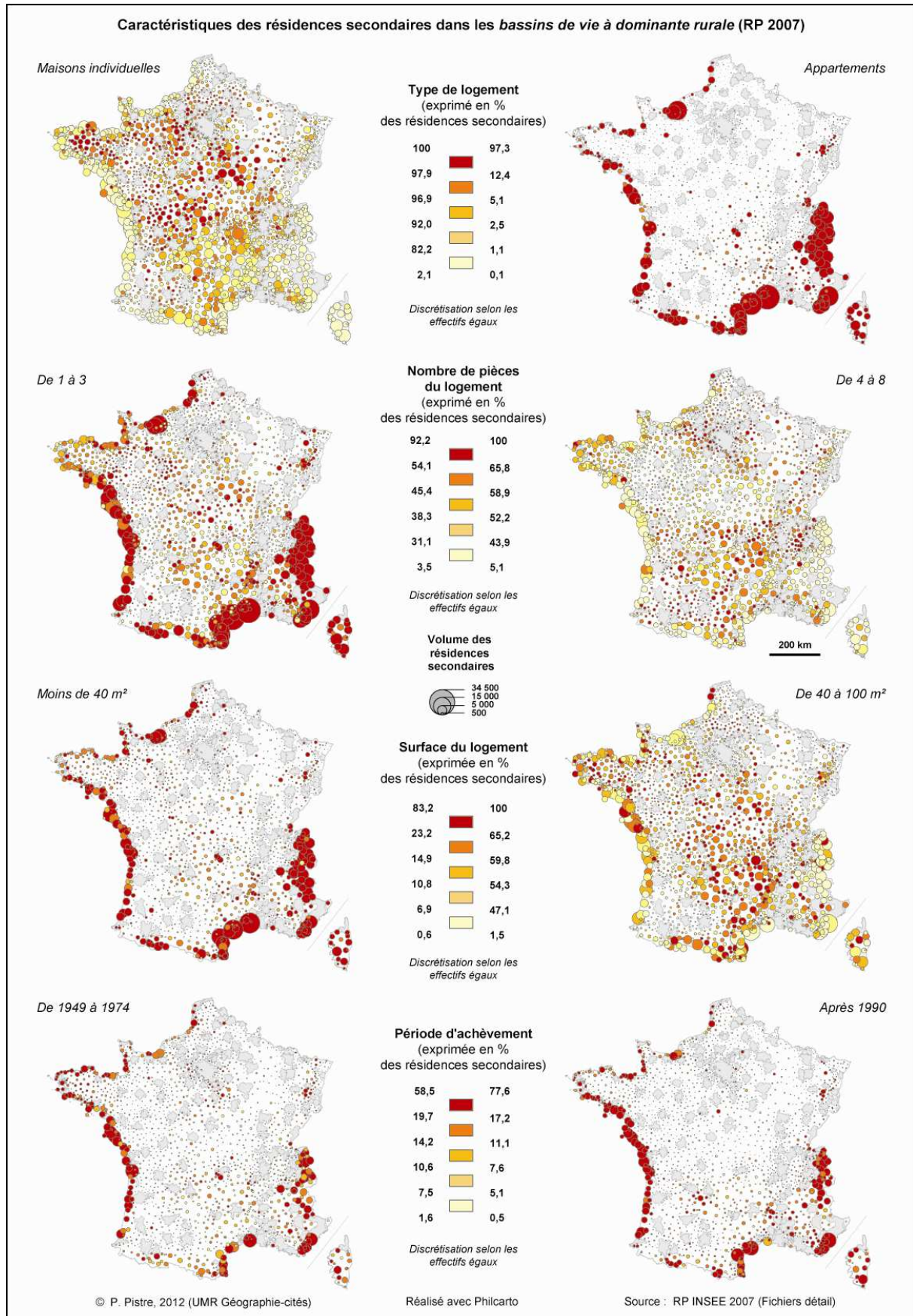
Annexe 6a. Statuts d'occupation, types et tailles des logements ruraux au RP 2007

Cartes 11. Surreprésentation des maisons et des grands logements à l'ouest du territoire.



Annexe 6b. Périodes d'achèvement, types et tailles des résidences secondaires au RP 2007

Cartes 12. RS du littoral *versus* RS des campagnes intérieures : des maisons individuelles et des grands logements anciens par opposition à des appartements et des petits logements récents



Annexe 7a. Profils socioprofessionnels dans les campagnes françaises au RP 1990

Tableau 4. Prédominance rurale des catégories d'ouvriers, d'employés et d'artisans au RP 1990

Composition socioprofessionnelle détaillée des actifs dans les campagnes françaises au RP 1990

PCS 07 (%) ; PCS 07 (Rg) *	Les « campagnes des villes » ...		Les « campagnes productives » ...		Les « campagnes résidentielles » ...		Bassins de vie à dominante rurale
	... les plus proches et les plus aisées	... en voie de périurbanisation	... en majorité ouvrières et industrielles	... vieilles et agricoles	... attractives et touristiques	... à économie touristique et montagnarde	
<i>Agriculteurs sur petite exploitation</i>	1,4 ; 23	3,9 ; 8	1,6 ; 20	6,2 ; 3	2,9 ; 13	2,2 ; 17	2,9 ; 13
<i>Agriculteurs sur moyenne exploitation</i>	0,2 ; 30	0,6 ; 27	0,3 ; 29	0,5 ; 27	0,2 ; 31	0,0 ; 31	1,8 ; 20
<i>Agriculteurs sur grande exploitation</i>	1,6 ; 20	3,9 ; 9	3,2 ; 12	6,2 ; 4	1,5 ; 23	0,4 ; 29	3,2 ; 12
<i>Artisans</i>	3,9 ; 8	4,6 ; 7	3,6 ; 8	5,7 ; 6	5,9 ; 6	5,2 ; 9	4,4 ; 7
<i>Commerçants et assimilés</i>	3,0 ; 13	3,4 ; 11	3,3 ; 11	4,3 ; 10	5,6 ; 7	8,0 ; 1	3,7 ; 10
<i>Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus</i>	0,8 ; 27	0,5 ; 28	0,6 ; 27	0,5 ; 28	0,7 ; 28	0,9 ; 24	0,6 ; 29
<i>Professions libérales</i>	0,9 ; 26	0,9 ; 26	0,9 ; 26	1,0 ; 24	1,4 ; 24	1,3 ; 22	0,9 ; 27
<i>Cadres de la fonction publique</i>	0,8 ; 28	0,5 ; 29	0,6 ; 28	0,4 ; 29	0,9 ; 27	0,8 ; 26	0,6 ; 28
<i>Professeurs, professions scientifiques</i>	1,6 ; 21	1,3 ; 21	1,4 ; 22	1,3 ; 20	1,8 ; 20	1,3 ; 21	1,4 ; 24
<i>Professions de l'information, des arts et des spectacles</i>	0,4 ; 29	0,2 ; 31	0,2 ; 30	0,3 ; 30	0,5 ; 29	0,5 ; 27	0,3 ; 30
<i>Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise</i>	2,6 ; 17	1,2 ; 23	1,3 ; 23	0,9 ; 25	1,5 ; 22	1,7 ; 19	1,5 ; 22
<i>Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise</i>	2,5 ; 18	1,0 ; 25	1,1 ; 25	0,7 ; 26	1,0 ; 26	0,8 ; 25	1,3 ; 25
<i>Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés</i>	2,8 ; 15	2,8 ; 15	3,0 ; 13	2,7 ; 14	2,9 ; 14	6,2 ; 6	2,9 ; 14
<i>Professions intermédiaires de la santé et du travail social</i>	2,8 ; 16	2,6 ; 16	2,5 ; 16	2,6 ; 17	3,3 ; 12	3,2 ; 13	2,7 ; 16
<i>Clergé, religieux</i>	0,2 ; 31	0,2 ; 30	0,2 ; 31	0,2 ; 31	0,3 ; 30	0,2 ; 30	0,2 ; 31
<i>Professions intermédiaires administratives de la fonction publique</i>	1,3 ; 25	1,1 ; 24	1,1 ; 24	1,1 ; 22	1,6 ; 21	1,6 ; 21	1,2 ; 26
<i>Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises</i>	5,3 ; 6	3,3 ; 12	3,5 ; 10	2,7 ; 15	4,2 ; 11	4,2 ; 11	3,8 ; 9
<i>Techniciens</i>	3,6 ; 9	2,1 ; 18	2,2 ; 17	1,4 ; 19	1,9 ; 17	2,0 ; 17	2,3 ; 18
<i>Contremaîtres, agents de maîtrise</i>	3,1 ; 12	2,1 ; 19	2,5 ; 15	1,9 ; 18	1,9 ; 19	1,9 ; 19	2,3 ; 17
<i>Employés civils et agents de service de la fonction publique</i>	7,3 ; 4	7,4 ; 3	7,4 ; 3	7,8 ; 2	8,6 ; 1	7,2 ; 4	7,6 ; 3
<i>Policiers et militaires</i>	1,5 ; 22	1,3 ; 22	1,4 ; 21	1,2 ; 21	1,9 ; 18	1,6 ; 20	1,4 ; 23
<i>Employés administratifs des entreprises</i>	9,3 ; 2	6,6 ; 5	6,9 ; 4	5,5 ; 7	7,7 ; 2	6,9 ; 5	7,2 ; 4
<i>Employés de commerce</i>	3,4 ; 11	3,2 ; 13	3,6 ; 9	3,0 ; 13	4,6 ; 8	5,2 ; 8	3,5 ; 11
<i>Personnels des services directs aux particuliers</i>	3,9 ; 7	4,7 ; 6	4,4 ; 6	4,9 ; 9	5,9 ; 4	7,9 ; 2	4,7 ; 6
<i>Ouvriers qualifiés de type industriel</i>	8,1 ; 3	7,6 ; 2	9,5 ; 2	5,5 ; 8	4,4 ; 9	4,8 ; 10	7,5 ; 2
<i>Ouvriers qualifiés de type artisanal</i>	6,6 ; 5	6,7 ; 4	6,3 ; 5	6,1 ; 5	7,7 ; 3	7,7 ; 3	6,6 ; 5
<i>Chauffeurs</i>	2,8 ; 14	3,0 ; 14	2,8 ; 14	2,7 ; 16	2,5 ; 16	2,2 ; 16	2,8 ; 15
<i>Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport</i>	1,8 ; 19	1,4 ; 20	1,8 ; 19	1,0 ; 23	1,2 ; 25	2,5 ; 14	1,6 ; 21
<i>Ouvriers non qualifiés de type industriel</i>	10,1 ; 1	11,8 ; 1	15,2 ; 1	9,8 ; 1	5,9 ; 5	5,9 ; 7	11,5 ; 1
<i>Ouvriers non qualifiés de type artisanal</i>	3,6 ; 10	3,8 ; 10	4,1 ; 7	3,7 ; 11	4,4 ; 10	4,7 ; 11	3,9 ; 8
<i>Ouvriers agricoles</i>	1,3 ; 24	2,5 ; 17	1,8 ; 18	3,1 ; 12	2,8 ; 15	0,4 ; 28	2,2 ; 19

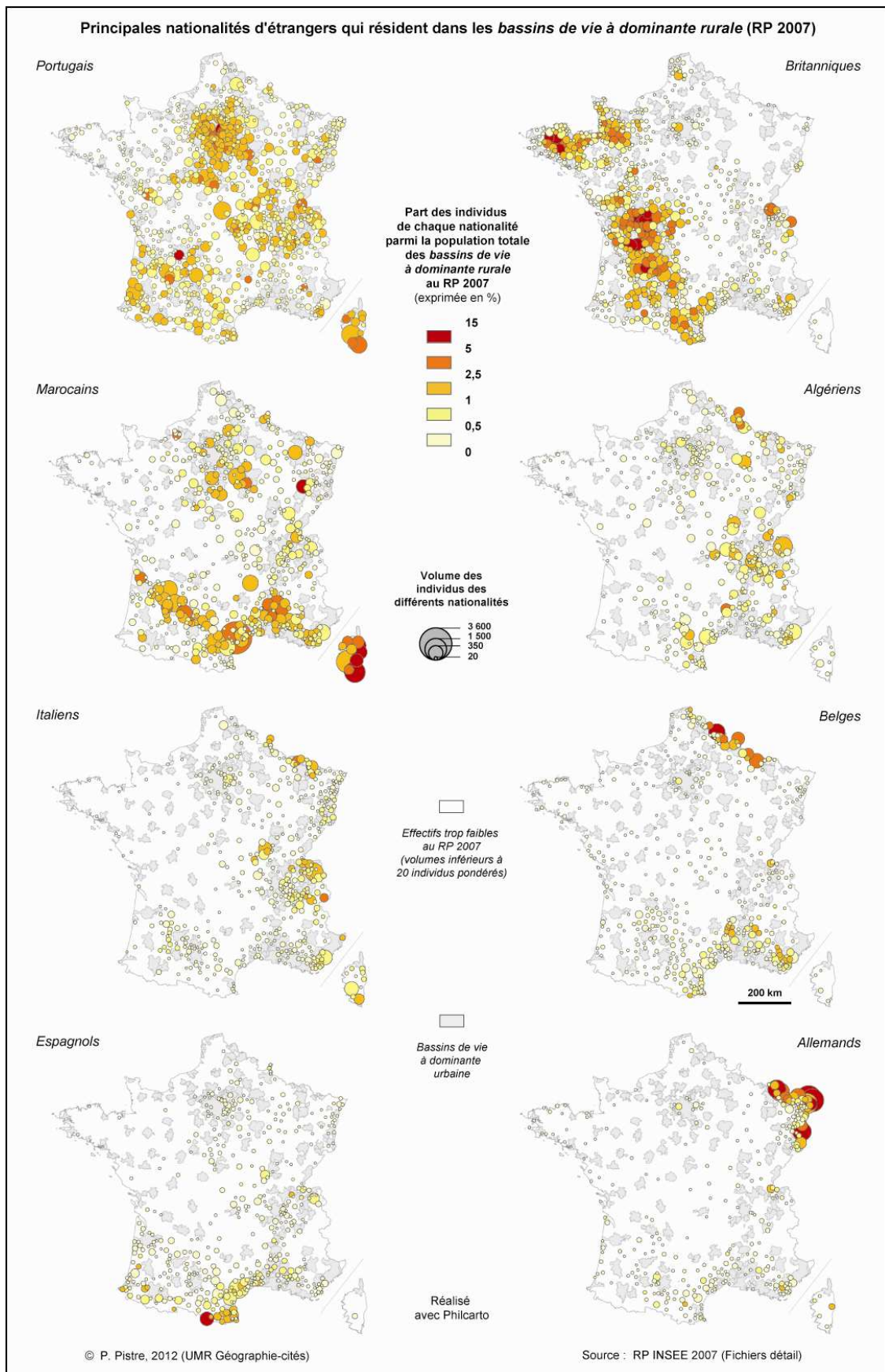
* Les résultats ici présentés correspondent à la part et au rang de chacune des PCS détaillées parmi les actifs au RP 1990.

Source : RP INSEE 1990 (Fichiers détail)

© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

Annexe 7b. Répartition nationale des étrangers dans les campagnes françaises au RP 2007

Cartes 13. Prédominances périurbaines et méridionales (Portugais, Marocains, Algériens), frontalières (Italiens, Belges, Espagnols, Allemands) et à l'ouest du pays pour les Britanniques



Annexe 8a. Compléments sur l'élaboration de la typologie de synthèse des processus de gentrification dans les campagnes françaises (partie 2)

> Variables utilisées pour la Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) :

- **Structures du parc de logements (n = 12) (chapitre 5) :**

1 – EVPROP9007 : Évolution de la part des propriétaires entre les RP 1990 et 2007 (exprimée en points)

2 – EVMAIS9007 : Évolution de la part des maisons individuelles entre les RP 1990 et 2007 (exprimée en points)

3 – EVLOG9P+ : Évolution de la part des logements de 9 pièces et plus entre les RP 1990 et 2007 (exprimée en points)

4 – CONSTREC07 : Résidences principales récentes (construites entre 1999 et 2005) au RP 2007 (exprimées en pourcentage des logements)

5 – RPAVT49_07 : Résidences principales anciennes (construites avant 1949) au RP 2007 (exprimées en pourcentage des logements)

6 – MIGLRPAVT49_07 : Installations résidentielles dans une résidence principale ancienne (construite avant 1949) après une migration de longue distance au RP 2007 (exprimée en pourcentage des migrations de longue distance)

7 – EVLV9007 : Évolution de la part des logements vacants entre les RP 1990 et 2007 (exprimée en points)

8 – RSSUP150M2_07 : Résidences secondaires supérieures à 150 m² au RP 2007 (exprimées en pourcentage des résidences secondaires)

9 – MVAVT49_07 : Maisons vacantes anciennes (construites avant 1949) au RP 2007 (exprimées en pourcentage des maisons vacantes)

10 – EVLVAVT49_9007 : Évolution de la part des logements vacants anciens (construits avant 1949) entre les RP 1990 et 2007 (exprimée en points)

11 – PRXMA2010 : Prix des maisons anciennes en 2010 (exprimés en prix moyens en euros des maisons anciennes à l'échelle du département)

12 – EVINDPRXMA0010 : Évolution du prix moyen des maisons anciennes entre 2000 et 2010 (exprimée en taux de croissance de l'indice des prix des maisons anciennes à l'échelle du département)

- **Groupes sociaux (n = 16) (chapitre 6) :**

1 – EVPAGR9007 : Évolution de la part des agriculteurs exploitants entre les RP 1990 et 2007 (exprimée en points)

2 – EVARTCOM9007 : Évolution de la part des artisans, commerçants et chefs d'entreprise, entre les RP 1990 et 2007 (exprimée en points)

3 – EVPCPIS9007 : Évolution de la part des cadres et professions intellectuelles supérieures entre les RP 1990 et 2007 (exprimée en points)

- 4 – EVPROINT9007 : Évolution de la part des professions intermédiaires entre les RP 1990 et 2007 (exprimée en points)
- 5 – EVEMP9007 : Évolution de la part des employés entre les RP 1990 et 2007 (exprimée en points)
- 6 – EVPOUV9007 : Évolution de la part des ouvriers entre les RP 1990 et 2007 (exprimée en points)
- 7 – EVREVI9604 : Évolution du revenu moyen annuel imposable au titre de l'impôt sur le revenu entre 1996 et 2004 (exprimée en taux de croissance moyen annuel)
- 8 – EVREVD0608 : Évolution du revenu moyen annuel déclaré au titre de l'impôt sur le revenu entre 2006 et 2008 (exprimée en taux de croissance moyen annuel)
- 9 – PCPISMIGL07 : Cadres et professions intellectuelles supérieures parmi les migrations d'arrivée de longue distance au RP 2007 (exprimés en pourcentage)
- 10 – PPROINTMIGL07 : Professions intermédiaires parmi les migrations d'arrivée de longue distance au RP 2007 (exprimés en pourcentage)
- 11 – PEMPMIGPD07 : Employés parmi les migrations de départ de proximité au RP 2007 (exprimés en pourcentage)
- 12 – POUVMIGPD07 : Ouvriers parmi les migrations de départ de proximité au RP 2007 (exprimés en pourcentage)
- 13 – PBRIT07 : Résidents britanniques parmi la population totale au RP 2007 (exprimés en pourcentage)
- 14 – PETRMIGL07 : Étrangers parmi les migrations de longue distance au RP 2007 (exprimés en pourcentage)
- 15 – PRETETRMIGL07 : Retraités parmi les migrations étrangères de longue distance au RP 2007 (exprimés en pourcentage)
- 16 – PCPISPROETRMIGL07 : Cadres, professions intellectuelles supérieures et Professions intermédiaires parmi les migrations étrangères de longue distance au RP 2007 (exprimés en pourcentage)

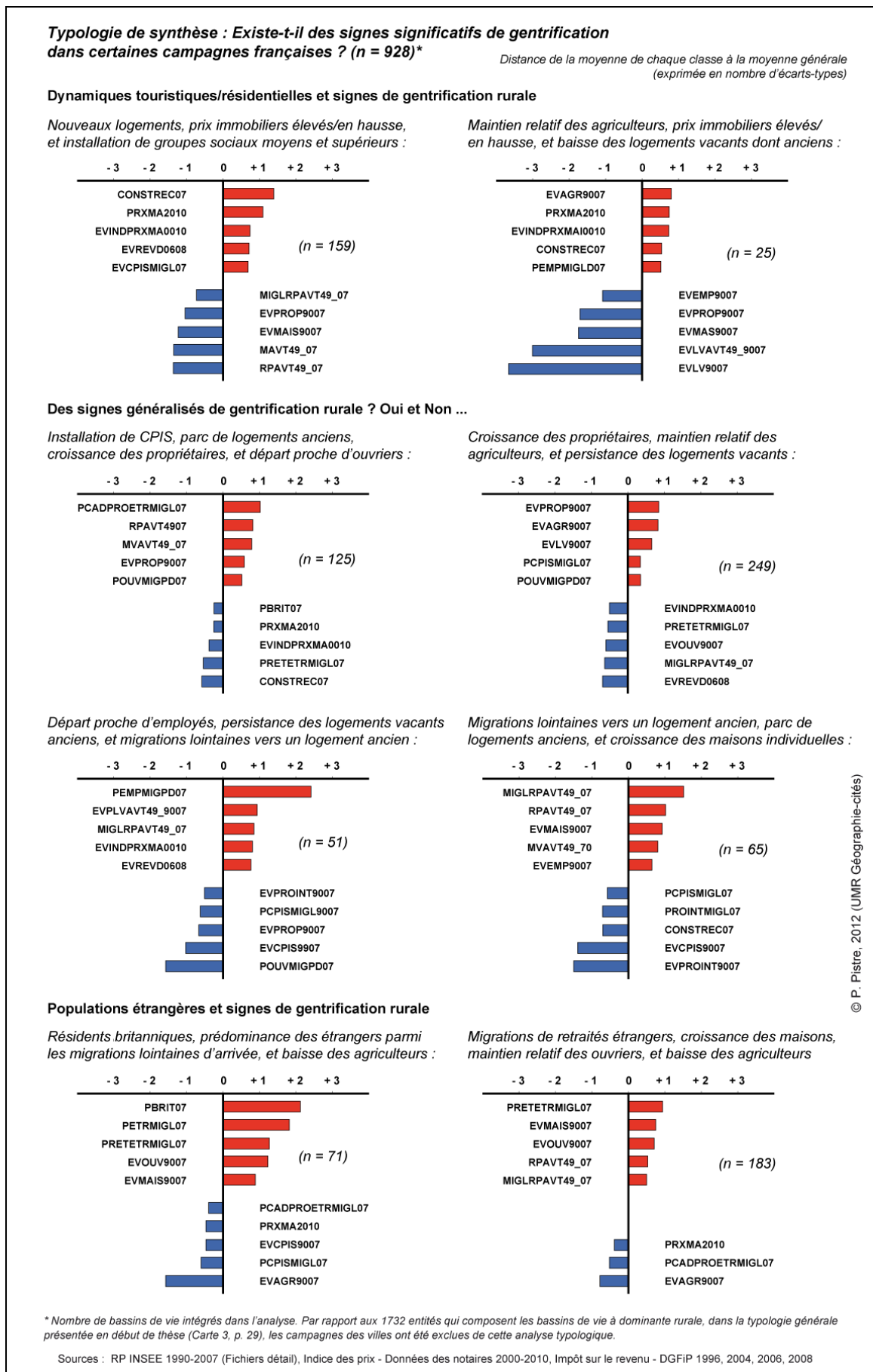
**Figure 9. Description des dix nœuds d'indices de niveau les plus élevés de la CAH (2)
(sur les dix premiers axes factoriels de l'ACP)**

Poids du nœud	Indice de niveau	Visualisation graphique de l'indice de niveau
291	0,20	*****
70	0,20	*****
178	0,22	*****
<i>Partition au septième indice de niveau</i>		
<i>= huit classes statistiques</i>		
238	0,32	*****
380	0,38	*****
123	0,42	*****
187	0,69	*****
361	0,89	*****
741	2,27	*****
928	3,10	*****

Sources : RP INSEE 1990-2007 (Fichiers détail), Indice des prix - Données des notaires 2000-2010
Impôt sur le revenu - DGFIP 1996,2004, 2006, 2008

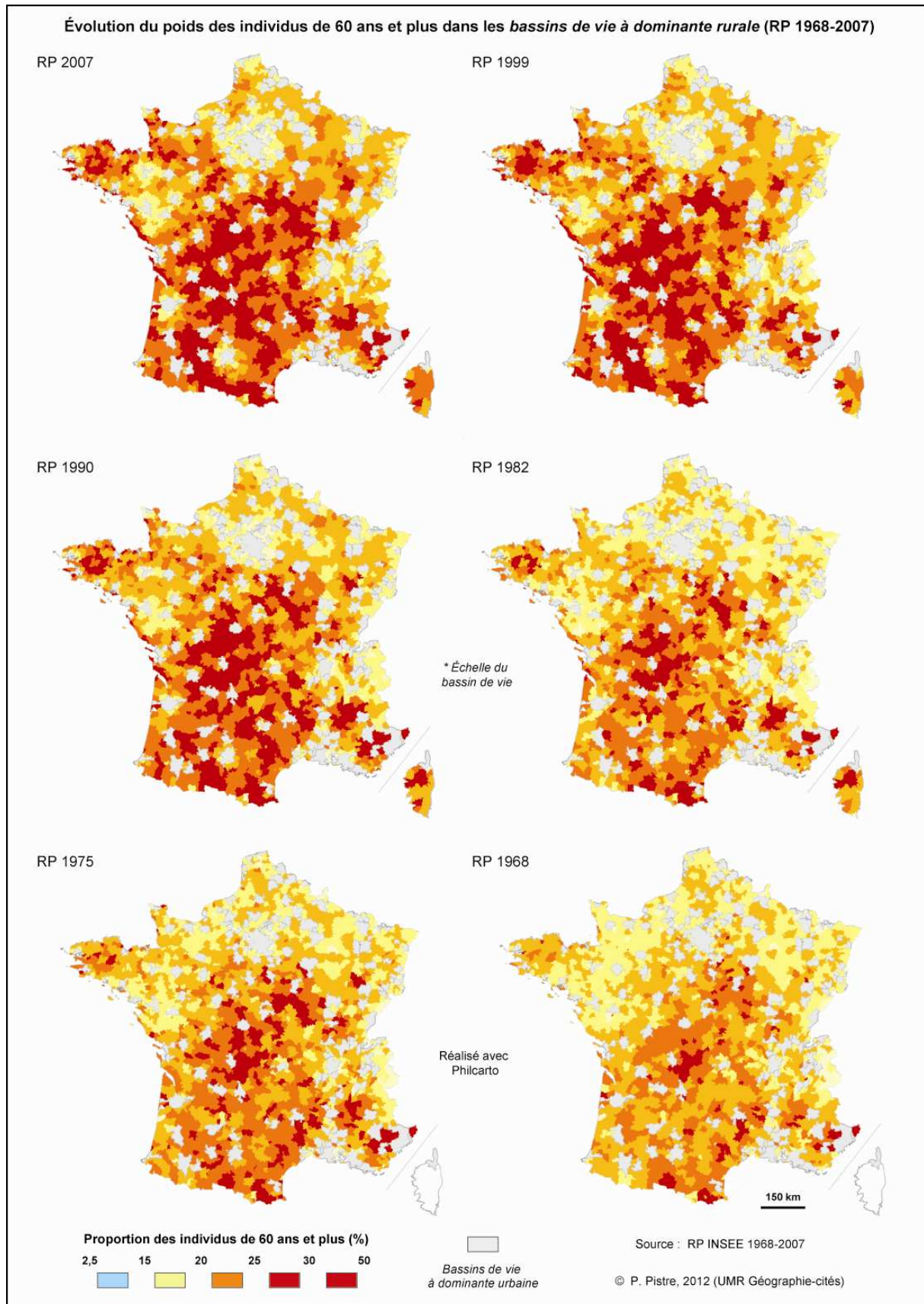
© P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

Figure 10. Profils des classes de la typologie de synthèse des processus de gentrification dans les campagnes françaises



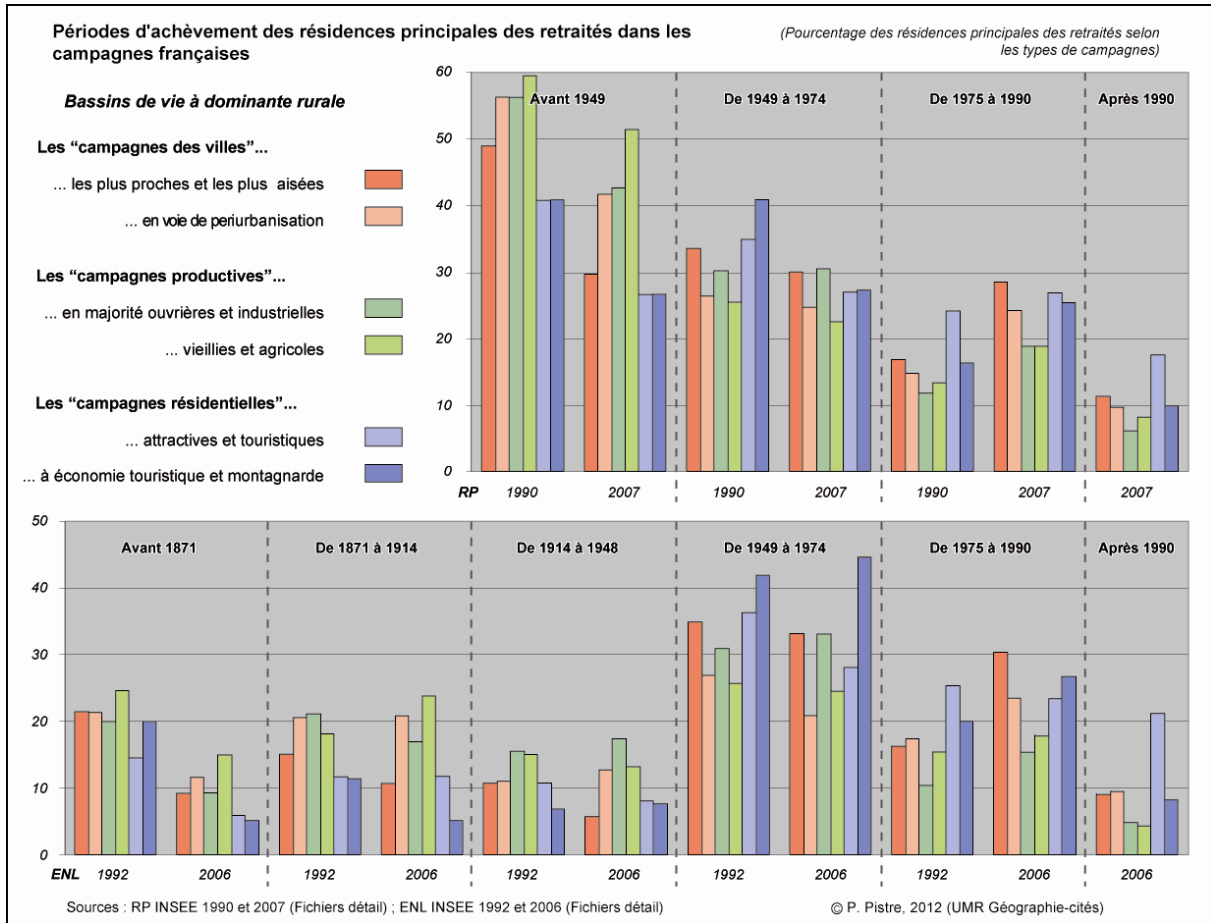
Annexe 9a. Géographie nationale des individus de 60 ans et plus dans les *bassins de vie à dominante rurale* (1968-2007)

Cartes 14. Un vieillissement démographique incontestable mais des intensités locales hétérogènes



Annexe 10a. Évolution des logements des retraités selon leur période d'achèvement (Années 1980-Années 2000)

Figures 11. Forte surreprésentation des résidences principales les plus anciennes (avant 1949) et des biens de l'après Seconde Guerre mondiale pour les retraités résidant dans les campagnes françaises



Annexe 11a. Compléments sur l'élaboration de la typologie de synthèse des populations retraitées et migrations de retraite dans les campagnes françaises (partie 3)

> Variables utilisées pour la Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) :

- ***Structures des populations retraitées (n = 16) (chapitre 8) :***

- 1 – EVVP60_9907 : Évolution du volume des individus de 60 ans et plus entre les RP 1999 et 2007 (exprimée en variation moyenne annuelle)
- 2 – EVPP60_9907 : Évolution de la proportion des individus de 60 ans et plus entre les RP 1999 et 2007 (exprimée en variation moyenne annuelle)
- 3 – P6069_07 : Les 60-69 ans au RP 2007 (exprimés en proportion des individus de 60 ans et plus)
- 4 – P7079_07 : Les 70-79 ans au RP 2007 (exprimés en proportion des individus de 60 ans et plus)
- 5 – P80+_07 : Les 80 ans et plus au RP 2007 (exprimés en proportion des individus de 60 ans et plus)
- 5 – PRETAGR07 : Les anciens agriculteurs au RP 2007 (exprimés en proportion des retraités)
- 6 – PRETART07 : Les anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise au RP 2007 (exprimés en proportion des retraités)
- 7 – PRETCAD07 : Les anciens cadres et professions intellectuelles supérieures au RP 2007 (exprimés en proportion des retraités)
- 8 – PRETPRO07 : Les anciennes professions intermédiaires au RP 2007 (exprimées en proportion des retraités)
- 9 – PRETEMP07 : Les anciens employés au RP 2007 (exprimés en proportion des retraités)
- 10 – PRETOUV07 : Les anciens ouvriers au RP 2007 (exprimés en proportion des retraités)
- 11 – REVMRET08 : Revenus moyens des retraites et pensions déclarés au titre de l'Impôt sur le revenu 2008 (exprimés en revenus moyens annuels des personnes concernées)
- 12 – EVREVMRET0204 : Évolution du revenu moyen annuel des retraites et pensions entre 2002 et 2004 (exprimée en taux de variation moyenne annuelle)
- 13 – EVREVMRET0406 : Évolution du revenu moyen annuel des retraites et pensions entre 2004 et 2006 (exprimée en taux de variation moyenne annuelle)
- 14 – EVREVMRET0608 : Évolution du revenu moyen annuel des retraites et pensions entre 2006 et 2008 (exprimée en taux de variation moyenne annuelle)
- 15 – VARMIG9907 : Variation moyenne de la population due au solde migratoire entre 1999 et 2007 (exprimée en taux de variation moyenne annuelle)
- 16 – RETMIG07 : Nouveaux arrivants retraités au RP 2007 (exprimés en part des nouveaux arrivants)

- ***Migrations et mobilités résidentielles des retraités (n = 15) (chapitre 9) :***

- 1 – RETMIG99 : Nouveaux arrivants retraités au RP 1999 (exprimés en part des nouveaux arrivants)
- 2 – RETMIG90 : Nouveaux arrivants retraités au RP 1990 (exprimés en part des nouveaux arrivants)

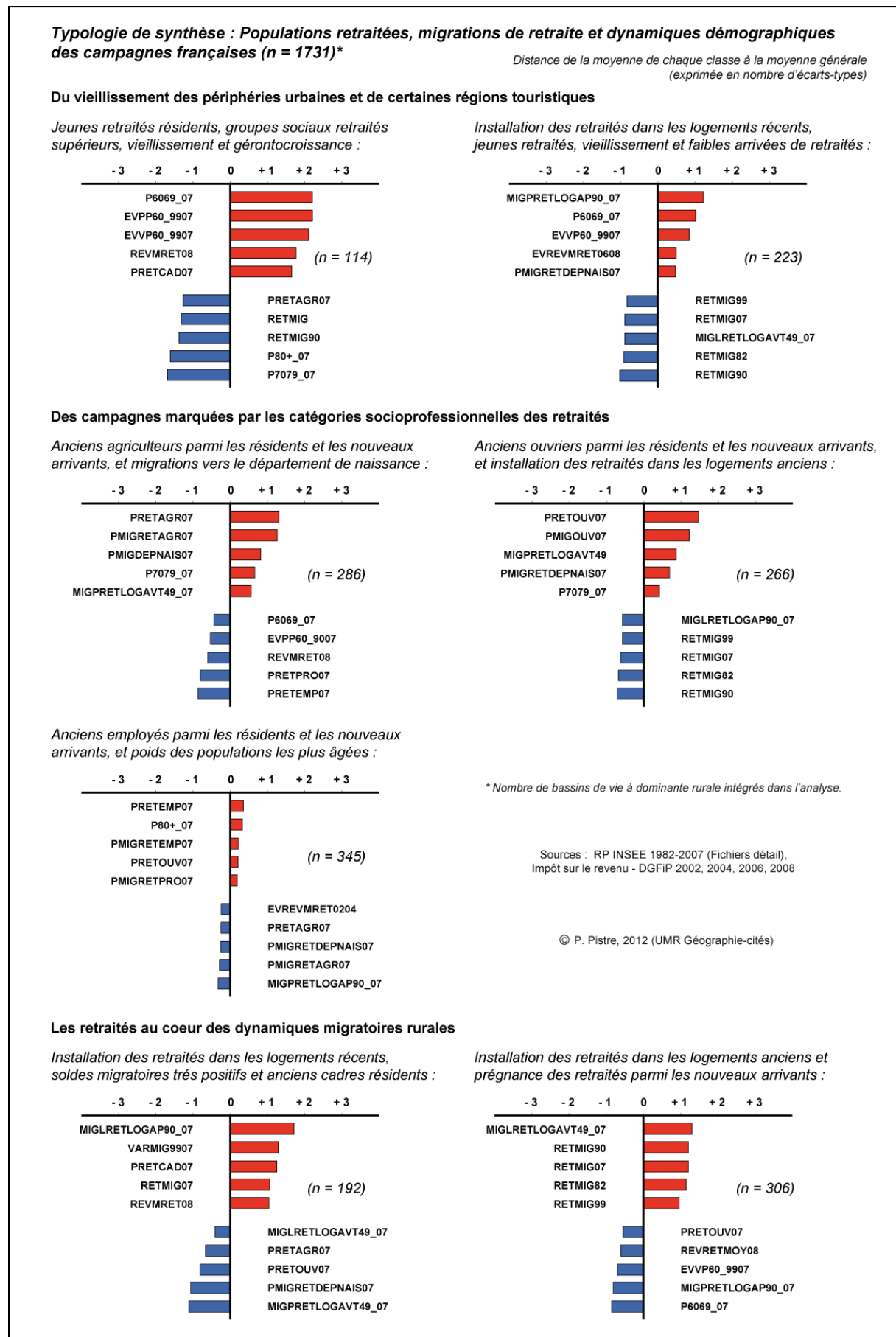
- 3 – RETMIG82 : Nouveaux arrivants retraités au RP 1982 (exprimés en part des nouveaux arrivants)
- 4 – MIGPRETLOGAVT49_07 : Installations de retraités dans un logement construit avant 1949, après une migration de proximité, au RP 2007 (exprimées en proportion des migrations des retraités)
- 5 – MIGPRETLOGAP90_07 : Installations de retraités dans un logement construit après 1990, après une migration de proximité, au RP 2007 (exprimées en proportion des migrations des retraités)
- 6 – MIGLRETLOGAVT49_07 : Installations de retraités dans un logement construit avant 1949, après une migration de longue distance, au RP 2007 (exprimées en proportion des migrations des retraités)
- 7 – MIGLRETLOGAP90_07 : Installations de retraités dans un logement construit après 1990, après une migration de longue distance, au RP 2007 (exprimées en proportion des migrations des retraités)
- 8 – PMIGRETAGR07 : Les anciens agriculteurs exploitants parmi les nouveaux arrivants retraités au RP 2007 (exprimés en proportion des nouveaux arrivants retraités)
- 9 – PMIGRETART07 : Les anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise parmi les nouveaux arrivants retraités au RP 2007 (exprimés en proportion des nouveaux arrivants retraités)
- 10 – PMIGRETCAD07 : Les anciens cadres et professions intellectuelles supérieures parmi les nouveaux arrivants retraités au RP 2007 (exprimés en proportion des nouveaux arrivants retraités)
- 11 – PMIGRETPRO07 : Les anciennes professions intermédiaires parmi les nouveaux arrivants retraités au RP 2007 (exprimées en proportion des nouveaux arrivants retraités)
- 12 – PMIGRETEMP07 : Les anciens employés parmi les nouveaux arrivants retraités au RP 2007 (exprimés en proportion des nouveaux arrivants retraités)
- 13 – PMIGRETOUV07 : Les anciens ouvriers parmi les nouveaux arrivants retraités au RP 2007 (exprimés en proportion des nouveaux arrivants retraités)
- 14 – PMIGRETDEPNAIS07 : Migrations de retraités vers leur département de naissance au RP 2007 (exprimées en proportion des nouveaux arrivants retraités)
- 15 – PMIGRETDEPNAISAUTDEP07 : Migrations de retraités vers leur département de naissance et venues d'un autre département au RP 2007 (exprimées en proportion des nouveaux arrivants retraités)

**Figure 12. Description des dix nœuds d'indices de niveau les plus élevés de la CAH (3)
(sur les dix premiers axes factoriels de l'ACP)**

Poids du noeud	Indice de niveau	Visualisation graphique de l'indice de niveau
321	0,23	****
239	0,27	****
274	0,29	*****
390	0,38	*****
<i>Partition au sixième indice de niveau = sept classes statistiques</i>		
542	0,68	*****
324	0,76	*****
664	1,01	*****
526	1,80	*****
1206	1,80	*****
1731	4,33	*****

Sources : RP INSEE 1982-2007 (Fichiers détail), Impôt sur le revenu - DGFIP 2002,2004, 2006, 2008 © P. Pistre, 2012 (UMR Géographie-cités)

Figure 13. Profils des classes de la typologie de synthèse des populations retraitées et migrations de retraite dans les campagnes françaises



Bibliographie

« Publications scientifiques » (articles, ouvrages, chapitres, synthèses de résultats)	344
« Publications institutionnelles » (rapports, recherches prospectives)	380
« Publications journalistiques » (articles, dossiers)	382
« Publications littéraires » (essais, poésies, romans, photographies)	383
« Productions audiovisuelles » (documentaires, films de fiction)	384
« Sites Internet » (associations, médias, organismes publics)	387
« Terrain 1 (n°1 et n°2) - Au cœur de la Haute-Provence »	388
« Terrain 2 - Au nord du Périgord-Limousin »	390
« Terrain 3 - Au sommet de la Montagne du Haut-Languedoc »	391

> « *Publications scientifiques* » (articles, ouvrages, chapitres, synthèses) :

AERTS A.-T., CHIRAZI S. (2010), « Les revenus des ménages entre 2002 et 2007. Un rééquilibrage entre territoires mais des disparités dans les pôles urbains », *INSEE Première*, n°1309, 4 p.

ANDREWS G. J., PHILLIPS D. R. (2005a), “Geographical studies in ageing: progress and connections to social gerontology” dans Andrews G. J., Phillips D. R. (eds.) *Ageing and place: perspective, policy, practice*, Routledge, Londres, pp. 7-12.

ANDREWS G. J., PHILLIPS D. R. (eds.) (2005b), *Ageing and place: perspective, policy, practice*, Routledge, Londres, 252 p.

ANTONI V. (2011), « L’artificialisation des sols s’opère aux dépens des terres agricoles », *Le point sur (SOeS)*, n°75, 4 p.

ARGOUD D., CHAZELLE M. (2011), « Politique territoriale de la vieillesse : l’exemple du CLIC du Diois (Drôme) », *Le sociographe*, n°35, pp. 33-43.

ARLAUD S., JEAN Y., ROYOUX D. (dirs.) (2005), *Rural-Urbain : nouveaux liens, nouvelles frontières*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 506 p.

ASCHER F. (2003), « Métropolisation » dans Lévy J., Lussault M. (dirs.), *Dictionnaire de la géographie et de l’espace des sociétés*, Belin, Paris, pp. 612-615.

AUBERT F. (2009), « Un nouvel horizon pour les espaces ruraux ? », *Inter Régions*, n°286, pp. 26-27.

AUBERT F., LÉPICIER D., SCHAEFFER Y. (2006), « Diagnostic des espaces ruraux français : proposition de méthode sur données communales et résultats à l’échelle du territoire national », *Notes et études économiques*, n°26, pp. 7-34.

AUBERT F., LÉPICIER D., TORRE A., GAUVRIT L., MORA O. (2008a), « État des lieux des espaces ruraux » dans Mora O. (dir.), *Les nouvelles ruralités à l’horizon 2030 : des relations villes-campagnes en émergence ?*, Éd. Quae, Versailles, pp. 21-36.

AUBERT F., SCHMITT B. (2008c), « Mécanismes économiques à l’œuvre dans les espaces ruraux : conceptions du rural et logiques de l’intervention publique », *Économie rurale*, n°306, pp. 8-22.

AUBERT F., LÉPICIER D., DISSART J.-C. (2011), « Une analyse de la géographie des services résidentiels et touristiques à l’échelle des bassins de vie français », *Revue d’Économie Régionale et Urbaine*, n°3, pp. 527-548.

AUBRY B., BERGOUIGNAN C., CAUCHI-DUVAL N., PARANT A. (2005), « L’évolution de la population de la France depuis 1946 : tendances et perspectives » dans Bergouignan C., Blayo C., Parant A., Sardon J.-P., Tribalat M. (dirs.), *La population de la France : évolutions démographiques depuis 1946*, CUDEP/INED, Gradignan, pp. 49-76.

AUCLAIR É., VANONI D. (2003), “France” dans Gallent N., Shucksmith M., Tewdwer-Jones M. (eds), *Housing in the European Countryside: Rural Pressures and Policy in Western Europe*, Routledge, Londres, pp. 71-85.

AUGUSTIN J.-P. (2010), « Destinations touristiques et attractivités résidentielles », *Sud-Ouest Européen*, n°29, pp. 1-6.

AURIAC F., REY V. (dirs.) (1998), *L’espace rural*, GIP Reclus/La Documentations française, Montpellier/Paris, Vol 8, 128 p.

-
- AUTHIER J.-Y., BONVALET C., LÉVY J.-P.** (dirs.) (2010), *Élire domicile. La construction sociale des choix résidentiels*, Presses Universitaires de Lyon, Lyon, 434 p.
- BAARS J., VISSER H.** (eds) (2006), *Ageing and Time: Multidisciplinary Perspectives*, Baywood, New York, 207 p.
- BACCAÏNI B.** (1994), « Comportements migratoires et cycles de vie », *Espace, populations, sociétés*, Vol 12, n°1, pp. 61-74.
- BACCAÏNI B.** (2001a), « Les flux migratoires interrégionaux en France depuis 50 ans », *Population*, Vol 62, n°1, pp. 143-160.
- BACCAÏNI B.** (2001b), « Les migrations internes en France de 1990 à 1999 : l'appel de l'Ouest », *Économie et Statistique*, n°344, pp. 39-79.
- BACCAÏNI B., LEVY D.** (2009a), « Recensement de la population de 2006. Les migrations entre départements : le Sud et l'Ouest toujours très attractifs », *INSEE Première*, n°1248, 4 p.
- BACCAÏNI B., SÉMÉCURBE F.** (2009b), « La croissance périurbaine depuis 45 ans : extension et densification », *INSEE Première*, n°1240, 4 p.
- BAILEY A. J.** (2011), "Population geography: lifecourse matters", *Progress in Human Geography*, Vol 33, n°3, pp. 407-418.
- BARCUS H. R.** (2004), "Urban-rural migration in the USA: an analysis of residential satisfaction", *Regional studies*, Vol 38, n°6, pp. 643-657.
- BARONE S., TROUPEL A.** (dirs.) (2006), *Battre la campagne : élections et pouvoir municipal en milieu rural*, L'Harmattan, Paris, 296 p.
- BAROU J., PRADO P.** (1995), *Les Anglais dans nos campagnes*, L'Harmattan, Paris, 237 p.
- BARTHE L., CAVAILLÉ F., EYCHENNE C., PILLEBOUE J.** (dirs.) (2007), *Habiter et vivre dans les campagnes de faible densité*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 785 p.
- BAUER G., ROUX J.-M.** (1976), *La rurbanisation ou la ville éparpillée*, Éd. du Seuil, Paris, 181 p.
- BEAUCHEMIN C.** (2004), « Pour une relecture des tendances migratoires entre villes et campagnes : une étude comparée Burkina Faso - Côte d'Ivoire », *Cahiers québécois de démographie*, Vol 33, n°2, pp. 167-199.
- BEAUGUITTE L., MERCKLÉ P.** (2011), « Analyse des réseaux : une introduction à Pajek », *Quanti* (en ligne). Disponible sur : <http://quanti.hypotheses.org/512/>.
- BEL F., LACROIX A., LYSER S., RAMBONILAZA T., TURPIN N.** (2011), « Pratiques touristiques et aménités en espace rural », *Acte du colloque de l'ASRDLF*, 6-8 Juillet à la Martinique, 21 p (en ligne). Disponible sur : <http://asrdlf2011.com/component/jevents/week.listevents/2011/07/07/>.
- BENNET D. G.** (1996), "Implications of retirement development in high amenity nonmetropolitan areas", *Journal of Applied Gerontology*, Vol 15, n°3, pp. 345-360.
- BENSON M.** (2009), "A desire for difference: British lifestyle migration to southwest France" dans Benson M., O'reilly K. (eds.), *Lifestyle Migration: Expectations, Aspirations and Experiences*, Ashgate, Farnham, pp. 121-135.
- BENSON M.** (2011), *The British in Rural France: Lifestyle Migration and the Ongoing Quest for a Better Way of Life*, Manchester University Press, Manchester, 182 p.

BENSON M., O'REILLY K. (eds.) (2009) *Lifestyle Migration: Expectations, Aspirations and Experiences*, Ashgate, Farnham, 168 p.

BERGER A. (1975), *La nouvelle économie de l'espace rural*, Éd. Cujas, Paris, 286 p.

BERGER A. (1994), « L'espace rural : les perspectives d'une recomposition », *Revue de l'Économie Méridionale*, Vol 42, n°165-166, pp. 5-25.

BERGER A. (dir.) (2001), *Dynamique rurale, environnement et stratégies spatiales*, Publications de l'Université Paul Valéry, Montpellier, 560 p.

BERGER A., ROUZIER J. (1995), « L'espace rural, élargissement conceptuel et orientation méthodologique », *Économie rurale*, n°229, pp. 3-9.

BERGER A., CHEVALIER P. (2001), « Nouvelles fonctions tertiaires et dynamiques démographiques en milieu rural », *Espace, populations, sociétés*, Vol 19, n°1-2, pp. 89-100.

BERGER A., CHEVALIER P., DEDEIRE M. (2005), *Les nouveaux territoires ruraux : éléments d'analyse*, Publications de l'Université Paul Valéry, Montpellier, 305 p.

BERGER A., CHEVALIER P., (2007), « Dynamiques tertiaires et recomposition du rural » dans Luginbühl Y. (dir.), *Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe*, Peter Lang, Bruxelles, pp. 213-222.

BERGER A., CHEVALIER P., CORTES G., DEDEIRE M. (dirs.) (2010), *Patrimoines, héritages et développement rural en Europe*, L'Harmattan, Paris, 248 p.

BERGER M. (2004), *Les périurbains de Paris. De la ville dense à la métropole éclatée ?*, Éd. du CNRS, Paris, 317 p.

BERGER M., FRUIT J.-P., PLET F., ROBIC M.-C. (1980), « Rurbanisation et analyse des espaces ruraux périurbains », *L'Espace Géographique*, n°4, pp. 303-313.

BERGER M., GILLETTE C., ROBIC M.-C. (1997), « L'étude des espaces ruraux en France à travers trois quarts de siècle de recherche géographique », *Strates*, n°9 (en ligne). Disponible sur : <http://strates.revues.org/634>.

BERGER M., ROUGÉ L., THOMANN S., TOUZELLIER C. (2010), « Vieillir en pavillon : mobilités et ancrages des personnes âgées dans les espaces périurbains des aires métropolitaines (Toulouse, Paris, Marseille) », *Espace, populations, sociétés*, Vol 28, n°1, pp. 53-67.

BERGOUIGNAN C. (2004), « L'impact des migrations sur les compositions par âge des territoires infra-nationaux » dans Blayo C., Dittgen A., Etchélecou A., Gaimard M. (dirs.) (2004), *Reproduction et renouvellement des populations*, CUDEP, Gradignan, pp. 153-180.

BERGOUIGNAN C. (2009), « L'impact des migrations sur les compositions par âge des populations locales : typologie cantonale pour une analyse rétrospective et prospective », *Espace, populations, sociétés*, Vol 27, n°1, pp. 45-65.

BÉGUIN M. (1984), *140 cartes sur la France rurale*, SEGESA, Paris, 18 p.

BERRY B. (1976), *Urbanization and Counterurbanization*, Sage, Beverly Hills, 334 p.

BERRY B. (1980), "Urbanization and counterurbanization in the United States", *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n°451, pp. 13-20.

BERTAUX D. (1980), « L'approche biographique : sa validité méthodologique, ses potentialités », *Cahiers internationaux de sociologie*, n°69, pp. 197-225.

-
- BERTAUX D.** (2010), *L'enquête et ses méthodes - Le récit de vie*, Armand Colin, Paris, 3^e éd., 126 p.
- BÉSINGRAND D.** (2005), *La mobilité résidentielle des séniors sur la façade atlantique de l'Europe*, Thèse de doctorat de géographie, Université d'Angers, 598 p.
- BÉSINGRAND D., SOUMAGNE J.** (2006), « Les séniors mobiles dans les petites villes atlantiques : l'exemple de Pornichet et de Saint-Jean-de-Luz », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°100, pp. 83-88.
- BESSIÈRE C., DOIDY É., JACQUET O., LAFERTÉ G., MISCHI J., RENAHY N., SENCÉBÉ Y.** (dirs.) (2007), *Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales*, INRA Éd. Symposciences (en ligne). Disponible sur : <http://www.symposcience.org/exl-php/colloques/30-coll.htm>.
- BESSY-PIETRI P., HILAL M., SCHMITT B.** (2000), « Recensement de la population 1999. Évolutions contrastées du rural », *INRA Sciences Sociales*, Vol 14, n°2, 4 p.
- BESSY-PIETRI P., HILAL M., SCHMITT B.** (2001), « Des évolutions démographiques rurales contrastées liées à la proximité et aux dynamiques urbaines », *Espace, populations, sociétés*, Vol 19, n°1-2, pp. 19-36.
- BÉTEILLE R.** (1981), *La France du vide*, Litec, Paris, 252 p.
- BÉTEILLE R.** (1994), *La crise rurale*, Presses Universitaires de France, Paris, 127 p.
- BÉTEILLE R., MONTAGNÉ-VILLETTE S.** (dirs.) (1995), *Le rural profond français*, SEDES, Paris, 166 p.
- BIGARD M., DURIEUX É.** (2010), « Occupation du territoire et mobilités : une typologie des aires urbaines et du rural » dans *La France et ses régions*, INSEE Références, Paris, pp. 29-39.
- BIGGS S., DAATLAND S. O.** (2004), "Ageing and diversity: a critical introduction" dans Daatland S. O., Biggs S. (eds), *Ageing and Diversity: Multiple pathways and cultural migrations*, Policy Press, Bristol, pp. 1-9.
- BIJKER R. A., HAARTSEN T.** (2011), "More than counter-urbanisation: migration to popular and less-popular rural areas in the Netherlands", *Population, Space and Place*, Vol 18, n°5, pp. 643-657.
- BILLAUD J.-P., DE LA SOUDIÈRE M.** (1989), « La nature pour repenser le rural ? » dans Mathieu N., Jollivet M. (dirs), *Du rural à l'environnement : la question de la nature aujourd'hui*, ARF Éd. /L'Harmattan, Paris, pp. 180-191.
- BLANC M., SCHMITT B., AMBIAUD É.** (2007), « Orientation économique et croissance locale de l'emploi dans les bassins de vie des bourgs et petites villes », *Économie et Statistique*, n°402, pp. 57-74.
- BLANCHET A., GOTMAN A.** (2001), *L'enquête et ses méthodes - L'entretien*, Nathan, Paris, 125 p.
- BLANCHET D., MONFORT J.-A.** (1996), « L'âge et la durée de la retraite depuis 50 ans », *INSEE Première*, n°448, 4 p.
- BLANCHET M., PIHET C.** (2011), « Les conséquences socio-spatiales des politiques de la vieillesse en milieu rural dans la région Pays-de-Loire », *Gérontologie et société*, n°138, pp. 35-50.
- BLANPAIN N.** (2011), « L'espérance de vie s'accroît, les inégalités sociales face à la mort demeurent », *INSEE Première*, n°1372, 4 p.
- BLANPAIN N., CHARDON O.** (2010), « Projections de la population à l'horizon 2060. Un tiers de la population âgé de plus de 60 ans », *INSEE Première*, n°1320, 4 p.

- BLASQUIET-REVOL H., SABAU C., LENAIN M.-A., MANDY J.-F., GLENAT M., GAUDEMER C., KOCH-MATHIAN M.** (2011), « Les retraités : acteurs de la création d'activités », *Gérontologie et société*, n°138, pp. 51-65.
- BODIGUEL M.** (1989), « Campagnes, quelles campagnes ? » dans Bodiguel M., Lowe P. (dirs.), *Campagne française, Campagne britannique : histoire, images, usages*, L'Harmattan, Paris, pp. 13-28.
- BONDI L.** (1991), "Gender divisions and gentrification: a critique", *Transactions of the Institute of British Geographers*, Vol 16, n°2, pp. 190-198.
- BONDI L.** (1999), "Gender, class and gentrification: enriching the debate", *Environment and Planning D*, Vol 17, n°3, pp. 261-282.
- BONERANDI E.** (1999), *Devenir des espaces ruraux en crise et élus locaux : l'exemple de la Thiérache*, Thèse de doctorat de géographie, Université de Paris 1, 586 p.
- BONERANDI E.** (2007), « La mobilité des populations pauvres dans les espaces anciennement industrialisés. Pour une relecture de la pauvreté en milieu rural », dans Barthe L., Cavaillé F., Eychenne C., Pilleboue J. (dirs.), *Habiter et vivre dans les campagnes de faible densité*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, pp. 703-722.
- BONNERANDI E., DESLONDES O.** (2008), « Éditorial : où va la géographie rurale », *Géocarrefour*, Vol 83, n°4, pp. 255-258.
- BONNERANDI E., LANDEL P.-A., ROUX E.** (2003), « Les espaces intermédiaires, forme hybride : ville en campagne, campagne en ville ? », *Revue de géographie alpine*, Vol 91, n°4, pp. 65-77.
- BONNERANDI E., ROTH-SALLARD H.** (2009), « Campagnes industrielles, campagnes ouvrières. Un contre-modèle en Europe ? » dans Berger A., Chevalier P., Cortès G., Dedeire M. (dirs.), *Héritages et trajectoires rurales en Europe*, L'Harmattan, Paris, pp. 225-250.
- BONNAMOUR J.** (1997), « La géographie rurale pendant le dernier quart de siècle », *Ruralia*, n°1 (en ligne). Disponible sur : <http://ruralia.revues.org/5?&id=5>.
- BONNIN P., DE VILLANOVA R.** (dirs.) (1999), *D'une maison à l'autre : parcours et mobilités résidentielles*, Éd. Créaphis, Paris, 365 p.
- BONTRON J.-C.** (1993), « La reprise démographique confirmée » dans Kayser B. (dir.), *Naissance de nouvelles campagnes*, Éd. de l'aube/DATAR, La Tour d'Aignes, pp. 23-36.
- BONTRON J.-C.** (2007a), « Diversité des espaces ruraux et problèmes d'habitat », *POUR*, n°195, pp. 57-65.
- BONTRON J.-C.** (2007b), *Les dynamiques territoriales de la construction 1990/2004*, La Documentation française, Paris, 72 p.
- BONTRON J.-C., MATHIEU N.** (1966), *Les populations rurales françaises : étude préliminaire à l'aménagement de l'espace rural*, CRESA, Paris, 49 p.
- BONTRON J.-C., MATHIEU N.** (1973), « Les transformations de l'espace rural », *Études rurales*, n°49-50, pp. 137-159.
- BONTRON J.-C., MATHIEU N.** (1977), *La France des faibles densités*, ACEAR, Paris, 170 p.
- BONVALET C.** (1990), « Projets en retraite » dans Bonvalet C., Fribourg A.-M. (dirs.), *Stratégies résidentielles*, Éd. de l'INED, Paris, pp. 265-282.

BONVALET C., LELIÈVRE É. (1991), « Mobilité en France et à Paris depuis 1945. Le filtre parisien », *Population*, Vol 46, n°5, pp. 1161-1183.

BONVALET C., BRUN J. (1998), « Logement, mobilités et trajectoires résidentielles » dans Segaud M., Bonvalet C., Brun J. (dirs.), *Logement et habitat : l'état des savoirs*, Éd. la découverte, Paris, pp. 312-318.

BONVALET C., OGG J. (2010), *Les baby-boomers : une génération mobile*, Éd. de l'aube/INED, La Tour d'Aigues, 253 p.

BONVALET C., BRINGÉ A. (2011), « Les trajectoires socio-spatiales des Franciliens depuis leur départ de chez les parents », *Temporalités*, n°11 (en ligne). Disponible sur : <http://temporalites.revues.org/1205>.

BONVALET C., OGG J., DROSSO F., BENGUIGUI F., HYUNH P. M. (dirs.) (2007), *Viellissement de la population et logement : les stratégies résidentielles et patrimoniales*, La Documentation française, Paris, 171 p.

BONVALET C., OGG J. (2008), "The housing situation and residential strategies of older people in France", *Ageing and Society*, Vol 28, n°2, pp. 753-777.

BONVALET C., OGG J. (2011), « Stratégies résidentielles et projets de retraite : le cas de Paris et d'une ville de banlieue », *Diversité urbaine*, Vol 11, n°1, pp. 81-102.

BOSSUET L. (2005), « Ségrégations spatiales, sociales et politiques dans les campagnes » dans Buisson M.-A., Mignot D. (dirs.), *Concertation économique et ségrégation spatiale*, De Boeck, Bruxelles, pp. 321-333.

BOSSUET L. (2007), « Les conflits du quotidien en milieu rural : étude à partir de cinq communes », *Géographie, économie, société*, n°9, pp. 141-164.

BOSSUET L., TORRE A. (2009), « Le devenir des ruralités, entre conflits et nouvelles alliances autour des patrimoines locaux », *Économie rurale*, n°313-314, pp. 147-162.

BOUDOUL J., FAUR J.-P. (1982), « Renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation ? », *Économie et Statistique*, n°149, 16 p.

BOULAY G. (2011), *Le marché immobilier à l'usage résidentiel dans l'aire urbaine de Marseille-Aix-en-Provence (1990-2010)*, Thèse de doctorat de géographie, Université de Marseille-Aix-en-Provence, 572 p.

BOURDELAIS P. (1993), *L'Âge de la vieillesse*, Odile Jacob, Paris, 441 p.

BOURDIEU P. (1962), « Célibat et condition paysanne », *Études rurales*, n°5-6, pp. 32-135.

BOUTET D. (2006), « L'importance d'une dynamique résidentielle dans le rural isolé », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n°5, pp. 782-799.

BOYLE P., HALFACREE K. (eds.) (1998), *Migration into Rural Areas*, Wiley, Chichester, 330 p.

BOZMAN C., FIBBI R., VIAL M. (2006), "What to do after retirement? Elderly migrants and the question of return", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol 32, n°8, pp. 1359-1375.

BROSSART T., JOLY D., TOURNEUX F.-P., CAVAILHÈS J., HILAL M., WAVRESKY P., LE GALLO J., GÉNIAUX G. NAPOLÉONE C., JAYET H., OVTRACHT N., PÉGUY P.-Y. (2007), « La valeur économique des paysages », *Économie publique*, n°20, pp. 3-37.

BROWN D. L., GLASGOW N. (eds.) (2008), *Rural retirement migration*, Springer, New York, 220 p.

BROWN D. L., SCHAFFT K. (2011), *Rural People and Communities in the 21st century: Resilience and Transformation*, Polity press, Cambridge, 260 p.

BRUN A., CAVAILHÈS J., PERRIER-CORNET P., SCHMITT B. (1992), « Les espaces ruraux revisités », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n°1, pp. 37-66.

BRUN A., STÉPHAN J.-M., BONTRON J.-C. (dirs.) (1989), *Le grand atlas de la France rurale*, INRA/SCEES, Paris, 494 p.

BRUN J. (1993), « La mobilité résidentielle et les sciences sociales : transfert de concepts et questions de méthode », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°59-60, pp. 2-13.

BRUN J. (2007), « Périurbanisation, fragmentation de l'espace et crise urbaine : questions de vocabulaire » dans Luginbühl Y. (dir.), *Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe*, Peter Lang, Bruxelles, pp. 47-58.

BRUN J., BONVALET C. (2002), « Approches quantitatives ou qualitatives de la mobilité résidentielle : éléments de bilan et perspectives », *Espace, populations, sociétés*, Vol 20, n°1-2, pp. 63-72.

BRUNET P. (dir.) (1984), *Carte des mutations de l'espace rural français (1950-1980)*, Centre de recherche sur l'évolution de la vie rurale, Caen, 131 p.

BRUNET P. (dir.) (1992), *Atlas des paysages ruraux français*, Éd. J.-P de Monza, Paris, 200 p.

BRUNET R. (1965), *Les campagnes toulousaines : étude géographique*, Thèse de doctorat de géographie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Toulouse, 727 p.

BRUNET Y. (1980), « L'exode urbain, essai de classification de la population exurbaine des cantons de l'est », *The Canadian Geographer*, Vol 24, n°4, pp. 385-405.

BRUTEL C. (2002), « La population de la France métropolitaine en 2050 : un vieillissement inéluctable », *Économie et statistique*, n°355-356, pp. 57-71.

BRUTEL C., OMALEK L. (2002), « Projections démographiques pour la France, ses régions et ses départements à l'horizon 2030 » dans *Données sociales : la société française*, INSEE Références, Paris, pp. 19-30.

BRUTEL C., LEVY D. (2011), « Le nouveau zonage en aires urbaines : 95% de la population vit sous l'influence des villes », *INSEE Première*, n°1374, 4 p.

BRYANT L., PINI B. (2008), « Gender, class and rurality: Australian case studies », *Journal of Rural Studies*, Vol 25, n°1, pp. 48-57.

BRYSON J., WYCKOFF W. (2010), « Rural gentrification and nature in the Old and New Wests », *Journal of Cultural Geography*, Vol 27, n°1, pp. 53-75.

BUHOT C. (2009), « Embourgeoisement rural et effet littoral. Recompositions socio-spatiales à la Rochelle et à l'île de Ré », *Articulo*, n°9 (en ligne). Disponible sur : <http://articulo.revues.org/1034>.

BULLER H. (1991), « Le processus de « counter-urbanisation » (Grande-Bretagne) et la « péri-urbanisation » (France) : deux modèles de retour à la campagne », *Économie rurale*, n°202-203, pp. 40-43.

BULLER H. (1997), « Grande-Bretagne : « La countryside britannique : un espace symbolique » » dans Jollivet M. (dir.), *Vers un rural postindustriel. Rural et environnement dans huit pays européens*, L'Harmattan, Paris, pp. 127-174.

- BULLER H.** (2008), « Du côté de chez Smith : reflections on an enduring research object », dans Diry J.-P. (dir.) (2008), *Les étrangers dans les campagnes*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, pp. 53-66.
- BULLER H., HOGGART K.** (1994a), *International Counterurbanization: British migrants in Rural France*, Aldershot, Avebury, 154 p.
- BULLER H., HOGGART K.** (1994b), “Social Integration of British home owners onto French rural communities”, *Journal of Rural Studies*, Vol 10, n°2, pp 197-201.
- BULLER H., HOGGART K.** (1994c), « Vers une campagne européenne : les Britanniques en France rurale », *L'Espace géographique*, Vol 23, n°3, pp. 263-273.
- BURCHARDT J., CONFORD P.** (eds.) (2008), *The contested countryside: rural politics and land controversy in modern Britain*, I.B. Tauris, Londres, 212 p.
- BURES R. M.** (1997), “Migration and the life course: is there a retirement transition?”, *International journal of population geography*, Vol 3, n°2, pp. 109-199.
- BUTLER B., HALL C. M., JENKINS J.** (eds.) (1998), *Tourism and recreation in rural areas*, Wiley, Chichester, 261 p.
- BUTLER T., SAVAGE M.** (eds.) (1995), *Social change and the middle classes*, UCL Press, Londres, 388 p.
- BUTLER T., SMITH D.** (eds.) (2007), “Extending gentrification”, *Environment and Planning A*, Vol 39, n°1, 182 p.
- CADÈNE P., COULIBALY M.** (1997), *Les cadres ruraux* dans *GEODOC*, n°45, 35 p.
- CADIEUX K. V.** (2011), “Amenity migration, exurbia, and emerging rural landscapes: global natural amenity as place and as process”, *Geojournal*, Vol 76, n°4, pp. 297-302.
- CADORET A.** (2011), « Analyse des processus conflictuels : le cas du littoral du Languedoc-Roussillon », *L'Espace géographique*, Vol 40, n°3, pp. 231-244.
- CAHUZAC É., DÉTANG-DESSENDRE C.** (2011), « Le salariat agricole. Une part croissante dans l'emploi des exploitations mais une précarité des statuts », *Économie rurale*, n°323, pp. 82-92.
- CAILLY L.** (2011), « L'espace périurbain : un géotype universel ? » dans Guibert M., Jean Y. (dirs), *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Armand Colin, Paris, pp. 46-62.
- CALMÈS R.** (1996), « Un renouveau rural qui se fait attendre », *Norois*, n°169, pp. 129-143.
- CALMÈS R., DELMARRE A., DURAND-DASTÈS F., GRAS J., PEYON J.-P.** (1978), *L'espace rural français*, Masson, Paris, 178 p.
- CALOT G., SARDON J.-P.** (1999), « Les facteurs du vieillissement démographique », *Population*, Vol 54, n°3, pp. 509-552.
- CARADEC V.** (2004), *Vieillir après la retraite : approche sociologique du vieillissement*, Presses Universitaires de France, Paris, 240 p.
- CARADEC V.** (2008), *Sociologie de la vieillesse et du vieillissement*, Armand Colin, Paris, 126 p.
- CARADEC V.** (2011), « Les comportements résidentiels des retraités. Quelques enseignements du programme de recherche « Vieillissement de la population et habitat » », *Espace, populations, sociétés*, Vol 28, n°1, pp. 29-40.

- CARBONNELLE S.** (dir.) (2010), *Penser les vieillesses : regards sociologiques et anthropologiques sur l'avancée en âge*, Seli Arslan, Paris, 254 p.
- CAUCHI-DUVAL N., BERGOUIGNAN C.** (2011), « Les spécificités démogéographiques des territoires en France métropolitaine : analyse de l'évolution des critères de différenciation pour une typologie synthétique », *Espace, populations, sociétés*, Vol 29, n°3, pp. 425-439.
- CAUDRON B.** (2009), « Le tourisme en Lorraine : une dimension de l'économie présentielle », *INSEE Lorraine*, n°164, 6 p.
- CAVAILHÈS J., JAYET H.** (1996), « Analyser les espaces ruraux : trois clés de lecture », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n°2, pp. 187-198.
- CAVAILHÈS J., SCHMITT B.** (2002), « Les mobilités résidentielles entre villes et campagnes » dans Perrier-Cornet P. (dir.), *Repenser les campagnes*, Éd. de l'aube/DATAR, La Tour d'Aiguës, pp. 35-65.
- CHALMERS L., JOSEPH A. E.** (1998), "Rural change and the elderly in rural places: commentaries from New Zealand", *Journal of Rural Studies*, Vol 14, n°2, pp. 155-165.
- CHALMERS L., JOSEPH A. E.** (2006), "Rural change and the production of otherness: the elderly in New Zealand" dans Cloke P. Marsden T., Mooney P. H. (eds.), *Handbook of Rural Studies*, Sage, Londres, pp. 388-395.
- CHAMPION T.** (ed.) (1989), *Counterurbanization: The Changing Pace and Nature of Population Deconcentration*, Routledge, Londres, 266 p.
- CHAMPION T.** (1998), "Studying counterurbanisation and the rural population turnaround" dans Boyle P., Halfacree K. (eds.), *Migration into Rural Areas*, Wiley, Chichester, pp. 21-40.
- CHAPUIS R.** (1973), « De l'espace rural à l'espace urbain : problèmes de typologie », *Études rurales*, n°49-50, pp. 122-136.
- CHAPUIS R.** avec la collaboration de Brossard T. (1986), *Les ruraux français*, Masson, Paris, 224 p.
- CHAPUIS R.** avec la collaboration de Mille P. et Francart C. (2007), *Vers des campagnes citadines, le Doubs (1975-2005)*, Éd. Cêtre/Presses Universitaires de Franche-Comté, Besançon, 206 p.
- CHAPUIS R., BROSSARD T.** (1991), « L'évolution socio-économique des l'espace rural français entre 1975 et 1982 » dans Collectif, *France et Grande-Bretagne rurales*, Publications de l'Université de Caen, Caen, pp. 325-348.
- CHARALAMBOS K.** (2008), "Survival and Expansion: Migrants in Greek Rural Regions", *Population, Space and Place*, Vol 14, n°6, pp. 511-524.
- CHARLES E., THOUÉMENT H.** (2007), « Le label territorial, facteur d'attractivité touristique : une étude appliquée à la Bretagne », *Téoros*, Vol 26, n°2, pp. 33-38.
- CHARMES É.** (2011), *La ville émiettée : essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Presses Universitaires de France, Paris, 288 p.
- CHAUVEL L.** (1998), *Le destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au XXe siècle*, Presses Universitaires de France, Paris, 301 p.
- CHAUVEL L.** (2006), *Les classes moyennes à la dérive*, Éd. du Seuil, Paris, 109 p.
- CHEVALLIER D.** (dir.) (2000), *Vives campagnes. Le patrimoine rural, projet de société*, Autrement, Paris, 223 p.

CHEVALLIER M. (1981), « Les phénomènes néo-ruraux », *L'Espace géographique*, Vol 10, n°1, pp. 33-47.

CHEVALIER P. (2005), « Activités tertiaires et dynamiques rurales », *Annales de géographie*, n°641, pp. 27-48.

CHEVALIER P. (2009), « Rural et ruralité. Deux concepts aux multiples contenus » dans Berger A., Chevalier P., Cortès G., Dedeire M. (dirs.), *Héritages et trajectoires rurales en Europe*, L'Harmattan, Paris, pp. 61-83.

CHEVALIER P. (2011), « Migration et création d'activité en milieu rural » dans Michun S. (dir.), *Démographie et mutations économiques : les territoires en mouvement* (Relief, n°33), Céreq, Marseille, pp. 11-22.

CHEVALIER P., DEDEIRE M., GHIOTTI S., HIRCZAK M., RAZAFIMAHEFA L. (2010), « L'espace rural euro-méditerranéen : approches méthodologique et typologique », *Cahiers de géographie du Québec*, n°152, pp. 291-312.

CHEVALIER P., JEAN Y. (2011), « Les campagnes en Europe occidentale : vers de nouvelles trajectoires de diversification ? » dans Guibert M., Jean Y. (dirs), *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Armand Colin, Paris, pp. 141-160.

CHIPENIU R. (2004), "Planning for amenity migration in Canada: current capacities of Interior British Columbian Mountain communities", *Mountain Research and Development*, Vol 24, n°4, pp. 327-335.

CLOKE P. (1977), "An index of rurality for England and Wales", *Regional studies*, Vol 11, n°1, pp. 31-46.

CLOKE P. (1985), "Counterurbanisation: a rural perspective", *Geography*, Vol 70, n°1, pp. 13-23.

CLOKE P. (1997), "Country backwater to virtual village? Rural studies and the 'cultural turn'", *Journal of Rural Studies*, Vol 13, n°4, pp. 367-375.

CLOKE P. (2006), "Conceptualizing rurality" dans Cloke P. Marsden T., Mooney P. H. (eds.), *Handbook of rural studies*, Sage, Londres, p. 18-28.

CLOKE P., THRIFT N. (1987), "Inter-class conflict in rural areas", *Journal of Rural Studies*, Vol 3, n°4, pp. 321-333.

CLOKE P., LITTLE J. (1990), *The rural state? Limits to planning in rural society*, Clarendon, Oxford, 287 p.

CLOKE P., PHILLIPS M., THRIFT N. (1995a), "The new classes and the social constructs of rural living" dans Butler T., Savage M. (eds.), *Social Change and the Middle Classes*, UCL Press, Londres, pp. 220-238.

CLOKE P., GOODWIN M., MILBOURNE P., THOMAS C. (1995b), "Deprivation, poverty and marginalization in rural lifestyles in England and Wales", *Journal of Rural Studies*, Vol 11, n°4, pp. 351-365.

CLOKE P., MILBOURNE P., THOMAS C. (1997), "Living lives in different ways? Deprivation, marginalization and changing lifestyles in rural England", *Transactions of the institute of British Geographers*, Vol 22, n°2, pp. 210-230.

CLOKE P., PHILLIPS M., THRIFT N. (1998), "Class colonization and lifestyle strategies in Gower" dans Boyle P, Halfacree K. (eds.), *Migration into Rural Areas*, Wiley, Chichester, pp. 166-185.

CLOUT H. (2007), *Contemporary rural geographies. Land, property and resources in Britain: essays in honour of Richard Munton*, Routledge, Londres, 207 p.

- CLOUT H.** (2008), "Thoughts on the evolution of rural geography in the British Isles", *Géocarrefour*, Vol 83, n°4, p. 279-283.
- COGNARD F.** (2001), « Reprise démographique et nouvelles populations dans les moyennes montagnes françaises », *Espace, populations, sociétés*, Vol 19, n°1-2, pp. 53-68.
- COGNARD F.** (2006), « Le rôle des recompositions sociodémographiques dans les nouvelles dynamiques rurales : l'exemple du Diois », *Méditerranée*, n°107, pp. 5-12.
- COGNARD F.** (2010), « *Migrations d'agrément* » et nouveaux habitants dans les moyennes montagnes françaises : de la recomposition sociale au développement territorial, Thèse de doctorat de géographie, Université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand, 528 p.
- COGNARD F.** (2011), « Les migrations résidentielles des Britanniques et des Néerlandais : une figure originale de la nouvelle attractivité des moyennes montagnes françaises », *Espace, populations, sociétés*, Vol 29, n°3, pp. 509-520.
- COUPLEUX S., DUHAMEL S., GHÉKIERE J.-F.** (2010), *Personnes âgées, habitat, territoires* dans *Espace, populations, sociétés*, Vol 28, n°1, 142 p.
- COSTELLO L.** (2007), "Going bush: the implications of urban-rural migration", *Geographical research*, Vol 45, n°1, pp. 85-94.
- COLLECTIF** (1977), *Campagnes méditerranéennes : permanence et mutations*, CRDP – Université de Provence, Marseille, 316 p.
- COLLECTIF** (1984), *Atlas de la France rurale. Les campagnes françaises*, CNFG/La Documentation française, Paris, 152 p.
- COLLECTIF** (1991), *France et Grande-Bretagne rurales*, Centre de Publications de l'Université de Caen, Caen, 509 p.
- COUET C.** (2006), « L'échantillon démographique permanent de l'INSEE », *Courrier des statistiques*, n°117-119, pp. 5-14.
- COURGEAU D.** (1984), « Relations entre cycle de vie et migrations », *Population*, Vol 19, n°3, pp. 483-513.
- COURGEAU D.** (1985), « Changements de logement, changement de département et cycle de vie », *L'Espace géographique*, Vol 14, n°4, pp. 289-306.
- COURGEAU D.** (1991), « Déconcentration urbaine et renouveau du monde rural », *Économie rurale*, n°203-203, pp. 92-96.
- COURGEAU D., LELIÈVRE É.** (1994), « Estimation des migrations internes de la période 1990-1999 et comparaison avec celles des périodes antérieures », *Population*, Vol 59, n°5, pp. 797-804.
- COURGEAU D., LELIÈVRE É., WOLBER O.** (1998), « Reconstruire des trajectoires de mobilité résidentielle. Éléments d'une analyse biographique des données de l'EDP », *Économie et Statistique*, n°316-317, pp. 163-173.
- COUTURIER P.** (2007), « Espaces ruraux marginaux ou fragiles : les catégories analytiques à l'épreuve des pratiques socio-spatiales dans le Haut-Foréz », *Norôis*, n°202, pp. 21-33.
- COUZON I.** (2001), « De la décentralisation industrielle à l'aménagement du territoire rural : Pierre Coutin, 1942-1965 », *Ruralia*, n°7 (en ligne). Disponible sur : <http://ruralia.revues.org/176>.

COYAUD L. M. avec la collaboration de Juillard É. (1973), *L'urbanisation des campagnes : contribution méthodologique*, CRU, Paris, 164 p.

CRENNER E. (2006), « Être retraité : quelle identité après le travail ? », *Économie et statistique*, n°393-394, pp. 41-60.

CRENNER E., DONNAT O., GUÉRIN-PACE F., HOUSEAUX F., VILLE I. (2006), « L'élaboration d'une enquête quantitative sur la construction des identités », *Économie et Statistique*, n°393-394, pp.7-18.

CRIBIER F. (1969), *La grande migration d'été des citadins en France*, Éd. du CNRS, Paris, 403 p.

CRIBIER F. (1973), « Les résidences secondaires des citadins dans les campagnes françaises », *Études rurales*, n°49-50, pp. 181-204.

CRIBIER F. (1978), *Une génération de parisiens arrive à la retraite*, CORDES-CNRS, Paris, 468 p.

CRIBIER F. (1979), « Des Parisiens se retirent en province : une étude de géographie sociale », *Gérontologie et société*, n°7, pp. 18-68.

CRIBIER F. (1984), « Géographie sociale et géographie de la population : les parisiens âgés, exemple d'approche longitudinale des migrations », *Espace, populations, sociétés*, Vol 2, n°2, pp. 107-110.

CRIBIER F. (1992), « Vivre ailleurs, vivre autrement, quand les Parisiens se retirent à la campagne », *Gérontologie et société*, n°63, pp. 43-56.

CRIBIER F. (1994), « La migration de retraite des Parisiens, l'apport des enquêtes biographiques », *Espace, populations, sociétés*, Vol 12, n°1, pp. 75-83.

CRIBIER F. (1995), « Quand les citadins quittent leur ville à la retraite », *Retraite et société*, n°10, p. 6-25.

CRIBIER F. (2005), "Changes in the experiences of life between two cohorts of parisian pensioners, born in *circa* 1907 and 1921", *Ageing and Society*, Vol 25, n°5, pp. 637-654.

CRIBIER F. (2010), « Les âges de la vieillesse en France au début du XXIe siècle. Changements des modes de vie et du regard social » dans Carbonnelle S. (dir.), *Penser les vieillesse. Regards sociologiques et anthropologiques sur l'avancée en âge*, Seli Arslan, Paris, pp. 37-52.

CRIBIER F., KYCH A. (1992), « La migration de retraite des parisiens, une analyse de la propension au départ », *Population*, Vol 47, n°3, pp. 677-718.

CRIBIER F., DIELEMAN F. (1993), *La mobilité résidentielle des retraités en Europe occidentale* dans *Espace, populations, sociétés*, Vol 11, n°3, 87 p.

CRIBIER F., KYCH A. (1999), « Un ensemble d'enquête auprès de deux cohortes de retraités parisiens » dans Lelièvre É. (dir.), *Biographies d'enquêtes. Bilan de 14 collectes*, INED/PUF, Paris, pp. 75-103.

CROIX N. (dir.) (2000), *Des campagnes vivantes - un modèle pour l'Europe ? Mélanges offerts au professeur Jean Renard*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 696 p.

DARD O. (2010), « Jean-François Gravier. Un aménageur dans le siècle » dans Dard O., Eck J.-F. (dirs.), *Aménageurs, territoires et entreprises en Europe du Nord-Ouest au second XXe siècle*, Centre régional universitaire lorrain d'histoire, Metz, pp. 17-39.

DARLING E. (2005), "The city in the country: wilderness gentrification and the rent gap", *Environment and Planning A*, Vol 37, n°6, pp. 1015-1032.

DARLU P., DEGIOANNI A. (2007), « L'origine géographique des migrants par la méthode patronymique », *L'Espace géographique*, Vol 36, n°3, pp. 251-265.

DARLY S. (2009), *Faire coexister ville et agriculture au sein des territoires périurbains. Antagonismes localisés et dynamiques régionales de la conflictualité. Analyse du cas de l'Île-de-France*, Thèse de doctorat de géographie, École des Hautes Etudes en Sciences Sociales à Paris, 480 p.

DASRE A., KERSUZAN C., CAILLOT C., BERGOUIGNAN C. (2009), « Sélectivité migratoire des populations selon leur âge et concentrations socio-spatiales », *Espace, populations, sociétés*, Vol 27, n°1, pp. 67-84.

DAVEZIES L. (2008), *La République et ses territoires : la circulation invisible des richesses*, Éd. du Seuil, Paris, 110 p.

DAVEZIES L. (2009), « L'économie locale « résidentielle » », *Géographie, économie, société*, Vol 11, n°1, pp. 47-53.

DAVEZIES L., LEJOUX P. (2003), « Un train peut en cacher un autre : derrière l'économie productive attention à l'économie pré-sentielle », *Acte du colloque de l'ASRDLF*, 1-3 Septembre à Lyon, 17 p (en ligne). Disponible sur : http://www.veilleinfotourisme.fr/servlet/com.univ.collaboratif.util.LectureFichiergw?ID_FICHER=1333691710058.

DAVID O., JOUSSEAUME V. (2007a), « Introduction : éléments pour une nouvelle géographie des campagnes », *Norois*, n°202, pp. 7-8.

DAVID O., JOUSSEAUME V. (2007b), *Recomposition des espaces ruraux* dans *Norois*, n°202, 101 p.

DAVIDSON M., LEES L. (2009), « New-build gentrification: its histories, trajectories, and critical geographies », *Population, Space and Place*, Vol 16, n°5, pp. 395-411.

DAVIES A. (2011), « On constructing ageing rural populations: 'Capturing' the grey nomad », *Journal of Rural Studies*, Vol 27, n°2, pp. 191-199.

DAVIES A., JAMES A. (2011), *Geographies of Ageing: Social Processes and the Spatial Unevenness of Population Ageing*, Ashgate, Aldershot, 224 p.

DE GOURCY C. (2007), « Le retour au prisme de ses détours ou comment réintroduire de la proximité dans l'éloignement », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol 23, n°2, pp. 159-171.

DE GOURCY C. (2010), « Revenir sur les lieux de l'origine : de la quête de « racines » aux épreuves du retour », *Ethnologie française*, Vol 15, n°2, pp. 349-356.

DE FÉLICE J., LE CALVEZ S. (dirs.) (1996), *Les nouveaux départs de la ville vers la campagne : importance, sens, enjeux*, Publications de l'Université Paris 7 Denis Diderot, Paris, 173 p.

DE FÉLICE J., LE CALVEZ S. (dirs.) (1997), *Les territoires ruraux et l'implantation de nouveaux résidents venus de la ville*, Publications de l'Université Paris 7 Denis Diderot, Paris, 170 p.

DEBARBIEUX B. (2005), « Obsolescence ou actualité des objets géographiques modernes ? À propos de la ville, de la campagne, du périurbain et de quelques autres objets conventionnels » dans Arlaud S., Jean Y., Royoux D. (dirs.), *Rural-Urbain, nouveaux liens, nouvelles frontières*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 33-43.

DEBARD P. (2010), « Nouvelles ruralités en Lorraine : un « désir de campagne » limité à quelques espaces résidentiels et récréatifs », *INSEE Lorraine*, n°205-206, 28 p.

DEBROUX J. (2003), « La dynamique complexe des migrations d'actifs vers l'espace rural isolé », *Espaces et Sociétés*, n°113-114, pp. 215-233.

DEBROUX J. (2006), « Migrations d'actifs vers l'espace « rural » isolé, éléments d'analyse sur les liens à l'espace d'arrivée », *Norois*, n°200, pp. 79-89.

DEDEIRE M., RAZAFIMAHEFA L., CHEVALIER P., HIRCZAK M. (2011), « Dynamiques des espaces ruraux en France : vers un modèle des trajectoires démographiques ? », *Espace, populations, sociétés*, Vol 29, n°3, pp. 521-537.

DEGORRE A., REDOR P. (2007), « Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2006. Les départements du Sud et du littoral atlantique gagnants au jeu des migrations internes », *INSEE Première*, n°1116, 4 p.

DEPRAZ S. (2009), « Vers une définition internationale du rural en Europe » dans Berger A., Chevalier P., Cortès G., Dedeire M. (dirs.), *Héritages et trajectoires rurales en Europe*, L'Harmattan, Paris, pp. 85-108.

DESPLANQUES G. (2005), « Géographie de la population âgée en France », *Retraite et société*, n°45, pp. 23-41.

DESROSIÈRES A., THÉVENOT L. (2002), *Les catégories socio-professionnelles*, Éd. la découverte, Paris, 5^e éd., 122 p.

DÉTANG-DESSENDRE C., PIGUET V., SCHMITT B. (2002), « Les déterminants micro-économiques des migrations urbain-rural : leur variabilité en fonction de la position dans le cycle de vie », *Population*, Vol 57, n°1, pp. 35-62.

DÉTANG-DESSENDRE C., GOEFFETTE-NAGOT F., PIGUET V. (2008), "Life cycle and migration to urban and rural areas: estimation of a mixed logit model on french data", *Journal of Regional Science*, Vol 48, n°4, pp. 789-824.

DETRAZ H. (1998), *L'intégration des populations nouvelles en milieu rural : les néos-ruraux du Séronais (Ariège)* dans *GEODOC*, n°48, 86 p.

DIBIE P. (1979), *Le village retrouvé : essai d'ethnologie de l'intérieur*, Grasset, Paris, 250 p.

DIBIE P. (2006), *Le village métamorphosé : révolution dans la France profonde*, Plon, Paris, 405 p.

DIRY J.-P. (2000a), *Les espaces ruraux*, Armand Colin, Paris, 191 p.

DIRY J.-P. (2000b), « Les campagnes vivantes, essai de définition » dans Croix N. (dir.), *Des campagnes vivantes - un modèle pour l'Europe ? Mélanges offerts au professeur Jean Renard*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 23-30.

DIRY J.-P. (dir.) (2008), *Les étrangers dans les campagnes*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 643 p.

DRIANT J.-C. (2007), « Espaces ruraux et parcours résidentiels des ménages : un éclairage statistique », *POUR*, n° 195, pp. 41-47.

DUBUC S. (2001), *Les facteurs géographiques du dynamisme rural : une exploration en Aveyron et en Lozère*, Thèse de doctorat de géographie, Université Paris 1, 333 p.

DUBUC S. (2004), « Dynamisme rural : l'effet des petites villes », *L'Espace géographique*, Vol 33, n°1, pp. 69-85.

- DUBY G.** (1962), *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident Médiéval*, Éd. Montaigne, Paris, 2 vol, 823 p.
- DUHAMEL P.** (2010), « Des lieux dans le vent : réflexions sur la longévité des stations touristiques littorales françaises », *Sud-Ouest Européen*, n°29, pp. 125-134.
- DUMONT G.-F.** (dir.) (2005), *Les territoires face au vieillissement en France et en Europe : géographie-politique-prospective*, Ellipses, Paris, 416 p.
- DUMONT G.-F.** (2010), « La géographie des territoires gérontologiques », *Gérontologie et société*, n°132, pp. 47-62.
- DUPLEX J.** (dir.) (1968), *Atlas de la France rurale*, Armand Colin, Paris, 176 p.
- DUNCKMANN F.** (2009), "From suburbia to rural backwater: exurban rural development in Germany" dans Andersson K., Eklund E., Lehtola M., Salmi P. (eds.), *Beyond the rural-urban divide: cross-continental perspectives on the differentiated countryside and its regulation*, Emerald, Bingley, pp. 57-78.
- EGGERICKX T., SANDERSON J.-P., BAHRI A., HERMIA J.-P.** (2007), « Diversité démographiques et migrations résidentielles dans les espaces ruraux en Wallonie (Belgique) », *Norois*, n°205, pp. 117-136.
- ENNUYER B.** (2011), « À quel âge est-on vieux ? La catégorisation sociale des âges : ségrégation sociale et réification des individus », *Gérontologie et société*, n°138, pp. 127-142.
- FERRIER J.-P., GUIEYESSE J.-A., REBOUR T.** (2010), *L'étalement urbain dans les pays développés : désurbanisation ou post-urbanisation ?*, Éd. Universitaires Européennes, Sarrebruck, 204 p.
- FIELDING A. J.** (1982), "Counterurbanisation in western Europe", *Progress in Planning*, Vol 17, n°1, pp. 1-52.
- FIELDING A. J.** (1998), "Counterurbanisation and social class" dans Boyle P., Halfacree K. (eds.), *Migration into Rural Areas*, Wiley, Chichester, pp. 41-60.
- FIJALKOW Y., PRÉTECEILLE E.** (2006), « Gentrification : Discours et politiques urbaines », *Sociétés Contemporaines*, n°63, pp. 5-13.
- FLOCH J.-M., LEVY D.** (2011), « Le nouveau zonage en aires urbaines de 2010 : Poursuite de la périurbanisation et croissance des grandes aires urbaines », *INSEE Première*, n°1375, 4 p.
- FONT E.** (1994), « Un schéma d'évolution démographique pour les communes rurales », *Revue de l'Économie Méridionale*, n°165-166, pp. 27-47.
- FONT E.** (2000), *Les activités non agricole dans la recomposition de l'espace rural*, L'Harmattan, Paris, 337 p.
- FORTIN A., DESPRÉS C.** (2010), « Vieillir en milieu rurbain au Québec : le choix résidentiel des aînés » dans Authier J.-Y., Bonvalet C., Lévy J.-P. (dirs.), *Élire domicile. La construction sociale des choix résidentiels*, Presses Universitaires de Lyon, Lyon, pp. 271-292.
- FOUCHIER V.** (1998), *Les densités urbaines et le développement durable. Le cas de l'Île-de-France et des villes nouvelles*, La Documentation française, Paris, 212 p.
- FOUGEROUSE C.** (1996), *Le renouveau rural : dépendance ou autonomie*, L'Harmattan, Paris, 378 p.
- FRANQUES B.** (2004), « L'invention de la sédentarité rurale : les fondements idéologiques du mythe de l'exode rural », *EspacesTemps* (en ligne). Disponible sur : <http://www.espacestemp.net/document566.html>.

-
- FRÉMONT A.** (2008), « À la recherche du rural perdu », *Géographie, économie, société*, Vol 11, n°1, pp. 39-45.
- FUSCO G., SCARELLA F.** (2011), « Métropolisation et ségrégation sociospatiale : les flux de mobilités résidentielles en Provence-Alpes-Côte d'Azur », *L'Espace géographique*, Vol 40, n°4, pp. 319-336.
- GAJEWSKI P.** (2005), *Le rôle du débit de boissons en milieu rural : analyse comparée de régions de moyenne montagne en France et en Ecosse*, Thèse de doctorat de géographie, Université Paris 8, 392 p.
- GALLENT N., SHUCKSMITH M., TEWDWR-JONES M.** (eds.) (2003), *Housing in the European Countryside: Rural Pressures and Policy in Western Europe*, Routledge, Londres, 269 p.
- GALLENT N.** (2011), "Gentrification and the discourses of housing affordability, localness and priority in Rural England", *Planning Theory and Practice*, Vol 12, n°4, pp. 611-618.
- GASS C.** (2010), « Grand Sud-est : l'économie pré-sentielle stimulée par la croissance démographique et touristique », *INSEE Rhône-Alpes*, n°131, 6 p.
- GAVIGNAUD-FONTAINE G.** (1996), *La révolution rurale dans la France contemporaine XVIIIe-XXe siècle*, L'Harmattan, Paris, 224 p.
- GAVIGNAUD-FONTAINE G.** (2007), *Villageois sans agriculture ! Observations sur les mutations rurales de notre temps*, Presses Universitaires de la Méditerranée, Montpellier, 268 p.
- GEORGE P.** (1956), *La campagne, le fait rural à travers le monde*, Presses Universitaires de France, Paris, 399 p.
- GEORGE P.** (1964), « Anciennes et nouvelles classes sociales dans les campagnes françaises », *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol 37, n°3, pp. 3-22.
- GERVAIS M., JOLLIVET M., TAVERNIER Y.** (dirs.) (1992), *Histoire de la France Rurale. La fin de la France paysanne (depuis 1914)*, Éd. du Seuil, Paris, Vol 4, 755 p.
- GHOSE R.** (2004), "Big sky or big sprawl? Rural gentrification and the changing cultural landscape of Missoula, Montana", *Urban Studies*, Vol 25, n°6, pp. 528-549.
- GILBERT Y.** (1978), « Le mythe rural », *Espaces et Sociétés*, n° 24-27, pp. 3-27.
- GILBERT Y.** (2002), « La campagne recomposée : densification et recomplexification des sociétés locales en Languedoc et en Roussillon », *Revue de l'Économie Méridionale*, Vol 50, n°197-198, pp. 123-136.
- GILBERT Y.** (2010), « Migrations urbaines en milieu rural : diversification sociale et recomposition politique », *Espaces et Sociétés*, n°143, pp. 135-149.
- GIROUX G.** (2011), « Recensement agricole 2010 : premières tendances », *Agreste Primeur*, n°266, 4 p.
- GKARTZIOS M., SCOTT M.** (2012) "Gentrifying the rural? Planning and market processes in rural Ireland", *International Planning Studies*, Vol 17, n°3, pp. 253-276.
- GLASGOW N., BROWN D. L.** (2006), "Social integration among older in-migrants in nonmetropolitan retirement destinations counties" dans Kandel W. A., Brown D. L. (eds.), *Population Change and Rural Society*, Springer, Dordrecht, pp. 177-198.
- GLASGOW N., BROWN D. L.** (2012), "Rural ageing in the United States: Trends and contexts", *Journal of Rural Studies* (in press).

- GLASS R.** (1964), "Introduction: aspects of change" dans Centre for Urban Studies (ed.), *London: aspects of change*, MacKibbon and Kee, Londres, pp. XII-XLI.
- GOLDTHORPE J.** (1987), *Social mobility and the class structure in modern Britain*, Oxford press, Oxford, 377 p.
- GONNARD S.** (2006), « Salaires et migrations interrégionales en 2000 : une situation contrastée selon la trajectoire migratoire », *Retraite et société*, n°48, pp. 216-226.
- GOTHAM K. F.** (2005), "Tourism gentrification: The case of New Orleans'Vieux Carre (French Quarter)", *Urban Studies*, Vol 42, n°7, pp. 1099-1121.
- GRAVIER J.-F.** (1947), *Paris et le désert français*, Le Portulan, Paris, 414 p.
- GRIMSRUD G. M.** (2011), "How well does the 'counter - urbanisation Story' travel to other countries? The case of Norway", *Population, Space and Place*, Vol 17, n°5, pp. 642-655.
- GRISON J.-B.** (2009), *Les très petites communes en France : héritage sans avenir ou modèle original ?*, Thèse de doctorat de géographie, Université Blaise Pascal à Clermont-Ferrand, 406 p.
- GUÉRIN J.-P.** (1983), « L'exode urbain : nouvelles valeurs, nouvelles élites », *Revue de géographie alpine*, Vol 71, n°3, pp. 267-275.
- GUÉRIN-PACE F.** (2009), « La diversité des ancrages territoriaux au regard des parcours migratoires » dans Guérin-Pace F., Samuel O., Ville I. (dirs.), *En quête d'appartenances. L'enquête Histoire de vie sur la construction des identités*, Éd. de l'INED, Paris, pp. 145-161.
- GUÉRIN-PACE F., FILIPPOVA E.** (dirs.) (2008), *Ces lieux qui nous habitent. Identités des territoires, territoires des identités*, Éd. de l'aube, La Tour d'Aigues, 276 p.
- GUÉRIN-PACE F., SAMUEL O., VILLE I.** (dirs.) (2009), *En quête d'appartenances. L'enquête Histoire de Vie sur la construction des identités*, Éd. de l'INED, Paris, 222 p.
- GUÉROIS M., LE GOIX R.** (2009), « La dynamique spatio-temporelle des prix immobiliers à différentes échelles : le cas des appartements anciens à Paris (1990-2003) », *Cybergeo* (en ligne). Disponible sur : <http://cybergeo.revues.org/22644>.
- GUIBERT M., JEAN Y.** (dirs.) (2011), *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Armand Colin, Paris, 407 p.
- GUICHARD-CLAUDIC Y.** (2001), « Le choix résidentiel de communes rurales bretonnes au moment de la retraite. Des enjeux identitaires différenciés », *Espace, populations, sociétés*, Vol 19, n°1-2, pp. 139-150.
- GUIMOND L., SIMARD M.** (2010), "Gentrification and neo-rural populations in the Quebec countryside: representations of various actors", *Journal of Rural Studies*, Vol 26, n°4, pp. 449-464.
- GUISEPELLI E.** (2006), « Place et fonctions de l'agriculture en zones périurbaines de montagne : modes d'habiter et représentations du rural », *L'Espace géographique*, Vol 35, n°2, pp. 133-147.
- GUSTAFSSON P.** (2001), "Retirement migration and transnational lifestyles", *Ageing and Society*, Vol 21, n°4, pp. 371-394.
- GUSTAFSSON P.** (2009), "Your home in Spain: residential strategies in international retirement migration" dans Benson M., O'reilly K. (eds.), *Lifestyle migration: expectations, aspirations and experiences*, Ashgate, Farnham, pp. 69-86.

HALFACREE K. (1993), “Locality and social representation: space, discourse and alternative definitions of the rural”, *Journal of Rural Studies*, Vol 9, pp. 23-37.

HALFACREE K. (1996), “Out of place in the country: travellers and the ‘rural idyll’”, *Antipode*, Vol 28, n°1, pp. 42-72.

HALFACREE K. (1998), “Neo-tribes, migration and the post-productivist countryside” dans Boyle P., Halfacree K. (eds.), *Migration into Rural Areas*, Wiley, Chichester, pp. 200-214.

HALFACREE K. (1999), “A new space or spatial effacement? Alternative futures for the post-productivist countryside” dans Walford N., Everitt (eds.), *Reshaping the countryside: perceptions and processes of rural change*, CABI, Wallingford, pp. 67-76.

HALFACREE K. (2001), “Going ‘back-to-the-land’ again: extending the scope of counterurbanisation”, *Espace, populations, sociétés*, Vol 19, n°1-2, pp. 161-170.

HALFACREE K. (2006a), “Rural space: constructing a three-fold architecture” dans Cloke P. Marsden T., Mooney P. H., *Handbook of Rural Studies*, Sage, Londres, pp. 44-62.

HALFACREE K. (2006b), “From dropping out to leading on? British counter-cultural back-to-the-land in a changing rurality”, *Progress in Human Geography*, Vol 30, n°3, pp. 309-336.

HALFACREE K. (2007), “Back-to-the-land in the twenty-first century: making connections with rurality”, *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, Vol 98, n°1, pp. 3-8.

HALFACREE K. (2008), “To revitalise counterurbanisation research ? Recognising an international and fuller picture”, *Population, Space and Place*, Vol 14, n°6, pp. 479-495.

HALFACREE K. (2011), “Radical spaces of rural gentrification”, *Planning Theory and Practice*, Vol 12, n°4, pp. 618-625.

HAMNETT C. (1991), “The blind men and the elephant: the explanation of gentrification”, *Transactions of the Institute of British Geographers*, Vol 16, n°2, pp. 173-189.

HARDILL I., SPRADBERY J., ARNOLD-BOAKES J. A., MARRUGAT M. L. (2005), “Retirement migration: The other story, issues facing British migrants who retire to Spain”, *Ageing and Society*, Vol 25, n°5, pp. 769-783.

HARPER S., LAWS G. (1995), “Rethinking the geography of ageing”, *Progress in Human Geography*, Vol 19, n°2, pp. 199-221.

HERVIEU B. (2008), *Les orphelins de l'exode rural*, Éd. de l'aube, La Tour d'Aigues, 153 p.

HERVIEU B., MAYER N., MÜLLER P., PURSEIGLE P., RÉMY J. (dirs.) (2010), *Les mondes agricoles en politique : de la fin des paysans au retour de la question agricole*, Presses de Science Po, Paris, 456 p.

HERVIEU B., VIARD J. (1996), *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*, Éd. de l'aube, La Tour d'Aigues, 155 p.

HERVIEU B., VIARD J. (2001), *L'archipel paysan. La fin de la république agricole*, Éd. de l'aube, la Tour d'Aigues, 124 p.

HILAL M. (2007), « Temps d'accès aux équipements au sein des bassins de vie des bourgs et petites villes », *Économie et Statistique*, n°402, pp. 41-56.

HINES J. D. (2010a), “In pursuit of experience: the postindustrial gentrification of the rural American West”, *Ethnography*, Vol 11, n°2, pp. 285-308.

- HINES J. D.** (2010b), "Rural gentrification as permanent tourism: the creation of the 'New' west Archipelago as postindustrial cultural space", *Environment and Planning D*, Vol 28, n°3, pp. 509-525.
- HIRCZAK M., CHEVALIER P., DEDEIRE M., RAZAFIMAHEFA L.** (2011), « Dynamiques rurales et trajectoires démographiques : comparaison France, Italie, Espagne », *L'Information géographique*, Vol 75, n°2, pp. 68-87.
- HJORT S.** (2009), "Rural gentrification as a migration process: evidence from Sweden", *Migration letters*, Vol 6, n°1, pp. 91-100.
- HJORT S., MALMBERG G.** (2006), "The attraction of the rural: characteristics of rural migrants in Sweden", *Scottish Geographical Journal*, Vol 122, n°1, pp. 55-75.
- HOGGART K.** (1997), "Rural migration and counterurbanization in the European periphery: the case of Andalusia", *Sociologia Ruralis*, Vol 37, n°1, pp. 134-153.
- HOGGART K.** (1998), "Rural cannot equal middle class because class does not exist", *Journal of Rural Studies*, Vol 14, n°3, pp. 381-386.
- HOGGART K.** (ed.) (2005), *The City's Hinterland: Dynamism and Divergence in Europe's Peri-Urban Territories*, Ashgate, Aldershot, 175 p.
- HOGGART K., BULLER H., BLACK R.** (1995a), *Rural Europe: identity and change*, Arnold, Londres, 319 p.
- HOGGART K., BULLER H.** (1995b), "Geographical differences in British Property Acquisitions in rural France", *The Geographical Journal*, Vol 161, n°1, pp. 69-78.
- HOGGART K., PANIAGUA A.** (2001a), "What rural restructuring?", *Journal of Rural Studies*, Vol 17, n°1, pp. 41-62.
- HOGGART K., PANIAGUA A.** (2001b), "The restructuring of rural Spain?", *Journal of Rural Studies*, Vol 17, n°1, pp. 63-80.
- HOULLON V.** (2003), « Le vieillissement de la population française (1975-1999) : une approche régionale », *L'Information géographique*, Vol 67, n°4, pp. 337-351.
- HUGO G., MORÉN-ALEGRET R.** (eds.) (2008), *International migration to non-metropolitan areas dans Population, Space and place*, Vol 14, n°6, 98 p.
- HUBSCHER R.** (2005), *L'immigration dans les campagnes françaises, 19^e-20^e siècle*, Odile Jacob, Paris, 478 p.
- HUSSON J.-P.** (2008), *Envies de campagne : les territoires ruraux français*, Ellipses, Paris, 207 p.
- INNES A.** (2008), "Growing older in Malta: experiences of British retirees", *International Journal of Ageing and Later Life*, Vol 3, n°2, pp. 7-42.
- JACOB J.** (1997), *New Pioneers: The Back-to-the-Land Movement and the Search for a Sustainable Future*, Pennsylvania State University press, State College, 262 p.
- JACQUOT A.** (1994), « Les migrations et l'inégal vieillissement des régions françaises », *Économie et statistique*, n°273, pp. 3-16.
- JAILLET M.-C.** (1982), *Les pavillonneurs : la production de la maison individuelle dans la région toulousaine*, Éd. du CNRS, Paris, 314 p.

JAUHAINEN J. S. (2009), “Will the retiring baby boomers return to rural periphery?”, *Journal of Rural Studies*, Vol 25, n°1, pp. 25-34.

JEAN B. (2000), « Une nouvelle gouvernance territoriale pour accompagner la restructuration rurale » dans Carrié M., Côté S. (dirs.), *Gouvernance et territoires ruraux : éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*, Presses de l'Université du Québec, Québec, pp. 223-244.

JEAN B., DIONNE S. (2007), « La ruralité entre les appréciations statistiques et les représentations sociales : comprendre la reconfiguration socio-spatiale des territoires ruraux québécois », *Noréis*, n°202, pp. 9-19.

JEAN Y. (1997), « Analyse comparative des deux modèles explicatifs des évolutions des espaces ruraux français », *Annales de géographie*, n°598, pp. 631-646.

JEAN Y., PÉRIGORD M. (2009), *Géographie rurale : la ruralité en France*, Armand Colin, Paris, 127 p.

JENTSCH B., SIMARD M. (eds.) (2009), *International migration and rural areas*, Ashgate, Williston, 218 p.

JESSENNE J.-P. (2006), *Les campagnes françaises, entre mythe et histoire (XVIIIe-XXIe siècle)*, Armand Colin, Paris, 286 p.

JOLLIVET M. (dir.) (1997), *Vers un rural postindustriel. Rural et environnement dans huit pays européens*, L'Harmattan, Paris, 371 p.

JOSEPH A. E., CLOUTIER-FISHER D. (2005), “Ageing in rural communities: vulnerable people in vulnerable places” dans Andrews G. J., Phillips D. R. (eds.) *Ageing and place: perspective, policy, practice*, Routledge, Londres, pp. 133-146.

JUILLARD É. (1961), « L'urbanisation des campagnes en Europe occidentale », *Études rurales*, n°1, pp. 18-33.

JUILLARD É. (dir.) (1973), *L'urbanisation des campagnes* dans *Études rurales*, n°49-50, 368 p.

JULIEN P. (2007), « La France en 1916 Bassins de vie », *Économie et Statistique*, n°402, pp. 25-39.

JULIEN P., POUGNARD J. (2004), « Les bassins de vie, au cœur de la vie des bourgs et petites villes », *INSEE Première*, n°953, 4 p.

KANDEL W. A., BROWN D. L. (eds.) (2006), *Population Change and Rural Society*, Springer, Dordrecht, 467 p.

KAYSER B. (1960), *L'arrière pays rural de la Côte d'Azur, essai sur les conséquences du développement urbain*, Éd. du Rocher, Monaco, 593 p.

KAYSER B. (1972), « L'espace non métropolisé du territoire français », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, Vol 40, n°4, pp. 371-378.

KAYSER B. (1980), « Le changement social dans les campagnes françaises », *Économie rurale*, n°135, pp. 5-11.

KAYSER B. (1986), « Le village recomposé » dans Collectif, *L'esprit des lieux*, Éd. du CNRS, Paris, pp. 41-67.

KAYSER B. (1987), « Le regard des géographes sur l'espace rural et les sociétés rurales », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, Vol 58, n°4, pp. 303-314.

- KAYSER B.** (1989), *La renaissance rurale : sociologie des campagnes occidentales*, Armand Colin, Paris, 316 p.
- KAYSER B.** (1992), « L'avenir des espaces ruraux : choix de société et volonté politique », *Futuribles*, n°167, pp. 3-27.
- KAYSER B.** (dir.) (1993a), *Naissance de nouvelles campagnes*, Éd. de l'aube/DATAR, La Tour d'Aigues, 174 p.
- KAYSER B.** (1993b), « Des campagnes vivantes » dans Kayser B. (dir.), *Naissance de nouvelles campagnes*, Éd. de l'aube/DATAR, La Tour d'Aigues, pp. 7-21.
- KAYSER B.** (1995), « La ruralité aujourd'hui » dans Collectif, *Les mutations dans le milieu rural*, Presses Universitaires de Caen, Caen, pp. 463-469.
- KAYSER B.** (1996), *Ils ont choisi la campagne*, Éd. de l'aube, La Tour d'Aigues, 204 p.
- KEATING N.** (ed.) (2008), *Rural ageing: A good place to grow old?*, Policy Press, Bristol, 168 p.
- KING R., WILLIAMS A., WARNES A.** (1998), *International retirement migration in Europe* dans *International Journal of Population Geography*, Vol 4, n°2, 113 p.
- KING R., WARNES A., WILLIAMS A.** (2000), *Sunset lives: British retirement migration to the Mediterranean*, Berg, Oxford, 235 p.
- KLOOSTERMAN R., LEUN J.** (1999), "Just for starters: commercial gentrification by immigrant entrepreneurs in Amsterdam and Rotterdam neighbourhoods", *Housing Studies*, Vol 14, n°5, pp. 659-677.
- KUHN T. S.** (1962), *The structure of scientific revolutions*, University of Chicago Press, Chicago, 173 p.
- KULCSAR L. J., CURTIS K. J.** (eds.) (2011), *International Handbook of Rural Demography*, Springer, Dordrecht, 405 p.
- KUREK S.** (2003), "The spatial distribution of population ageing in Poland in the years 1988-2001", *Bulletin of Geography (Socio-economic Series)*, n°2, pp. 65-76.
- KWOK P.** (2010), « Cinq millions de ménages multipropriétaires », *Le point sur (SOeS)*, n°49, 4 p.
- LABORDE C., LELIÈVRE É., VIVIER G.** (2007), « Trajectoires et événements marquants, comment dire sa vie ? Une analyse des faits et des perceptions biographiques », *Population*, Vol 62, n°3, pp. 567-585.
- LACOUR C., PUISSANT S.** (2007), "Re-urbanity: urbanising the rural and ruralising the urban", *Environment and Planning A*, Vol 39, n°3, pp. 728-747.
- LACROIX B.** (1980), *L'utopie communautaire : histoire sociale d'une révolte*, Presses Universitaires de France, Paris, 225 p.
- LAGANIER J., VIENNE D.** (2009), « Recensement de la population de 2006. La croissance retrouvée des espaces ruraux et des grandes villes », *INSEE Première*, n° 1218, 6 p.
- LAMARQUE J. C.** (2009), *The making of a waterfront Suburb: an ethnography of coastal gentrification in New Jersey*, Thèse de doctorat d'anthropologie, Université du New Jersey (États-Unis), 362 p.
- LASH S., URRY J.** (1987), *The End of Organized Capitalism*, Polity Press, Cambridge, 392 p.
- LE BRAS H.** (2007), *Les 4 mystères de la population française*, Odile Jacob, Paris, 303 p.

LE CARO Y. (2007), *Les loisirs en espace agricole : l'expérience d'un espace partagé*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 431 p.

LE GLÉAU J.-P., ROYER J.-F. (2011), « Le centre d'accès sécurisé aux données de la statistique publique française : un nouvel outil pour les chercheurs », *Courrier des statistiques*, n°130, 5 p.

LE JEANNIC T. (1997), « Trente ans de périurbanisation : extension et dilution des villes », *Économie et Statistique*, n°307, pp. 21-41.

LECOURT A. (2003), *Les conflits d'aménagement : analyse théorique et pratique à partir du cas breton*, Thèse de doctorat de géographie et d'aménagement, Université de Rennes 2, 361 p.

LEES L. (2000), "A reappraisal of gentrification: towards a 'geography of gentrification'", *Progress in Human Geography*, Vol 24, n°3, pp. 389-408.

LEES L. (2003), "Super-gentrification: the case of Brooklyn Heights, New York City", *Urban Studies*, Vol 40, n°12, pp. 2487-2509.

LEES L, SLATER T, WYVLY E. (2007), "The mutation of gentrification" dans Lees L., Slater T., Wyly E., *Gentrification*, Routledge, Londres, pp. 129-161.

LEFEBVRE H. (1951), « Les classes sociales dans les campagnes. La Toscane et la « mezzadria classica » », *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol 10, pp. 70-93.

LÉGER D., HERVIEU B. (1979), *Le retour à la nature. Au fond de la forêt...l'État*, Éd. du Seuil, Paris, 239 p.

LÉGER D., HERVIEU B. (1983), *Des communautés pour les temps difficiles. Néo-ruraux ou nouveaux moines*, Le Centurion, Paris, 216 p.

LELIÈVRE É. (2011), « Biographie » dans Meslé F., Toulemon L., Véron J. (dirs), *Dictionnaire de démographie et des sciences de la population*, Armand Colin, Paris, pp. 37-38.

LELIÈVRE É., VIVIER G. (2001), « Évaluation d'une collecte à la croisée du quantitatif et du qualitatif : l'enquête Biographies et entourage », *Population*, Vol 56, n°6, pp. 1043-1074.

LELIÈVRE É., ROBETTE N. (2010a), « Les trajectoires spatiales d'activité des couples », *Temporalités*, n°11 (en ligne). Disponible sur : <http://temporalites.revues.org/1182>.

LELIÈVRE É., ROBETTE N. (2010b), « A life space perspective to approach individual demographic processes », *Canadian Studies in Population*, Vol 37, n° 1-2, pp. 207-244.

LÉON O., GODEFROY P. (2006), « Projections régionales de population à l'horizon 2030 : fortes croissances au Sud et à l'Ouest », *INSEE Première*, n°1111, 4 p.

LEROY S. (2000), « Sémantiques de la métropolisation », *L'Espace géographique*, Vol 29, n°1, pp. 78-86.

LEVIN E., MONTAGNOLI A., WRIGHT R. E. (2009), "Demographic change and the housing market: evidence from a comparison of Scotland and England", *Urban Studies*, Vol 46, n°1, pp. 27-43.

LEWIS G. (1998), "Rural migration and demographic change" dans Ilbery B. (ed.), *The geography of rural change*, Longman, Harlow, pp. 131-160.

LEY D. (1986), "Alternative explanations for inner-city gentrification: a Canadian assessment", *Annals of the Association of American Geographers*, Vol 76, n°4, pp. 521-535.

- LINGDGREN U.** (2003), "Who is the counter-urban mover? Evidence from the Swedish urban system", *International Journal of Population Geography*, Vol 9, n°5, pp. 399-418.
- LITTLE J.** (1987), "Gentrification and the influence of local level planning" dans Cloke P. (ed.), *Rural planning: Policy into Action?*, Harper and Row, Londres, pp. 185-199.
- LOEW-PELLEN F.** (2002), « Vieillir en bord de mer. Quand le vieillissement de la population rime avec arrivées de populations âgées », *Hommes et Terres du Nord*, n°1, pp. 30-35.
- LONGINO C. F.** (1995), *Retirement Migration in America: An analysis of the size, trends and economic impact of the country's newest growth industry*, Vacation publications, Houston, 185 p.
- LONGINO C. F., BRADLEY D. E.** (2006), "Internal and international migration" dans Binstock R. H., George L. K. (eds.), *Handbook of ageing and the social sciences*, Elsevier, Oxford, pp. 76-93.
- LORD S., JOERIN F.** (2009), « Évolution des pratiques de mobilité dans la vieillesse : un suivi longitudinal auprès d'un groupe de banlieusards âgés », *Cybergeo* (en ligne). Disponible sur : <http://cybergeo.revues.org/22090>.
- LOUCHART P.** (2006), « Où vieilliront les résidents franciliens du « baby-boom » ? » dans Dumont G.-F (dir.), *Les territoires face au vieillissement en France et en Europe : géographie-politique-prospective*, Ellipses, Paris, pp. 81-93.
- LOWE P., SPEAKMAN L.** (eds.) (2006), *The Ageing Countryside: The Growing Older Population of Rural England*, Age concern, Londres, 174 p.
- MACLOUF P.** (dir.) (1986), *La pauvreté dans le monde rural*, L'Harmattan/ARF Éd., Paris, 329 p.
- MALLON I.** (2004), *Vivre en maison de retraite. Le dernier chez-soi*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 300 p.
- MALLON I.** (2010), « Le milieu rural isolé isole-t-il les personnes âgées ? », *Espace, populations, sociétés*, Vol 28, n°1, pp. 109-119.
- MANCERON V.** (2005), *Une terre en partage. Liens et rivalités dans une société rurale*, Éd. de la MSH, Paris, 256 p.
- MANDY J.-F.** (2001), « Nouveaux arrivants et territoires ruraux fragiles : quelques exemples dans le Massif central », *Espace, populations, sociétés*, Vol 19, n°1-2, pp. 109-122.
- MANDY J.-F., HAUSARD S., DA COSTA F.** (2001), *Fonctions d'accueil des territoires ruraux : les nouveaux arrivants*, ENITA, Lempdes, 133 p.
- MANDY J.-F., GUILLOT M., DISEZ N.** (2007), « Quel avenir pour l'hébergement touristique rural ? Le cas des gîtes et des chambres d'hôtes du Massif Central », *Téoros*, Vol 26, n°3, pp. 56-66.
- MARCHAND B.** (2001), « La haine de la ville : "Paris et le désert français" de Jean-François Gravier », *L'Information géographique*, Vol 65, n°3, pp. 234-253.
- MARGETIC C.** (dir.) (2004), *Dynamiques industrielles et dynamiques rurales*, Artois Presses Université, Arras, 238 p.
- MARIÉ M., VIARD J.** (1977), *La campagne inventée, ou ce qu'il advient des rapports entre les paysans, leurs communautés et l'environnement urbain dans quatre villes d'un pays de Moyenne Provence*, Éd. Actes Sud, Le Paradou, 238 p.
- MARPSAT M.** (dir.) (1988), *Villes et campagnes*, INSEE, Paris, 181 p.

-
- MATHER A. S., HILL G., NIJNIK M.** (2006), "Post-productivism and rural land use: cul de sac or challenge for theorization", *Journal of Rural Studies*, Vol 22, n°4, pp. 441-455.
- MATHIEU N.** (1974), « Propos critiques sur l'urbanisation des campagnes », *Espaces et Sociétés*, n°12, pp. 71-89.
- MATHIEU N.** (1982), « Questions sur les types d'espaces ruraux en France », *L'Espace géographique*, Vol 11, n°2, pp. 95-110.
- MATHIEU N.** (1990), « La notion de rural et les rapports ville/campagne en France. Des années cinquante aux années quatre-vingts », *Économie rurale*, n°197, pp. 35-41.
- MATHIEU N.** (1995), « La notion de « rural profond » : à la recherche d'un sens » dans Béteille R., Montagne-Villette S. (dirs.), *Le rural profond français*, SEDES, Paris, pp. 115-121.
- MATHIEU N.** (1998), « La notion de rural et les rapports ville/campagne en France : les années quatre-vingt-dix », *Économie rurale*, n°247, pp. 11-20.
- MATHIEU N., DUBOSCQ P.** (dirs.) (1985), *Voyage en France par les pays de faible densité*, Éd. du CNRS, Paris, 175 p.
- MATHIEU N., JOLLIVET M.** (dirs.) (1989), *Du rural à l'environnement : la question de la nature aujourd'hui*, L'Harmattan/ARF Éd., Paris, 354 p.
- MAUCO G.** (1926), « Les étrangers dans les campagnes françaises », *Annales de géographie*, Vol 35, n°194, pp. 97-125.
- MC CARTY J.** (2005), "Rural Geography: multifunctional rural geographies-reactionary or radical?", *Progress in Human Geography*, Vol 29, n°6, pp. 773-782.
- MENDRAS H.** (1958), *Sociologie de la campagne française*, Presses Universitaires de France, Paris, 128 p.
- MENDRAS H.** (1967), *La fin des paysans : innovations et changement dans l'agriculture française*, SEDEIS, Paris, 358 p.
- MERCIER C., SIMONA G.** (1983), « Le néo-ruralisme : nouvelles approches pour un phénomène nouveau », *Revue de géographie alpine*, Vol 71, n°3, pp. 253-265.
- MERLIN P.** (2009), *L'exode urbain*, La Documentation française, Paris, n°5303, 176 p.
- MEYER A.-M.** (2010), « La résidence secondaires en Aquitaine : profils territoriaux », *Sud-Ouest Européen*, n°29, pp. 23-35.
- MICOUD A.** (1976), *Les nouvelles formes du refus de la ville*, Copédith, Paris, 233 p.
- MICOUD A.** (2002), « Éternelles campagnes ? », *Écologie et politique*, n°26, pp. 75-87.
- MILBOURNE P.** (2004a), *Rural poverty: marginalisation and exclusion in Britain and the United-States*, Routledge, Londres, 202 p.
- MILBOURNE P.** (2004b), "The local geographies of poverty: a rural case-study", *Geoforum*, Vol 35, n°5, pp. 559-575.
- MILBOURNE P.** (2007), "Re-populating rural studies: migrations, movements and mobilities", *Journal of Rural Studies*, Vol 23, n°3, pp. 381-386.

- MISCHI J., RENAHY N.** (2008), « Pour une sociologie politique des mondes ruraux », *Politix*, n°83, pp. 9-21.
- MODIER B.** (2010), « Les services marchands aux particuliers s'implantent dans l'espace rural », *INSEE Première*, n°1307, 4 p.
- MOLLARD A., RAMBONILAZA M., VOLLET D.** (2006), « Aménités environnementales et rente territoriale sur un marché de services différenciés : le cas du marché des gîtes ruraux labellisés en France », *Revue d'étude politique*, Vol 116, n°2, pp. 251-275.
- MONDOU V., VIOLIER P.** (2010), « Le vieillissement de la population périurbaine : quelles stratégies pour pallier la disparition d'une mobilité autonome ? Exemple d'une commune de taille moyenne, La Flèche », *Espace, populations, sociétés*, Vol 28, n°1, pp. 83-93.
- MONNIER A.** (2007), « Le baby-boom : suite et fin », *Population et sociétés*, n°431, 4 p.
- MOORE K.S.** (2009), "Gentrification in black face? The return of the black middle class to urban neighborhoods", *Urban Geography*, Vol 30, n°2, pp. 118-142.
- MOREL B., REDOR P.** (2006), « Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005 - La croissance démographique s'étend toujours plus loin des villes », *INSEE Première*, n° 1058, 4 p.
- MOREL-BROCHET A.** (2006), *Ville et campagne à l'épreuve des modes d'habiter. Approches biographiques des logiques habitantes*, Thèse de doctorat de géographie, Université Paris 1, 580 p.
- MORICEAU J.-M.** (2003), *Terres mouvantes : les campagnes françaises du féodalisme à la mondialisation XXe-XIXe siècle*, Fayard, Paris, 445 p.
- MOSS L. A. G.** (ed.) (2006), *The Amenity Migrations: Seeking and Sustaining Mountains and Their Cultures*, CABI Publishing, Santa Fe, 336 p.
- MURDOCH J., PRATT A. C.** (1993), "Rural studies: modernism, postmodernism and the 'post-rural'", *Journal of Rural Studies*, Vol 9, n°4, pp. 411-427.
- MURDOCH J., PRATT A. C.** (1994a), "Rural studies of power and the power of rural studies: a reply to Philo", *Journal of Rural Studies*, Vol 10, n°1, pp. 83-87.
- MURDOCH J., MARSDEN T.** (1994b), *Reconstituting Rurality: Class, Community and Cover in the Development Process*, UCL Press, Londres, 256 p.
- MURDOCH J.**, (1995), "Middle-class territory? Some remarks on the use of class analysis in rural studies", *Environment and Planning A*, Vol 27, n°8, pp. 1213-1230.
- MURDOCH J., LOWE P., WARD N., MARSDEN T.** (2003), *The Differentiated Countryside*, Routledge, Londres, 181 p.
- NELSON L., NELSON P. B.** (2010a), "The global rural: gentrification and linked migration in the rural USA", *Progress in Human Geography*, Vol 35, n°4, pp. 441-459.
- NELSON P. B.** (2006), "Geographic perspective on amenity migration across the USA: national-, regional-, and local-scale analysis" dans Moss L. A. G. (ed.), *The Amenity Migrations: Seeking and Sustaining Mountains and Their Cultures*, CABI Publishing, Santa Fe, pp. 55-72.
- NELSON P. B.** (2008), "Life-course influences on nonearnings income migration in the United States", *Environment and Planning A*, Vol 40, n°9, pp. 2149-2168.

-
- NELSON P. B., LEE A. W., NELSON L.** (2009), "Linking Baby Boomer and Latino Migration into rural America – a multi-scaled approach", *Population, Space and Place*, Vol 15, n°3, pp. 277-293.
- NELSON P. B., OBERG A., NELSON L.** (2010b), "Rural gentrification and linked migration in the United States", *Journal of Rural Studies*, Vol 26, n°4, pp. 343-352.
- NEWBY H.** (1979), *Green and pleasant land? Social change in rural England*, Hutchinson, Londres, 301 p.
- NI LAOIRE C.** (2007), "The 'green green grass of home'? Return migration to rural Ireland", *Journal of Rural Studies*, Vol 23, n°3, pp. 332-344.
- NOIN D., WARNES A.** (1987), *Personnes âgées et vieillissement dans Espace, populations, sociétés*, Vol 5, n°1, 300 p.
- NOIN D., LÉGARÉ J.** (1992), *Le vieillissement de la population en France et au Québec dans Espace, populations, sociétés*, Vol 10, n°1, 98 p.
- NOWIK L., THALINEAU A.** (2010), « La mobilité résidentielle en milieu de retraite : un cadre spatial structurant lié à des configurations sociales », *Espace, populations, sociétés*, Vol 28, n°1, pp. 41-51.
- O'RELLY K.** (2000), *The British on the Costa del Sol: Transnational Identities and Local Communities*, Routledge, Londres, 187 p.
- ORAIN O.** (2006), « La géographie comme science. Quand « faire école » cède le pas au pluralisme » dans Robic M.-C. (dir.), *Couvrir le monde. Un grand XXième siècle de géographie française*, ADAF, Paris, pp. 90-123.
- ORTAR N.** (1999), « Les multiples réalités de la résidence secondaire » dans Bonnin P., De Villanova R. (dirs.), *D'une maison à l'autre : parcours et mobilités résidentielles*, Éd. Créaphis, Paris, pp. 139-154.
- ORTAR N.** (2009), « Entre choix de vie et gestion des contraintes : télétravailler à la campagne », *Flux*, n°78, pp. 49-57.
- PACIONE M.** (1995), "The geography of deprivation in rural Scotland", *Transactions of the Institute of British Geographers*, Vol 20, n°2, pp. 173-192.
- PARSONS D.** (1980), *Rural gentrification: the influence of rural settlement planning policies*, Department of Geography Research Paper n°3, University of Sussex, Brighton, 36 p.
- PASSERON J.-C.** (1989), « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, Vol 31, n°1, pp. 3-22.
- PAGÈS A.** (2001), « Pauvreté et exclusion en milieu rural français », *Études rurales*, n°159-160, pp. 97-110.
- PAGÈS A.** (2005), *La pauvreté en milieu rural*, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 184 p.
- PAILLAT P.** (1976), « Le vieillissement de la France rurale. Intensité, évolution, diffusion et typologie », *Population*, Vol 31, n°6, pp. 1147 – 1188.
- PAILLAT P., PARRANT A.** (1980), *Le vieillissement de la campagne française*, Presses Universitaires de France, Paris, 294 p.
- PAN K. S.** (2007), « Le recensement rénové français et l'étude des mobilités », *Population*, Vol 62, n°1, pp. 123-139.

- PERLIK M.** (2006), "The specifics of amenity migration in the European Alps" dans Moss L. A. G. (ed.), *The Amenity Migrants: Seeking and Sustaining Mountains and Their Cultures*, CABI Publishing, Wallingford, pp. 215-231.
- PERLIK M.** (2011), « Gentrification alpine : lorsque le village de montagne devient un arrondissement métropolitain », *Revue de géographie alpine*, Vol 99, n°1 (en ligne). Disponible sur : <http://rga.revues.org/1385>.
- PERRENOUD M.** (2008), « Les artisans de la 'gentrification rurale' : trois manières d'être maçon dans les Hautes-Corbières », *Sociétés Contemporaines*, n°71, pp. 95-115.
- PERRENOUD M.** (2012), « Artisanat et gentrification rurale en France méridionale », *SociologieS*, (en ligne). Disponible sur : <http://sociologies.revues.org/3991>.
- PERRIER-CORNET P.** (dir.) (2002a), *Repenser les campagnes*, Éd. de l'aube/DATAR, La Tour d'Aigues, 278 p.
- PERRIER-CORNET P.** (dir.) (2002b), *À qui appartient l'espace rural ? Enjeux publics et politiques*, Éd. de l'aube/DATAR, La Tour d'Aigues, 142 p.
- PERRIER-CORNET P.** (2004), « L'avenir des espaces ruraux français : Dynamiques et prospective des espaces ruraux français à l'horizon 2020 », *Futuribles*, n°299, pp. 77-95.
- PERRIER-CORNET P., SENCÉBÉ Y., SYLVESTRE J.-P.** (1997), « Rapport à l'emploi et processus d'exclusion dans les espaces ruraux : un cadre d'analyse », *Économie rurale*, n°242, pp. 28-35.
- PERROT M., DE LA SOUDIÈRE M.** (1998), « La résidence secondaires : un nouveau mode d'habiter la campagne ? », *Ruralia*, n°2 (en ligne). Disponible sur : <http://ruralia.revues.org/34>.
- PHILLIPS M.** (1993), "Rural gentrification and the processes of class colonization", *Journal of Rural Studies*, Vol 9, n°2, pp. 123-140.
- PHILLIPS M.** (1998a), "Investigations of British rural middle classes: part 1, from legislation to interpretation", *Journal of Rural Studies*, Vol 14, n°4, pp. 411-425.
- PHILLIPS M.** (1998b), "Investigations of British rural middle classes: part 2, fragmentation, identity, morality and contestation", *Journal of Rural Studies*, Vol 14, n°4, pp. 427-443.
- PHILLIPS M.** (1998c), "Social perspectives" dans Ilbery B. (ed.), *The Geography of Rural Change*, Longman, Harlow, pp. 31-54.
- PHILLIPS M.** (1998d), "The restructuring of social imaginations in rural geography", *Journal of Rural Studies*, Vol 14, n°2, pp. 121-153.
- PHILLIPS M.** (2002), "The production, symbolization and socialization of gentrification: impressions from two Berkshire villages", *Transactions of the Institute of British Geographers*, Vol 27, n°3, pp. 282-308.
- PHILLIPS M.** (2004), "Other geographies of gentrification", *Progress in Human Geography*, Vol 28, n°1, pp. 5-30.
- PHILLIPS M.** (2005), "Differential productions of rural gentrification: illustrations from North and South Norfolk", *Geoforum*, Vol 36, n°4, pp. 477-494.
- PHILLIPS M.** (2007), "Changing class on and in the British countryside", *Journal of Rural Studies*, Vol 23, n°3, pp. 283-304.

-
- PHILLIPS M.** (2009a), "Gentrification, Rural" dans Kitchin R., Thrift N. (eds.), *International Encyclopedia of Human Geography*, Elsevier, Londres, Vol 4, pp. 368-375.
- PHILLIPS M.** (2009b), "Counterurbanisation and rural gentrification: an exploration of the terms", *Population, Space, and Place*, Vol 16, n°6, pp. 539-558.
- PHILLIPS M.** (2009c), "Cloke, P." dans Kitchin R., Thrift N. (eds.), *International Encyclopedia of Human Geography*, Elsevier, Oxford, Vol 2, pp. 156-159.
- PHILLIPS M., FISH F., AGG J.** (2001), "Putting together ruralities: towards a symbolic analysis of rurality in the British mass media", *Journal of Rural Studies*, Vol 17, n°1, pp. 1-27.
- PHILLIPS M., PAGE S., SARATSI E., TANSEY K., MOORE K.** (2008), "Diversity, scale and green landscapes in the gentrification process: Ecological and social science perspectives", *Applied geography*, Vol 28, n°1, pp. 54-76.
- PHILO C.** (1992), "Neglected rural geographies: a review", *Journal of Rural Studies*, Vol 8, n°2, pp. 193-207.
- PHILO C.** (1993), "Postmodern rural geography? A reply to Murdoch and Pratt", *Journal of Rural Studies*, Vol 9, n°4, pp. 429-436.
- PIHET C.** (1999), « Le développement d'une territorialisation produite par l'âge : les « retirement communities » aux États-Unis », *Annales de géographie*, n°608, pp. 420-435.
- PIHET C.** (2003), *Vieillir aux États-Unis, une géographie sociale et régionale des personnes âgées*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 253 p.
- PILLEBOUE J., PÉCHOUX P.-Y., ROUX M.** avec la collaboration de Pilleboue M., Kayser B., Allaire G. (1972), « Le nord du Causse du Larzac : une renaissance rurale menacée », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, Vol 43, n°4, pp. 453-468.
- PISTRE P.** (2010), « Mobilisation dans les campagnes toulousaines : conflit d'aménagement et tensions locales », *Espaces et Sociétés*, n°143, pp. 151-169.
- PISTRE P.** (2011), « Migrations résidentielles et renouvellements démographiques des campagnes françaises métropolitaines », *Espace, populations, sociétés*, Vol 29, n°3, pp. 539-555.
- PLATIER A.** (dir.), *Radioscopie des communes de France. Ruralités et relations villes-campagnes*, Économica, Paris, 549 p.
- PLET F.** (2003), « La géographie rurale française : quelques jalons », *Sociétés Contemporaines*, n°49-50, pp. 85-106.
- POTIER F., TERRIER C.** (2007), *Atlas des mobilités touristiques en France métropolitaine*. Éd. Autrement, Paris, 112 p.
- POULOT M.** (2008), « Les territoires périurbains : « fin de partie » pour la géographie rurale ou nouvelles perspectives ? », *Géocarrefour*, Vol 83, n°4, pp. 269-278.
- PRADO P.** (2000), « Le rêve de village anglais en France » dans Rautenberg M., Micoud A., Berard L., Marchenay P. (dirs), *Campagnes de tous nos désirs. Patrimoines et nouveaux usages sociaux*, Éd. de la maison des sciences de l'homme, Paris, pp. 153-170.
- PROVOST I.** (1999), *Paris et le désert français : histoire d'un mythe*, Thèse de doctorat de sociologie, Université d'Evry, 220 p.

- PUMAIN D.** (1983), « Déconcentration urbaine », *Populations et sociétés*, n°166, 4 p.
- QUERRIEN A., LASSAVE P., MATTÉI M.-F.** (dirs.) (2006), *L'avancée en âge dans la ville dans Annales de la recherche urbaine*, n°100, 170 p.
- RAMBAUD P.**, (1969), *Société rurale et urbanisation*, Éd. du Seuil, Paris, 319 p.
- RAPETTI D.** (2007), « Exode urbain des jeunes couples en Loire-Atlantique », *Mappemonde*, n°88 (en ligne). Disponible sur : <http://mappemonde.mgm.fr/num16/articles/art07405.html>.
- RAUTENBERG M., MICOUD A., BÉRARD L., MARCHENAY P.** (2000), *Campagnes de tous nos désirs : patrimoines et nouveaux usages sociaux*, Éd. de la maison des sciences de l'homme, Paris, 191 p.
- RAYMOND S.** (2003), *Du «retour à la nature» au «retour à la campagne» : migrants et recompositions territoriales dans le Midi de la France et en Californie du Nord*, Thèse de doctorat de géographie, Université de Toulouse-le Mirail, 356 p.
- RAYMOND S.** (2005), « Des risques de marginalisation aux risques de gentrification : espaces ruraux convoités et inégalement accessibles » dans Arlaud S., Jean Y., Royoux D. (dirs.), *Rural-Urbain, nouveaux liens, nouvelles frontières*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 235-249.
- RAYMOND S.** (2007), « 'Retour à la campagne' et gentrification rurale : réflexion sur l'accès au foncier rural » in Barthe L., Cavaillé F., Eychenne C., Pillebour J. (dirs.), *Habiter et vivre dans les campagnes de faible densité*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, pp. 623-639.
- RENARD J.** (1996), « La France » dans Bonnamour J. (dir.), *Agricultures et campagnes dans le monde*, Sedes, Paris, pp. 51-81.
- RENARD J.** (2000), « Plaidoyer en faveur des recherches sur les campagnes vivantes », dans Croix N. (dir.), *Des campagnes vivantes - un modèle pour l'Europe ? Mélanges offerts au professeur Jean Renard*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 679-685.
- RENARD J.** (2002), *Les mutations des campagnes, paysages et structures agraires dans le monde*, Armand Colin, Paris, 220 p.
- RENARD J.** (2012), *Les campagnes nantaises*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 194 p.
- RENAUT S.** (2011), « Parcours de vie et vieillissement ordinaire : données de cadrage », *Gérontologie et société*, n°138, pp. 13-34.
- RÉRAT P., SÖDERSTRÖM O., PIGUET É.** (2010), "Guest editorial – News forms of gentrification: Issues and Debates", *Population, Space and Place*, Vol 16, n°5, pp. 335-343.
- REY V.** (dir.) (1993), *Géographies et campagnes. Mélanges Jacqueline Bonnamour*, ENS de Fontenay-Saint-Cloud, Fontenay aux Roses, 370 p.
- RHEIN C.** (1990), « Sens et rôle des localisations dans les stratégies résidentielles » dans Bonvalet C., Fribourg A.-M. (dirs.), *Stratégies résidentielles*, Éd de l'INED, Paris, pp. 313-331.
- RHEIN C.**, avec Kourchid G. (1997a), « Remarques préliminaires à l'article de C. Hamnett », *Strates*, n°9 (en ligne). Disponible sur : <http://strates.revues.org/663>.
- RHEIN C.** (1997b), « Territoire et exclusion : des mots de l'État-providence et des maux de la société civile », *Strates*, n°9 (en ligne). Disponible sur : <http://strates.revues.org/613>.
- RHEIN C.** (2002), « Intégration sociale, intégration spatiale », *L'Espace géographique*, Vol 31, n°3, pp. 193-207.

RHEIN C., ELLISADE B. (2004), « La fragmentation sociale et urbaine en débats », *L'Information géographique*, Vol 68, n°2, pp. 115-126.

RICHARD F. (2009), « La gentrification des 'espaces naturels' en Angleterre : après le front écologique, l'occupation ? – L'exemple du Lake District et de ses environs », *L'Espace politique*, n°9 (en ligne). Disponible sur : <http://espacepolitique.revues.org/index1478.html>.

RIEU C. (2011), « Le renouveau des campagnes bretonnes », *INSEE Bretagne*, n°13, 4 p.

RIEUTORT L. (2007), « Du territoire identitaire aux nouveaux partenariats ville-campagne : les voies du développement local dans la haute vallée de la Loire », *Norois*, n°204, pp. 11-23.

RIEUTORT L. (2011), « La géographie française et la question rurale » dans Guibert M., Jean Y. (dirs), *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Armand Colin, Paris, pp. 19-45.

RIPOLL F., VESCHAMBRE V. (2005), « Le territoire des géographes. Quelques points de repère sur ses usages contemporains » dans Cirsente B., Mousnier M. (dirs.), *Les territoires des médiévistes*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 271-291.

RIVERA ESCRIBANO M. J. (2006), "Migrations to rural Navarre : questioning the experience of counterurbanisation", *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, Vol 98, n°1, pp. 32-41.

ROBERT-BOBÉE I. (2007), « Projection de population 2005-2050 : vieillissement de la population en France métropolitaine », *Économie et statistique*, n°408-409, pp. 95-112.

ROBERT-BOBÉE I., CADOT O. (2007), « Mortalité aux grands âges : encore des écarts selon le diplôme et la catégorie sociale », *INSEE Première*, n°1122, 4 p.

ROBIC M.-C. (2007), « Ruralistes ou pro-urbains, les géographes ? La ville modernisatrice », *Acte du colloque « Ville mal aimée, ville à aimer »*, 8 Juin à Cerisy-la-Salle (en ligne). Disponible sur : <http://www-ohp.univ-paris1.fr/Textes/Robic.pdf>.

ROBIC M.-C., REY V. (1983), « La géographie rurale "quantitative et théorique" : bilan d'une décennie », *Annales de géographie*, Vol 92, n°511, pp. 305-330.

ROCHE M. (2002), "Rural geography: searching rural geographies", *Progress in Human Geography*, Vol 26, n°6, pp. 823-828.

ROCHE M. (2005), "Rural geography: a borderland revisited", *Progress in Human Geography*, Vol 29, n°3, pp. 299-303.

ROCHER G. (1968), *Introduction à la sociologie générale, t. 1 : L'Action sociale*, Éd. du Seuil, Paris, 191 p.

ROSE D. (1984), "Rethinking gentrification: beyond the uneven development of Marxist urban theory", *Environment and Planning D*, Vol 2, n°1, pp. 47-74.

ROSENTAL P.-A. (1994), « L'exode rural. Mise à l'épreuve d'un modèle », *Politix*, Vol 7, n°25, pp. 59-72.

ROUGERIE C., FRIGGIT J. (2010), « Prix des logements anciens. Dans les années 2000, ils ont augmenté beaucoup plus vite que les loyers et les revenus », *INSEE Première*, n°1297, 4 p.

ROUPNEL G. (1932), *Histoire de la campagne française*, Grasset, Paris, 432 p.

ROUSSEL V., VOLLET D. (2004), « Les retraités, une chance pour les espaces ruraux ? », *POUR*, n°182, pp. 223-230.

- ROUSSEL V., VOLLET D.** (2010), « Les coordinations gérontologiques dans les espaces ruraux : quelle efficacité », *Gérontologie et Société*, n°135, pp. 259-283.
- ROUZIER J.** (1967), *L'urbanisation, phénomène de diffusion dans le monde rural*, Centre régional de la productivité et des études économiques, Montpellier, 25 p.
- ROUZIER J.** (1990), « La mutation de l'arrière-pays méditerranéen ou un modèle pour la revitalisation des communes rurales », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n°5, pp. 695-713.
- ROY L., PAQUETTE S., DOMON G.** (2005), « La campagne des néoruraux : motifs de migration, territoires valorisés et usages de l'espace domestique », *Recherches sociologiques*, Vol 46, n°1, pp. 35-65.
- ROWLES G. D.** (1986), "The geography of ageing and the aged: toward an integrated perspective", *Progress in Human Geography*, Vol 10, n°4, pp. 511-539.
- RUDZITIS G.** (1996), *Wilderness and the changing American west*, Wiley, New York, 240 p.
- RUDZITIS G.** (1999), "Amenities increasingly draw people to the rural West", *Rural Development Perspectives*, Vol 14, n°2, pp. 9-14.
- SABAU C., BLASQUIET-REVOL H., LENAIN M.-A.** (2010), « Les personnes âgées dans les territoires ruraux : une double opportunité pour la création d'activités et d'emplois de service », *Gérontologie et société*, n°135, pp. 239-258.
- SACAREAU I., VACHIER L., VYE D.** (2010), « Attractivité touristique et attractivité résidentielle du littoral charentais : lorsque les anglais brouillent la donne », *Sud-Ouest Européen*, n°29, pp. 7-22.
- SAGE J., SMITH D., HUBBARD P.** (2012), "The rapidity of studentification and population change: there goes the (student)hood", *Population, Space and Place*, Vol 18, n°5, pp. 597-613.
- SAINT-JEAN-PAULIN C.** (1997), *La contre-culture. États-Unis, années 60 : la naissance des nouvelles utopies*, Autrement, Paris, 217 p.
- SALAMON S.** (2002), *Newcomers to old towns: suburbanization of the heartland*, University of Chicago Press, Chicago, 272 p.
- SARDON J.-P.** (2005), « Les composantes du vieillissement de la population de la France depuis 1946 » dans Bergouignan C., Blayo C., Parant A., Sardon J.-P., Tribalat M., *La population de la France – Évolutions démographiques depuis 1946*, CUDEP, Bordeaux, Tome 1, 428 p.
- SASSEN S.** (1991), *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton University Press, Princeton, 530 p.
- SASSEN S.** (2006), "Cities and communities in the global economy" dans Brenner N., Keil R. (eds.), *The Global Cities Reader*, Routledge, New-York, pp. 82-88.
- SCHMIED D.** (2002), *What price peace and quiet? Rural gentrification and affordable housing: the example of Cotswold District (South West England)*, Naturwissenschaftliche Gesellschaft, Bayreuth, 196 p.
- SCHMIED D.** (ed.) (2005a), *Winning and losing: the changing geography of Europe's rural areas*, Ashgate, Aldershot, 307 p.
- SCHMIED D.** (2005b), "Incomers and locals in the European countryside" dans Schmied D. (ed.), *Winning and Losing : The Changing Geography of Europe's Rural Areas*, Ashgate, Aldershot, pp. 141-166.

SCHMITT B., PERRIER-CORNET P., BLANC M., HILAL M. (dirs.) (1998), *Les campagnes et leurs villes*, INSEE, Paris, 203 p.

SCHMITT B., GOFFETTE-NAGOT F. (2000), « Définir l'espace rural ? De la difficulté d'une définition conceptuelle à la nécessité d'une délimitation statistique », *Économie rurale*, n°257, pp. 42-55.

SCOTT M. (ed.) (2011), "Interface: Exclusive countryside? Rural gentrification, consumer preferences and planning", *Planning Theory and Practice*, Vol 12, n°4, pp. 593-635.

SENCÉBÉ Y. (2004), « Être ici, être d'ici – Forme d'appartenance dans le Diois (Drôme) », *Ethnologie française*, Vol 34, n°1, pp. 23-29.

SENCÉBÉ Y. (2009), « Une lecture des inégalités et des différenciations de développement local à travers quatre figures de territoires », *Espace, populations, sociétés*, Vol 27, n°1, pp. 17-27.

SENCÉBÉ Y., LÉPICIER D. (2007), « Migrations résidentielles de l'urbain vers le rural en France : différenciation sociale des profils et ségrégation spatiale », *EspacesTemps*. (en ligne). Disponible sur : <http://www.espacestemp.net/document2270.html>.

SHAH P. (2011), *Coastal gentrification: the coastification of St Leonards-on-Sea*, Thèse de doctorat de géographie, Université de Loughborough (Angleterre), 297 p.

SHIELDS M., STALLMANN J., DELLER S. (1999), "Simulating the economic and fiscal impacts of high and low income elderly on a small rural region", *Review of Regional Studies*, Vol 29, n°2, pp. 175-196.

SHUCKSMITH M. (2000), *Exclusive countryside? Social inclusion and regeneration in rural areas*, Joseph Rowntree Foundation, York, 63 p.

SHUCKSMITH M. (2011), "Exclusive rurality: planners as agents of gentrification", *Planning Theory and Practice*, Vol 12, n°4, pp. 605-611.

SIMARD M. (2007), « Nouvelles populations rurales et conflits au Québec : regards croisés avec la France et le Royaume-Uni », *Géographie, économie, société*, Vol 9, n°2, pp. 187-213.

SLATER T. (2006), "The Eviction of Critical Perspectives from Gentrification Research", *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol 30, n°4, pp. 737-757.

SLATER T., CURRAN W., LEES L. (2003), "Gentrification research: new directions and critical scholarship", *Environment and Planning A*, Vol 36, n°7, pp. 1141-1150.

SMITH D. (2002), "Extending the temporal and the spatial limits of gentrification: a research agenda for population geographers", *International journal of population geography*, Vol 8, n°6, pp. 385-394.

SMITH D. (2007a), "The changing faces of rural populations: '(re)fixing' the gaze' or 'eyes wide shut?'" , *Journal of Rural Studies*, Vol 23, n°3, pp. 275-282.

SMITH D. (2007b), "The 'buoyancy' of 'other' geographies of gentrification: going back-to-the-water' and the commodification of marginality", *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, Vol 98, n°1, pp. 53-67.

SMITH D. (2011b), "What is rural gentrification? Exclusionary migration, population change, and revalorised housing markets", *Planning Theory and Practice*, Vol 12, n°4, pp. 596-605.

SMITH D., PHILLIPS D. (2001), "Socio-cultural representations of greentrified Pennine rurality", *Journal of Rural Studies*, Vol 17, pp. 457-469.

- SMITH D., HOLT L.** (2005), “‘Lesbians migrants in the gentrified valley’ and ‘other’ geographies of rural gentrification”, *Journal of Rural Studies*, Vol 21, n°3, pp. 313-322.
- SMITH D., HOLT L.** (2007), “Studentification and ‘apprentice gentrifiers’ within Britain’s provincial towns and cities: extending the meaning of gentrification”, *Environment and Planning A*, Vol 39, n°1, pp. 142-161.
- SMITH D., HIGLEY R.** (2011a), “Circuits of education, rural gentrification, and family migration from the global city”, *Journal of Rural Studies*, Vol 28, n°1, pp. 49-55.
- SMITH N.** (1979), “Toward a Theory of Gentrification: A Back to the City Movement by Capital, not People”, *Journal of the American Planning Association*, Vol 45, n°4, pp. 538-548.
- SMITH N.** (1987), “Gentrification and the Rent Gap”, *Annals of the Association of American Geographers*, Vol 77, n°3, pp. 462-465.
- SOLARD G.** (2009), « À la campagne, comme à la ville, des commerces traditionnels proches de la population », *INSEE Première*, n°1245, 4 p.
- SOLANA-SOLANA M.** (2010), “Rural gentrification in Catalonia, Spain: A case study of migration, social change and conflicts in the Empordanet area”, *Geoforum*, Vol 41, n°3, pp. 508-517.
- SOU MAGNE J.** (dir.) (2000), *Les nouveaux espaces ruraux de l’Europe atlantique*, Maison des sciences de l’homme et de la société de l’Université de Poitiers, Poitiers, 479 p.
- STOCKDALE A.** (2000), “The repopulation of rural Scotland: opportunity and threat”, *Journal of Rural Studies*, Vol 16, n°2, pp. 243-257.
- STOCKDALE A.** (2006), “The role of a ‘retirement transition’ in the repopulation of rural areas”, *Population, Space and Place*, Vol 12, n°1, pp. 1-13.
- STOCKDALE A.** (2009a), “The diverse geographies of rural gentrification in Scotland”, *Journal of Rural Studies*, Vol 26, n°1, pp. 31-40.
- STOCKDALE A.** (2009b), “A review of demographic ageing in the UK: opportunities for rural research”, *Population, Space and Place*, Vol 17, n°3, pp. 204-221.
- STOCKDALE A., MACLEOD M., PHILIP L.** (2012), “Connected life courses: influences on and experiences of ‘midlife’ in-migration to rural areas”, *Population, Space and Place* (in press).
- STOVEL K., BOLAN M.** (2004), “Residential trajectories: using optimal alignment to reveal the structure of residential mobility”, *Sociological Methods & Research*, Vol 32, n°4, pp. 559-598.
- SÜDAS I., MUTLUER M.** (2006), « Immigration européenne de retraités vers la « Riviera turque » : le cas d’Alanya (côte méditerranéenne) », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol 22, n°3, pp. 203-223.
- SUNIL T. S., ROJAS V., BRADLEY D. E.** (2007), “United States’ international retirement migration: the reasons for retiring to the environs of Lake Chapala, Mexico”, *Ageing and Society*, Vol 27, n°4, pp. 489-510.
- SURAULT P.** (1988), « La diffusion du vieillissement dans les campagnes du Poitou-Charentes », *Noréis*, n°140, pp. 443-452.
- SYLVESTRE J.-P.** (2002a), *Agriculteurs, ruraux et citadins : les mutations des campagnes françaises*, CRDP de Bourgogne, Dijon, 344 p.

- SYLVESTRE J.-P.** (2002b), « Le devenir des campagnes françaises : vers une nouvelle « révolution silencieuse » » dans Sylvestre J.-P. (dir.), *Agriculteurs, ruraux et citadins : les mutations des campagnes françaises*, CRDP de Bourgogne, Dijon, pp. 7-15.
- TABARD N.** (1996), « Une représentation socio-économique du territoire » dans *Données urbaines n°1*, Anthropos, Paris, pp. 209-223.
- TABARD N., MARTIN-HOUSSARD G.** (2002), *Représentation socio-économique du territoire*, INSEE-Documents de travail (en ligne). Disponible sur : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&id=1445.
- TAFFIN C.** (1985), « Accession à la propriété et rurbanisation », *Économie et Statistique*, n°175, pp. 55-67.
- TALANDIER M.** (2007), *Un nouveau modèle de développement hors métropolisation, le cas du monde rural français*, Thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, Université Paris 12, 479 p.
- TALANDIER M.** (2008), « Une autre géographie du développement rural : une approche par les revenus », *Géocarrefour*, Vol 83, n°4, pp. 259-268.
- TALANDIER M.** (2009), « Mesurer l'impact des aménités naturelles, culturelles et environnementales sur le développement économique local », *Acte du colloque de l'ASRDLF*, 6-8 Juillet à Clermont-Ferrand, 32 p.
- TERRIER C.** (2009), « Distinguer la population présente de la population résidente », *Courrier des statistiques*, n°128, pp. 63-70.
- TERRIER C., SYLVANDER M., KHIATI A.** (2005a), « En haute saison touristique, la population présente double dans certains départements », *INSEE Première*, n°1050, 4 p.
- TERRIER C., SYLVANDER M., KHIATI A., MONCÉRE V.** (2005b), « Population présente : méthode de détermination à partir des enquêtes sur les touristes », *Acte des Journées de méthodologie statistique de l'INSEE*, 15 mars à Paris (en ligne). Disponible sur : <http://www.tourisme.gouv.fr/mobilite/pdf/Pages112a121.pdf>.
- THALINEAU A., NOWIK L.** (2009), « Être en « milieu de retraite » et choisir de vivre ailleurs », *Lien social et Politiques*, n°62, pp. 99-109.
- THOMSIN L.** (2000), « La reprise démographique rurale en Wallonie et Europe du Nord-Ouest », *Espace, populations, sociétés*, Vol 18, n°1, pp. 83-99.
- THOMSIN L.** (dir.) (2001a), « Repopulation et mobilités rurales » dans *Espace, populations, sociétés*, Vol 19, n°1-2, 222 p.
- THOMSION L.** (2001b), « Un concept pour le décrire : l'espace rural rurbanisé », *Ruralia*, n°9, 13 p (en ligne). Disponible sur : <http://ruralia.revues.org/250>.
- THOMSION L.** (2001c), « Les mobilités de la retraite » dans Legrand M. (dir.), *La retraite : une révolution silencieuse*, Érès, Paris, pp. 223-242.
- THUMERELLE P.-J.** (1987), *Personnes âgées et vieillissement* dans *Espace, populations, sociétés*, Vol 5, n°2, 106 p.
- TORRE A., AZNAR O., BONIN M., CARON A., CHIA E., GALMAN M., GUÉRIN M., JEANNEAUX P., KIRAT T., LEFRANC C., MELOT R., PAOLI J.-C., SALAZAR M. I., THINON P.** (2006a), « Conflits et tensions autour des usages de l'espace dans les territoires ruraux et périurbains. Le cas de six zones géographiques françaises », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n°3, pp. 415-453.

- TORRE A., FILIPPI M.** (dirs.) (2005a), *Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux*, Éd. de l'INRA, Paris, 324 p.
- TORRE A., FILIPPI M.** (2005b), « Les mutations à l'œuvre dans les mondes ruraux et leurs impacts sur l'organisation de l'espace » dans Torre A., Filippi M. (dirs.), *Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux*, Éd. de l'INRA, Paris, pp. 1-36.
- TORRE A., LEFRANC C.** (2006b), « Les conflits dans les zones rurales et périurbaines. Premières analyses de la Presse Quotidienne Régionale », *Espaces et Sociétés*, Vol 124-125, n°1-2, pp. 93-110.
- TROCHET J.-R.** (2008), *Les campagnes en France et en Europe : outils, techniques et sociétés du Moyen âge au XXe siècle*, Presses Universitaires de Paris Sorbonne, Paris, 298 p.
- URBAIN J.-D.** (2002), *Paradis verts : désirs de campagne et passions résidentielles*, Payot, Paris, 392 p.
- URRY J.** (1995), « A middle-class countryside? » dans Butler T., Savage M. (eds.), *Social Change and the Middle Classes*, UCL Press, Londres, pp. 205-219.
- VANIER M.** (2005), « Rural-urbain : qu'est-ce qu'on ne sait pas ? » dans Arlaud S., Jean Y., Royoux D. (dirs.), *Rural-Urbain, nouveaux liens, nouvelles frontières*, Presse Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 25-32.
- VERRIERE J.** (2004), *L'embellie française : questions démographiques, enjeux civiques*, Flammarion, Paris, 324 p.
- VIARD J.** (2012), *Nouveau portrait de la France : la société des modes de vie*, Éd. de l'aube, la Tour d'Aigues, 204 p.
- VIARD J., POTIER F., URBAIN J.-D.** (dir.) (2002), *La France des temps libres et des vacances*, Éd. de l'aube/DATAR, La Tour d'Aigues, 227 p.
- VOLLET D., CALLOIS J.-M., ROUSSEL V.** (2005), « Impacts of retirees on rural rural development: some observations from the south of France », *Journal of Regional Analysis and Policy*, Vol 35, n°2, pp. 54-68.
- VOLLET D., CALLOIS J.-M., MOQUAY P., ROUSSEL V.** (2007a), « Les politiques rurales gagnées par la territorialisation : illustrations par les politiques agricoles, gérontologiques et de développement local » dans Faure A., Négrier E. (dirs.), *Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale : critiques de la territorialisation*, L'Harmattan, Paris, pp. 79-86.
- VOLLET D., ROUSSEL V.** (2007b), « Les retraités : quel impact socio-économique sur les territoires ? Illustration à partir de la zone de Bourgneuf dans la Creuse », *Région et développement*, n°26, pp. 207-223.
- WALFORD N.** (1999), « Geographical transition from productivism to post-productivism: agricultural production in England and Wales 1950s to 1990s » dans Walford N., Everitt (eds.), *Reshaping the Countryside: Perceptions and Processes of Rural Change*, CABI, Wallingford, pp. 25-38.
- WALFORD N.** (2007), « Geographical and geodemographic connections between different types of small area as the origins and destinations of migrants to Mid-Wales », *Journal of Rural Studies*, Vol 23, n°3, pp. 318-331.
- WALFORD N.** (2008), « A comparative analysis of population ageing in urban and rural areas of England and Wales, and Poland over the last three census intervals », *Population, space and place*, Vol 14, n°5, pp. 365-386.
- WANIEZ P.** (2009), « Fiscalité et territoire en France : l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) », *Cybergeogeo* (en ligne). Disponible sur : <http://cybergeogeo.revues.org/22260>.

-
- WANIEZ P.** (2010), « Philcarto : histoire de vie d'un logiciel de cartographie », *Cybergeog* (en ligne). Disponible sur : <http://cybergeog.revues.org/23076>.
- WARNES A.** (1981), "Toward a geographical contribution to gerontology", *Progress in Human Geography*, Vol 5, n°3, pp. 317-341.
- WARNES A.** (1987), "Population geography and ageing in Britain and France", *Espace, populations, sociétés*, Vol 5, n°1, pp. 291-300.
- WARNES A.** (1990), "Geographical questions in gerontology", *Progress in Human Geography*, Vol 14, n°1, pp. 24-56.
- WARNES A.** (1993), "The development of retirement migration in Great Britain", *Espace, populations, sociétés*, Vol 11, n°3, pp. 451-464.
- WARNES A.** (2006a), "Older foreign migrants in Europe: multiple pathways and welfare positions" dans Daatland S. O., Biggs S. (eds), *Ageing and Diversity: Multiple pathways and cultural migrations*, Policy Press, Bristol, pp. 141-156.
- WARNES A.** (2006b), "Older migrants in Europe: a new focus for migration studies", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol 32, n°8, pp. 1257-1281.
- WARNES A.** (2007), « Migrants âgés en Europe : parcours et statuts sociaux multiples » dans Bonvalet C., Ogg J., Drosso F., Benguigui F., Hyunh P. M. (dirs.), *Vieillesse de la population et logement : les stratégies résidentielles et patrimoniales*, La Documentation française, Paris, pp. 323-335.
- WARNES A.** (2009a), "Ageing and mobility" dans Kitchin R., Thrift N. (eds.), *International Encyclopedia of Human Geography*, Elsevier, Londres, pp. 36-41.
- WARNES A.** (2009b), "International retirement migration" dans Uhlenberg P. (ed.), *International Handbook of Population Ageing*, Springer, New York, pp. 341-363.
- WEIL P.** (1991), *La France et ses étrangers. L'Aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Calmann-Lévy, Paris, 403 p.
- WINCHELL D. G., RAMSEY D., KOSTER R., ROBINSON G. M.** (eds.) (2010), *Geographical Perspectives on Sustainable Rural Change*, Brandon University, Brandon, 502 p.
- WINCHESTER H. P. M., OGDEN P. E.** (1989), "France: decentralization and deconcentration in the wake of late urbanization" dans Champion A. G. (ed.), *Counterurbanization : the changing pace and nature of population deconcentration*, Edward Arnold, Londres, pp. 162 -186.
- WOODS M.** (2005), *Rural Geography: processes, responses and experiences in rural restructuring*, Sage publications, Londres, 352 p.
- WOODS M.** (2007), "Engaging the global countryside: globalization, hybridity and the reconstitution of rural place", *Progress in Human Geography*, Vol 31, n°4, pp. 485-507.
- WOODS M.** (2009a), "Rural Geography" dans Kitchin R., Thrift N. (eds.), *International Encyclopedia of Human Geography*, Elsevier, Londres, Vol 4, pp. 429-441.
- WOODS M.** (2009b), "Rural Geography: blurring boundaries and making connections", *Progress in Human Geography*, Vol 33, n°6, pp. 849-858.
- WOODS M.** (2012), "Rural Geography III: Rural futures and the future of rural geography", *Progress in Human Geography*, Vol 36, n°1, pp. 125-134.

> « *Publications institutionnelles* » (rapports, recherches prospectives) :

ANAH (2008), *Atlas de l'habitat privé : fonctions, enjeux, évolutions*, Paris, 107 p.

ARMAND L. (2006), *Tourisme rural : perceptions du territoire rural et cadrages globaux*, Pour la Direction du Tourisme, 48 p.

AUBERT F., BERRIET-SOLLIEC M., LÉPICIER D., SCHAEFFER Y. (2005), *Appui méthodologique à l'évaluation du développement des zones rurales. Fascicule 1 : diagnostic des espaces ruraux*, Rapport pour le Ministère de l'agriculture et de la pêche - ENESAD, 112 p.

AUBERT F., DISSART J.-C., LÉPICIER D. (2008b), *Localisation des services résidentiels : analyse de la territorialisation de l'économie résidentielle à l'échelle intramétropolitaine*, Rapport pour la DIACT, 106 p.

BARTHE L, MILIAN J., TAULELLE F. (dirs) (2009), *Les Pôles d'Excellence Rurale : processus, gouvernance et plus-value dans les trajectoires de développement des territoires*, Rapport pour la DIACT, 164 p.

BARTHE L, MILIAN J. (2011a), « Les espaces de la faible densité – état des lieux et problématiques », *Territoires 2040*, n°3, pp. 141-160.

BARTHE L., MILIAN J. (2011b), « Les espaces de la faible densité – processus et scénarios », *Territoires 2040*, n°4, pp. 151-183.

BEAUMESNIL M. (dir.) (2006), *Un atout pour le monde rural : la valorisation du bâti agricole*, Rapport pour le Conseil Economique et Social, 95 p.

BERTHOD-WURMSER M., OLLIVIER R., RAYMOND M., VILLERS S., FABRE D. (2009), *Pauvreté, précarité, solidarité en milieu rural*, Rapport pour le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, La Documentation française, Paris, 218 p.

BIGNON J., PEIRO G. (dirs.) (2012), *Évaluation de la politique d'aménagement du territoire en milieu rural*, Rapport d'information de l'Assemblée nationale, 264 p.

BONNERANDI E. (dir.) (2009), *Services ruraux, services en milieu rural : nouveaux gisements d'emplois*, Rapport pour la DIACT, 159 p.

CALLOIS J.-M., MAZUEL L., ROUSSEL V., SENCÉBÉ Y., VOLLET D. (2003), *Les retraités et les espaces ruraux du Massif central*, Rapport de recherche pour la DATAR Massif central, 136 p.

CAPT D., AUBERT F., BERRIET-SOLLIEC M., LÉPICIER D., BARBUT L., DESGRÉE A. (2009), *Facteurs de localisation et gouvernance des Pôles d'Excellence Rurale*, Rapport pour la DIACT, 103 p.

COGNARD F. (2005), *Les nouveaux habitants des territoires ruraux – Synthèse des résultats de l'enquête Mairie-conseils 2004*, Pour Mairie-conseils et la Caisse des Dépôts et Consignations, 4 p.

DARTOUT P. (dir.) (2010), *Territoire 2040 : Aménager le changement dans Territoire 2040*, n°1, 103 p.

DATAR (2003), *Quelle France rurale pour 2020 ? Contribution à une nouvelle politique de développement rural durable*, Éd. la découverte, Paris, 70 p.

DATAR (2011), *Des systèmes spatiaux en prospective dans Territoires 2040*, n°4, 183 p.

DAVEZIES L. (2005), *Vers une macroéconomie locale. Le développement local entre économie productive et présenteielle*. Rapport pour la DATAR, 59 p.

DAVEZIES L. (2010), *La crise et nos territoires : premiers impacts*, Rapport pour l'AdCF et la CDC, 96 p.

ESPON (2010), *EDORA – Draft final report. Part A (Executive summary)*, 14 p (en ligne). Disponible sur : <http://www.espon.eu/export/sites/default/Documents/Projects/AppliedResearch/EDORA / EDORA Draft Final Report Executive Summary Revised July 2010.pdf>.

EUROSTAT (2010), *Annuaire régional d'Eurostat 2010*, 269 p.

GODET M., MOUSLI M. (dirs.) (2006), *Vieillesse, activités et territoires à l'horizon 2030*, Rapport du Conseil d'Analyse Économique, 295 p.

GUCHER C., MALLON I., ROUSSEL V. (2007), *Vieillir en milieu rural : chance ou risque de vulnérabilité accrue ?*, Rapport dans le cadre du GIS Institut National de la Longévité et du vieillissement, 348 p.

HILAL M., BARCZAK A., TOURNEUX F.-P., SCHAEFFER Y., HOUDART M., CREMER-SCHULTE D. (2012), *Typologie des campagnes françaises et des espaces à enjeux spécifiques (littoral, montagne et DOM)*, Rapport pour la DATAR, Travaux en ligne, n°12, 80 p.

INSEE avec la collaboration de l'IFEN, l'INRA, le SCEES (2003), *Structuration de l'espace rural : une approche par les bassins de vie*, Rapport pour la DATAR, Paris, 114 p.

MAIRIE-CONSEILS CAISSE DES DEPOTS avec la DIACT, l'AdCF, l'APEP, l'ETD, la FPNRF (2009), *Nouvelles gouvernances, nouveaux territoires. Dix-huit enquêtes sur le dialogue urbain-rural*, 113 p.

MORA O. (dir.) (2008), *Les nouvelles ruralités à l'horizon 2030. Des relations villes-campagnes en émergence ?*, Éd. Quae, Versailles, 111 p.

OBSERVATOIRE DES TERRITOIRES (2008), *Dynamiques et développement durable*, La Documentation française, 228 p.

OBSERVATOIRE DES TERRITOIRES (2011), *Dynamiques, interdépendances et cohésion des territoires*, La Documentation française, 232 p.

OCDE (2010), *OECD regional typology*, 47 p (en ligne). Disponible sur : <http://www.oecd.org/regional /regionaldevelopment/42392595.pdf>.

PAUL-DUBOIS-TAINE O. (dir.) (2012), *Les nouvelles mobilités dans les territoires périurbains et ruraux*, Rapport du Centre d'Analyse Stratégique, 126 p.

PECQUEUR B., TALANDIER M. (2011), « Les espaces de développement résidentiel et touristique », *Territoires 2040*, n°3, pp. 120-136.

PERRIN D., MALET J. (dirs.) (2003), *Les politiques de développement rural : rapport de l'instance d'évaluation*, La Documentation française, Paris, 479 p.

PONCET J.-F., BELOT C. (2008), *Le nouvel espace rural français*, Rapport d'information du Sénat au nom de la délégation à l'aménagement du territoire, n°468, 151 p.

TERRIER C. (dir.) (2006), *Mobilité touristique et population présente : les bases de l'économie présentielle des départements*, Direction du Tourisme, Paris, 128 p.

THIBAL S., BLONDE Y. (2002), *Hébergement touristique en milieu rural*, Conseil National du Tourisme, La Documentation française, 96 p.

TORRENTE P., BARTHE L., BESSIERE J., GODARD P. (2004), *Mise en place d'outils et méthodes pour une structuration du tourisme dans un territoire*, 81 p.

UMS RIATE (dir.) (2008), *Régions en déclin : un nouveau paradigme démographique et territorial*, Pour la commission du développement régional du parlement européen, 150 p.

> « *Publications journalistiques* » (articles, dossiers) :

- ABELLARD A.** (dir.), *Où va la France ?* dans *Le Monde (Hors-série)*, juillet 2010, n°20, 98 p.
- ANDRIEU G.**, « Les « Français des champs », onze millions d'invisibles », *Marianne* 2, 20 janvier 2010.
- AL RUBAEE M.**, « Les tricoteurs », *Revue XXI*, n°16, automne 2011.
- CASSEN B.**, « Au cœur de la Dordogne anglaise », *Le Monde Diplomatique*, août 2004.
- CLUET M.**, « Rats des villes, rats des champs », *La Tribune*, 26 février 2010.
- COLLECTIF**, *Les nouveaux espaces ruraux* dans *Sciences humaines*, Hors-série n°4, février/mars 1994.
- CORDONNIER A., NICOT M.**, « Le coup de jeune des résidences secondaires », *Journal Du Dimanche*, 30 juillet 2012.
- ELIE G., POPELARD A., VANNIER P.**, « Exode urbain, exil rural », *Le Monde Diplomatique*, août 2010.
- FELTIN M.**, « La revanche de la campagne », *L'Express*, 17 novembre 2008.
- JOURDE P.** (2011), « La dernière estive », *Revue XXI*, n°16, automne 2011.
- LE GUEN R.**, « Un monde rural en mutation : les campagnes ne sont pas les annexes des villes », *La Croix*, 14 mai 2010.
- LHÉRÉTÉ H.**, « Changer de vie, le syndrome de la chambre d'hôte », *Sciences humaines*, mai 2008.
- MOREAU P.**, « Migrations : la qualité de vie s'impose », *Les Echos*, 12 octobre 2010.
- PINEAU J.-Y.** recueilli par Durand J., « Les campagnes ne sont plus des territoires ringards », *Libération*, 15 mars 2010.
- PINSON D., THOMANN S.**, « Vivre dans une campagne... urbaine », *Sciences humaines*, Hors-série n°39, Décembre 2002.
- PORTEVIN C.**, *La France de Raymond Depardon* dans *Télérama horizons*, octobre 2010, n°3, 98 p.
- RENAHY N.**, « Jeunesse rural : quel avenir pour les « gars du coin » ? », *Sciences humaines*, Grands dossiers n°4, novembre 2006.
- ROTMAN C.**, « Dans la France d'en babs », *Libération*, 6 avril 2012.
- SOUCHON P.**, « En Ardèche, les résidences secondaires ont remplacé les lopins de terres », *Le Monde Diplomatique*, octobre 2010.
- SCHERRER F., BONNERANDI E.**, « Entre ville et campagne : un nouvel espace de vie », *Sciences humaines*, Hors-série n°50, octobre 2005.
- THIOLAY B.** avec Czerwinski N. et Karmit E., « Vivre à la campagne : le dernier chic français », *L'Express*, 29 juin 2006.
- VIGNON S.** recueilli par Oberti V., « Les mondes ruraux concentrent les problèmes sociaux », *Médiapart*, 1 mai 2012.

> « Publications littéraires » (essais, poésies, romans, photographies) :

- BONITEAU C.** (2004), *Changer d'air. Il y a une vie après la ville*, Éd. Y. Michel, Barret-sur-Méouge, 261 p.
- CAPO-CHICHI C.** (2008), *Ouvrir un gîte ou une maison d'hôte*, Studyrama, Levallois-Perret, 192 p.
- CALMETTES G.** (1996), *Un parisien à la campagne*, Hoëbeke, Paris, 222 p.
- CALMETTES G.** (2006), *Aux bonheurs des champs : vive le temps partiel, la préretraite et la simplicité*, Éd. Michalon, Paris, 278 p.
- CALMETTES G.** (2010), *Brèves de campagne*, Éd. Michalon, Paris, 125 p.
- DEBATISSE M.** (1963), *La révolution silencieuse : le combat des paysans*, Calmann-Lévy, Paris, 275 p.
- DEPARDON R.** (2008), *La terre des paysans*, Éd. du Seuil, Paris, 150 p.
- DEPARDON R.** (2010), *La France de Raymond Depardon*, Éd. de la BNF, Paris, 336 p.
- DELBOVE C.** (2011), *Comment gagner sa vie à la campagne*, Éd. Grimal, Paris, 190 p.
- DONADIEU P.** (1998), *Campagnes urbaines*, Actes Sud, Arles, 219 p.
- DUPIN É.** (2011), *Voyages en France*, Éd. du seuil, Paris, 378 p.
- GARNIER P.** (2009), *Lune captive dans un cil mort*, Zulma, Paris, 157 p.
- GEVAERT P.** (1993), *L'avenir sera rural : au secours d'un monde moderne en dérive*, Éd. Ruralis, Sauternes, 216 p.
- FARINELLI B.** (2006), *Vivre à la campagne : guide pratique*, Éd. Rustica, Paris, 236 p.
- FARINELLI B.** (2008), *L'avenir est à la campagne*, Sang de la Terre, Paris, 207 p.
- FARINELLI B.** (2009), *Quitter la ville, mode d'emploi*, Sang de la Terre, Paris, 236 p.
- FAYOLLE G.** (2001), *Les nouvelles ruralités : les villages et la mondialisation*, Éd. Sud-Ouest, Bordeaux, 251 p.
- FRESSOZ D.** (2001), *Société rurale*, L'Harmattan, Paris, 312 p.
- HOUELLEBECQ M.** (2010), *La carte et le territoire*, Flammarion, Coll. J'ai lu, Paris, 413 p.
- JUERY F., MAES P.** (2002), *Quitter la ville et changer de vie*, Grancher, Paris, 300 p.
- LE DANTEC D.** (1996), *Les Campagnes heureuses*, Éd. Paroles d'Aube, Vénissieux, 83 p.
- NOËL M.-F, BRISEBARRE J.-J.** (2006), *Nos campagnes d'hier et d'aujourd'hui*, De Borée, Romagnat, 223 p.
- ROGER È., WALTER E.** (2011), *Quitter Paris...ou pas ? Êtes-vous (vraiment) prêt pour le grand saut ?*, Parigramme, Paris, 139 p.
- TROTIGNON É.** (2006), *Campagnes anciennes – Nouvelles campagnes : un certain regard sur l'évolution de la campagne française*, Delachaux & Niestlé, Paris, 291 p.
- VIRILIO P., DEPARDON R. SCOFIDO D., HANSEN M., KURGAN L., RUBIN B.** (2009), *Terre natale : ailleurs commence ici*, Actes Sud, Arles, 159 p.

> « *Productions audiovisuelles* » (*documentaires, films de fiction*) :

- BARBE J.-M.** (2001), *Les ouvriers de la terre*, Andana films, Lussac, 63 min. (Ardèche)
- BENHAIM S.** (2009), *L'arrière-pays*, G.R.E.C, Paris, 50 min. (Saône-et-Loire)
- BOUCHER P.** (2010), *Bernard, ni Dieu ni Chaussettes*, Films Deux Rives, Montpellier, 84 min. (Loiret)
- BOURDIEU E.** (2004), *Vert paradis*, Haut et Court, Paris, 100 min. (Pyrénées-Atlantiques)
- BREITMAN Z.** (2006), *L'homme de sa vie*, Wild Bunch Distribution, Paris, 109 min. (Drôme)
- BRUGIER A.** (2007), *Ca sent le roussi*, Art image, Limoges, 54 min. (Pyrénées-Orientales, Var)
- CARION C.** (2001), *Une hirondelle a fait le printemps*, Mars distribution, Paris, 103 min. (Drôme, Isère)
- CARLES P., COELLO C., GOXE S.** (2007), *Volem rien foutre al país*, Shellac, Marseille, 107 min. (dont Alpes de Haute-Provence)
- CAUSSE E., MARTIN É.** (2009), *No pasaran*, Rezo films, Paris, 88 min. (Ariège)
- CHATENAY S.** (2006), *Yvette, bon dieu*, ADR productions, Paris, 87 min. (Indre-et-Loire)
- CHATILLET É.** (1995), *Le bonheur est dans le pré*, Bac films, Paris, 106 min. (Gers)
- COLLARDEY S.** (2009), *L'apprenti*, TFM Distribution, Issy-les-Moulineaux, 85 min. (Doubs)
- CRETON P.** (2004), *Secteur 545*, Capricci, Nantes, 110 min. (Seine-Maritime)
- CRETON P.** (2006), *Paysage imposé*, Capricci, Nantes, 50 min. (Seine-Maritime)
- CRETON P.** (2009), *Maniquerville*, Capricci, Nantes, 83 min. (Seine-Maritime)
- CROS J.-L.** (2009), *Les détracteurs*, Dimson, Paris, 54 min. (Tarn)
- DELAUNAY F., DELAUNAY M.-L.** (2006), *Comédie dépaysante*, Candela productions, Rennes, 52 min. (Maine-et-Loire)
- DEPARDON R.** (2001), *Profils paysans. Chapitre 1: l'approche*, Palmeraie et Désert, Clamart, 90 min. (Ardèche, Haute-Loire, Haute-Saône, Lozère)
- DEPARDON R.** (2005), *Profils paysans. Chapitre 2: le quotidien*, Palmeraie et Désert, Clamart, 85 min. (Ardèche, Haute-Loire, Lozère)
- DEPARDON R.** (2008), *Profils paysans. Chapitre 3: la vie moderne*, Palmeraie et Désert, Clamart, 90 min. (Ardèche, Haute-Saône, Lozère)
- DOUBLET A.** (2000), *Les terriens*, Quark productions, Paris, 85 min. (Seine-Maritime)
- DOUBLET A.** (2005), *La maison neuve*, Quark productions, Paris, 52 min. (Seine-Maritime)
- DOUBLET A.** (2011), *La pluie et le beau temps*, Adana films, Lussas, 74 min. (dont Seine-Maritime)
- DUMONT B.** (1997), *La vie de Jésus*, Tardart films, Paris, 96 min. (Nord)
- DUTY C.** (2002), *Bienvenue au gîte*, Mars distribution, Paris, 105 min. (Gard, Var)

-
- FOSSAT P.** (2009), *La peau de l'ours*, Les Films de la castagne, Toulouse, 52 min. (Ariège, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales)
- FRITSCH D.** (2005), *Les enracinés*, Dora films, Strasbourg, 51 min. (dont Haut-Rhin, Tarn)
- GALLAND A.** (2009), *Demain sur la place publique*, Amicale laïque de Saint-Jal, Saint-Jal, 128 min. (Corrèze)
- GUIRADO É.** (2007), *Le fils de l'épicier*, Les Films du Losange, Paris, 96 min. (Drome)
- GUIRAUDIE A.** (2005), *Pas de repos pour les braves*, Haut et Court, Paris, 107 min. (Tarn)
- GUIRAUDIE A.** (2010), *Le roi de l'évasion*, Les Films du Losange, Paris, 97 min. (Tarn)
- HUNZINGER R.** (2002), *Éloge de la cabane*, Real productions, Lille, 52 min. (dont Ariège, Dordogne, Vosges)
- JEULAN Y.** (2009), *Un village en campagne*, Compagnie des phares et balises, Paris, 90 min. (Aude)
- LAFFORT Y.** (2007), *Terre commune*, Les Films de la castagne, Toulouse, 85 min. (Aveyron)
- LAFFORT Y.** (2009), *Quand la terre reprend des couleurs*, Les Films de la castagne, Toulouse, 52 min. (Aveyron, Tarn)
- LIORET P.** (2004), *L'équipier*, Mars distribution, Paris, 104 min. (Finistère)
- MARCHAIS D.** (2010), *Le temps des grâces*, Capricci, Nantes, 123 min. (Aisne, Corrèze, Côte d'Or, Essonne, Gard, Haute-Vienne, Indre, Loire-Atlantique, Val d'Oise, Yonne)
- MATHIÉ R.** (2008), *Dernière saison*, Eurozoom, Paris, 80 min. (Cantal)
- MAUGER R.** (2006), *Paul dans sa vie*, Films d'ici, Paris, 100 min. (Manche)
- MEUNIER J.-H.** (2004), *La vie comme elle va*, Galatée Films, Paris, 97 min. (Aveyron)
- MEUNIER J.-H.** (2006), *Ici Najac à vous la Terre*, Océans films, Paris, 97 min. (Aveyron)
- MEUNIER J.-H.** (2011), *Y a pire ailleurs*, Zootrope films, Paris, 92 min. (Aveyron)
- MINETTO V.** (2006), *Oublier Cheyenne*, Les Films du paradoxe, Bois-Colombes, 90 min. (dont Doubs)
- MOULET L.** (2009), *La terre de la folie*, Les Films du paradoxe, Bois-Colombes, 90 min. (Alpes de Haute-Provence)
- MUXEL P., DE SOLLIERS B.** (2005), *Les héritiers*, Julianto films, Vichy, 97 min. (Puy-de-Dôme)
- NOSSITER J.** (2004), *Mondovino*, Diaphana, Paris, 135 min. (dont Côte d'Or, Gironde, Hérault, Pyrénées-Atlantiques)
- PESCHET M.** (2011), *L'enfer vert des bretons*, Mille et Une Films, Rennes, 52 min. (Côtes d'Armor, Finistère)
- PHILIBERT C.** (1999), *Les quatre saisons d'Espigoule*, Rezo films, Paris, 97 min. (Var)
- PHILIBERT N.** (2002), *Être et avoir*, Les Films du losange, Paris, 104 min. (Puy-de-Dôme)
- PHILIBERT N.** (2008), *Retour en Normandie*, Les Films du losange, Paris, 113 min. (Orne)

- POIRIER M.** (1997), *Western*, Diaphana, Paris, 135 min. (Finistère)
- PORTE O., LEVAIN M.** (2009), *Herbe*, Parasite distribution, Paris, 76 min. (Côtes d'Armor, Finistère)
- POZZO DI BORGIO C.** (2008), *Les brebis font de la résistance*, Les Films du paradoxe, Bois-Colombes, 90 min. (Aveyron)
- RAULT J.-J.** (2009), *Vague à l'âme paysanne*, Mille et Une Films, Rennes, 54 min. (Côtes d'Armor)
- ROUAUD C.** (2011), *Tous au Larzac*, Ad Vitam, Paris, 118 min. (Aveyron)
- SACLIER V.** (2010), *Les Gallo-Bataves*, Aximée productions, Saint-Léger-sous-Beuvray, 52 min. (Morvan)
- SINAPI J.-P.** (2005), *Camping à la ferme*, Pan Européenne Édition, Paris, 92 min. (Rhône)
- STEYER S.** (2010), *Huis clos pour un quartier*, Mille et Une Films, Rennes, 52 min. (Morbihan)
- TRAN C.** (2003), *L'école en campagne*, Héliotrope films, Paris, 88 min. (Ardèche)
- TRAN C.** (2005), *Poste restante*, Andana films, Lussas, 79 min. (Ardèche)
- VAN MAËL P.** (2010), *En attendant les péniches*, AMA productions, Paris, 52 min. (Nord, Pas-de-Calais)
- VERON C.** (1996), *Léon, Henri et Jo*, IO production, Paris, 52 min. (Morbihan)
- VEYSSET S.** (1996), *Y aura-t-il de la neige à Noël ?*, Pyramide, Paris, 87 min. (Vaucluse)
- VIGNE D., DEBATS M.** (2011), *Une jeunesse en jachère*, La Gaptière production, Vincennes, 52 min. (Aveyron, Côte d'Or, Dordogne, Lozère, Soane et Loire, Tarn)
- YZEBE F.-G.** (2009), *La ferme des Combeaux*, ADAV, Paris, 52 min. (Ardèche)
- ZISMAN A.** (2007), *C'est beau les vacances*, Avenue B productions, Paris, 52 min. (Normandie)

> « *Sites Internet* » (*associations, médias, organismes publics*) :

AFIP, association de formation et d'information pour le développement d'initiatives rurales :
<http://www.afip.asso.fr/>

ANDER, association nationale de développement des espaces ruraux :
<http://www.ander.fr/>

Carnets de campagne, émission de radio de France Inter (12h30-12h45) :
<http://www.franceinter.fr/emission-carnets-de-campagne-0>

Collectif ville-campagne, portail national de l'installation en milieu rural :
<http://www.installation-campagne.fr>

Familles rurales, premier mouvement familial en France :
<http://www.famillesrurales.org/index.php>

FNFR, fédération nationale des foyers ruraux :
http://www.fnfr.org/le_mouvement_2.php

L'esprit village, un magazine au cœur des campagnes :
<http://www.village.tm.fr>

La Terre, l'hebdomadaire pour que vive le monde rural :
<http://www.laterre.fr/>

Mézères, la récolte d'après, blog sur un petit village de Haute-Loire (Antonin Sabot) :
<http://monde-rural.blog.lemonde.fr/>

Réseau rural français, centre de ressources du portail du développement rural :
<http://www.reseaurural.fr>

Ruralinfos, le service d'informations rurales :
<http://www.ruralinfos.org>

SAFER, sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural :
<http://www.safer.fr/>

Sucy-en-Brie, terminus pavillon, blog sur une commune du Val-de-Marne, là où la région parisienne commence à se perdre dans la campagne (Benoit Hopquin) :
<http://sucyenbrie.blog.lemonde.fr/>

Pôles d'Excellence Rurale, programme de développement territorial piloté par la DATAR :
<http://poles-excellence-rurale.datar.gouv.fr/>

PNR, fédération nationale des parcs naturels régionaux de France :
<http://www.parcs-naturels-regionaux.fr/fr/accueil/>

Territoires 2040, réflexions prospectives menées par la DATAR :
<http://territoires2040.datar.gouv.fr/>

Transrural initiatives, revue d'information et d'analyse sur les espaces ruraux :
<http://www.transrural-initiatives.org>

Voyage en France, site du livre d'Éric Dupin :
<http://voyagesenfrance.info/>

> « *Terrain 1 (n°1) et (n°2) - Au cœur de la Haute-Provence* » :

ALBOUY M., RAYMOND M., PACINI J. (2005), *Un certain regard : promenade en Haute-Provence entre dessin et poésie*, Éd. Alpes de lumière, Forcalquier, 109 p.

ALPES DE LUMIERE (2011), *La perception du paysage par les habitants : l'exemple du territoire de la communauté de communes Forcalquier Montagne de Lure (Alpes de Haute Provence)*, 22 p.

ATTANE A., LANGEWIESCHE K., POURCEL F. (2004), *Néoruraux, vivre autrement : expériences choisies en Pays de Forcalquier*, Le bec en l'air, Manosque, 143 p.

BACHIMON P. (2008), « Les mulirésidents « étrangers » dans le Lubéron : distinction, assimilation » dans Diry J.-P. (dir.) (2008), *Les étrangers dans les campagnes*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, pp. 37-52.

BARBIER B. (1969), *Villes et centres des Alpes du Sud. Étude de réseau urbain*, Thèse de doctorat de géographie, Université d'Aix-en-Provence, 421 p.

BARBIER B. (1972), « La survie des petites villes de montagne », *Revue de géographie alpine*, Vol 60, n°2, pp. 307-319.

BARBIER J.-C. (1992), *Les Alpes à la provençale*, Éd. Terradou, La Chaffaut, 189 p.

BARRET C., DOTTA D., NOVELLA S. (2011), « Nouveau zonage en aires urbaines : Avignon s'étend fortement », *INSEE Études Provence-Alpes-Côte d'Azur*, n°21, 2 p.

BARRUOL G., DE REPARAZ A., ROYER J.-Y. (dirs.) (2004), *La montagne de Lure, encyclopédie d'une montagne en Haute-Provence*, Éd. Alpes de Lumière, Forcalquier, 360 p.

BASSET K.-L. (2009), *Pierre Martel et le mouvement Alpes de Lumière : l'invention d'un territoire (1953-1983)*, Éd. de l'aube, la Tour d'Aigues, 255 p.

BENSIMON C., « La librairie de village qui monte en ligne », *Libération*, 31 Août 2011.

BERGUERAND J., OLIVIER M. (2008), « Longo Mai : une expérience autogérée et internationale » dans Duchatel J., RoCHAT F. (dirs.), *Produire de la richesse autrement : usines récupérées, coopératives, micro-finance, ... les révolutions silencieuses*, Éd. du Cetim, Genève, pp. 68-87.

BUFFILLE F. (2006), *Du Piémont à la Provence – la route de l'espérance*, Éd. Daniela Piazza, Turin, 312 p.

CARITE J.-M. (1972), *Jean Giono, homme du Contadour*, Publications du bouif's club, Livry-Gargan, 100 p.

CARLANDER I. « Les irréductibles de Longo Mai », *Le Monde diplomatique*, Mars 1996.

DE REPARAZ A. (2000), *Les campagnes de l'ancienne Haute-Provence vues par les géographes du passé (1880-1950)*, Éd. Alpes de Lumière, Forcalquier, 180 p.

DOMENECH G., DOMENECH P. (2004), *Dominici : et si c'était bien lui ?*, Presses du Midi, Toulon, 616 p.

GODELUCK S., « Le Bleuet : les recettes d'un petit libraire situé en pleine campagne qui rivalise avec les géants », *Les Echos*, 20 Août 2011.

GIONO J. (1993), *Provence*, Folio, Paris, textes réunis et présentés par Henri Godard, 222 p.

GIONO J. (1998), *Colline*, Éd. Grasset, Paris, 1^e éd. 1929, 158 p.

-
- GIONO J.** (2009), *Jean le Bleu*, Éd. Grasset, Paris, 1^e éd. 1932, 158 p.
- GRAF B.** (2006), *Longo Mai : révolte et utopie après 68*, Éd. Thésis-Verlag, Zürich, 176 p.
- IGN** (2006), *Manosque Forcalquier, Apt Lubéron, Montagne de Lure Les Mées Château-Arnoux*, Cartes de randonnée, n°3342 OT, n°3242OT, n°3341 OT, 1/25 000^e.
- IGN** (2011), *Carpentras Digne-les-Bains*, TOP 100 Tourisme et Découverte, n°164, 1/100 000^e.
- LEGRAND J.** (2009), « Démographie dans les Alpes du sud », *Chroniques de Haute-Provence*, n°362, pp. 117-121.
- LIOZON P.-F.** (2006), *Étude des héritages d'une tradition de cueillette en montagne de Lure : le patrimoine des marchands droguistes colporteurs*, Mémoire de Maîtrise, Université Paris 1, 185 p.
- HUET J., MAGNAUDEIX I.** (2004), *À vol d'oiseau : villes et villages des Alpes-de-Haute-Provence vus du ciel*, Éd. Jean Huet, Montclar, 224 p.
- MERLIN P.** (1962), *La dépopulation des plateaux de la moyenne Durance (Valensole, Forcalquier, Saint-Christol)*, Thèse de doctorat de géographie, Université de Paris, 346 p.
- MERLIN P.** (1965), « La dépopulation des plateaux de la moyenne Durance (Valensole, Forcalquier, Saint-Christol). La part respective du mouvement naturel et de l'émigration », *Annales de géographie*, n°404, pp. 432-446.
- MAGNAN P.** (2005), *Ma Provence d'heureuse rencontre*, Éd. Denoël, Paris, 208 p.
- PAILLER P., CHAUVOT N., BACCAÏNI B.** (2011), « Les terres agricoles face à la pression de l'urbanisation : une résistance et des enjeux différenciés », *INSEE Études PACA*, n°5, 4 p.
- RAINERO R.** (2000), *Les Piémontais en Provence, aspects d'une émigration oubliée*, Éd. Serres, Nice, 320 p.
- REGOURD E.** (2006), « Dynamiques rurales et leviers associatifs en Haute-Provence », *Méditerranée*, n°107, pp. 13-21.
- ROCHE-GALOPINI G.** (1998), *Les marchands droguistes de la montagne de Lure*, Éd. Alpes de Lumière, Forcalquier, 128 p.
- ROCHE-GALOPINI G.** (2010a), *Saint-Etienne les Orgues et la gloire de la montagne : nobles et gens du peuple face au coup d'état de 1851*, Éd. C'est-à-dire, Saint-Michel l'Observatoire, 176 p.
- ROCHE-GALOPINI G.** (2010b), *Bourgeois à la campagne : les domaines avec bastides de Saint-Etienne les Orgues*, Éd. C'est-à-dire, Saint-Michel l'Observatoire, 128 p.
- ROYER J.-Y.** (1991), *Forcalquier : le temps retrouvé*, Éd. de l'équinoxe, Marguerittes, 94 p.
- VOLLE A.** (2006), « Agritourisme et productions biologiques dans les Alpes-de-Haute-Provence », *Méditerranée*, n°107, pp. 67-71.
- WILLETTE L.** (1975), *Et la montagne fleurira...*, Denoël, Paris, 368 p.
- WILLETTE L.** (1993), *Longo Mai, vingt ans d'utopie communautaire*, Syros, Paris, 219 p.

> « Terrain 2 - Au nord du Périgord-Limousin » :

- AUDOUX L., NOURY D.** (2011), « Aires urbaines 2010 : les villes étendent leur influence de plus en plus loin », *Focal INSEE Limousin*, n°77, 4 p.
- BOUET G.** (1979), *L'évolution récente de la vie rurale en Limousin*, Thèse de doctorat d'état de géographie, Université de Bordeaux III, 669 p.
- BOUET G.** (1984), « Limousin » dans Brunet P. (dir.), *Carte des mutations de l'espace rural français (1950-1980)*, Centre de recherche sur l'évolution de la vie rurale, Université de Caen, pp. 74-75.
- CHÂTEL F.** (2009), « L'espace rural limousin cesse de perdre des habitants », *Focal INSEE Limousin*, n°51, 4 p.
- DESBORDES C.** (2004), *Atlas des populations immigrés en Limousin* dans *Dossiers INSEE Limousin*, n°3, 33 p.
- GRANDCOIN P.** (2006), *Un Robin des Bois entre Périgord et Limousin : histoire et légende de Burgou XIXe-XXe siècles*, Culture et patrimoine, Limoges, 160 p.
- GUYOT F.** (1980), « Les feuillardiers du Limousin », *Revue forestière française*, n°spécial, pp. 304-309.
- HOUDART M.-F.** (2003), *Comprendre le pays limousin...et y vivre*, Éd. Maïade, Lamazière Basse, 55 p.
- IGN** (2003), *Saint-Mathieu, Châlus*, Cartes de randonnée, n°1932 O, n°1932 E, 1/25 000^e.
- IGN** (2011), *Limoges Guéret*, TOP 100 Tourisme et Découverte, n°147, 1/100 000^e.
- JULIEN J.-F.** (2005), *La Haute-Vienne secrète : 100 communes à découvrir - 1*, Éd. Le Populaire du centre, Limoges, 276 p.
- JULIEN J.-F.** (2008), *La Haute-Vienne secrète : 100 communes à découvrir - 2*, Éd. Le Populaire du centre, Limoges, 286 p.
- LAVAUD C., THOMAS J.-N.** (2010), « 6 villes à la campagne : quel rayonnement dans le rural ? », *Focal INSEE Limousin*, n°64, 4 p.
- MORANGE R.** (1999), *Ce pays d'où je viens, Oradour-sur-Vayres en Limousin*, Éd. de la Veytizou, Neuvic-Entier, 309 p.
- PNRPL** (2011), *Synthèse du diagnostic de territoire pour la mise en œuvre de la charte du Parc naturel régional Périgord-Limousin*, 20 p.
- PAYS OUEST LIMOUSIN** (2010), *Diagnostic économique territorial*, 134 p.
- RICHARD F., BOUMEDIENNE F., BIKATUI N'BINKENA N.** (2009), *Géodynamique des migrations à destination du Limousin*, Étude pour la région Limousin, 112 p.
- TOMMASI G.** (2008), *Nouvelles formes de sociabilités en milieu rural*, Mémoire de Master 2 Management Interculturel, Université de Limoges.

> « *Terrain 3 - Au sommet du Haut-Languedoc* » :

AUDRIC S. (2009), « La campagne et les villes-centres de plus en plus attractives en Languedoc-Roussillon », *INSEE Repères synthèse pour l'économie du Languedoc-Roussillon*, n°1, 7 p.

AYMERIC J. (1988), *Anglès et son terroir*, Éd. de Poliphile, Castres, 195 p.

BOUESSE F., PERTILE I. (2007), « Forte croissance de la population en Midi-Pyrénées », *INSEE Midi-Pyrénées*, n°95, 6 p.

CCMHL (2005), *FOREST : Forêt Occitane pour le Renouveau d'un Eco-développement durable et Structurant du Territoire*, Dossier de candidature à l'appel à projets Pôles d'Excellence Rurale (DATAR) 21 p.

DERIOZ P. (1994), « Basses et moyennes montagnes en déprise et reprise : l'exemple du Haut-Languedoc occidental », *Économie rurale*, n°222, pp. 32-38.

DERIOZ P., GRILLO X. (2006), « Un demi-siècle de présence du mouflon dans le massif du Caroux (Hérault) : de l'expérience naturaliste à la valorisation de la ressource et à la gestion du territoire », *Revue de géographie alpine*, Vol 94, n°4, pp. 27-35.

IGN (2008), *Castres Le Sidobre, Monts de Lacaune, Lamalou-les-Bains*, Cartes de randonnée, n°2343 ET, n°2443 ET, n°2543 OT, 1/25 000^e.

IGN (2011), *Béziers Castres*, TOP 100 Tourisme et Découverte, n°169, 1/100 000^e.

POISSON C., BOURNIQUEL C. (2009), « Le rural en Midi-Pyrénées. Des territoires attractifs, inégalement équipés », *INSEE Midi-Pyrénées*, n°123, 6 p.

RATTE C. (2011), « Nouvelles aires urbaines : en Midi-Pyrénées, l'influence des villes se renforce et s'étend », *6 pages de l'INSEE (Midi-Pyrénées)*, n°138, 6 p.

ROQUE A. (2005), *L'Espinouse : les lieux symboliques (les poèmes illustrés de Clément Vieu)*, Centre de recherches du patrimoine de Rieumontagné, Rieumontagné, 126 p.

ROQUE J.-L., IZARD R., LACAN M., LACROIX P. (2011), *De Saint-Guilhem à l'Espinouse : voyage dans les forêts de l'Hérault*, Biotope, Mèze, 400 p.

TAILHADES B. (2011), « Nouvelles aires urbaines : l'influence des villes-centre renforcée en Languedoc-Roussillon sous l'effet de la densification et de la recomposition des pôles urbains », *Repères chiffres pour l'économie du Languedoc-Roussillon*, n°7, 6 p.

TAILHADES B. (2012), « Hérault : une économie présente, dynamisée par la croissance démographique et le tourisme », *INSEE Repères synthèse pour l'économie du Languedoc-Roussillon*, n°3, 8 p.

TALLON H. (2011), *Pluriactivité et accompagnement : un territoire à l'épreuve. Une expérimentation par la formation menée dans le Haut-Languedoc (Hérault)*, Thèse de doctorat de géographie, Université Paul Valéry, Montpellier, 570 p.

Tables

Table des cartes	395
Table des figures	397
Table des tableaux.....	399
Table des encadrés (de terrain)	401
Table des matières	403

Table des cartes

Carte 1. Localisation des terrains d'enquête.....	9
Carte 2. Les campagnes françaises sont diverses dans leurs caractéristiques démographiques, leurs fonctions économiques et leurs localisations géographiques	29
Carte 3. Entre Montagne de Lure et Massif du Lubéron (terrain 1)	43
Carte 4. Entre Angoulême, Périgueux et Limoges (terrain 2).....	45
Carte 5. Entre les départements du Tarn et de l'Hérault (terrain 3)	47
Cartes 6. Croissances démographiques de plus en plus généralisées, dans les communes urbaines comme rurales (RP 1968-2007)	53
Cartes 7. Trajectoires rurales hétérogènes et reprises locales plus ou moins généralisées	55
Carte 8. Trajectoires démographiques rurales régulières, à la hausse comme à la baisse	56
Cartes 9. Trajectoires démographiques rurales majoritairement positives sur le plan migratoire.....	67
Cartes 10. Attractivité croissante de l'ouest et du sud du territoire français, des littoraux et des arrière-pays maritimes, des (lointaines) périphéries urbaines et du Bassin parisien élargi	71
Cartes 11. Migrations vers les campagnes françaises : entre logiques nationales et régionales	78
Cartes 12. Régularité des pôles urbains émetteurs des flux résidentiels vers les campagnes françaises	79
Cartes 13. Origines des migrants, période de migration et taille des communes des terrains d'étude	81
Cartes 14. 15-35 ans <i>vs</i> 55-75 ans : des catégories centrales aux comportements migratoires distincts.....	88
Cartes 15. Couples <i>vs</i> couples avec enfants : des pratiques migratoires distinctes à l'échelle nationale.....	93
Cartes 16. Des PCS d'actifs variées participent aux extensions périurbaines et à l'attrait rural national	102
Cartes 17. Singularité <i>versus</i> proximité des trajectoires ayant une même origine géographique	123
Cartes 18. Prégnance des logiques régionales dans les parcours vers des communes rurales proches.....	125
Cartes 19. La région parisienne, principal pôle émetteur de mobilités résidentielles de retour au pays vers les campagnes et les littoraux de l'Ouest et du Sud	131
Cartes 20. Relations positives entre la présence de gîtes et des soldes migratoires favorables.....	141
Carte 21. Une présence moyenne bien supérieure aux résidents dans les <i>campagnes résidentielles</i>	145
Cartes 22. Croissance des appartements et des petits logements dans les <i>campagnes résidentielles</i>	168
Cartes 23. Densification et extension périurbaine et touristique dans les campagnes françaises	171
Cartes 24. Les arrivées lointaines, dans une résidence principale ancienne, sont de plus en plus fortes au sein des <i>bassins de vie à dominante rurale</i> du centre et du sud-ouest du pays.....	177
Cartes 25. Baisse majoritaire du volume des logements vacants anciens dans les campagnes de l'Ouest	188
Cartes 26. Forte progression des prix des maisons anciennes dans certains départements ruraux	194
Cartes 27. Décroissance rurale des ouvriers industriels, des agriculteurs et des artisans/commerçants..	201
Cartes 28. Croissance rurale de PCS des professions intermédiaires, des employés et des cadres	203
Cartes 29. Forte progression des revenus dans les campagnes de l'Ouest et du Sud entre 2000 et 2004.....	208
Cartes 30. Des arrivées lointaines significatives de la part des cadres et professions intellectuelles	213
Cartes 31. Des départs lointains autant significatifs de la part des cadres et professions intellectuelles.....	217
Cartes 32. Du nord-ouest au sud-ouest, une (nouvelle) diagonale rurale des installations britanniques.....	223
Cartes 33. Progression des 35-50 ans et des 50-65 ans parmi les migrations rurales étrangères	228
Carte 34. Des processus de gentrification plus diffus que circonscrits dans les campagnes françaises	233

Cartes 35. Croissances périurbaines et littorales des volumes d'individus de 60 ans et plus.....	250
Cartes 36. Croissances quasi-généralisées des 80 ans et plus dans les <i>bassins de vie à dominante rurale</i>	255
Cartes 37. Répartition homogène vs hétérogène des retraités en France rurale selon les anciennes PCS	259
Cartes 38. Croissance significative des retraites et pensions dans l'Ouest et le Sud entre 2004 et 2006	263
Cartes 39. La région parisienne reste le pôle émetteur prédominant des migrations rurales de retraite	273
Cartes 40. Migrations nationales et régionales de retraite vers les <i>bassins de vie à dominante rurale</i>	274
Cartes 41. Des mobilités importantes de retour au pays à la retraite pour certaines régions rurales.....	287

Carte 42. Les retraités comme révélateurs des compositions différenciées des populations rurales et acteurs des dynamiques démographiques des campagnes françaises	291
---	-----

- **Annexes :**

Cartes 1. Positions sur les axes factoriels des individus de l'ACP et localisations géographiques	307
Cartes 2. Nette opposition entre le nord et le sud du territoire national, entre les centres urbains et les communes rurales les plus isolées, concernant les évolutions démographiques naturelles depuis les années 1960	309
Cartes 3. Les jeunes actifs ont été les acteurs principaux des migrations de proximité vers les périphéries des (grandes) agglomérations françaises	311
Cartes 4. La région parisienne et l'étranger ont été les deux principaux pôles émetteurs de migrations de longue distance et de groupes d'âges hétérogènes vers les <i>bassins de vie à dominante rurale</i>	312
Cartes 5. Les ménages composés d'un couple avec enfants ont été les acteurs principaux des migrations de proximité vers les périphéries des (grandes) agglomérations françaises	313
Cartes 6. La région parisienne et l'étranger ont été aussi les deux principaux pôles émetteurs de migrations de longue distance vers les <i>bassins de vie à dominante rurale</i> selon la composition des ménages	314
Cartes 7. Des catégories socioprofessionnelles variées ont participé aux migrations de proximité vers les périphéries des (grandes) agglomérations françaises	315
Cartes 8. Des cadres, des professions intermédiaires, des employés, des ouvriers, venus notamment de la région parisienne et de l'étranger, ont été impliqués dans les migrations de longue distance vers les <i>bassins de vie à dominante rurale</i>	316
Cartes 9. Les passages par les principaux départements urbains et les migrations entre départements voisins paraissent dominants parmi toutes les étapes résidentielles	321
Cartes 10. La durée des étapes résidentielles diminue logiquement avec l'augmentation de leur nombre.....	322
Cartes 11. Surreprésentation des maisons et des grands logements à l'ouest du territoire.....	331
Cartes 12. RS du littoral <i>versus</i> RS des campagnes intérieures : des maisons individuelles et des grands logements anciens par opposition à des appartements et des petits logements récents	332
Cartes 13. Prédominances périurbaines et méridionales (Portugais, Marocains, Algériens), frontalières (Italiens, Belges, Espagnols, Allemands) et à l'ouest du pays pour les Britanniques.....	334
Cartes 14. Un vieillissement démographique incontestable mais des intensités locales hétérogènes	338

Table des figures

Figure 1. Structure de la thèse et objectifs des différentes parties et sous-parties	12
Figure 2. Principales passerelles entre les parties et les chapitres de la thèse	13
Figure 3. Variables sélectionnées pour la constitution d'une typologie des bassins de vie français	27
Figure 4. Profils des campagnes identifiées dans la typologie des bassins de vie français	28
Figures 5. Croissance, décroissance, stabilisation démographique et filiations familiales	51
Figure 6. Des croissances démographiques de moins en moins liées à la taille des communes rurales.....	57
Figures 7. Une inversion des croissances locales selon la taille des communes est-elle en cours ?	59
Figures 8. Une généralisation des reprises démographiques rurales par-delà l'éloignement urbain.....	61
Figures 9. Influences locales différenciées des communes urbaines plus ou moins proches	63
Figures 10. Croissances rurales plus fortes si l'évolution de la commune urbaine proche est positive.....	64
Figures 11. Les soldes migratoires positifs se sont généralisés au sein des campagnes françaises	66
Figures 12. Prédominance des dynamiques migratoires dans les évolutions démographiques locales	69
Figures 13. Perte d'attractivité des <i>campagnes des villes</i> au profit des autres campagnes françaises ?	72
Figure 14. Soldes migratoires à l'avantage des campagnes dans les échanges avec l'urbain.....	73
Figures 15. Soldes migratoires ruraux positifs pour les plus de 50 ans depuis les années 1960.....	83
Figures 16. Poids accru des 35-50 ans et des 50-65 ans dans les migrations vers les terrains d'étude	85
Figures 17. Croissance de l'attractivité des <i>campagnes résidentielles</i> et <i>productives</i> avec l'avancée en âge	87
Figures 18. Prédominance des couples (avec enfants) dans les soldes migratoires positifs ruraux	90
Figures 19. Destinations rurales différenciées pour les couples et les couples avec enfants.....	92
Figures 20. Plus de couple et moins avec enfants parmi les migrations vers les terrains d'étude	95
Figures 21. Diversité des évolutions migratoires rurales selon les catégories socioprofessionnelles	97
Figures 22. Entre stabilité et recomposition des profils sociaux des migrations vers les terrains d'étude	99
Figures 23. Dynamiques migratoires hétérogènes pour les groupes socioprofessionnels des actifs.....	101
Figures 24. Prédominance des migrations lointaines chez les retraités, vers l'ouest et le sud du pays	103
Figures 25. Extension des âges de fortes mobilités au cours du cycle de vie depuis les années 1960.....	107
Figures 26. Trois principaux effets de cycle : chez les jeunes actifs, les jeunes retraités et les plus âgés.....	108
Figures 27. Un effet d'âge supérieur à un effet de génération pour expliquer les plus fortes mobilités	111
Figures 28. Cohortes d'avant guerre et mobilités de retraite <i>vs</i> baby-boomers et extensions périurbaines	112
Figures 29. <i>Erratum</i>	
Figures 30. Expériences de vie rurale : un facteur central des mobilités récentes vers les campagnes	119
Figures 31. Plus les trajectoires vers les communes rurales sont denses, plus elles sont diversifiées.....	120
Figures 32. Implication des jeunes actifs de la région dans les extensions périurbaines et légère surreprésentation des jeunes retraités dans les mobilités de retour vers les campagnes productives.....	134
Figures 33. Une relation statistique non avérée entre les mobilités résidentielles vers les lieux de naissance et les caractéristiques socioprofessionnelles des individus mobiles	135
Figures 34. Labels touristiques et évolutions migratoires : quelques relations positives mais ténues.....	143
Figures 35. Des présences estivales surtout favorables aux <i>campagnes résidentielles</i> et <i>productives</i>	146
Figure 36. Profil périurbain <i>versus</i> profil résidentiel : des migrations de proximité et d'actifs par opposition à des migrations de longue distance et de retraités	149

Figures 37. Fortes croissances des volumes de logement dans les <i>campagnes résidentielles</i>	170
Figures 38. Prédominance des résidences principales anciennes dans les <i>campagnes productives</i>	175
Figures 39. Des venues lointaines importantes dans les rp anciennes des <i>campagnes vieilles et agricoles</i>	176
Figures 40. Les résidences principales sont-elles si prédominantes dans les campagnes françaises ?.....	181
Figures 41. Stabilisation et croissance locale de la part des résidences principales dans les années 2000	183
Figures 42. Croissance rurale généralisée et significative des prix immobiliers dans les années 2000	193
Figures 43. Parcours fournis et urbains pour les nouveaux ruraux des groupes moyens et supérieurs.....	214
Figures 44. Tendance à la gérontocroissance et au vieillissement dans les campagnes françaises	249
Figures 45. Évolution différenciée des individus de 60 ans et plus dans les terrains d'étude	252
Figures 46. Effets de la Première Guerre mondiale : des évolutions irrégulières parmi les 60 ans et plus	253
Figures 47. Évolution des groupes socioprofessionnels retraités dans la continuité de celle des actifs.....	257
Figures 48. Les anciens agriculteurs ou les anciens employés sont dominants dans les terrains d'étude ..	261
Figures 49. Choix majoritaire de biens récents de la part des retraités dans les <i>campagnes résidentielles</i>	275
Figure 50. Stabilité résidentielle pendant la période d'activité avant installation rurale à la retraite	277
Figures 51. Attrait différencié des <i>campagnes productives</i> et <i>résidentielles</i> selon les anciennes PCS.....	282
Figures 52. Rural <i>vs</i> urbain : soldes largement en faveur des campagnes pour les migrations de retraite.....	283

- **Annexes :**

Figure 1. Cercles de corrélation des facteurs pour les variables introduites dans l'ACP (Axes 1 à 3)	306
Figure 2. Description des dix nœuds d'indices de niveau les plus élevés de la CAH (1) (sur les dix premiers axes factoriels de l'ACP)	307
Figures 3. Vers une harmonisation à la hausse des variations moyennes annuelles de la population dues aux soldes naturels et migratoires (et par-delà la taille des communes rurales)	308
Figures 4. Les volumes des individus mobiles sont allés croissants depuis les années 1960, en premier lieu pour les jeunes actifs mais de plus en plus pour les actifs avancés	317
Figures 5. Les effets de cycle se sont fortement accentués depuis les années 1960, renforçant les déficits migratoires des communes rurales pour les 18-25 ans, et confirmant inversement leur attractivité accrue pour les actifs avancés et les jeunes retraités.....	318
Figures 6. Les effets du cycle de vie apparaissent également dominants dans une étude des comportements résidentiels selon les générations de naissance	319
Figures 7. Les entités urbaines ont été plébiscitées par les jeunes actifs des générations successives de naissance, alors que les communes rurales ont gagné en attractivité avec l'avancé en âge de ces mêmes générations.	320
Figures 8. Les lieux de naissance des conjoints sont tout autant choisis que ceux des personnes de référence du ménage dans les mobilités résidentielles des couples mariés	323
Figure 9. Description des dix nœuds d'indices de niveau les plus élevés de la CAH (2) (sur les dix premiers axes factoriels de l'ACP)	336
Figure 10. Profils des classes de la typologie de synthèse des processus de gentrification dans les campagnes françaises	337
Figures 11. Forte surreprésentation des résidences principales les plus anciennes (avant 1949) et des biens de l'après Seconde Guerre mondiale pour les retraités résidant dans les campagnes françaises	339
Figure 12. Description des dix nœuds d'indices de niveau les plus élevés de la CAH (3) (sur les dix premiers axes factoriels de l'ACP)	341
Figure 13. Profils des classes de la typologie de synthèse des populations retraitées et migrations de retraite dans les campagnes françaises	342

Table des tableaux

Tableau 1. Synthèse des bases de données utilisées au cours du travail de thèse.....	8
Tableau 2. Une baisse récente des distances moyennes parcourues pour migrer vers les campagnes	75
Tableau 3. Les réseaux migratoires entre l'urbain et le rural plus denses pour les migrations lointaines	76
Tableau 4. Nouveaux résidents ruraux et urbains : des profils ni équivalents ni totalement opposés.....	115
Tableau 5. Des expériences rurales et des trajectoires longues majoritaires parmi les nouveaux ruraux	116
Tableau 6a. Des origines locales et anciennes majoritaires, mais tendent à se diversifier	128
Tableau 6b. Baisse des proportions des mobilités résidentielles vers les départements de naissance	130
Tableau 7. Accompagnement <i>vs</i> évitement entre équipements touristiques et variations migratoires	139
Tableau 8. Progression des taux de locataires, d'appartements et de petits logements ruraux.....	167
Tableau 9. Les résidences principales sont-elles si dominantes parmi les nouveaux logements locaux ?	173
Tableau 10. Croissance des installations locales dans des résidences principales construites avant 1949	179
Tableau 11. Diversité immobilière des résidences secondaires dans les campagnes françaises	185
Tableau 12. Corrélation entre la baisse des logements vacants anciens et les soldes migratoires ruraux.....	187
Tableau 13. Progressions rurales des cadres, des professions intermédiaires et des employés	199
Tableau 14. Croissance locale des personnels de services aux particuliers et des employés publics	205
Tableau 15. Les fortes croissances des revenus ont concerné des campagnes variées entre 1996 et 2008...	207
Tableau 16. Croissances locales importantes et généralisées des revenus entre 2000 et 2004	209
Tableau 17. Influence supérieure des migrations de longue distance sur les structures sociales rurales.....	211
Tableau 18. Des PCS dominantes à la fois parmi les arrivées et les départs des campagnes françaises	216
Tableau 19. Des arrivées et des départs résidentiels socialement marqués dans les terrains d'étude	219
Tableau 20. 8,9 % des venues lointaines dans les <i>bv vieilles et agricoles</i> ont été le fait de Britanniques	221
Tableau 21. Croissance des retraités et diversité sociale des actifs parmi les arrivées rurales étrangères	227
Tableau 22. Prédominance des PCS des retraités parmi les installations rurales de Britanniques	229
Tableau 23. Croissance rurale assez homogène des retraites et pensions entre 2002 et 2008	262
Tableau 24. Croissances locales irrégulières du montant des retraités et pensions entre 2002 et 2008	265
Tableau 25. Corrélation négative entre vieillissement démographique et attractivité migratoire rurale	267
Tableau 26. Migrations de retraite rurales et renforcement des structures des populations retraitées.....	269
Tableau 27. Poids des expériences de vie rurale parmi les nouveaux retraités des communes rurales.....	277
Tableau 28. Large majorité des individus mariés et propriétaires parmi les nouveaux ruraux retraités.....	280
Tableau 29. Baisse régulière de la part des retraités migrant vers leur département de naissance.....	286
Tableau 30. Prédominance des 60-69 ans dans les récentes mobilités rurales de retour à la retraite	287
• Annexes :	
Tableau 1. Des <i>campagnes des villes</i> vers les <i>campagnes productives et résidentielles</i> , le poids des migrations les plus longues augmente	310
Tableau 2. Grille utilisée pour le recueil des parcours résidentiels dans l'enquête Histoire de vie 2003	321
Tableau 3. Hétérogénéité et spécificité des facteurs explicatifs des présences mensuelles dans les départements français (Modèles de régression multiple linéaire).....	328
Tableau 4. Prédominance rurale des catégories d'ouvriers, d'employés et d'artisans au RP 1990.....	333

Table des encadrés (de terrain)

Encadré 1. Sélection géographique des territoires d'enquête (terrains 1, 2 et 3)	9
Encadré 2. Précisions sur le déroulement des enquêtes locales (terrains 1, 2 et 3)	10
Encadré 3. Du RURAL à l'épreuve de l'expérience politique locale (terrain 3)	20
Encadré 4. « L'influence de l'étalement urbain sur les espaces agricoles » (terrain 1)	33
Encadré 5. Exemple d'une utopie communautaire qui dure... (terrain 1)	38
Encadré 6. Des trajectoires résidentielles entre migrations et mobilités (terrains 1 et 2)	40
Encadré 7. Au cœur de la Haute-Provence (Communautés de communes de Haute-Provence (n°1) et de Forcalquier Montagne de Lure (n°2)) (terrain 1)	42
Encadré 8. Au nord du Périgord-Limousin (Communauté de communes de Bandiat Tardoire Avenir) (terrain 2)	44
Encadré 9. Au sommet du Haut-Languedoc (Communauté de communes de la Montagne du Haut-Languedoc) (terrain 3)	46
Encadré 10. Essai de généalogie locale 1 : évolutions démographiques et familiales (terrain 2)	50
Encadré 11. Trajectoires démographiques rurales et locales depuis les années 1960 (terrains 1, 2 et 3) ..	54
Encadré 12. Évolutions démographiques locales et tailles des communes (terrains 1, 2 et 3)	58
Encadré 13. Évolutions démographiques locales et proximités urbaines (terrains 1, 2 et 3)	62
Encadré 14. Évolutions naturelles et migratoires à l'échelle locale (terrains 1, 2 et 3)	68
Encadré 15. Origines des arrivées locales, anciennes ou récentes (terrains 1, 2 et 3)	80
Encadré 16. Profils des nouveaux arrivants selon les tranches d'âge (terrains 1, 2 et 3)	84
Encadré 17. Profils des nouveaux arrivants selon la composition des ménages (terrains 1, 2 et 3)	94
Encadré 18. Profils des nouveaux arrivants selon les groupes socioprofessionnels (terrains 1, 2 et 3)	98
Encadré 19. Motivations 1 : la campagne par opposition aux maux de la ville (terrains 1 et 2)	109
Encadré 20. Motivations 2 : la campagne, ses atouts naturels et paysagers (terrains 1 et 2)	113
Encadré 21. Exemple de trajectoires résidentielles vers les campagnes françaises	117
Encadré 22. Motivations 3 : la campagne, un entre-deux géographique idéal (terrains 1 et 2)	121
Encadré 23. Motivations 4 : la campagne, terre de passage puis d'installation (terrains 1 et 3)	126
Encadré 24. Essai de généalogie locale 2 : lieux de naissance et origines des individus (terrain 2)	128
Encadré 25. Motivations 5 : la campagne pour un retour aux origines (terrains 1 et 2)	132
Encadré 26. Motivations 6 : la campagne, terre de vacances puis d'installation (terrains 1, 2 et 3)	137
Encadré 27. Naissance des Gîtes de France dans les Alpes de Haute-Provence (terrain 1)	140
Encadré 28. « À vendre ! » : un hameau abandonné et convoité au cœur du Limousin (terrain 2)	160
Encadré 29. Croissance locale des logements et des résidences principales récentes (terrains 1, 2 et 3) ..	172
Encadré 30. Essai de généalogie locale 3 : générations et perceptions de l'habitat rural (terrain 2)	176
Encadré 31. Ancienneté des logements locaux et migrations résidentielles récentes (terrains 1, 2 et 3) ..	178
Encadré 32. Évolution locale des résidences principales, secondaires ou vacantes (terrains 1, 2 et 3)	182
Encadré 33. Initiatives politiques face au délabrement et à l'embourgeoisement local (terrain 1)	189
Encadré 34. Un projet touristique d'envergure au cœur de la campagne limousine (terrain 2)	190
Encadré 35. Évolution et diversité des marchés immobiliers locaux (terrains 1, 2 et 3)	194

Encadré 36. Évolution locale de la composition socioprofessionnelle des actifs (terrains 1, 2 et 3)	204
Encadré 37. Évolution locale des revenus moyens des foyers fiscaux depuis 1996 (terrains 1, 2 et 3).....	208
Encadré 38. Étude locale des profils sociaux des migrations d'arrivée et de départ (terrains 1, 2 et 3)	218
Encadré 39. Aperçu des précenses et des migrations étrangères locales (terrains 1, 2 et 3).....	224
Encadré 40. Des profils sociaux extrêmes parmi les installations locales d'étrangers (terrains 1 et 2).....	230
Encadré 41. Étude du vieillissement et de la gérontocroissance à l'échelle locale (terrains 1, 2 et 3)	251
Encadré 42. Étude locale des catégories socioprofessionnelles des retraités (terrains 1, 2 et 3).....	260
Encadré 43. Étude locale de l'évolution des retraites et pensions entre 2002 et 2008 (terrains 1, 2 et 3) ..	264
Encadré 44. Exemples (1) de trajectoires d'installation rurale à la retraite (terrains 1 et 2).....	278
Encadré 45. Exemples (2) de trajectoires d'installation rurale à la retraite (terrains 1 et 2).....	284
Encadré 46. Exemples (3) de trajectoires d'installation rurale à la retraite (terrains 1 et 2).....	288
• Annexes :	
Annexe 1a. Grilles d'entretien utilisées lors des enquêtes de terrain	300
Annexe 1b. Entretiens réalisés au cours des trois enquêtes de terrain	302

Table des matières

Remerciements	iii
Sommaire	v
Glossaire	vii
Introduction générale	1
Une géographie nationale du renouveau démographique rural	3
Un renouveau évolutif, pluriel et contrasté des campagnes françaises	5
Démarche et diversité méthodologique : approches et données	7
« Sur des chemins de traverse » : plan de la thèse et transversalités	11
Partie 1. Dynamiques démographiques et migratoires en France rurale	15
Introduction de la première partie.....	16
<i>Chapitre 1. Définir et analyser les renouveaux démographiques des campagnes françaises</i>	17
1) « Où en est le <i>rural</i> ? », un univers spatial à cerner	17
a) (le) Nommer : des choix liés à des tendances disciplinaires et de société.....	17
b) Caractériser la diversité rurale : entre critères et méthodes de définition.....	21
c) Définitions statistiques et typologiques des campagnes françaises	24
Une typologie à dominante sociodémographique des campagnes françaises	26
2) Un <i>renouveau</i> rural entre postures scientifiques et faits de société	30
a) Choisir son « camp lexical » : des évolutions rurales négatives ou positives.....	30
b) Saisir les évolutions rurales contrastées : entre mutations et renouveau.....	32
c) Des dynamiques démographiques motrices pour le renouveau rural.....	34
3) Processus et migrants au cœur du <i>renouveau démographique rural</i>	36
a) Des modèles interprétatifs pour contextualiser les reprises rurales.....	36
b) Des indicateurs individuels pour décomposer les migrations rurales	39
<i>Chapitre 2. Renouveaux des campagnes françaises et diversité des migrations résidentielles</i>	49
1) Évolutions démographiques et reprises des campagnes françaises	49
a) Trajectoires démographiques en France rurale depuis les années 1960	52
b) Les croissances rurales sont-elles dépendantes de la taille des communes ?.....	57
c) Les croissances rurales sont-elles fonction de la proximité urbaine ?	59
2) Reprises des campagnes françaises et migrations résidentielles	65
a) Les apports migratoires au cœur des reprises démographiques rurales.....	65
b) Géographies de l'attractivité migratoire des campagnes françaises	69
c) Géographies des flux résidentiels vers les campagnes françaises.....	74
3) Profils des populations migrant vers les campagnes françaises	82
a) Tranches d'âge et migrations résidentielles rurales.....	82
b) Composition des ménages et migrations résidentielles rurales.....	89
c) Groupes socioprofessionnels et migrations résidentielles rurales.....	96

Chapitre 3. Analyses biographiques des mobilités résidentielles vers les campagnes françaises..... 105

1) Cycle de vie et mobilités résidentielles vers les campagnes françaises	106
a) Mobilités selon les âges détaillés : des cycles de plus en plus marqués	106
b) Mobilités selon les générations de naissance : l'âge reste le plus discriminant	110
2) Trajectoires résidentielles vers les communes rurales françaises	114
a) Indicateurs de synthèse et diversité des trajectoires résidentielles rurales	115
b) Visualisations graphiques des trajectoires et poids des étapes de vie rurale.....	118
c) Cartographie et exemples de trajectoires vers les communes rurales.....	122
3) Étapes marquantes et mobilités vers les campagnes françaises	127
a) Lieux de naissance et mobilités résidentielles de retour vers des pays ruraux	127
b) Lieux de vacances, tourisme rural et mobilités vers les campagnes françaises.....	136
Équipements d'accueil touristique et croissances migratoires rurales	138
Labels touristiques et croissances migratoires rurales.....	142
Population présente et attractivité touristique des campagnes françaises	144
Conclusion de la première partie.....	148

Partie 2. Processus de gentrification et renouveaux des campagnes françaises151

Introduction de la deuxième partie	152
--	-----

Chapitre 4. Étendre les limites de la gentrification : études rurales et perspectives de recherche..... 153

1) De la gentrification urbaine à la gentrification rurale	153
a) Genèse d'une extension conceptuelle depuis les origines rurales britanniques	154
b) Allers-retours entre recherches urbaines et rurales sur la gentrification	155
2) Unité et diversité des recherches sur la gentrification rurale	157
a) Pluralité des échelles d'étude et des méthodologies de recherche.....	157
b) Ouverture et transversalité des travaux ruraux sur la gentrification	159
3) Gentrification rurale et renouveaux des campagnes françaises	161
a) Pour une analyse gentrifiée du renouveau des campagnes françaises	162
b) Pour une étude plurielle et évolutive des processus de gentrification rurale.....	163
c) Pour une analyse de la fabrique des formes de gentrification rurale.....	164

Chapitre 5. Structures du parc de logements et gentrification dans les campagnes françaises..... 165

1) Caractéristiques et évolutions des logements en France rurale	165
a) Des campagnes en majorité de propriétaires et de maisons individuelles	166
b) Nouveaux logements et densification des campagnes françaises	169
2) Potentiels de gentrification : ancienneté et catégories du bâti	173
a) Ancienneté du bâti et logements ruraux choisis par les nouveaux résidents	174
b) Évolution des catégories des logements (principaux, secondaires, vacants).....	180

3) Indices de gentrification : bâti ancien vacant et prix immobiliers	185
a) Baisse de la vacance des logements ruraux les plus anciens.....	186
b) Croissance des prix immobiliers et notamment des biens anciens ruraux	191
Chapitre 6. Groupes sociaux et gentrification dans les campagnes françaises	197
.....	
1) Évolution des structures sociales dans les campagnes françaises	197
a) Croissances et décroissances rurales des catégories socioprofessionnelles.....	198
b) Progression généralisée et différenciée des revenus en France rurale.....	205
2) Migrations et recomposition sociale des populations rurales	210
a) Des installations socialement marquées dans les campagnes françaises.....	210
b) Des départs socialement marqués des campagnes françaises.....	215
3) Diversité des migrations étrangères vers les campagnes françaises	220
a) Prédominance des Britanniques parmi les installations rurales étrangères	221
b) Diversité sociodémographique des migrations étrangères en France rurale.....	226
Conclusion de la deuxième partie.....	232
Partie 3. Populations retraitées et renouvelés des campagnes françaises	235
Introduction de la troisième partie.....	236
Chapitre 7. De la diversité des populations retraitées dans les campagnes françaises.....	237
.....	
1) Diversité sociodémographique des populations retraitées	237
a) Populations âgées ou retraitées : des termes, des catégories, des expériences	238
b) Des populations âgées à des populations retraitées socialement hétérogènes.....	239
2) Les populations retraitées : recherches géographiques et rurales	240
a) Études du vieillissement et des structures des populations retraitées	240
b) Études des migrations/mobilités résidentielles des populations retraitées	242
3) Renouvelés des campagnes françaises et populations retraitées	244
a) Évolution des populations retraitées rurales et des migrations de retraite	244
b) Les populations retraitées au cœur du renouvelés des campagnes françaises	245
Chapitre 8. Vieillissement et populations retraitées dans les campagnes françaises.....	247
.....	
1) Vieillissement et gérontocroissance dans les campagnes françaises	247
a) Croissances inégales des 60 ans et plus dans les campagnes françaises.....	248
b) Progression des populations les plus âgées dans les campagnes françaises	252
2) Diversité socioéconomique des populations retraités rurales	256
a) Groupes socioprofessionnels retraités dans les campagnes françaises.....	256
b) Disparité des revenus de retraite et de leur croissance en France rurale.....	261
3) Populations retraitées et renouvelés démographiques ruraux	266
a) Populations retraitées et attractivité migratoire des campagnes françaises.....	266
b) Populations retraitées et migrations de retraite vers les campagnes françaises.....	268

Chapitre 9. Migrations et mobilités résidentielles de retraite vers les campagnes françaises.....	271
1) Géographies des migrations et mobilités rurales de retraite	271
a) Évolution et stabilité des migrations de retraite vers les campagnes françaises	272
b) Parcours résidentiels et mobilités de retraite vers les communes rurales.....	276
2) Diversité sociodémographique des migrations rurales de retraite	280
Soldes migratoires des campagnes françaises selon les anciennes PCS des retraités.....	281
3) Évolution et diversité des retours vers des pays ruraux à la retraite	285
Conclusion de la troisième partie	290
 Conclusion générale.....	 293
 Annexes.....	 299
Annexes 1. Compléments à l'introduction générale	300
Annexes 2. Compléments au chapitre 1	305
Annexes 3. Compléments au chapitre 2	308
Annexes 4. Compléments au chapitre 3	317
Annexes 5. Compléments à la conclusion de la partie 1	329
Annexes 6. Compléments au chapitre 5	331
Annexes 7. Compléments au chapitre 6	333
Annexes 8. Compléments à la conclusion de la partie 2	335
Annexes 9. Compléments au chapitre 8	338
Annexes 10. Compléments au chapitre 9	339
Annexes 11. Compléments à la conclusion de la partie 3	340
 Bibliographie.....	 343
« Publications scientifiques » (articles, ouvrages, chapitres, synthèses de résultats)	344
« Publications institutionnelles » (rapports, recherches prospectives).....	380
« Publications journalistiques » (articles, dossiers).....	382
« Publications littéraires » (essais, poésies, romans, photographies).....	383
« Productions audiovisuelles » (documentaires, films de fiction)	384
« Sites Internet » (associations, médias, organismes publics)	387
« Terrain 1 (n°1) et (n°2) - Au cœur de la Haute-Provence »	388
« Terrain 2 - Au nord du Périgord-Limousin »	390
« Terrain 3 - Au sommet du Haut-Languedoc »	391
 Tables.....	 393
Table des cartes	395
Table des figures.....	397
Table des tableaux	399
Table des encadrés (de terrain).....	401
Table des matières	403

Renouveaux des campagnes françaises

Évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recompositions sociales

Résumé : Les campagnes françaises sont diverses dans leurs caractéristiques géographiques, leurs fonctions économiques et leurs compositions sociales. Le renouveau démographique rural, constaté depuis les années 1970-1980, est tout aussi pluriel, comme les processus qui y ont concouru. Cette thèse propose une analyse nationale et locale, statistique et cartographique, des reprises rurales en France métropolitaine au cours des quatre dernières décennies. L'accent est mis sur les dynamiques migratoires et de mobilité résidentielle qui ont conduit à l'installation de populations variées dans les campagnes françaises : des actifs et des retraités, des cadres et des professions intermédiaires comme des employés et des ouvriers, des familles et des couples, des urbains et des anciens ruraux, des Français de naissance et des étrangers. Un panorama détaillé des renouveaux démographiques ruraux est réalisé, suivi par une étude exploratoire des processus de gentrification rurale et une analyse spécifique des populations retraitées dans les campagnes françaises.

Mots-clés : populations rurales, migrations résidentielles, mobilités résidentielles, cycle de vie, périurbanisation, rurbanisation, néoruralisation, gentrification rurale, retraités, géographie rurale, géographie de la population, France, Haute-Provence, Haute-Vienne, Haut-Languedoc.

Rural renewals in the French countryside

Demographic trends, spatial dynamics and social recompositions

Abstract: The French countryside has a diverse geography, economy and social composition. The rural renewal observed since the 1970s and 80s is equally diverse, as are the processes that have contributed to it. This thesis presents statistical and cartographic analyses of the renewal phenomenon since the 1970s, at both the national and local level. It focuses on the dynamics of migration and residential mobility that have led to the settlement of diverse populations in the French countryside: the active and the retired, white-collar and blue-collar workers, families and couples, people from the city and those already originally from the country, French natives and foreigners. A detailed overview of this rural renewal is followed by an exploratory study of rural gentrification processes and a specific analysis of retired populations in the French countryside.

Keywords: rural populations, residential migrations, residential mobilities, life course, suburbanization, counterurbanization, rural gentrification, retired populations, rural geography, population geography, France, Haute-Provence, Haute-Vienne, Haut-Languedoc.

Renouveaux des campagnes françaises

Évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recompositions sociales

Résumé : Les campagnes françaises sont diverses dans leurs caractéristiques géographiques, leurs fonctions économiques et leurs compositions sociales. Le renouveau démographique rural, constaté depuis les années 1970-1980, est tout aussi pluriel, comme les processus qui y ont concouru. Cette thèse propose une analyse nationale et locale, statistique et cartographique, des reprises rurales en France métropolitaine au cours des quatre dernières décennies. L'accent est mis sur les dynamiques migratoires et de mobilité résidentielle qui ont conduit à l'installation de populations variées dans les campagnes françaises : des actifs et des retraités, des cadres et des professions intermédiaires comme des employés et des ouvriers, des familles et des couples, des urbains et des anciens ruraux, des Français de naissance et des étrangers. Un panorama détaillé des renouveaux démographiques ruraux est réalisé, suivi par une étude exploratoire des processus de gentrification rurale et une analyse spécifique des populations retraitées dans les campagnes françaises.

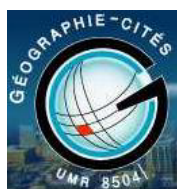
Mots-clés : populations rurales, migrations résidentielles, mobilités résidentielles, cycle de vie, périurbanisation, rurbanisation, néoruralisation, gentrification rurale, retraités, géographie rurale, géographie de la population, France, Haute-Provence, Haute-Vienne, Haut-Languedoc.

Rural renewals in the French countryside

Demographic trends, spatial dynamics and social recompositions

Abstract : The French countryside has a diverse geography, economy and social composition. The rural renewal observed since the 1970s and 80s is equally diverse, as are the processes that have contributed to it. This thesis presents statistical and cartographic analyses of the renewal phenomenon since the 1970s, at both the national and local level. It focuses on the dynamics of migration and residential mobility that have led to the settlement of diverse populations in the French countryside: the active and the retired, white-collar and blue-collar workers, families and couples, people from the city and those already originally from the country, French natives and foreigners. A detailed overview of this rural renewal is followed by an exploratory study of rural gentrification processes and a specific analysis of retired populations in the French countryside.

Keywords : rural populations, residential migrations, residential mobilities, life course, suburbanization, counterurbanization, rural gentrification, retired populations, rural geography, population geography, France, Haute-Provence, Haute-Vienne, Haut-Languedoc.



UMR 8504 - Géographie-cités

13 rue du four, 75006 Paris

Université Paris Diderot (Paris 7)

5 rue Thomas Mann, 75205 Paris Cedex 13

École doctorale de géographie de Paris (ED 434)

Institut de géographie, 191 rue Saint-Jacques, 75005 Paris

